PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 28 AVRIL 2026

_____

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

_____

L'AN DEUX MILLE VINGT SIX, le mardi 28 avril, à 9 h 00, les membres du Conseil Municipal de la Ville du TOUQUET-PARIS-PLAGE, convoqués le 22 avril 2026, se sont réunis au Palais des Congrès (salle Molière), sous la présidence de M. Daniel FASQUELLE, Maire *(sauf pour l'examen et le vote des comptes financiers uniques)*.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Denis CALOIN, Mmes Marielle PARENT et Carole CAPUS-LOTH, M. Claude DE MARCHI, Mme Marie SAUDEMONT, M. Jean-Philippe BATAILLE, Mme Liliane DENIS, Mme Michèle BIUNDO, MM. Alexandre KORBAS *(qui a assuré la présidence de la séance pendant l'examen et le vote des comptes financiers uniques)* et Philippe TIRY, Mme Marie-Bénédicte MULLE, M. Vincent MERIC DE BELLEFON, Mmes Catherine LANDRY, Valérie BLANQUEFORT, Patricia HÉNO et Anne-Sophie BANCQUART, MM. Franck LEMAÎTRE, Christophe VERMERSCH ALEXANIAN et Antoine COLLIER, Mme Catherine PREVOST, MM. Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM et Mme Roswitha LEON.

ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS :

M. Anthony JOUVENEL a donné pouvoir à M. Franck LEMAÎTRE ;
Mme Éléonore PATERNOTTE a donné pouvoir à M. Denis CALOIN ;
M. Olivier LEBREUILLY a donné pouvoir à Mme Catherine PREVOST.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

M. Alexandre KORBAS.

* * * *

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 27.
Nombre de conseillers municipaux présents : 24
Nombre de conseillers municipaux ayant donné pouvoir : 3
Quorum : 13.

* * * *

Ordre du jour de la séance du Conseil Municipal du 27 avril 2026

I ÉLECTION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

II COMMUNICATIONS DU MAIRE

III COMPTE RENDU DES DÉCISIONS DU MAIRE

IV VIE SCOLAIRE, SPORTIVE ET CULTURELLE

1) Désignation d'un représentant au Conseil d'École de l'École Antoine de Saint-Exupéry

2) « Les Pauses Littéraires du Touquet-Paris-Plage » : Modalités de mise en place, prise en charge des frais de prestation, de transport, de restauration et d'hébergement des auteurs et du médiateur littéraire

V TRANQUILLITÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ DES TOUQUETTOIS

3) Nouvelles modalités de gestion avec les fournisseurs d'applications mobiles de paiement dématérialisés pour le stationnement

VI COMPTES FINANCIERS UNIQUES 2025 AFFECTATION DES RÉSULTATS 2025 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE ET DES BUDGETS ANNEXES (Palais des Congrès et Régie Autonome du Palais des Congrès)

4) Désignation du Président de séance pour l'examen des comptes financiers uniques de l'exercice 2025 (budget principal de la Ville et budgets annexes : « Palais des Congrès » et « Régie Autonome du Palais des Congrès »)

5) Approbation du Compte Financier Unique 2025 et affectation de résultats du budget principal

6) Approbation du Compte Financier Unique 2025 et affectation de résultats du budget annexe « Palais des Congrès »

7) Approbation du Compte Financier Unique 2025 et affectation de résultats du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès »

VII BUDGET PRIMITIF 2026 DE LA VILLE ET SES ANNEXES

8) Fixation des taux de la fiscalité directe de la commune du Touquet-Paris-Plage pour l'année 2026

9) Fixation du montant de l'emprunt de la commune du Touquet-Paris-Plage pour l'année 2026

10) Fixation du montant, de la durée et des index pour la ligne de trésorerie de la commune

11) Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès : attribution d'une subvention de fonctionnement au budget annexe « Palais des Congrès » pour l'exercice 2026

12) Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès : attribution annuelle d'un apport en numéraire au budget annexe « Palais des Congrès » pour l'exercice 2026

13) Contribution financière 2026 à la Régie autonome du Palais des Congrès pour la compensation des contraintes de service public imposées dans le cadre de l'organisation des manifestations « Les mercredis Jazz », « Winter Jazz » et « Pianos Folies »

14) Attribution d'une subvention de fonctionnement au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) du Touquet-Paris-Plage pour l'année 2026

15) Attribution au Touquet & Co d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'investissement

16) Participation de la Ville à l'animation de la station et subventions pour l'exercice 2026

17) Adoption du Règlement Budgétaire et Financier pour la mandature actuelle

18) Révision n° 6 de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement pour la restauration de l'Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage

19) Révision n° 3 de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement AP25/MGP pour le Marché Global de Performance de Voirie 2025-2035

20) Révision n° 3 de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiements pour la rénovation du Front de Mer

21) Révision n° 6 de l'Autorisation d'Engagement et de Crédits de Paiement de la Rénovation du Palais des Congrès

22) Ouverture d'une autorisation de Programme et de Crédits de Paiement pour la restauration complète de l'Église Sainte-Jeanne d'Arc

23) Adoption des modalités d'amortissement pour la Régie Autonome du Palais des Congrès au 1er janvier 2026

24) Approbation du Budget Primitif 2026 du Budget Principal de la Ville

VIII BUDGET ANNEXE 2026 DU PALAIS DES CONGRÈS

25) Approbation du Budget Primitif 2026 du budget annexe « Palais des Congrès »

IX BUDGET ANNEXE 2026 DE LA RÉGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRÈS

26) Approbation du Budget Primitif 2026 du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès »

X DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

27) Taxe de séjour : modification du barème applicable à compter du 1er janvier 2027

28) Exploitation de la plage naturelle du Touquet-Paris-Plage : accord du Conseil Municipal pour résilier le sous-traité d'exploitation du lot de plage n° 7 situé sur le domaine public maritime à la demande du titulaire et recourir à la délégation de service public en vue de l'attribution du sous-traité d'exploitation du lot de plage pour les années 2027-2028

29) Autorisation d'occupation temporaire du domaine public et fixation de la redevance d'occupation du domaine public pour l'installation de deux modules sur une partie de la parcelle cadastrée section AR N° 159 de l'aéroport à la SAS NCL ÉVÈNEMENT

30) Tarifs 2026-2027 applicables aux propositions commerciales du Palais des Congrès à compter du 1er mai 2026

31) Ouverture d'un compte courant d'associés auprès de la SEMAT

XI AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

32) Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et de financement avec la Fédération Départementale d'Energie du Pas-de-Calais (FDE62) pour la réalisation des travaux d'effacement des réseaux aériens de l'avenue de Villemessant (grappe 32)

33) Autorisation donnée au mandataire du groupement du Marché Global de Performance de Voirie à établir et déposer les permis d'aménager pour le compte de la Ville du Touquet-Paris-Plage

XII ADMINISTRATION GÉNÉRALE

34) Séjour des membres du Conseil Municipal des Jeunes dans le cadre du jumelage entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et la Ville de Cary (USA)

35) Modification du tableau des effectifs : création de postes

36) Régime indemnitaire : instauration d'une indemnité de maniement de fonds au titre des fonctions de régisseurs (es) d'avances et de recettes

37) Régime indemnitaire : le RIFSEEP - actualisation

38) Octroi d'une garantie à première demande de la Ville à l'Agence France Locale pour l'année 2026

* * * *

M. le Maire : Je vous remercie de bien vouloir prendre place. Bonjour à toutes et à tous. J'ouvre la séance. Anthony JOUVENEL est absent et a donné pouvoir à Franck LEMAÎTRE ; Éléonore PATERNOTTE à Denis CALOIN et Olivier LEBREUILLY à Catherine PREVOST.

I ÉLECTION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

À l'issue de l'appel, **M. le Maire** propose à l'assemblée de nommer comme secrétaire de séance la candidature d'Alexandre KORBAS. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? C'est assez logique. M. KORBAS, si vous voulez bien nous rejoindre.

Monsieur Alexandre KORBAS, conseiller municipal, a été désigné, à l'unanimité, secrétaire de séance.

* * * *

II COMMUNICATIONS DU MAIRE



M. le Maire : Quelques communications avant de démarrer notre Conseil municipal pour vous informer que, s'agissant du Marché Global de Performance concernant les trottoirs, la voirie et les réseaux, les travaux démarrent aujourd'hui, ce 28 avril, pour les grappes 22 et 32. Il y a eu une réunion d'information à ce sujet, une communication faite sur le site de la ville, On pourra y revenir un peu plus tard dans le cadre du Conseil municipal. Vous savez que ce calendrier est à la main des entreprises en fonction de l'état des réseaux, de l'organisation aussi des réseaux, des priorités qu'ils définissent et qu'ils nous ont présenté pour 2026 et 2027. D'ailleurs, à l'occasion de cette réunion, il a été précisé qu'on ne peut pas aller au-delà de 2027 pour le moment, l'analyse des réseaux se poursuivant.



S'agissant de notre collaboration avec Étaples et Camiers, on a en partage l'École des Peintres d'Étaples. Sachez que vous pouvez admirer, depuis le 4 avril, 54 chevalets qui reprennent des tableaux de l'École des Peintres d'Étaples et on les a positionnés aux endroits où on pense possiblement que les artistes étaient quand ils les ont peints. Alors, il y a des paysages qui n'ont pas changé. Il y a des paysages qui ont

complètement été bouleversés. Et de ce point de vue-là, c'est aussi très intéressant de voir un peu le regard que ces peintres pouvaient avoir sur notre Baie quand ils ont fait ce travail. Des peintres qui étaient principalement à Étaples, mais pas seulement. Eugène CHIGOT, par exemple, avait son atelier ici au Touquet. On a d'ailleurs une belle collection de peintures de l'École des Peintres d'Étaples, ici, au Touquet dans notre Musée.



À la Bibliothèque-Médiathèque, vous retrouverez une exposition. C'est une artiste Touquettoise, Coco D, Corinne DIGNOIRE de son vrai nom, qui a travaillé avec l'École Jeanne d'Arc, la classe de CM2 de M. COURQUIN, sur les expressions françaises en images. Vraiment, je vous invite à aller la voir parce que c'est très intéressant de constater comment les enfants, en partant d'expressions de la langue française, ont imaginé des peintures, des dessins. L'œuvre principale, c'est « avoir le cœur sur la main ». Et cette œuvre figurera d'ailleurs en bonne place dans l'école. Il y a beaucoup d'autres tableaux, par exemple on voit ici « voir la vie en rose », « se mettre sur son 31 », « il pleut des cordes », etc., etc. La langue française a des expressions absolument incroyables, très fleuries et qui ont suscité l'imagination de nos enfants.



Le Printemps Baroque vient de se terminer pour la 5ème édition et ça a été un vrai succès. Merci à Vincent TAVERNIER et à ses équipes, avec la volonté d'aller dans la ville, ce qui a été le cas, en plus des soirées qui ont été quasiment toutes complètes. Et puis, un gros travail également avec les écoliers, puisque vous le savez, on tient absolument à ce que, systématiquement, nos évènements culturels majeurs aient un écho dans nos écoles. C'est le cas par exemple du Salon du Livre et là, pour le Printemps Baroque, c'est 3 000 élèves qui ont été touchés par les équipes de Vincent TAVERNIER. Ce qu'ils apprennent notamment, dans les cours de français, ce n'est pas seulement des beaux textes qu'ils lisent avec leurs professeurs, mais ils peuvent en discuter ensuite avec des acteurs, voire jouer des scénettes. Il y a vraiment beaucoup de pédagogie et je sais que ça a un écho vraiment majeur auprès de nos élèves. La Compagnie des Malins Plaisirs, c'est une compagnie qui se produit partout en France et on est vraiment là dans une qualité qui est nationale et qu'on apporte ici à nos enfants, en plus de l'apporter aux Touquettoises et aux Touquettois et puis d'animer joliment cette période de l'année.

TOUQUET AIR SHOW :
LA PATROUILLE DE FRANCE ET LA RAFAT RÉUNIES SUR NOTRE PLAGE !





Le Touquet Air Show va faire son retour le 27 septembre 2026. Vous savez, cette année, on fête à la fois les 90 ans de l'aéroport au mois de juillet mais on a également, et ça fait partie de ces festivités liées aussi aux 90 ans de notre aéroport, Le Touquet Air Show. On aura à la fois la Patrouille de France et, information que je vous donne ce matin, on aura également la Royal Air Force, les Red Arrows, l'équivalent de la Patrouille de France en Grande-Bretagne, la plus britannique des stations françaises. On va voir revenir les Red Arrows et on aura les deux à la fois, ce qui est tout à fait exceptionnel, plus un hélicoptère de la Marine et des Forces Armées Britanniques qu'il est exceptionnel d'avoir et qu'on aura la chance d'avoir à cette occasion.

AS GOLF DU TOUQUET :
UNE NOUVELLE PRÉSIDENTE



Le Golf du Touquet, l'information que je vous donne, a une nouvelle Présidente, Manuela DESMAZIERES-LEJOSNE. Elle remplace, alors, sacrée succession, Philippe TIRY. C'est l'occasion de saluer le travail de Philippe à la tête de cette association avec une très grande collaboration avec la ville, de beaux évènements organisés en commun, également une subvention qu'on a augmentée progressivement

pour l'école de golf et une ouverture vraiment du club sur la ville, un partenariat aussi avec l'École Parentale pour Enfants Autistes du Montreuillois, ça c'est le travail de Philippe qui a été salué à l'occasion de cette Assemblée Générale où il a passé la main à Manuela. C'est une bonne nouvelle puisqu'on l'aura maintenant complètement pour nous, Philippe.



Le Blériot Club a fêté ses 70 ans. Il faut savoir que le Blériot Club, notre club de char à voile, a été le premier créé en France il y a 70 ans et le représentant de la Fédération internationale de char à voile expliquait que notre club est depuis toujours l'un des piliers de la Fédération Française. La Présidente de la Fédération Française était présente aussi, mais aussi la Fédération Internationale de Char à Voile et ces 70 ans ont été célébrés de belles manières autour du Président Olivier BORET et de toutes ses équipes, évidemment, des familles DEMOURY et LAMBERT, puisqu'on sait ici l'apport d'Henri DEMOURY qui a fondé en 1956 le Club de Char à Voile avec René RENEAU et puis également le grand champion qui a été Bertrand LAMBERT. On a aussi fait référence à Christian NAU, pour ceux qui l'ont connu, qui a aussi marqué de son empreinte à la fois de char à voile, mais également d'autres engins de son invention sur la plage du Touquet et à travers le monde.

AUX MARCHES DU PALAIS : LE RENDEZ-VOUS DES PASSIONNÉS EST DE RETOUR !





Les Marches du Palais ont fait leur retour et c'est vraiment un évènement. Alors, je suis ravi parce qu'il y a eu tout un débat avec les services techniques, je ne vous le cache pas, pour savoir si on acceptait ces voitures sur nos belles pelouses du Palais. Mais moi, j'y tiens beaucoup parce que je trouve que cet évènement a parfaitement sa place à cet endroit, aux Marches du Palais. Merci à Patrick GONET et à toutes ses équipes. Il y avait un monde fou dimanche matin pour ceux qui ont pu y passer et c'est vraiment devenu un rendez-vous qui s'inscrit dans le calendrier de la ville, rendez-vous qui ne coûte rien à la ville pour le coup, gratuit aussi pour les visiteurs et qui anime vraiment joliment le dimanche matin la station et qui colle vraiment bien au Touquet puisque l'élégance de ces voitures colle bien au Palais, au décor et à ce qu'on imagine ce que doit être Le Touquet.

LE CADDY EXPRESS FÊTE SES 3 ANS : MERCI THIERRY !



Le Caddy Express fête ses 3 ans : c'est l'occasion de rappeler, parce que je sais qu'on en a beaucoup discuté, notamment pendant la campagne, la question de la liaison avec la gare d'Étaples. Elle doit être améliorée de toute évidence, même si je rappelle quand même qu'il y a des navettes qui avaient été mises en place par la ville, qui ont été reprises

par la CA2BM, mais on en parlera avec le nouveau Vice-Président, Benoit ROUZÉ, Maire de Lépine, de la CA2BM s'agissant du transport, puisqu'on va remettre à plat notre politique en matière de transport et on reverra évidemment la question de la liaison avec la Gare d'Étaples. Mais il y a cette solution, qui fonctionne puisqu'on a, en 3 ans, transporté 9 000 personnes. 9 000 personnes, ça n'est pas rien. C'est les communications du Maire, Mme PREVOST, si vous voulez poser des questions pendant les débats, vous pourrez les poser sans aucun problème. Donc c'est une solution qui a permis de dépanner 9 000 personnes et ça n'est pas négligeable. En complément des navettes qui existent, que l'on a créées et qui ont été reprises par la CA2BM, plus des lignes régulières de bus, plus maintenant les VTC qui se sont développés et qui offrent également une solution. Il y a quand même beaucoup, beaucoup moins, il suffit de regarder, de personnes qui sont en galère à traîner leur valise le long de l'avenue de Général de Gaulle. Dieu sait si j'en ai pris en stop plus d'une fois mais, pour autant, la situation n'est pas parfaite. Il y a encore des personnes qui sont en galère à l'arrivée de certains trains, donc il faut compléter ce qui existe mais il ne faut pas pour autant nier ce qui existe et les progrès qui ont été faits. Ce n'est pas parce que tout n'est pas parfait que rien n'a été fait et, là, 9 000 personnes ce n'est quand même pas rien et je tenais à le souligner ce matin et à remercier Thierry qu'on voit ici, qui est extrêmement dévoué et pour lequel on a toujours de formidables retours et qui, depuis trois ans, assure seul ce service du Caddy Express. Donc merci à Thierry.

Merci également à Patrick SALEMBIER mais aussi à nos équipes des espaces verts, en particulier ici à Jérémy DANTIN, Patrick DUCROCQ et Julien FASQUEL qui ont redonné vie à nos parterres liés aux travaux de la Mairie mais également parce qu'en fait nos buis avaient été dévastés par la pyrale. On a été obligé d'enlever tout ce qui existait et on a recréé ces parterres avec un dessin qui reprend le calepinage du trottoir. Et alors, en apparence, ce sont des buis mais ce ne sont pas des buis : ce sont des fusains à petites feuilles, qui sont beaucoup plus résistants aux maladies notamment à la pyrale.

Pour terminer, je voulais vous dire que j'ai reçu une lettre, le 21 avril 2026, de Mme Roswitha LEON qui siège au sein de ce Conseil municipal et je vais vous la lire :

« Monsieur le Maire,
Je me permets de vous informer, par la présente, que mon siège au sein du Conseil municipal ne sera plus rattaché à la Liste « Le Touquet avec vous » je siégerai dorénavant en tant qu'indépendante ».

Je tenais aussi à vous donner cette information, ce matin, Mme LEON, que je salue, qui est présente ce matin.

*** * * ***

III COMPTE RENDU DES DÉCISIONS DU MAIRE

Dans le cadre des délégations que j'ai reçues du Conseil municipal par délibération du 22 mars 2026, je vous informe que j'ai pris les décisions suivantes :

Numéro	Date	Objet
08	13 avril 2026	Concession d'un emplacement dans le cimetière communal secteur Y n° 5
09	14 avril 2026	Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable avec le Cabinet Henri Abecassis pour une assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la réalisation de l'audit de l'assurance et le renouvellement du marché d'assurance flotte automobile et risques annexes à compter du 1er janvier 2027, pour les besoins du groupement de commandes constitué entre la Ville du Touquet-Paris-Plage, le CCAS, Le Touquet & Co, AILE II. Montant forfaitaire : 2 700 € HT.

10	15 avril 2026	Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable avec Les Jeunesses Musicales de France Hauts-de-France - contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle « Harmattan Brothers » du 03/04/2026. Montant : 2 265 euros TTC.
11	15 avril 2026	Concession d'un emplacement de colombarium - secteur I n° 11
12	16 avril 2026	Convention d'occupation précaire de locaux à usage d'habitation sis au 57 rue de Bruxelles
13	17 avril 2026	Désignation d'un avocat - mission de conseil et de représentation de la commune dans le cadre d'une procédure contentieuse
14	20 avril 2026	Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable avec l'association « Dynamo » - Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle. Montant : 2230 € HT (2352,65 € TTC).
15	20 avril 2026	Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable avec l'association « Dynamo » - Contrat de prestation de services atelier « Broderies numériques ». Montant : 800 € HT (960,00 € TTC).
16	20 avril 2026	Acceptation d'un don du Rotary Le Touquet Montreuil Berck dans le cadre des actions du Conseil municipal des jeunes. Montant : 3 679,60 €.

M. le Maire : les décisions du Maire vous ont été communiquées et on a pu y répondre pendant la Commission plénière.

- - - -

Chaîne d'intégrité du document : 33 E6 13 DF 6E E8 80 14 ED 40 BE 98 64 09 16 80
Publié le : 21/04/2026
Par : FASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publicat.fr/document/Public/683930
Page 1/2

- Nature & Élégance -
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DÉCISION DU MAIRE N° 8

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

CONCESSION D'UN EMPLACEMENT DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL

Cette décision annule et remplace la décision n° 882 en date du 7 janvier 2026.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2122-22, L 2223-1 à L 2223-18, L 2223-22 et L 2223-27, R 2223-2 à R 2223-23,

Vu la délibération n° 2026-01-06 du Conseil Municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 22 mars 2026, reçue dans les services de la Sous-Préfecture le 24 mars 2026, par laquelle, il donne délégation au Maire de prendre toute décision concernant la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière.

Vu la délibération du Conseil Municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 30 mai 2000, visée par Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-mer le 22 juin 2000, adoptant la répartition du produit des concessions de cimetière,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 13 décembre 2025, reçue en Préfecture le 14 décembre 2025, fixant les nouveaux tarifs dans l'ensemble du cimetière communal,

Vu l'arrêté municipal en date du 17 août 2016 visé par la Préfecture le 23 août 2016, constituant le Règlement du cimetière,

Vu la décision du Maire n° 882 en date du 7 janvier 2026 reçue en Préfecture le 13 janvier 2026 relative à la location d'une concession dans le cimetière communal par Madame Marie-Christine DELORY, née LIENARD.

.../...

Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage
Boulevard Daloz - BP 51 - 62520 Le Touquet-Paris-Plage
T. 03 21 06 72 72 | mairie@ville-letouquet.fr

www.letouquet.com
www.lestouquettois.fr
#letouquet

Chaîne d'intégrité du document : 33 E6 13 DF 6E E8 00 14 ED 40 BE 86 64 09 10 90
Publié le : 21/04/2026
Par : FASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publia.st/DocumentPublic/663900
Page 2/2

- Nature & Elegance -
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

Considérant que Madame Marie-Christine DELORY née LIENARD, a formulé, par courrier en date du 5 janvier 2026, une demande à l'effet d'obtenir dans le cimetière communal une concession d'une superficie de 2 m² (deux places), pour une durée de trente ans renouvelable.

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DÉCIDE

- d'annuler et de remplacer la décision du Maire n°882, afin de concéder pour trente ans, secteur Y n°5, à Madame Marie-Christine DELORY, née LIENARD, domiciliée 16 bis rue de Samer, villa « Caprice » au Touquet-Paris-Plage (62520) une superficie de deux mètres carrés de terrain de deux places dans le cimetière communal, pour y fonder la sépulture particulière de son époux, Monsieur Jacques DELORY, décédé le 5 janvier 2026 à Cucq, d'elle-même et des membres de la famille (urnes), conformément aux lois, arrêtés et règlements relatifs aux concessions et sépultures.

  Cette concession est faite moyennant la somme de quatre cent quatre euros (404.00 €) pour le prix principal du terrain. Cette somme sera versée entre les mains de Monsieur le Trésorier municipal, les deux tiers du prix du terrain seront versés au profit de la commune et le troisième au profit du Centre Communal d'Action Sociale.

  Madame Marie-Christine DELORY, née LIENARD s'engage à respecter, en ce qui la concerne, toutes les prescriptions contenues dans le règlement du cimetière.

- de signer tous documents se rapportant à cette concession.

Ampliation de la présente décision sera remise au concessionnaire.

Fait au Touquet-Paris-Plage, le 13 avril 2026

Le Maire du Touquet-Paris-Plage,

MAIRIE DU TOUQUET PARIS-PLAGE PAS-DE-CALAIS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
062-216208264-20260421-008-AU
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/04/2026

Daniel FASQUELLE

Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage
Boulevard Daloz - BP 51 - 62520 Le Touquet-Paris-Plage
T. 03 21 06 72 72 | mairie@ville-letouquet.fr

www.letouquet.com
www.lestouquettois.fr
#letouquet

Chaîne d'intégrité du document : 78 B7 DE F3 6F F9 8A E8 30 4C 14 B2 49 89 66 56
Publié le : 21/04/2026
Par : FASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publia.st/fr/document/Public/663901
Page 1/3

Nature & Élegance
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DÉCISION DU MAIRE N° 9

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

MARCHÉ PASSÉ SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE PRÉALABLES

ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA RÉALISATION DE L'AUDIT DE L'ASSURANCE ET LE RENOUVELLEMENT DU MARCHÉ D'ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE ET RISQUES ANNEXES
pour les besoins du groupement de commandes constitué entre la Ville du Touquet-Paris-Plage, le Centre communal d'Action Sociale, Le Touquet & Co et l'Aéroport International Le Touquet - Elizabeth II

AVEC LE CABINET HENRI ABECASSIS (Immeuble le Quartz - 58/70 Chemin de la justice - 92290 CHATENAY-MALABRY)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2122-22.

Vu le code de la commande publique et notamment les articles L 2122-1 et R 2122-8.

Vu l'avis NOR : ECOM2530077V relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, publié au Journal Officiel de la République Française le 30 décembre 2025.

Vu la délibération n° 2026-01-06 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 22 mars 2026, par laquelle il donne délégation au Maire de prendre toute décision concernant la préparation (élaboration du dossier de consultation des entreprises), la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants dès lors que les crédits sont inscrits au budget ou dans les limites de l'Autorisation de Programme préalablement adoptée par le Conseil Municipal.

VU les délibérations du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 16 décembre 2024, du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale en date du 17 décembre 2024, du Conseil d'Administration du Touquet & Co en date du 20 décembre 2024 et du Conseil d'Administration de l'Aéroport International Le Touquet - Elizabeth II en date du 17 janvier 2025, relatives à la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville du Touquet-Paris-Plage, le Centre Communal d'Action Sociale, Le Touquet & Co et l'Aéroport International Le Touquet - Elizabeth II en vue de la réalisation d'un audit de l'assurance flotte automobile et risques annexes et de la passation du marché relatif à la souscription du contrat d'assurance.

VU la Convention constitutive du groupement de commandes signée le 24 janvier 2025.

Considérant le poids important que représente annuellement le poste assurances au sein du budget,

Considérant que le marché d'assurance flotte automobile et risques annexes arrivera à échéance le 31 décembre 2026 (lot n° 2 : assurance automobiles et des risques annexes, y compris l'auto-missions).

.../...

Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage
Boulevard Daloz - BP 51 - 62520 Le Touquet-Paris-Plage
T. 03 21 06 72 72 | mairie@ville-letouquet.fr

www.letouquet.com
www.lestouquettois.fr
#letouquet

Chaîne d'intégrité du document : 70 B7 DE F3 6F F9 8A E8 33 4C 14 B2 49 69 66 56
Publié le : 21/04/2026
Par : FASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/940931
Page 2/2

- Nature & Élegance -
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

Considérant que la renégociation des contrats d'assurances, qui prendront effet à compter du 1er janvier 2027, impose au préalable la réalisation d'un audit de l'assurance.

Considérant la nécessité de faire appel à des professionnels pour accompagner et conseiller la Ville du Touquet-Paris-Plage, le Centre Communal d'Action Sociale, Le Touquet & Co et l'Aéroport International Le Touquet - Elizabeth II, à travers la réalisation de cet audit qui englobera également l'établissement du Dossier de Consultation des Entreprises, l'assistance technique au cours de la consultation et la participation à la commission d'appel d'offres, en vue de renégocier le contrat d'assurance.

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DÉCIDE

- de confier cette mission de réalisation de l'audit des assurances et du marché des assurances au CABINET HENRI ABECASSIS (Immeuble le Quartz - 58/70 Chemin de la justice - 92290 CHATENAY-MALABRY) moyennant un coût forfaitaire (honoraires et frais de déplacement compris) de 2 700 € HT.

  Il est précisé qu'en cas de marché déclaré « infructueux », la mission se poursuivra sans majoration d'honoraires dans le cadre d'un marché négocié.

- de signer tous documents se rapportant au marché précité.

Fait au Touquet-Paris-Plage, le 14 avril 2026.

Le Maire du Touquet-Paris-Plage,

MAIRIE DU TOUQUET PARIS-PLAGE
PAS-DE-CALAIS

Daniel FASQUELLE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
062-216208264-20260421-009-AU
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/04/2026

Chaîne d'intégrité du document : 1E C2 46 CA 19 0D D2 5D 7F 7A 53 26 48 7A 7A 71
Publié le : 29/04/2026
Par : FASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/document/Public/994760
Page 1/2

- Nature & Élégance -
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DÉCISION DU MAIRE N° 10

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

MARCHÉ PASSÉ SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE PRÉALABLES

Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacles avec Les Jeunesses Musicales de France Hauts-de-France
(31 rue des Fossés – 59000 LILLE)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2122-22,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L 2122-1 et R 2122-8,

Vu l'avis NOR : ECOM2530077V relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, publié au Journal Officiel de la République Française le 30 décembre 2025.

Vu la délibération n° 2026-01-06 du Conseil Municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 22 mars 2026, par laquelle, il donne délégation au Maire de prendre toute décision concernant la préparation (élaboration du dossier de consultation des entreprises), la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants dès lors que les crédits sont inscrits au budget ou dans les limites de l'Autorisation de Programme préalablement adoptée par le Conseil Municipal.

Considérant que dans le cadre du Parcours d'Éducation Artistique et Culturelle Intergénérationnel, la Ville du Touquet-Paris-Plage a décidé d'organiser des spectacles et ateliers artistiques pour enfants.

Considérant que les Jeunesses Musicales Hauts-de-France, représentées par Monsieur Dominique Couliou, en sa qualité de Président, propose de produire des spectacles et ateliers artistiques répondant aux objectifs du PEAC Intergénérationnel.

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DÉCIDE

- de passer et de signer un contrat de cession du droit d'exploitation de spectacles avec les Jeunesses Musicales de France Hauts-de-France (31 rue des Fossés-59000 Lille) pour une représentation du spectacle « Harmattan Brothers » le mardi 03 avril 2026 à 14h30 – salle V. Boucher- Palais des Congrès pour les enfants des deux écoles du Touquet-Paris-Plage, classes des cycles 2 et 3.

- de régler aux Jeunesses Musicales de France Hauts-de-France, la somme de 2 265 euros TTC (les JMF ne sont pas soumis à la TVA), par virement bancaire après le dépôt de la facture sur Chorus Pro,

.../...

Chaîne d'intégrité du document : 1E C2 48 CA 1B 0D D0 5D 7F 7A 53 26 48 7A 7A 71
Publié le : 29/04/2026
Par : FASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publi.ict.fr/document/Public/994703
Page 2/2

- Nature & Élegance -
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

- de prendre en charge les droits d'auteur à verser auprès de la SACEM / SACD et taxes diverses.

Fait au Touquet-Paris-Plage, le 15 avril 2026.

Le Maire du Touquet-Paris-Plage,

Daniel FASQUELLE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
062-216208264-20260429-010-AU
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 29/04/2026

Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage
Boulevard Daloz - BP 51 - 62520 Le Touquet-Paris-Plage
T. 03 21 06 72 72 | mairie@ville-letouquet.fr

www.letouquet.com
www.lestouquettois.fr
#letouquet

Chaîne d'intégrité du document : 12 47 9B 84 14 B4 7B FA 57 D3 EA 76 9C 7C 3B F6
Publié le : 23/04/2026
Par : FASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publilect.fr/document?public=988646
Page 1/2

- Nature & Élégance -
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DÉCISION DU MAIRE N° 11

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

CONCESSION D'UN EMPLACEMENT DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2122-22, L 2223-1 à L 2223-18, L 2223-22 et L 2223-27, R 2223-2 à R 2223-23,

Vu la délibération n° 2026-01-06 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 22 mars 2026, par laquelle il donne délégation au Maire de prendre toute décision concernant la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière.

Vu la délibération du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 30 mai 2000, adoptant la répartition du produit des concessions de cimetière,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mars 2022, autorisant la location de columbariums à destination des résidents secondaires de la commune,

Vu la délibération n° 2025-04-59 du Conseil municipal en date du 13 octobre 2025, fixant les nouveaux tarifs dans l'ensemble du cimetière communal,

Vu l'arrêté municipal en date du 17 août 2016, constituant le Règlement du cimetière,

Considérant que Madame Géraldine CRÉPIN, née GUIDET, a formulé, par courrier en date du 14 avril 2026, une demande à l'effet d'obtenir dans le cimetière communal un emplacement de columbarium comportant au maximum 3 urnes de taille standard, pour une durée de 30 ans renouvelable.

.../...

Chaîne d'intégrité du document : 12 47 98 84 14 84 78 FA 57 D3 EA 76 9C 7C 36 F6
Publié le : 23/04/2026
Par : FASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/document/Public/988646
Page 3/3

Nature & Élégance
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DÉCIDE

- de concéder pour une durée de 30 ans, un emplacement de columbarium I n° 11, à Madame Géraldine CRÉPIN, née GUIDET domiciliée 2 rue Henry Derycke des Tertiales, résidence « Mogador » Appartement 44 B à Valenciennes (59300), résidant 8 avenue de la Pérouse, résidence « Santa Monica » appartement 5 au Touquet-Paris-Plage (62520), pour y fonder la sépulture particulière de son époux, Monsieur Frédy CRÉPIN, décédé le 13 avril 2026 à Rang-du-Fliers, d'elle-même et d'un membre de la famille, conformément aux lois, arrêtés et règlements relatifs aux concessions et sépultures.

  Cette concession est faite moyennant la somme de mille huit cent quatre-vingt-dix-sept euros (1 897 €). La somme globale, soit mille huit cent quatre-vingt-dix-sept euros (1 897 €), sera versée entre les mains du comptable public assignataire de la Ville du Touquet-Paris-Plage, les deux tiers du prix de la concession seront versés au profit de la commune et le troisième au profit du Centre Communal d'Action Sociale.

  Madame Géraldine CRÉPIN, née GUIDET s'engage à respecter, en ce qui la concerne, toutes les prescriptions contenues dans le règlement du cimetière.

  Ampliation de la présente décision sera remise au concessionnaire.

- de signer tous documents se rapportant à cette concession.

Fait au Touquet-Paris-Plage, le 15 avril 2026

Le Maire du Touquet-Paris-Plage,

MAIRIE DU TOUQUET PARIS-PLAGE PAS-DE-CALAIS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
062-216208264-20260423-11-AU
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/04/2026

Daniel FASQUELLE

Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage
Boulevard Daloz - BP 51 - 62520 Le Touquet-Paris-Plage
T. 03 21 06 72 72 | mairie@ville-letouquet.fr

www.letouquet.com
www.lestouquettois.fr
#letouquet

Chaîne d'intégrité du document : 49 DA 62 F2 3D 6D 9A B3 48 E4 FC CB 29 F0 15 0B
Publié le : 05/05/2026
Par : FAGUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publicd.fr/document/Public/1002413
Page 1/2

- Nature & Élégance -
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DECISION DU MAIRE N° 12

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE DE LOCAUX A USAGE D'HABITATION SIS AU 57 RUE DE BRUXELLES 62520 LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

AVEC MONSIEUR PATRICK FLAHAUT ET MADAME JACQUELINE FLAHAUT-ARCHAMBAULT

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2122-22.

VU la délibération n° 2026-01-06 du Conseil Municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 22 mars 2026, reçue dans les services de la Sous-Préfecture le 24 mars 2026, par laquelle il donne délégation au Maire notamment de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, et de procéder à la détermination des tarifs à caractère temporaire ou ponctuel.

CONSIDÉRANT que le 30 mars 2017, la Ville a signé avec Monsieur Patrick FLAHAUT et Madame Jacqueline FLAHAUT-ARCHAMBAULT un contrat pour l'occupation par ces derniers d'un logement communal situé au premier étage du bâtiment sis 57 rue de Bruxelles au Touquet-Paris-Plage à compter du 1er avril 2017. Ce contrat était conclu pour une durée de trois ans reconductible. Le dernier renouvellement est arrivé à terme le 31 mars 2026.

CONSIDÉRANT que durant cette période, les intéressés ont éprouvé de sérieuses difficultés de paiement du loyer mensuel. En dépit de deux plans d'apurement, le paiement intégral de la dette n'a pas été réalisé.

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, par courrier recommandé en date du 21 juillet 2025, la Ville a avisé Monsieur Patrick FLAHAUT et Madame Jacqueline FLAHAUT-ARCHAMBAULT de sa décision de ne pas renouveler le bail du 30 mars 2017 au terme du contrat, fixé au 31 mars 2026.

CONSIDÉRANT que le 30 mars 2026, Monsieur Patrick FLAHAUT a demandé au Maire du Touquet-Paris-Plage son maintien dans les lieux jusqu'à l'obtention d'un nouveau logement, en faisant valoir des difficultés à trouver un logement sur le territoire du Touquet-Paris-Plage.

CONSIDÉRANT que tenant compte de la situation des intéressés, actuellement occupants sans droit ni titre, la Ville du Touquet-Paris-Plage consent à conclure un contrat d'occupation précaire des lieux par ces derniers, dans les conditions fixées par convention.

CONSIDÉRANT que cette convention d'occupation temporaire est consentie pour une durée maximale de trois mois à compter du 1er avril 2026 et arrivera à échéance le 30 juin 2026 sans ouvrir aucun droit à renouvellement au profit de l'occupant précaire, moyennant le versement d'une redevance d'occupation mensuelle de 380,31 €.

Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage
Boulevard Daloz - BP 51 - 62520 Le Touquet-Paris-Plage
T. 03 21 06 72 72 | mairie@ville-letouquet.fr

www.letouquet.com
www.letouquettois.fr
#letouquet

Chaîne d'intégrité du document : 49 DA 62 F2 3D 8D 9A B3 40 E4 FC CB 29 F0 15 0B
Publié le : 05/05/2026
Par : FASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publi.ct.fr/documentPublic/1002413
Page 2/3

Nature & Elegance
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET

DECIDE

- de mettre à disposition, à titre précaire et temporaire, de Monsieur Patrick FLAHAUT et Madame Jacqueline FLAHAUT-ARCHAMBAULT, du 1er avril au 30 juin 2026, un logement communal sis au 1er étage du 57 Rue de Bruxelles au Touquet-Paris-Plage d'une surface de 66,42 m², moyennant le versement par ces dernier d'une redevance mensuelle de 380,31 €, payable à terme échu sur présentation par la Ville d'un titre de recettes.

  Cette convention conclue pour une durée maximale de 3 mois à compter du 1er avril 2026 arrivera à échéance le 30 juin 2026 sans ouvrir droit à renouvellement au profit de l'occupant précaire. Elle pourra être résiliée par la Ville de plein droit en cas d'inexécution de ses obligations par l'occupant précaire, moyennant un préavis d'une semaine par lettre recommandée avec accusé de réception.

- de signer la convention d'occupation précaire correspondante sur les bases précitées.

Fait au Touquet-Paris-Plage, le 16 Avril 2026

Le Maire du Touquet-Paris-Plage,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
062-216208264-20260505-012-AU
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 05/05/2026

MAIRIE DU TOUQUET PARIS-PLAGE * PAS-DE-CALAIS *

Daniel FASQUELLE

Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage
Boulevard Daloz - BP 51 - 62520 Le Touquet-Paris-Plage
T. 03 21 06 72 72 | mairie@ville-letouquet.fr

www.letouquet.com
www.lestouquettois.fr

Chaîne d'intégrité du document : 7E E7 8A D9 F5 AC 1C 65 6E 6E AE 5C 6A 7F F4 77
Publié le : 23/04/2026
Par : FASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publics.fr/document/Public/98647
Page 1/2

Nature & Elegance
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DÉCISION DU MAIRE N° 13

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mission de conseil et de représentation de la commune du Touquet-Paris-Plage dans le cadre d'une procédure judiciaire ayant donné lieu à une enquête administrative

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122-22,

Vu la délibération n° 2026-01-06 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage du 22 mars 2026 portant délégation de pouvoirs du Conseil municipal au Maire, pour la durée du mandat,

Vu la délibération n° 2026-02-08 du 13 avril 2026 donnant au Maire, pour la durée du mandat, le pouvoir d'ester en justice au nom de la commune, soit en demande ou en défense, soit en intervention volontaire ou sur mise en cause, devant tous les degrés et tous les ordres de juridiction, pour toutes les actions destinées à préserver ou à garantir les intérêts de la commune,

Vu la convention d'honoraires en date du 13 mars 2026 présentée par Maître Rémi-Pierre DRAI (cabinet DRAI Avocats, 64 rue de Miromesnil 75008 PARIS),

Considérant que l'interpellation de Monsieur Mathias BENDLEWSKI par la police municipale du Touquet-Paris-Plage a conduit à l'ouverture d'une procédure judiciaire, qui donne lieu elle-même à une enquête administrative ;

Considérant qu'il y a lieu, pour assurer la défense de la Ville du Touquet-Paris-Plage dans le cadre de ce dossier, d'avoir recours à un avocat.

.../...

Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage
Boulevard Daloz - BP 51 - 62520 Le Touquet-Paris-Plage
T. 03 21 06 72 72 | mairie@ville-letouquet.fr

www.letouquet.com
www.lestouquettois.fr
#letouquet

Chaîne d'intégrité du document : 7E 87 8A D9 F5 AC 1C 65 9E 6E AE 5C 6A 7F F4 77
Publié le : 23/04/2026
Par : FASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publikat.fr/documentPublic/69664?
Page 2/2

Nature & Élégance
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DÉCIDE

- de désigner Maître Rémi-Pierre DRAI (cabinet DRAI Avocats, 64 rue de Miromesnil 75008 PARIS) pour le conseiller et l'assister dans la défense des intérêts de la Ville du Touquet-Paris-Plage, dans le cadre d'une procédure judiciaire ayant donné lieu à l'ouverture d'une enquête administrative concernant l'interpellation de Monsieur Mathias BENDLEWSKI par la police municipale du Touquet-Paris-Plage,

- de régler les frais et honoraires correspondants, y compris les provisions.

  À cet égard, il est convenu de fixer le montant des honoraires de la manière suivante :

  Les prestations du cabinet DRAI seront facturées au temps passé, selon un taux horaire de 320 € HT pour les associés et de 300 € HT pour les collaborateurs.

  Ces honoraires couvriront toutes les diligences accomplies dans le cadre des négociations et des procédures telles que : rendez-vous, étude du dossier au regard des pièces communiquées par la commune et les adversaires, des textes et de la jurisprudence applicables, conseils et assistance, rédaction et mise au point des écritures, communication des pièces, audiences de procédure et de plaidoiries.

  Ces honoraires ne couvriront ni les débours, ni les dépens, ni les frais qui seront facturés en sus.

Fait au Touquet-Paris-Plage, le 17 avril 2026

Le Maire du Touquet-Paris-Plage,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
062-216208264-20260423-13-AU
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/04/2026

MAIRIE DU TOUQUET PARIS-PLAGE PAS-DE-CALAIS

Daniel FASQUELLE

Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage
Boulevard Daloz - BP 51 - 62520 Le Touquet-Paris-Plage
T. 03 21 06 72 72 | mairie@ville-letouquet.fr

www.letouquet.com
www.letouquettois.fr
#letouquet

Chaîne d'intégrité du document : 91 4B 10 73 9B 3E 36 B2 4E D9 B6 4C 3A BA DC 31
Publié le : 19/05/2026
Par : PASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publilect.fr/documentPublic/1017490
Page 1/3

Nature & Elegance
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DÉCISION DU MAIRE N° 14

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

MARCHÉ PASSÉ SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE PRÉALABLE
Contrat de Cession du droit d'exploitation d'un spectacle
avec l'association " Dynamo " (5 rue Jean-Raymond Degrève – 59260 Hellemmes-Lille)

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-22,

Vu le Code de la commande publique et notamment les articles L 2122-1 et R 2122-8,

Vu l'avis NOR : ECOM2530077V relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, publié au Journal Officiel de la République Française le 30 décembre 2025,

Vu la délibération n° 2026-01-06 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 22 mars 2026, reçue dans les services de la Sous-Préfecture le 24 mars 2026, par laquelle il donne délégation au Maire de prendre toute décision concernant la préparation (élaboration du dossier de consultation des entreprises), la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants dès lors que les crédits sont inscrits au budget ou dans les limites de l'Autorisation de Programme préalablement adoptée par le Conseil Municipal.

Considérant que dans le cadre de la promotion des musiques actuelles et l'animation des médiathèques sur le territoire des Hauts-de-France est mis en place un temps fort intitulé " **LIVE ENTRE LES LIVRES** ".

Considérant que les prestations proposées par l'association " Dynamo " répondent aux missions de la médiathèque à savoir démocratiser l'accès à la culture sous toutes ses formes.

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DÉCIDE

- de passer et de signer un contrat de cession de droit de représentation avec l'association " Dynamo " (5 rue Jean-Raymond Degrève – 59260 Hellemmes-Lille) pour :
  - un concert de Maël ISAAC (Trio) le samedi 18 avril 2026 à 10h30 à la médiathèque " Jean de La Fontaine " du Touquet-Paris-Plage,
  - un concert de NÛR le samedi 25 avril 2026 à 10h30 à la médiathèque " Jean de La Fontaine " du Touquet-Paris-Plage.

Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage
Boulevard Daloz - BP 51 - 62520 Le Touquet-Paris-Plage
T. 03 21 06 72 72 | mairie@ville-letouquet.fr

www.letouquet.com
www.lestouquettois.fr
#letouquet

Chaîne d'intégrité du document : 91 4B 16 73 9B 3E 36 B2 4E D9 B6 4C 2A BA DC 31
Publié le : 19/05/2026
Par : FASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1017490
Page 2/2

- Nature & Élégance -
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

- de régler à l'association « Dynamo », la somme de 2352,65 € TTC, soit 2230,00 € HT (TVA 5.5 %), par virement bancaire après le dépôt de la facture sur Chorus Pro.
- de prendre en charge les frais de restauration et tout autre frais éventuel.
- de prendre en charge les droits de SACEM et taxes diverses.

Fait au Touquet-Paris-Plage, le 20 avril 2026.

Le Maire du Touquet-Paris-Plage,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
062-216208264-20260519-014-AU
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/05/2026

MAIRIE DU TOUQUET PARIS-PLAGE PAS-DE-CALAIS

Daniel FASQUELLE

Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage
Boulevard Daloz - BP 51 - 62520 Le Touquet-Paris-Plage
T. 03 21 06 72 72 | mairie@ville-letouquet.fr

www.letouquet.com
www.lestouquettois.fr
#letouquet

Chaîne d'intégrité du document : 46 D5 FE A6 2C BF C0 09 BB FE A6 82 16 99 9C 42
Publié le : 19/05/2026
Par : FASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publi.e-t.fr/document/Public/1017491
Page 1/1

- Nature & Elegance -
LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DÉCISION DU MAIRE N°15

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

MARCHÉ PASSÉ SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE PRÉALABLE
Contrat de prestation de service avec l'association « Dynamo »
(5 rue Jean-Raymond Degrève – 59260 Hellemmes-Lille)

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-22,

Vu le Code de la commande publique et notamment les articles L 2122-1 et R 2122-8,

Vu l'avis NOR : ECOM2530077V relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, publié au Journal Officiel de la République Française le 30 décembre 2025,

Vu la délibération n° 2026-01-06 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 22 mars 2026, reçue dans les services de la Sous-Préfecture le 24 mars 2026, par laquelle il donne délégation au Maire de prendre toute décision concernant la préparation (élaboration du dossier de consultation des entreprises), la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants dès lors que les crédits sont inscrits au budget ou dans les limites de l'Autorisation de Programme préalablement adoptée par le Conseil Municipal.

Considérant que dans le cadre de la promotion des musiques actuelles et l'animation des médiathèques sur le territoire des Hauts-de-France est mis en place un temps fort intitulé « **LIVE ENTRE LES LIVRES** ».

Considérant que les prestations proposées par l'association « Dynamo » répondent aux missions de la médiathèque à savoir démocratiser l'accès à la culture sous toutes ses formes.

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DÉCIDE

- de passer et de signer un contrat de prestation de services avec l'association « Dynamo » (5 rue Jean-Raymond Degrève – 59260 Hellemmes-Lille) pour un atelier « Broderies numériques » le mercredi 22 avril 2026 à 14h00 à la médiathèque « Jean de La Fontaine » du Touquet-Paris-Plage,
- de régler à l'association « Dynamo » la somme de 960,00 € TTC, soit 800 € HT (TVA 20%) par virement bancaire après le dépôt de la facture sur Chorus pro
- de prendre en charge les frais de restauration et tout autre frais éventuel.

Fait au Touquet-Paris-Plage, le 20 avril 2026.

Le Maire du Touquet-Paris-Plage,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
062-216208264-20260519-015-AU
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/05/2026

Daniel FASQUELLE

Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage
Boulevard Daloz - BP 51 - 62520 Le Touquet-Paris-Plage
T. 03 21 06 72 72 | mairie@ville-letouquet.fr

www.letouquet.com
www.lestouquettois.fr
#letouquet

Chaîne d'intégrité du document : 55 7B 0C EC 7D A9 CD A9 05 A7 5B D6 62 8F FA 1D
Publié le : 02/06/2026
Par : FASQUELLE Daniel
Document certifié conforme à l'original
http://publics.fr/document/Public/1033606
Page 1 / 3

LE TOUQUET PARIS-PLAGE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DÉCISION DU MAIRE N° 16

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

ACCEPTATION DU DON DU ROTARY LE TOUQUET MONTREUIL BERCK DANS LE CADRE DES ACTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DES JEUNES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22.

Vu la délibération n° 2021-03-01 du Conseil Municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 12 juillet 2021 portant création d'un Conseil Municipal des Jeunes, composé de 27 jeunes âgés jusqu'à 17 ans révolus.

Vu la délibération n° 2026-01-06 du 22 mars 2026 portant délégation de pouvoirs du conseil municipal au maire pour la durée du mandat et qui permet au maire d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.

Considérant que le Conseil Municipal des Jeunes du Touquet-Paris-Plage a mis en place un programme d'actions comportant notamment des séjours à l'étranger, leur permettant de rencontrer les jeunes homologues des Villes jumelées avec le Touquet-Paris-Plage, et de se familiariser avec des cultures différentes.

Considérant que le Rotary Le Touquet Montreuil Berck, dans le cadre de ses actions de soutien à la Jeunesse, a souhaité participer aux différentes opérations organisées par le Conseil Municipal des Jeunes afin de percevoir les sommes récoltées lors de ces différentes actions.

Considérant que dans ce cadre, le Rotary Le Touquet Montreuil Berck réalise un don au profit du Conseil Municipal des Jeunes du Touquet-Paris-Plage afin d'aider au financement de séjours à l'étranger, d'un montant de 3 679,60 €.

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DÉCIDE

- d'accepter le versement par le Rotary Le Touquet Montreuil Berck, de la somme de 3 679,60 € (trois mille six cent soixante-dix-neuf euros et soixante centimes) correspondants aux actions suivantes :
  - vestiaire du salon du vin 2025 : 360 €
  - marché de Noël 2024 : 749 €
  - vestiaire du repas des ainés 2024 : 276 €
  - stand Enduropale : 2 294,60 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
062-216208264-20260602-016-AU
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/06/2026

Fait au Touquet-Paris-Plage, le 20 avril 2026
Le Maire du Touquet-Paris-Plage,

Daniel FASQUELLE.

Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage
Boulevard Daloz - BP 51 - 62520 Le Touquet-Paris-Plage
T. 03 21 06 72 72 | mairie@ville-letouquet.fr

www.letouquet.com
www.lestouquettois.fr
#letouquet

* * * *

IV VIE SCOLAIRE, SPORTIVE ET CULTURELLE

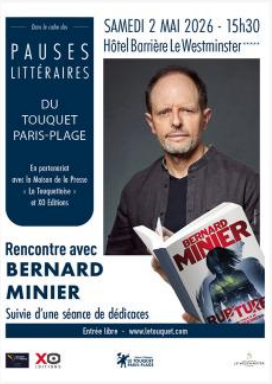
01

Désignation d'un représentant au Conseil d'Ecole de l'Ecole Antoine de Saint-Exupéry



02

"Les Pauses Littéraires du Touquet-Paris-Plage : Modalités de mise en place, prise en charge des frais de prestation, de transport, de restauration et d'hébergement des auteurs et du médiateur littéraire



1) Désignation d'un représentant au Conseil d'École de l'École Antoine de Saint-Exupéry

Le Conseil d'école permet d'assurer un dialogue régulier entre l'équipe éducative, les représentants des parents et les partenaires institutionnels.

Dans chaque école, cette instance est composée notamment des membres suivants : le directeur de l'école, qui en est le président ; le maire de la commune ou son représentant ; un conseiller municipal désigné par l'assemblée délibérante.

Le Conseil municipal doit ainsi désigner parmi ses membres un représentant au sein du conseil d'école de l'école primaire Antoine de Saint-Exupéry.

Il est ainsi proposé de désigner, pour la durée du mandat, M./Mme XXXX en qualité de représentant(e) du Maire en cas d'empêchement de celui-ci, et M./Mme XXXX en qualité de représentant(e) du Conseil municipal.

M. le Maire : On va commencer notre Conseil municipal avec la désignation d'un représentant au Conseil d'École de l'École Antoine de Saint-Exupéry. Si vous en êtes d'accord, on procèdera à un vote à main levée. Oui, M. Hervé PIERRE…

M. Hervé PIERRE : Oui, sur la note de synthèse, il n'y a pas de nom de proposé alors on peut voter à main levée, bien évidemment je ne m'y oppose pas, mais vous avez un nom à proposer pour…

M. le Maire : Oui alors, vous avez raison, j'aurais peut-être dû commencer par là.

M. Hervé PIERRE : Excusez-moi.

M. le Maire : Non, non, au temps pour moi. Enfin, légalement parlant, je dois d'abord poser la question de savoir s'il y a un vote à main levée ou pas ? Mais pour vous éclairer complètement sur ce point, je propose, ce qui est extrêmement logique, Carole CAPUS en qualité de représentante du Conseil municipal puisque c'est de sa délégation, elle est adjointe aux affaires scolaires et Marielle PARENT, en qualité de représentante du Maire en cas d'empêchement de celui-ci. Je siège au Conseil des écoles à chaque fois que c'est

utile. Par exemple, quand on a réformé la pose méridienne ou discuté de l'uniforme, j'étais évidemment présent mais je ne peux pas l'être systématiquement et donc je propose Marielle PARENT, pourquoi ? Parce qu'il y a des éducateurs sportifs au sein des écoles et parce qu'il y a un lien fort avec notre politique sportive. On accueille, très souvent, les enfants dans les équipements sportifs. Donc, c'est pour permettre à Marielle PARENT de renforcer ce lien entre le sport, nos éducateurs et nos équipements et l'école. Donc, je propose Carole CAPUS, en qualité de représentante du Conseil municipal et Marielle PARENT, en qualité de représentante du Maire, en cas d'empêchement de celui-ci. Alors, après, on peut voter à bulletin secret, si vous voulez, on va perdre un quart d'heure, mais bon, si ça vous amuse. Le mieux, ce serait qu'on vote, on l'a toujours fait à main levée, mais bon.

Donc, est-ce que vous êtes d'accord ? Est-ce que quelqu'un demande à ce qu'on vote à bulletin secret ? Personne. Je vous propose de voter à main levée, par conséquent, qui vote contre ? Qui s'abstient ? Donc, 2 abstentions. Parfait, merci.

- - - -

Délibération n° 2026-03-01 du 28 avril 2026

Désignation d'un représentant au Conseil d'école de l'école Antoine de Saint-Exupéry

Monsieur le Maire expose :

1°) que le Conseil d'école permet d'assurer un dialogue régulier entre l'équipe éducative, les représentants des parents et les partenaires institutionnels.

2°) que dans chaque école, cette instance est composée notamment des membres suivants : le directeur de l'école, qui en est le président ; le Maire de la commune ou son représentant ; un conseiller municipal désigné par l'assemblée délibérante.

3°) que le Conseil municipal doit ainsi désigner parmi ses membres un représentant au sein du Conseil d'école de l'école Antoine de Saint-Exupéry.

4°) que le Conseil municipal est invité à désigner, pour la durée du mandat, Mme Marielle PARENT en qualité de représentant du maire en cas d'empêchement de celui-ci, et Mme Carole CAPUS-LOTH en qualité de représentant du Conseil municipal.

5°) que le Conseil municipal est également invité à procéder à cette désignation par vote public et non au scrutin secret, conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du code général des collectivités territoriales.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2121-21 et L2121-33 ;

Vu le Code de l'Education, spécialement les articles D411-1 et L421-4 ;

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité :

- de ne pas procéder au vote au scrutin secret.

Résultats du scrutin

ONT OBTENU, par 25 Voix Pour et 2 abstentions (Mme Catherine PREVOST et M. Olivier LEBREUILLY) :

Au vu de ce résultat, le Conseil municipal :

DÉCIDE :

1°) de désigner en qualité de représentants de la Ville au sein du Conseil d'école de l'école Antoine de Saint-Exupéry, pour toute la durée du mandat, outre le Maire membre de droit :

- Mme Marielle PARENT en qualité de représentant du maire en cas d'empêchement de celui-ci,
- Mme Carole CAPUS-LOTH en qualité de représentant du conseil municipal.

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

*** * * ***

2) « Les Pauses Littéraires du Touquet-Paris-Plage » : Modalités de mise en place, prise en charge des frais de prestation, de transport, de restauration et d'hébergement des auteurs et du médiateur littéraire

Depuis 2022, la Ville du Touquet-Paris-Plage organise ponctuellement, chaque année, des rencontres avec des auteurs : les « Pauses Littéraires », lors desquelles sont présentées l'œuvre intégrale et la dernière actualité des auteurs, suivies d'une séance de dédicaces.

Ces rencontres visent à mettre en lumière la richesse et la diversité de la littérature contemporaine auprès du grand public.

Ce festival étant organisé par la direction des affaires culturelles, il revient à la Ville de prendre en charge les frais de prestation des auteurs et du médiateur littéraire, ainsi que leurs frais de transport, de restauration et d'hébergement.

Il est donc proposé :

- *d'adopter les modalités de mise en place des « Pauses Littéraires » telles que décrites ci-dessus.*
- *et de prendre en charge les frais de prestation, de transport, de restauration et d'hébergement des auteurs et du médiateur littéraire invités au « Pauses Littéraires » (soit payés directement par la Ville, soit remboursés au vu des justificatifs fournis par les auteurs et le médiateur littéraire), dans la limite des crédits inscrits au titre de cet évènement au budget primitif de chaque exercice considéré.*

M. le Maire : Les Pauses littéraires, Franck LEMAÎTRE, tu peux nous en dire un mot, s'il te plaît ?

M. Franck LEMAÎTRE : Depuis 2022, la Ville du Touquet-Paris-Plage organise, chaque année, les « Pauses littéraires ». Ce sont des rencontres grand public avec des auteurs renommés permettant de présenter leur œuvre et leur actualité, suivies d'une séance de dédicaces. Ces temps forts contribuent à renforcer l'accès de tous à la culture, à encourager le goût de la lecture et à affirmer le rôle de notre ville comme territoire de promotion du livre et des auteurs. Ces « Pauses littéraires » sont dorénavant organisées par la Direction de la Culture, en partenariat avec la Maison de la Presse, partenaire

culturel privé, mais essentiel dans le quotidien de nos Touquettois. Par cette délibération, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modalités de mise en place de ces « Pauses littéraires » et d'autoriser la prise en charge par la Ville des frais dans la limite des crédits qui seront inscrits au budget. Donc, rendez-vous dès ce samedi 2 mai à 15h30 pour la première « Pauses littéraires » 2026.

M. le Maire : Oui, ce n'est pas n'importe qui. Bernard MINIER, ça fait partie des auteurs français qui sont très, très, très lus avec, par exemple, Franck THILLIEZ, MUSSO et LEVY qui sont un petit peu au-dessus, mais Michel BUSSI aussi qui est venu déjà au Touquet et puis Katherine PANCOL, c'est pareil aussi, ça fait partie des auteurs qui sont très, très lus et très, très reconnus. Je pense que ça, il n'y a pas de vote contre ? Pas d'abstention ? On pourra continuer à attirer ici, en-dehors du Salon du Livre et je salue le travail de Lilyane LUSSIGNOL, évidemment, à tes côtés et de la Maison de la Presse.

- - - -

Délibération n° 2026-03-02 du 28 avril 2026

« Les Pauses Littéraires du Touquet-Paris-Plage » :
Modalités de mise en place, prise en charge des frais de prestation, de transport, de restauration et d'hébergement des auteurs et du médiateur littêraire

Monsieur le Maire expose :

1°) que depuis 2022, la Ville du Touquet-Paris-Plage organise ponctuellement, chaque année, des rencontres avec des auteurs : les « Pauses Littéraires », lors desquelles sont présentées l'œuvre intégrale et la dernière actualité des auteurs, suivies d'une séance de dédicaces.

2°) que ces rencontres visent à mettre en lumière la richesse et la diversité de la littérature contemporaine auprès du grand public.

3°) que ce festival étant organisé par la direction des affaires culturelles, il revient à la Ville de prendre en charge les frais de prestation des auteurs et du médiateur littéraire, ainsi que leurs frais de transport, de restauration et d'hébergement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) d'adopter les modalités de mise en place des « Pauses Littéraires » telles que décrites ci-dessus.

2°) de prendre en charge les frais de prestation, de transport, de restauration et d'hébergement des auteurs et du médiateur littéraire invités au « Pauses Littéraires » (soit payés directement par la Ville, soit remboursés au vu des justificatifs fournis par les auteurs et le médiateur littéraire), dans la limite des crédits inscrits au titre de cet évènement au budget primitif de chaque exercice considéré.

3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-Mer.

* * * *

V TRANQUILLITÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ DES TOUQUETTOIS



3) Nouvelles modalités de gestion avec les fournisseurs d'applications mobiles de paiement dématérialisés pour le stationnement

La Ville du Touquet-Paris-Plage a fait le choix d'offrir à ses usagers la possibilité de payer *leurs frais de stationnement de façon dématérialisée grâce à deux applications mobiles : Woosh développée par la société Flowbird, rachetée par la SASU EasyPark, et Paybyphone développée par la SAS Paybyphone.*

Il convient de rappeler que :

- *les fonds collectés par l'intermédiaire de ces deux applications étaient directement versés sur les deux comptes DFT-Net (comptes de dépôt du Trésor Public) des deux régies de recettes horodateurs (horodateurs et horodateurs camping-cars) de la Ville,*
- *ces deux sociétés se rémunéraient par application soit d'une commission fixe par transaction, soit par application d'un pourcentage de commission sur les recettes générées, soit par application de ces deux modes de rémunération conjoints.*
  Ainsi, en 2025, la Ville a versé des commissions à ces deux sociétés à hauteur de 40 K€,
- *ces deux sociétés mettaient par ailleurs à disposition de la Ville une application internet lui permettant de suivre toutes les transactions et d'effectuer les opérations mensuelles de justification des régies de recettes auprès du Service de Gestion Comptable d'Écuires.*

À compter de la fin de l'exercice 2025, ces deux opérateurs ont proposé à la Ville de nouvelles modalités de fonctionnement en cours de généralisation auprès de toutes les collectivités locales, à savoir :

- *un encaissement direct par ces deux sociétés des recettes des horodateurs pendant un mois sur leur compte bancaire, pour le compte de la Collectivité impliquant la signature d'une convention de mandat,*
- *le reversement intégral des sommes collectées, sans retenues relatives aux éventuels frais bancaires, au début de mois suivant sur le compte Banque de France du Service de Gestion Comptable de Montreuil,*

- *aucune facturation de frais de gestion à la Ville car les deux sociétés se rémunèrent directement auprès de l'usager,*
- *la mise à disposition de la plateforme de suivi des transactions effectuées avec émission d'un rapport détaillé des transactions du mois lors des reversements et une reddition de comptes annuelle,*
- *la gestion des remboursements éventuels dans le cadre de la convention de mandat.*

L'adhésion à ces nouvelles modalités de fonctionnement présente un double avantage : un allègement annuel des dépenses de fonctionnement d'au moins 40 K€, ainsi qu'une simplification administrative du travail de gestion des deux régies de recettes et des procédures de remboursement.

Il convient donc de conclure un contrat de prestation de service avec la SAS Paybyphone, un contrat de gestion du stationnement par mobile et une convention de mandat avec la SASU Easypark chacun de ces prestataires (documents ci-joints).

Il est donc proposé :

- *d'approuver les termes du contrat de prestation de service avec la SAS Paybyphone et un contrat de gestion du stationnement par mobile, combinés avec une convention de mandat avec la SASU EasyPark,*
- *et d'autoriser le Maire, à signer les contrats et la convention de mandat ainsi que tout document s'y rapportant, et à prendre toute mesure d'exécution nécessaire.*

M. le Maire : Nouvelles modalités de gestion avec les fournisseurs d'applications mobiles de paiement dématérialisés pour le stationnement. Denis CALOIN.

M. Denis CALOIN : C'est une délibération qui vise à simplifier le mode de gestion avec les opérateurs qui s'occupent de la dématérialisation des paiements des horodateurs. Cela se fait dans toutes les villes. Le but, c'est à la fois de simplifier pour les utilisateurs mais aussi, pour la ville, de faire une économie d'environ 40 000 €. On vous propose, pour cette délibération, d'approuver les termes du contrat avec la *SAS Paybyphone* phone mais également avec *EasyPark*, pour qu'on puisse le faire, et d'autoriser le Maire à signer ces contrats, contrats que vous avez en précision dans les documents.

M. le Maire : Très bien. Pas de question, j'imagine. C'est parfait. Pas de vote contre ? Pas d'abstention. Merci beaucoup.

- - - -

Délibération n° 2026-03-03 du 28 avril 2026

Nouvelles modalités de gestion avec les fournisseurs d'applications mobiles de paiement dématérialisés pour le stationnement

Monsieur le Maire expose :

1°) que la Ville du Touquet-Paris-Plage a fait le choix d'offrir à ses usagers la possibilité de payer leurs frais de stationnement de façon dématérialisée grâce à deux applications mobiles : Woosh développée par la société Flowbird, rachetée par la SASU EasyPark, et Paybyphone développée par la SAS Paybyphone.

2°) qu'il convient de rappeler que :

- les fonds collectés par l'intermédiaire de ces deux applications étaient directement versés sur les deux comptes DFT-Net (comptes de dépôt du Trésor

Public) des deux régies de recettes horodateurs (horodateurs et horodateurs camping-cars) de la Ville,
- ces deux sociétés se rémunéraient par application soit d'une commission fixe par transaction, soit par application d'un pourcentage de commission sur les recettes générées, soit par application de ces deux modes de rémunération conjoints.
  Ainsi, en 2025, la Ville a versé des commissions à ces deux sociétés à hauteur de 40 K€,
- ces deux sociétés mettaient par ailleurs à disposition de la Ville une application internet lui permettant de suivre toutes les transactions et d'effectuer les opérations mensuelles de justification des régies de recettes auprès du Service de Gestion Comptable d'Écuires.

3°) qu'à compter de la fin de l'exercice 2025, ces deux opérateurs ont proposé à la Ville de nouvelles modalités de fonctionnement en cours de généralisation auprès de toutes les collectivités locales, à savoir :

- un encaissement direct par ces deux sociétés des recettes des horodateurs pendant un mois sur leur compte bancaire, pour le compte de la Collectivité impliquant la signature d'une convention de mandat,
- le reversement intégral des sommes collectées, sans retenues relatives aux éventuels frais bancaires, au début de mois suivant sur le compte Banque de France du Service de Gestion Comptable de Montreuil,
- aucune facturation de frais de gestion à la Ville car les deux sociétés se rémunèrent directement auprès de l'usager,
- la mise à disposition de la plateforme de suivi des transactions effectuées avec émission d'un rapport détaillé des transactions du mois lors des reversements et une reddition de comptes annuelle,
- la gestion des remboursements éventuels dans le cadre de la convention de mandat.

4°) que l'adhésion à ces nouvelles modalités de fonctionnement présente un double avantage : un allègement annuel des dépenses de fonctionnement d'au moins 40 K€ ainsi qu'une simplification administrative du travail de gestion des deux régies de recettes et des procédures de remboursement.

5°) qu'il convient donc de conclure un contrat de prestation de service avec la SAS Paybyphone, un contrat de gestion du stationnement par mobile et une convention de mandat avec la SASU Easypark chacun de ces prestataires selon les modèles joints.

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande publique, en particulier ses articles L2123-1 et R2123-1,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré :

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) d'approuver les termes du contrat de prestation de service avec la SAS Paybyphone et un contrat de gestion du stationnement par mobile, combinés avec une convention de mandat avec la SASU EasyPark.

2°) d'autoriser le Maire, à signer les contrats et la convention de mandat ainsi que tout document s'y rapportant, et à prendre toute mesure d'exécution nécessaire.

3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

- - - -

easyPARK

Contrat de gestion du stationnement par mobile

Le présent contrat concerne la fourniture de services de gestion du stationnement mobile et/ou numérique (le « **Contrat MPP** ») et il est conclu entre les parties ci-dessous. L'Opérateur désire adopter le Système EasyPark et autoriser la fourniture de Services EasyPark pour les automobilistes dans les Zones de Stationnement par des prestataires de services de paiement tiers, selon les conditions définies dans le Contrat. EasyPark et l'Opérateur de stationnement sont également désignés individuellement comme une **Partie** ou collectivement comme les **Parties**.

Nom de l'entreprise: ("**EasyPark**") EASYPARK	Numéro d'immatriculation: 51356035900038
Forme légale de société: SASU	Siège social: France
Adresse postale: 2 Ter Rue du Chateau, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE	Personne à contacter: RODOLPHE CARMIGNANI

Nom de l'entreprise: ("**Opérateur**") VILLE DU TOUQUET	Numéro d'immatriculation : Click or tap here to enter text.
Forme légale de société Click or tap here to enter text.	Siège social: Click or tap here to enter text.
Adresse postale: Bd Daloz 62250 LE TOUQUET-PARIS-PLAGE	
Adresse alternative pour les notifications (le cas échéant): Click or tap here to enter text.	

Données de l'Opérateur

Personne à contacter: Fabien WALCZAK	Numéro de téléphone de la personne à contacter: 08 09 54 22 22
Email de la personne à contacter: walczak.fabien@ville-letouquet.fr	

Termes du contrat

Date d'Entrée en Vigueur	12 Février 2026
Durée initiale	1 AN
Période de préavis	3 MOIS
Pays ("Territoire")	FRANCE
Click or tap here to enter text.	Click or tap here to enter text.

Modèle commercial	Collection

1

Annexes

☒ Conditions Generales

☐ Autocollants

☒ Convention de traitement des données

☐ Addendum Pays

Les Conditions Generales pour le modèle commercial applicable sont attachées.

Commission

EasyPark facturera aux Utilisateurs Finaux conformément à l'article 10.1 des Conditions Generales. Si les Parties en conviennent pour toute Zone respective de Stationnement, EasyPark facturera au Opérateur par transaction en pourcentage (%) des Frais de Stationnement, minimums de (comme suit):

0 (ZERO)	(%) des Frais de Stationnement, minimums de	0 (ZERO)	EUR	par transaction de stationnement

Conditions Convenues

Ce Contrat MPP, conjointement avec les Conditions Generales de EasyPark services de gestion du stationnement mobile et numérique et toute annexe, ainsi que toute autre annexe ou amendement, tels qu'ils sont parfois modifies, constituera le contrat entre les Parties par rapport aux Services EasyPark (le "**Contrat**"). Les Conditions Generales contiennent, entre autres, déclarations et garanties, limitations de responsabilité et restrictions et limitations à l'utilisation. Les Parties conviennent que les Conditions Generales précèdentes s'appliquent à tout les services fournis et toute commande passée dans le cadre de ce Contrat MPP.

Click or tap here to enter text.

Tout terme en majuscule mais non défini autrement aura le sens qui lui est attribué dans les Conditions Générales, toute Annexe ou tout amendement.

En cas d'incohérence entre le présent Contrat MPP, le Conditions Générales et toute annexe, l'incohérence sera résolue en donnant la priorité à l'Annexe afférente, sauf disposition contraire explicite. En cas d'incohérence entre les Annexes, priorité est accordée à l'Annexe qui couvre la question spécifique, cependant l'Addendum Pays aura préséance sur toute autre Addendum Pays seulement dans son champ d'application géographique.

À des fins d'information, EasyPark ou le Groupe EasyPark offre des interfaces digitales et plates-formes de gestion administrative pour permettre la gestion du stationnement et la visualisation de l'information concernant du stationnement et des statistiques (« Interfaces EasyPark »). L'Opérateur a reconnu que les Interfaces EasyPark constituent des services indépendants et que l'accès à ces services est subordonné à l'acceptation par l'Opérateur des termes et des conditions s'appliquant. Afin d'éviter toute incertitude, l'Opérateur a reconnu et convient que l'utilisation du Parking Dashboard ou Parking Hub par l'Opérateur (y compris ses employés ou représentants) sera considéré comme le fait que l'Opérateur a compris et accepté les termes et les conditions de service respectif.

Le Contrat peut être signé et délivré en plusieurs exemplaires et chacun d'eux est réputé en être un original et lesquels, pris ensemble, constituent le seul et même instrument. Les signatures électroniques sont réputées signatures originales aux fins du Contrat et des toutes les questions connexes et signatures électroniques ont les mêmes effets juridiques que les signatures originales.

EASYPARK	**Opérateur**
_____	_____
Signature Signature	
OLIVIER KOCH	
Nom du représentant	Nom du représentant

Ville du TOUQUET-PARIS-PLAGE

CONVENTION DE MANDAT
CONFIÉE À EASYPARK
Pour l'encaissement des droits de stationnement par téléphone mobile

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La Ville du Touquet-Paris-Plage représentée par le Maire, Monsieur Daniel Fasquelle, agissant en cette qualité au nom et pour le compte de ladite ville, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommée « le Mandant »,

d'une part,

La société EasyPark SASU, dont le siège social est 2 Ter Rue du Château 92200 Neuilly-sur-Seine, représentée par le Directeur Général, Monsieur Olivier KOCH,

Ci-après dénommée « le tiers-mandataire »,

d'autre part,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Dans le cadre du contrat de gestion du stationnement par mobile (ci-après le « Contrat » signé avec la société EasyPark, la Ville du Touquet-Paris-Plage a confié à ladite société la mise en place d'une solution de gestion mobile du stationnement sur son territoire.

La mise en place de cette solution prévoit l'encaissement des redevances de stationnement par le tiers-mandataire avec un reversement au Mandant, ce qui nécessite la conclusion de la présente convention de mandat de gestion, autorisant le tiers-mandataire à manier les deniers publics afférents à cette mission.

La présente convention a donné lieu à une consultation préalable du comptable public, qui a émis un avis favorable.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

1. **OBJET**

Par la présente convention, le Mandant confie au tiers-mandataire la collecte, l'encaissement et le reversement des redevances de stationnement sous forme dématérialisée des véhicules sur voirie afférentes au Contrat cité en préambule, conformément aux articles L. 1611-7-1, D. 1611-32-3 et D. 1611-32-9 du code général des collectivités territoriales (ci-après « CGCT »).

Il l'autorise également à procéder, en cas de besoin, au remboursement des recettes encaissées à tort et des indus.

2. OBLIGATIONS DU TIERS-MANDATAIRE

Le tiers-mandataire agira au nom et pour le compte du Mandant dans les conditions définies par la présente convention et dans le respect de la règlementation en vigueur, notamment des articles L. 1611-7-1, D. 1611-26 et D. 1611-32-8 du CGCT et du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 *relatif à la gestion budgétaire et comptable publique*.

Il se soumettra à tous les contrôles du Mandant et du comptable public ou de leurs délégués auprès desquels ils sont placés, ainsi qu'aux vérifications des autorités habilitées à contrôler le comptable public ou l'ordonnateur.

Ce contrôle s'étend aux éventuels systèmes d'information utilisés par le tiers-mandataires pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

Conformément à l'article D. 1611-19 du CGCT, le tiers-mandataire a souscrit une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre de la présente convention.

En cas de manquements aux conditions de la présente convention, le Mandant pourra mettre en œuvre les sanctions prévues au Contrat dont le tiers-mandataire est attributaire.

3. TARIF

Conformément au Contrat dont il est attributaire, le tiers-mandataire appliquera la grille tarifaire adoptée par le Mandant.

4. MODALITÉS DE REVERSEMENT

A l'exception du remboursement des recettes recouvrées à tort qui sera effectué dans les conditions prévues ci-après, l'intégralité des recettes recouvrées en application de la présente convention sera reversée au Mandant par le tiers-mandataire, sans aucune déduction y compris des frais bancaires qui restent à la charge du tiers-mandataire.

Ce reversement interviendra pour chaque mois dans les 5 premiers jours du mois suivant, sur le compte bancaire dont le Mandant adressera les coordonnées au tiers-mandataire.

En même temps que le reversement, le tiers-mandataire remettra ou mettra à disposition du Mandant et du comptable public un état mensuel détaillé retraçant les opérations d'encaissement, les impayés et les remboursements effectués lors du mois précédent.

Le contenu de cet état mensuel pourra être modifié ou complété à la demande du Mandant ou du comptable public.

5. REDDITION DES COMPTES

Conformément à l'article D. 1611-26 du CGCT, la reddition des comptes doit être soumise à l'approbation de l'ordonnateur du Mandant.

Les comptes produits par le tiers-mandataire retracent la totalité des opérations de recettes et de dépenses décrites par nature, sans contraction entre elles, ainsi que la totalité des opérations de trésorerie par nature.

Ils comportent, en outre, selon les besoins propres à chaque opération, l'ensemble des pièces mentionnées à l'article D. 1611-32-7 du CGCT.

La date de reddition des comptes est fixée au 31 décembre de chaque année, afin de permettre au comptable public d'exercer les contrôles qui lui incombent et de produire son compte de gestion dans les délais qui lui sont impartis.

Avant réintégration dans ses comptes, le comptable public contrôle les opérations exécutées par le tiers-mandataire. Il intègre définitivement dans ses comptes les opérations qui ont satisfait audits contrôles. Il notifie à l'ordonnateur du Mandant les opérations dont il a refusé la réintégration définitive et les inscrit sur un compte d'attente.

En cas de résiliation anticipée, la reddition des comptes devra être effectuée selon les mêmes modalités, avant la fin de la date d'effet de la résiliation.

5. REMBOURSEMENT DES RECETTES ENCAISSÉS À TORT

Le tiers-mandataire est chargé du remboursement des recettes encaissées à tort et des indus.

Les remboursements seront réalisés à partir des fonds préalablement encaissés par le tiers-mandataire, sans qu'il soit besoin de prévoir de fonds de caisse permanent.

Ils interviendront dans un délai de 30 jours suivant le paiement réalisé par l'usager.

6. RÉMUNÉRATION DU TIERS-MANDATAIRE

Le tiers-mandataire sera rémunéré dans les conditions prévues par le Contrat dont il est attributaire.

7. DURÉE ET FIN DE CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée d'exécution du Contrat dont le tiers-mandataire est attributaire.

Elle est résiliable dans les mêmes conditions que le Contrat.

En cas de manquement du tiers-mandataire aux obligations prévues par la présente convention, les sanctions contractuelles prévues par le Contrat pourront être mises en œuvre par le Mandant.

8. CONTRÔLES MIS A LA CHARGE DU TIERS-MANDATAIRE

Le tiers-mandataire est chargé des contrôles prévus à l'article D. 1611-32-3 du CGCT.

A ce titre, lorsque le tiers-mandataire encaisse une recette, il contrôle conformément au 1° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 *relatif à la gestion budgétaire et comptable publique* :

- La régularité de l'autorisation de percevoir la recette ;
- Dans la limite des éléments dont il dispose, la mise en recouvrement des créances et la régularité des réductions et des annulations des ordres de recouvrer.

Lorsque le tiers-mandataire effectue un remboursement, il contrôle conformément aux d et e du 2° du même article :

- La validité de la dette ;
- Le caractère libératoire du paiement.

8. REGLEMENT DES DIFFERENTS

En cas de litige portant sur l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Paris, mais seulement après épuisement des voies amiables.

Fait à Neuilly-sur-Seine

Le 14/04/2026

Pour le Maire, Pour le Directeur France,

EASYPARK – CONDITIONS GENERALES

PARKING MOBILE ET NUMERIQUE

VERSION 2021 :1 FR COLLECTION

1.Généralités

1.1. Les présentes conditions générales (les « Conditions générales ») font partie intégrante du Contrat et définissent les termes et conditions dans lesquels EasyPark (ou d'autres entités au sein du groupe dont EasyPark fait partie (« Groupe EasyPark ») (« EasyPark ») accepte de fournir des services mobile et numérique de stationnement conformément au Contrat.

1.2.EasyPark fournit le Système EasyPark pour la gestion du stationnement et d'autres services connexes. Le Système EasyPark est accessible aux Utilisateurs Finaux via, par exemple, l'application disponible sur les appareils mobiles (actuellement iOS et Android) et les systèmes d'infodivertissement de certains types de véhicules. L'Utilisateur Final peut enregistrer les heures de début et de fin de stationnement en utilisant l'Application ou d'autres interfaces connectées au Système EasyPark tel qu'au moyen d'un message texte (sms), du web, l'IVR ou, le cas échéant, en permettant au Système EasyPark de démarrer et d'arrêter automatiquement la session de stationnement lorsque l'Utilisateur Final pénètre dans une zone de stationnement clôturée à l'aide de cartes d'accès ou de RANPI. La gamme de Services EasyPark et la manière dont les Services EasyPark sont fournis peuvent être adaptés par EasyPark en tant que de besoin.

1.3.Les Utilisateurs Finaux souscriront aux Services EasyPark dans le cadre de contrats individuels distincts conclus entre EasyPark et chaque Utilisateur Final. L'Utilisateur Final pourra choisir entre diverses méthodes de paiement fournies par des prestataires de services de paiement tiers, telles que déterminées et contractualisées par EasyPark en tant que de besoin et de manière discrétionnaire, telles que (mais non limitées à) le paiement par carte de crédit/débit, la facturation et PayPal.

1.4.Les présentes Conditions Générales définissent les termes et conditions de la mise en œuvre du Système EasyPark dans les Zones de Stationnement actuelles et futures administrées par l'Opérateur. Sauf disposition contraire du Contrat, le calendrier de mise en œuvre du Système EasyPark dans chaque Zone de Stationnement respective sera convenu entre les Parties en tant que de besoin ; toute mise en œuvre convenue ne doit pas être prolongée de manière déraisonnable. Si l'Opérateur utilise un système fourni et géré par un tiers (le " Fournisseur de Système ") pour exploiter l'une des Zones de Stationnement, l'Opérateur est tenu de s'assurer que le Fournisseur de Système coopère pleinement à la mise en œuvre du Système EasyPark comme requis pour remplir les obligations de l'Opérateur en vertu du Contrat.

1.5.Le Contrat est valable pour le(s) territoire(s) défini(s) dans le Contrat MPP et tout Addendum Pays (le " Territoire "). Si les Parties décident d'étendre leur collaboration en dehors du Territoire, EasyPark ou une Entité EasyPark dans le pays concerné pourra conclure un addendum au contrat (" Addendum Pays ") avec l'Opérateur ou son affilié dans le pays concerné, par lequel EasyPark (ou l'Entité EasyPark locale) et l'Opérateur ou sa Société Affiliée du pays concerné établiront une relation contractuelle appliquant les termes de ces Conditions Générales. Pour être valables, toutes les dérogations ou exceptions aux présentes Conditions Générales doivent être mentionnées dans l'Addendum Pays.

2.Définitions et interprétation

2.1.Dans le cadre du présent Contrat, sauf indication contraire du contexte, les termes ci-après s'entendent comme suit.

« Société Affiliée » désigne toute entité juridique qui, directement ou indirectement, contrôle l'une des Parties, est contrôlée par l'une des Parties ou bien se trouve sous un contrôle commun avec l'une des Parties, étant précisé que l'expression « contrôle » est définie par l'article L. 233-3 I et II du code de commerce français.

« Contrat » désigne le présent Contrat, le Contrat MPP et toutes annexes ou amendements écrits.

« Application » désigne l'application d'EasyPark à utiliser sur les smartphones, les tablettes ou les appareils électroniques similaires, et les systèmes d'infodivertissement de certains types de véhicules, via lesquels les Services EasyPark sont accessibles.

« Commission » désigne tout montant dû par l'Opérateur ou l'une de ses Sociétés Affiliées à EasyPark ou à toute Entité EasyPark pour la fourniture des Services EasyPark.

« Informations Confidentielles » désigne (a) la Propriété EasyPark ; (b) les Informations sur l'Opérateur ; (c) les termes de ce Contrat; et (d) toute information dont, par sa nature, la Partie destinataire sait ou devrait savoir qu'elle est confidentielle ou exclusive, y compris, mais sans s'y limiter, toute information, donnée ou matériel concernant les activités, la stratégie, les opérations, les processus, les plans, intentions, produits, savoir-faire, conceptions, clients, clients, fournisseurs, données personnelles, secrets commerciaux, finances, et qu'ils soient ou non marqués comme confidentiels et/ou exclusifs.

« Utilisateur Final » désigne toute personne qui a été enregistrée par une Entité EasyPark et qui peut accéder aux Services EasyPark fournis par le Système EasyPark.

« Entité EasyPark » désigne tout membre du Groupe EasyPark.

« Groupe EasyPark » désigne (a) EasyPark AB et tout successeur, et (b) toutes les entités juridiques nationales ou internationales, qui en tant que de besoin, directement ou indirectement (i) contrôlent ou sont contrôlées par EasyPark AB (ou son successeur), ou (ii) sont contrôlé par une entité mentionnée au (a) et (b) (i) ou conjointement par une de ces entités, à l'exclusion, toutefois, de toute entité qui contrôle directement ou indirectement EasyPark AB qui n'inclut pas la désignation « EasyPark » dans le nom de son entreprise.

« Interfaces EasyPark » désigne les interfaces numériques du Groupe EasyPark, y compris le Tableau de Bord du Stationnement, le Centre de Parking (Parking Hub) et toute autre interface.

« Propriété EasyPark » désigne (a) les processus commerciaux, technologies, logiciels, systèmes et réseaux du Groupe EasyPark, y compris, entre autres, le Système EasyPark, l'Application, les Interfaces EasyPark, et doit inclure, sans limitation ; tous les algorithmes, analyses, données, bases de données, inventions, savoir-faire, méthodologies, processus, outils, secrets commerciaux, code source, conceptions ; et (b) toutes les œuvres dérivées, améliorations, évolutions ou autres modifications apportées à l'un des éléments ci-dessus.

« Services EasyPark » désigne les services de stationnement mobile et autres services connexes fournis par EasyPark en tant que de besoin via le Système EasyPark.

« Système EasyPark » » désigne le système électronique de stationnement mobile et autres services connexes par lesquels les Entités EasyPark fournissent les Services EasyPark et qui est accessible au travers de différentes interfaces, par exemple par l'Application.

« Droits de propriété intellectuelle » désignent les brevets, les marques (y compris les noms commerciaux et les noms de domaine), les marques de service, les droits sur les logos, les droits de conception, les droits sur les logiciels, le code source, les droits d'auteur, les droits de base de données, les processus, le savoir-faire (y compris les secrets commerciaux), et tous droits similaires valables contre des tiers et tous les droits en vertu de licences ou autrement en relation avec tout ce qui précède, qu'ils soient enregistrés ou non et qu'ils soient brevetables ou non, ou des formes de protection ayant un effet similaire partout dans le monde. En ce qui concerne EasyPark, y compris la Propriété EasyPark.

« Manquement Grave » désigne un manquement qui a ou est susceptible d'avoir un effet significatif sur le bénéfice dont devrait avoir accès l'autre Partie du fait des présentes Conditions Générales ou d'une partie substantielle du Contrat.

« Propriétaire » désigne le propriétaire ou une personne ayant le droit de désigner un manager sur une Zone de Stationnement.

« Informations sur l'Opérateur » désigne toute information ou donnée confidentielle ou exclusive fournie par l'Opérateur à EasyPark pour permettre à EasyPark d'exécuter ses obligations en vertu du Contrat.

« Zone de Stationnement » désigne toute zone désignée pour le stationnement, telle qu'un parc de stationnement, une aire de stationnement, un emplacement de stationnement individuel, y compris l'ensemble des Zones de Stationnement sous l'administration ou la gestion de l'Opérateur.

« Parking Dashboard » désigne l'interface numérique et la plate-forme administrative du Groupe EasyPark pour la gestion du stationnement et la visualisation des informations relatives au stationnement ou tout successeur.

« Frais de Stationnement » désigne les frais et charges en lien avec l'utilisation (par un Utilisateur

Final) d'une Zone de Stationnement. Les Frais de Stationnement sont calculés sur la base de l'emplacement de stationnement de l'Utilisateur Final et des tarifs fixés par l'Opérateur ou le Propriétaire, selon le cas, à sa discrétion.

« Parking Hub » désigne l'interface numérique et la plate-forme administrative du Groupe EasyPark pour la connexion de plusieurs fournisseurs de services de stationnement numérique ou de tout successeur.

« Zones de Signalisation » a le sens qui lui est attribué à l'article 8.1.

« Fournisseur du Système » a le sens qui lui est attribué à la Section 1.4.

2.2. D'autres définitions peuvent se trouver ailleurs dans le Contrat MPP, les présentes Conditions Générales ou Annexes.

3. Obligations d'EasyPark

3.1. EasyPark doit :

3.1.1. proposer un abonnement aux Services EasyPark aux Utilisateurs Finaux, y compris la fourniture d'un service client, sous réserve de la Section 9 (Utilisateurs Finaux).

3.1.2. rendre le Système EasyPark disponible pour sa mise en œuvre dans les Zones de Stationnement, fournir une assistance raisonnable pour sa mise en œuvre, fournir les Services EasyPark dans les Zones de Stationnement lorsque le Système EasyPark est mis en œuvre, enregistrer les transactions de stationnement de l'Utilisateur Final ou d'autres transactions liées aux Services EasyPark, et effectuer les paiements à l'Opérateur conformément à la Section 10 (Paiement) ci-dessous.

3.1.3. fournir et prendre en charge les coûts de ses services techniques et de tous ses consultants, nécessaires à la mise en œuvre du Système EasyPark dans une Zone de Stationnement. Afin d'éviter toute ambiguïté, tout investissement matériel ou logiciel, ou toute licence de tiers qui pourrait être nécessaire à l' pour mettre en œuvre le Système EasyPark dans la Zone de Stationnement restera de la seule responsabilité de l'Opérateur.

3.1.4. mettre en œuvre les Zones de Stationnement et les tarifs des Frais de Stationnement selon les instructions de l'Opérateur ou du Propriétaire, sous réserve de la vérification de la mise en œuvre par l'Opérateur conformément à la Section 4.2.6 ci-dessous.

3.1.5. notifier à l'Opérateur tout dysfonctionnement ou défaut de système pertinent du Système EasyPark et/ou des Services EasyPark qu'il juge nécessaire dès que raisonnablement possible.

3.1.6. fournir à l'Opérateur du matériel d'information concernant le Système EasyPark et le Service EasyPark tel que déterminé par EasyPark. Ce matériel d'information peut consister en des documents marketing ou des articles connexes, tels que des photos, des brochures, des présentoirs, etc.

3.1.7. prendre en charge les coûts liés aux enseignes et au matériel d'enseigne tels que déterminés par les Parties dans la Section 8 (Panneaux).

3.1.8. fournir à l'Opérateur des rapports mensuels sur les transactions de stationnement enregistrées. Ces rapports mensuels peuvent être fournis par le biais d'une Interface EasyPark, comme déterminé par EasyPark à sa discrétion et à condition que l'Opérateur accepte les conditions générales pertinentes telles qu'elles sont applicables de temps à autre.

3.1.9. effectuer un contrôle de qualité national annuel des rapports de compensation d'EasyPark. Ce contrôle de qualité sera effectué par un expert-comptable agréé par l'Etat ou équivalent. Le contrôle de qualité donnera lieu à un résumé ou un rapport écrit qui sera fourni à l'Opérateur sur demande.

4. Obligations de l'Opérateur

4.1. L'Opérateur est responsable de l'exploitation et de la gestion des Zones de Stationnement et est responsable de la collecte et de l'administration des Frais de Stationnement (y compris le contrôle du stationnement) dans les Zones de Stationnement.

4.2. L'Opérateur doit :

4.2.1. mettre en œuvre le Système EasyPark dans les Zones de Stationnement.

4.2.2. réaliser tout investissement matériel ou logiciel, ou acquérir toute licence de tiers qui pourrait être nécessaire à l'Opérateur pour mettre en œuvre le Système EasyPark dans les Zones de Stationnement.

4.2.3. installer des panneaux conformément à l'Annexe «Autocollants» et prendre en charge tous les coûts connexes tels que déterminés par les Parties dans la Section 8 (Panneaux).

4.2.4. s'assurer qu'EasyPark et la possibilité d'utiliser les Services EasyPark soient clairement visibles pour les Utilisateurs Finaux et les Utilisateurs Finaux potentiels dans des zones telles que la Zone de Stationnement, la Zone de Signalisation et toute autre zone pertinente.

4.2.5. Donner à EasyPark un préavis d'au moins 10 jours ouvrables avant de mettre en œuvre toute modification des zones de stationnement ou des tarifs des Frais de Stationnement.

4.2.6.vérifier l'exactitude de la mise en œuvre des zones de stationnement par EasyPark, les tarifs, et les Frais de Stationnement. L'Opérateur est responsable de la notification immédiate à EasyPark de toute erreur dans la mise en œuvre des zones de stationnement, des tarifs ou des Frais de Stationnement. L'Opérateur reconnaît notamment qu'il est responsable de la vérification de toute modification demandée par l'Opérateur à l'aide de toute Interface EasyPark. Afin d'éviter toute ambiguïté, EasyPark ne sera jamais responsable de telles demandes faites par l'Opérateur ou toute personne agissant en son nom ou pour son compte.

4.2.7. accepter l'enregistrement par l'Utilisateur Final du stationnement ou d'autres Services EasyPark dans le Système EasyPark comme preuve en cas de litige potentiel entre l'Utilisateur Final et l'Opérateur, à condition que l'enregistrement dans le Système EasyPark contienne des informations sur le numéro de plaque d'immatriculation, les données de localisation et l'heure de début et de fin, selon le cas. En cas de litige, l'Opérateur remboursera à l'Utilisateur Final les amendes, les frais d'inspection ou les droits de stationnement qui, selon les enregistrements dans le système EasyPark, ont été injustement réclamés.

4.2.8.si un litige survient entre un Utilisateur Final et l'Opérateur ou le Propriétaire s'agissant d'une amende ou des frais d'inspection, et que l'Utilisateur Final indique (que ce soit explicitement ou implicitement) que cette amende ou ces frais d'inspection sont le résultat d'une erreur dans le Système EasyPark, l'Opérateur devra coopérer de bonne foi avec EasyPark pour résoudre le litige en dehors des tribunaux, et faire des efforts raisonnables pour éviter une mauvaise publicité pour EasyPark ou le Groupe EasyPark.

4.2.9.Rembourser (ou créditer) EasyPark et/ou tout Utilisateur Final pour tous les Frais de Stationnement, amendes, frais d'inspection et autres frais ou charges similaires (que ce soit en totalité ou en partie) payables à ou collectés par ou pour le compte de l'Opérateur en raison de :

i. toute erreur de la part de l'Opérateur ou du Propriétaire (par exemple, une divergence de tarification (panneaux locaux par rapport aux prix officiels ou facturés) ou une mise en œuvre incorrecte des tarifs des Frais de Stationnement ou des zones de stationnement),

ii. toute erreur de communication entre le système de l'Opérateur (y compris le système fourni par le Fournisseur de Système ou le FSA, selon le cas) et le Système EasyPark due au Fournisseur de Système ou le FSA, ou

4.2.10.Informer EasyPark de tout changement de matériel, d'infrastructure et de logiciel qui pourrait potentiellement affecter l'utilisation ou la facilité d'utilisation du Système EasyPark ou des Services EasyPark dans toute Zone de Stationnement. L'Opérateur s'engage à informer EasyPark par écrit de ces changements dès que possible, et au plus tard trois (3) mois avant que les changements ne soient mis en œuvre par l'Opérateur.

4.2.11. De bonne foi, et après un accord séparé, coopérer pour permettre à EasyPark de fournir des services de chargement de VE (administration, y compris le paiement) dans ses Zones de Stationnement, dans la mesure où cela est techniquement possible.

4.2.12. Ne pas retirer, sans accord préalable entre les Parties, toute Zone de Stationnement active de la collaboration des Parties

4.2.13. Être responsable de l'entretien des Zones de Stationnement.

4.2.14. Informer dûment et suffisamment les Utilisateurs Finaux qu'aucun droit de rétractation ne s'applique au stationnement de l'Utilisateur Final, le cas échéant.

5.Déclarations et garanties

5.1.Chaque Partie déclare qu'elle a la pleine capacité juridique, l'autorité et la capacité de conclure le Contrat et d'exécuter ses obligations en vertu des présentes. Les Parties déclarent en outre que le Contrat est dûment signé, et qu'il constitue une obligation valide et juridiquement contraignante, opposable aux Parties conformément à ses termes.

5.2.L'Opérateur déclare et garantit qu'il (ou le Propriétaire) détient tous les permis et autorisations nécessaires pour fournir leurs services dans les Zones de Stationnement, et mener ses activités comme il le fait actuellement.

5.3.L'Opérateur déclare et garantit qu'aucun concurrent ou concurrent potentiel du Groupe EasyPark n'a obtenu d'avantages concurrentiels par rapport à EasyPark en ce qui concerne l'objet du Contrat, et que pendant la durée du Contrat, aucun concurrent ou concurrent potentiel du Groupe EasyPark ne bénéficiera d'un avantage concurrentiel injuste ou inapproprié.

5.4. L'Opérateur déclare et garantit qu'il a la pleine capacité juridique d'accorder à EasyPark le droit de fournir ses services dans les Zones de Stationnement conformément aux présentes Conditions générales, et qu'il possède et a tous les droits légaux sur les droits de propriété intellectuelle, et que l'utilisation de ces droits par EasyPark à la Date d'Entrée en Vigueur n'enfreint ni ne constitue un détournement des droits d'un tiers.

6.Non-Exclusivité

6.1. Rien dans le Contrat n'empêchera ou ne limitera la fourniture continue ou future de services par EasyPark comme bon lui semble. EasyPark aura le droit de fournir ses services librement, y compris le Système EasyPark, à d'autres parties, y compris les administrateurs de parking, les opérateurs, les propriétaires, et tout concurrent actuel ou potentiel de l'Opérateur ou de toute société affiliée de l'Opérateur.

7.Droits de propriété intellectuelle

7.1.À l'exception des droits expressément accordés en vertu du Contrat, rien dans les présentes Conditions Générales ne constituera un transfert ou une cession des droits de Propriété Intellectuelle détenus ou contrôlés par l'une ou l'autre des Parties, et aucune des Parties n'aura de revendication ou d'intérêt dans les droits de Propriété Intellectuelle de l'autre Partie.

7.2.Chaque Partie conserve l'intérêt exclusif et la propriété de tous les droits de propriété intellectuelle (i) acquis par la Partie (en ce qui concerne le Groupe EasyPark et toute Entité EasyPark, y compris la Propriété EasyPark), (ii) développés par une Partie pendant ou après la durée du Contrat et (iii) toutes les modifications, améliorations, mises à niveau et œuvres dérivées des droits de propriété intellectuelle de la Partie. De plus, les Parties détiennent (respectivement et indépendamment) tous les droits, titres et intérêts relatifs aux données non publiques générées à la suite de l'utilisation par l'Opérateur ou les Utilisateurs Finaux des Services EasyPark, y compris les données de transaction générées par l'Opérateur ou toute Utilisateur Final (« Données de Transaction »). EasyPark aura le droit d'utiliser et d'exploiter les Données de Transaction si nécessaire ou utile pour surveiller, développer et améliorer les Services EasyPark, et à toute autre fin licite, à la fois pendant la Durée du Contrat ou après celle-ci, à condition qu'elles soient anonymisées, anonymisées ou rendues d'une autre manière. raisonnablement pas associées ou liées à l'Opérateur.

7.3.EasyPark accorde par la présente à l'Opérateur, pour la durée du Contrat, une licence non exclusive, non transférable, non sous-licenciable, libre de redevance, limitée et révocable (en partie ou en totalité) pour utiliser et afficher les marques, noms commerciaux et autres symboles d'EasyPark uniquement dans le but d'identifier et de faire la publicité d'EasyPark et de la fourniture des Services EasyPark dans les Zones de Stationnement, tel que limité par la portée territoriale du Contrat. L'Opérateur ne doit pas utiliser ou afficher ces marques, noms commerciaux ou symboles d'une manière ou dans un contexte qui est ou pourrait être perçu comme préjudiciable aux intérêts d'EasyPark.

7.4.EasyPark indemnisera et dégagera de toute responsabilité l'Opérateur pour tout dommage accordé par un tribunal en faveur d'un tiers alléguant que l'utilisation ou l'affichage par l'Opérateur conformément à la Section 7.3 enfreint ou détourne les droits de propriété intellectuelle d'un tiers, y compris tout brevet, droit d'auteur, marque commerciale ou secret commercial, dans le(s) Territoire/s des emplacements de l'Opérateur comme indiqué dans le Contrat.

7.5.L'Opérateur accorde par la présente à EasyPark et au Groupe EasyPark, pour la durée du Contrat, une licence non exclusive, non transférable, mondiale et libre de redevance (avec le droit de sous-licencier à toute Entité EasyPark, mais sans le droit de sous-licencier à des tiers) pour utiliser et afficher les marques de l'Opérateur, noms commerciaux ou tout autre symbole associé à l'Opérateur dans le cadre de la distribution, de la vente et de la commercialisation de l'Application ou du Système EasyPark ou du Groupe EasyPark, afin d'informer et de commercialiser la collaboration des Parties en vertu du Contrat et de remplir les obligations d'EasyPark en vertu du Contrat. EasyPark ne doit pas utiliser ou afficher ces marques, noms commerciaux ou symboles d'une manière ou dans un contexte qui est ou pourrait être perçu comme préjudiciable aux intérêts de l'Opérateur.

7.6. L'Opérateur indemnisera, défendra et dégagera EasyPark et le Groupe EasyPark (y compris ses dirigeants, administrateurs et employés) de tout dommage subi ainsi que de tous les coûts et dépenses (y compris les frais juridiques raisonnables) encourus à la suite d'une réclamation, d'un procès ou d'une procédure intentée contre toute Entité EasyPark (y compris les administrateurs, les employés, les clients, ou autre partie contractante) basée sur une allégation selon laquelle l'utilisation, la vente, la distribution ou toute autre disposition ou utilisation de systèmes ou de droits de Propriété intellectuelle appartenant à l'Opérateur ou à tout Propriétaire ou fournisseur avec lequel l'Opérateur collabore dans le but de remplir ses obligations en vertu du Contrat constitue une violation de tout droit de Propriété intellectuelle d'un tiers

8. Panneaux

8.1. EasyPark a le droit d'afficher des informations indiquant que les Services EasyPark sont disponibles dans la Zone de Stationnement. L'Opérateur doit faire de son mieux pour afficher, commercialiser et promouvoir l'utilisation des Services EasyPark. Cet affichage peut se faire, par exemple, en plaçant la signalisation d'EasyPark sur les parcmètres de l'Opérateur et d'autres zones numériques ou physiques pertinentes (y compris les zones futures) où elles sont visibles par les Utilisateurs Finaux et les Utilisateurs Finaux potentiels et où des informations sur la gestion du stationnement sont disponibles (une telle zone étant une " Zone de Signalisation ").

8.2. Si l'Opérateur lui-même ou toute autre partie offre des services de stationnement mobile dans une Zone de Stationnement ou des services similaires à ceux couverts par le Contrat, EasyPark se verra accorder à tout moment au moins le même pourcentage du total des Zones de Signalisation disponibles et pas moins de visibilité ou d'avantages que l'Opérateur ou cette autre partie offrant des services de stationnement mobile.

8.3. EasyPark prendra à sa charge la production des supports et l'Opérateur veillera au montage/à la mise en place des supports et en supportera le coût, sauf convention contraire entre les Parties..

9. Utilisateurs Finaux

9.1. Les Utilisateurs Finaux souscrivent aux Services EasyPark en concluant des contrats distincts avec l'Entité EasyPark concernée. Tous les prix, charges, frais d'abonnement ou frais supplémentaires pour les Services EasyPark sont décidés par EasyPark à sa seule discrétion. L'Opérateur reconnaît et accepte qu'il n'a aucun droit en ce qui concerne la relation client entre chaque Utilisateur Final et le Groupe EasyPark.

9.2. Chaque Entité EasyPark pertinente peut à tout moment résilier l'abonnement de l'Utilisateur Final ou son accès aux Services EasyPark, ou terminer sa relation avec lui, conformément au présent Contrat.

9.3. Chaque Entité EasyPark a le droit de refuser un service à un Utilisateur Final potentiel ou de résilier la relation avec un Utilisateur Final si ce dernier a par le passé manqué à ses obligations vis-à-vis de cette Entité EasyPark ou d'une autre Entité EasyPark, s'il est considéré comme non solvable, si EasyPark a des raison de croire que l'Utilisateur Final ne remplit pas ses obligations ou si autrement ce n'est pas dans les meilleurs intérêts d'EasyPark ou du Groupe EasyPark de continuer la relation d'affaires avec cet Utilisateur Final.

10. Paiement

10.1. Tous les Frais de Stationnement payables par un Utilisateur Final seront collectés par EasyPark pour le compte de l'Opérateur.

10.2. Dès le paiement à EasyPark des Frais de Stationnement payables par l'Utilisateur final à l'Opérateur, L'Utilisateur Final sera, libéré de sa responsabilité pour ces Frais de Stationnement vis-à-vis de l'Opérateur.

10.3. Il incombe à l'Opérateur de comptabiliser et de payer toute TVA relative à la location d'un espace de stationnement à l'Utilisateur final, le cas échéant.

10.4. EasyPark transférera tous les Frais de Stationnement (y compris la TVA) collectés au cours d'un mois calendaire à l'Opérateur en une seule et même fois. Le calcul du montant à transférer par EasyPark à l'Opérateur sera basé sur des extraits mensuels du Système EasyPark. L'Opérateur pourra obtenir les rapports de compensation spécifiant les droits de stationnement traités pour le mois concerné par le biais d'une interface numérique en ligne à la fin de chaque mois.

easyPark

Les rapports de compensation sont généralement disponibles pour l'Opérateur dans les cinq (5) premiers jours ouvrables du mois civil suivant. EasyPark versera à l'Opérateur un montant égal aux Frais de Stationnement et TVA des Frais de Stationnement du mois dans les trente (30) jours ouvrables après la fin du mois. S'il en a été convenu entre les Parties, la Commission applicable (y compris la TVA) sera déduite du montant à payer par EasyPark. Dans ce cas, l'Opérateur pourra également obtenir la facture émise par EasyPark du Système EasyPark. Si aucun accord de ce type n'est atteint par les Parties, EasyPark facturera à l'Opérateur la Commission applicable.

10.5. Le paiement de l'Utilisateur Final pour le Service EasyPark est une affaire entre l'Utilisateur Final et EasyPark et l'Opérateur renonce par la présente à tout droit potentiel ou actuel à ce sujet.

10.6. EasyPark peut retenir ou compenser le paiement de tout montant qui lui est dû ou qui est dû à toute Entité EasyPark par l'Opérateur si un avis et des raisons sont fournis.

11. Indemnité et limitations de responsabilité

11.1. La responsabilité globale totale d'Easy Park et du Groupe EasyPark en vertu ou en relation avec le présent Contrat pour toute réclamation, qu'elle soit contractuelle, délictuelle ou autre théorie de la responsabilité, ne doit pas dépasser un montant égal au montant total de la Commission versée par l'Opérateur pour le Services EasyPark fournis dans le cadre du Contrat au cours des douze (12) mois précédant la date à laquelle le dommage est survenu ou, si à la date du dommage, les Services EasyPark ont été fournis pendant une période inférieure à douze (12) mois, la responsabilité globale totale d'Easy Park's et du Groupe EasyPark ne doit pas dépasser douze (12) fois la Commission mensuelle moyenne pour la période au cours de laquelle les Services EasyPark ont été fournis. Pour éviter tout doute, la Commission annuelle telle que mentionnée dans la présente Section 11.1 exclut tous les Frais de Stationnement administrés par EasyPark en vertu du présent Contrat au nom de l'Opérateur.

11.2. EasyPark ne sera pas responsable des dommages indirects ou consécutifs, y compris, mais sans s'y limiter, la perte de profit, la perte de revenus, la perte de données, la perte d'activité, la perte de clientèle, la perte due à une interruption d'activité et toute réclamation de tiers.

11.3. Une Partie doit faire des efforts commercialement raisonnables pour prévenir ou atténuer toute perte, tout dommage, tout coût ou toute dépense pour lesquels une réclamation pourrait être faite en vertu du Contrat.

11.4. Aucune des deux Parties n'a le droit de faire une réclamation en vertu du présent Contrat à moins qu'elle ait envoyé une notification écrite de cette réclamation à la Partie en défaut, avec la description raisonnablement détaillée de la nature de la revendication et, dans la mesure du possible, le calcul des dommages réclamés, dans les soixante (60) jours à compter de la découverte par la Partie des faits et des circonstances à l'origine de la réclamation.

11.5. Aucune disposition du Contrat n'exclura ou ne limitera la responsabilité d'une Partie en cas de fraude ou de fausse déclaration frauduleuse, de négligence grave ou de faute intentionnelle.

11.6. L'Opérateur est responsable de la performance de ses sous-traitants de la même manière que de ses propres obligations en vertu du Contrat.

11.7. Si une Partie a connaissance de réclamations, d'actions, de poursuites, etc., actuelles ou imminentes, pour lesquelles l'autre Partie pourrait être tenue responsable en vertu de la Section 11, cette Partie devra, sans retard excessif, notifier par écrit à l'autre Partie cette réclamation, action, poursuite, etc. et fournir l'assistance que l'autre Partie peut raisonnablement exiger pour défendre cette réclamation, action, poursuite, etc.

12. Coopération et tenue de réunion

12.1. Afin de garantir une coopération mutuellement bénéfique, les parties conviennent de tenir des réunions d'étape trimestrielles (ou dans la mesure jugée nécessaire par les parties). Au cours de ces réunions, les Parties évalueront et discuteront de l'expansion actuelle et potentielle de leur collaboration afin d'assurer la perspective et le succès futur de la coopération.

easyPark

13. Dispositions particulières relatives à la RANPI

13.1. En plus des autres dispositions du présent Contrat, les dispositions ci-après s'appliquent aux Parcs de stationnement équipés de la Reconnaissance Automatique du Numéro de Plaque d'Immatriculation (RANPI) :

13.1.1. Dans le cas des zones de stationnement utilisant la RANPI, les Utilisateurs Finaux peuvent soit activer l'automatisation des transactions de stationnement auprès d'EasyPark (par exemple via l'Application), soit activer manuellement une transaction EasyPark par le biais du Système EasyPark.

13.1.2. Il appartient à l'Opérateur d'informer toute personne visant une Zone de Stationnement des modalités de lecture des plaques d'immatriculation des automobilistes par exemple en fournissant l'information sur la Zone de Stationnement, ou sur le site Internet de l'Opérateur.

13.1.3. EasyPark et l'Opérateur échangeront des informations concernant les plaques d'immatriculation afin, entre autres, de déterminer parmi les plaques d'immatriculation figurant sur la liste d'EasyPark les véhicules qui ont opté pour des transactions de stationnement automatisées via EasyPark (la "Liste Blanche d'EasyPark"). Sur la base des informations fournies par l'Utilisateur Final, EasyPark tiendra à jour la Liste Blanche d'EasyPark.

13.1.4. Il incombe à l'Opérateur d'assurer une priorité dans son système pour une Zone de Stationnement particulière et de s'assurer que les listes blanches ayant une priorité supérieure (par exemple, les employés locaux ou les clients de l'abonnement) ou inférieure à la Liste Blanche d'EasyPark sont correctement définies. La priorité de la Liste Blanche d'EasyPark par rapport à d'autres listes blanches est déterminée par l'Opérateur (cependant, aucun concurrent d'EasyPark n'aura une priorité plus élevée qu'EasyPark).

13.1.5. L'Opérateur (y compris le Fournisseur de Système, le cas échéant) ou un tiers gérant l'accès aux Zones de Stationnement ("Fournisseur de solution d'accès" ou "FSA"), selon le cas, est responsable de la vérification de la plaque d'immatriculation des véhicules qui arrivent et de sa comparaison avec les plaques d'immatriculation des listes blanches. Si une plaque d'immatriculation figure sur la Liste Blanche d'EasyPark, EasyPark en est informé par l'Opérateur (ou le Fournisseur de Solution d'Accès, selon le cas) et une transaction EasyPark est lancée lorsque EasyPark répond par une acceptation et que le véhicule est autorisé à entrer dans l'installation. EasyPark notifie à l'automobiliste, devenu l'Utilisateur Final, que le stationnement a commencé par le biais du Système EasyPark.

13.1.6. En plus de la procédure décrite au paragraphe 13.1.5, l'Utilisateur Final peut activer manuellement le stationnement par le biais du Système EasyPark (par exemple, si la plaque d'immatriculation ne figure pas sur la Liste Blanche d'EasyPark), et EasyPark enverra ensuite une demande à l'Opérateur (ou via le FSA) pour la plaque d'immatriculation concernée.

13.1.7. Lorsqu'un véhicule tente de sortir d'une Zone de Stationnement avec RANPI, la plaque d'immatriculation est lue et comparée avec le stationnement en cours, et si elle est jugée valide, EasyPark est notifié par l'Opérateur (ou le FSA) et le véhicule est laissé sortir de la Zone de Stationnement.

13.1.8. L'Opérateur est responsable de la fourniture d'une solution technique ("API") et d'une fonctionnalité permettant d'arrêter manuellement les transactions de stationnement en cours, qui sera disponible pour EasyPark et son service clientèle et sera utilisée dans le cas où une transaction n'a pas été automatiquement arrêtée par une caméra de sortie dans une Zone de stationnement pertinente. Lorsqu'il est arrêté manuellement à un moment indiqué par l'Utilisateur final, le système de l'Opérateur (ou du FSA) met fin au stationnement et notifie le prix correct au système EasyPark. L'Opérateur et EasyPark conserveront des registres respectifs sur l'utilisation de la fonctionnalité " arrêt manuel " et prendront les mesures nécessaires et raisonnables pour limiter toute utilisation non autorisée.

13.1.9. Si l'Opérateur (ou le FSA) ne parvient pas à scanner ou lit mal la plaque d'immatriculation de l'Utilisateur Final, ou s'il y a des erreurs de connexion en relation avec le RANPI, EasyPark n'aura aucune responsabilité envers l'Opérateur ou l'Utilisateur Final pour le dysfonctionnement. Dans ce cas :

i. EasyPark peut utiliser la fonctionnalité d'arrêt manuel et faire sortir l'Utilisateur Final de la Zone de Stationnement comme décrit plus en détail dans la Section 13.1.8, ainsi que déduire le temps de stationnement lié à l'heure réelle de sortie sur la base des informations fournies par l'Utilisateur Final.

ii. En cas d'échec du balayage ou de mauvaise lecture de la plaque d'immatriculation et si l'Opérateur est en mesure d'identifier correctement la plaque d'immatriculation, il fournira à EasyPark les informations nécessaires pour qu'EasyPark puisse facturer

l'Utilisateur Final avec précision. En outre, tous les frais de stationnement imposés par l'Opérateur seront déduits en conséquence et remboursés à l'Utilisateur Final.

Dans le cas où l'Utilisateur Final peut être facturé conformément à la présente Section, l'Opérateur s'abstiendra d'imposer des frais ou des pénalités à l'Utilisateur final et remboursera ces frais ou pénalités.

13.1.10. L'Opérateur est responsable des données mal lues ou imparfaites ou du transfert de données par l'Opérateur et/ou le Fournisseur de Solution d'Accès qui peuvent entraver l'utilisation du Service EasyPark par l'Utilisateur final. Dans ce cas, lorsque le stationnement ne peut pas être démarré automatiquement dans le Système EasyPark sans qu'il y ait faute de l'Utilisateur Final, EasyPark est en droit de déterminer s'il convient d'accorder la déduction de tous les Frais de Stationnement facturés à l'Utilisateur Final et de déduire le montant correspondant du montant dû à l'Opérateur. EasyPark ne sera en aucun cas responsable envers l'Opérateur ou le FSA en cas de dysfonctionnement du RANPI ou de toute erreur d'intégration entre l'Opérateur, le FSA et EasyPark.

13.1.11. L'Opérateur est responsable de la fourniture d'une assistance aux Utilisateurs Finaux en relation avec le système RANPI concerné.

14. Dispositions particulières concernant les cartes d'accès

14.1. Pour les Zones de stationnement facilitant les cartes d'accès (RFID et similaires), les dispositions suivantes s'appliquent :

14.1.1. L'Utilisateur Final peut accéder aux Zones de Stationnement en utilisant des cartes d'accès fournies par EasyPark.

14.1.2. Le système d'accès de la Zone de Stationnement enregistre la carte d'accès de l'Utilisateur Final à l'entrée et à la sortie de l'Utilisateur Final, marquant le début et la fin de la transaction de stationnement.

14.1.3. Si l'Opérateur ne parvient pas à détecter la carte d'accès de l'Utilisateur Final à la sortie, EasyPark peut enregistrer manuellement l'Utilisateur Final dans la Zone de Stationnement et ajuster la durée de stationnement à l'heure réelle de sortie sur la base des informations fournies par l'Utilisateur Final. Tous les frais de stationnement ou amendes que l'Opérateur a imposés à l'Utilisateur Final seront déduits en conséquence.

15. Durée et Résiliation

15.1. Le Contrat entre en vigueur à la Date d'Entrée en Vigueur et reste en vigueur jusqu'à sa résiliation par l'une ou l'autre des parties conformément aux termes du Contrat.

15.2. Au cours des douze (12) premiers mois du Contrat (ou de la période définie dans le Contrat MPP) (la "Durée initiale"), le Contrat ne peut être résilié. Après la période initiale, une Partie peut résilier le Contrat en donnant un préavis écrit de six (6) mois à l'autre Partie.

15.3. Nonobstant la Section 15.2, une Partie peut résilier le Contrat avec effet immédiat par notification écrite à l'autre Partie à tout moment si l'autre Partie :

i. commet un manquement grave de l'une des stipulations du Contrat et, dans le cas d'un manquement auquel il est possible de remédier, ne remédie pas à la même obligation dans les 30 jours suivant la réception d'une notification écrite donnant tous les détails du manquement et demandant à la Partie en violation de remédier au manquement ;

ii. commet des manquements multiples ou répétées, des manquements non graves, des termes du Contrat qui, collectivement, constituent une violation significative, même si cette Partie a remédié aux violations répétées conformément à la Section 15. 3 (i) ci-dessus ; ou

iii. devient insolvable, est déclarée en faillite, ou conclut un concordat ou un arrangement ou convoque une assemblée de ses créanciers ; un ordre est rendu ou une résolution est adoptée pour son administration ou sa liquidation ; elle cesse ou menace de cesser d'exercer son activité ou suspend ou menace de suspendre le paiement de ses dettes ou est réputée, en vertu d'une disposition légale, ne pas être en mesure de payer ses dettes à leur échéance ; elle conclut un arrangement volontaire, une réorganisation ou un concordat avec ses créanciers ou en leur faveur ; ou elle autorise ou fait quelque chose d'analogue à l'un des événements précédents conformément à la loi applicable.

15.4. Une Partie qui veut invoquer un manquement au Contrat doit immédiatement soumettre une plainte écrite à la Partie responsable après avoir pris connaissance du manquement.

15.5. En cas de résiliation, l'Opérateur doit immédiatement cesser de mettre les Services EasyPark à disposition pour une utilisation

easyPARK

dans toutes les Zones de Stationnement et, le cas échéant, rembourser à EasyPark (au prorata) tous les frais initiaux ou prépayés.

15.6. Les sections 7 (Propriété Intellectuelle), 20 (Confidentialité), 23 (Notifications) et 25 (Droit Applicable et Litiges) survivront à toute résiliation et resteront en vigueur entre les Parties après ladite résiliation.

15.7. Afin d'éviter toute ambiguïté, la résiliation du Contrat n'affectera pas la validité de tout Addendum Pays conclu par une Partie ou une Société Affiliée, à moins que les Parties à l'Addendum Pays n'aient confirmé par écrit que ce dernier sera également résilié.

15.8. Nonobstant la Section 15.2, EasyPark peut résilier le Contrat avec effet immédiat si plus de cinquante (50) pour cent des actions de l'Opérateur ou du Propriétaire, ou leur contrôle, sont directement ou indirectement acquis par un concurrent (direct ou indirect) d'une Entité EasyPark, ou si un tiers obtient le contrôle ou la propriété de l'Opérateur ou du Propriétaire et que cette nouvelle propriété ou ce nouveau contrôle, de l'avis raisonnable d'EasyPark, est susceptible d'affecter les activités d'EasyPark de manière négative. L'Opérateur devra informer EasyPark de tout changement de propriété ou de contrôle sans délai, qu'il soit le fait d'un concurrent d'EasyPark ou non.

15.9. La résiliation du Contrat (pour quelque raison que ce soit) n'affectera pas les droits ou obligations encourus par une Partie avant la date de résiliation du Contrat.

16. Données à caractère personnel

16.1. Les Parties s'engagent à adhérer à la convention de traitement des données jointe au présent Contrat (Annexe).

17. Confidentialité

17.1. Une Partie peut, pour les besoins du Contrat, divulguer des Informations Confidentielles à l'autre Partie afin que le Parti puisse (i) utiliser le même degré de diligence pour protéger la confidentialité et empêcher l'utilisation non autorisée ou divulgation de l'information confidentielle qu'elle utilise pour protéger ses informations exclusives et confidentielles de même nature, qui ne peut être inférieure à un degré raisonnable de précaution et, (ii) ne pas utilizer aucune Information Confidentielle à des fins autres que l'exécution du présent Contrat ou dans les cas permis par le présent Contrat.

17.2. Toute Information Confidentielle divulguée par une Partie à l'autre est strictement confidentielle et ne peut être divulguée, directement ou indirectement, par la Partie destinataire, à moins que :

(a) cette divulgation ait été consentie par l'autre Partie par écrit,
(b) cette divulgation ne soit faite que sur la base du besoin d'en connaître à ses employés, conseillers professionnels, auditeurs et consultants (et dans le cas d'EasyPark, les membres du Groupe EasyPark, tous les employés, conseillers professionnels, auditeurs et consultants du Groupe EasyPark) ;
(c) dont la divulgation est exigée par toute loi applicable, conformément à toute ordonnance d'un tribunal ou d'une autorité compétente, ou par toute règle applicable d'un marché boursier reconnu ; ou
(d) elles sont nécessaires pour exercer ses droits en vertu du Contrat ou pour remplir ses obligations en vertu du Contrat.
Les informations confidentielles ne comprennent pas les informations (i) qui sont ou deviennent connues du public autrement que par une violation de la présente Section ; (ii) qui sont obtenues d'un tiers sans violation d'une obligation de confidentialité ; et (iii) les informations dont il peut être démontré qu'elles ont été développées indépendamment par les Parties par des moyens autres que l'accès aux Informations Confidentielles.

17.3. A l'expiration ou à la résiliation du Contrat, la Partie destinataire doit rapidement détruire ou retourner à la Partie divulgatrice toutes les Informations Confidentielles de la Partie divulgatrice qu'elle a en sa possession ou sous son contrôle en lien avec le Contrat, sauf indication contraire dans le Contrat, à des fins de copie de sauvegarde et/ou pour maintenir une piste d'audit.

18. Force Majeure

18.1. Une Partie sera exonérée de toute responsabilité en cas de manquement à l'une quelconque de ses obligations au titre du Contrat pendant cette période, et dans la mesure où la bonne exécution de celle-ci par la Partie est empêchée par un cas d'évènement de force majeure, tel que défini par l'article 1218 du Code civil, c'est-à-dire en raison d'une circonstance ou d'un événement qui échappe au contrôle raisonnable de la

Partie, qui ne pouvait être raisonnablement prévu au moment de la conclusion des Conditions Générales et dont les effets n'auraient pu être évités par des mesures appropriées. Sous réserve de l'interprétation des tribunaux français, un tel événement peut être caractérisé notamment, incluant sans s'y limiter en cas d'incendie, d'inondation ou d'autres catastrophes naturelles, d'actes de guerre, d'actions terroristes, de grèves, de panne, de perturbation ou de retard dans le réseau téléphonique, Internet ou autre réseau de communication, de restrictions dans le trafic général, d'accident, d'explosion, de perturbations, de législation ou de mesures prises par une autorité gouvernementale (pour éviter toute ambigüité, à l'exclusion des mesures relatives aux marchés publics.

18.2. La Partie affectée notifiera à l'autre Partie l'événement de force majeure dans les meilleurs délais par notification écrite.

19. Divers

19.1. Le Contrat constitue l'intégralité du contrat entre les Parties en ce qui concerne l'objet des présentes et remplace tous les accords, engagements et/ou promesses antérieurs, oraux ou écrits, entre les Parties en ce qui concerne son objet.

19.2. Une Partie ne peut pas transférer ses droits et/ou ses obligations aux titres du Contrat à un tiers sans le consentement écrit de l'autre Partie. Cependant EasyPark peut transférer le Contrat (tout ou partie) à une autre Entité EasyPark sans consentement. Si le Contrat ou une Partie du contrat est cédé ou transféré à un tiers, le cédant doit s'assurer que le cessionnaire est tenu par les stipulations du Contrat.

19.3. Sauf disposition contraire explicite dans le Contrat, toute modification du Contrat doit être faite par écrit et n'a d'effet que si elle est approuvée et signée par les Parties.

19.4. Les Parties sont indépendantes l'une de l'autre et aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée comme constituant ou désignant l'une des Parties comme agent, partenaire, coentreprise ou représentant de l'autre Partie à quelque fin que ce soit, ou comme accordant à l'une des Parties le droit ou le pouvoir d'assumer ou de créer une obligation ou une responsabilité, expresse ou implicite, pour ou au nom de l'autre Partie, ou de lier l'autre Partie de quelque manière que ce soit, à moins que cela ne soit explicitement indiqué dans le Contrat.

19.5. Les titres du Contrat sont uniquement destinés à faciliter les références et ne doivent en aucun cas limiter ou affecter le sens ou l'interprétation des dispositions du Contrat.

20. Notifications

20.1. Toutes les notifications ou autres communications donnés en vertu du Contrat ou en relation avec celui-ci doivent être faits par écrit et remis en personne envoyés par courrier recommandé, certifié ou par e-mail à l'adresse de l'autre Partie telle qu'elle est indiquée dans le Contrat ou notifiée à une date ultérieure conformément aux présentes, et sont réputés avoir été reçues par une Partie :

i. en cas de livraison par courrier ou en personne : le jour de la livraison ;
ii. si elles sont livrées par lettre recommandée : trois (3) jours ouvrables après l'envoi de la lettre recommandée ; et
iii. si elles sont envoyées par e-mail : une fois que le destinataire a confirmé la réception de cet e-mail (les confirmations automatiques ne sont pas considérées comme un reçu).

20.2. Toute notification à EasyPark relative aux sections 7 (Propriété Intellectuelle), 11 (Responsabilité) ou 15 (Durée et résiliation) doit, en plus de la section 20.1, être remise en personne ou par courrier recommandé ou certifié au service juridique à l'adresse enregistrée d'EasyPark.

20.3. Toute notification conformément à la présente Section, permet à une Partie de notifier l'autre Partie d'un changement de nom, d'adresse ou d'autres informations lequel s'appliquera aux notifications délivrées en vertu du Contrat.

21. Droit applicable et règlement des litiges

21.1. Le présent Contrat sera régi par le droit français et interprété conformément à celui-ci, sans tenir compte de ses règles de conflit de lois.

21.2. Tous litiges, controverses ou réclamations résultant du ou en lien avec le Contrat, l'inexécution, la résiliation ou la non-validité de celui-ci, seront tranchés définitivement par voie d'arbitrage suivant le Règlement d'arbitrage de la Chambre de commerce.

easypark

21.3. Le siège de l'arbitrage sera en Paris, en France. La langue de la procédure arbitrale sera l'anglais. Le tribunal arbitral sera composé de trois arbitres.

21.4. Les Parties s'engagent à ce que, et conviennent que, toutes les procédures arbitrales se déroulant sur la base de la clause d'arbitrage de la présente Section soient strictement confidentielles. Cet engagement de confidentialité portera sur toutes les informations révélées dans le cadre de telles procédures arbitrales, de même que sur toutes décisions ou sentences qui seront prises ou annoncées durant la procédure. Les informations couvertes par cet engagement de confidentialité ne pourront pas, de quelque manière que ce soit, être révélées à un tiers sans approbation écrite de l'autre Partie. Nonobstant cela, une Partie ne pourra pas être empêchée de révéler de telles informations afin de préserver, de la meilleure manière possible, ses droits en lien avec le litige, ou si elle est obligée de révéler ces informations en vertu de la loi ou conformément à une ordonnance ou à la décision d'une cour ou de toute autre autorité ou tribunal compétent, ou si cela est requis par toute réglementation boursière applicable ou par toute autre réglementation d'une place de marché reconnue.

easypark

ANNEXE 2

ANNEXE RELATIVE A LA PROTECTION DES DONNEES

(« **DPA** »)

1RE PARTIE : CONTEXTE ET DÉFINITIONS

1. DESCRIPTION DES CADRES DE COLLABORATION

Sont présentés ci-après les différents cadres de collaboration valables pour la fourniture des Services EasyPark. L'Accord et ses modifications et/ou ses annexes précisent les modalités d'application des cadres de collaboration entre les Parties. Chaque Partie est tenue de consigner dans ses registres internes le cadre de collaboration appliqué en vertu de l'Accord. La liste des cadres de collaboration ci-après est susceptible d'être modifiée en fonction des futures évolutions en termes d'innovations techniques dans le domaine du stationnement et/ou de nouveaux Services EasyPark.

Stationnement en voirie et contrôles

Les informations fournies par un client (« **Automobiliste** ») ayant l'intention d'utiliser l'application EasyPark pour initier le stationnement de son véhicule sont des Données personnelles dont le traitement relève de la responsabilité d'EasyPark en tant que Responsable du traitement (*Data Controller*).

Lorsque l'Opérateur (ou un sous-traitant désigné par l'Opérateur) effectue un contrôle du véhicule pour vérifier si l'Automobiliste a payé ses frais de stationnement, l'Opérateur envoie à EasyPark une demande d'information au sujet du numéro d'immatriculation de l'Automobiliste. Si le numéro d'immatriculation appartient à un Automobiliste ayant démarré son stationnement avec l'Application EasyPark, l'échange d'informations constitue une divulgation de Données personnelles entre deux Responsables du traitement des données. Le partage de Données personnelles relève des dispositions de la 2e *partie* (Divulgation de données personnelles) du présent DPA.

Recherches sur Epic Web

En ce qui concerne les recherches effectuées par l'Opérateur sur Epic Web, l'Opérateur envoie à EasyPark une demande d'information sur le numéro d'immatriculation d'un Automobiliste. Si le numéro d'immatriculation appartient à un Automobiliste ayant démarré son stationnement avec l'Application EasyPark, l'échange d'informations constitue une divulgation de Données personnelles entre deux Responsables du traitement des données. La divulgation de Données personnelles relève des dispositions de la 2e *partie* (Divulgation de données personnelles) du présent DPA.

Cependant, si le numéro d'immatriculation que l'Opérateur transmet à EasyPark ne concerne pas un Automobiliste effectuant, ou ayant effectué, une transaction de stationnement avec EasyPark, l'Opérateur a fourni à EasyPark des Données personnelles dont le traitement ne relève pas de la responsabilité d'EasyPark en tant que Responsable du traitement (*Data Controller*). L'Opérateur est donc dans ce cas le Responsable du traitement, tandis qu'EasyPark est le Sous-traitant (*Data Processor*) chargé de traiter le numéro d'immatriculation. Le Traitement des Données personnelles par EasyPark pour le compte de l'Opérateur relève des dispositions de la 3e *partie* (Traitement des données personnelles en tant que Sous-Traitant) du présent DPA.

Rapports de compensation

Les Parties échangent des informations pour régler le paiement des frais de stationnement entre l'Opérateur et EasyPark. Les rapports de compensation contiennent des Données

personnelles (numéros d'immatriculation), et l'échange d'informations pour permettre aux Parties de procéder au règlement constitue une divulgation de Données personnelles entre deux Responsables du traitement des données. Le partage de Données personnelles relève des dispositions de la 2e *partie* (Divulgation de données personnelles) du présent DPA.

Garage avec reconnaissance automatique de plaque d'immatriculation (ANPR)

Option 1 : Parking entièrement automatisé

EasyPark permet aux Automobilistes d'approuver préalablement EasyPark comme méthode de stationnement hors voirie par mobile lorsque les Services EasyPark sont disponibles.

Le numéro d'immatriculation d'un Automobiliste est photographié à l'entrée et à la sortie d'une Zone de Stationnement exploitée par l'Opérateur. À son entrée dans la Zone de stationnement, le véhicule de l'Automobiliste est photographié et l'Opérateur envoie une notification à EasyPark avec le numéro d'immatriculation et l'heure de début. Lorsqu'il quitte la Zone de Stationnement, le véhicule de l'Automobiliste est photographié et l'Opérateur envoie une notification à EasyPark avec le numéro d'immatriculation et l'heure de fin.
L'Opérateur envoie des demandes à EasyPark pour vérifier si le véhicule entrant est un Automobiliste qui a préalablement approuvé EasyPark comme méthode de stationnement par mobile. Si l'Automobiliste n'a pas préalablement approuvé EasyPark comme étant sa méthode de stationnement par mobile, l'Opérateur a transmis à EasyPark des données à caractère personnel alors qu'EasyPark n'est pas Responsable du traitement de ces données. L'Opérateur est donc dans ce cas le Responsable du traitement, tandis qu'EasyPark est le Sous-traitant (*Data Processor*) chargé de traiter le numéro d'immatriculation. Le Traitement des Données personnelles par EasyPark pour le compte de l'Opérateur relève des dispositions de la 3e *partie* (Traitement des données personnelles en tant que Sous-Traitant) du présent DPA.

EasyPark peut également fournir à l'Opérateur une liste (« **Liste blanche** ») des numéros d'immatriculation correspondant aux Utilisateurs Finaux EasyPark ayant préalablement approuvé EasyPark comme méthode de stationnement par mobile. EasyPark est le Responsable du traitement et l'Opérateur est le Sous-traitant pour le Traitement des données personnelles figurant dans la Liste blanche. Le Traitement des Données personnelles par l'Opérateur pour le compte d'EasyPark relève des dispositions de la 3e *partie* (Traitement des données personnelles en tant que Sous-Traitant) du présent DPA.

Dans les cas où l'Automobiliste a préalablement approuvé EasyPark comme étant sa méthode de stationnement par mobile, l'échange d'informations sur les heures de début et de fin constitue une divulgation de Données personnelles entre les deux Responsables du traitement des données. La divulgation de ces Données personnelles relève des dispositions de la 2e *partie* (Divulgation de données personnelles) du présent DPA.

Option 2 : Activation manuelle

Le véhicule de l'Automobiliste est photographié à son entrée dans la Zone de stationnement et à sa sortie. À cet égard, aucune Donnée personnelle n'est partagée entre les parties de manière automatique.

Si un Automobiliste commence son stationnement avec l'Application EasyPark, EasyPark envoie l'information à l'Opérateur en indiquant le numéro d'immatriculation et l'heure d'activation. En cas de correspondance entre le numéro d'immatriculation figurant dans le fichier de transaction envoyé et un numéro d'immatriculation enregistré dans le système de

l'Opérateur, il y a divulgation de Données personnelles entre les deux Responsables du traitement des données. La divulgation de Données personnelles relève des dispositions de la 2e *partie* (Divulgation de données personnelles) du présent DPA.

Cependant, en l'absence de correspondance avec le système de l'Opérateur du fait qu'aucun véhicule correspondant ne soit en cours de stationnement dans la Zone de stationnement, EasyPark transmet à l'Opérateur des Données personnelles dont le traitement ne relève pas de la responsabilité de ce dernier. Par conséquent, dans ce cas, EasyPark est le Responsable du traitement et l'Opérateur est le Sous-traitant chargé du Traitement des Données personnelles. Le Traitement des Données personnelles par l'Opérateur pour le compte d'EasyPark relève des dispositions de la 3e *partie* (Traitement des données personnelles en tant que Sous-Traitant) du présent DPA.

Lorsqu'il quitte la Zone de stationnement, le véhicule de l'Automobiliste est photographié et l'Opérateur envoie une notification à EasyPark en indiquant le numéro d'immatriculation et l'heure de fin. L'échange d'informations effectué afin de déterminer l'heure de fin constitue une divulgation de Données personnelles entre deux Responsables du traitement des données. Le partage de Données personnelles relève des dispositions de la 2e *partie* (Divulgation de données personnelles) du présent DPA.

PLATEFORME CENTRALISÉE

EasyPark fournit à l'Opérateur une solution de plateforme centralisée (*HUB*) en mode SaaS (Logiciel en tant que Service). L'Opérateur est considéré comme étant le Responsable du traitement et EasyPark est le Sous-traitant chargé du Traitement des Données personnelles pour la fourniture de la plateforme centralisée en mode SaaS à l'Opérateur. Le Traitement des Données personnelles par EasyPark pour le compte de l'Opérateur relève des dispositions de la 3e *partie* (Traitement des données personnelles en tant que Sous-Traitant) du présent DPA.

Permis de stationnement

EasyPark fournit une solution de Permis de stationnement en mode SaaS (Logiciel en tant que Service) à l'Opérateur. L'Opérateur est considéré comme le Responsable du traitement et EasyPark est le Sous-traitant chargé du Traitement des Données personnelles pour la fourniture de la solution de Permis de stationnement en mode SaaS à l'Opérateur. Le Traitement des Données personnelles par EasyPark pour le compte de l'Opérateur relève des dispositions de la 3e *partie* (Traitement des données personnelles en tant que Sous-Traitant) du présent DPA.

Données personnelles appartenant aux employés de l'autre Partie ou à d'autres Personnes qui travaillent pour la Partie

Les Parties peuvent Traiter les Données personnelles appartenant aux employés de l'autre Partie (ou à d'autres individus qui travaillent pour la Partie) pour la bonne administration de la relation contractuelle. Chaque Partie est Responsable du traitement des Données personnelles collectées auprès de l'autre Partie. Si des Données personnelles sont fournies par une Partie à l'autre Partie, et non par l'individu, la divulgation des Données personnelles relève des dispositions de la 2e *Partie* (Divulgation de Données personnelles) de ce DPA.

La liste d'Accès

L'Opérateur est susceptible de fournir à EasyPark une liste (« la liste d'Accès ») des plaques d'immatriculation pré-approuvées qui peuvent initier une transaction de stationnement dans le Parc de stationnement de l'Opérateur. L'Opérateur est considéré comme le Responsable du traitement et EasyPark comme le Sous-traitant aux fins du Traitement des Données à caractère personnel dans le cadre de la fourniture de la liste d'Accès lorsque l'Automobiliste n'est pas un client d'EasyPark. Les dispositions de la Partie 3 (Traitement des Données à caractère personnel en tant que Sous-traitant) de ce DPA s'appliqueront dans le cadre du Traitement par EasyPark des Données à caractère personnel pour le compte de l'Opérateur. Si l'Automobiliste n'est pas un client EasyPark ou s'il devient un client EasyPark pendant la durée du Contrat, l'échange d'informations constituera une divulgation de Données à caractère personnel entre deux Responsables du traitement. Les dispositions de la Partie 2 (Divulgation de Données à caractère personnel) de cet Addendum s'appliqueront à ladite divulgation de Données à caractère personnel.

2. DEFINITIONS

Dans ce DPA, les termes suivants se définissent comme suit. Les termes en majuscules sans autre définition dans les présentes ont le sens qui leur est donné dans l'Accord.

« **Accord** » désigne l'accord conclu par les Parties pour la fourniture de services de stationnement par mobile (« Services ») ; le terme Accord est réputé comprendre l'accord qui régit la fourniture de services de stationnement par mobile en vigueur entre les Parties au moment de la signature du présent DPA, ainsi que les futurs accords qui remplaceront l'actuel accord relatif à la fourniture de services de stationnement par mobile ;

Les « **Lois applicables** » désignent les lois et règlements européens ainsi que les législations des États membres qui s'appliquent de temps à autre au Responsable du traitement et au Sous-traitant ;

Les « **Lois applicables en matière de protection des données** » désignent l'ensemble des législations et des règlements, y compris les règlements édictés par les autorités de contrôle compétentes, qui protègent les droits et les libertés fondamentales des personnes et, en particulier, leur droit au respect de la vie privée en ce qui concerne le Traitement des données personnelles ponctuellement applicable aux Parties, y compris les lois et règlements sur la protection des données qui transposent la directive 95/46/CE et, à compter du 25 mai 2018, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (le « **RGPD** ») ;

Les termes « **Responsable du traitement** », « **Personne concernée** », « **Sous-traitant** », « **Traitement** » et les formes conjuguées du verbe « Traiter », « **Données personnelles** », « **Données à caractère personnel** », « **Violation de données personnelles** », et « **Catégories particulières de données à caractère personnel** » auront la même signification que dans le RGPD ;

Le terme « **Demande de la personne concernée** » désigne une demande de la part de la Personne concernée à exercer ses droits en vertu des Lois applicables en matière de protection des données ;

La « **Partie divulgatrice** » désigne la Partie qui communique des Données personnelles à l'autre Partie conformément à l'DPA ;

La « **Date d'effet** » aura le sens précisé dans le préambule de ce DPA relatif à la Protection des données ;

Le terme « **Automobiliste** » aura le sens qui lui est donné dans la Section 1 ci-dessus ;

Le terme « **Partie destinataire** » désigne la Partie qui reçoit des Données personnelles de la Partie divulgatrice, conformément au DPA ;

Un « **Pays tiers** » désigne un pays qui n'est pas membre de l'Union européenne (UE) ou de l'Espace économique européen (EEE) ;

Le terme « **Zone de stationnement** » aura le sens qui lui est donné dans la Section 1 ci-dessus ;

Les « **Fins autorisées** » désignent les finalités définies à l'Annexe 1 et conformes aux termes de l'Accord ;

L'« **Autorité de contrôle** » désigne une autorité publique indépendante qui est instituée par un État membre en vertu de l'article 51 du RGPD ;

Le terme « **Liste blanche** » aura le sens qui lui est donné dans la Section 1 ci-dessus.

2E PARTIE : DIVULGATION DE DONNEES PERSONNELLES

3. INTRODUCTION

3.1 Pour ce qui est de la divulgation de Données personnelles visée par ce DPA, les Parties admettent que chacune agira de manière distincte en tant que Responsable du traitement des Données personnelles qu'elles Traitent. La Sous-Annexe 1 du DPA comprend une description des catégories de Données personnelles, des Personnes concernées et pour lesquelles la divulgation de Données personnelles correspond aux fins autorisées.

3.2 Les Parties s'engagent à respecter leurs obligations respectives en vertu des Lois applicables en matière de protection des données en ce qui concerne le Traitement de Données personnelles.

4. DIVULGATION DE DONNEES PERSONNELLES

4.1 Lorsqu'elle agit en tant que Partie divulgatrice, chaque Partie s'engage :

4.1.1 à ne divulguer des Données personnelles qu'aux Fins autorisées ou à des fins qui ne sont pas incompatibles avec ces Fins autorisées ;

4.1.2 à s'assurer que la ou les Personnes concernées ont bien reçu les informations relatives au Traitement des données personnelles qu'implique la divulgation de Données personnelles à la Partie destinataire conformément aux Lois applicables en matière de protection des données ;

4.1.3 à veiller à ce que le Traitement des données personnelles qu'implique la divulgation à la Partie destinataire (i) respecte les principes de Traitement des données personnelles énoncés à l'article 5 du RGPD et (ii) repose sur une base juridique en vertu de l'article 6 du RGPD ;

4.1.4 à ne divulguer de Catégories particulières de données personnelles à la Partie destinataire qu'en cas de besoin et aux Fins autorisées, et après avoir obtenu le consentement préalable explicite des Personnes concernées ou, à défaut, après avoir établi une autre base légale découlant des Lois applicables en matière de protection des données pour la divulgation ;

4.1.5 à ne transférer de Données personnelles à un Pays tiers que si l'une des conditions de la Section 17.1 ci-dessous est remplie ;

4.1.6 à veiller à ce que la divulgation des Données personnelles à la Partie destinataire soit couverte par des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées, d'un niveau de sécurité au moins équivalent aux prescriptions des Lois applicables en matière de protection des données, des règlements et lignes directrices applicables émanant des Autorités de contrôle compétentes en matière de sécurité des Données personnelles et de toute autre mesure appropriée face au risque inhérent au Traitement des données personnelles.

5. TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES REÇUES

5.1 Lorsqu'elle agit en tant que Partie destinataire, chaque Partie s'engage :

5.1.1 à s'assurer que les Données personnelles reçues de la Partie divulgatrice ne sont pas Traitées à des fins incompatibles avec les Fins autorisées (autrement que pour se conformer à une exigence découlant des Lois applicables auxquelles la Partie destinataire est soumise) ;

5.1.2 à s'assurer que la ou les Personnes concernées ont bien reçu les informations relatives au Traitement par la Partie destinataire des Données personnelles reçues en conformité avec les Lois applicables en matière de protection des données ;

5.1.3 à veiller à ce que le Traitement par la Partie destinataire des Données personnelles reçues de la Partie divulgatrice (i) respecte les principes de Traitement des Données personnelles énoncés à l'article 5 du RGPD et (ii) repose sur une base juridique en vertu de l'article 6 du RGPD ;

5.1.4 à prendre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les Données personnelles que la Partie destinataire reçoit de la Partie divulgatrice, et qui doivent au moins atteindre un niveau de sécurité équivalent à ce qui est prescrit par les Lois applicables en matière de protection des données, par les règlements et lignes directrices applicables des Autorités de contrôle compétentes en matière de sécurité des Données personnelles et par toute autre mesure appropriée

5.1.5 face au risque inhérent au Traitement des données personnelles.

6. VIOLATIONS DE DONNEES PERSONNELLES

6.1 La Partie destinataire devra informer dans les meilleurs délais la Partie divulgatrice en cas de Violation des Données personnelles.

6.2 Chaque Partie coopérera avec l'autre, dans la mesure où la demande est raisonnable, en ce qui concerne les notifications à adresser aux Autorités de contrôle ou aux Personnes concernées à la suite d'une Violation des Données personnelles.

7. COOPERATION

7.1 Chaque Partie coopérera avec l'autre, dans la mesure où la demande est raisonnable, en ce qui concerne :

7.1.1 les Demandes des Personnes concernées ;

7.1.2 toute autre communication de la part d'une Personne concernée au sujet du Traitement de leurs Données personnelles ;

7.1.3 toute communication d'une Autorité de contrôle au sujet du Traitement des Données personnelles ou de la conformité avec le Lois applicable en matière de protection des données.

3E PARTIE : TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES EN TANT QUE SOUSTRAITANT

8. OBLIGATIONS GENERALES DU SOUS-TRAITANT

8.1 Lorsqu'une Partie Traite des Données personnelles en tant que Sous-Traitant et pour le compte de l'autre Partie, les dispositions de cette 3e partie du DPA s'appliquent. La Sous-Annexe 2 du DPA comprend, conformément à l'article 28.3 du RGPD, une description de l'objet et de la durée du Traitement, de la nature et de la finalité du Traitement, du type de données personnelles et des catégories de Personnes concernées.

8.2 Dans la mesure où l'une ou l'autre Partie Traitera les Données personnelles en tant que Sous-traitant pour le compte de l'autre Partie, le Sous-Traitant accepte de ne Traiter que des Données personnelles :

8.2.1 conformément aux instructions du présent DPA, de l'Accord et de toute autre instruction documentée que le Responsable du traitement peut donner de temps à autre, et non pour ses propres besoins ;

8.2.2 conformément aux Lois applicables en matière de protection des données.

8.3 Malgré ce qui est précédemment indiqué dans la Section 8.2.1, le Sous-traitant peut Traiter les Données personnelles dans la mesure où cela est nécessaire pour se conformer aux obligations juridiques en vertu des Lois applicables auxquelles le Sous-traitant est soumis. Le Sous-traitant informera le Responsable du traitement de cette obligation juridique avant de procéder au Traitement, sauf si les Lois applicables interdisent au Sous-traitant de fournir cette information.

8.4 Le Sous-traitant informera immédiatement le Responsable du traitement s'il ne peut remplir ses obligations au titre du présent Accord sur le traitement des données, ou s'il estime qu'une instruction concernant le Traitement des Données personnelles donnée par le Responsable du traitement serait contraire aux Lois applicables en matière de protection des données, à moins que le Sous-traitant n'ait, en vertu des Lois applicables, interdiction de notifier le Responsable du traitement.

8.5 Le Sous-traitant devra, sur demande du Responsable du traitement, tenir à la disposition de ce dernier toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations imposées au Sous-traitant par le présent Accord sur le traitement des données et les Lois applicables en matière de protection des données.

8.6 Le Sous-traitant ne peut prétendre à aucun dédommagement pour l'exécution de ses obligations au titre de la *3e partie* de ce DPA, en plus de tout autre dédommagement auquel il a droit en vertu de l'Accord.

9. MESURES DE SECURITE

9.1 **Obligation de mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles pour protéger les données personnelles**

9.1.1 Le Sous-traitant devra mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger et préserver les Données personnelles traitées. Les mesures doivent au moins atteindre un niveau de sécurité équivalent à ce qui est prescrit par les Lois applicables en matière de protection des données, par les règlements et lignes directrices applicables des Autorités de contrôle compétentes en matière de sécurité des Données personnelles et par toute autre mesure appropriée face au risque inhérent au Traitement des données personnelles.

9.1.2 Le Sous-traitant devra, en tenant compte de la nature du Traitement et des informations dont il dispose, aider le Responsable du traitement à respecter l'obligation qui lui incombe

en vertu des articles 35 et 36 du RGPD de réaliser des analyses d'impact relatives à la protection des données et des consultations préalables avec l'Autorité de contrôle compétente en ce qui concerne le Traitement des Données personnelles visé par ce DPA.

9.2 Contrôles d'accès, confidentialité et journalisation

9.2.1 Le Sous-traitant s'assurera que l'accès aux Données personnelles est limité aux employés du Sous-traitant ayant besoin d'accéder aux Données personnelles pour la bonne exécution des obligations du Sous-traitant en vertu du présent Accord sur le traitement des données et de l'Accord de service. Le Sous-traitant veillera à ce que son personnel ne Traite que des Données personnelles conformément à ce qui précède dans la Section 8.1.

9.2.2 Le Sous-traitant s'assurera que tous les employés autorisés à accéder aux Données personnelles et à les Traiter se soient engagés à respecter la confidentialité en ce qui concerne le Traitement des Données personnelles visé par le présent Accord sur le traitement des données.

9.2.3 Le Sous-traitant veillera à ce que, le cas échéant en vertu des Lois applicables en matière de protection des données, l'accès aux Données personnelles visé par le présent DPA soit consigné et qu'un registre des accès aux Données personnelles soit conservé pour permettre la conduite d'enquêtes sur les Violations de données personnelles.

9.3 Droit à audit et inspection

9.3.1 Le Sous-traitant devra permettre la réalisation d'audits, y compris d'inspections, par le Responsable du traitement, et contribuer à ces audits. Les Parties conviennent que ces inspections seront effectuées par un auditeur externe désigné conjointement par les Parties. Les Parties s'assureront que ce tiers s'est engagé à respecter la confidentialité de toutes les informations qu'il recevra dans le cadre de l'inspection et que cette obligation de confidentialité n'est pas moins restrictive que l'engagement de confidentialité indiqué à la Section 12 du présent DPA. Pour éviter tout doute, une inspection ne pourra comprendre que les informations dont le Responsable du traitement a besoin pour déterminer si le Sous-traitant a bien rempli ses obligations en vertu de l'article 28 du RGPD, et ne pourra comprendre aucune autre information non pertinente pour le Traitement de Données personnelles par le Sous-traitant pour le compte du Responsable du traitement.

9.3.2 Le Responsable du traitement préviendra le Sous-traitant un (1) mois à l'avance avant d'exercer ses droits d'audit.

9.3.3 Chaque Partie supporte ses propres frais d'inspection. Si une inspection montre que le Sous-traitant n'a pas rempli ses obligations au titre du présent DPA ou des Lois applicables en matière de protection des données, le Sous-traitant remédiera à la situation dans les meilleurs délais et à ses propres frais, et remboursera au Responsable du traitement les coûts d'audit.

10. VIOLATIONS DE DONNEES PERSONNELLES

10.1 En cas de Violation de données personnelles, le Sous-traitant informera par écrit et dans les meilleurs délais l'interlocuteur désigné ponctuellement par le Responsable du traitement après avoir pris connaissance de la Violation des données personnelles.

10.2 Le Sous-traitant assistera le Responsable du traitement dans la mesure nécessaire pour enquêter sur la Violation des données personnelles et pour permettre au Responsable du traitement de remplir ses obligations de notification auprès des autorités de contrôle compétentes et des Personnes concernées en vertu des Lois applicables en matière de protection des données. Immédiatement après avoir pris connaissance d'une Violation de données personnelles, le Sous-traitant :

10.2.1 entreprendra une enquête sur la Violation des données personnelles afin d'en déterminer la portée, la nature et les conséquences probables ;

10.2.2 prendra les mesures correctrices appropriées afin d'en atténuer les éventuels effets négatifs ; et

10.2.3 consultera le Responsable du traitement afin de déterminer si ce dernier serait tenu, en vertu des Lois applicables en matière de protection des données, d'informer l'autorité de contrôle compétente et/ou les Personnes concernées de la Violation de données personnelles.

10.3 Après le début de l'enquête, le Sous-traitant transmet dès que possible au Responsable du traitement les informations suivantes concernant la Violation de données personnelles :

10.3.1 une description de la nature de la Violation de données personnelles y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de Personnes concernées par la violation, ainsi que les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de Données personnelles concernés ;

10.3.2 les conséquences probables de la Violation de données personnelles ;

10.3.3 une description des mesures prises ou que le Sous-traitant propose de prendre pour remédier à la Violation de données personnelles, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où, il n'est pas possible pour le Sous-traitant de fournir simultanément toutes les informations listées ci-dessus, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans autre retard indu. Après conclusion de l'enquête, le Responsable du traitement est en droit de recevoir un exemplaire de tout rapport concernant la Violation de données personnelles.

11. RECOURS A D'AUTRES SOUS-TRAITANTS

11.1 Le Sous-traitant initial ne peut pas engager d'autres sous-traitants, consultants ou autres tiers pour Traiter les données personnelles pour le compte du Responsable du traitement (« **Autres sous-traitants** ») sauf autorisation écrite préalable du Responsable du traitement. Lorsque le Sous-traitant engage, avec l'autorisation écrite préalable du Responsable du traitement, un Autre sous-traitant pour Traiter les données personnelles pour le compte du Responsable du traitement, ce dernier autorise le Sous-traitant initial à conclure un accord de traitement des données directement avec l'Autre sous-traitant, sous réserve que cet accord impose les mêmes obligations que celles énoncées au présent Accord sur le traitement des données. La liste des Autres sous-traitants approuvés à la Date d'effet figure dans la Sous-Annexe 3.

11.2 Dans le cas où le Sous-traitant engage un Autre sous-traitant, le Sous-traitant initial fournira au Responsable du traitement les informations suivantes par écrit et dans les meilleurs délais :

11.2.1 l'identité de l'Autre sous-traitant (y compris le nom légal complet, le numéro d'immatriculation et l'adresse) ;

11.2.2 le ou les types de services fournis par l'Autre sous-traitant ; et

11.2.3 le lieu où l'Autre sous-traitant traitera les Données personnelles pour le compte du Responsable du traitement.

11.3 À la demande du Responsable du traitement, le Sous-traitant initial devra, en plus des informations présentées précédemment dans la Section 11.2, fournir sans délai un exemplaire de l'accord de traitement des données qu'il a conclu avec l'Autre sous-traitant conformément à la Section 11.1 ci-dessus. Le Sous-traitant initial aura cependant le droit de supprimer toute information commerciale de l'accord de traitement des données avant de le communiquer au Responsable du traitement dans la mesure où la communication d'informations confidentielles impliquerait la violation par le Sous-traitant initial d'un éventuel engagement confidentiel avec l'Autre sous-traitant.

11.4 Lorsque l'Autre sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le Responsable du traitement de l'exécution par l'Autre sous-traitant de ses obligations.

12. CONFIDENTIALITE ET DIVULGATION DE DONNEES PERSONNELLES

Sans préjudice de tout engagement de confidentialité inclus dans l'Accord, le Sous-traitant gardera et maintiendra le plus grand secret sur l'ensemble des Données personnelles ; il ne divulguera, ni ne mettra, à la disposition d'un tiers les Données personnelles, sauf autorisation écrite préalable du Responsable du traitement ou exigences légales applicables, ou encore pour l'exécution des obligations du Sous-traitant en vertu du présent DPA. Le Sous-traitant convient que l'engagement de confidentialité au titre de cette Section 12 subsistera après la résiliation du présent DPA et continuera à s'appliquer jusqu'à la restitution, ou la suppression ou l'anonymisation (sur demande écrite du Responsable du traitement), de toutes les Données personnelles d'une manière sécurisée et irréversible conformément à la Section 16 ci-dessous.

13. DEMANDES DE L'AUTORITE DE CONTROLE

13.1 Dans le cas où une Autorité de contrôle demande :

13.1.1 au Sous-traitant des informations sur son traitement des Données personnelles en application du présent DPA ; ou

13.1.2 au Sous-traitant de divulguer des Données personnelles que le Sous-traitant Traite pour le compte du Responsable du traitement en vertu de cet DPA,

le Sous-traitant en informera le Responsable du traitement dans les meilleurs délais, sauf si les Lois applicables interdisent au Sous-traitant de fournir de telles informations. En cas de divulgation de Données personnelles en application de cette Section 13.1, le Sous-traitant demandera que les Données personnelles soient couvertes par un engagement de confidentialité au moins aussi strict que l'engagement de confidentialité indiqué à la Section 12.1. Le Sous-traitant ne peut en aucun cas agir pour le compte du Responsable du traitement en tant que mandataire du Responsable du traitement ou autre.

14. RESPONSABILITE ET INDEMNISATION

14.1 Si une Partie manque à l'exécution de ses obligations en vertu des Lois applicables en matière de protection des données, ou si le Traitement des données personnelles est contraire aux Lois applicables en matière de protection des données, chaque Partie est passible de sanctions administratives imposées par une Autorité de contrôle ou par une juridiction compétente pour la Partie concernée.

14.2 Chaque Partie indemnisera et dégagera l'autre Partie de toute réclamation éventuelle en dommages-intérêts résultant du manquement de la Partie à ses obligations en vertu du présent DPA ou d'un Traitement contraire aux Lois applicables en matière de protection des données.

15. DROITS DES PERSONNES CONCERNEES

15.1 Dans toute la mesure du possible, le Sous-traitant devra aider le Responsable du traitement, par des mesures appropriées, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes formulées par les Personnes concernées en vue d'exercer leurs droits prévus par les Lois applicables en matière de protection des données.

15.2 Si une Personne concernée demande au Sous-traitant des informations relatives au Traitement des données personnelles couvertes par le présent DPA, le Sous-traitant transmettra cette demande au Responsable du traitement dans les meilleurs délais.

16. RESTITUTION DE DONNEES PERSONNELLES

À la résiliation de l'Accord, le Sous-traitant restituera immédiatement (et ou, à la demande écrite du Responsable du traitement, supprimera ou rendra anonymes de manière sécurisée et irréversible) toutes les Données personnelles appartenant au Responsable du traitement que le Sous-traitant initial et/ou tout Autre sous-traitant a en sa possession ou sous son contrôle, sauf obligation, en vertu des Lois applicables, pour le Sous-traitant de continuer à stocker les Données personnelles. À la demande du Responsable du traitement, le Sous-traitant devra signaler par écrit les mesures qu'il aura prises pour se conformer aux obligations prévues ici, dans la Section 16. Pour éviter tout doute, les obligations de la présente Section 16 ne s'appliquent pas aux Données personnelles que le Sous-traitant traite en tant que Responsable du traitement.

17. TRANSFERT ET TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES VERS ET DANS UN PAYS TIERS

17.1 Le Sous-traitant ne peut pas transférer ou Traiter dans un Pays tiers des Données personnelles qui appartiennent au Responsable du traitement, sauf autorisation écrite préalable du Responsable du traitement, et sous réserve que l'une des conditions suivantes soit remplie :

17.1.1 les Données personnelles sont transférées et Traitées dans un Pays tiers qui assure un niveau de protection des Données personnelles adéquat conformément à une décision d'adéquation rendue par la Commission européenne ;

17.1.2 le Sous-traitant (et/ou un Autre sous-traitant potentiel) est couvert par une certification conformément à l'article 42 du RGPD ou par un code de conduite approuvé, conformément à l'article 40 du RGPD ;

17.1.3 le Sous-traitant (et/ou un Autre sous-traitant potentiel) a adopté des règles d'entreprise contraignantes conformément à l'article 47 du RGPD, règles qui couvrent le Traitement des Données personnelles selon les termes du Présent accord relatif au Traitement des données et le Pays tiers en question ;

17.1.4 les Parties ont conclu des clauses types de protection des données auxquelles le Sous-traitant a veillé à se conformer – clauses que la Commission européenne a adoptées ou qui ont été adoptées par une Autorité de contrôle et approuvées par la Commission européenne conformément à la procédure d'examen visée à l'article 93.2 du RGPD, qui couvre le transfert et le traitement des données personnelles ;

17.1.5 les Parties se fondent sur une dérogation spécifique prévue par les Lois applicables en matière de protection des données pour le transfert de Données personnelles, auquel cas les Données personnelles ne peuvent être transférées vers le Pays tiers que dans la mesure où (i) une telle dérogation prévoit le transfert et le Traitement des Données personnelles, et (ii) où le Responsable du traitement accepte que cette dérogation spécifique puisse être invoquée.

17.2 Si les Parties se fondent sur le fait que le Sous-traitant (ou un Autre sous-traitant) est certifié ou couvert par un code de conduite approuvé conformément à la Section 17.1.2 ou à la Section 17.1.5 ci-dessus, le Sous-traitant doit immédiatement informer par écrit le Responsable du traitement si sa certification (ou celle d'un Autre sous-traitant) cesse ou si lui (ou un Autre sous-traitant) se retire du code de conduite, ce sur quoi les parties doivent immédiatement s'assurer que le transfert et le traitement sont couverts par une autre garantie appropriée conformément à la Section 17.1 ci-dessus ou, à défaut, que le transfert est terminé.

SOUS-ANNEXE 1 : DESCRIPTION DES DONNEES PERSONNELLES

La présente Sous-Annexe 1 fait partie intégrante du DPA.

Stationnement en voirie et contrôles

Personne concernée	Catégories de Données personnelles	Finalités de traitements autorisées
Automobiliste	• Numéro d'immatriculation	Surveillance de stationnement

Recherches sur Epic Web

Personne concernée	Catégories de Données personnelles	Finalités de traitements autorisées
Automobiliste	• Numéro d'immatriculation	Surveillance de stationnement

Rapports de compensation

Personne concernée	Catégories de Données personnelles	Finalités de traitements autorisées
Automobiliste	• Numéro d'immatriculation	Règlement des frais de stationnement

Garage avec reconnaissance automatique de plaque d'immatriculation (Entièrement automatisée et manuelle)

Personne concernée	Catégories de Données personnelles	Finalités de traitements autorisées
Automobiliste	• Numéro d'immatriculation • Heure de début du stationnement • Heure de fin de stationnement	Détermination du montant applicable des frais de stationnement payables par le client Contrôle du respect des règles

Permis de stationnement

Personne concernée	Catégories de Données personnelles	Finalités de traitements autorisées
Automobiliste	• Numéro d'immatriculation • Nom • Adresse postale	Mise à disposition d'une solution de permis de stationnement en mode SaaS

Données personnelles appartenant aux employés de l'autre Partie ou à d'autres Personnes qui travaillent pour la Partie

Personne concernée	Catégories de Données personnelles	Finalités de traitements autorisées

Employés et autres personnes travaillant pour l'autre Partie	• Nom • Titre • Coordonnées (adresse e-mail et numéro de téléphone)	Configuration et gestion des comptes utilisateurs et administration de la relation contractuelle entre les parties

SOUS-ANNEXE 2 : DESCRIPTION DES DONNEES PERSONNELLES

La présente Sous-Annexe 2 fait partie intégrante du DPA et comprend une description du Traitement conformément à l'article 28.3 du RGPD.

Objet et Durée du traitement

L'Objet du traitement est indiqué dans l'Accord et dans la présente Sous-Annexe 2. Les Données personnelles sont Traitées pendant la période durant laquelle le Sous-traitant fournit ses services dans le cadre de l'Accord ou comme indiqué dans la présente Sous-Annexe 2.

Obligations et Droits du Responsable du traitement

Les obligations et les droits du Responsable du traitement sont énoncés dans l'Accord et la *3e partie* du présent DPA.

Finalités du Traitement, Catégories de Données personnelles et Catégories de Personnes concernées

Stationnement en voirie et contrôles

Personne concernée	Catégories de Données personnelles	Finalité du Traitement
Automobiliste	• Numéro d'immatriculation	Vérification du stationnement
Période de conservation : 13 mois		

Recherches sur Epic Web

Personne concernée	Catégories de Données personnelles	Finalité du Traitement
Automobiliste	• Numéro d'immatriculation	Vérification du stationnement
Période de conservation : 13 mois		

Garage avec reconnaissance automatique de plaque d'immatriculation (ANPR) (Entièrement automatisée)

Personne concernée	Catégories de Données personnelles	Finalité du Traitement
Automobiliste	• Numéro d'immatriculation	Stockage de la liste blanche pour permettre aux utilisateurs d'EasyPark d'accéder au garage Contrôle du respect des règles
Période de conservation : 13 mois		

Garage avec reconnaissance automatique de plaque d'immatriculation (ANPR) (Manuelle)

Personne concernée	Catégories de Données personnelles	Finalité du Traitement
Automobiliste	• Numéro d'immatriculation • Heure de début du stationnement	Vérification du stationnement Contrôle du respect des règles
Période de conservation : 13 mois		

PLATEFORME CENTRALISÉE

Personne concernée	Catégories de Données personnelles	Finalité du Traitement
Automobiliste	• Numéro d'immatriculation • Heure de début et de fin de stationnement	Fourniture d'un service de plateforme centralisée (HUB) en mode SaaS
Période de conservation : 13 mois		

Permis de stationnement

Personne concernée	Catégories de Données personnelles	Finalité du Traitement
Automobiliste	• Numéro d'immatriculation • Nom • Adresse postale	Mise à disposition d'une solution de permis de stationnement en mode SaaS
Période de conservation : 13 mois		

SOUS-ANNEXE 3 : AUTRES SOUS-TRAITANTS APPROUVES

La présente Sous-Annexe 3 fait partie intégrante de l'Accord de traitement des données.

EasyPark

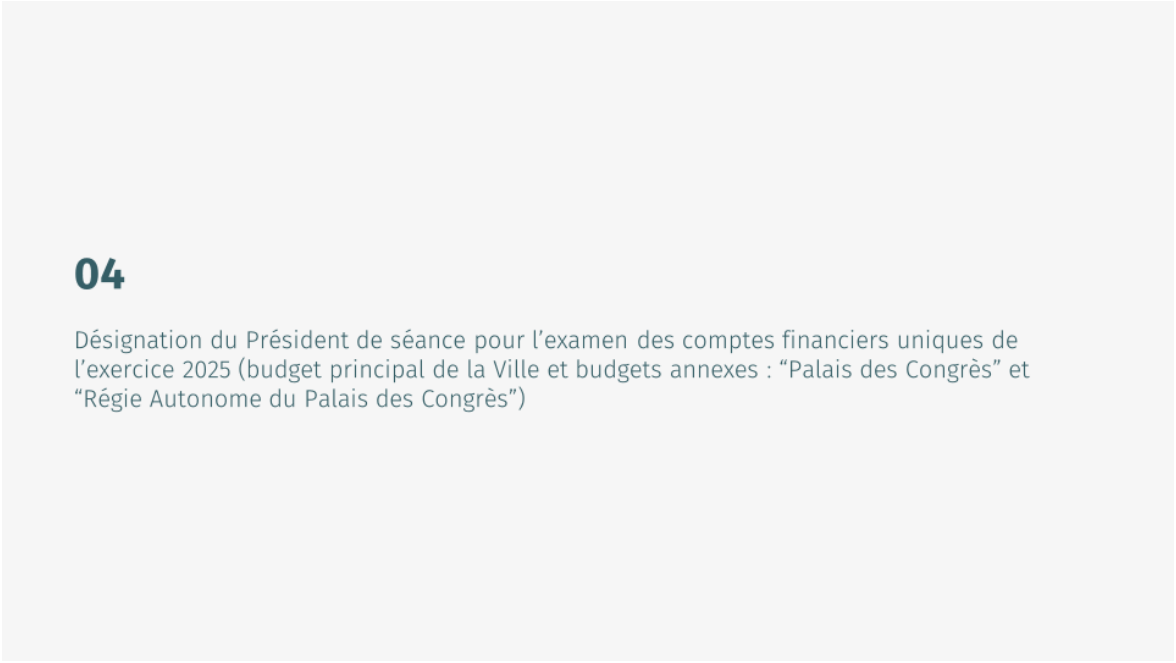
Autre sous-traitant	Service(s)	Lieu du Traitement
Google IAAS	G-Suite (email)	Irlande
Amazon IAAS	Hébergement	Irlande
Concise Media System Oü	Développement informatique	Estonie

Opérateur

Autre sous-traitant	Service(s)	Lieu du Traitement

* * * *

VI COMPTES FINANCIERS UNIQUES 2025 AFFECTATION DES RÉSULTATS 2025 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE ET DES BUDGETS ANNEXES (Palais des Congrès et Régie Autonome du Palais des Congrès)



4) Désignation du Président de séance pour l'examen des comptes financiers uniques de l'exercice 2025 (budget principal de la Ville et budgets annexes : « Palais des Congrès » et « Régie Autonome du Palais des Congrès »)

Le Maire étant tenu de ne pas présider la séance d'examen des comptes financiers uniques de la Ville (budget principal et budgets annexes de la Régie Autonome du Palais et du Palais des Congrès), un élu sera donc désigné par le Conseil Municipal pour assurer cette présidence pendant l'étude de ces questions.

Il est donc proposé la candidature de Monsieur Denis CALOIN, Premier Adjoint au Maire, afin d'assurer la présidence de l'Assemblée pour l'étude de ces questions.

M. le Maire : On en vient aux Comptes Financiers Uniques 2025 et je vous propose, comme Président de séance, la candidature de Denis CALOIN, Premier Adjoint au Maire. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Oui, ah, pardon, Hervé PIERRE.

M. Hervé PIERRE : Oui, nous pensons que M. CALOIN peut être impliqué dans les comptes, dans la mesure où il a une concession, je crois, de la ville, et donc, nous voulons proposer M. KORBAS comme Président pour cet examen.

M. le Maire : Écoutez si vous voulez encore que....

M. Hervé PIERRE : Parce que, M. le Maire, vous sortez de la salle, je crois ?

M. le Maire : Oui, absolument, tout à fait.

M. Hervé PIERRE : Je pense que M. KORBAS devrait également s'absenter de la salle étant concerné, enfin, M. CALOIN. Oui, Non, non au contraire oui bien sûr M. KORBAS…

M. le Maire : M. CALOIN ne reçoit pas d'argent de la ville. C'est quand même une drôle de façon de voir les choses, mais bon, après écoutez...

M. Hervé PIERRE : Vous décidez, M. le Maire.

M. le Maire : Non, non, mais si vous le souhaitez, moi, je n'ai pas de problème par rapport à ça, c'est purement formel. Il s'agit, quand le Maire sort de la salle, de procéder uniquement au vote. Mais encore une fois, M. CALOIN se retire à chaque fois que c'est nécessaire des votes qui peuvent concerner les clubs de plage, puisque M. CALOIN gère un club de plage, c'est un secret pour personne. Et, à chaque fois qu'il y a eu une délibération qui concernait les clubs de plage, il n'a pas pris part aux votes, bien évidemment, étant possiblement conflit d'intérêt, comme chacun d'entre nous, à chaque fois que ça a été utile et nécessaire. Maintenant, c'est quelque chose de purement formel. Donc, Alexandre KORBAS peut parfaitement assurer la Présidence, si vous le souhaitez. Moi, je souhaite vraiment un climat apaisé et que ce Conseil municipal se déroule et les conseillers municipaux dans un bon état d'esprit pour qu'on travaille surtout des sujets de fond et qu'on ne s'arrête pas sur des questions de procédure et de forme. Je propose, par conséquent, Alexandre KORBAS pour présider notre séance. Ça vous va ? Denis ?

M. Denis CALOIN : Oui, très bien.

M. le Maire : Parfait, très bien. Donc, Alexandre KORBAS vous fera voter le moment venu. Et d'ailleurs, il sera parfaitement chaud et en forme puisque c'est lui qui va nous présenter le Compte Financier Unique 2025.



5) <u>Approbation du Compte Financier Unique 2025 et affectation de résultats du budget principal</u> (document ci-joint)

<u>Rapport de présentation du Compte Financier Unique 2025 du Budget Principal de la Ville du Touquet-Paris-Plage</u>

La Ville a opté pour la mise en place du Compte Financier Unique (CFU) de son budget principal dès l'exercice 2025 avec une année d'avance sur la date limite légale.

Cette mise en place vise à favoriser une plus grande transparence, une lisibilité de l'information financière, une simplification du processus entre l'ordonnateur et le comptable public et une dématérialisation totale de la chaîne de traitement.

Ainsi, le Compte Financier Unique 2025 (CFU 2025) réunit les données du compte administratif (exécution budgétaire de l'exercice, ratios et annexes) et celles du compte de gestion (bilan comptable, compte de résultat, balance comptable).

*Le CFU 2025 présente les **résultats cumulés** suivants :*

- *La section de **fonctionnement** est en excédent de **+ 5 705 933,62 €,***
- *La section d'**investissement** présente un déficit de **- 2 976 800,34 €,***
- *Soit **un excédent global cumulé 2025 de 2.729 133,28 €.***

A l'instar des années précédentes, le Compte Financier Unique 2025 traduit :

- *Une exécution **des dépenses réelles de fonctionnement**, inférieures de 3 % à celles étaient prévues au budget primitif 2025 (BP 2025), alors même que le niveau de service offert par la Ville n'a cessé de s'améliorer,*
- *une **exécution des recettes réelles de fonctionnement,** supérieures de 4 % à celles prévues au budget primitif 2025 (BP 2025), fruit de la politique d'attractivité menée par la Ville depuis plusieurs années,*
- *un **niveau élevé d'investissements** visant à offrir aux Touquettois un cadre de vie toujours meilleur,*
- *et le tout, **sans augmentation de la fiscalité locale** pour la 16ème année consécutive.*

Cette performance financière 2025 est d'autant plus remarquable :

- *que l'année 2025 a été jalonnée de nombreux évènements commémoratifs majeurs : célébration des 100 ans du caddy, emblème de la station, avec des actions tous les mois et un point d'orgue lors du bal années 20 du mois de septembre , des 50 ans de l'Enduropale, de l'inauguration de l'Hôtel de Ville rénové en juin 2025, à l'issue de 5 années de travaux complexes,*
- *que l'année 2025 a été le cadre de nouvelles politiques publiques en faveur des Touquettois, à l'exemple du Pass Touquet'Sport. La Ville a ainsi participé à l'engagement des jeunes touquettois dans les associations sportives du Touquet en prenant en charge 50% de leur adhésion au club ou de leur abonnement annuel à des cours de sport. Dès sa mise en place, à la rentrée scolaire 2025, le Pass Touquet'Sport a connu un vif succès et une enveloppe financière de 69 K€ a été mobilisée à ce titre au 31 décembre 2025,*
- *que la Ville a subi la ponction du DILICO (543 K€), l'augmentation de la cotisation patronale de la CNRACL (298 K€) mais aussi la correction des bases fiscales prévisionnelles de la taxe d'habitation conduisant à une amputation de 244 K€ fin 2025.*

Préalablement, il convient de préciser que la comparaison entre l'exécution budgétaire et les prévisions budgétaires continuera d'être effectuée par rapport au budget primitif dans un souci de continuité méthodologique par rapport aux années antérieures.

Néanmoins, le Compte Financier Unique 2025 offre une information complète des taux de réalisation des dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement aux élus et aux citoyens par l'intégration des décisions modificatives et des restes à réaliser de l'année précédente.

I Les recettes réelles de fonctionnement 2025 sont supérieures de 4% aux prévisions du Budget Primitif 2025 en dépit de ponctions et corrections fiscales étatiques

Initialement estimées à 40 592 523 € dans le BP 2025, les recettes réelles de fonctionnement se sont élevées à ***42 244 658 €*** *dans le CFU 2025, soit + 1 652 135 €* ***(+ 4,07 %).***

► ***Les recette fiscales et quasi-fiscales (chapitre 731)*** *s'élèvent à* ***29 372 963 €*** *dans le CFU 2025, alors qu'elles étaient estimées à 28 515 926 € dans le BP 2025, soit + 857 037 € (+3%).*

Les principales explications de cet écart entre réalisation et budget résultent de :

- ***l'augmentation du produit de la taxe sur l'électricité, dénommée accise sur électricité*** *:* ***+ 473 879 €*** *(711 176 € au CFU 2025 contre 237 297 € au BP 2025).*
  Cet écart est principalement lié à la régularisation des exercices 2023 et 2024 (+ 323 508 €) et à l'inscription du 4ème trimestre 2025

  Rappelons que depuis le 1er janvier 2023, la TCCFE (Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité) a été intégrée à la TICFE (Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité), appelée accise sur l'électricité, sous forme d'une part communale.
  Cette taxe est prélevée par l'ensemble des fournisseurs d'électricité sur les factures des usagers pour ensuite être reversée à l'Etat.
  La DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques) reverse la part communale de la taxe à la Fédération De l'Energie 62 (FDE 62), qui le vérifie et en restitue 95% aux communes.

  Or, les éléments calculés par les services de l'Etat pour les années 2023 et 2024 et notifiés à la FDE 62 par la Préfecture présentaient de nombreuses incohérences vis-à-vis des consommations d'électricité des sites soumis à la taxe et des taxes perçues les années précédentes.
  La FDE 62 avait déposé plusieurs recours et a eu de nombreux échanges avec les services de la Préfecture et de la DGFIP.
  La Ville s'était manifestée par une réclamation du 07 mai 2025.

  A la suite de l'ensemble des actions, il s'est avéré que la FDE 62 pouvait définir librement sa propre méthode de répartition, en cohérence avec les caractéristiques du territoire.
  Le Conseil d'Administration de la FDE 62 a donc décidé de reverser la taxe aux communes avec une méthode fidèle à celle en vigueur avant la réforme de 2023, en s'appuyant sur les principes de la TCCFE utilisés jusqu'en 2022, conformément à la délibération 2025-39 en date du 29 mars 2025.

  La Ville du Touquet-Paris-Plage a ainsi perçu une somme de 323 507,72 €, en régularisation de la part communale de l'accise de l'électricité pour les années 2023 et 2024.

- ***la taxe additionnelle sur droits de mutation*** *:* ***+394 326 €*** *(3 294 326 € au CFU 2025 contre 2 900 000 € au BP 2025).*
  Après deux années de baisse (2 866 962 € en 2023 et 2 683 097 € en 2024 contre 3 624 328 € en 2022), cette augmentation reflète la reprise des transactions immobilières, sans qu'elles n'atteignent encore leur niveau d'avant le conflit russo-ukrainien même si le 1er trimestre 2026 a atteint un montant comparable à celui de 2022 et 2021.

- ***la taxe de séjour : +83 353 €*** *(1 433 353 € au CFU 2025 contre 1 350 000 € au BP 2025)****,*** *fruit du travail mené par la collectivité sur la gestion et le contrôle des meublés de tourisme, du travail d'audit, de recoupement des données communales avec les plateformes utilisées par les principaux opérateurs mais aussi de l'attractivité*

de la station au travers des équipements tels que le Palais des Congrès, de la politique évènementielle et du cadre de vie.

- ***les prélèvements sur les produits de jeux des casinos** : **+51 269 €** (1 161 269 € au CFU 2025 contre 1 110 000 € au BP 2025), dans un contexte de concurrence accru (ouverture d'un casino en proximité directe à Boulogne-sur-Mer) et d'un changement des pratiques de jeux (jeux en ligne),*

*Toutefois, ce résultat est contrebalancé par **une fiscalité locale en moindre évolution : -146 000 €** (22 772 029 € au CFU 2025 contre 22 918 029 € au BP 2025).*

La raison est la correction de 1 493 427 € des bases définitives de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Concrètement, l'Administration fiscale avait communiqué 47 080 000 € de bases prévisionnelles au moment du vote du budget primitif.
Or, en fin d'année 2025, l'Administration fiscale a informé la Ville d'une correction à la baisse de 1 493 427 € de ces bases, entrainant une perte de 244 026 € de produits fiscaux au titre de la taxe d'habitation.

► ***Les recette quasi-fiscales (chapitre 73)** s'élèvent à **3 804 040 €** au CFU 2025 contre 3 811 522 € au BP 2025.*

Les recettes quasi-fiscales 2025 sont composées de l'attribution de compensation de la CA2BM (3 732 578 €), du prélèvement sur jeux en ligne (71 074 €) et du FNGIR (Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources) (388 €).

► ***Les recettes et redevances du domaine public (chapitre 70) et les recettes de locations et de redevances immobilières (chapitre 75),** incluant notamment les locations de cabines de plage, s'élèvent à fin 2025 à **7 714 615 €,** alors qu'elles étaient estimées à 6 935 376 € au BP 2025, soit + 779 239 € (+ 11,24 %).*

Il importe d'analyser simultanément la variation des chapitres 70 et 74 car la Ville a procédé à une refonte complète de l'arborescence budgétaire, comptable et analytique des recettes.
Cette refonte a entrainé de nombreux reclassements d'un chapitre à l'autre, qui rendrait cette étude comparative trop complexe.

Les principales variations à la hausse proviennent :

- *de la refacturation des **prestations réalisées** par la Ville pour **l'Enduropale à la Régie Le Touquet & Co** à hauteur de 176 990 €, permettant une récupération fiscale de TVA à l'instar des années précédentes,*
- *des recettes de stationnement sur la station, qu'il s'agisse des recettes issues des horodateurs ou des abonnements, totalement dématérialisés en 2025 avec l'application « Garez-Vous » : 2 793 491 € au CFU 2025 contre 2 653 000 € au BP 2025 soit + 140 491 €,*
- *de la reprise d'une provision 2024 constituée pour des prestations non facturées à hauteur de 140 000 €,*
- *de la poursuite de la mise à plat engagée en 2024 à l'encontre des opérateurs de réseaux : 82 143 € ont été facturés au CFU 2025 contre 55 000 € au BP 2025,*
- *de recettes domaniales nouvelles ou récentes en croissance et des sanctions administratives telles que de l'autorisation d'occupation temporaire de « L'Enduro » (49 500 €), les bornes électriques (77 084 €) ou les amendes pour miction(27 530 €).*

► ***Les recettes de subventions (CAF, collectivités, FCTVA sur les dépenses de fonctionnement) et dotations (chapitre 74)** s'élèvent à **861 932 €** au CFU 2025 contre 882 490 € au BP 2025, soit, - 20 558 €, (-2, 33%).*

Cette diminution provient de la combinaison :

- *d'une augmentation du FCTVA : 80 196 € au CFU 2025 contre 73 818 € au BP 2025,*
- *d'une augmentation des titres sécurisés : 25 614 € au CFU 2025/ contre 15 000 € au BP 2025,*
- *d'une baisse de financements extérieurs moindres : 512 694 € au CFU 2025 contre 550 244 € au BP 2025.*
  Par exemple, la participation du Conseil départemental du Pas-de-Calais est de 80 000 € contre 100 000 € en 2024 pour l'Enduro

► ***Les atténuations de charges (chapitre 013) :*** *219 058 € au CFU 2025 contre 200 000 € au BP 2025.*
Ce poste regroupe quasi exclusivement les remboursements sur salaires au titre des indemnités de sécurité sociale et de prévoyance.

► ***Les produits financiers (chapitre 76)*** *: **44 209 €** au CFU 2025 contre 35 000 € au BP 2025.*

La gestion prévisionnelle de trésorerie menée au jour le jour en partenariat avec le Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-Mer, a non seulement permis de sécuriser le fonds de roulement mais aussi de générer 44 209 € de produits financiers, grâce à la souscription de comptes de dépôt à terme.

► ***Enfin, les recettes exceptionnelles (chapitre 77)*** *sont de **25 632 €** au CFU 2025 contre 10 000 € au BP 2025.*

Elles concernent :

- *des produits de cessions de véhicules (mini pelle Takeushi, fourgon nacelle, Renault Kangoo,…) à hauteur de 18 301 € et d'armes de la Police Municipale à la Ville d'Etaples-sur-Mer à hauteur de 2 400 €,*
- *des annulations de mandats 2024 à hauteur de 4 931 €.*

► ***Une reprise sur provisions pour risques et charges (chapitre 78)*** *a été effectuée au CFU 2025 à hauteur de **202 208,5 €,** correspondant aux provisions pour les taxes foncières 2022-2024 et pour la variation du Compte-Epargne-Temps 2024*
Cette reprise correspondait au montant du BP 2025.

II Une bonne maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement diminuant de près de 3% par rapport aux prévisions du BP 2025.

*Les **dépenses réelles de fonctionnement** s'élèvent à **38 875 580 €** au CFU 2025 contre 40 058 484 € au BP 2025, soit -1 182 904 € (-2,95 %).*

Il convient d'examiner les principaux postes de dépenses de fonctionnement :

► ***S'agissant des charges à caractère général (chapitre 011),*** *celles-ci s'élèvent à **9 240 150 €** au CFU 2025 contre 9 755 949 € au soit -515 799 € (-5,29%).*

La diminution de 515 799 € entre BP 2025 et CFU 2025 provient essentiellement du fait que la Ville a élaboré son budget primitif 2025 avec des anticipations de hausse de prix pour plusieurs postes au titre desquels on peut notamment citer:

- *les fournitures de voirie et éclairages publics : ce poste avait été budgété en BP 2025 à hauteur de 155 000 €, en prenant en compte des hausses sur le coût des matières premières et un plan de charge similaire aux années précédentes.*
  Or, en 2025, le coût des matières premières est demeuré au même étiage que 2024

En outre, les efforts menés en entretien-maintenance ces dernières années a réduit également les interventions dites d'urgence.

- *les dépenses d'assurance avaient été prévues à hauteur de 234 910 € au BP 2025, dans un contexte de hausse forte des primes d'assurance pour les collectivités. Néanmoins, la Ville a réussi à limiter conjoncturellement le coût à 194 082 €.*
- *la direction des services techniques avait également prévu des dépenses d'études pour 160 620 € au BP 2025 mais ces dernières ont été réalisées en interne ou reportées pour affiner la définition des projets adossés, les dépenses se sont élevées à 66 266 €.*
- *L'Etat avait informé la Ville de redevances d'occupation en forte augmentation, notamment celles relatives à l'occupation de la plage lors de l'Enduropale. La Ville avait en conséquence prévu 138 190 € mais après négociation elles se sont élevées à 73 497 €.*
- *Enfin, par souci de prudence, la Ville a constitué dans le BP 2025 une enveloppe de 183 240 € dédiée à la prise en compte d'imprévus. Grâce à sa gestion prudente et rigoureuse, cette enveloppe n'a pas été consommée en 2025.*

► *La ventilation des charges à caractère général entre les services municipaux permet également de les sérier par activité.*

Ainsi, parmi les postes les plus significatifs :

- *Espaces Verts, Cadre de Vie et Environnement (propreté publique, plage, évènements, équipements sportifs, plantation) :*
  - *Budget : 1 963 340 €*
  - *Réalisé : 1 898 455 €*
- *Voirie (éclairage public, VRD, illuminations, travaux en régie, signalisation) :*
  - *Budget : 1 064 120 €*
  - *Réalisé : 859 182 €,*
- *Energie (eau, électricité, gaz, budget global, tous postes de charges) :*
  - *Budget : 1 025 500 €*
  - *Réalisé : 1 023 085 €,*
- *Parc mécanique :*
  - *Budget : 977 500 €*
  - *Réalisé : 1 077 183 €,*
- *Juridique, assurance et gestion du domaine public :*
  - *Budget : 411 486 €*
  - *Réalisé : 383 586 €,*
- *Magasin municipal (budget global, tous postes de charges):*
  - *Budget : 441 000 €*
  - *Réalisé : 452 254 €,*
- *Système et sécurité informatique :*
  - *Budget : 299 390 €*
  - *Réalisé : 255 367 €,*
- *Culture :*
  - *Budget : 436 186 €*
  - *Réalisé : 351 516 €*
- *Patrimoine et Bâtiments (entretien, sécurité, travaux en régie) :*
  - *Budget : 246 000 €*
  - *Réalisé : 226 898 €,*
- *Jeunesse et Sports :*
  - *Budget : 478 298 €*
  - *Réalisé : 363 565 €,*

- *Tranquillité publique :*
  - *Budget : 293 050 €*
  - *Réalisé : 268 220 €,*
- *Communication et accompagnement des Touquettois:*
  - *Budget : 305 980 €*
  - *Réalisé : 364 984 €.*

► ***S'agissant des charges de personnel (chapitre 012),*** *celles-ci s'élèvent à* ***21 067 056 €*** *au CFU 2025, contre* ***21 500 000 €*** *au BP 2025, soit -432 944 € (-2,01%).*

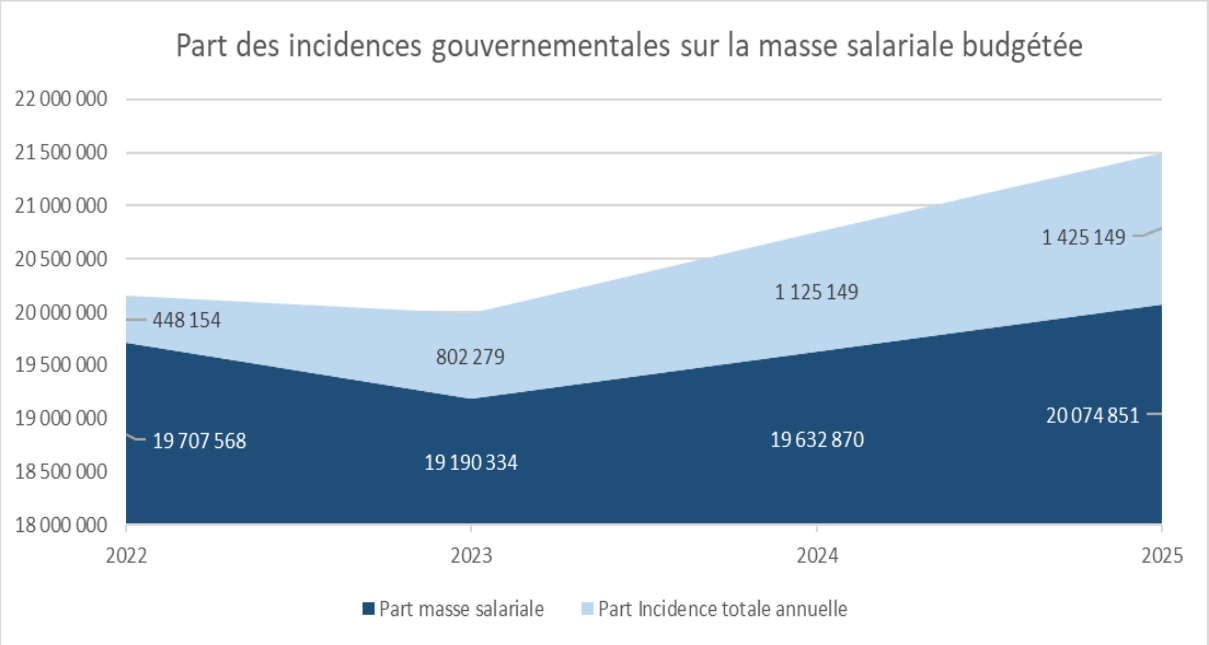
Ces résultats traduisent la politique constante de l'équipe municipale de maîtrise des effectifs par le non-remplacement systématique des départs, le redéploiement sur les priorités politiques.

Ainsi, la Ville a absorbé les mesures gouvernementales tout en préservant une capacité d'autofinancement de ses investissements et en améliorant la qualité des services publics.

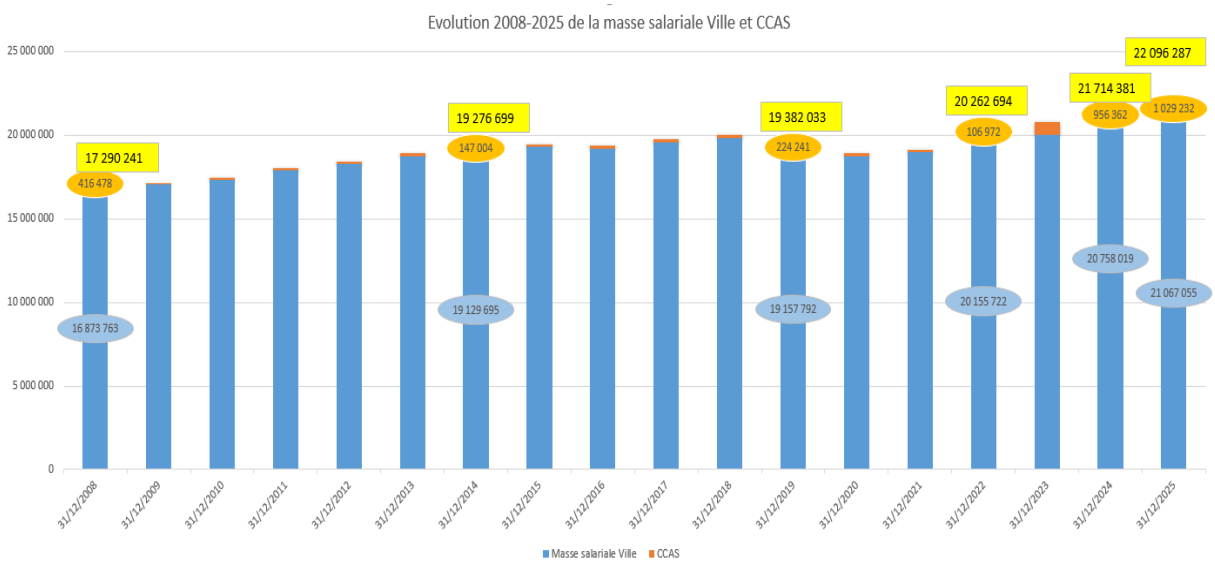
A ce titre rappelons que les mesures gouvernementales successives de 2023 et 2024 ont généré une dépense supplémentaire de 802 K€ en 2023, 1 125 K€ en 2024 et un effet cascade de 1 425 K € en 2025

Sans ces efforts de la collectivité visant à assurer un contrôle strict de sa masse salariale par l'ajustement des effectifs, la hausse serait insoutenable.

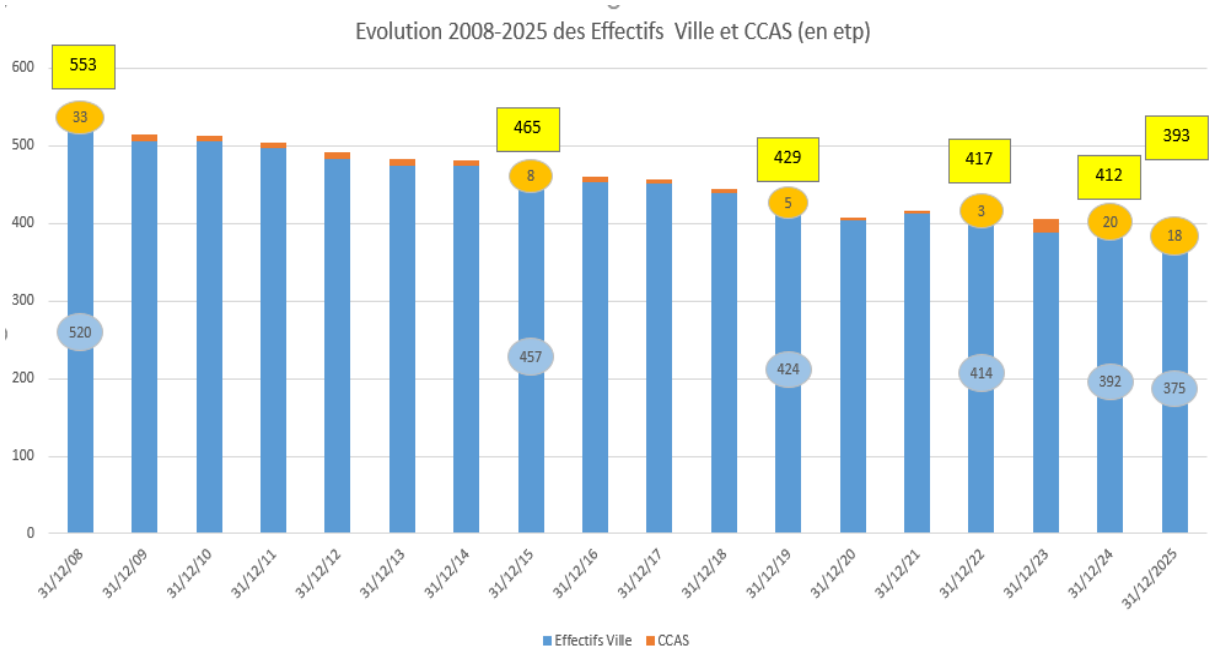
Graphique 1 : Part des mesures gouvernementales sur la masse salariale budgétée



Graphique 2 : Evolution de la masse salariale de la Ville et du CCAS 2008-2025



Graphique 3 : Évolution des effectifs Ville et CCAS 2008-2025



Par ailleurs, il convient de souligner que :

- *Les nouvelles modalités d'indemnisation du congé de maladie ordinaire abaissant le maintien de la rémunération **de 100 % à 90 %** durant les trois premiers mois d'arrêt, à compter du 1er mars 2025, a permis une économie de **125 260 €** de mars à décembre 2025.*

- *La gestion fine d'attribution du CIA (Complément Indemnitaire Annuel) a conduit à ne pas consommer 18 K€ sur une enveloppe 140 K€,*

- *Une économie de 14 524 € sur l'enveloppe dédiée aux saisonniers en réduisant le renfort estival à 3 semaines au lieu de 4,*

- *Le report conjoncturel de recrutement de postes en tension n'ayant pu être pourvus à hauteur de 118 403 € (dessinateur projeteur, assistant RH, agent de signalisation, 2 démissions…)*

Surtout, l'exercice 2025 met en évidence :

- ***Une maîtrise reposant sur des leviers structurels***

Les résultats constatés ne relèvent pas uniquement de facteurs conjoncturels, mais traduisent une stratégie de gestion des ressources humaines structurée, fondée sur :

- *un pilotage maîtrisé des effectifs, reposant sur un remplacement partiel des départs,*
- *une priorisation des besoins, notamment sur les missions essentielles et les métiers en tension,*
- *une capacité d'adaptation organisationnelle, à travers des redéploiements internes et une optimisation des ressources existantes.*

Cette approche permet de contenir durablement l'évolution de la masse salariale tout en garantissant la continuité et la qualité du service public.

- ***Une trajectoire RH encadrée à moyen terme***

Au-delà de l'exercice 2026, la collectivité s'inscrit dans une trajectoire marquée par des facteurs d'évolution de la masse salariale en grande partie exogènes (évolutions réglementaires, décisions nationales).

Ainsi, le CFU 2025 confirme la capacité de la collectivité à maîtriser sa masse salariale grâce à un pilotage rigoureux et stratégique.
Cette dynamique constitue un levier essentiel pour garantir, dans la durée, la soutenabilité financière et la qualité du service public.

► ***Les autres charges de gestion courante (chapitre 65),*** *regroupant les redevances d'utilisation des licences informatiques, les subventions aux associations et à la Régie Touquet & Co, s'élèvent à* ***7 464 674 €*** *au CFU 2025 contre 7 852 066 € au BP 2025, soit -387 392 € (-4,93%).*

Cette diminution s'explique essentiellement par :

- *une* ***subvention versée de la Ville au CCAS*** *moindre de 147 301 € : 1 350 140 € inscrits au BP 2025 contre 1 202 839 € au CFU 2025,*
- *la baisse de paiement des redevances informatiques de 113 475 € : 302 771 € au BP 2025 contre 189 296 € au CFU 2025.*
  Cette baisse s'explique à la fois par le report en 2026 de la migration des licences Microsoft de la Ville en licences Microsoft 365 (74 098 € prévus à ce titre dans le BP 2025) et la non consommation en 2025 d'une enveloppe dédiée aux redevances de cyber-sécurité à hauteur de 20 000 €,

- *la moindre sollicitation des* ***« primes à la façade »*** *versées par la Ville aux Touquettois qui procèdent à des travaux de rénovation de la façade de leur maison : 79 941 € au CFU 2025 contre 140 000 € inscrits au BP 2025,*
- *l'absence d'admission de créance irrécouvrable en 2025 alors qu'une enveloppe budgétaire de 34 000 € avait été prévue, par prudence, dans le BP 2025.*

► ***Les atténuations de produits (chapitre 014) :*** *leur montant s'élève à* ***660 373 €*** *au CFU 2025 contre 562 718 € au BP 2025.*

Concrètement, ces atténuations de produits sont des prélèvements sur les recettes fiscales notamment:

- *Le DILICO (Dispositif de Lissage Conjoncturel) instauré par la Loi de Finances 2025 : 545 293 €*
- *Les dégrèvements de taxe d'habitation sur logements vacants : 16 486 €*

- *Les prélèvements au titre du Fonds de Péréquation Communal et Inter-Communal (FPIC) : 98 584 €.*

► ***Les charges financières (chapitre 66)*** *sont de* ***341 630 €*** *au CFU 2025 contre 357 751 € au BP 2025.*

► ***Les charges exceptionnelles (chapitre 67)*** *sont de* ***101 697 €*** *au CFU 2025 contre 30 000 € inscrits au BP 2025.et concernent des annulations de titres sur exercices précédents et antérieurs, parmi lesquelles des remboursements d'indemnités journalières prévoyance à hauteur de 27 826 € à Relyens*

En conclusion, les indicateurs financiers de fonctionnement 2025 de la Ville sont au vert :

- ***les recettes réelles de fonctionnement de 40 592 523 € dans le BP 2025, s'établissent à 42 244 658 € dans le CFU 2025, +1 652 135 € (+4%),***

- ***les dépenses réelles de fonctionnement, de 40 058 484 € dans le BP 2025, s'établissent à 38 875 580 € dans le CFU 2025, -1 182 904 € (-3%).***

La Capacité d'Autofinancement Brute 2025 de la Ville, c'est-à-dire son épargne pour ses investissements, s'élève à 3 244 248 € au CFU 2025 et permet d'autofinancer 27 % de ceux-ci nonobstant le DILICO, la hausse de la cotisation patronale CNRACL et de la correction du produit de la taxe d'habitation.

III La maîtrise de l'endettement de la Ville.

Au 31/12/2025, l'encours de la dette est de ***18 047 837 €*** *contre 17 249 184 € au 31/12/2024 et 27 603 029 € 01/01/2001.*

Les raisons principales expliquant l'augmentation de 798 653 € constatée entre 2024 et 2025 sont :

- *la reconstitution du Fonds de Roulement de sécurité de la Ville eu égard aux retards de plus en plus accrus de versement des subventions de l'Etat (800 K€) et dans une moindre mesure du Département,*
- *Le démarrage des travaux du plan de rénovation de la voirie du dernier trimestre 2025 et du premier trimestre 2026 mais aussi ceux de la Régie Touquet & Co (les Paddocks)*

Néanmoins, la gestion prévisionnelle de trésorerie efficace, menée au jour le jour en partenariat avec le Service de Gestion Comptable de Montreuil, a non seulement permis de sécuriser le fonds de roulement tout en retardant le recours à l'emprunt mais aussi de générer 44 K€ de produits financiers, grâce à la souscription de comptes de dépôt à terme.

Par ailleurs, la Ville veille à négocier les clauses de remboursement anticipé de ses emprunts sans pénalité actuarielle de manière à pouvoir piloter son endettement au gré des fluctuations de sa trésorerie.

IV Un programme d'investissement toujours significatif

► *Les dépenses réelles d'investissements 2025 s'élèvent à* ***14 520 370 €*** *dans le CFU 2025, dont 2 583 797 € de reports (« restes à réaliser »), c'est-à-dire des investissements juridiquement engagés fin 2025 mais non encore réalisés ou payés au 31/12/2025.*
Les dépenses réelles d'investissement étaient estimées dans le BP 2025 à 15 657 557 €, dont 2 855 034 € de reports 2024.

► *Les principales dépenses de travaux et d'équipement 2025 réalisées sont détaillées ci-dessous :*

- ***Le Programme Voirie** :*
  - ***Réalisé : 4 630 439 €***
  - ***Restes à réaliser 2025 : 1 283 501 €***
  - ***Soit un total de 5 913 940 €***

  - *Enveloppe pluriannuelle :*
    - ✓ *Marché Global de Performance réseaux, voirie, éclairage public :*
      - *Réalisé : 1 832 213 €*
      - *Restes à réaliser 2025 : 602 058 €*
      - *Soit un total de 2 434 271 €*
    - ✓ *Assistance maîtrise d'ouvrage projet de rénovation du Front de Mer : 261 252 €*

  - *Enveloppe annuelle :*
    - ✓ *Réfection de Voirie :*
      - *Réalisé : 2 192 231 €*
      - *Restes à réaliser 2025 : 675 644 €*
      - *Soit un total de 2 867 875 €*
    - ✓ *Enveloppe annuelle Festivités :*
      - *Réalisé : 164 759 €*
      - *Restes à réaliser 2025 : 5 799 €*
      - *Soit un total de 170 558 €*
    - ✓ *Travaux de lutte contre les inondations :*
      - *Réalisé : 179 984 €*

- ***Le Programme Patrimoine et Bâtiments :***
  - ***Réalisé : 2 083 053 €***
  - ***Restes à réaliser 2025 : 602 616 €***
  - ***Soit un total de 2 685 669 €***

  - *Enveloppe pluriannuelle :*
    - ✓ *Travaux de rénovation de l'Hôtel de Ville :*
      - *Réalisé : 1 470 482 €*
      - *Restes à réaliser 2025 : 25 950 €*
      - *Soit un total de 1 496 432 €*

  - *Enveloppe annuelle :*
    - ✓ *Enveloppe annuelle (travaux crèche, bungalow, évènements…) :*
      - *Réalisé : 153 402 €*
      - *Restes à réaliser 2025 : 588 497 €*
      - *Soit un total de 741 899 €*
    - ✓ *Rénovation du terrain de hockey :*
      - *Réalisé : 242 179 €*
    - ✓ *Acquisition VEFA parking rue de Moscou :*
      - *Réalisé : 75 261 €*
      - *Restes à réaliser 2025 : 168 000 €*
      - *Soit un total de 243 261 €*
    - ✓ *Restauration des vitraux de l'Eglise :*
      - *Réalisé : 141 728 €*
    - ✓ *Restauration du clocher de l'Eglise :*
      - *Restes à réaliser 2025 : 179 831 €*
      - *Soit un total de 179 831 €*

- ***Le Programme Espaces Verts- Cadre de Vie et Environnement :***
  - ***Réalisé : 405 695 €***
  - ***Restes à réaliser 2025 : 120 229 €***
  - ***Soit un total de 525 924 €***
    - ✓ *Aménagements paysagers (Hôtel de Ville, rue de Metz, place Edouard Courchinoux,…) :*
      - *Réalisé : 86 152 €*
      - *Restes à réaliser 2025 : 84 091 €*
      - *Soit un total de 170 243 €*
    - ✓ *Opération « 1000 arbres » : 29 296 €*
    - ✓ *Création, profilage de sentiers de randonnée et de pistes VTT : 26 849 €*
    - ✓ *Acquisition de cendriers urbains « Tchao Mégots » : 23 982 €*
- ***Le Programme Sécurité Publique et Stationnement :***
  - ***Réalisé : 462 893 €***
  - ***Reste à réaliser 2025 : 47 054 €***
  - ***Soit un total de 509 947 €***
    - ✓ *Acquisition horodateurs et kits retrofit pour horodateurs : 290 555 €*
    - ✓ *Acquisition d'un système de lecture automatique de plaques LAPI : 37 277 €*
    - ✓ *Extension programme Vidéo protection : 40 901 € + 19 057 € Restes à Réaliser 2025*
    - ✓ *Acquisition de deux motos équipées : restes à réaliser 2025 : 49 580 €*
- ***Projet Sandhurt : 118 149 €.*** *Financement de caméras de vidéo protection tout le long de la Canche.*
- ***Le Programme de financement des investissements de la régie Touquet &Co : 953 037 € + 317 050 € Restes à Réaliser 2025***
- ***Le Programme de financement des investissements du Palais des Congrès : 195 541 €***

La Ville a également acquis de nouvelles œuvres d'art parmi lesquelles le « Phare Sentinel » d'Antoine Dufilho (frais de participation de 150 412 €), œuvre monumentale créée spécifiquement pour la Ville du Touquet en hommage à sa mascotte « Le Caddy » ou encore « la balade de Pablo et Pépita » de Domitille Arnout (frais de participation de 61 704 €).

La Ville a de plus acquis en 2025 des actions de l'Agence France Locale à hauteur de 29 000 €, ce qui lui permettra d'avoir accès à des financement longue durée à taux bonifiés.

Outre la capacité d'autofinancement nette, le financement de ce programme d'investissement 2025 est assuré par les principales recettes suivantes :
- *1 230 260 € de subvention d'investissement,*
- *259 745 € d'amendes de police,*
- *3 000 000 € d'emprunt,*
- *1 084 246 € de FCTVA,*
- *138 937 € de taxe d'aménagement,*
- *1 871 810 € de dotations aux amortissements.*

V Les recettes et les dépenses d'ordre du CFU 2025

Aux opérations réelles de fonctionnement et d'investissement doivent être ajoutées les opérations d'ordre de recettes et de dépenses.

C'est ainsi qu'aux dépenses réelles de fonctionnement, 38 875 580 €, doivent être ajoutées les opérations d'ordre pour 2 173 264 € permettant d'atteindre le montant cumulé des dépenses de la section de fonctionnement : 41 048 844 €.

Ces 2 173 264 € correspondent :
- *à la dotation aux amortissements annuelle : 1 871 810 €,*
- *à la dotation aux provisions pour risques et charges : 280 754 €,*
- *à la valeur nette comptable des immobilisations cédées en 2025 à hauteur de 1 248 €,*
- *aux plus-values réalisées sur ces cessions à hauteur de 19 452 €.*

Symétriquement, des recettes d'ordre de la section d'investissement sont portées pour le même montant de 2 173 264 €.

De la même façon, il convient d'ajouter 188 320 € de recettes d'ordre aux 42 244 658 € de recettes réelles de fonctionnement pour atteindre un montant cumulé de recettes de la section de fonctionnement de 42 432 978 €.

Les 188 320 € correspondent à la quote-part d'amortissement de subventions (77 801 €), aux reprises sur provisions pour charges (12 440 €) et aux transferts de section à section des travaux en régie (98 080 €).

Symétriquement, des dépenses d'ordre de la section d'investissement sont portées pour le même montant de 188 320 €.

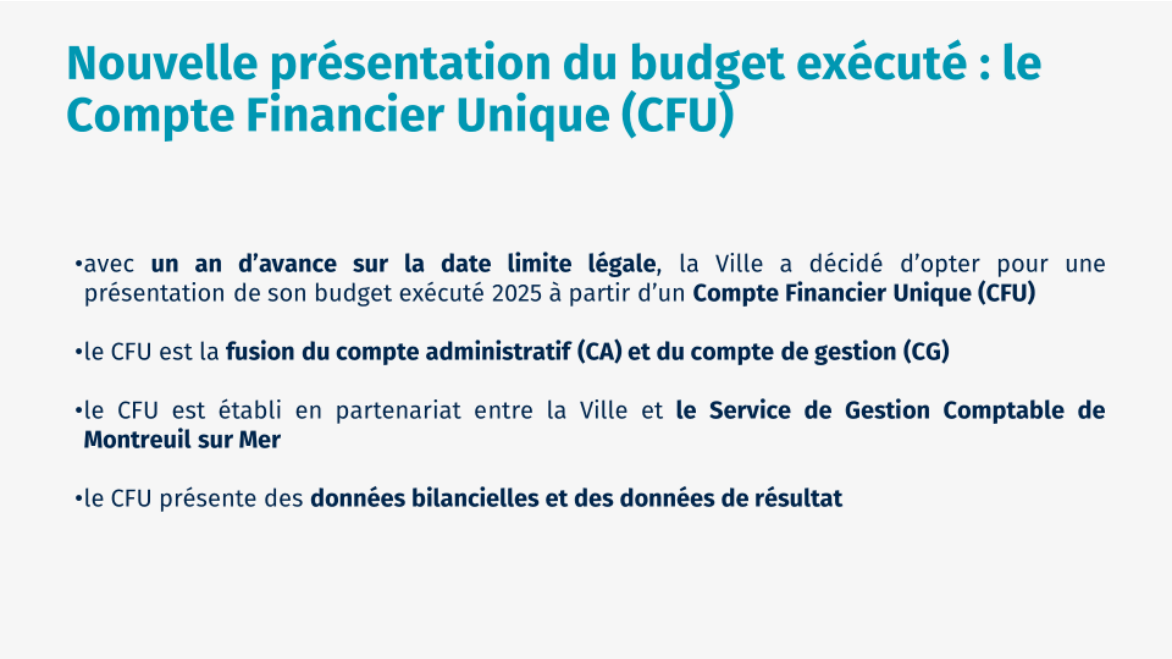
Il est donc proposé :

- *de donner acte des résultats du Compte Financier Unique 2025 lequel peut se résumer ainsi :*

	Résultats courants 2025			Excédent ou déficit reporté 2024		Résultats de clôture 2025		Restes à Réaliser 2025		COMPTE ADMINISTRATIF 2025	
	Dépenses	Recettes	Résultat courant	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent	Dépenses	Recettes	Déficit	Excédent
SECTION d'INVESTISSEMENT	12 560 696,28	8 360 864,96	-4 199 831,32	1 437 752,49	0,00	5 637 583,81	0,00	2 583 796,89	5 244 580,36	2 976 800,34	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT	41 048 844,30	42 432 978,10	1 384 133,80	0,00	4 321 799,82	0,00	5 705 933,62	0,00	0,00	0,00	5 705 933,62
TOTAL FONCTIONNEMENT + INVESTISSEMENT	53 609 540,58	50 793 843,06	-2 815 697,52	0,00	4 321 799,82	5 637 583,81	5 705 933,62	2 583 796,89	5 244 580,36	2 976 800,34	5 705 933,62

- *de constater, les identités de valeurs relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes, et en conséquence de déclarer que le compte financier unique n'appelle ni observation, ni réserve.*
- *de reconnaître la sincérité des restes à réaliser.*
- *d'arrêter les résultats tels qu'indiqués ci-dessus en euros.*
- *de constater un besoin de financement de 2 976 800,34 € pour la section d'investissement.*
- *d'affecter au budget primitif 2026, 2 976 800,34 € au compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé », en recettes d'investissement,*
- *de reporter au budget primitif 2026, un excédent après affectation pour 2 729 133,28 € en recettes de fonctionnement à la ligne R002.*

M. le Maire : On y va. M. KORBAS.

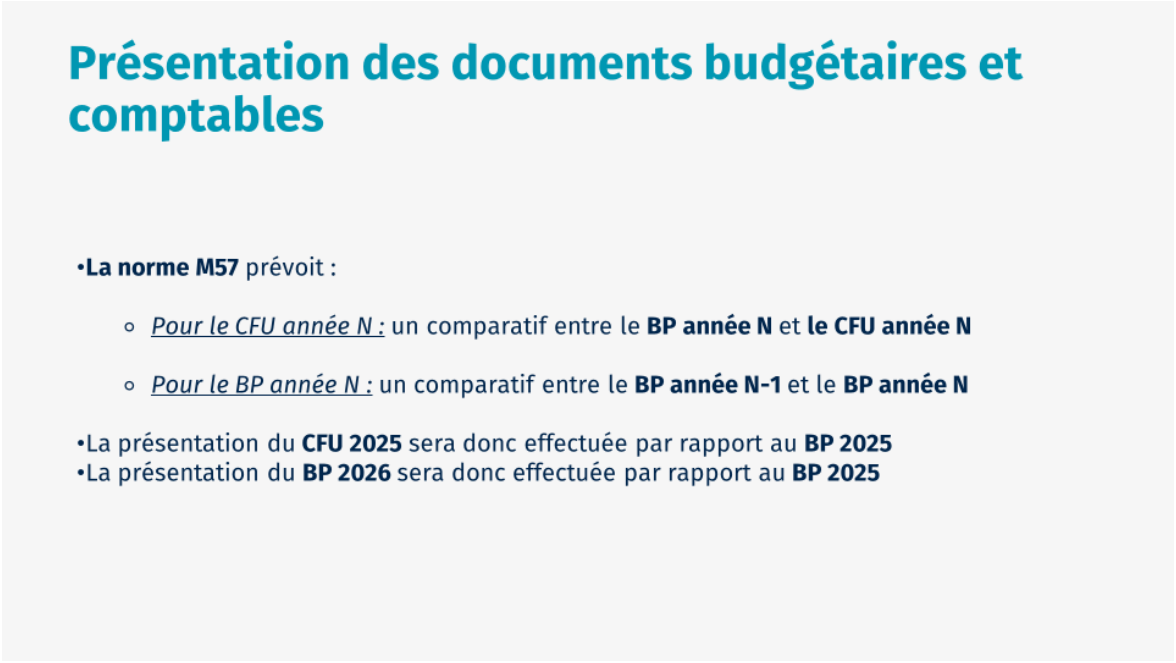


M. Alexandre KORBAS : Merci beaucoup. Alors, nouvelle présentation, effectivement, du budget, puisqu'avec un an d'avance, par rapport à une date limite qui était fixée au 1er janvier 2026, la Ville a décidé l'an dernier de présenter son budget exécuté à partir d'un Compte Financier Unique (CFU). Vous aurez tout à l'heure toutes les explications, tous les résultats du CFU 2025.

Le CFU, c'est la fusion du compte administratif (CA). Auparavant, on faisait une réunion spécifique sur le CA et du compte de gestion. Normalement, tous ces documents, vous les avez reçus.

Le CFU est établi en partenariat avec la CSG, le Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-Mer et bien sûr avec la Ville.

Il présente toutes les données bilancielles et les données de résultats.

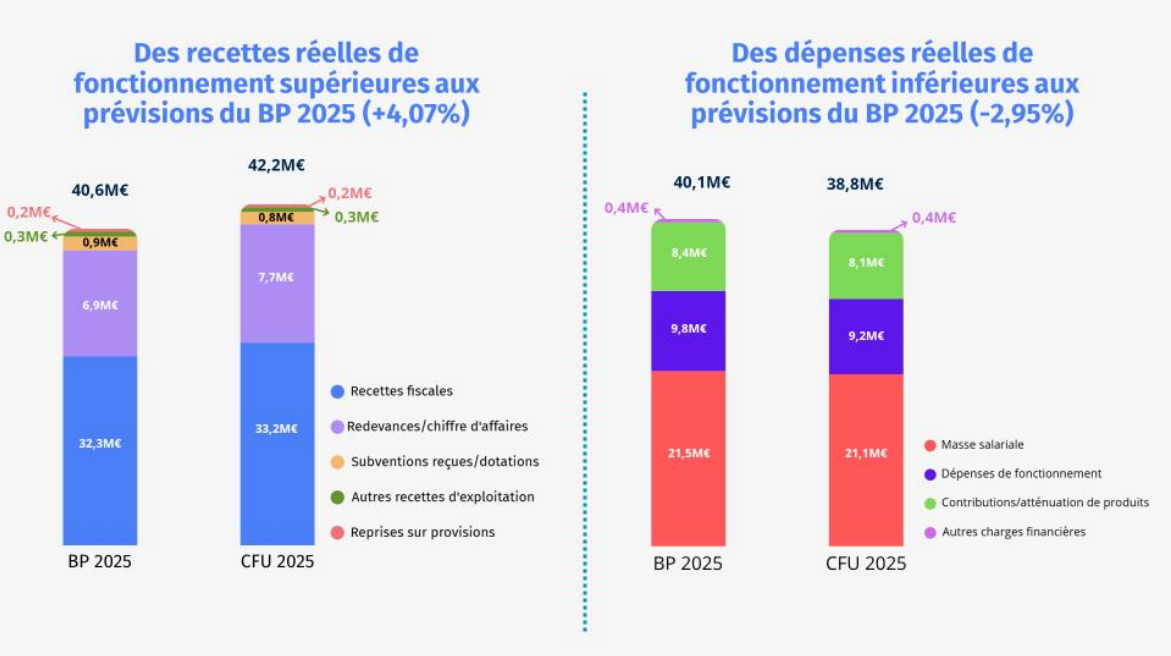


Pour cela, l'an dernier, nous avons voté pour passer à la norme M57.

À partir de là, que prévoit la norme ?

Pour le CFU d'une année précise, on compare le BP de cette année-là avec le CFU de cette année, bien sûr. Et pour le BP, on précise, c'est un comparatif entre le BP de l'année N-1 avec le BP de l'année N, ce qui veut dire que la présentation du CFU 2025 sera donc présentée par rapport au BP 2025.

La présentation du BP 2026, elle, se fera par rapport au BP 2025.



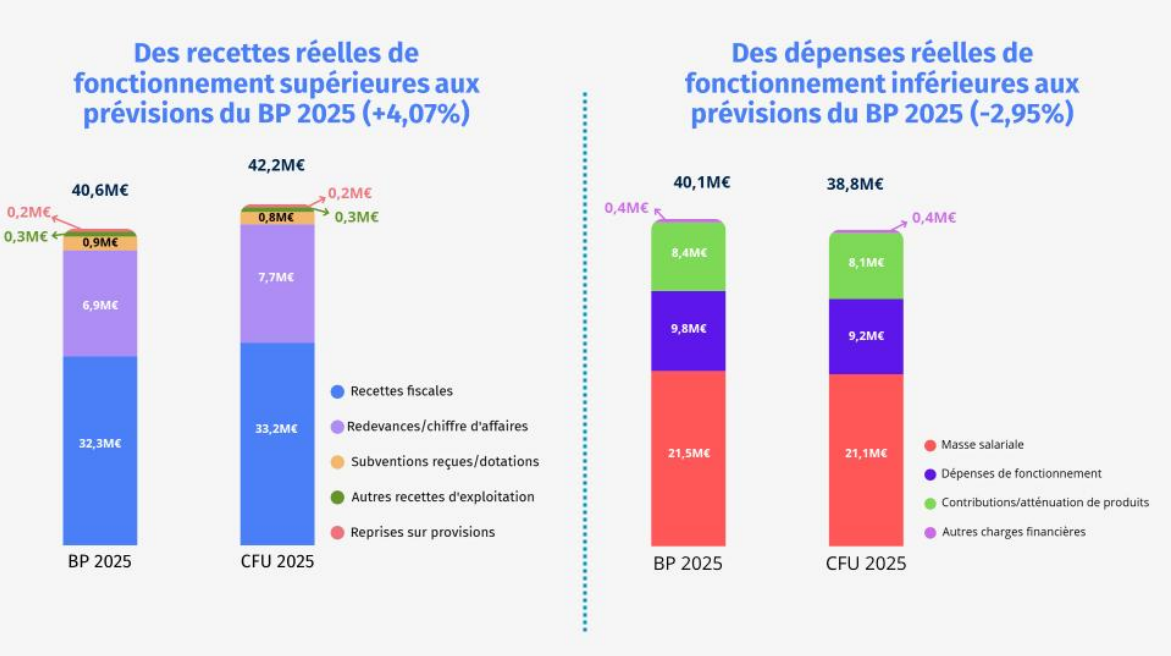
On passe au Compte Financier Unique. Vous avez là un certain nombre de données. Vous voyez tout de suite, sur ce document, les 4 colonnes où on compare effectivement les recettes réelles de fonctionnement au niveau du BP 2025 par rapport au CFU 2025, d'une part et les dépenses réelles du BP 2025 par rapport au CFU 2025.

Si on regarde les grandes données, BP 2025, on avait prévu à l'époque 32,3 M€. Vous voyez que les recettes fiscales ont une légère augmentation puisqu'on est passé à 33,2 M€. La deuxième colonne, le deuxième point important, ce sont les redevances et le chiffres d'affaires de 6,9 M€, on est passé à 7,2 M€. Ensuite, on a des sommes moindres mais nous, ce qu'on vous fera tout à l'heure, c'est des zooms sur ces deux gros points au niveau des recettes, sachant que toutes les données vous les avez eues dans le rapport.

Si on regarde le total, vous voyez que nous avions prévu 40,6 M€ au niveau du BP 2025, les recettes réelles de fonctionnement sont supérieures puisque, en faisant le bilan, nous arrivons à 42,2 M€, soit une augmentation de 4,07 %.

Si maintenant on regarde de l'autre côté les deux flux, les dépenses réelles de fonctionnement, même chose, on a là 3 gros pavés. La masse salariale, BP 2025, nous avions prévu 21,5 M€, nous avons baissé la masse salariale à 21,1 M€, vous aurez les explications tout à l'heure.

Même chose pour les dépenses de fonctionnement qui étaient de 9,8 M€ prévus au BP 2025 et au CFU, nous arrivons à 9,2 M€. Et enfin, toutes les contributions et atténuation de produits de l'ordre de 8,4 M€ par rapport à ce qui est au final, c'est-à-dire 8,1 M€, ce qui veut dire que les dépenses réelles de fonctionnement sont inférieures de moins 2,95 %.



Si on zoome les recettes de fonctionnement supérieures de 4,07 %.

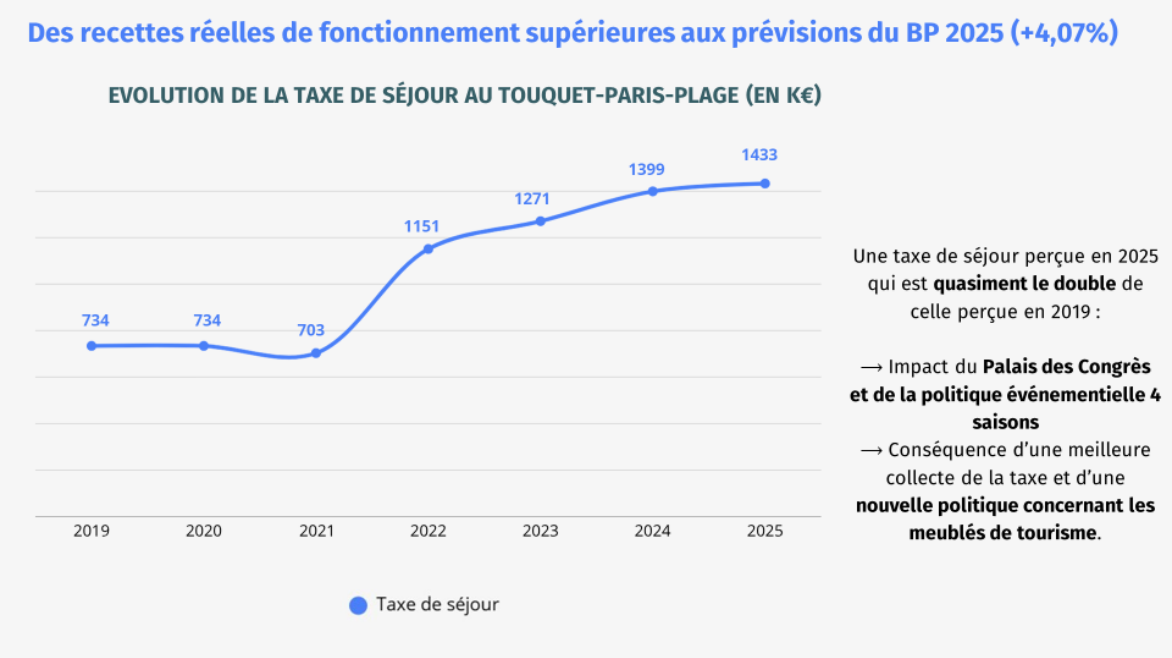
Première chose, il n'y a pas eu d'augmentation des taux communaux. On est resté tel que c'était auparavant. Par contre, une perte de taxes au départ de 244 K€ suite à une correction apportée par l'État sur la mise en place, si vous vous souvenez bien, l'an dernier, on a mis en place une plateforme qui s'appelle « Gérer mes immobiliers ». Il y a eu des petits soucis et, du coup, on a perdu 244 K€. Mais depuis, il y a eu quelques corrections et le résultat est légèrement inférieur puisqu'en BP 2025, les 22 918 K€ de taxes se sont transformés au CFU à 22 772 K€ soit moins 0,6 % par rapport à ce que nous pensions au départ.

Sur les autres documents, vous avez des recettes notamment avec le système « Garez-vous », on s'est aperçu qu'effectivement on a eu 140 000 € de plus, soit 5,28 % de plus au CFU.

La taxe sur l'électricité : il y a eu un contentieux qui datait depuis un certain temps et, depuis 2023, et ce contentieux est enfin arrivé à terme et nous avons ainsi pu récupérer de la FDE, par exemple, 712 000 € au lieu de 237 que nous avions prévus au départ.

Les prélèvements sur les produits des jeux des casinos supérieurs aux prévisions, 1 110 € prévus au BP, on est à 1 161 € vous voyez, 51 000 euros de plus soit 4,6 %. Cette augmentation, on peut la mettre sur l'impact de l'attractivité de la ville.

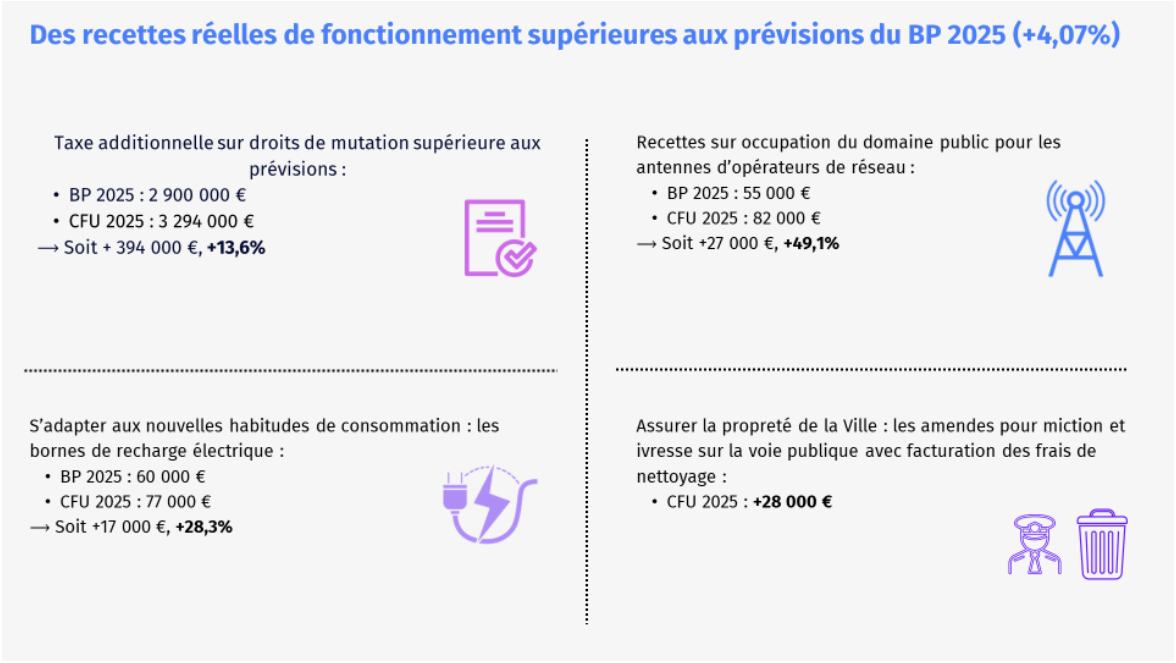
La taxe de séjour, on y reviendra tout à l'heure, vous verrez, on avait prévu 1,350 million, on arrive à 1,430 million. Il y a eu un énorme travail qui a été fait sur les meublés de tourisme, sur les audits, sur les plateformes d'opérateurs et forcément une certaine attractivité, pour ne pas dire une forte attractivité de la station, ce qui nous a amené pratiquement 83 000 € en plus, soit 6,15 % de plus par rapport à ce que nous avions prévu.



La taxe de séjour au Touquet-Paris-Plage, vous avez ici la courbe des différentes taxes, on s'aperçoit qu'effectivement en 2019 nous avions 234 000 € là on passe à 1,430 million. J'oublie de préciser qu'on vous met des arrondis, on ne va pas jusqu'à la virgule. Donc une taxe de séjour perçue en 2025 pratiquement le double de celle qui était perçue en 2019 alors, bien sûr, on peut se poser les questions : pourquoi, comment ?

L'impact du Palais des Congrès : regardez depuis l'ouverture du Palais, on s'aperçoit que la taxe de séjour n'a pas arrêté d'augmenter, et puis surtout conséquence d'une meilleure collecte des taxes et une nouvelle politique sur les meublés de tourisme, souvenez-vous du Airbnb et de la transformation de certains appartements en meublés ça a eu un impact assez positif pour notre station.

M. le Maire : juste si tu me permets sur la collecte de la taxe, en fait, parce que j'étais encore parlementaire à l'époque, en 2019-2020, et on avait obtenu que le gouvernement oblige les plateformes à percevoir la taxe à la place des communes, et à nous les reverser. Quand vous réservez sur Booking, Airbnb ou autres plateformes, si ces plateformes font bien leur travail, elles collectent la taxe de séjour et nous la reversent ensuite, alors que sinon il fallait courir après et on était très dépendant de la bonne volonté de ceux qui payaient ou ne payaient pas, nous reversaient ou ne nous renversaient pas, collectaient ou ne collectaient pas la taxe de séjour. Donc, ça participe aussi de cette évolution de la taxe de séjour. S'agissant des recettes de stationnement dont tu parlais précédemment, il y a aussi l'impact du fait qu'on a rendu payant le parking des 4 saisons.



M. Alexandre KORBAS : Toujours dans les recettes supérieures que l'on a, ou stationnaires, mais là, je pense que ce sont encore des recettes supérieures, la taxe additionnelle sur les droits de mutation. Alors, on s'était positionné sur 2,9 M€, c'était légèrement supérieur au résultat final puisqu'on arrive à 3,294 M€, soit une augmentation de 13,6 % de cette taxe additionnelle des droits de mutation. Là aussi, on verra tout à l'heure qu'il faut être prudent avec tout ce qui nous arrive en ce moment.

Les recettes sur l'occupation du domaine public : là, il y a eu un gros travail de fait par le service informatique notamment, et ça a porté ses fruits puisque du BP 2025, on avait prévu 55 000 €, au CFU, on s'est aperçu et on a touché pratiquement 82 000 €, soit 27 000 € de plus, c'est-à-dire une augmentation de 49,1 % et je pense que les services continuent de travailler dans le bon sens pour 2026.

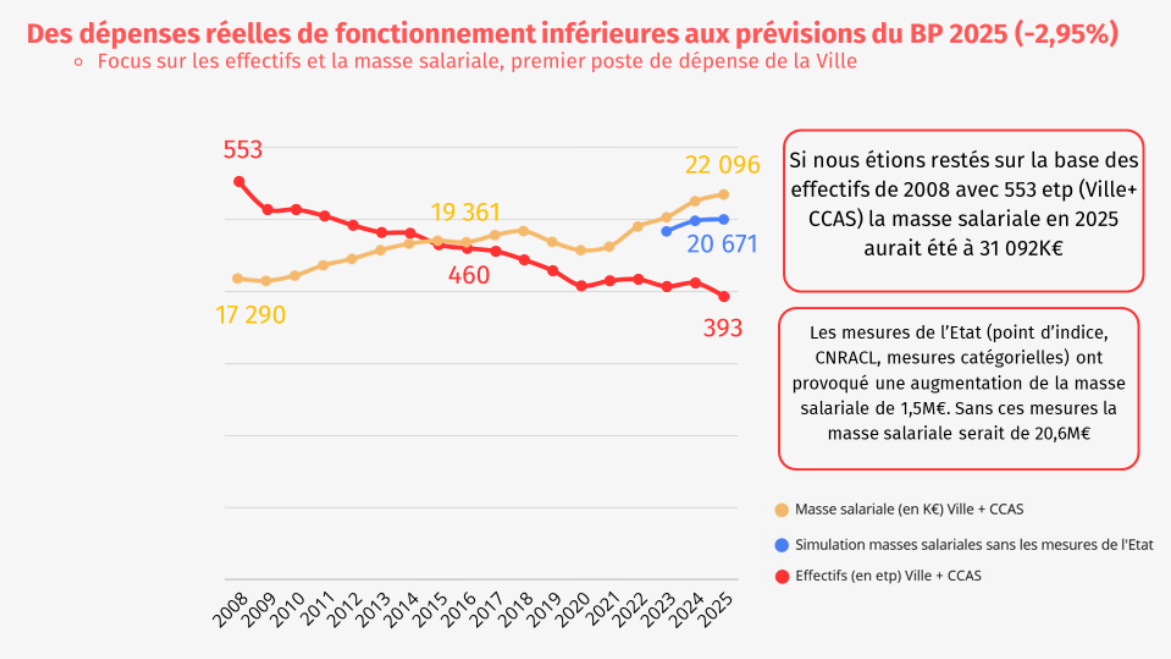
S'adapter aux nouvelles habitudes de consommation, mais oui, les bornes de recharge, au départ, ça ne marchait pas trop, on a multiplié le nombre de bornes de recharge et ce qu'on avait prévu au BP 2025, qui était de 60 000 €, on passe aujourd'hui, au CFU, à 77 000 € et je pense que pour 2026, ce sera encore aussi une augmentation légère de cette nouvelle habitude.

La propreté de la ville : on avait voté, à l'époque, des amendes pour miction, mais visiblement, on leur fait facturer la miction et le nettoyage, mais il n'y en avait pas auparavant, on ne peut donc pas comparer, sachez qu'au CFU 2025, on a touché 28 000 € de personnes qui ont été faire pipi dans des endroits où on n'a pas le droit.

M. le Maire : Oui, alors les mictions, c'est quand vous urinez sur la voie publique, c'est malheureusement le cas à certains moments, à certains endroits, et en fait, vous méritez une amende, mais quand on inflige une amende, l'argent va dans les caisses de l'État. Donc en plus de l'amende, on avait, en Conseil municipal, décidé que c'était normal que ces personnes payent une somme d'argent pour tout simplement indemniser la ville en raison des frais qu'elle doit engager pour nettoyer les endroits qui sont salis par ces personnes. Et vous voyez que ça représente quand même une somme non négligeable de 28 000 €, donc je remercie aussi la police municipale, parce que derrière, évidemment, ce sont des policiers municipaux qui ont fait, M. WALCZAK, correctement leur travail. N'allez pas me réclamer une partie des 28 000 € pour autant, mais on les encaisse

volontiers, et puis c'est la preuve aussi de ce qu'on tient à ce que notre ville reste propre et à ce que ceux qui sont ici respectent la ville et les habitations et les habitants, parce que c'est parfois en ville, honnêtement, c'est près des cabines, et dans certaines parties de la ville, c'est principalement les endroits où on a dû faire porter notre effort. Et ça participe de notre politique de propreté et de lutte contre les incivilités.

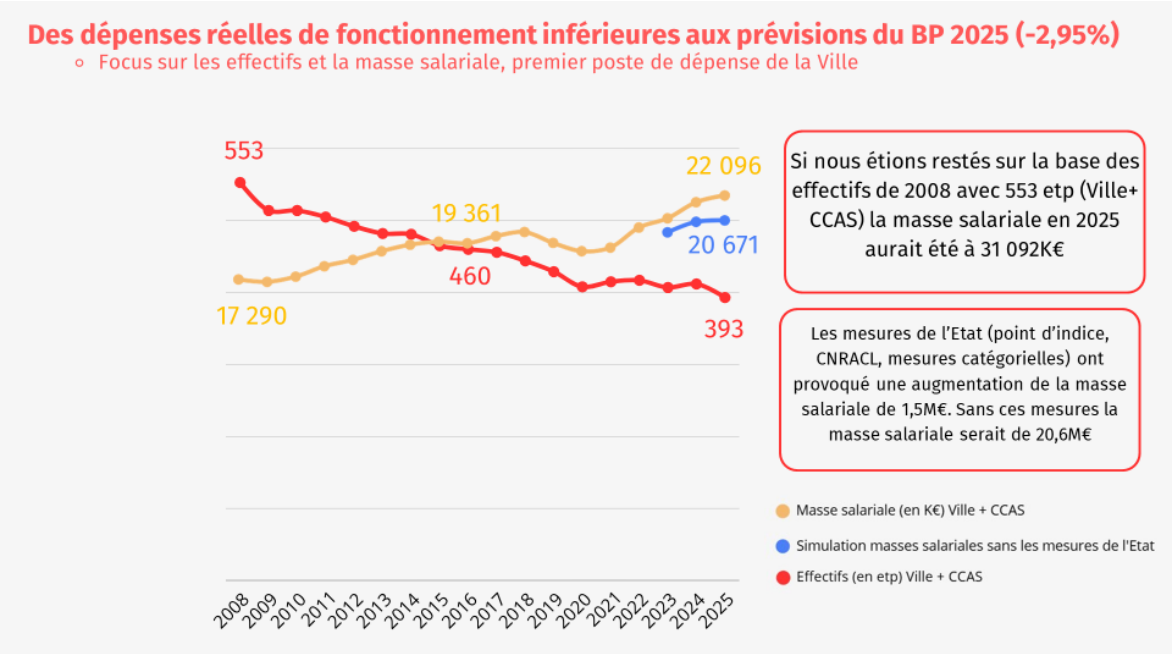
M. Alexandre KORBAS : Alors, on passe, maintenant, aux dépenses de fonctionnement. Donc, je passe la main.



M. Denis CALOIN : Alors, concernant les dépenses de fonctionnement et notamment la part la plus importante qui concerne la masse salariale, donc une masse salariale qui est de 22 M€ pour un focus au 31 décembre 2025 de 375 ETP (Equivalent Temps Plein), en termes de masse salariale, ce qui veut dire qu'on continue de faire de gros efforts sur le renouvellement des agents liés aux départs en retraite, mais ce qui ne sous-entend pas une réduction des services de la ville, puisque ces agents, que l'on salue, font preuve de dévouement, mais aussi acceptent des formations supplémentaires pour pouvoir accéder à une optimisation de leur qualité de service. Donc, cette masse salariale est à comparer et à relativiser avec les efforts qui ont été faits depuis 2008, puisque si nous n'avions pas fait d'efforts depuis 2008, nous aurions une masse salariale qui serait bien supérieure, qui aurait été de 31 092 K€, cela veut dire que le budget de la ville serait durement impacté. On peut saluer les efforts qui ont été faits depuis 2008 et saluer les efforts évidemment des agents de la Ville du Touquet-Paris-Plage.

M. le Maire : Merci, Denis. Ça, c'est un point extrêmement important, parce que passer de 553 à 393, ça a été la conséquence d'efforts constants et puis pour autant, on n'a pas externalisé, parce qu'on pourrait dire que c'est facile, ils ont fermé des services de la ville et puis ils ont filé ça au privé. Ce n'est pas vrai, ce n'est pas ce qui s'est passé. L'ensemble de nos services ont été conservés, mais simplement profondément restructurés, réorganisés, modernisés, mieux équipés aussi parce qu'on peut gagner en productivité aussi avec du meilleur matériel. Et si on n'avait pas fait cet effort, comme le disait Denis, on serait à 31 M€, c'est-à-dire qu'en fait, on aurait zéro capacité d'investissement et puis, on aurait été condamné à augmenter les impôts, ce qu'ont fait la plupart des villes, malheureusement, en France. Moi, j'ai appliqué la politique de Nicolas SARKOZY en 2008, le non-remplacement d'un départ en retraite sur deux et ça

donne ce résultat. Mais vous voyez bien que les effectifs aient été diminués, pour autant, la masse salariale a continué d'augmenter. Elle aurait dû, au contraire, baisser. C'est dû au GVT, « glissement, vieillissement, technicité », c'est-à-dire que nos agents, quand ils évoluent en âge, évoluent en échelon, ils sont mieux rémunérés. Il y a également le fait qu'ils évoluent également en grade, et tant mieux, d'autant plus qu'ils se forment, comme le disait Denis CALOIN. Mais c'est aussi l'impact de mesures décidées par l'État sans jamais en discuter avec les collectivités. Moi, je suis au Comité directeur de l'Association des Maires de France et on subit ces décisions unilatérales de la part de l'État. Et sur les deux dernières années, vous voyez, sans les décisions prises par l'État, on aurait une masse salariale qui serait de 20 M€. Elle est de 20,6 M€. Elle est de 22 M€, un peu plus de 22 M€. Donc, on voit ici l'impact des décisions prises par l'État, alors revalorisation en indices, mais mesures catégorielles mais également, on nous fait peser une part plus importante de la CNRACL. Alors, qu'est-ce que la CNRACL ? C'est tout simplement la Caisse de retraite des fonctionnaires territoriaux. Et on demande aux collectivités d'assumer une part plus importante de cette Caisse de retraite des fonctionnaires territoriaux et ça augmente mécaniquement la masse salariale. C'est la même chose pour la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois. Mais le fait est qu'il faut vraiment tenir bon sur cette politique en matière de personnel pour contenir a minima l'évolution de la masse salariale et pour garder ensuite des capacités d'un investissement pour la ville sans avoir à augmenter les impôts. Ça, c'est vraiment le cœur de la politique qu'on a menée. Si on n'avait pas fait ça, on aurait été condamné, obligé d'augmenter les impôts, c'est un point extrêmement important et, encore une fois, ça demande des efforts considérables. Et je veux vraiment rendre moi aussi hommage aux agents, parce que ça veut dire aussi qu'ils sont moins nombreux pour les mêmes tâches. Donc, ils ont dû se former, se réorganiser et ils l'ont tous fait vraiment de bonne grâce. On a des agents qui aiment la ville, qui sont fiers de travailler pour le Touquet, qui donnent vraiment le meilleur d'eux-mêmes et c'est l'occasion, Denis, tu as eu raison, de leur rendre hommage.



M. Alexandre KORBAS : Je reprends la main. Sur les dépenses réelles de fonctionnement inférieures à ce qui était prévu de - 2,95 %, l'évolution des charges à caractère général, vous voyez qu'on avait 9,7 M€ dans le BP 2025, on est à 9,2 M€ dans le CFU 2025. Comment on est arrivés là ?

On a réussi à maîtriser certaines dépenses de fonctionnement, notamment au niveau de la voirie, de l'éclairage public. Vous voyez qu'au niveau du BP, nous avions prévu, en 2025, 155 000 € ; le CFU, on en arrive à 9 000 €. Vous aurez tout à l'heure des explications faites par Jean-Luc BARLET ou André sur ce point.

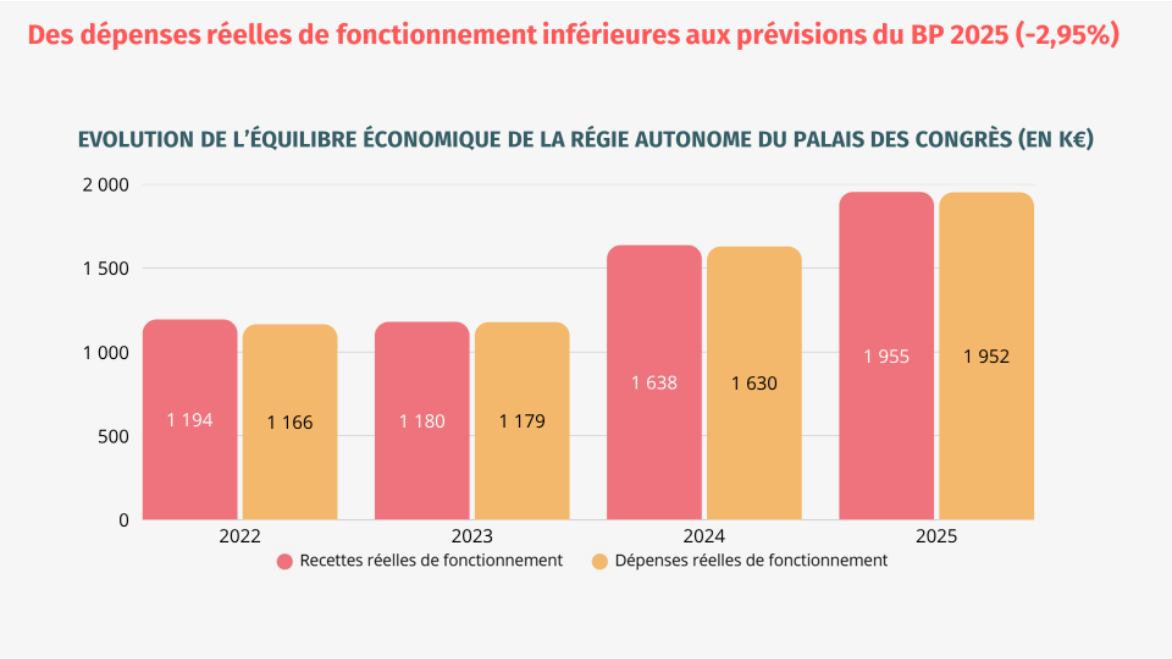
Les réalisations d'études en interne : avec la réorganisation, on a fait plus d'études en interne que prévu. On avait prévu 161 000 €, on en a fait que 66 000 € de l'extérieur, soit une baisse de 95 000 €, - 59 %.

Tout cela en continuant à développer les politiques publiques volontaristes en faveur des Touquettois, avec, par exemple, le Pass Touquet Sport. Le Pass Touquet Sport, c'est une participation à l'engagement des jeunes Touquettois dans une association sportive du Touquet. Ils avaient droit à une réduction au niveau de leur abonnement annuel de 50 %. Ce n'était pas prévu sur le BP 2025, puisque ça avait été voté ensuite. Et on a vu qu'au niveau CFU, les dépenses étaient de 69 000 €, sachant qu'en réalité, certains jeunes ayant reçu une baisse de leur adhésion, en ont profité pour prendre une deuxième adhésion dans une autre association.

Au niveau du Touquet & Co, Matthieu vous fera tout à l'heure un exposé sur Le Touquet & Co. Que dire là à l'instant T sur les dépenses réelles de fonctionnement ? Si vous regardez la dernière colonne, 2025, nous avons baissé notre contribution de la ville d'environ 100 000 € et on verra tout à l'heure ce qui est prévu pour 2026 avec, donc vous voyez les 3 contributions de base, les évènements exceptionnels et la refacturation de TVA.

M. le Maire : Ce qui est important à dire, c'est qu'en fait, les 2,8 M€, c'est ce qui était inscrit au BP et c'est ce qu'on trouve au compte financier unique. Donc Le Touquet & Co, on avait prévu 2,8 M€ au BP et on a versé 2,8 M€.

M. Alexandre KORBAS : Tout à fait. Tout ça, c'est le fruit, effectivement, des investissements qu'on avait réalisés.



Au niveau de la Régie Autonome du Palais, vous aurez également un exposé, tout à l'heure, un peu plus complet. Sur le chiffre des recettes de fonctionnement, vous voyez qu'on avait prévu 1,955 K€ au Palais, on en est à 1,952 K€. Donc, pratiquement, on arrive là à l'équilibre.

Bilan du Compte Financier Unique : nous avons un excédent de 5,7 M€ d'excédent de clôture en 2025, sachant qu'en 2024 nous avions 4,3 M€ d'excédent.

En dépenses d'investissements, un programme très significatif, puisque si vous comparez ce programme, le programme de 2014, où on avait 4,9 M€, aujourd'hui, en 2025, on en était à 14,5 M€. Donc, pratiquement 3 fois plus que ce que l'on faisait auparavant. Là, c'est toujours la même chose. C'est notre programme d'investissements qui ramène et qui nous ramènera ensuite un peu plus d'argent dans nos caisses.

M. le Maire : Il y a eu un pic en 2023, c'est lié à la fois, parce qu'on avait encore les plus grosses échéances du Palais des Congrès et les plus grosses échéances de l'Hôtel de Ville.

M. Alexandre KORBAS : C'est ça.

M. le Maire : C'est pour ça qu'on a 17,8 parce que là, pour le coup, ça évolue évidemment en fonction des projets mais également des subventions qu'on a en face. On avait, pour ce qui est du Palais des Congrès, les dernières cessions de terrain, et pour ce qui est de l'Hôtel de Ville, aussi les subventions de la part de l'État. Donc là, on ne voit que la partie dépenses, en face, il faudrait regarder la partie recettes. Mais si on a ce pic de 17,8 M€ en 2023, c'est parce qu'on a eu la conjonction des deux. On est à 14,5 M€ en 2025, ce qui est très bien évidemment.

M. Alexandre KORBAS : Tout à fait. Là, je vais passer la parole à Vincent.



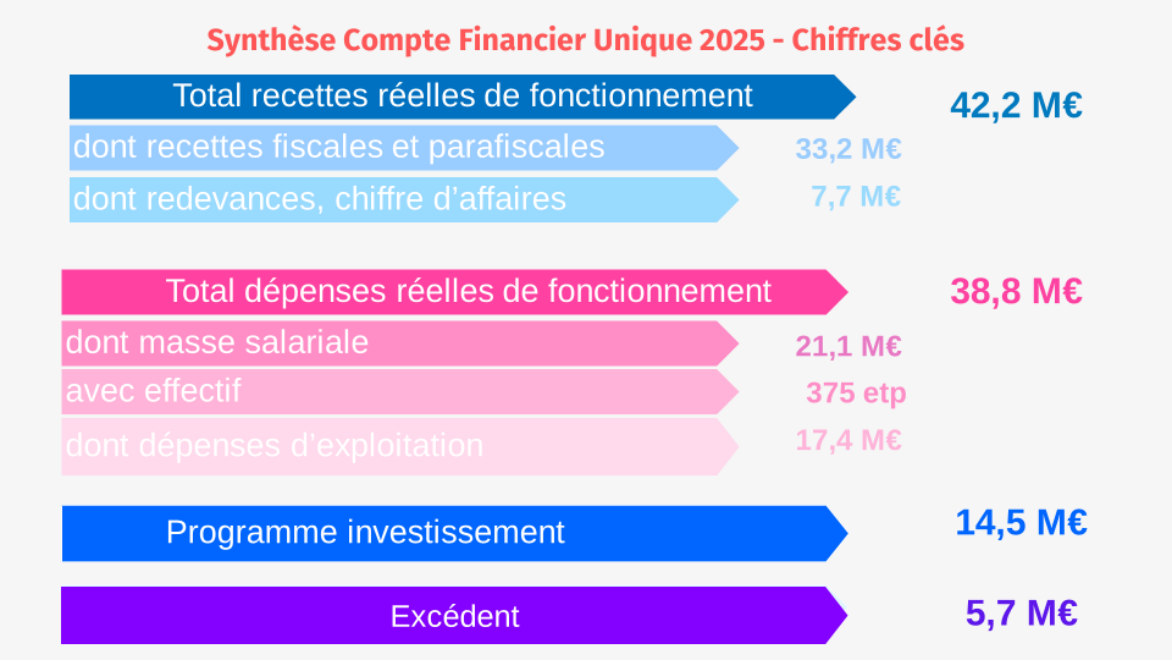
M. Vincent MERIC DE BELLEFON : Quelques focus sur les investissements importants. Vous avez la fin des travaux de rénovation de l'Hôtel de Ville, pour rappel, financé avec des subventions à hauteur de 44 %.

Sur la fin de financement du Palais des Congrès, vous le voyez, donc le Palais des Congrès au 31-12-2025 est payé à hauteur de 85,4 %.

Et désormais, jusqu'à la fin des mensualités, les échéances qui étaient avant d'1 M€ passent à 200 000 € par an.

Sur le Marché Global de Performance, M. le Maire en a parlé au début, mais il y a eu la réalisation des deux rues témoins, la rue Dorothée et l'avenue de la Bourdonnais.

Et puis, enfin, sur la partie Église, des investissements importants sur les vitraux à hauteur d'un peu plus de 120 000 €, sur l'éclairage intérieur et sur la réfection du clocher suite à la tempête à hauteur de 200 000 €.



M. Alexandre KORBAS : Voilà la synthèse, maintenant, du Compte Financier Unique 2025, donc notre première synthèse de Compte Financier.

Si on regarde le total des recettes réelles de fonctionnement 42,2 M€ dont 33,2 M€ de recettes fiscales et 7,7 M€ de redevances.

Si l'on regarde maintenant les dépenses réelles de fonctionnement, on en arrive à 38,8 M€ avec une masse salariale de 21,1 M€ et un effectif ville de 375 ETP et des dépenses d'exploitation de 17,4 M€.

Et un programme d'investissement, comme dit tout à l'heure, de 14,5 M€, avec un excédent de 5,7 M€. Vous avez là toutes les données de la synthèse du Compte Financier.

Pour terminer, une dernière slide, chose qui n'avait jamais été faite précédemment, une synthèse des huit budgets du Touquet : Ville, CCAS, Maurice Chevalier, Résidence Pagnol, Palais des Congrès, Régie Autonome du Palais des Congrès, Régie Touquet & Co et Régie AILE II. Vous avez un total de budgets de fonctionnement qui s'élève à 60,8 M€, un budget d'investissement qui s'élève à 18,7 M€, c'est-à-dire un budget global pour la Ville du Touquet de 79,5 M€ pour un effectif global de 498 ETP.

M. le Maire : Voilà. Est-ce qu'on peut revenir, non pas à ce tableau-là ? Moi, on me pose la question, mais le Touquet, c'est combien d'effectifs, combien de budget ? Donc là, effectivement, là, on additionne, y compris, par exemple, le budget de la Régie AILE II,

dont on n'a pas parlé ce matin, puisqu'il n'y a pas de subventions et pas de mouvement financier entre la Régie AILE II et la Ville. Mais si on additionne l'ensemble de ces budgets, donc si on vous pose la question, le Touquet, c'est 500 personnes et 80 M€. Parce que c'est souvent une question qu'on me pose par comparaison avec d'autres communes, et on n'avait jamais fait cet exercice alors que j'avais l'habitude de le faire à l'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois, étant en charge des finances, où j'additionnais le budget principal et les budgets annexes pour donner le total. La Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois, si on fait le total, c'est 200 M€.

Voilà, maintenant, est-ce qu'on peut revenir à la diapo précédente ? Donc, merci, Alexandre, pour cette présentation qui était très, très complète. Donc, encore une fois, le Compte Financier Unique, on est là uniquement pour constater l'exécution du budget 2025. Ensuite, on aura à débattre d'orientations et sur le fond au sujet du budget 2026 mais, si vous en êtes d'accord, qu'on s'en tienne, s'agissant de cette première partie de notre Conseil municipal, à des commentaires sur la façon dont ce budget 2025 a été exécuté, qu'on ne revienne pas sur les débats qu'on aurait pu avoir sur les orientations du budget 2025, on les aura pour le budget 2026. M. Hervé PIERRE.

M. Hervé PIERRE : Oui, quand j'ai regardé le CFU et puis la note de synthèse, j'ai trouvé, vous allez éclairer ma lanterne, que dans les recettes fiscales pour la Ville, on trouve bien le foncier bâti, le foncier non bâti, les résidences secondaires et à la ligne CFE, qui correspond à l'ancienne taxe professionnelle, il y a zéro. D'où vient cela et est-ce qu'il y a une recette, quelque part, que j'ai ratée dans les tableaux, sur la CFE ?

M. le Maire : Ça a été transféré aux intercommunalités, en fait, au moment de la réforme sur la taxe professionnelle unique.

M. Hervé PIERRE : Donc la ville a-t-elle une...

M. le Maire : Non.

M. Hervé PIERRE : On n'a rien du tout là-dessus ?

M. le Maire : Non, et malheureusement, parce qu'on nous coupe, en fait, progressivement, des... On nous a d'abord coupé des entreprises du territoire et maintenant d'une partie des habitants, puisqu'on ne perçoit plus la taxe d'habitation et c'est tout à fait dommage. Mais le fait est qu'une entreprise, par exemple, une ville qui se bat pour accueillir une entreprise, n'en a pas le retour, sauf pour ce qui est de la taxe foncière bâtie, non bâtie, mais on n'a plus de retour quant à la contribution de ces entreprises au budget de la ville.

M. Hervé PIERRE : Je pensais qu'il y avait encore un retour.

M. le Maire : Non, vous avez bien fait.

M. Hervé PIERRE : J'ai une deuxième question, c'est les recettes d'occupation du domaine public. Est-ce qu'il serait possible que nous disposions, et que vous nous l'envoyiez, un tableau de toutes les occupations du domaine public qui font l'objet, donc, je suppose, de contrat avec la ville et de savoir combien, si on peut identifier le total et, par individualisation, des occupations du domaine public ? On peut avoir ça ?

M. le Maire : M. BATAILLE.

M. Jean-Philippe BATAILLE : Oui, ça ne pose pas de problème, on peut avoir ça. On peut subdiviser ça par les recettes du marché, les recettes de terrasses et les recettes de

la plage, des AOT, on peut subdiviser ça et vous l'envoyer, M. PIERRE, il n'y a pas de problème.

M. Hervé PIERRE : Merci. Et puis ma dernière question, c'est : la dette à la fin 2025 est de 18 M€, c'est-à-dire en progression de 1 M€. C'était pour, je suppose, financer les travaux Dorothée, c'est le 1,3 million de la rue Dorothée, etc., qui sont là ?

M. le Maire : M. OWCZARZAK.

M. André OWCZARZAK : Excusez-moi, M. PIERRE, pourriez-vous répéter votre question ?

M. Hervé PIERRE : Fin décembre 2025, la dette de la ville est à 18 M€ et quelque, comparé à 17 M€ et quelques, fin 2024. L'augmentation de la dette de la ville à la fin 2025 correspond-t-elle ? Vous l'expliquez, je crois, par les travaux, si vous pouviez réexpliquer pourquoi c'est...

M. André OWCZARZAK : Dans le rapport de présentation du CFU 2025, j'ai indiqué les deux causes. Il faut voir l'encours de la dette sur plusieurs exercices. Vous verrez, lors de la présentation du BP, le profil d'extinction de la dette jusqu'en 2032. En 2025, nous avons un écueil à savoir que l'État n'a toujours pas versé 800 000 € de subventions pour l'Hôtel de Ville. Parallèlement, vous avez, et comme vous l'avez dit, le Marché Global de Performance, ils ne se sont pas arrêtés au 31 décembre, ils ont continué à travailler en janvier, février, mars. Et à côté, vous avez aussi les investissements qu'effectue la Régie Touquet & Co et que, d'un autre côté, il faut financer par subventions d'équipement. Donc par la force des choses, on a voulu sécuriser notre fonds de roulement et dans le CFU, vous pouvez calculer notre fonds de roulement. Notre fonds de roulement, prenez le bilan comptable, le fonds de roulement, il est juste suffisant, c'est-à-dire qu'on ne sur-emprunte pas. C'est ce petit pic, il est conjoncturel. Au 1er janvier, au soir, vous êtes à 17 800 000 déjà. Et en fin d'année, on sera bien en-dessous et c'est vraiment conjoncturel.

M. le Maire : Merci pour cette question, elle est tout à fait légitime. On a un tableau qu'on pourra à l'occasion vous montrer. J'avais plutôt prévu d'en parler à propos du budget 2026 parce que justement, on voit le lissage sur deux ans. Mais je ne sais pas si M. MEGRET, peut retrouver le tableau. Mais je pense que la réponse de M. OWCZARZAK est déjà très complète. M. BLARINGHEM.

M. Nicolas BLARINGHEM : Bonjour à tous. Déjà, je voulais vous remercier d'avoir eu le courage de cumuler les huit régies de la Ville, ce qui fait 80 M€. Je pense que ça fera taire certains commentateurs qui nous disent à longueur de messages que la Ville a un budget de 60 M€. Ça fait plusieurs fois, plusieurs mois qu'on dit que la Ville a un budget nettement plus élevé et je trouve que c'est bien de l'avoir fait. La Ville a un budget réel de quasiment 80 M€.

M. le Maire : Alors ce n'est pas la Ville.

M. Nicolas BLARINGHEM : Oui, on se comprend.

M. le Maire : La communauté Touquettoise.

M. Nicolas BLARINGHEM : Oui, j'entends bien, la commune. Après, je voulais juste faire une remarque plus générale. Moi, je viens du privé et ça me choque toujours qu'on fasse un BP de l'année qui arrive en comparant avec le BP de l'année précédente et pas avec le résultat réel. Moi, ça me choque parce que, très simplement, en un exemple très simple, vous avez une dépense, vous savez que vous allez dépenser 100, vous budgétez 110. Mais vous savez que vous allez dépenser 100 donc vous allez réussir. L'année

suivante arrive et on dit qu'on ne va pas budgéter 110, on va budgéter 109. Donc, c'est bien, on baisse de 1. Mais la réalité, elle n'est pas là, puisque la réalité, on sait qu'on fait 100, c'est ça qui me dérange. Alors, c'est l'administration, c'est comme ça que ça fonctionne. Donc, moi, ça me pose question sur, finalement, un peu l'état d'endettement de la France aujourd'hui. Ce n'est pas le cas au Touquet, ce qui est très bien. Mais si, effectivement, partout, toutes les infrastructures administratives sont gérées de cette façon, ça pose quand même des questions, c'était ma seule remarque d'un point de vue plus général. Mais c'est bien, pour conclure, d'avoir mis le cumul de l'ensemble des dépenses et des recettes de la Ville. Merci à vous.

M. le Maire : Très bien, merci beaucoup. Je partage. On fait une comparaison BP-BP. Maintenant, on a un œil sur le CA, quand même, et on tient compte, quand on inscrit une nouvelle somme sur le BP, de ce qui s'est passé l'année précédente mais on ne peut pas coller à ce qui s'est passé non plus l'année précédente. Il faut garder un budget qui soit sincère mais dynamique puisque si le budget dégage un excédent, cet excédent, de toute façon, quoi qu'il arrive, nous permet d'autofinancer une partie des investissements de l'année suivante. Il n'y a pas d'autre question sur le 2025 ? Je pense qu'on aura des débats plutôt sur 2026, si vous en êtes d'accord.

Donc, je vais m'effacer. Je vais laisser Alexandre passer au vote. De toute façon, tu les as sous les yeux.

* * * *

Monsieur le Maire quitte la salle
préalablement au vote du Compte Financier Unique du budget principal

* * * *

M. Alexandre KORBAS : Alors on va passer au vote. Je suppose que ça se fait à main levée. Non ? D'accord. Est-ce qu'il y a... Approbation du Compte Financier Unique et effectuation des résultats du budget principal. Alors, qui est contre ? Qui s'abstient ? 4 abstentions. Cinq, pardon, oui, cinq. Excusez-moi.

\- - - -

Délibération n° 2026-03-05 du 28 avril 2026

Approbation du Compte Financier Unique 2025 et affectation des résultats du Budget Principal de la Ville du Touquet-Paris-Plage

Monsieur le Maire expose :

1°) que la Ville du Touquet-Paris-Plage a souhaité anticiper la mise en œuvre du Compte Financier Unique (CFU) pour l'exercice 2025 ; CFU obligatoire à compter du 1er janvier 2026.

2°) que le Compte Financier Unique se substitue au compte administratif et au compte de gestion en réunissant les 2 documents.

3°) qu'ainsi le Compte Financier Unique (CFU) met en évidence des informations clefs sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des

résultats, du bilan comptable, les balances, le compte de résultat et les taux des contributions et des produits fiscaux.

4°) que le Compte Financier Unique est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

5°) qu'en application de l'article L 1612-32 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le résultat de l'exercice précédent est affecté en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du Compte Financier Unique et, en tout état de cause, avant la clôture de l'exercice suivant.

6°) que les dispositions de l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, lors du débat du CFU, le Conseil municipal élit son président et dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 1612 et suivants, L 2121-14 et L 2121-29,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57,

Vu la présentation synthétique du Compte Financier Unique du budget principal de la Ville du Touquet-Paris-Plage, jointe à la présente délibération,

Vu le Compte Financier Unique 2025 du budget principal de la Ville du Touquet-Paris-Plage,

Vu la délibération n° 2026-03-04 en date du 28 avril 2026 du Conseil municipal de la Ville du Touquet-Paris-Plage relative à la désignation du président de séance pour l'examen des Comptes Financiers Uniques pour l'exercice 2025,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Monsieur Alexandre KORBAS, Conseiller municipal délégué aux Finances, délibérant sur le Compte Financier Unique de l'exercice 2025 dressé par le comptable public et l'ordonnateur, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré, après s'être fait présenter le Compte Financier Unique par le comptable public et l'ordonnateur, visé et certifié comme étant conforme aux écritures de la comptabilité publique,

Et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 21 Voix Pour et 5 Abstentions (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM et Mme Roswitha LEON),

1°) de lui donner acte des résultats du Compte Financier Unique 2025 lequel peut se résumer ainsi :

	Résultats courants 2025			Excédent ou déficit reporté 2024		Résultats de clôture 2025		Restes à Réaliser 2025		COMPTE ADMINISTRATIF 2025	
	Dépenses	Recettes	Résultat courant	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent	Dépenses	Recettes	Déficit	Excédent
SECTION d'INVESTISSEMENT	12 560 696,28	8 360 864,96	-4 199 831,32	1 437 752,49	0,00	5 637 583,81	0,00	2 583 796,89	5 244 580,36	2 976 800,34	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT	41 048 844,30	42 432 978,10	1 384 133,80	0,00	4 321 799,82	0,00	5 705 933,62	0,00	0,00	0,00	5 705 933,62
TOTAL FONCTIONNEMENT + INVESTISSEMENT	53 609 540,58	50 793 843,06	-2 815 697,52	0,00	4 321 799,82	5 637 583,81	5 705 933,62	2 583 796,89	5 244 580,36	2 976 800,34	5 705 933,62

DÉCIDE par 22 Voix Pour et 5 Abstentions (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM et Mme Roswitha LEON),

1°) de constater, les identités de valeurs relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes, et en conséquence de déclarer que le compte financier unique n'appelle ni observation, ni réserve.

2°) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser.

3°) d'arrêter les résultats tels qu'indiqués ci-dessus en euros.

4°) de constater un besoin de financement de 2 976 800,34 € pour la section d'investissement.

5°) d'affecter au budget primitif 2026, 2 976 800,34 € au compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé », en recettes d'investissement,

6°) de reporter au budget primitif 2026, un excédent après affectation pour 2 729 133,28 € en recettes de fonctionnement à la ligne R002.

7°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-Mer et à Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

- - - -

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 21620826400012

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE MONTREUIL-SUR-MER

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Page 1

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 24
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 27
D1 - Dépenses de fonctionnement 28
D2 - Recettes de fonctionnement 34

III - Etats financiers

A - Bilan 38
B - Compte de résultat 42
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 45
D - Balance des comptes 46

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 78
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 80
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 82

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 85
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 91
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 92
B3 - Etat des provisions 93
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 95
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 96
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis 97
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 102
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 103
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	105
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	109
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
C - Etats annexés budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	111
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses	112
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	113
C2.1 - Situation des AP	115
C2.2 - Situation des AE	Sans Objet
IV - Annexes	
C - Etats annexés budgétaires	
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature	116
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction	123
IV - Etats annexés	
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus	130
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1)	Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse	Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail	Sans Objet
E - Etat des Contrôles du Compte Financier	131
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	132

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	4520

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1849.57

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	2665.49
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	2903.81
3	Dépenses d'équipement brut / population	587.24
4	Encours de dette / population (2)(3)	1240.57
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	54.33
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	97.00
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	8.21
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	3.00
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	42.72
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	5.21

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.
(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.
(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	19 650 062,46	41 891 863,30	61 541 925,76
	Recettes réalisées (1)	B	8 360 864,96	42 432 978,10	50 793 843,06
	Restes à réaliser	C	5 244 580,36	0,00	5 244 580,36
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	18 212 309,97	46 213 663,12	64 425 973,09
	Dépenses réalisées (1)	E	12 560 696,28	41 048 844,30	53 609 540,58
	Restes à réaliser	F	2 583 796,89	0,00	2 583 796,89
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-4 199 831,32	1 384 133,80	-2 815 697,52
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-1 437 752,49	4 321 799,82	2 884 047,33
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-5 637 583,81	5 705 933,62	68 349,81
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	2 660 783,47	0,00	2 660 783,47
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-2 976 800,34	5 705 933,62	2 729 133,28

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	-1 474 884,35	0,00	-4 199 831,32	37 131,86	-5 637 583,81
Fonctionnement	4 317 532,93	0,00	1 384 133,80	4 266,89	5 705 933,62
TOTAL I	**2 842 648,58**	**0,00**	**-2 815 697,52**	**41 398,75**	**68 349,81**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10500-LE TOUQUET PALAIS DES CONGRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	23 706,98	0,00	92 395,56	0,00	116 102,54
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	23 706,98	0,00	92 395,56	0,00	116 102,54
TOTAL II	**23 706,98**	**0,00**	**92 395,56**	**0,00**	**116 102,54**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10600-LE TOUQUET REGIE PALAIS CONGRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	35 873,67	0,00	-13 691,35	0,00	22 182,32
Fonctionnement	16 154,89	0,00	-16 134,62	0,00	20,27
Sous-Total	52 028,56	0,00	-29 825,97	0,00	22 202,59
TOTAL III	**52 028,56**	**0,00**	**-29 825,97**	**0,00**	**22 202,59**
TOTAL I + II + III	**2 918 384,12**	**0,00**	**-2 753 127,93**	**41 398,75**	**206 654,94**

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLECTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Syndicat mixte de la Côte d'Opale	18/05/1998	Contributions financières adhérentes et partenaires	0,00
EPCI			
Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois CA2BM	01/01/2017	Fiscalité propre	0,00
Autres organismes de regroupement			
Service Unifié par la Ville de Camiers des plages en Côte d'Opale	15/04/2019	Contributions financières des communes membres	208 037,31

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Caisse des Ecoles	Caisse des Ecoles du Touquet-Paris-Plage	28/09/1912	28/09/1912	SPA	non
CCAS	CCAS du Touquet-Paris-Plage	26/03/1986	26/03/1986	SPA	non
Régie Publique avec personnalité morale et autonomie financière	Régie Touquet & CO	12/11/2018	12/11/2018	SPIC	oui
Régie Publique avec personnalité morale et autonomie financière	Régie Publique AILE II	11/12/2023	11/12/2023	SPIC	oui

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.
Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).
Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :
- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.
Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Budget annexe	Palais des Congrès	18/07/2016	18/07/2016	21620826400210	SPIC	oui
Régie à seule autonomie financière	Régie autonome du Palais des Congrès	14/10/2019	14/10/2019	21620826400236	SPIC	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	2 583 796,89
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		1 525,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		102 394,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		359 370,18
21	Immobilisations corporelles (3)		1 232 645,66
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		833 559,83
26	Participations et créances rattachées		800,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		53 502,22
45810	OPERATIONS SOUS MANDAT DEPENSES		53 502,22
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	5 244 580,36
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		27 643,52
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		2 163 434,62
16	Emprunts et dettes assimilées		3 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		53 502,22
45820	OPERATIONS SOUS MANDAT RECETTES		53 502,22
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE — Exercice 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**FONDS PROPRES**	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**	Apports et subventions d'investissement	73 274,51
Subventions d'investissement versées	3 549,35	Neutralisations et régularisations	12 433,03
Autres immobilisations incorporelles	1 053,39	Réserves	99 515,28
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**	Report à nouveau	4 321,80
Terrains	12 554,31	Résultat de l'exercice	1 384,13
Constructions	60 568,65	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	746,81
Réseaux et installations de voirie	59 051,53	**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**191 675,56**
Réseaux divers	7 541,85	**PASSIF**	**0,00**
Installations techniques, agencements et matériel	2 263,43	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	**1 259,71**
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	**DETTES FINANCIÈRES**	**0,00**
Autres	12 598,77	Emprunts obligataires	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**18 517,79**	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	18 102,56
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**31 841,55**	Dettes financières et autres emprunts	13,78
Immobilisations financières (nettes)	**1 387,80**	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**18 116,34**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**210 928,41**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 695,19
Stocks	31,83	Autres dettes non financières	2 759,61
Créances	2 634,98	Produits constatés d'avance	190,45
Charges constatées d'avance	0,00	**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**6 645,26**
Trésorerie	4 174,67	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	**0,00**
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**6 841,49**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**26 021,31**
Comptes de régularisation (III)	0,69	Comptes de régularisation (III)	73,72
Écarts de conversion actif (IV)	0,00	Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**217 770,59**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**217 770,59**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE — Exercice 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	80,36	182,14
Participations	512,53	766,85
Compensations, autres attributions et autres participations	269,04	284,20
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	32 516,63	31 864,19
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	5 296,67	5 377,37
Produits des cessions d'actifs	20,70	4 162,81
Autres produits de gestion	2 422,88	1 018,01
Production stockée et immobilisée	98,08	185,26
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	214,65	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	77,80	77,34
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	23,38
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**41 509,34**	**43 941,55**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	8 939,49	8 174,74
Charges de personnel	20 348,06	19 984,41
Indemnités des élus (et membres du CESR)	185,08	182,26
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	1 307,60	160,03
Impôts et taxes	800,60	786,91
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	2 152,56	1 740,59
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	1,25	282,28
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	19,45	3 903,91

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	33 754,08	35 215,13
CHARGES D'INTERVENTION	0,00	0,00
Dispositifs d'intervention pour compte propre	6 071,20	6 020,97
Autres charges	2,50	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	6 073,70	6 020,97
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	1 681,55	2 705,45
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	44,21	0,22
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	341,63	363,29
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	-297,42	-363,07
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	1 384,13	2 342,38

Page 15

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N	F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		50,11	0,00	21 075 765,00	2,23
TFPNB		64,17	0,00	82 073,00	0,39
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		16,34	0,00	7 692 872,00	-1,08
TOTAL				**28 850 710,00**	**1,32**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.
(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Page 16

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 1.00%
- Investissement : 2.00%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires 31 mars 2006 (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	836 045,81	537 831,97	64,33	102 394,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	1 586 597,80	984 753,75	62,07	359 370,18
21	Immobilisations corporelles	6 510 334,14	4 711 282,75	72,37	1 232 645,66
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 575 952,86	3 234 602,25	70,69	833 559,83
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**13 508 930,61**	**9 468 470,72**	**70,09**	**2 527 969,67**
10	Dotations, fonds divers et réserves	45 000,00	41 259,92	91,69	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 709 718,00	2 202 301,26	81,27	1 525,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	199 798,64	195 541,18	97,87	0,00
26	Participations et créances rattachées	29 800,00	29 000,00	97,32	800,00
27	Autres immobilisations financières	5 000,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**2 989 316,64**	**2 468 102,36**	**82,56**	**2 325,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	53 502,22	0,00	0,00	53 502,22
Total des dépenses réelles d'investissement		**16 551 749,47**	**11 936 573,10**	**72,12**	**2 583 796,89**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*593 024,50*	*188 320,10*	*31,76*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*1 067 536,00*	*435 803,08*	*40,82*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**1 660 560,50**	**624 123,18**	**37,59**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**18 212 309,97**	**12 560 696,28**	**68,97**	**2 583 796,89**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**1 437 752,49**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**19 650 062,46**	**12 560 696,28**		**2 583 796,89**

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) *DI 040 = RF 042*
(5) *DI 041 = RI 041*
(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2804.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	3 513 716,17	1 490 005,03	42,41	2 163 434,62
16	Emprunts et dettes assimilées	7 302 000,00	3 000 000,00	41,08	3 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	13 000,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	100 000,00	38 609,93	38,61	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 138 684,89	1 223 182,73	107,42	27 643,52
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 000,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	690 000,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	53 502,22	0,00	0,00	53 502,22
Total des recettes réelles d'investissement		**12 815 903,28**	**5 751 797,69**	**44,88**	**5 244 580,36**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*3 408 856,18*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*2 267 767,00*	*2 173 264,19*	*95,83*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*1 067 536,00*	*435 803,08*	*40,82*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**6 834 159,18**	**2 609 067,27**	**38,18**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**19 650 062,46**	**8 360 864,96**	**42,55**	**5 244 580,36**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**19 650 062,46**	**8 360 864,96**		**5 244 580,36**

(1) Recettes justifiées non titrées.
(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).
(4) *DI 040 = RF 042*
(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) *DI 041 = RI 041*
(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	9 742 980,33	6 925 849,11	2 314 300,47	9 240 149,58	94,84	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	21 455 694,00	20 920 227,92	146 827,98	21 067 055,90	98,19	0,00
014	Atténuations de produits	678 877,00	660 373,00	0,00	660 373,00	97,27	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	8 087 149,82	4 725 668,89	2 739 005,26	7 464 674,15	92,30	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**39 964 701,15**	**33 232 118,92**	**5 200 133,71**	**38 432 252,63**	**96,17**	**0,00**
66	Charges financières	357 751,00	286 784,33	54 845,80	341 630,13	95,49	0,00
67	Charges spécifiques	124 587,79	101 697,35	0,00	101 697,35	81,63	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**40 447 039,94**	**33 620 600,60**	**5 254 979,51**	**38 875 580,11**	**96,11**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 408 856,18*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*2 267 767,00*	*2 173 264,19*	*0,00*	*2 173 264,19*	*95,83*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**5 766 623,18**	**2 173 264,19**	**0,00**	**2 173 264,19**	**37,69**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**46 213 663,12**	**35 793 864,79**	**5 254 979,51**	**41 048 844,30**	**88,82**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**46 213 663,12**	**35 793 864,79**	**5 254 979,51**	**41 048 844,30**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	200 000,00	219 058,44	0,00	219 058,44	109,53	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 698 790,08	5 001 899,56	294 766,43	5 296 665,99	92,94	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	3 811 522,00	3 804 039,79	0,00	3 804 039,79	99,80	0,00
731	Fiscalité locale	28 989 433,72	29 231 226,04	141 737,03	29 372 963,07	101,32	0,00
74	Dotations et participations	882 490,00	727 708,15	134 223,78	861 931,93	97,67	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 469 394,00	2 114 552,17	303 396,88	2 417 949,05	164,55	0,00
Total des recettes de gestion des services		**41 051 629,80**	**41 098 484,15**	**874 124,12**	**41 972 608,27**	**102,24**	**0,00**
76	Produits financiers	35 000,00	44 209,47	0,00	44 209,47	126,31	0,00
77	Produits spécifiques	10 000,00	24 365,76	1 266,00	25 631,76	256,32	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	202 209,00	202 208,50	0,00	202 208,50	100,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**41 298 838,80**	**41 369 267,88**	**875 390,12**	**42 244 658,00**	**102,29**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*593 024,50*	*188 320,10*	*0,00*	*188 320,10*	*31,76*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**593 024,50**	**188 320,10**	**0,00**	**188 320,10**	**31,76**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**41 891 863,30**	**41 557 587,98**	**875 390,12**	**42 432 978,10**	**101,29**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**4 321 799,82**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**46 213 663,12**	**41 557 587,98**	**875 390,12**	**42 432 978,10**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.
(2) Les comptes 76 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(3) *RF 042 + DI 040*

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE — Exercice 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	494 915,99	20 880,00	474 035,99	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	1 188,00	0,00	1 188,00	0,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	62 607,98	0,00	62 607,98	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	836 045,81	558 711,97	20 880,00	537 831,97	298 213,84
20415341	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	722 333,70	16 235,00	706 098,70	0,00
20415342	Bâtiments et installations	0,00	246 938,67	0,00	246 938,67	0,00
20422	Bâtiments et installations	0,00	13 967,38	0,00	13 967,38	0,00
2046	Attributions de compensation d'investissement	0,00	17 749,00	0,00	17 749,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	1 586 597,80	1 000 988,75	16 235,00	984 753,75	601 844,05
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	164 406,24	0,00	164 406,24	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	14 280,00	0,00	14 280,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	21 544,63	0,00	21 544,63	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	473 386,77	0,00	473 386,77	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	2 280 300,49	286 058,22	1 994 242,27	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	262 549,55	0,00	262 549,55	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	198 344,22	0,00	198 344,22	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	10 369,15	0,00	10 369,15	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	114 458,20	0,00	114 458,20	0,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	140 651,18	0,00	140 651,18	0,00
21611	Biens sous-jacents	0,00	7 538,40	0,00	7 538,40	0,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	219 515,60	0,00	219 515,60	0,00
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	0,00	21 141,00	0,00	21 141,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Emissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
21828	Autres matériels de transport	0,00	67 093,79	0,00	67 093,79	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	223 810,63	0,00	223 810,63	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	31 805,65	0,00	31 805,65	0,00
2188	Autres	0,00	748 927,73	2 782,26	746 145,47	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	6 510 334,14	5 000 123,23	288 840,48	4 711 282,75	1 799 051,39
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	1 526 249,68	0,00	1 526 249,68	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	1 669 742,64	0,00	1 669 742,64	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	44 609,69	5 999,76	38 609,93	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	4 575 952,86	3 240 602,01	5 999,76	3 234 602,25	1 341 350,61
Total des dépenses d'équipement		**13 508 930,61**	**9 800 425,96**	**331 955,24**	**9 468 470,72**	**4 040 459,89**
10226	Taxe d'aménagement	0,00	41 259,92	0,00	41 259,92	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	45 000,00	41 259,92	0,00	41 259,92	3 740,08
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	2 201 346,28	0,00	2 201 346,28	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	955,00	0,00	955,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 709 718,00	2 202 301,28	0,00	2 202 301,28	507 416,72
181	Compte de liaison : affectation a... (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	195 541,18	0,00	195 541,18	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	199 798,64	195 541,18	0,00	195 541,18	4 257,46
261	Titres de participation	0,00	29 000,00	0,00	29 000,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	29 800,00	29 000,00	0,00	29 000,00	800,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Emissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses financières		**2 989 316,64**	**2 468 102,38**	**0,00**	**2 468 102,38**	**521 214,26**
45810	Opération pour compte tiers n° 45810	53 502,22	0,00	0,00	0,00	53 502,22
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	53 502,22	0,00	0,00	0,00	53 502,22
Total des dépenses réelles d'investissement		**16 551 749,47**	**12 268 528,34**	**331 955,24**	**11 936 573,10**	**4 615 176,37**
13911	*État et établissements nationaux*	*0,00*	*25 001,44*	*0,00*	*25 001,44*	*0,00*
13916	*Autres établissements publics locaux*	*0,00*	*45 000,00*	*0,00*	*45 000,00*	*0,00*
139178	*Autres fonds européens*	*0,00*	*4 799,20*	*0,00*	*4 799,20*	*0,00*
13918	*Autres*	*0,00*	*2 000,00*	*0,00*	*2 000,00*	*0,00*
1542	*Provisions pour compte épargne temps (budgétaire)*	*0,00*	*12 439,50*	*0,00*	*12 439,50*	*0,00*
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*55 827,75*	*0,00*	*55 827,75*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*42 252,21*	*0,00*	*42 252,21*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*593 024,50*	*188 320,10*	*0,00*	*188 320,10*	*404 704,40*
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*18 179,64*	*0,00*	*18 179,64*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*385 139,44*	*0,00*	*385 139,44*	*0,00*
2188	*Autres*	*0,00*	*2 484,00*	*0,00*	*2 484,00*	*0,00*
2315	*Installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*30 000,00*	*0,00*	*30 000,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*1 067 536,00*	*435 803,08*	*0,00*	*435 803,08*	*631 732,92*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***1 660 560,50***	***624 123,18***	***0,00***	***624 123,18***	***1 036 437,32***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**18 212 309,97**	**12 892 651,52**	**331 955,24**	**12 560 696,28**	**5 651 613,69**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**1 437 752,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**19 650 062,46**	**12 892 651,52**	**331 955,24**	**12 560 696,28**	**7 089 366,18**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13178	Autres fonds européens	0,00	45 413,62	0,00	45 413,62	0,00
1321	État et établissements nationaux	0,00	643 600,79	0,00	643 600,79	0,00
1322	Régions	0,00	72 763,43	0,00	72 763,43	0,00
1323	Départements	0,00	39 959,76	0,00	39 959,76	0,00
13251	GFP de rattachement	0,00	118 558,64	0,00	118 558,64	0,00
13278	Autres fonds européens	0,00	37 860,22	0,00	37 860,22	0,00
1328	Autres	0,00	85 308,48	0,00	85 308,48	0,00
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	0,00	259 745,00	0,00	259 745,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'investissement local	0,00	135 454,27	0,00	135 454,27	0,00
1348	Autres	0,00	51 330,82	0,00	51 330,82	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	3 513 716,17	1 490 005,03	0,00	1 490 005,03	2 023 711,14
1641	Emprunts en euros	0,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	7 302 000,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	4 302 000,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	13 000,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	38 609,93	0,00	38 609,93	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	100 000,00	38 609,93	0,00	38 609,93	61 390,07
10222	F.C.T.V.A.	0,00	1 084 245,70	0,00	1 084 245,70	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	138 937,03	0,00	138 937,03	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	1 138 684,89	1 223 182,73	0,00	1 223 182,73	-84 497,84

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Recettes d'investissement - Vue détaillée						B2
Chapitre / Article	**Intitulé**	**Prévisions (a)**	**Emissions (b)**	**Annulations (c)**	**Réalisations nettes (d=b-c)**	**Solde prévisions / réalisations (a-d)**
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	670 547,14	0,00	0,00	0,00	0,00
45820	Opération pour compte tiers n° 45820	53 502,22	0,00	0,00	0,00	53 502,22
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	53 502,22	0,00	0,00	0,00	53 502,22
Total des recettes réelles d'investissement		**12 796 450,42**	**5 751 797,69**	**0,00**	**5 751 797,69**	**7 044 652,73**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 498 856,18*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
15182	*Autres provisions pour risques (budgétaires)*	*0,00*	*273 400,00*	*0,00*	*273 400,00*	*0,00*
1542	*Provisions pour compte épargne temps (budgétaire)*	*0,00*	*7 354,00*	*0,50*	*7 353,50*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*19 452,86*	*0,00*	*19 452,86*	*0,00*
2188	*Autres*	*0,00*	*1 248,14*	*0,00*	*1 248,14*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*816,00*	*0,00*	*816,00*	*0,00*
280415341	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*52 706,35*	*0,00*	*52 706,35*	*0,00*
280415342	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*99 221,87*	*0,00*	*99 221,87*	*0,00*
28041581	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*32 340,66*	*0,00*	*32 340,66*	*0,00*
28041582	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*424 297,00*	*0,00*	*424 297,00*	*0,00*
28041782	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*58 174,00*	*0,00*	*58 174,00*	*0,00*
280421	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*340,00*	*0,00*	*340,00*	*0,00*
280422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*28 347,64*	*0,00*	*28 347,64*	*0,00*
28046	*Attributions de compensation d'investissement*	*0,00*	*18 173,00*	*0,00*	*18 173,00*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*79 668,87*	*0,00*	*79 668,87*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*56 604,49*	*0,00*	*56 604,49*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Recettes d'investissement - Vue détaillée						B2
Chapitre / Article	**Intitulé**	**Prévisions (a)**	**Emissions (b)**	**Annulations (c)**	**Réalisations nettes (d=b-c)**	**Solde prévisions / réalisations (a-d)**
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*7 068,00*	*0,00*	*7 068,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*2 930,00*	*0,00*	*2 930,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*0,00*	*8 566,06*	*0,00*	*8 566,06*	*0,00*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*154 672,12*	*0,00*	*154 672,12*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*	*0,00*	*1 129,00*	*0,00*	*1 129,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*126 314,00*	*0,00*	*126 314,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*4 248,00*	*0,00*	*4 248,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*136 190,51*	*0,00*	*136 190,51*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*	*0,00*	*596,00*	*0,00*	*596,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*51 326,02*	*0,00*	*51 326,02*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*2 304,00*	*0,00*	*2 304,00*	*0,00*
28186	*Cheptel*	*0,00*	*400,00*	*0,00*	*400,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*525 376,10*	*0,00*	*525 376,10*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*2 287 219,86*	*2 173 264,69*	*0,50*	*2 173 264,19*	*113 955,67*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*421 115,08*	*0,00*	*421 115,08*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*14 688,00*	*0,00*	*14 688,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*1 067 536,00*	*435 803,08*	*0,00*	*435 803,08*	*631 732,92*
Total des recettes d'ordre en investissement		***6 853 612,04***	***2 609 067,77***	***0,50***	***2 609 067,27***	***4 244 544,77***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**19 650 062,46**	**8 360 865,46**	**0,50**	**8 360 864,96**	**11 289 197,50**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**19 650 062,46**	**8 360 865,46**	**0,50**	**8 360 864,96**	**11 289 197,50**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60222	Produits d'entretien	0,00	24 583,42	26 374,70	-1 791,28	0,00
602231	Fournitures des ateliers de la collectivité	0,00	67 756,24	86 064,01	-18 307,77	0,00
60226	Habillement et vêtements de travail	0,00	53 144,41	73 263,87	-20 119,46	0,00
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	0,00	139 755,86	6 333,76	133 422,10	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	78 707,43	23 478,15	55 229,28	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	996 015,89	171 499,33	824 516,56	0,00
60621	Combustibles	0,00	4 537,09	1 260,28	3 276,81	0,00
60622	Carburants	0,00	268 290,70	14 216,23	254 074,47	0,00
60623	Alimentation	0,00	142 707,57	45 225,97	97 481,60	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	51 321,00	10 154,29	41 166,71	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	34 172,29	0,00	34 172,29	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	799 624,39	132 341,49	667 282,90	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	28 638,88	13 087,80	15 551,08	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	180 897,92	8 130,99	172 766,93	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	77 889,26	8 834,87	69 054,39	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	0,00	53 320,85	11 374,48	41 946,37	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	14 683,21	1 813,34	12 869,87	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	591 700,63	153 544,84	438 155,79	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	1 170 960,56	106 847,07	1 064 113,49	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	669 453,36	175 629,36	493 824,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	6 205,23	0,00	6 205,23	0,00
61358	Autres	0,00	853 115,26	121 984,30	731 130,96	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	10 071,57	2 098,73	7 972,84	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
61521	Terrains	0,00	121 806,71	4 246,82	117 559,89	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	37 747,27	5 966,73	31 780,54	0,00
615231	Voiries	0,00	527 330,43	55 376,20	471 954,23	0,00
615232	Réseaux	0,00	107 242,63	60 899,28	46 343,35	0,00
61524	Bois et forêts	0,00	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	263 587,18	21 321,80	242 265,38	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	398 047,30	116 070,26	281 977,04	0,00
6156	Maintenance	0,00	208 362,83	43 678,75	164 684,08	0,00
6161	Multirisques	0,00	107 259,61	0,00	107 259,61	0,00
6168	Autres	0,00	131 162,57	44 339,97	86 822,60	0,00
617	Études et recherches	0,00	86 066,30	19 800,00	66 266,30	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	27 474,89	7 582,35	19 892,54	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	90 798,72	18 770,82	72 027,90	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	140 000,00	140 000,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	381 766,73	157 030,70	224 736,03	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	20 603,02	5 000,00	15 603,02	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	32 364,34	7 186,36	25 177,98	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	14 884,82	2 997,97	11 886,85	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	27 823,14	0,00	27 823,14	0,00
6234	Réceptions	0,00	15 839,05	158,55	15 680,50	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	11 826,52	444,00	11 382,52	0,00
6238	Divers	0,00	173 110,79	22 547,21	150 563,58	0,00
6241	Transports de biens	0,00	28 022,00	2 160,00	25 862,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	9 888,00	0,00	9 888,00	0,00
6248	Divers	0,00	5 130,00	0,00	5 130,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	11 358,48	1 600,00	9 758,48	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	72 042,61	17 042,77	54 999,84	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	57 518,01	13 993,05	43 524,96	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	31 670,11	2 269,04	29 401,07	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	5 282,00	600,00	4 682,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	6 279,03	0,00	6 279,03	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	29 120,61	0,00	29 120,61	0,00
628722	dotés de la personnalité morale	0,00	159 021,00	71 557,00	87 464,00	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	208 037,31	0,00	208 037,31	0,00
62878	A des tiers	0,00	99 299,38	28 217,85	71 081,53	0,00
6288	Autres	0,00	1 280 539,57	334 204,06	946 335,51	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	289 419,00	0,00	289 419,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	726,28	0,00	726,28	0,00
6358	Autres droits	0,00	91 864,00	18 367,00	73 497,00	0,00
6378	Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	29 571,85	311,13	29 260,72	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	9 742 980,33	11 658 947,11	2 418 797,53	9 240 149,58	502 830,75
6218	Autre personnel extérieur	0,00	236 265,14	143 621,15	92 643,99	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	101 522,22	746,22	100 776,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	56 446,53	414,53	56 032,00	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	252 759,24	1 865,60	250 893,64	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	9 536 067,21	69 748,00	9 466 319,21	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	96 959,40	1 244,96	95 714,44	0,00
64113	NBI	0,00	155 262,31	590,68	154 671,63	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	2 738 923,73	16 278,97	2 722 644,76	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64131	Rémunérations	0,00	1 875 957,34	55 896,61	1 820 060,73	0,00
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	16 245,75	2,29	16 243,46	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	47 677,12	0,00	47 677,12	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	2 002 032,69	15 891,69	1 986 141,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	3 536 314,66	21 400,97	3 514 913,69	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	75 660,88	800,88	74 860,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	438 107,28	442,00	437 665,28	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	0,00	168 637,54	1 595,17	167 042,37	0,00
64731	Versées directement	0,00	10 686,86	0,00	10 686,86	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	50 204,00	0,00	50 204,00	0,00
6488	Autres	0,00	2 305,72	440,00	1 865,72	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	21 455 694,00	21 398 035,62	330 979,72	21 067 055,90	388 638,10
7391112	Dégrèvement de taxe d'habitation sur les logements vacants	0,00	16 486,00	0,00	16 486,00	0,00
739218	Autres prélèvements pour reversements de fiscalité entre collectivités locales	0,00	817 939,00	272 646,00	545 293,00	0,00
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	0,00	98 584,00	0,00	98 584,00	0,00
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	0,00	10,00	0,00	10,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	678 877,00	933 019,00	272 646,00	660 373,00	18 504,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	8 600,00	0,00	8 600,00	0,00
65132	Prix	0,00	9 000,00	1 500,00	7 500,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	170 912,08	0,00	170 912,08	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	4 503,55	0,00	4 503,55	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
65313	Cotisations de retraite	0,00	8 909,83	0,00	8 909,83	0,00
65315	Formation	0,00	750,00	0,00	750,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	2 502,30	0,00	2 502,30	0,00
657348	Autres communes	0,00	46,00	0,00	46,00	0,00
65736211	non dotés de la personnalité morale	0,00	622 878,54	0,00	622 878,54	0,00
65736221	non dotés de la personnalité morale	0,00	264 000,00	0,00	264 000,00	0,00
657363	CCAS/CIAS	0,00	1 644 431,67	441 593,03	1 202 838,64	0,00
657381	Autres établissements publics locaux	0,00	4 187 716,27	1 386 876,27	2 800 840,00	0,00
657382	Organismes publics divers	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	1 185 993,39	41 500,00	1 144 493,39	0,00
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	0,00	15 875,68	2 076,94	13 798,74	0,00
65818	Autres	0,00	207 641,87	30 954,70	176 687,17	0,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	413,73	0,00	413,73	0,00
65888	Autres	0,00	1 017 528,25	2 528,07	1 015 000,18	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	8 087 149,82	9 371 703,16	1 907 029,01	7 464 674,15	622 475,67
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**39 964 701,15**	**43 361 704,89**	**4 929 452,26**	**38 432 252,63**	**1 532 448,52**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	345 288,90	0,00	345 288,90	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	54 845,80	58 504,57	-3 658,77	0,00
total chapitre 66	Charges financières	357 751,00	400 134,70	58 504,57	341 630,13	16 120,87
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	101 697,35	0,00	101 697,35	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	124 587,79	101 697,35	0,00	101 697,35	22 890,44
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**40 447 039,94**	**43 863 536,94**	**4 987 956,83**	**38 875 580,11**	**1 571 459,83**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*3 498 856,18*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*	*0,00*	*1 248,14*	*0,00*	*1 248,14*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*	*0,00*	*19 452,86*	*0,00*	*19 452,86*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*1 871 809,69*	*0,00*	*1 871 809,69*	*0,00*
6815	*Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement*	*0,00*	*280 753,50*	*0,00*	*280 753,50*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 287 219,86*	*2 173 264,19*	*0,00*	*2 173 264,19*	*113 955,67*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***5 786 076,04***	***2 173 264,19***	***0,00***	***2 173 264,19***	***3 612 811,85***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**46 233 115,98**	**46 036 801,13**	**4 987 956,83**	**41 048 844,30**	**5 184 271,68**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**46 233 115,98**	**46 036 801,13**	**4 987 956,83**	**41 048 844,30**	**5 184 271,68**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
619	Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs	0,00	404,37	0,00	404,37	0,00
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	171 539,22	103,76	171 435,46	0,00
6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance.	0,00	45 168,61	0,00	45 168,61	0,00
6479	Remboursements sur autres charges sociales	0,00	2 050,00	0,00	2 050,00	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	200 000,00	219 162,20	103,76	219 058,44	-19 058,44
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	0,00	28 970,02	0,00	28 970,02	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	6 010,00	0,00	6 010,00	0,00
70321	Droits de stationnement et de location sur la voie publique	0,00	264 553,28	13 951,93	250 601,35	0,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	1 079 173,18	280 049,43	799 123,75	0,00
7037	Contribution pour dégradation des voies et chemins	0,00	26 130,00	600,00	25 530,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	2 865 198,99	206 439,99	2 658 759,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	131 812,23	0,00	131 812,23	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	516,80	516,80	0,00	0,00
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	0,00	89 689,75	152,00	89 537,75	0,00
70632	A caractère de loisirs	0,00	2 406,10	1 857,40	548,70	0,00
7066	Redevances et droits des services à caractère social	0,00	19 723,66	7 060,71	12 662,95	0,00
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	0,00	302 524,90	346,00	302 178,90	0,00
706888	Autres	0,00	18 900,00	0,00	18 900,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	3 385,00	0,00	3 385,00	0,00

Page 37

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
7082	Commissions	0,00	1 561,65	0,00	1 561,65	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	21 104,60	0,00	21 104,60	0,00
708421	non dotés de la personnalité morale	0,00	101 646,66	0,00	101 646,66	0,00
708422	dotés de la personnalité morale	0,00	96 467,79	0,00	96 467,79	0,00
70845	aux communes membres du GFP	0,00	15 717,36	0,00	15 717,36	0,00
70848	aux autres organismes	0,00	337 221,58	0,00	337 221,58	0,00
708721	non dotés de la personnalité morale	0,00	7 176,21	0,00	7 176,21	0,00
708722	dotés de la personnalité morale	0,00	800 746,80	568 046,94	232 699,86	0,00
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	3 568,06	0,00	3 568,06	0,00
70878	par des tiers	0,00	157 383,05	8 514,20	148 868,85	0,00
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages...)	0,00	2 613,72	0,00	2 613,72	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	5 698 790,08	6 384 201,39	1 087 535,40	5 296 665,99	402 124,09
73211	Attribution de compensation	0,00	3 732 577,85	0,00	3 732 577,85	0,00
73221	FNGIR	0,00	388,00	0,00	388,00	0,00
7323	Reversement du prélèvement sur les jeux et les paris hippiques	0,00	71 073,94	0,00	71 073,94	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	3 811 522,00	3 804 039,79	0,00	3 804 039,79	7 482,21
73111	Impôts directs locaux	0,00	22 691 163,00	0,00	22 691 163,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	80 866,00	0,00	80 866,00	0,00
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	0,00	3 342 103,00	47 777,00	3 294 326,00	0,00
73141	Accise sur l'électricité	0,00	711 175,95	0,00	711 175,95	0,00
731721	Taxe de séjour	0,00	1 433 814,30	461,40	1 433 352,90	0,00
731732	Prélèvement sur les produits des jeux	0,00	1 161 269,00	0,00	1 161 269,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	810,22	0,00	810,22	0,00

Page 38

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 731	Fiscalité locale	28 989 433,72	29 421 201,47	48 238,40	29 372 963,07	-383 529,35
742	Dotations aux élus locaux	0,00	163,00	0,00	163,00	0,00
744	FCTVA	0,00	80 195,72	0,00	80 195,72	0,00
74718	Autres	0,00	232 030,75	153 215,85	78 814,90	0,00
7472	Régions	0,00	8 500,00	0,00	8 500,00	0,00
7473	Départements	0,00	83 458,00	0,00	83 458,00	0,00
7478222	Caisses d'allocations familiales	0,00	169 930,52	0,00	169 930,52	0,00
747888	Autres	0,00	171 827,79	0,00	171 827,79	0,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	0,00	73 680,00	0,00	73 680,00	0,00
74834	État - compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation	0,00	169 748,00	0,00	169 748,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	25 614,00	0,00	25 614,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	882 490,00	1 015 147,78	153 215,85	861 931,93	20 558,07
752	Revenus des immeubles	0,00	825 197,58	174 918,92	650 278,66	0,00
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	0,00	1 080 787,87	444 660,00	636 127,87	0,00
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00	9 984,00	0,00	9 984,00	0,00
75883	Excédents sur opérations de gestion	0,00	3 449,84	1 652,02	1 797,82	0,00
75888	Autres	0,00	1 404 266,50	284 505,80	1 119 760,70	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	1 469 394,00	3 323 685,79	905 736,74	2 417 949,05	-948 555,05
Total des recettes de gestion des services		**41 051 629,80**	**44 167 438,42**	**2 194 830,15**	**41 972 608,27**	**-920 978,47**
761	Produits de participations	0,00	7 009,47	0,00	7 009,47	0,00
764	Revenus des valeurs mobilières de placement	0,00	37 200,00	0,00	37 200,00	0,00
total chapitre 76	Produits financiers	35 000,00	44 209,47	0,00	44 209,47	-9 209,47

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	4 930,76	0,00	4 930,76	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	20 701,00	0,00	20 701,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	30 701,00	25 631,76	0,00	25 631,76	5 069,24
7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant	0,00	202 208,50	0,00	202 208,50	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	202 209,00	202 208,50	0,00	202 208,50	0,50
Total des recettes réelles et mixtes		**41 319 539,80**	**44 439 488,15**	**2 194 830,15**	**42 244 658,00**	**-925 118,20**
722	*Immobilisations corporelles*	*0,00*	*98 079,96*	*0,00*	*98 079,96*	*0,00*
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*77 800,64*	*0,00*	*77 800,64*	*0,00*
7815	*Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant*	*0,00*	*12 439,50*	*0,00*	*12 439,50*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*593 024,50*	*188 320,10*	*0,00*	*188 320,10*	*404 704,40*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***593 024,50***	***188 320,10***	***0,00***	***188 320,10***	***404 704,40***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**41 912 564,30**	**44 627 808,25**	**2 194 830,15**	**42 432 978,10**	**-520 413,80**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**4 321 799,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**46 234 364,12**	**44 627 808,25**	**2 194 830,15**	**42 432 978,10**	**3 801 386,02**

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE — Exercice 2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		5 203 173,88	1 653 827,92	3 549 345,96	3 278 192,73
Autres immobilisations incorporelles		2 939 276,15	1 885 889,95	1 053 388,20	1 031 844,18
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		12 554 307,63	0,00	12 554 307,63	12 389 901,39
Constructions		61 445 706,53	877 055,67	60 568 650,86	60 042 036,56
Réseaux et installations de voirie		60 067 517,63	1 015 987,56	59 051 530,07	56 367 346,60
Réseaux divers		12 486 990,23	4 945 141,41	7 541 848,82	7 343 504,60
Installations techniques, agencements et matériel		3 211 656,10	948 222,16	2 263 433,94	2 171 191,59
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		26 339 800,85	13 741 033,16	12 598 767,69	12 112 050,96
Immobilisations corporelles en cours		18 517 793,55	0,00	18 517 793,55	15 291 801,23
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		31 841 546,47	0,00	31 841 546,47	32 897 860,52
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		1 387 795,41	0,00	1 387 795,41	1 358 795,41
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**235 995 566,43**	**25 067 157,83**	**210 928 408,60**	**204 284 525,77**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		31 828,64	0,00	31 828,64	31 828,64
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		789 521,85	0,00	789 521,85	791 442,48
Créances sur les redevables et comptes rattachés		1 117 736,21	0,00	1 117 736,21	1 005 245,87
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	517 128,35
Créances sur les autres débiteurs		727 726,80	0,00	727 726,80	884 992,50

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	7 800,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**2 666 813,50**	**0,00**	**2 666 813,50**	**3 238 437,84**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		4 174 673,87	0,00	4 174 673,87	4 469 026,97
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**4 174 673,87**	**0,00**	**4 174 673,87**	**4 469 026,97**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		690,22	0,00	690,22	91,47
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**242 837 744,02**	**25 067 157,83**	**217 770 586,19**	**211 992 082,05**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		6 164 465,06	6 164 465,06
Fonds globalisés		37 329 324,24	36 125 851,46
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		774 476,43	808 359,30
Rattachées à un actif non amortissable		29 006 249,24	27 561 657,83
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		12 433 026,96	12 419 398,10
RÉSERVES		99 515 276,28	99 482 714,70
REPORT A NOUVEAU		4 321 799,82	1 975 155,64
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		1 384 133,80	2 342 377,29
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		746 805,93	1 992 009,04
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**191 675 559,76**	**188 871 988,42**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		273 400,00	194 855,00
PROVISIONS POUR CHARGES		986 305,50	998 745,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**1 259 705,50**	**1 193 600,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		18 102 563,10	17 307 568,15
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		13 775,85	14 730,85
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**18 116 338,95**	**17 322 299,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		3 695 192,79	4 150 599,30
Dettes fiscales et sociales		125 167,67	7 933,72
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		158 009,63	0,00
Autres dettes non financières		2 476 436,80	400 427,41
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		190 454,83	42 432,54
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**6 645 261,72**	**4 601 392,97**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**26 021 306,17**	**23 117 291,97**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		73 720,26	2 801,66
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**217 770 586,19**	**211 992 082,05**

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE — Exercice 2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		80 358,72	182 136,49	-101 777,77
Participations		512 531,21	766 852,81	-254 321,60
Compensations, autres attributions et autres participations		269 042,00	284 202,20	-15 160,20
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		32 516 629,86	31 864 192,90	652 436,96
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		5 296 665,99	5 377 371,28	-80 705,29
Produits des cessions d'actifs		20 701,00	4 162 811,76	-4 142 110,76
Autres produits de gestion		2 422 879,81	1 018 005,69	1 404 874,12
Production stockée et immobilisée		98 079,96	185 259,69	-87 179,73
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		214 648,00	0,00	214 648,00
Reprises du financement rattaché à un actif		77 800,64	77 335,74	464,90
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	23 380,00	-23 380,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**41 509 337,19**	**43 941 548,56**	**-2 432 211,37**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		8 939 486,20	8 174 738,44	764 747,76
Charges de personnel		20 348 056,20	19 984 408,62	363 647,58
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*14 153 761,61*	*14 115 546,31*	*38 215,30*
Dont charges sociales		*6 194 294,59*	*5 868 862,31*	*325 432,28*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		185 075,46	182 256,37	2 819,09
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		1 307 597,17	160 026,07	1 147 571,10
Impôts et taxes		800 604,64	786 910,83	13 693,81
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		2 152 563,19	1 740 594,20	411 968,99
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		1 248,14	282 277,78	-281 029,64

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		19 452,86	3 903 913,98	-3 884 461,12
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**33 754 083,86**	**35 215 126,29**	**-1 461 042,43**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		6 071 196,57	6 020 970,73	50 225,84
Dont ménages		*16 100,00*	*11 659,29*	*4 440,71*
Dont personnes morales de droit privé		*1 144 493,39*	*1 173 611,00*	*-29 117,61*
Dont collectivités territoriales		*46,00*	*91,73*	*-45,73*
Dont autres organismes publics		*4 910 557,18*	*4 835 608,71*	*74 948,47*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		2 502,30	0,00	2 502,30
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**6 073 698,87**	**6 020 970,73**	**52 728,14**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**1 681 554,46**	**2 705 451,54**	**-1 023 897,08**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		7 009,47	220,48	6 788,99
Produits des valeurs mobilières de placement		37 200,00	0,00	37 200,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**44 209,47**	**220,48**	**43 988,99**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		341 630,13	358 703,07	-17 072,94
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	4 591,66	-4 591,66
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**341 630,13**	**363 294,73**	**-21 664,60**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-297 420,66**	**-363 074,25**	**65 653,59**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		1 384 133,80	2 342 377,29	-958 243,49

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	C

L'annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE — Exercice 2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations	0,00	6 086 164,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 086 164,33	0,00	6 086 164,33
10222	F.C.T.V.A.	0,00	29 726 580,18	0,00	21 549,97	0,00	1 084 245,70	0,00	30 832 375,85	0,00	30 832 375,85
10226	Taxe d'aménagement	0,00	2 437 391,44	0,00	0,00	41 259,92	138 937,03	41 259,92	2 576 328,47	0,00	2 535 068,55
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	3 961 879,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 961 879,84	0,00	3 961 879,84
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**36 126 861,46**	**0,00**	**21 549,97**	**41 259,92**	**1 223 182,73**	**41 259,92**	**37 370 584,16**	**0,00**	**37 329 324,24**
10251	Dons et legs en capital	0,00	78 300,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 300,73	0,00	78 300,73
	Sous Total compte 1025	**0,00**	**78 300,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 300,73**	**0,00**	**78 300,73**
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire	0,00	40 858,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 858,68	0,00	40 858,68
	Sous Total compte 102	**0,00**	**42 331 176,20**	**0,00**	**21 549,97**	**41 259,92**	**1 223 182,73**	**41 259,92**	**43 575 807,90**	**0,00**	**43 534 547,98**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	99 482 714,70	0,00	32 563,58	0,00	0,00	0,00	99 515 278,28	0,00	99 515 278,28
	Sous Total compte 106	**0,00**	**99 482 714,70**	**0,00**	**32 563,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**99 515 278,28**	**0,00**	**99 515 278,28**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**141 813 889,90**	**0,00**	**54 113,55**	**41 259,92**	**1 223 182,73**	**41 259,92**	**143 091 186,18**	**0,00**	**143 049 926,26**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	1 975 155,64	0,00	2 346 644,18	0,00	0,00	0,00	4 321 799,82	0,00	4 321 799,82
	Sous Total compte 11	**0,00**	**1 975 155,64**	**0,00**	**2 346 644,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 321 799,82**	**0,00**	**4 321 799,82**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	2 342 377,29	2 342 377,29	0,00	0,00	0,00	2 342 377,29	2 342 377,29	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**2 342 377,29**	**2 342 377,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 342 377,29**	**2 342 377,29**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	146 877,20	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	146 877,20	0,00	145 877,20
1312	Régions	0,00	19 402,71	7 436,00	0,00	0,00	0,00	7 436,00	19 402,71	0,00	11 966,71
13151	GFP de rattachement	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	Sous Total compte 1316	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**20 000,00**

Page 49

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1316	Autres établissements publics locaux	0,00	920 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	920 000,00	0,00	920 000,00
13178	Autres fonds européens	0,00	23 987,20	0,00	0,00	0,00	45 413,62	0,00	69 400,82	0,00	69 400,82
	Sous Total compte 1317	**0,00**	**23 987,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 413,62**	**0,00**	**69 400,82**	**0,00**	**69 400,82**
1318	Autres	0,00	93 267,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 267,79	0,00	93 267,79
	Sous Total compte 131	**0,00**	**1 223 634,90**	**8 436,00**	**0,00**	**0,00**	**45 413,62**	**8 436,00**	**1 268 848,52**	**0,00**	**1 260 412,52**
1321	État et établissements nationaux	0,00	5 259 554,78	0,00	0,00	0,00	643 600,79	0,00	5 903 155,57	0,00	5 903 155,57
1322	Régions	0,00	3 598 762,98	0,00	0,00	0,00	72 763,43	0,00	3 671 526,41	0,00	3 671 526,41
1323	Départements	0,00	1 804 909,23	0,00	0,00	0,00	39 959,76	0,00	1 844 868,99	0,00	1 844 868,99
13251	GFP de rattachement	0,00	295 643,85	0,00	0,00	0,00	118 558,64	0,00	414 202,49	0,00	414 202,49
	Sous Total compte 1326	**0,00**	**295 643,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118 558,64**	**0,00**	**414 202,49**	**0,00**	**414 202,49**
1326	Autres établissements publics locaux	0,00	307 812,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307 812,00	0,00	307 812,00
13278	Autres fonds européens	0,00	2 378 590,94	0,00	0,00	0,00	37 860,22	0,00	2 416 451,16	0,00	2 416 451,16
	Sous Total compte 1327	**0,00**	**2 378 590,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 860,22**	**0,00**	**2 416 451,16**	**0,00**	**2 416 451,16**
1328	Autres	0,00	2 685 869,37	0,00	0,00	0,00	85 308,48	0,00	2 771 177,85	0,00	2 771 177,85
	Sous Total compte 132	**0,00**	**16 331 143,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**998 061,32**	**0,00**	**17 329 184,47**	**0,00**	**17 329 184,47**
1345	Amendes de radars automatiques et amende	0,00	10 897 344,73	0,00	0,00	0,00	259 745,00	0,00	11 157 089,73	0,00	11 157 089,73
13462	Dotation de soutien à l'investissement l	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 464,27	0,00	135 464,27	0,00	135 464,27
	Sous Total compte 1348	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**135 464,27**	**0,00**	**135 464,27**	**0,00**	**135 464,27**
1348	Autres	0,00	216 449,81	0,00	0,00	0,00	51 330,82	0,00	267 780,63	0,00	267 780,63
	Sous Total compte 134	**0,00**	**11 113 794,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**446 540,09**	**0,00**	**11 560 334,63**	**0,00**	**11 560 334,63**
1386	Autres établissements publics locaux	0,00	68 631,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 631,18	0,00	68 631,18
1388	Autres	0,00	48 088,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 088,96	0,00	48 088,96

Page 50

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 138	**0,00**	**116 720,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**116 720,14**	**0,00**	**116 720,14**
13911	État et établissements nationaux	50 080,74	0,00	0,00	1 000,00	25 001,44	0,00	75 082,18	1 000,00	74 082,18	0,00
13912	Régions	17 906,86	0,00	1 495,86	7 436,00	0,00	0,00	19 402,71	7 436,00	11 966,71	0,00
13916	Autres établissements publics locaux	322 000,00	0,00	0,00	0,00	46 000,00	0,00	368 000,00	0,00	368 000,00	0,00
139178	Autres fonds européens	19 188,00	0,00	0,00	0,00	4 799,20	0,00	23 987,20	0,00	23 987,20	0,00
	Sous Total compte 13917	**19 188,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 799,20**	**0,00**	**23 987,20**	**0,00**	**23 987,20**	**0,00**
13918	Autres	6 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00
	Sous Total compte 1391	**416 176,80**	**0,00**	**1 495,86**	**8 436,00**	**77 800,64**	**0,00**	**494 472,09**	**8 436,00**	**488 036,09**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**416 176,80**	**0,00**	**1 495,86**	**8 436,00**	**77 800,64**	**0,00**	**494 472,09**	**8 436,00**	**488 036,09**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**416 176,80**	**28 786 192,73**	**9 931,86**	**8 436,00**	**77 800,64**	**1 490 006,03**	**502 908,09**	**30 283 633,76**	**0,00**	**29 780 726,67**
15181	Autres provisions pour risques (non budg	0,00	194 855,00	194 855,00	0,00	0,00	0,00	194 855,00	194 855,00	0,00	0,00
15182	Autres provisions pour risques (budgétal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	273 400,00	0,00	273 400,00	0,00	273 400,00
	Sous Total compte 1518	**0,00**	**194 855,00**	**194 855,00**	**0,00**	**0,00**	**273 400,00**	**194 855,00**	**468 255,00**	**0,00**	**273 400,00**
	Sous Total compte 151	**0,00**	**194 855,00**	**194 855,00**	**0,00**	**0,00**	**273 400,00**	**194 855,00**	**468 255,00**	**0,00**	**273 400,00**
1541	Provisions pour compte épargne temps (no	0,00	7 353,50	7 353,50	0,00	0,00	0,00	7 353,50	7 353,50	0,00	0,00
1542	Provisions pour compte épargne temps (bu	0,00	991 391,50	0,00	0,00	12 440,00	7 354,00	12 440,00	998 745,50	0,00	986 305,50
	Sous Total compte 154	**0,00**	**998 745,00**	**7 353,50**	**0,00**	**12 440,00**	**7 354,00**	**19 793,50**	**1 006 099,00**	**0,00**	**986 306,50**
	Sous Total compte 15	**0,00**	**1 193 600,00**	**202 208,50**	**0,00**	**12 440,00**	**280 754,00**	**214 648,50**	**1 474 354,00**	**0,00**	**1 259 705,50**
1641	Emprunts en euros	0,00	17 249 063,58	0,00	0,00	2 201 346,28	3 000 000,00	2 201 346,28	20 249 063,58	0,00	18 047 717,30
	Sous Total compte 164	**0,00**	**17 248 063,58**	**0,00**	**0,00**	**2 201 346,28**	**3 000 000,00**	**2 201 346,28**	**20 248 063,58**	**0,00**	**18 047 717,30**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	14 730,85	0,00	0,00	955,00	0,00	955,00	14 730,85	0,00	13 775,85

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des	0,00	58 504,57	58 504,57	54 845,80	0,00	0,00	58 504,57	113 350,37	0,00	54 845,80
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**58 604,67**	**58 604,67**	**54 846,80**	**0,00**	**0,00**	**58 604,67**	**113 360,37**	**0,00**	**54 846,80**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**58 604,67**	**58 604,67**	**54 846,80**	**0,00**	**0,00**	**58 604,67**	**113 360,37**	**0,00**	**54 846,80**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**17 322 298,00**	**58 604,67**	**54 846,80**	**2 202 301,28**	**3 000 000,00**	**2 260 805,95**	**20 377 144,80**	**0,00**	**18 116 338,85**
181	Compte de liaison : affectation à... (bu	13 482 899,66	0,00	0,00	0,00	195 541,18	0,00	13 678 440,84	0,00	13 678 440,84	0,00
	Sous Total compte 18	**13 482 899,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**195 541,18**	**0,00**	**13 678 440,84**	**0,00**	**13 678 440,84**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	0,00	13 052 968,03	0,00	0,00	0,00	19 452,86	0,00	13 072 420,89	0,00	13 072 420,89
193	Autres neutralisations et régularisation	633 569,93	0,00	5 824,00	0,00	0,00	0,00	639 393,93	0,00	639 393,93	0,00
	Sous Total compte 19	**633 569,93**	**13 052 968,03**	**5 824,00**	**0,00**	**0,00**	**19 452,86**	**639 393,93**	**13 072 420,89**	**0,00**	**12 433 026,96**
	Total classe 1	**14 631 845,19**	**206 485 482,69**	**2 618 848,21**	**2 464 039,63**	**2 529 343,02**	**6 013 394,62**	**19 679 834,42**	**214 962 916,74**	**14 803 870,86**	**210 086 963,18**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modif	256 671,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	256 671,88	0,00	256 671,88	0,00
2031	Frais d'études	856 550,57	0,00	0,00	0,00	494 915,99	441 995,08	1 351 466,56	441 995,08	909 471,48	0,00
2033	Frais d'insertion	18 684,00	0,00	0,00	0,00	1 188,00	14 688,00	19 872,00	14 688,00	5 184,00	0,00
	Sous Total compte 203	**875 234,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**496 103,99**	**456 683,08**	**1 371 338,56**	**456 683,08**	**914 655,48**	**0,00**
20415341	Biens mobiliers, matériel et études	142 026,35	0,00	0,00	13 354,76	722 333,70	16 235,00	864 360,05	29 589,76	834 770,29	0,00
20415342	Bâtiments et installations	957 362,60	0,00	0,00	60 000,00	246 938,67	0,00	1 204 301,27	60 000,00	1 144 301,27	0,00
	Sous Total compte 2041534	**1 099 388,95**	**0,00**	**0,00**	**73 354,76**	**969 272,37**	**16 235,00**	**2 068 661,32**	**89 589,76**	**1 979 071,56**	**0,00**
	Sous Total compte 204153	**1 099 388,95**	**0,00**	**0,00**	**73 354,76**	**969 272,37**	**16 235,00**	**2 068 661,32**	**89 589,76**	**1 979 071,56**	**0,00**
2041581	Biens mobiliers, matériel et études	250 333,42	0,00	0,00	150 333,42	0,00	0,00	250 333,42	150 333,42	100 000,00	0,00
2041582	Bâtiments et installations	2 910 639,36	0,00	0,00	32 902,98	0,00	0,00	2 910 639,36	32 902,98	2 877 736,38	0,00
2041583	Projets d'infrastructures d'intérêt natl	26 390,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 390,09	0,00	26 390,09	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 204168	**3 187 362,87**	**0,00**	**0,00**	**183 236,40**	**0,00**	**0,00**	**3 187 362,87**	**183 236,40**	**3 004 126,47**	**0,00**
	Sous Total compte 20416	**4 286 761,82**	**0,00**	**0,00**	**268 691,18**	**989 272,37**	**18 235,00**	**5 268 024,19**	**272 826,18**	**4 983 198,03**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**4 286 761,82**	**0,00**	**0,00**	**268 691,18**	**989 272,37**	**18 235,00**	**5 268 024,19**	**272 826,18**	**4 983 198,03**	**0,00**
20421	Biens mobiliers, matériel et études	1 700,00	0,00	0,00	1 700,00	0,00	0,00	1 700,00	1 700,00	0,00	0,00
20422	Bâtiments et installations	150 740,26	0,00	0,00	33 476,79	13 967,38	0,00	164 707,64	33 476,79	131 230,85	0,00
	Sous Total compte 2042	**152 440,26**	**0,00**	**0,00**	**35 176,79**	**13 967,38**	**0,00**	**166 407,64**	**35 176,79**	**131 230,85**	**0,00**
2046	Attributions de compensation d'investiss	106 494,00	0,00	0,00	35 498,00	17 749,00	0,00	124 243,00	35 498,00	88 745,00	0,00
	Sous Total compte 204	**4 645 696,08**	**0,00**	**0,00**	**327 266,96**	**1 000 988,76**	**18 235,00**	**5 646 674,83**	**343 500,96**	**5 203 173,88**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	1 696 774,11	0,00	195,58	0,00	62 607,98	0,00	1 759 577,67	0,00	1 759 577,67	0,00
	Sous Total compte 205	**1 696 774,11**	**0,00**	**195,58**	**0,00**	**62 607,98**	**0,00**	**1 759 577,67**	**0,00**	**1 759 577,67**	**0,00**
2088	Autres immobilisations incorporelles	8 373,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 373,12	0,00	8 373,12	0,00
	Sous Total compte 208	**8 373,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 373,12**	**0,00**	**8 373,12**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**7 382 738,78**	**0,00**	**195,58**	**327 266,96**	**1 063 596,74**	**18 235,00**	**7 446 530,30**	**345 736,75**	**7 100 793,55**	**0,00**
2111	Terrains nus	1 417 660,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 417 660,84	0,00	1 417 660,84	0,00
2115	Terrains bâtis	1 979 386,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 979 386,38	0,00	1 979 386,38	0,00
2116	Cimetière	152 289,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 289,57	0,00	152 289,57	0,00
2117	Bois et forêts	7 568 097,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 568 097,41	0,00	7 568 097,41	0,00
	Sous Total compte 211	**11 117 434,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 117 434,20**	**0,00**	**11 117 434,20**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	1 272 467,19	0,00	0,00	0,00	164 406,24	0,00	1 436 873,43	0,00	1 436 873,43	0,00
	Sous Total compte 212	**1 272 467,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**164 406,24**	**0,00**	**1 436 873,43**	**0,00**	**1 436 873,43**	**0,00**
21311	Bâtiments administratifs	3 146 827,93	0,00	0,00	0,00	14 280,00	0,00	3 161 107,93	0,00	3 161 107,93	0,00
21312	Bâtiments scolaires	15 394 989,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 394 989,08	0,00	15 394 989,08	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	536 403,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	536 403,44	0,00	536 403,44	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	12 253 517,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 253 517,65	0,00	12 253 517,65	0,00
21316	Équipements du cimetière	2 260,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 260,44	0,00	2 260,44	0,00
21318	Autres bâtiments publics	20 991 284,09	0,00	0,00	0,00	21 544,63	0,00	21 012 828,72	0,00	21 012 828,72	0,00
	Sous Total compte 2131	**52 325 282,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 824,63**	**0,00**	**52 361 107,26**	**0,00**	**52 361 107,26**	**0,00**
21321	Immeubles de rapport	3 852 294,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 852 294,03	0,00	3 852 294,03	0,00
	Sous Total compte 2132	**3 852 294,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 852 294,03**	**0,00**	**3 852 294,03**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	3 950 165,80	0,00	0,00	0,00	547 394,16	0,00	4 497 559,96	0,00	4 497 559,96	0,00
21352	Bâtiments privés	15 419,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 419,64	0,00	15 419,64	0,00
	Sous Total compte 2135	**3 966 686,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**647 394,16**	**0,00**	**4 612 979,60**	**0,00**	**4 612 979,60**	**0,00**
2138	Autres constructions	719 325,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	719 325,64	0,00	719 325,64	0,00
	Sous Total compte 213	**60 862 487,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**683 218,79**	**0,00**	**61 445 706,53**	**0,00**	**61 445 706,53**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	42 512 662,25	0,00	0,00	0,00	2 707 692,14	286 058,22	45 220 354,39	286 058,22	44 934 296,17	0,00
2152	Installations de voirie	14 870 671,91	0,00	0,00	0,00	262 549,55	0,00	15 133 221,46	0,00	15 133 221,46	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	187 263,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 263,31	0,00	187 263,31	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	4 617 389,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 617 389,20	0,00	4 617 389,20	0,00
21533	Réseaux câblés	73 667,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 667,22	0,00	73 667,22	0,00
21534	Réseaux d'électrification	3 155 867,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 155 867,59	0,00	3 155 867,59	0,00
21538	Autres réseaux	4 254 458,69	0,00	0,00	0,00	198 344,22	0,00	4 452 802,91	0,00	4 452 802,91	0,00
	Sous Total compte 2153	**12 288 846,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**198 344,22**	**0,00**	**12 486 990,23**	**0,00**	**12 486 990,23**	**0,00**
215731	Matériel roulant	56 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 550,00	0,00	56 550,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	59 936,15	0,00	0,00	0,00	10 369,15	0,00	70 305,30	0,00	70 305,30	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 21578	**116 488,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 389,16**	**0,00**	**126 865,30**	**0,00**	**126 865,30**	**0,00**
21578	Autre matériel technique	38 724,06	0,00	0,00	0,00	114 458,20	0,00	153 182,26	0,00	153 182,26	0,00
	Sous Total compte 2157	**155 210,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**124 827,36**	**0,00**	**280 037,58**	**0,00**	**280 037,58**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	2 790 967,36	0,00	0,00	0,00	140 651,18	0,00	2 931 618,54	0,00	2 931 618,54	0,00
	Sous Total compte 216	**72 618 167,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 434 064,44**	**288 058,22**	**76 052 222,18**	**288 058,22**	**75 766 163,96**	**0,00**
21611	Biens sous-jacents	1 785,60	0,00	0,00	0,00	7 538,40	0,00	9 324,00	0,00	9 324,00	0,00
	Sous Total compte 2161	**1 786,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 538,40**	**0,00**	**9 324,00**	**0,00**	**9 324,00**	**0,00**
21621	Biens sous-jacents	595 605,93	0,00	0,00	0,00	219 515,60	0,00	815 121,53	0,00	815 121,53	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	14 462,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 462,86	0,00	14 462,86	0,00
	Sous Total compte 2162	**610 068,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**219 515,60**	**0,00**	**829 584,39**	**0,00**	**829 584,39**	**0,00**
	Sous Total compte 216	**611 864,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**227 054,00**	**0,00**	**838 908,39**	**0,00**	**838 908,39**	**0,00**
2181	Installations générales, agencements et	6 526 072,90	0,00	0,00	0,00	21 141,00	0,00	6 547 213,90	0,00	6 547 213,90	0,00
21821	Matériel de transport ferroviaire	46 168,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 168,00	0,00	46 168,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	3 793 916,63	0,00	1 251 855,23	1 407 206,55	67 093,79	0,00	5 112 865,65	1 407 206,55	3 705 659,10	0,00
	Sous Total compte 2182	**3 840 084,63**	**0,00**	**1 251 855,23**	**1 407 206,55**	**67 093,79**	**0,00**	**5 159 033,65**	**1 407 206,55**	**3 751 827,10**	**0,00**
21831	Matériel informatique scolaire	23 143,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 143,57	0,00	23 143,57	0,00
21838	Autre matériel informatique	2 019 246,39	0,00	30 909,03	0,00	223 810,63	0,00	2 273 966,05	0,00	2 273 966,05	0,00
	Sous Total compte 2183	**2 042 389,96**	**0,00**	**30 909,03**	**0,00**	**223 810,63**	**0,00**	**2 297 109,62**	**0,00**	**2 297 109,62**	**0,00**
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	25 355,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 355,71	0,00	25 355,71	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 163 592,64	0,00	20 715,72	0,00	31 805,65	0,00	1 216 114,01	0,00	1 216 114,01	0,00
	Sous Total compte 2184	**1 188 948,36**	**0,00**	**20 715,72**	**0,00**	**31 805,65**	**0,00**	**1 241 488,72**	**0,00**	**1 241 488,72**	**0,00**
2185	Matériel de téléphonie	62 687,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 687,95	0,00	62 687,95	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2186	Cheptel	2 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 530,00	0,00	2 530,00	0,00
2188	Autres	10 790 641,73	0,00	71 391,63	11 360,52	751 411,73	4 030,40	11 613 445,09	15 390,92	11 598 054,17	0,00
	Sous Total compte 218	**24 463 366,62**	**0,00**	**1 374 871,61**	**1 418 687,07**	**1 096 282,80**	**4 030,40**	**26 923 488,83**	**1 422 687,47**	**25 500 892,48**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**170 936 768,78**	**0,00**	**1 374 871,61**	**1 418 687,07**	**5 604 008,27**	**290 088,62**	**177 814 634,66**	**1 708 865,69**	**176 105 978,97**	**0,00**
2294	Communes	0,00	298 106,03	298 106,03	0,00	0,00	0,00	298 106,03	298 106,03	0,00	0,00
2298	Autres	63 072,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 072,35	0,00	63 072,35	0,00
	Sous Total compte 229	**63 072,35**	**298 106,03**	**298 106,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**361 178,38**	**298 106,03**	**63 072,35**	**0,00**
	Sous Total compte 22	**63 072,35**	**298 106,03**	**298 106,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**361 178,38**	**298 106,03**	**63 072,35**	**0,00**
2313	Constructions	9 795 333,70	0,00	0,00	0,00	1 526 249,68	0,00	11 321 583,38	0,00	11 321 583,38	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	5 294 053,73	0,00	0,00	0,00	1 699 742,64	0,00	6 993 796,37	0,00	6 993 796,37	0,00
2318	Autres immobilisations corporelles	202 413,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	202 413,80	0,00	202 413,80	0,00
	Sous Total compte 231	**15 291 801,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 225 992,32**	**0,00**	**18 517 793,55**	**0,00**	**18 517 793,55**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	44 609,69	44 609,69	44 609,69	44 609,69	0,00	0,00
	Sous Total compte 23	**15 291 801,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 270 602,01**	**44 609,69**	**18 562 403,24**	**44 609,69**	**18 517 793,55**	**0,00**
2421	de la collectivité territoriale	722 447,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722 447,81	0,00	722 447,81	0,00
	Sous Total compte 242	**722 447,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**722 447,81**	**0,00**	**722 447,81**	**0,00**
243	Mises en affectation à une régie dotée d	16 663 795,44	0,00	0,00	1 251 855,23	0,00	0,00	16 663 795,44	1 251 855,23	15 411 940,21	0,00
248	Autres mises en affectation	2 028 717,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 028 717,61	0,00	2 028 717,61	0,00
2493	Mises en affectation à une régie dotée d	0,00	1 716 116,68	947 097,08	0,00	0,00	0,00	947 097,08	1 716 116,68	0,00	769 019,60
	Sous Total compte 249	**0,00**	**1 716 116,68**	**947 097,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**947 097,08**	**1 716 116,68**	**0,00**	**769 019,60**
	Sous Total compte 24	**19 414 960,88**	**1 716 116,68**	**947 097,08**	**1 251 855,23**	**0,00**	**0,00**	**20 362 057,96**	**2 967 971,91**	**17 394 086,03**	**0,00**
261	Titres de participation	186 107,81	0,00	0,00	0,00	29 000,00	0,00	215 107,81	0,00	215 107,81	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
266	Autres formes de participation	8 376,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 376,15	0,00	8 376,15	0,00
	Sous Total compte 26	**184 483,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 000,00**	**0,00**	**223 483,96**	**0,00**	**223 483,96**	**0,00**
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	94 137,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 137,42	0,00	94 137,42	0,00
2748	Autres prêts	3 551,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 551,30	0,00	3 551,30	0,00
	Sous Total compte 274	**3 551,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 551,30**	**0,00**	**3 551,30**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	14 436,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 436,05	0,00	14 436,05	0,00
2766	Créances pour locations-acquisitions	1 052 186,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 052 186,68	0,00	1 052 186,68	0,00
	Sous Total compte 276	**1 052 186,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 052 186,68**	**0,00**	**1 052 186,68**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**1 184 311,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 184 311,45**	**0,00**	**1 184 311,45**	**0,00**
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modif	0,00	253 934,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253 934,02	0,00	253 934,02
28031	Frais d'études	0,00	19 312,22	0,00	0,00	0,00	816,00	0,00	20 128,22	0,00	20 128,22
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**19 312,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**816,00**	**0,00**	**20 128,22**	**0,00**	**20 128,22**
280415341	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	22 936,00	13 354,76	0,00	0,00	52 706,35	13 354,76	75 642,35	0,00	62 287,59
280415342	Bâtiments et installations	0,00	193 851,89	60 000,00	0,00	0,00	99 221,87	60 000,00	293 083,76	0,00	233 083,76
	Sous Total compte 28041634	**0,00**	**216 787,89**	**73 354,76**	**0,00**	**0,00**	**151 928,22**	**73 354,76**	**368 726,11**	**0,00**	**295 371,36**
	Sous Total compte 2804163	**0,00**	**216 787,89**	**73 354,76**	**0,00**	**0,00**	**151 928,22**	**73 354,76**	**368 726,11**	**0,00**	**295 371,36**
28041581	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	157 992,76	150 333,42	0,00	0,00	32 340,66	150 333,42	190 333,42	0,00	40 000,00
28041582	Bâtiments et installations	0,00	690 319,91	32 902,98	58 174,00	0,00	424 297,00	32 902,98	1 172 790,91	0,00	1 139 887,93
	Sous Total compte 2804168	**0,00**	**848 312,67**	**183 236,40**	**58 174,00**	**0,00**	**456 637,66**	**183 236,40**	**1 363 124,33**	**0,00**	**1 179 887,93**
	Sous Total compte 280416	**0,00**	**1 065 110,56**	**256 591,16**	**58 174,00**	**0,00**	**608 565,88**	**256 591,16**	**1 731 850,44**	**0,00**	**1 475 258,28**
28041782	Bâtiments et installations	0,00	58 174,00	58 174,00	0,00	0,00	58 174,00	58 174,00	116 348,00	0,00	58 174,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2804178	**0,00**	**58 174,00**	**58 174,00**	**0,00**	**0,00**	**58 174,00**	**58 174,00**	**116 348,00**	**0,00**	**58 174,00**
	Sous Total compte 280417	**0,00**	**58 174,00**	**58 174,00**	**0,00**	**0,00**	**58 174,00**	**58 174,00**	**116 348,00**	**0,00**	**58 174,00**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**1 123 284,68**	**314 765,16**	**58 174,00**	**0,00**	**666 738,88**	**314 765,16**	**1 848 198,44**	**0,00**	**1 533 433,28**
280421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	1 360,00	1 700,00	0,00	0,00	340,00	1 700,00	1 700,00	0,00	0,00
280422	Bâtiments et installations	0,00	87 706,79	33 476,79	0,00	0,00	28 347,64	33 476,79	116 054,43	0,00	82 577,64
	Sous Total compte 28042	**0,00**	**89 066,79**	**35 176,79**	**0,00**	**0,00**	**28 687,64**	**35 176,79**	**117 754,43**	**0,00**	**82 577,64**
28046	Attributions de compensation d'investiss	0,00	55 142,00	35 498,00	0,00	0,00	18 173,00	35 498,00	73 315,00	0,00	37 817,00
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**1 267 493,36**	**386 438,95**	**58 174,00**	**0,00**	**713 600,52**	**386 438,95**	**2 038 267,87**	**0,00**	**1 653 827,92**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e	0,00	1 523 590,14	0,00	195,58	0,00	79 668,87	0,00	1 603 454,59	0,00	1 603 454,59
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	8 373,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 373,12	0,00	8 373,12
	Sous Total compte 2808	**0,00**	**8 373,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 373,12**	**0,00**	**8 373,12**
	Sous Total compte 280	**0,00**	**3 072 702,86**	**386 438,95**	**58 369,58**	**0,00**	**794 086,39**	**386 438,95**	**3 926 167,82**	**0,00**	**3 539 717,87**
281318	Autres bâtiments publics	0,00	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00	0,00	2 100,00
	Sous Total compte 28131	**0,00**	**2 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 100,00**	**0,00**	**2 100,00**
281321	Immeubles de rapport	0,00	816 825,40	0,00	0,00	0,00	56 604,49	0,00	873 429,89	0,00	873 429,89
	Sous Total compte 28132	**0,00**	**816 825,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 604,49**	**0,00**	**873 429,89**	**0,00**	**873 429,89**
281351	Bâtiments publics	0,00	1 525,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 525,78	0,00	1 525,78
	Sous Total compte 28135	**0,00**	**1 625,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 625,78**	**0,00**	**1 625,78**
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**820 451,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 604,49**	**0,00**	**877 055,67**	**0,00**	**877 055,67**
28152	Installations de voirie	0,00	1 015 987,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 015 987,56	0,00	1 015 987,56
281531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	187 263,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 263,31	0,00	187 263,31
281532	Réseaux d'assainissement	0,00	4 617 389,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 617 389,20	0,00	4 617 389,20

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281533	Réseaux câblés	0,00	7 174,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 174,80	0,00	7 174,80
281534	Réseaux d'électrification	0,00	117 126,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 126,23	0,00	117 126,23
281538	Autres réseaux	0,00	16 187,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 187,87	0,00	16 187,87
	Sous Total compte 28163	**0,00**	**4 846 141,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 846 141,41**	**0,00**	**4 846 141,41**
2815731	Matériel roulant	0,00	5 480,00	0,00	0,00	0,00	7 068,00	0,00	12 548,00	0,00	12 548,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	38 674,15	0,00	0,00	0,00	2 930,00	0,00	41 604,15	0,00	41 604,15
	Sous Total compte 281578	**0,00**	**44 154,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 998,00**	**0,00**	**54 152,15**	**0,00**	**54 152,15**
281578	Autre matériel technique	0,00	404,00	0,00	0,00	0,00	8 566,06	0,00	8 970,06	0,00	8 970,06
	Sous Total compte 28157	**0,00**	**44 558,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 564,06**	**0,00**	**63 122,21**	**0,00**	**63 122,21**
28158	Autres installations, matériel et outil	0,00	730 427,83	0,00	0,00	0,00	154 672,12	0,00	885 099,95	0,00	885 099,95
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**8 736 114,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**173 236,18**	**0,00**	**8 909 351,13**	**0,00**	**8 909 351,13**
28181	Installations générales, agencements et	0,00	77 073,80	0,00	0,00	0,00	1 129,00	0,00	78 202,80	0,00	78 202,80
281828	Autres matériels de transport	0,00	2 937 280,38	1 404 983,55	1 249 632,23	0,00	126 314,00	1 404 983,55	4 313 226,61	0,00	2 908 243,06
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**2 937 280,38**	**1 404 983,55**	**1 249 632,23**	**0,00**	**126 314,00**	**1 404 983,55**	**4 313 226,61**	**0,00**	**2 908 243,06**
281831	Matériel informatique scolaire	0,00	10 396,75	0,00	0,00	0,00	4 248,00	0,00	14 644,75	0,00	14 644,75
281838	Autre matériel informatique	0,00	1 621 313,62	0,00	30 648,49	0,00	136 190,51	0,00	1 788 152,62	0,00	1 788 152,62
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**1 631 710,37**	**0,00**	**30 648,49**	**0,00**	**140 438,51**	**0,00**	**1 802 797,37**	**0,00**	**1 802 797,37**
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	23 959,58	0,00	0,00	0,00	596,00	0,00	24 555,58	0,00	24 555,58
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	937 743,99	0,00	19 369,63	0,00	51 326,02	0,00	1 008 439,64	0,00	1 008 439,64
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**961 703,57**	**0,00**	**19 369,63**	**0,00**	**51 922,02**	**0,00**	**1 032 995,22**	**0,00**	**1 032 995,22**
28185	Matériel de téléphonie	0,00	51 937,29	0,00	0,00	0,00	2 304,00	0,00	54 241,29	0,00	54 241,29
28186	Cheptel	0,00	2 130,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	2 530,00	0,00	2 530,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28188	Autres	0,00	7 291 323,54	11 360,52	56 684,30	0,00	525 376,10	11 360,52	7 873 383,94	0,00	7 862 023,42
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**12 963 168,95**	**1 416 344,07**	**1 368 334,86**	**0,00**	**847 883,63**	**1 416 344,07**	**15 157 377,23**	**0,00**	**13 741 033,16**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**20 509 726,08**	**1 416 344,07**	**1 368 334,86**	**0,00**	**1 077 724,30**	**1 416 344,07**	**22 845 784,03**	**0,00**	**21 427 439,96**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**23 682 427,83**	**1 801 784,02**	**1 414 704,23**	**0,00**	**1 871 809,89**	**1 801 784,02**	**26 888 941,86**	**0,00**	**25 087 157,83**
	Total classe 2	**214 447 126,38**	**25 686 860,64**	**4 422 064,32**	**4 412 382,48**	**10 383 309,00**	**2 679 428,08**	**229 252 489,71**	**32 888 469,20**	**222 380 187,84**	**25 836 177,43**
3228	Autres fournitures consommables	31 828,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 828,64	0,00	31 828,64	0,00
	Sous Total compte 322	**31 828,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 828,64**	**0,00**	**31 828,64**	**0,00**
	Sous Total compte 32	**31 828,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 828,64**	**0,00**	**31 828,64**	**0,00**
	Total classe 3	**31 828,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 828,64**	**0,00**	**31 828,64**	**0,00**
4011	Fournisseurs	0,00	43 782,84	8 902 478,87	9 319 396,65	0,00	0,00	8 902 478,87	9 363 179,49	0,00	460 700,62
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions	0,00	0,00	96 467,24	96 467,24	0,00	0,00	96 467,24	96 467,24	0,00	0,00
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**0,00**	**96 467,24**	**96 467,24**	**0,00**	**0,00**	**96 467,24**	**96 467,24**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**43 782,84**	**8 998 946,11**	**9 415 863,89**	**0,00**	**0,00**	**8 998 946,11**	**9 459 646,73**	**0,00**	**460 700,62**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	199 663,55	8 842 367,35	8 882 666,24	0,00	0,00	8 842 367,35	9 082 329,79	0,00	239 962,44
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	190 162,60	0,00	149 638,00	0,00	0,00	0,00	339 800,60	0,00	339 800,60
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	0,00	71 104,27	71 104,27	0,00	0,00	71 104,27	71 104,27	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**190 162,60**	**71 104,27**	**220 742,27**	**0,00**	**0,00**	**71 104,27**	**410 904,87**	**0,00**	**339 800,60**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**389 826,15**	**8 813 471,82**	**9 103 408,61**	**0,00**	**0,00**	**8 813 471,82**	**9 493 234,68**	**0,00**	**679 763,04**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	3 716 990,31	3 716 990,31	2 654 729,13	0,00	0,00	3 716 990,31	6 371 719,44	0,00	2 654 729,13
40971	Fournisseurs - Avoirs - Amiable	10 387,47	0,00	404,37	10 687,04	0,00	0,00	10 791,84	10 687,04	104,80	0,00
40976	Fournisseurs - Avoirs - Contentieux	1 725,68	0,00	10 282,67	12 008,35	0,00	0,00	12 008,35	12 008,35	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4097	**12 113,16**	**0,00**	**10 687,04**	**22 896,38**	**0,00**	**0,00**	**22 800,18**	**22 896,38**	**104,80**	**0,00**
	Sous Total compte 409	**12 113,16**	**0,00**	**10 687,04**	**22 896,38**	**0,00**	**0,00**	**22 800,18**	**22 896,38**	**104,80**	**0,00**
	Sous Total compte 40	**12 113,16**	**4 160 689,30**	**21 640 086,08**	**21 186 896,92**	**0,00**	**0,00**	**21 662 208,23**	**25 347 296,22**	**0,00**	**3 696 087,99**
411	Redevables	818 613,88	0,00	2 571 000,54	2 783 434,44	0,00	0,00	3 389 614,42	2 783 434,44	606 179,98	0,00
414	Locataires-acquéreurs et locataires	18 862,38	0,00	545 744,20	378 757,23	0,00	0,00	564 606,58	378 757,23	185 849,35	0,00
4161	Créances douteuses	167 769,61	0,00	328 021,34	331 377,80	0,00	0,00	495 790,95	331 377,80	164 413,15	0,00
	Sous Total compte 416	**167 769,61**	**0,00**	**328 021,34**	**331 377,80**	**0,00**	**0,00**	**495 790,95**	**331 377,80**	**164 413,15**	**0,00**
4181	Redevables - Produits non encore facturé	0,00	0,00	161 293,73	0,00	0,00	0,00	161 293,73	0,00	161 293,73	0,00
	Sous Total compte 418	**0,00**	**0,00**	**161 293,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**161 293,73**	**0,00**	**161 293,73**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**1 006 246,87**	**0,00**	**3 606 069,81**	**3 483 688,47**	**0,00**	**0,00**	**4 611 305,68**	**3 483 688,47**	**1 117 736,21**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	0,00	11 426 814,43	11 426 814,43	0,00	0,00	11 426 814,43	11 426 814,43	0,00	0,00
427	Personnel - Oppositions	0,00	0,00	19 368,13	19 368,13	0,00	0,00	19 368,13	19 368,13	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**11 446 182,56**	**11 446 182,56**	**0,00**	**0,00**	**11 446 182,56**	**11 446 182,56**	**0,00**	**0,00**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	3 822 734,08	3 822 734,08	0,00	0,00	3 822 734,08	3 822 734,08	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	4 938 635,64	4 938 635,64	0,00	0,00	4 938 635,64	4 938 635,64	0,00	0,00
4386	Autres charges à payer	0,00	43 169,79	43 169,79	0,00	0,00	0,00	43 169,79	43 169,79	0,00	0,00
	Sous Total compte 438	**0,00**	**43 169,79**	**43 169,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 169,79**	**43 169,79**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 43	**0,00**	**43 169,79**	**8 804 539,51**	**8 761 369,72**	**0,00**	**0,00**	**8 804 539,51**	**8 804 539,51**	**0,00**	**0,00**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	0,00	0,00	74 390,00	74 390,00	0,00	0,00	74 390,00	74 390,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 441	**0,00**	**0,00**	**74 390,00**	**74 390,00**	**0,00**	**0,00**	**74 390,00**	**74 390,00**	**0,00**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	391 150,41	391 150,41	0,00	0,00	391 150,41	391 150,41	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**391 150,41**	**391 150,41**	**0,00**	**0,00**	**391 150,41**	**391 150,41**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44311	Dépenses	0,00	0,00	330 391,92	330 391,92	0,00	0,00	330 391,92	330 391,92	0,00	0,00
44312	Recettes - Amiable	266 712,48	0,00	75 828,00	266 712,48	0,00	0,00	342 540,48	266 712,48	75 828,00	0,00
	Sous Total compte 4431	**266 712,48**	**0,00**	**406 219,92**	**597 104,40**	**0,00**	**0,00**	**672 932,40**	**597 104,40**	**75 828,00**	**0,00**
44331	Dépenses	0,00	0,00	168 239,72	168 239,72	0,00	0,00	168 239,72	168 239,72	0,00	0,00
44332	Recettes - Amiable	103 764,30	0,00	668 941,28	744 425,51	0,00	0,00	772 705,58	744 425,51	28 280,07	0,00
44336	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	3 881,21	3 881,21	0,00	0,00	3 881,21	3 881,21	0,00	0,00
	Sous Total compte 4433	**103 764,30**	**0,00**	**841 062,21**	**916 546,44**	**0,00**	**0,00**	**944 826,51**	**916 546,44**	**28 280,07**	**0,00**
44341	Dépenses	0,00	208 037,31	743 467,98	535 430,67	0,00	0,00	743 467,98	743 467,98	0,00	0,00
44342	Recettes - Amiable	98 996,62	0,00	124 939,38	204 887,22	0,00	0,00	223 936,00	204 887,22	19 048,78	0,00
44346	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	98 996,62	0,00	0,00	0,00	98 996,62	0,00	98 996,62	0,00
	Sous Total compte 4434	**98 996,62**	**208 037,31**	**967 403,98**	**740 317,89**	**0,00**	**0,00**	**1 066 400,60**	**948 356,20**	**118 045,40**	**0,00**
44351	Dépenses	0,00	0,00	17 749,00	17 749,00	0,00	0,00	17 749,00	17 749,00	0,00	0,00
44356	Recettes - Contentieux	53,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53,84	0,00	53,84	0,00
	Sous Total compte 4435	**53,84**	**0,00**	**17 749,00**	**17 749,00**	**0,00**	**0,00**	**17 802,84**	**17 749,00**	**53,84**	**0,00**
44371	Dépenses	0,00	0,00	1 308 593,03	1 308 593,03	0,00	0,00	1 308 593,03	1 308 593,03	0,00	0,00
44372	Recettes - Amiable	0,00	0,00	533,88	533,88	0,00	0,00	533,88	533,88	0,00	0,00
	Sous Total compte 4437	**0,00**	**0,00**	**1 309 126,91**	**1 309 126,91**	**0,00**	**0,00**	**1 309 126,91**	**1 309 126,91**	**0,00**	**0,00**
44381	Dépenses	0,00	184 325,31	3 983 873,22	3 799 547,91	0,00	0,00	3 983 873,22	3 983 873,22	0,00	0,00
44382	Recettes - Amiable	0,00	0,00	84 869,27	0,00	0,00	0,00	84 869,27	0,00	84 869,27	0,00
	Sous Total compte 4438	**0,00**	**184 325,31**	**4 068 742,49**	**3 799 547,91**	**0,00**	**0,00**	**4 068 742,49**	**3 983 873,22**	**84 869,27**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**488 527,24**	**392 362,62**	**7 610 304,61**	**7 380 392,66**	**0,00**	**0,00**	**8 079 831,76**	**7 772 755,17**	**307 076,58**	**0,00**
4452	TVA due intracommunautaire	0,00	0,00	23 472,35	23 472,35	0,00	0,00	23 472,35	23 472,35	0,00	0,00
44551	T.V.A. à décaisser	0,00	2 675,00	55 306,00	91 336,00	0,00	0,00	55 306,00	94 011,00	0,00	38 705,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4456	**0,00**	**2 676,00**	**66 306,00**	**91 338,00**	**0,00**	**0,00**	**66 306,00**	**94 011,00**	**0,00**	**38 706,00**
44566	T.V.A. sur autres biens et services	277,12	0,00	83 468,34	40 979,55	0,00	0,00	83 745,46	40 979,55	42 765,91	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	0,00	0,00	180 470,00	180 470,00	0,00	0,00	180 470,00	180 470,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4458	**277,12**	**0,00**	**263 938,34**	**221 449,55**	**0,00**	**0,00**	**264 215,46**	**221 449,55**	**42 765,91**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	109 923,03	0,00	132 190,01	248 575,71	0,00	0,00	242 113,04	248 575,71	0,00	6 462,67
	Sous Total compte 4457	**109 923,03**	**0,00**	**132 190,01**	**248 575,71**	**0,00**	**0,00**	**242 113,04**	**248 575,71**	**0,00**	**6 462,67**
	Sous Total compte 445	**110 200,15**	**2 676,00**	**474 906,70**	**684 833,81**	**0,00**	**0,00**	**686 106,86**	**687 608,81**	**0,00**	**2 401,78**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	143,83	549 395,89	549 252,06	0,00	0,00	549 395,89	549 395,89	0,00	0,00
4486	Autres charges à payer	0,00	71 868,13	71 868,13	80 000,00	0,00	0,00	71 868,13	151 868,13	0,00	80 000,00
4487	Produits à recevoir	321 638,12	0,00	439 679,36	321 638,12	0,00	0,00	761 317,48	321 638,12	439 679,36	0,00
	Sous Total compte 448	**321 638,12**	**71 868,13**	**511 547,49**	**401 638,12**	**0,00**	**0,00**	**833 186,61**	**473 506,25**	**369 679,36**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**901 386,61**	**487 049,68**	**9 811 696,00**	**9 381 668,76**	**0,00**	**0,00**	**10 613 080,61**	**9 848 706,33**	**884 364,18**	**0,00**
4513	Compte de rattachement avec... (à subdiv	517 128,35	0,00	888 169,74	1 563 307,72	0,00	0,00	1 405 298,09	1 563 307,72	0,00	158 009,63
	Sous Total compte 451	**517 128,35**	**0,00**	**888 169,74**	**1 563 307,72**	**0,00**	**0,00**	**1 405 298,09**	**1 563 307,72**	**0,00**	**158 009,63**
	Sous Total compte 45	**517 128,35**	**0,00**	**888 169,74**	**1 563 307,72**	**0,00**	**0,00**	**1 405 298,09**	**1 563 307,72**	**0,00**	**158 009,63**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	0,00	0,00	20 701,00	18 301,00	0,00	0,00	20 701,00	18 301,00	2 400,00	0,00
	Sous Total compte 462	**0,00**	**0,00**	**20 701,00**	**18 301,00**	**0,00**	**0,00**	**20 701,00**	**18 301,00**	**2 400,00**	**0,00**
466	Excédents de versement	0,00	666,82	21 574,38	21 807,92	0,00	0,00	21 574,38	22 474,74	0,00	900,36
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	2 860,00	2 412 902,94	2 416 943,55	0,00	0,00	2 412 902,94	2 419 803,55	0,00	6 900,61
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**2 860,00**	**2 412 902,94**	**2 416 943,55**	**0,00**	**0,00**	**2 412 902,94**	**2 419 803,55**	**0,00**	**6 900,61**
46721	Débiteurs divers - Amiable	413 467,21	0,00	3 258 054,65	3 529 861,21	0,00	0,00	3 671 521,86	3 529 861,21	141 660,65	0,00
46726	Débiteurs divers - Contentieux	16 281,10	0,00	300 793,47	6 686,25	0,00	0,00	317 074,57	6 686,25	310 388,32	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4672	**429 748,31**	**0,00**	**3 658 848,12**	**3 638 647,48**	**0,00**	**0,00**	**3 888 596,43**	**3 638 647,48**	**462 048,97**	**0,00**
4678	Déficits sur opérations de gestion	85,00	0,00	116,53	179,53	0,00	0,00	201,53	179,53	22,00	0,00
	Sous Total compte 467	**429 833,31**	**2 860,00**	**6 971 867,69**	**6 963 670,64**	**0,00**	**0,00**	**6 401 700,90**	**6 966 530,64**	**446 170,38**	**0,00**
4686	Charges à payer	0,00	4 538,07	4 538,07	2 465 404,58	0,00	0,00	4 538,07	2 469 942,65	0,00	2 465 404,58
4687	Produits à recevoir	443 046,04	0,00	281 665,23	451 560,24	0,00	0,00	724 711,27	451 560,24	273 151,03	0,00
	Sous Total compte 468	**443 046,04**	**4 538,07**	**286 203,30**	**2 916 964,82**	**0,00**	**0,00**	**729 249,34**	**2 921 502,89**	**0,00**	**2 192 263,66**
	Sous Total compte 46	**872 879,35**	**8 064,89**	**8 300 346,27**	**8 910 744,28**	**0,00**	**0,00**	**7 173 226,82**	**8 918 809,17**	**0,00**	**1 746 683,66**
4711	Versements des régisseurs	0,10	0,00	4 910 145,75	4 913 377,10	0,00	0,00	4 910 145,85	4 913 377,10	0,00	3 231,25
4712	Virements réimputés	0,00	0,00	41 185,30	41 185,30	0,00	0,00	41 185,30	41 185,30	0,00	0,00
47131	Versements sur contributions directes	0,00	0,00	22 772 029,00	22 772 029,00	0,00	0,00	22 772 029,00	22 772 029,00	0,00	0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct	0,00	0,00	163,00	163,00	0,00	0,00	163,00	163,00	0,00	0,00
47133	Fonds d'emprunt	0,00	0,00	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	0,00	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	0,00
47134	Subventions	0,00	0,00	239 225,59	239 225,59	0,00	0,00	239 225,59	239 225,59	0,00	0,00
47138	Autres	0,00	0,00	13 652 955,23	13 719 520,01	0,00	0,00	13 652 955,23	13 719 520,01	0,00	66 564,78
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**0,00**	**42 664 372,82**	**42 730 937,60**	**0,00**	**0,00**	**42 664 372,82**	**42 730 937,60**	**0,00**	**66 564,78**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	56,25	8 315,02	8 258,77	0,00	0,00	8 315,02	8 315,02	0,00	0,00
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	301,50	147 860,79	152 604,77	0,00	0,00	147 860,79	152 906,27	0,00	5 045,48
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**357,75**	**156 176,81**	**160 863,54**	**0,00**	**0,00**	**156 176,81**	**161 221,29**	**0,00**	**5 046,48**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	0,00	66 936,71	66 936,71	0,00	0,00	66 936,71	66 936,71	0,00	0,00
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**357,75**	**223 112,52**	**227 800,25**	**0,00**	**0,00**	**223 112,52**	**228 158,00**	**0,00**	**5 046,48**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra	0,00	13,80	631,80	2 028,00	0,00	0,00	631,80	2 041,80	0,00	1 410,00
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**13,80**	**631,80**	**2 028,00**	**0,00**	**0,00**	**631,80**	**2 041,80**	**0,00**	**1 410,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	2 050,00	252 409,81	251 059,81	0,00	0,00	252 409,81	253 109,81	0,00	700,00
	Sous Total compte 471	**0,10**	**2 421,65**	**48 091 868,00**	**48 168 388,06**	**0,00**	**0,00**	**48 091 868,10**	**48 168 809,61**	**0,00**	**76 961,61**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	2 548 393,52	2 548 393,52	0,00	0,00	2 548 393,52	2 548 393,52	0,00	0,00
47218	Autres dépenses	90,47	0,00	467 184,53	467 240,99	0,00	0,00	467 275,00	467 240,99	34,01	0,00
	Sous Total compte 4721	**90,47**	**0,00**	**3 016 678,06**	**3 016 634,61**	**0,00**	**0,00**	**3 016 668,62**	**3 016 634,61**	**34,01**	**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man	0,00	0,00	1 812,82	1 812,82	0,00	0,00	1 812,82	1 812,82	0,00	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	516 655,23	516 000,02	0,00	0,00	516 655,23	516 000,02	655,21	0,00
	Sous Total compte 472	**90,47**	**0,00**	**3 534 046,10**	**3 533 447,36**	**0,00**	**0,00**	**3 534 136,57**	**3 533 447,36**	**689,22**	**0,00**
4781	Frais de poursuite rattachés	0,00	378,90	378,90	0,00	0,00	0,00	378,90	378,90	0,00	0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	1,21	2,60	1,39	0,00	0,00	2,60	2,60	0,00	0,00
4788	Autres comptes transitoires	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00	0,00
	Sous Total compte 478	**1,00**	**380,11**	**381,50**	**1,39**	**0,00**	**0,00**	**382,50**	**381,50**	**1,00**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**91,57**	**2 801,86**	**61 626 286,60**	**61 699 836,80**	**0,00**	**0,00**	**61 626 377,17**	**61 702 638,46**	**0,00**	**76 261,29**
486	Charges constatées d'avance	7 800,00	0,00	0,00	7 800,00	0,00	0,00	7 800,00	7 800,00	0,00	0,00
487	Produits constatés d'avance	0,00	42 432,54	42 432,54	190 454,83	0,00	0,00	42 432,54	232 887,37	0,00	190 454,83
	Sous Total compte 48	**7 800,00**	**42 432,54**	**42 432,54**	**198 254,83**	**0,00**	**0,00**	**50 232,54**	**240 687,37**	**0,00**	**190 454,83**
	Total classe 4	**3 316 623,80**	**4 714 117,78**	**113 986 806,11**	**116 661 618,06**	**0,00**	**0,00**	**117 282 429,91**	**121 386 736,81**	**2 636 676,08**	**6 718 981,98**
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	0,00	0,00	60 648,51	60 648,51	0,00	0,00	60 648,51	60 648,51	0,00	0,00
51172	Chèques impayés	0,00	0,00	6 931,09	6 931,09	0,00	0,00	6 931,09	6 931,09	0,00	0,00
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	45 116,37	45 116,37	0,00	0,00	45 116,37	45 116,37	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**0,00**	**0,00**	**52 047,46**	**52 047,46**	**0,00**	**0,00**	**52 047,46**	**52 047,46**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	0,00	0,00	278 632,69	278 632,69	0,00	0,00	278 632,69	278 632,69	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 511	**0,00**	**0,00**	**391 328,68**	**391 328,68**	**0,00**	**0,00**	**391 328,68**	**391 328,68**	**0,00**	**0,00**
515	Compte au Trésor	4 465 965,32	0,00	52 120 501,63	52 415 374,73	0,00	0,00	56 586 466,95	52 415 374,73	4 171 092,22	0,00
5162	Compte à terme	0,00	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00	0,00	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 516	**0,00**	**0,00**	**5 000 000,00**	**5 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000 000,00**	**5 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**4 465 965,32**	**0,00**	**57 511 830,29**	**57 806 703,39**	**0,00**	**0,00**	**61 977 795,61**	**57 806 703,39**	**4 171 092,22**	**0,00**
5411	Régisseurs d'avances (avances)	2 611,65	0,00	5 149,01	4 629,01	0,00	0,00	7 760,66	4 629,01	3 131,65	0,00
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	450,00	0,00	50,00	50,00	0,00	0,00	500,00	50,00	450,00	0,00
	Sous Total compte 541	**3 061,65**	**0,00**	**5 199,01**	**4 679,01**	**0,00**	**0,00**	**8 260,66**	**4 679,01**	**3 581,65**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**3 061,65**	**0,00**	**5 199,01**	**4 679,01**	**0,00**	**0,00**	**8 260,66**	**4 679,01**	**3 581,65**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	3 200 188,07	3 200 188,07	0,00	0,00	3 200 188,07	3 200 188,07	0,00	0,00
584	Encaissement par lecture optique	0,00	0,00	470 048,57	470 048,57	0,00	0,00	470 048,57	470 048,57	0,00	0,00
586	Opérations financières entre le budget p	0,00	0,00	856 236,72	856 236,72	0,00	0,00	856 236,72	856 236,72	0,00	0,00
588	Autres virements internes	0,00	0,00	465 616,32	465 616,32	0,00	0,00	465 616,32	465 616,32	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**4 992 089,68**	**4 992 089,68**	**0,00**	**0,00**	**4 992 089,68**	**4 992 089,68**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**4 469 026,97**	**0,00**	**62 509 118,98**	**62 803 472,08**	**0,00**	**0,00**	**66 978 146,96**	**62 803 472,08**	**4 174 673,87**	**0,00**
60222	Produits d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	24 583,42	26 374,70	24 583,42	26 374,70	0,00	1 791,28
602231	Fournitures des ateliers de la collectiv	0,00	0,00	0,00	0,00	67 756,24	86 064,01	67 756,24	86 064,01	0,00	18 307,77
	Sous Total compte 60223	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 756,24**	**86 064,01**	**67 756,24**	**86 064,01**	**0,00**	**18 307,77**
60226	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	53 144,41	73 263,87	53 144,41	73 263,87	0,00	20 119,46
	Sous Total compte 6022	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**145 484,07**	**185 702,58**	**145 484,07**	**185 702,58**	**0,00**	**40 218,51**
	Sous Total compte 602	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**145 484,07**	**185 702,58**	**145 484,07**	**185 702,58**	**0,00**	**40 218,51**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6042	Achats de prestations de services (autre	0,00	0,00	0,00	0,00	139 755,86	6 333,76	139 755,86	6 333,76	133 422,10	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**139 755,86**	**6 333,76**	**139 755,86**	**6 333,76**	**133 422,10**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	78 707,43	23 478,15	78 707,43	23 478,15	55 229,28	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	996 015,89	171 499,33	996 015,89	171 499,33	824 516,56	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 074 723,32**	**194 977,48**	**1 074 723,32**	**194 977,48**	**879 745,84**	**0,00**
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 537,09	1 260,28	4 537,09	1 260,28	3 276,81	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	268 290,70	14 216,23	268 290,70	14 216,23	254 074,47	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	142 707,57	45 225,97	142 707,57	45 225,97	97 481,60	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	51 321,00	10 154,29	51 321,00	10 154,29	41 166,71	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**466 856,36**	**70 856,77**	**466 856,36**	**70 856,77**	**396 999,59**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	34 172,29	0,00	34 172,29	0,00	34 172,29	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	799 624,39	132 341,49	799 624,39	132 341,49	667 282,90	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	28 638,88	13 087,80	28 638,88	13 087,80	15 551,08	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	180 897,92	8 130,99	180 897,92	8 130,99	172 766,93	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 043 333,48**	**153 560,28**	**1 043 333,48**	**153 560,28**	**889 773,20**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	77 889,26	8 834,87	77 889,26	8 834,87	69 054,39	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth	0,00	0,00	0,00	0,00	53 320,85	11 374,48	53 320,85	11 374,48	41 946,37	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	14 683,21	1 813,34	14 683,21	1 813,34	12 869,87	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	0,00	0,00	0,00	591 700,63	153 544,84	591 700,63	153 544,84	438 155,79	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 322 607,11**	**584 962,06**	**3 322 607,11**	**584 962,06**	**2 737 646,06**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 607 747,04**	**786 988,40**	**3 607 747,04**	**786 988,40**	**2 820 758,64**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 170 960,56	106 847,07	1 170 960,56	106 847,07	1 064 113,49	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	669 453,36	175 629,36	669 453,36	175 629,36	493 824,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	6 205,23	0,00	6 205,23	0,00	6 205,23	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	853 115,26	121 984,30	853 115,26	121 984,30	731 130,96	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**859 320,49**	**121 984,30**	**859 320,49**	**121 984,30**	**737 336,19**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 528 773,85**	**297 613,68**	**1 528 773,85**	**297 613,68**	**1 231 160,19**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	10 071,57	2 098,73	10 071,57	2 098,73	7 972,84	0,00
61521	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	121 806,71	4 246,82	121 806,71	4 246,82	117 559,89	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	37 747,27	5 966,73	37 747,27	5 966,73	31 780,54	0,00
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 747,27**	**5 966,73**	**37 747,27**	**5 966,73**	**31 780,54**	**0,00**
615231	Voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	527 330,43	55 376,20	527 330,43	55 376,20	471 954,23	0,00
615232	Réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	107 242,63	60 899,28	107 242,63	60 899,28	46 343,35	0,00
	Sous Total compte 61523	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**634 573,06**	**116 275,48**	**634 573,06**	**116 275,48**	**518 297,58**	**0,00**
61524	Bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**786 827,04**	**127 888,03**	**786 827,04**	**127 888,03**	**667 688,01**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	263 587,18	21 321,80	263 587,18	21 321,80	242 265,38	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	398 047,30	116 070,26	398 047,30	116 070,26	281 977,04	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**661 634,48**	**137 392,06**	**661 634,48**	**137 392,06**	**524 242,42**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	208 362,83	43 678,75	208 362,83	43 678,75	164 684,08	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 686 824,35**	**309 068,84**	**1 686 824,35**	**309 068,84**	**1 368 684,61**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	107 259,61	0,00	107 259,61	0,00	107 259,61	0,00
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	131 162,57	44 339,97	131 162,57	44 339,97	86 822,60	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**238 422,18**	**44 339,97**	**238 422,18**	**44 339,97**	**194 082,21**	**0,00**
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	86 066,30	19 800,00	86 066,30	19 800,00	66 266,30	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	27 474,89	7 582,35	27 474,89	7 582,35	19 892,54	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	90 798,72	18 770,82	90 798,72	18 770,82	72 027,90	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**268 273,61**	**166 353,17**	**268 273,61**	**166 353,17**	**91 920,44**	**0,00**
619	Rabais, remises et ristournes obtenus su	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	404,37	0,00	404,37	0,00	404,37
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 868 192,42**	**846 516,81**	**4 868 192,42**	**846 516,81**	**4 011 675,61**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	236 265,14	143 621,15	236 265,14	143 621,15	92 643,99	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**236 265,14**	**143 621,15**	**236 265,14**	**143 621,15**	**92 643,99**	**0,00**
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	381 766,73	157 030,70	381 766,73	157 030,70	224 736,03	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**381 766,73**	**157 030,70**	**381 766,73**	**157 030,70**	**224 736,03**	**0,00**
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	20 603,02	5 000,00	20 603,02	5 000,00	15 603,02	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**402 368,75**	**162 030,70**	**402 368,75**	**162 030,70**	**240 338,05**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	32 364,34	7 186,36	32 364,34	7 186,36	25 177,98	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	14 884,82	2 997,97	14 884,82	2 997,97	11 886,85	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	27 823,14	0,00	27 823,14	0,00	27 823,14	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	15 839,05	158,55	15 839,05	158,55	15 680,50	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	11 826,52	444,00	11 826,52	444,00	11 382,52	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	173 110,79	22 547,21	173 110,79	22 547,21	150 563,58	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**276 848,66**	**33 334,09**	**276 848,66**	**33 334,09**	**242 514,57**	**0,00**
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	28 022,00	2 160,00	28 022,00	2 160,00	25 862,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	9 888,00	0,00	9 888,00	0,00	9 888,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 130,00	0,00	5 130,00	0,00	5 130,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 040,00**	**2 160,00**	**43 040,00**	**2 160,00**	**40 880,00**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	11 358,48	1 600,00	11 358,48	1 600,00	9 758,48	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 358,48**	**1 600,00**	**11 358,48**	**1 600,00**	**9 758,48**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	72 042,61	17 042,77	72 042,61	17 042,77	54 999,84	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	57 518,01	13 993,05	57 518,01	13 993,05	43 524,96	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129 560,62**	**31 035,82**	**129 560,62**	**31 035,82**	**98 524,80**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	31 670,11	2 269,04	31 670,11	2 269,04	29 401,07	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	0,00	0,00	0,00	5 282,00	600,00	5 282,00	600,00	4 682,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	6 279,03	0,00	6 279,03	0,00	6 279,03	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	29 120,61	0,00	29 120,61	0,00	29 120,61	0,00
628722	dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	159 021,00	71 557,00	159 021,00	71 557,00	87 464,00	0,00
	Sous Total compte 62872	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**159 021,00**	**71 557,00**	**159 021,00**	**71 557,00**	**87 464,00**	**0,00**
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	208 037,31	0,00	208 037,31	0,00	208 037,31	0,00
62878	A des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	99 299,38	28 217,85	99 299,38	28 217,85	71 081,53	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**466 357,69**	**99 774,85**	**466 357,69**	**99 774,85**	**366 582,84**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	1 280 539,57	334 204,06	1 280 539,57	334 204,06	946 335,51	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 787 678,90**	**434 678,91**	**1 787 678,90**	**434 678,91**	**1 352 999,99**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 917 691,66**	**810 629,71**	**2 917 691,66**	**810 629,71**	**2 107 061,95**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	101 522,22	746,22	101 522,22	746,22	100 776,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	56 446,53	414,53	56 446,53	414,53	56 032,00	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	252 759,24	1 865,60	252 759,24	1 865,60	250 893,64	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**410 727,99**	**3 026,35**	**410 727,99**	**3 026,35**	**407 701,64**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	289 419,00	0,00	289 419,00	0,00	289 419,00	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**289 419,00**	**0,00**	**289 419,00**	**0,00**	**289 419,00**	**0,00**
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	726,28	0,00	726,28	0,00	726,28	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	91 864,00	18 367,00	91 864,00	18 367,00	73 497,00	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**382 009,28**	**18 367,00**	**382 009,28**	**18 367,00**	**363 642,28**	**0,00**
6378	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	29 571,85	311,13	29 571,85	311,13	29 260,72	0,00
	Sous Total compte 637	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 571,85**	**311,13**	**29 571,85**	**311,13**	**29 260,72**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**822 309,12**	**21 704,48**	**822 309,12**	**21 704,48**	**800 604,64**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	9 536 067,21	69 748,00	9 536 067,21	69 748,00	9 466 319,21	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	96 959,40	1 244,96	96 959,40	1 244,96	95 714,44	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	155 262,31	590,68	155 262,31	590,68	154 671,63	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 738 923,73	16 278,97	2 738 923,73	16 278,97	2 722 644,76	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 627 212,65**	**87 862,81**	**12 627 212,65**	**87 862,81**	**12 439 350,04**	**0,00**
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 875 957,34	55 896,61	1 875 957,34	55 896,61	1 820 060,73	0,00
64132	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	16 245,75	2,29	16 245,75	2,29	16 243,46	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 892 203,09**	**55 898,90**	**1 892 203,09**	**55 898,90**	**1 836 304,19**	**0,00**
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	47 677,12	0,00	47 677,12	0,00	47 677,12	0,00
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	103,76	171 539,22	103,76	171 539,22	0,00	171 435,46
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 467 196,62**	**315 300,73**	**14 467 196,62**	**315 300,73**	**14 151 895,89**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 002 032,69	15 891,69	2 002 032,69	15 891,69	1 986 141,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	3 536 314,66	21 400,97	3 536 314,66	21 400,97	3 514 913,69	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	0,00	0,00	0,00	75 660,88	800,88	75 660,88	800,88	74 860,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	438 107,28	442,00	438 107,28	442,00	437 665,28	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociau	0,00	0,00	0,00	0,00	168 637,54	1 595,17	168 637,54	1 595,17	167 042,37	0,00
6459	Remboursements sur charges de Sécurité S	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 168,61	0,00	45 168,61	0,00	45 168,61
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 220 763,06**	**86 298,32**	**6 220 763,06**	**86 298,32**	**6 136 463,73**	**0,00**
64731	Versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	10 686,86	0,00	10 686,86	0,00	10 686,86	0,00
	Sous Total compte 6473	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 686,86**	**0,00**	**10 686,86**	**0,00**	**10 686,86**	**0,00**
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	50 204,00	0,00	50 204,00	0,00	50 204,00	0,00
6479	Remboursements sur autres charges social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 050,00	0,00	2 050,00	0,00	2 050,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 890,86**	**2 050,00**	**60 890,86**	**2 050,00**	**58 840,86**	**0,00**
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	2 305,72	440,00	2 305,72	440,00	1 865,72	0,00
	Sous Total compte 648	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 305,72**	**440,00**	**2 305,72**	**440,00**	**1 865,72**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 761 146,26**	**403 090,06**	**20 761 146,26**	**403 090,06**	**20 348 056,20**	**0,00**
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	8 600,00	0,00	8 600,00	0,00	8 600,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	1 500,00	9 000,00	1 500,00	7 500,00	0,00
	Sous Total compte 6513	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 600,00**	**1 500,00**	**17 600,00**	**1 500,00**	**16 100,00**	**0,00**
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 600,00**	**1 500,00**	**17 600,00**	**1 500,00**	**16 100,00**	**0,00**
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	170 912,08	0,00	170 912,08	0,00	170 912,08	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	4 503,55	0,00	4 503,55	0,00	4 503,55	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	8 909,83	0,00	8 909,83	0,00	8 909,83	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	750,00	0,00	750,00	0,00	750,00	0,00
	Sous Total compte 6531	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**186 076,46**	**0,00**	**186 076,46**	**0,00**	**186 076,46**	**0,00**
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**186 076,46**	**0,00**	**186 076,46**	**0,00**	**186 076,46**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 502,30	0,00	2 502,30	0,00	2 502,30	0,00
	Sous Total compte 655	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 502,30**	**0,00**	**2 502,30**	**0,00**	**2 502,30**	**0,00**
657348	Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	46,00	0,00	46,00	0,00	46,00	0,00
	Sous Total compte 65734	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46,00**	**0,00**	**46,00**	**0,00**	**46,00**	**0,00**
65736211	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	622 878,54	0,00	622 878,54	0,00	622 878,54	0,00
	Sous Total compte 6573621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**622 878,54**	**0,00**	**622 878,54**	**0,00**	**622 878,54**	**0,00**
65736221	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	264 000,00	0,00	264 000,00	0,00	264 000,00	0,00
	Sous Total compte 6573622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**264 000,00**	**0,00**	**264 000,00**	**0,00**	**264 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 657362	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**886 878,54**	**0,00**	**886 878,54**	**0,00**	**886 878,54**	**0,00**
657363	CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	1 644 431,67	441 593,03	1 644 431,67	441 593,03	1 202 838,64	0,00
	Sous Total compte 65736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 531 310,21**	**441 593,03**	**2 531 310,21**	**441 593,03**	**2 089 717,18**	**0,00**
657381	Autres établissements publics locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	4 187 716,27	1 386 876,27	4 187 716,27	1 386 876,27	2 800 840,00	0,00
657382	Organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00
	Sous Total compte 65738	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 207 716,27**	**1 386 876,27**	**4 207 716,27**	**1 386 876,27**	**2 820 840,00**	**0,00**
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 739 072,48**	**1 828 469,30**	**6 739 072,48**	**1 828 469,30**	**4 910 603,18**	**0,00**
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	1 185 993,39	41 500,00	1 185 993,39	41 500,00	1 144 493,39	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 185 993,39**	**41 500,00**	**1 185 993,39**	**41 500,00**	**1 144 493,39**	**0,00**
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 925 065,87**	**1 869 969,30**	**7 925 065,87**	**1 869 969,30**	**6 055 096,57**	**0,00**
65811	Droits d'utilisation - informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	15 875,68	2 076,94	15 875,68	2 076,94	13 798,74	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	207 641,87	30 954,70	207 641,87	30 954,70	176 687,17	0,00
	Sous Total compte 6581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 517,55**	**33 031,64**	**223 517,55**	**33 031,64**	**190 485,91**	**0,00**
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	413,73	0,00	413,73	0,00	413,73	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	1 017 528,25	2 528,07	1 017 528,25	2 528,07	1 015 000,18	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 017 941,98**	**2 528,07**	**1 017 941,98**	**2 528,07**	**1 015 413,91**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 241 469,63**	**35 568,71**	**1 241 469,63**	**35 568,71**	**1 205 898,92**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 371 703,18**	**1 907 029,01**	**9 371 703,18**	**1 907 029,01**	**7 464 674,16**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	345 288,90	0,00	345 288,90	0,00	345 288,90	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	54 845,80	58 504,57	54 845,80	58 504,57	0,00	3 658,77
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 134,70**	**58 504,57**	**400 134,70**	**58 504,57**	**341 630,13**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 134,70**	**58 504,57**	**400 134,70**	**58 504,57**	**341 630,13**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 134,70**	**58 504,57**	**400 134,70**	**58 504,57**	**341 630,13**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	101 697,35	0,00	101 697,35	0,00	101 697,35	0,00
675	Valeurs comptables des immobilisations c	0,00	0,00	0,00	0,00	1 248,14	0,00	1 248,14	0,00	1 248,14	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	19 452,86	0,00	19 452,86	0,00	19 452,86	0,00
	Sous Total compte 676	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 452,86**	**0,00**	**19 452,86**	**0,00**	**19 452,86**	**0,00**
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**122 388,35**	**0,00**	**122 388,35**	**0,00**	**122 388,35**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	1 871 809,69	0,00	1 871 809,69	0,00	1 871 809,69	0,00
6815	Dotations aux provisions pour risques et	0,00	0,00	0,00	0,00	280 753,50	0,00	280 753,50	0,00	280 753,50	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 152 563,19**	**0,00**	**2 152 563,19**	**0,00**	**2 152 563,19**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 152 563,19**	**0,00**	**2 152 563,19**	**0,00**	**2 152 563,19**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 103 886,89**	**4 934 473,03**	**45 103 886,89**	**4 934 473,03**	**40 432 348,68**	**262 936,72**
70311	Concession dans les cimetières (produit	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 970,02	0,00	28 970,02	0,00	28 970,02
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 010,00	0,00	6 010,00	0,00	6 010,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7031	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 880,02**	**0,00**	**34 880,02**	**0,00**	**34 880,02**
70321	Droits de stationnement et de location s	0,00	0,00	0,00	0,00	13 951,93	264 553,28	13 951,93	264 553,28	0,00	250 601,35
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	0,00	0,00	0,00	280 049,43	1 079 173,18	280 049,43	1 079 173,18	0,00	799 123,75
	Sous Total compte 7032	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**294 001,36**	**1 343 726,46**	**294 001,36**	**1 343 726,46**	**0,00**	**1 049 726,10**
7037	Contribution pour dégradation des voies	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	26 130,00	600,00	26 130,00	0,00	25 530,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	206 439,99	2 865 198,99	206 439,99	2 865 198,99	0,00	2 658 759,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 812,23	0,00	131 812,23	0,00	131 812,23
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	516,80	516,80	516,80	516,80	0,00	0,00
	Sous Total compte 7038	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**206 956,79**	**2 997 528,02**	**206 956,79**	**2 997 528,02**	**0,00**	**2 790 571,23**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**501 558,15**	**4 402 384,60**	**501 558,15**	**4 402 384,60**	**0,00**	**3 900 826,35**
7062	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	152,00	89 689,75	152,00	89 689,75	0,00	89 537,75
70632	A caractère de loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 857,40	2 406,10	1 857,40	2 406,10	0,00	548,70
	Sous Total compte 7063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 857,40**	**2 406,10**	**1 857,40**	**2 406,10**	**0,00**	**548,70**
7066	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	7 060,71	19 723,66	7 060,71	19 723,66	0,00	12 662,95
7067	Redevances et droits des services périsc	0,00	0,00	0,00	0,00	346,00	302 524,90	346,00	302 524,90	0,00	302 178,90
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 900,00	0,00	18 900,00	0,00	18 900,00
	Sous Total compte 70688	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 900,00**	**0,00**	**18 900,00**	**0,00**	**18 900,00**
	Sous Total compte 7068	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 900,00**	**0,00**	**18 900,00**	**0,00**	**18 900,00**
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 416,11**	**433 244,41**	**9 416,11**	**433 244,41**	**0,00**	**423 828,30**
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 385,00	0,00	3 385,00	0,00	3 385,00
	Sous Total compte 707	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 385,00**	**0,00**	**3 385,00**	**0,00**	**3 385,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7082	Commissions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 561,65	0,00	1 561,65	0,00	1 561,65
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 104,60	0,00	21 104,60	0,00	21 104,60
708421	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 646,66	0,00	101 646,66	0,00	101 646,66
708422	dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 467,79	0,00	96 467,79	0,00	96 467,79
	Sous Total compte 70842	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**198 114,45**	**0,00**	**198 114,45**	**0,00**	**198 114,45**
70845	aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 717,36	0,00	15 717,36	0,00	15 717,36
70848	aux autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	337 221,58	0,00	337 221,58	0,00	337 221,58
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**551 053,39**	**0,00**	**551 053,39**	**0,00**	**551 053,39**
708721	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 176,21	0,00	7 176,21	0,00	7 176,21
708722	dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	568 046,94	800 746,80	568 046,94	800 746,80	0,00	232 699,86
	Sous Total compte 70872	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**568 046,94**	**807 923,01**	**568 046,94**	**807 923,01**	**0,00**	**239 876,07**
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 568,06	0,00	3 568,06	0,00	3 568,06
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	8 514,20	157 383,05	8 514,20	157 383,05	0,00	148 868,85
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**576 561,14**	**968 874,12**	**576 561,14**	**968 874,12**	**0,00**	**392 312,98**
7088	Autres produits d'activités annexes (abo	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 613,72	0,00	2 613,72	0,00	2 613,72
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**576 561,14**	**1 646 207,48**	**576 561,14**	**1 646 207,48**	**0,00**	**968 646,34**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 087 535,40**	**6 384 201,38**	**1 087 535,40**	**6 384 201,38**	**0,00**	**5 296 665,98**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 079,96	0,00	98 079,96	0,00	98 079,96
	Sous Total compte 72	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**98 079,96**	**0,00**	**98 079,96**	**0,00**	**98 079,96**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 691 163,00	0,00	22 691 163,00	0,00	22 691 163,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 866,00	0,00	80 866,00	0,00	80 866,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 772 029,00**	**0,00**	**22 772 029,00**	**0,00**	**22 772 029,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73123	Taxe communale additionnelle aux droits	0,00	0,00	0,00	0,00	47 777,00	3 342 103,00	47 777,00	3 342 103,00	0,00	3 294 326,00
	Sous Total compte 7312	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 777,00**	**3 342 103,00**	**47 777,00**	**3 342 103,00**	**0,00**	**3 294 326,00**
73141	Accise sur l'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	711 175,95	0,00	711 175,95	0,00	711 175,95
	Sous Total compte 7314	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**711 175,95**	**0,00**	**711 175,95**	**0,00**	**711 175,95**
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	461,40	1 433 814,30	461,40	1 433 814,30	0,00	1 433 352,90
	Sous Total compte 73172	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**461,40**	**1 433 814,30**	**461,40**	**1 433 814,30**	**0,00**	**1 433 352,90**
731732	Prélèvement sur les produits des jeux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 161 269,00	0,00	1 161 269,00	0,00	1 161 269,00
	Sous Total compte 73173	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 161 269,00**	**0,00**	**1 161 269,00**	**0,00**	**1 161 269,00**
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	810,22	0,00	810,22	0,00	810,22
	Sous Total compte 7317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**461,40**	**2 595 893,52**	**461,40**	**2 595 893,52**	**0,00**	**2 595 432,12**
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 238,40**	**29 421 201,47**	**48 238,40**	**29 421 201,47**	**0,00**	**29 372 963,07**
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 732 577,85	0,00	3 732 577,85	0,00	3 732 577,85
	Sous Total compte 7321	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 732 577,85**	**0,00**	**3 732 577,85**	**0,00**	**3 732 577,85**
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	388,00	0,00	388,00	0,00	388,00
	Sous Total compte 7322	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**388,00**	**0,00**	**388,00**	**0,00**	**388,00**
7323	Reversement du prélèvement sur les jeux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 073,94	0,00	71 073,94	0,00	71 073,94
	Sous Total compte 732	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 804 039,79**	**0,00**	**3 804 039,79**	**0,00**	**3 804 039,79**
7391112	Dégrèvement de taxe d'habitation sur les	0,00	0,00	0,00	0,00	16 486,00	0,00	16 486,00	0,00	16 486,00	0,00
	Sous Total compte 739111	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 486,00**	**0,00**	**16 486,00**	**0,00**	**16 486,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73911	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 486,00**	**0,00**	**16 486,00**	**0,00**	**16 486,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7391	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 486,00**	**0,00**	**16 486,00**	**0,00**	**16 486,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
739218	Autres prélèvements pour reversements de	0,00	0,00	0,00	0,00	817 939,00	272 646,00	817 939,00	272 646,00	545 293,00	0,00
	Sous Total compte 73921	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**817 939,00**	**272 646,00**	**817 939,00**	**272 646,00**	**545 293,00**	**0,00**
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm	0,00	0,00	0,00	0,00	98 584,00	0,00	98 584,00	0,00	98 584,00	0,00
	Sous Total compte 739222	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**98 584,00**	**0,00**	**98 584,00**	**0,00**	**98 584,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73922	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**98 584,00**	**0,00**	**98 584,00**	**0,00**	**98 584,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7392	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**916 523,00**	**272 646,00**	**916 523,00**	**272 646,00**	**643 877,00**	**0,00**
7398	Reversements, restitutions et prélèvemen	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	10,00	0,00	10,00	0,00
	Sous Total compte 739	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**933 019,00**	**272 646,00**	**933 019,00**	**272 646,00**	**660 373,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**981 267,40**	**33 497 887,26**	**981 267,40**	**33 497 887,26**	**0,00**	**32 516 629,86**
742	Dotations aux élus locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163,00	0,00	163,00	0,00	163,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 195,72	0,00	80 195,72	0,00	80 195,72
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	153 215,85	232 030,75	153 215,85	232 030,75	0,00	78 814,90
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**153 215,85**	**232 030,75**	**153 215,85**	**232 030,75**	**0,00**	**78 814,90**
7472	Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00	0,00	8 500,00	0,00	8 500,00
7473	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 458,00	0,00	83 458,00	0,00	83 458,00
7478222	Caisses d'allocations familiales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 930,52	0,00	169 930,52	0,00	169 930,52
	Sous Total compte 747822	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**169 930,52**	**0,00**	**169 930,52**	**0,00**	**169 930,52**
	Sous Total compte 74782	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**169 930,52**	**0,00**	**169 930,52**	**0,00**	**169 930,52**
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 827,79	0,00	171 827,79	0,00	171 827,79
	Sous Total compte 74788	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**171 827,79**	**0,00**	**171 827,79**	**0,00**	**171 827,79**
	Sous Total compte 7478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**341 758,31**	**0,00**	**341 758,31**	**0,00**	**341 758,31**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**153 215,85**	**885 747,08**	**153 215,85**	**885 747,08**	**0,00**	**612 631,21**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74833	État - Compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 680,00	0,00	73 680,00	0,00	73 680,00
74834	État - compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 748,00	0,00	169 748,00	0,00	169 748,00
	Sous Total compte 7483	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**243 428,00**	**0,00**	**243 428,00**	**0,00**	**243 428,00**
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 614,00	0,00	25 614,00	0,00	25 614,00
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**289 042,00**	**0,00**	**289 042,00**	**0,00**	**289 042,00**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 216,86**	**1 016 147,78**	**163 216,86**	**1 016 147,78**	**0,00**	**861 931,93**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	174 918,92	825 197,58	174 918,92	825 197,58	0,00	650 278,66
75813	Redevances versées par les fermiers et c	0,00	0,00	0,00	0,00	444 660,00	1 080 787,87	444 660,00	1 080 787,87	0,00	636 127,87
	Sous Total compte 7581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**444 660,00**	**1 080 787,87**	**444 660,00**	**1 080 787,87**	**0,00**	**636 127,87**
7584	Recouvrement sur créances admises en non	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 984,00	0,00	9 984,00	0,00	9 984,00
75883	Excédents sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	1 652,02	3 449,84	1 652,02	3 449,84	0,00	1 797,82
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	284 505,80	1 404 266,50	284 505,80	1 404 266,50	0,00	1 119 760,70
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**286 157,82**	**1 407 716,34**	**286 157,82**	**1 407 716,34**	**0,00**	**1 121 558,52**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**730 817,82**	**2 488 488,21**	**730 817,82**	**2 488 488,21**	**0,00**	**1 757 670,39**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**906 736,74**	**3 323 686,79**	**906 736,74**	**3 323 686,79**	**0,00**	**2 417 949,06**
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 009,47	0,00	7 009,47	0,00	7 009,47
764	Revenus des valeurs mobilières de placem	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 200,00	0,00	37 200,00	0,00	37 200,00
	Sous Total compte 76	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 209,47**	**0,00**	**44 209,47**	**0,00**	**44 209,47**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 930,76	0,00	4 930,76	0,00	4 930,76
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 701,00	0,00	20 701,00	0,00	20 701,00
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 800,64	0,00	77 800,64	0,00	77 800,64

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 432,40**	**0,00**	**103 432,40**	**0,00**	**103 432,40**
7815	Reprises sur provisions pour risques et	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214 648,00	0,00	214 648,00	0,00	214 648,00
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**214 648,00**	**0,00**	**214 648,00**	**0,00**	**214 648,00**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**214 648,00**	**0,00**	**214 648,00**	**0,00**	**214 648,00**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 127 745,38**	**44 681 292,05**	**3 127 745,38**	**44 681 292,05**	**680 373,00**	**42 213 919,68**
	Total général	**236 786 260,99**	**236 786 260,99**	**183 616 826,62**	**186 331 623,14**	**61 124 283,30**	**58 308 586,78**	**481 436 369,91**	**481 436 369,91**	**285 118 967,97**	**285 118 967,97**

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		2 607 180,61	2 219 889,78	0,00	87 137,86	78 087,36	718 965,54	59 326,80	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	41 259,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 202 301,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	195 541,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	13 263,60	45 286,86	0,00	5 245,52	3 768,00	0,00	3 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	17 749,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	25 794,53	685 104,21	0,00	64 143,34	74 299,36	718 965,54	56 326,80	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	1 489 598,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	29 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		4 482 827,73	777 668,61	0,00	0,00	0,00	164 884,43	23 363,88	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 223 182,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	259 745,00	738 946,58	0,00	0,00	0,00	154 984,43	23 353,69	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	38 609,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page 81

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	6 Aménagement des territoires et habitat	8 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		884 206,87	963 347,37	208 884,22	4 418 607,99		11 938 673,10
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		41 259,92
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		2 202 301,28
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		195 541,18
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	32 025,36	0,00	11 520,00	423 722,63		537 831,97
204	Subventions d'équipement versées	13 657,38	953 347,37	0,00	0,00		984 753,75
21	Immobilisations corporelles	638 522,93	0,00	198 344,22	2 249 781,82		4 711 282,75
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	1 745 003,54		3 234 602,25
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		29 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		158 162,92	0,00	15 000,00	139 812,41		6 761 797,89
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		1 223 182,73
13	Subventions d'investissement	158 162,92	0,00	15 000,00	139 812,41		1 490 005,03
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		3 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		38 609,93
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Page 82

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		2 648 409,26	16 244 784,22	0,00	1 927 387,31	1 486 107,34	2 988 682,46	611 708,14	0,00
011	Charges à caractère général	561 662,12	4 918 129,06	0,00	299 702,99	172 863,69	839 108,82	31 520,56	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	10 098 907,55	0,00	1 619 234,10	1 272 341,94	1 913 208,13	458 335,58	0,00
014	Atténuations de produits	660 373,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	982 744,00	1 175 370,36	0,00	8 450,22	20 901,71	236 375,50	21 850,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	341 630,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	52 327,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		33 432 209,88	697 883,68	0,00	38 920,00	147 371,80	1 636 683,58	304 888,41	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	193 152,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	186 310,01	185 355,49	0,00	32 030,00	93 374,83	798 272,49	87 720,68	0,00
73	Impôts et taxes	3 804 039,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	27 938 799,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	323 786,72	25 614,00	0,00	4 490,00	53 996,77	236 876,71	217 167,73	0,00
75	Autres produits de gestion courante	932 855,44	170 530,28	0,00	0,00	0,00	501 434,38	0,00	0,00
76	Produits financiers	44 209,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	23 231,76	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	202 208,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	6 Aménagement des territoires et habitat	8 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	4 088 087,26	5 270 602,64	1 469 018,86	2 382 934,84		38 875 680,11
011	Charges à caractère général	0,00	550 013,77	178 447,46	955 861,47	732 839,64		9 240 149,58
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	3 463 770,83	163 021,40	503 157,49	1 575 078,88		21 067 055,90
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		660 373,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	84 170,66	4 927 917,18	0,00	6 894,52		7 464 674,15
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		341 630,13
67	Charges spécifiques	0,00	132,00	1 116,50	0,00	48 121,60		101 697,35
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		0,00	388 486,86	2 910 640,49	20 610,00	2 867 183,41		42 244 668,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	25 906,29		219 058,44
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	293 919,08	772 275,11	18 900,00	2 828 508,30		5 296 665,99
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 804 039,79
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	1 434 163,12	0,00	0,00		29 372 963,07
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		861 931,93
75	Autres produits de gestion courante	0,00	94 547,87	704 202,26	1 610,00	12 768,82		2 417 949,05
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		44 209,47
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		25 631,76
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		202 208,50

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	19 650 062,46	12 560 696,28	2 583 796,89	4 505 569,29
RECETTES	19 650 062,46	8 360 864,96	5 244 580,36	6 044 617,14
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	46 213 663,12	41 048 844,30	0,00	5 164 818,82
RECETTES	46 213 663,12	42 432 978,10	0,00	3 780 685,02

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET PALAIS DES CONGRES/ N°SIRET : 21620826400210

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	378 105,62	243 545,79	116 102,54	18 457,29
RECETTES	378 105,62	335 941,35	0,00	42 164,27
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	672 600,00	627 158,54	0,00	45 441,46
RECETTES	672 600,00	627 158,54	0,00	45 441,46

BUDGET REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES/ N°SIRET : 21620826400236

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	55 373,67	32 938,91	13 223,60	9 211,16
RECETTES	55 373,67	19 247,56	0,00	36 126,11
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 011 204,89	1 971 001,91	0,00	40 202,98
RECETTES	2 011 204,89	1 954 867,29	0,00	56 337,60

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	20 083 541,75	12 837 180,98	2 713 123,03	4 533 237,74
RECETTES	20 083 541,75	8 716 053,87	5 244 580,36	6 122 907,52
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	48 897 468,01	43 647 004,75	0,00	5 250 463,26
RECETTES	48 897 468,01	45 015 003,93	0,00	3 882 464,08

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	20 083 541,75	12 837 180,98	2 713 123,03	4 533 237,74
RECETTES	20 083 541,75	8 716 053,87	5 244 580,36	6 122 907,52
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	48 897 468,01	43 647 004,75	0,00	5 250 463,26
RECETTES	48 897 468,01	45 015 003,93	0,00	3 882 464,08
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**68 981 009,76**	**56 484 185,73**	**2 713 123,03**	**9 783 701,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**68 981 009,76**	**53 731 057,80**	**5 244 580,36**	**10 005 371,60**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					35 423 799,00									
1641 Emprunts en euros (total)					35 423 799,00									
0048915	SFIL CAFFIL	14/06/2018	20/07/2018	01/11/2018	2 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.45)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,450	0,460	EUR	T	C	O	A-1
10000342209	CREDIT AGRICOLE	15/12/2016	26/12/2016	01/06/2017	100 000,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0,660	0,660	EUR	A	X	O	A-1
100357/001 - Conso	SOCIETE GENERALE	17/09/2024	01/09/2025	01/12/2025	1 500 000,00	F	Taux fixe à 3.37 %	3,370	3,460	EUR	T	C	O	A-1
1054620	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/04/2006	10/08/2006	01/05/2007	1 000 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	3,750	3,750	EUR	A	P	O	A-1
1234001	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/11/2012	01/03/2013	01/06/2013	1 000 000,00	V	(LEP(Préfixé) + 1.24)-Floor -1.24 sur LEP(Préfixé)	3,990	3,990	EUR	T	C	O	A-1
5616457	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/10/2024	01/11/2024	01/02/2025	48 884,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,400	3,400	EUR	T	P	O	A-1
5617365	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/10/2024	01/11/2024	01/02/2025	474 915,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,400	3,400	EUR	T	P	O	A-1
62-16838403CGP1LETOU-Consolidation	ARKEA	26/10/2023	30/06/2024	30/09/2024	1 800 000,00	V	(Euribor 3M + 0.83)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,540	4,690	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour-sements (5)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
648796E	CAISSE D'EPARGNE	27/10/2022	27/12/2022	25/10/2023	2 000 000,00	F	Taux fixe à 2.31 %	2,310	2,330	EUR	T	P	O	A-1
7770278	CAISSE D'EPARGNE	24/08/2010	24/08/2010	30/01/2011	1 700 000,00	F	Taux fixe à 3.07 %	3,070	3,110	EUR	T	C	O	A-1
8176335	CAISSE D'EPARGNE	25/06/2012	25/06/2012	25/01/2013	1 000 000,00	F	Taux fixe à 5.25 %	5,250	5,380	EUR	M	C	O	A-1
8372652	CAISSE D'EPARGNE	24/05/2013	24/05/2013	25/07/2013	2 000 000,00	F	Taux fixe à 3.47 %	3,470	3,530	EUR	M	C	O	A-1
IRD-1495428	SOCIETE GENERALE	10/07/2019	15/07/2019	15/10/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,780	EUR	T	C	O	A-1
MIN539088EUR-CONSOLIDATION	BANQUE POSTALE	25/10/2021	05/08/2022	01/12/2022	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.75 %	0,750	0,750	EUR	T	C	O	A-1
MIN545755EUR-CONSOLIDATION	BANQUE POSTALE	25/09/2023	01/07/2024	01/10/2024	1 000 000,00	F	Taux fixe à 3.86 %	3,860	3,920	EUR	T	P	O	A-1
MIN548763EUR - Conso	BANQUE POSTALE	19/09/2024	01/09/2025	01/12/2025	1 500 000,00	F	Taux fixe à 3.33 %	3,330	3,370	EUR	T	C	O	A-1
MON275817EUR	DEXIA CL	27/05/2011	08/08/2011	01/12/2011	299 345,00	F	Taux fixe à 2.54 %	2,540	2,580	EUR	T	P	O	A-1
MON275818EUR	DEXIA CL	29/07/2011	08/08/2011	01/12/2011	223 881,00	F	Taux fixe à 2.54 %	2,540	2,580	EUR	T	P	O	A-1
MON505370EUR	BANQUE POSTALE	27/11/2015	08/12/2015	01/04/2016	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,810	EUR	T	C	O	A-1
MON512766EUR ex MON510200EUR	SFIL CAFFIL	01/08/2016	19/09/2016	01/01/2017	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	0,920	EUR	T	C	O	A-1
MON517507EUR ex MON515485EUR	BANQUE POSTALE	30/05/2017	26/06/2017	01/10/2017	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	0,950	EUR	T	C	O	A-1
MON534570EUR	BANQUE POSTALE	21/10/2020	01/12/2020	01/03/2021	2 200 000,00	F	Taux fixe à 0.43 %	0,430	0,430	EUR	T	C	O	A-1
MON539086EUR	BANQUE POSTALE	25/10/2021	15/11/2021	01/03/2022	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.63 %	0,630	0,630	EUR	T	C	O	A-1
SG 2000 000	SOCIETE GENERALE	28/11/2014	08/12/2014	08/03/2015	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.99 %	1,990	2,030	EUR	T	C	O	A-1
SG-1576774	SOCIETE GENERALE	27/05/2011	30/06/2011	30/09/2011	1 576 774,00	F	Taux fixe à 4.19 %	4,190	4,340	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour-sements (5)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
LT - 100357/001	SOCIETE GENERALE	11/09/2024	11/09/2024	01/09/2025	0,00	V	(Euribor 3M + 0.5)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,960	4,100	EUR	X	X	O	A-1
LT - MIN548763EUR	BANQUE POSTALE	19/09/2024	19/09/2024	01/09/2025	0,00	V	(?STR(Postfixé) + 1.06)-Floor 0 sur ?STR(Postfixé)	4,480	4,630	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**35 423 799,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**18 047 837,41**					**2 201 346,28**	**345 288,90**	**0,00**	**54 845,80**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		18 047 837,41					2 201 346,28	345 288,90	0,00	54 845,80
0048915	N	0,00	A-1	1 033 333,43	7,58	V	(Euribor 3M + 0.45)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,790	133 333,32	33 122,97	0,00	4 305,55
10000342209	N	0,00	A-1	10 256,02	0,42	F	Taux fixe à 0.66 %	0,660	10 192,92	134,96	0,00	39,30
100357/001 - Conso	N	0,00	A-1	1 475 000,00	14,67	F	Taux fixe à 3.37 %	3,410	25 000,00	12 777,92	0,00	4 142,29
1054620	N	0,00	A-1	583 403,82	15,33	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	3,600	22 220,31	24 224,97	0,00	13 168,72
1234001	N	0,00	A-1	149 999,83	2,17	V	(LEP(Préfixé) + 1.24)-Floor -1.24 sur LEP(Préfixé)	4,510	66 666,68	8 860,14	0,00	478,70
5616457	N	0,00	A-1	47 323,90	23,83	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,440	1 560,10	1 201,55	0,00	161,61
5617365	N	0,00	A-1	459 758,41	23,83	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,440	15 156,59	11 673,16	0,00	1 570,02
62-16838403CGP1LETOU-Consolidation	N	0,00	A-1	1 620 000,00	13,50	V	(Euribor 3M + 0.83)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,110	120 000,00	52 840,44	0,00	128,21
648796E	N	0,00	A-1	1 742 225,12	12,57	F	Taux fixe à 2.31 %	2,300	116 217,40	41 928,12	0,00	7 266,53
7770278	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.07 %	3,090	113 333,52	2 174,59	0,00	0,00
8176335	N	0,00	A-1	133 332,64	1,98	F	Taux fixe à 5.25 %	5,240	66 666,72	8 895,80	0,00	97,22

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
8372652	N	0,00	A-1	333 333,50	2,48	F	Taux fixe à 3.47 %	3,460	133 333,32	14 072,81	0,00	160,65
IRD-1495428	N	0,00	A-1	1 166 666,50	8,54	F	Taux fixe à 0.77 %	0,780	133 333,36	9 758,32	0,00	1 921,43
MIN539088EUR-CONSOLIDATION	N	0,00	A-1	1 566 666,71	11,67	F	Taux fixe à 0.75 %	0,750	133 333,32	12 375,00	0,00	946,53
MIN545755EUR-CONSOLIDATION	N	0,00	A-1	936 879,53	13,50	F	Taux fixe à 3.86 %	3,850	50 737,68	37 393,48	0,00	8 940,44
MIN548763EUR - Conso	N	0,00	A-1	1 475 000,00	14,67	F	Taux fixe à 3.33 %	3,310	25 000,00	12 487,50	0,00	3 956,89
MON275817EUR	N	0,00	A-1	17 819,54	0,67	F	Taux fixe à 2.54 %	2,540	23 238,66	822,70	0,00	36,46
MON275818EUR	N	0,00	A-1	13 327,28	0,67	F	Taux fixe à 2.54 %	2,540	17 380,27	615,29	0,00	27,27
MON505370EUR	N	0,00	A-1	700 000,13	5,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	133 333,32	14 100,00	0,00	3 115,00
MON512766EUR ex MON510200EUR	N	0,00	A-1	714 285,56	4,75	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	142 857,16	7 392,86	0,00	1 624,61
MON517507EUR ex MON515485EUR	N	0,00	A-1	350 000,00	1,50	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	200 000,00	4 512,50	0,00	822,01
MON534570EUR	N	0,00	A-1	1 466 666,60	9,92	F	Taux fixe à 0.43 %	0,430	146 666,68	6 700,83	0,00	508,04
MON539089EUR	N	0,00	A-1	1 466 666,72	10,92	F	Taux fixe à 0.63 %	0,630	133 333,32	9 765,00	0,00	744,33
SG 2000 000	N	0,00	A-1	533 333,04	3,94	F	Taux fixe à 1.99 %	2,010	133 333,36	12 439,34	0,00	678,07
SG-1576774	N	0,00	A-1	52 559,13	0,50	F	Taux fixe à 4.19 %	4,240	105 118,27	5 019,25	0,00	6,12
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
LT - 100357/001	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(Euribor 3M + 0.5)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
LT - MIN548763EUR	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(?STR(Postfixé) + 1.06)-Floor 0 sur ?STR(Postfixé)	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**18 047 837,41**					**2 201 346,28**	**345 288,90**	**0,00**	**54 845,80**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.
(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	27	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	18 047 837,41	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 2000.00 €		2023-12-11
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	FRAIS REALISATION DOCUMENTS URBANISME	5	11/12/2023
L	FRAIS D'ETUDES	5	11/12/2023
L	FRAIS D'INSERTION	5	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP BIENS MOBILIERS,MATERIEL,ETUDES CCAS	0	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP VERSEES PERS DROIT PRIVE BIENS MOBIL	5	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP VERSEES BAT ET INSTALL	15	11/12/2023
L	BATIMENTS ET INSTALLATIONS COL STATUT PARTICULIER	0	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP AUTRES BATIMENTS ET INSTALLATIONS	0	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP VERSEES BAT ET INSTALL PERS DE DROIT	0	11/12/2023
L	ATTRIBUTION DE COMPENSATION D'INVESTISSEMENT	5	11/12/2023
L	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	5	11/12/2023
L	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8	11/12/2023
L	IMMEUBLES DE RAPPORT	30	11/12/2023
L	AUTRES BATIMENTS PRIVES	30	11/12/2023
L	INSTAL GENERALES AGENCEM AMENAG CONSTRUCTION BAT P	30	11/12/2023
L	IMMEUBLES DE RAPPORT	30	11/12/2023
L	MATERIEL ROULANT	8	11/12/2023
L	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFE	8	11/12/2023
L	MATERIEL ROULANT	8	11/12/2023
L	AUTRE MATERIEL TECHNIQUE	8	11/12/2023
L	AUTRES INSTAL MATERIEL OUTILLAGE TECHNIQUES	8	11/12/2023
L	INSTAL GENERALES AGENCEMENT AMENAGEMENT	15	11/12/2023
L	AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	7	11/12/2023
L	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	5	11/12/2023
L	AUTRES MATERIELS INFORMATIQUE	5	11/12/2023
L	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	5	11/12/2023
L	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	5	11/12/2023
L	MATERIEL DE TELEPHONIE	5	11/12/2023
L	CHEPTEL	5	11/12/2023
L	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5	11/12/2023

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**202 208,50**	**0,00**	**202 208,50**	**0,00**
Provisions pour litiges		**194 855,00**	**0,00**	**194 855,00**	**0,00**
Contentieux taxes foncières 2022 et 2023	11/12/2023	122 000,00	0,00	122 000,00	0,00
Contentieux Taxes Foncières 2024	16/12/2024	72 855,00	0,00	72 855,00	0,00
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**7 353,50**	**0,00**	**7 353,50**	**0,00**
Variation du CET 2024	16/12/2024	7 353,50	0,00	7 353,50	0,00
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**202 208,50**	**0,00**	**202 208,50**	**0,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**1 193 600,00**	**78 645,00**	**12 439,50**	**1 259 705,50**
Provisions pour litiges		**194 855,00**	**78 645,00**	**0,00**	**273 400,00**
Contentieux Taxes Foncières 2022 et 2023	25/04/2025	122 000,00	0,00	0,00	122 000,00
Contentieux Taxes Foncières 2024	25/04/2025	72 855,00	0,00	0,00	72 855,00
Contentieux Taxes Foncières 2025	13/10/2025	0,00	78 645,00	0,00	78 645,00
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**998 745,00**	**0,00**	**12 439,50**	**986 305,50**

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Compte Epargne-Temps	01/01/2024	998 745,00	0,00	12 439,50	986 305,50
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**1 193 600,00**	**78 645,00**	**12 439,50**	**1 259 705,50**
TOTAL PROVISIONS		**1 386 808,50**	**78 645,00**	**214 848,00**	**1 259 705,50**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.
(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.
(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 0	Intitulé de l'opération : AVENUE ARSENE BICAL					Date de la délibération : 15/12/2025
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**53 502,22**	**0,00**	**53 502,22**	**0,00**	**0,00**
45810 ENFOUISSEMENT DES RESEAUX BASSE-TENSION AVENUE ARSENE BICAL (2)	0,00	53 502,22	0,00	53 502,22	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 701)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**53 502,22**	**0,00**	**53 502,22**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**53 502,22**	**0,00**	**53 502,22**	**0,00**	**0,00**
45820 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	53 502,22	0,00	53 502,22	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**53 502,22**	**0,00**	**53 502,22**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
(4) Indiquer le chapitre.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	31 802 358,13	17 623 677,92	844 431,69
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		2 984 474,05	342 787,15
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements donnés.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					387 500,00	65 247,96											2 093,07	75 597,91
SEMAT	2014	P		Crédit du Nord	125 000,00	22 196,90	0,87	M	F	Taux fixe à 2.75 %	2,790	F	Taux fixe à 2.75 %	2,790	A-1	EUR	960,63	23 522,61
SEMAT	2010	P		Crédit du Nord	75 000,00	0,00	0,00	M	F	Taux fixe à 3.76 %	3,830	F	Taux fixe à 3.76 %	3,830	A-1	EUR	282,91	12 835,55
SEMAT	2017	P		Crédit du Nord	187 500,00	43 111,06	1,01	M	F	Taux fixe à 1.35 %	1,360	F	Taux fixe à 1.35 %	1,360	A-1	EUR	869,53	39 239,75
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					31 414 858,13	17 558 429,06											475 828,64	290 912,07
FLANDRE OPALE HABITAT	2014	P		CDC	399 558,99	165 835,27	7,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,090	A-1	EUR	7 707,14	17 668,13
FLANDRE OPALE HABITAT	2018	P		CDC	238 000,00	238 000,00	42,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,270	A-1	EUR	8 568,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FLANDRE OPALE HABITAT	2018	P		CDC	2 296 815,84	2 177 115,17	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,280	A-1	EUR	72 581,42	0,00
FLANDRE OPALE HABITAT	2018	P		CDC	1 056 714,67	1 017 706,80	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,770	A-1	EUR	27 789,65	0,00
FLANDRE OPALE HABITAT	2021	F		CE	1 777 319,00	122 573,72	0,48	X	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	A-1	EUR	1 409,60	0,00
FLANDRE OPALE HABITAT	2021	F		CE	2 596 555,45	179 072,79	0,48	X	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	A-1	EUR	2 059,32	0,00
HABITAT HDF ESH	1997	P		CDC	129 411,25	21 480,48	3,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,610	-	EUR	999,29	4 816,53
HABITAT HDF ESH	1997	P		CDC	212 141,50	37 023,43	3,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,100	-	EUR	1 900,15	8 218,13
HABITAT HDF ESH	1999	P		CDC	686 020,58	184 062,86	5,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,550	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,800	A-1	EUR	8 796,15	25 369,28
HABITAT HDF ESH	2000	P		CDC	114 656,90	32 454,46	6,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,550	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	1 523,52	3 819,92
HABITAT HDF ESH	2013	P		CDC	179 992,00	135 552,32	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,480	A-1	EUR	3 855,63	2 148,65
HABITAT HDF ESH	2013	P		CDC	63 334,00	51 740,45	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,470	A-1	EUR	1 456,83	353,32
HABITAT HDF ESH	2014	P		CDC	423 073,00	339 754,90	28,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,140	A-1	EUR	12 372,21	3 917,56
HABITAT HDF ESH	2013	P		CDC	181 220,00	153 937,85	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,270	A-1	EUR	5 563,58	606,29
HABITAT HDF ESH	2014	P		CDC	84 376,00	65 260,56	28,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,350	A-1	EUR	1 854,09	956,92
HABITAT HDF ESH	2013	P		CDC	21 035,00	17 184,46	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,470	A-1	EUR	484,45	117,35

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT HDF ESH	2016	P		CDC	588 390,69	482 572,39	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,190	A-1	EUR	17 511,47	3 857,29
HABITAT HDF ESH	2016	P		CDC	196 130,23	169 661,15	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,190	A-1	EUR	6 111,85	112,59
HABITAT HDF ESH	2014	P		DEXIA CL	675 000,00	513 286,44	17,92	A	F	Taux fixe à 4.7 %	4,770	F	Taux fixe à 4.7 %	4,750	A-1	EUR	25 287,57	17 376,57
HABITAT HDF ESH	2019	P		CDC	306 673,00	295 158,19	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,050	A-1	EUR	10 666,16	1 123,95
HABITAT HDF ESH	2019	P		CDC	304 653,00	296 537,43	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,220	A-1	EUR	10 004,67	0,00
HABITAT HDF ESH	2019	P		CDC	66 163,00	62 467,57	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,260	A-1	EUR	1 761,27	434,86
HABITAT HDF ESH	2019	P		CDC	119 829,00	115 866,90	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,250	A-1	EUR	3 245,94	59,52
HABITAT HDF ESH	2019	P		CDC	285 000,00	243 859,62	24,58	A	F	Taux fixe à 1.12 %	1,120	F	Taux fixe à 1.12 %	1,120	A-1	EUR	2 825,45	8 412,37
HABITAT HDF ESH	2021	P		CDC	1 686 757,00	1 673 985,45	36,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	3,010	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	3,850	A-1	EUR	65 964,74	0,00
HABITAT HDF ESH	2021	P		CDC	586 565,00	584 903,00	46,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	3,010	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	3,430	A-1	EUR	20 159,65	0,00
HABITAT HDF ESH	2021	P		CDC	765 000,00	717 954,48	36,92	A	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	A-1	EUR	7 631,51	15 844,37
HABITAT HDF ESH	2021	P		CDC	503 886,00	497 563,04	36,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,690	A-1	EUR	13 954,49	811,61
HABITAT HDF ESH	2021	P		CDC	169 207,00	168 369,06	46,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,420	A-1	EUR	4 079,52	0,00
HABITAT HDF ESH	2021	P		CDC	988 985,00	979 394,21	36,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,490	A-1	EUR	35 281,92	659,14

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT HDF ESH	2021	P		CDC	411 855,00	410 134,37	46,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,150	A-1	EUR	12 955,86	0,00
HABITAT HDF ESH	2025	P		CDC	804 804,00	804 804,00	24,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,940	A-1	EUR	0,00	0,00
PAS DE CALAIS HABITAT	2020	P		CDC	304 319,00	245 048,71	15,92	A	F	Taux fixe à 0.33 %	0,330	F	Taux fixe à 0.33 %	0,330	A-1	EUR	857,80	14 890,88
PAS DE CALAIS HABITAT	2020	P		CDC	793 681,00	672 731,09	20,92	A	F	Taux fixe à 0.46 %	0,460	F	Taux fixe à 0.46 %	0,460	A-1	EUR	3 234,61	30 445,95
PAS DE CALAIS HABITAT	2020	P		CDC	496 000,00	441 807,56	20,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,640	A-1	EUR	12 435,46	10 391,04
SA HLM VILOGIA	2012	P		CDC	942 061,63	731 013,48	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,240	A-1	EUR	26 605,78	8 035,86
SA HLM VILOGIA	2012	P		CDC	384 347,40	301 824,41	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,240	A-1	EUR	10 882,08	455,64
SA HLM VILOGIA	2019	P		SG	1 108 749,00	951 838,06	24,50	A	F	Taux fixe à 1.27 %	1,270	F	Taux fixe à 1.27 %	1,270	A-1	EUR	12 497,02	32 179,23
SA HLM VILOGIA	2025	P		CDC	2 326 864,00	0,00	81,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SA HLM VILOGIA	2025	P		CDC	4 476 422,00	0,00	41,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SIA HABITAT	2021	P		BANQUE POSTALE	1 504 244,00	1 167 916,29	15,21	T	F	Taux fixe à 0.78 %	0,780	F	Taux fixe à 0.78 %	0,780	A-1	EUR	9 460,32	71 844,04
SOLIHA BATISSEUR HAUTS DE FRANCE	2011	P		CDC	177 048,00	90 977,94	10,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,280	A-1	EUR	3 490,67	5 985,06
TOTAL GENERAL					31 802 358,13	17 623 677,92											477 921,71	366 509,98

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).
(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.
(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	844 431,69
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	2 542 976,41
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**3 387 408,10**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**42 244 658,00**
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**8,02**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.
(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.
(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.
(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Taxe d'aménagement	0,00	138 937,03	138 937,03	0,00
Produits des amendes de police	0,00	259 745,00	259 745,00	0,00
Taxe de séjour	0,00	1 433 352,90	1 433 352,90	0,00
Total	**0,00**	**1 832 034,93**	**1 832 034,93**	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe d'aménagement

	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
10226	Taxe d'aménagement	138 937,03
	Total	**138 937,03**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
2152	Installation de voirie	138 937,03
	Total	**138 937,03**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Produits des amendes de police

	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
1345	Amendes de police	259 745,00
	Total	**259 745,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
2151	Aménagements de voirie et de sécurisation	259 745,00
	Total	**259 745,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe de séjour

Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes	

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe de séjour

Article	Libellé article	Montant
731721	Taxe de séjour	1 433 352,90
	Total	**1 433 352,90**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
657381	Subvention de fonctionnement Touquet & Co	1 433 352,90
	Total	**1 433 352,90**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.
(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.
(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**6 079 750,20**	
Personnes de droit privé	**837 239,19**	
Associations	**743 761,00**	
AMICALE DU PERSONNEL COMMUNAL ET PARACOMMUNAL DU TOUQUET	20 000,00	
ASSOCIATION APEL MME FABRE - ECOLE JEANNE DARC	2 500,00	
ASSOCIATION BAIE DE CANCHE	37 200,00	
ASSOCIATION DES MEDAILLES MILITA	150,00	
ASSOCIATION DES PARENTS D ELEVES DES ECOLES PUBLIQUES DU TOUQUET	600,00	
ASSOCIATION DES PARENTS D ENFANT INADAPTES ARRONDISSEMENT MONTREU	250,00	
ASSOCIATION OPALIVRES	800,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF	2 000,00	
CLUB DE BRIDGE DU TOUQUET	12 000,00	
CLUB DES CHIFFRES ET DES LETTRES	400,00	
CLUB TIR VOL DU TOUQUET	15 000,00	
COURSES HIPPIQUE DU TOUQUET	5 000,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE COMITE DE BERCK MONTREUIL	400,00	
ECOLE PARENTALE ENFANTS AUTISTES DU MONTREUILLOIS EPEAM	20 000,00	
EUPHONIE	35 000,00	
FONDATION DU PATRIMOINE NPDC	5 000,00	
FONDATION DU PATRIMOINE NPDC	310,00	
HARMONIE MUNICIPALE DU TOUQUET JAZZ BAND DU TOUQUET	48 000,00	12632.88
LA GAULE TOUQUETTOISE	1 000,00	
LE TOUQUET AVF ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES	1 000,00	
LES AMIS DE L'ORGUE ET DE LA MUS MME LASSON NICOLE PDTE	700,00	
LES BLOUSES ROSES	200,00	
LES CHATS LIBRES DU TOUQUET	500,00	
MOUVEMENT EUROPEEN ASSOC	1 500,00	
ORCHESTRE SYMPHONIQUE DU TOUQUET PARIS PLAGE	51 000,00	
ORCHESTRE SYMPHONIQUE DU TOUQUET PARIS PLAGE	5 000,00	
ORGANISME DE GESTION ECOLE CATHO	20 151,00	180371.32
PRODUCTIONS 2M LES MALINS PLAISIRS	70 000,00	
ROCK EN STOCK	22 500,00	
SOCIETE ACADEMIQUE DU TOUQUET	600,00	
SOCIETE ACADEMIQUE DU TOUQUET	3 000,00	
SOCIETE DES JARDINS OUVRIERS DU TOUQUET-PARIS-PLAGE	3 500,00	
SOCIETE MEDAILLES LEGION D'HONNE	250,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE E SNSM	1 000,00	
SOLIDARITE ENFANTS DU LIBAN	500,00	
SYNDICAT D INITIATIVES LE TOUQUE	650,00	
SYNDICAT D INITIATIVES LE TOUQUE	4 000,00	
TAC CYCLISME	4 500,00	
TAC CYCLOTOURISME	500,00	
TAC FOOTBALL COTE D OPALE LE TOUQUET ACFCO	63 000,00	63599.90
TAC HOCKEY	36 000,00	
TAC HOCKEY	5 000,00	
TAC HOCKEY	9 000,00	
TAC HOCKEY	5 000,00	
TAC OMNISPORTS	1 300,00	
TAC PETANQUE	1 000,00	
TAC QUILLES	800,00	
TAC RUGBY	30 000,00	13306.80
TAC VOLLEY BALL AND BEACH	60 000,00	22572.48
TAC VOLLEY BALL AND BEACH	4 000,00	
TOUQUET AUTO CLUB	35 000,00	
TOUQUET OPALE ATHLETISME TOA	15 000,00	44738.20
TOUQUET OPALE LONGE COTE	5 000,00	
TOUQUET POLO CLUB	1 000,00	
TOUQUET TENNIS CLUB	63 000,00	
TOUQUET TENNIS CLUB	10 000,00	
TOUS & CO	3 000,00	
Entreprises	**47 034,38**	
ENEDIS SA DIR TERRIRORIALE DU PAS DE CALAI	13 657,38	
EURL MARDO	2 500,00	
LA CAVE TOUQUETTOISE	591,00	
LEVEL ET LOUASSE CONSTRUCTION	558,00	
O'QLO LE MEZQUITE	2 326,00	
SCI DU 87 RUE DE LONDRES	1 200,00	
SCI JULEM	1 200,00	
SCI LES OYATS	1 200,00	
SDC COPROPRIETE RESIDENCE DE LA MER	10 000,00	
SDC DU 118 RUE DE PARIS	1 200,00	
SERGIC SDC OURAGAN	1 200,00	
SYNDIC BENEVOLE VILLA LA WALLONNE	3 000,00	
SYNDIC COPROPRIETE RESIDENCE TOUDUVAN	6 000,00	
SYNDIC DE COPROPRIETE VILLA LES	1 200,00	
SYNDICAT SYNDIC COPRO RES ARCHE	1 200,00	
Personnes physiques	**46 443,81**	
BAUWIN MARIE FRANCE	1 200,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BLANCHARD NATHALIE	1 200,00	
BLOUIN PHILIPPE	1 200,00	
BOUCHERIE MAILLY BOUCHERIE DES 4 SAISONS	2 500,00	
CALLAFE ETIENNE	1 200,00	
CHRISTIAN CUVILLIERS	1 200,00	
CICCO AGNES	3 000,00	
DE REU DELPLANQUE CHANTAL	1 200,00	
DELOT DIDIER	1 963,60	
DESMYTTERE OLIVIER	1 200,00	
DESURMONT FRANCOISE	1 200,00	
DUCROCQ CORINNE	3 000,00	
DUPREZ OLIVIER	1 200,00	
FLAMENT BERTRAND	1 200,00	
FOLLET CRHISTOPHE	1 000,00	
GELLE SUZANNE	1 000,00	
GEVAERT PIERRE	1 200,00	
GRARDEL PHILIPPE	1 200,00	
HUREZ ETIENNE	2 400,00	
HYSBERGUE PIERRE	1 200,00	
JEANTY JOSSELIN ISABELLE	3 000,00	
LEROY PASCAL	1 200,00	
LEUNIS MICHEL	1 200,00	
MERLEVEDE FRANCINE	1 200,00	
PATERNOTTE SYLVIE	1 200,00	
PHELPS BRIGITTE	980,21	
POITAU JEAN NOEL	1 200,00	
REGNIER FRANCIS	1 200,00	
ROUSSEL DOMINIQUE	1 200,00	
SALMON BERNARD	1 200,00	
SOARES PASCAL	1 200,00	
TAILLEUR JEAN FRANCOIS	1 200,00	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**5 242 511,01**	
Etat	**0,00**	
Régions	**4 000,00**	
LYCEE POLYVALENT HOTELIER	4 000,00	
Départements	**840,00**	
COLL MAXENCE VAN DER MEERSCH	840,00	
Communes	**5 219 922,01**	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	1 202 838,64	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LE TOUQUET ET CO - FONCTIONNEMENT	2 800 000,00	
LE TOUQUET ET CO - INVESTISSEMENT	953 037,37	
REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES	264 000,00	
VILLE DE CUCQ	46,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**17 749,00**	
COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DES D BAIES EN MONTREUILLOIS	17 749,00	
Autres	**0,00**	

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
- Délégation de Service Public	CASINO DU PALAIS	SOCIETE DU GRAND CASINO DU TOUQUET	Société Anonyme	0,00
- Délégation de Service Public	CASINO RUE SAINT JEAN	CASINO DES 4 SAISONS	Société par Actions Simplifiées	0,00
- Délégation de Service Public	Société O'SAFRANS	Société O'SAFRANS		0,00
- Délégation de Service Public	SASU SASHA Pirates	SASU SASHA Pirates		0,00
- Délégation de Service Public	SAS ICE CREAM	SAS ICE CREAM		0,00
- Délégation de Service Public	SAS La Petite Voile	SAS La Petite Voile		0,00
- Délégation de Service Public	SARL Le SANDS	SARL Le SANDS		0,00
- Délégation de Service Public	EURL Les Bains de Soleil	EURL Les Bains de Soleil		0,00
- Délégation de Service Public	SAS HELIOS ACTIVITES	SAS HELIOS ACTIVITES		0,00
- Délégation de Service Public	MM Denis CALOIN et Eric STOLZ, STEF	MM Denis CALOIN et Eric STOLZ, STEF		0,00
- Délégation de Service Public	SAS HIPPOJEM	SAS HIPPOJEM		0,00
Détention d'une part du capital				
- Détention d'une part de capital	SEMAT	SEMAT (Société d'économie Mixte Aéroport du Touquet)	Société d'Economie Mixte	181 337,50
- Détention d'une part de capital	CAISSE D'EPARGNE	CAISSE D'EPARGNE DU PAS DE CALAIS	Banque Coopérative	8 376,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	PAS DE CALAIS HABITAT		OPH	1 359 587,38
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	FLANDRE OPALE HABITAT		SA HLM	3 900 303,55
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	SOLIHA BATISSEUR HAUTS DE FRANCE		SA HLM	90 977,94
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	SA HLM VILOGIA		SA HLM	1 984 675,95
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	SEMAT		SEM	65 247,96
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	HABITAT HDF ESH		SA HLM	9 054 968,86
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	SIA HABITAT		SA HLM	1 167 916,29
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- Subventions supérieures à 75 000	TOUQUET & CO	TOUQUET & CO FONCTIONNEMENT	Régie publique	2 800 000,00
- Subventions supérieures à 75 000	TOUQUET & CO	TOUQUET & CO INVESTISSEMENT	Régie publique	953 037,37

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions supérieures à 75 000	REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES	REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES	Budget Annexe d'une Collectivité Territoriale	264 000,00
- Subventions supérieures à 75 000	CCAS	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE		1 202 836,64
- Subventions supérieures à 75 000	TAC VOLLEY BALL AND BEACH	TAC VOLLEY BALL AND BEACH	Association	86 572,48
- Subventions supérieures à 75 000	TAC FOOTBALL COTE D OPALE LE TOUQUET ACFCO	TAC FOOTBALL COTE D OPALE LE TOUQUET ACFCO	Association	126 599,90
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).
(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	-1 437 752,49
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	2 021 217,65
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	583 465,16

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	583 465,16
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	583 465,16

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	2 337 593,00	2 320 406,84	2 583 796,89	4 904 203,73
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	7 600 308,07	3 375 745,92	5 244 580,36	8 620 326,28
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	5 262 715,07	1 055 339,08	2 660 783,47	3 716 122,55
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	-1 437 752,49			-1 437 752,49
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	0,00	0,00		0,00
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	-1 437 752,49			-1 437 752,49
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				2 278 370,06

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**2 337 593,00**	**I**	**2 320 406,84**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**2 207 008,00**		**2 201 346,28**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	2 207 008,00		2 201 346,28
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**130 585,00**		**119 060,56**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	45 000,00		41 259,92
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*85 585,00*		*77 800,64*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**7 600 308,07**	**III**	**3 375 745,92**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 143 684,89**		**1 223 182,73**
10222	FCTVA	981 780,00		1 084 245,70
10226	Taxe d'aménagement (2)	156 904,89		138 937,03
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	5 000,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**6 456 623,18**		**2 152 563,19**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
15182	*Autres provisions pour risques*	*274 213,00*		*273 400,00*
1542	*Provisions pour compte épargne temps*	*7 354,00*		*7 353,50*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*900,00*		*816,00*
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	*52 706,35*		*52 706,35*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*99 300,00*		*99 221,87*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*35 600,00*		*32 340,66*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*456 800,00*		*424 297,00*
28041782	*Subv. Autres : Bâtiments, installations*	*64 000,00*		*58 174,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*400,00*		*340,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*31 200,00*		*28 347,54*
28046	*Attributions compensation investissement*	*19 600,00*		*18 173,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
2805	Licences, logiciels, droits similaires	85 950,00	79 668,87
281321	Immeubles de rapport	62 300,00	56 604,49
2815731	Matériel roulant	7 800,00	7 068,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	3 300,00	2 930,00
281578	Autre matériel technique	8 566,06	8 566,06
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	168 600,00	154 672,12
28181	Installations générales, aménagt divers	1 300,00	1 129,00
281828	Autres matériels de transport	137 300,00	126 314,00
281831	Matériel informatique scolaire	4 700,00	4 248,00
281838	Autre matériel informatique	143 700,00	136 190,51
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	700,00	506,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	56 500,00	51 326,02
28185	Matériel de téléphonie	2 600,00	2 304,00
28186	Cheptel	450,00	400,00
28188	Autres immo. corporelles	531 927,59	525 376,10
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (4)		
33...	En-cours de production de biens (4)		
35...	Stocks de produits (4)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
59...	Dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	690 000,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	3 498 856,18	0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.
(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.
(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
AP23/MGP/2023	Marché Global de Performance de Voirie - Etudes	20	375 000,00	17 000,00	126 784,00	17 011,19	0,00	143 795,19	129 482,63	14 312,56
AP25/MGP/2025	Marché Global de Performance de Voirie - Travaux	23	0,00	39 236 978,00	0,00	39 236 978,00	0,00	39 236 978,00	1 669 742,64	37 567 235,36
AP20VILLE001	Rénovation de l'Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage	23	11 047 517,00	132 966,91	1 783 013,69	516 986,31	0,00	2 300 000,00	1 477 693,58	822 306,42
APPM2030/2024	Rénovation du Front de Mer	20	595 000,00	-95 000,00	595 000,00	-95 000,00	0,00	500 000,00	261 252,00	238 748,00
TOTAL			12 017 517,00	39 291 944,91	2 504 797,69	39 675 975,50	0,00	42 180 773,19	3 538 170,85	38 642 602,34

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.
(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.
(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.
(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	2,91	8,94	1,45	24,08

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	987 004,75	0,00	0,00	0,00	0,00	987 004,75
A110	Autres immobilisations incorporelles	537 831,97	22 566,00	0,00	0,00	0,00	515 265,97
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	184 406,24	0,00	0,00	0,00	0,00	184 406,24
A125	Constructions	509 211,40	0,00	0,00	0,00	0,00	509 211,40
A130	Réseaux et installations de voirie	2 256 791,82	0,00	0,00	0,00	0,00	2 256 791,82
A135	Réseaux divers	198 344,22	0,00	0,00	0,00	0,00	198 344,22
A140	Installations techniques, agencements et matériel	265 478,53	0,00	0,00	0,00	0,00	265 478,53
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 317 050,54	0,00	0,00	0,00	0,00	1 317 050,54
A155	Immobilisations corporelles en cours	3 234 602,25	1 182 800,00	0,00	0,00	0,00	2 051 802,25
A165	Immobilisations financières	29 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**9 479 721,72**	**1 205 366,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 274 355,72**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	987 004,75	0,00	0,00	0,00	987 004,75
A110	Autres immobilisations incorporelles	537 831,97	0,00	0,00	0,00	515 265,97
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	164 406,24	0,00	0,00	0,00	164 406,24
A125	Constructions	509 211,40	0,00	0,00	0,00	509 211,40
A130	Réseaux et installations de voirie	2 256 791,82	0,00	0,00	0,00	2 256 791,82
A135	Réseaux divers	198 344,22	0,00	0,00	0,00	198 344,22
A140	Installations techniques, agencements et matériel	265 478,53	0,00	0,00	0,00	265 478,53
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 317 050,54	0,00	0,00	0,00	1 317 050,54
A155	Immobilisations corporelles en cours	3 234 802,25	1 182 800,00	0,00	0,00	2 051 802,25
A165	Immobilisations financières	29 000,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**9 479 721,72**	**1 182 800,00**	**0,00**	**0,00**	**8 274 355,72**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	967 004,75	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	537 831,97	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	164 406,24	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	509 211,40	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	2 256 791,82	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	198 344,22	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	265 478,53	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 317 050,54	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	3 234 602,25	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	29 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	9 479 721,72	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	987 004,75	0,00	0,00	0,00	987 004,75
A110	Autres immobilisations incorporelles	537 831,97	22 566,00	0,00	0,00	515 265,97
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	164 406,24	0,00	0,00	0,00	164 406,24
A125	Constructions	509 211,40	0,00	0,00	0,00	509 211,40
A130	Réseaux et installations de voirie	2 256 791,82	0,00	0,00	0,00	2 256 791,82
A135	Réseaux divers	198 344,22	0,00	0,00	0,00	198 344,22
A140	Installations techniques, agencements et matériel	265 478,53	0,00	0,00	0,00	265 478,53
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 317 050,54	0,00	0,00	0,00	1 317 050,54
A155	Immobilisations corporelles en cours	3 234 602,25	0,00	0,00	0,00	3 234 602,25
A165	Immobilisations financières	29 000,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	9 479 721,72	22 566,00	0,00	0,00	9 457 155,72

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	2 219 989,78	0,00	0,00	0,00	0,00	2 219 989,78
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	87 137,86	0,00	0,00	0,00	0,00	87 137,86
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	78 087,36	0,00	0,00	0,00	0,00	78 087,36
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	718 965,54	0,00	0,00	0,00	0,00	718 965,54
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	4 045,03	0,00	0,00	0,00	0,00	4 045,03
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	684 205,67	0,00	0,00	0,00	0,00	684 205,67
6	Action économique	953 347,37	0,00	0,00	0,00	0,00	953 347,37
7	Environnement	209 864,22	0,00	0,00	0,00	0,00	209 864,22
8	Transports	4 418 507,99	1 205 366,00	0,00	0,00	0,00	3 213 141,99
	TOTAL	9 374 130,82	**1 205 366,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 168 764,82**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	2 219 989,78	0,00	0,00	0,00	2 219 989,78
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	87 137,86	0,00	0,00	0,00	87 137,86
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	78 067,36	0,00	0,00	0,00	78 067,36
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	718 965,54	0,00	0,00	0,00	718 965,54
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	4 045,03	0,00	0,00	0,00	4 045,03
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	684 205,67	0,00	0,00	0,00	684 205,67
6	Action économique	953 347,37	0,00	0,00	0,00	953 347,37
7	Environnement	209 864,22	0,00	0,00	0,00	209 864,22
8	Transports	4 418 507,99	1 182 800,00	0,00	0,00	3 213 141,99
	TOTAL	**9 374 130,82**	**1 182 800,00**	**0,00**	**0,00**	**8 168 764,82**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	2 219 989,78	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	87 137,86	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	78 067,36	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	718 965,54	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	4 045,03	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	684 205,67	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	953 347,37	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	209 864,22	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	4 418 507,99	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**9 374 130,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	2 219 989,78	0,00	0,00	0,00	2 219 989,78
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	87 137,86	0,00	0,00	0,00	87 137,86
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	78 067,36	0,00	0,00	0,00	78 067,36
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	718 965,54	0,00	0,00	0,00	718 965,54
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	4 045,03	0,00	0,00	0,00	4 045,03
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	684 205,67	0,00	0,00	0,00	684 205,67
6	Action économique	953 347,37	0,00	0,00	0,00	953 347,37
7	Environnement	209 864,22	0,00	0,00	0,00	209 864,22
8	Transports	4 418 507,99	22 566,00	0,00	0,00	4 395 941,99
	TOTAL	9 374 130,82	22 566,00	0,00	0,00	9 351 564,82

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
01- FASQUELLE Daniel	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
02- CALOIN Denis	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
03- DERAMECOURT Madeleine	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
04- PARENT Marielle	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
05- JOUVENEL Anthony	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
06- SCHNEIDER-DERUENNE Angélique	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
07- BIUNDO Michèle	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
08- GOETCHELUCK Janik	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
09- DENIS Liliane	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
10- BANCQUART Anne-Sophie	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
11- LEMAITRE Franck	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
12- QUENON Jean-Marie	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
13- FLAHAUT Pierre	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
14- BERROD Jean-Claude	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
15- DEHACHE Marguerite	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
16- CAPUS Carole	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
17- GONET Patrick	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
18- FRAENKEL Maryvonne	Clémence BAILLET	0,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale
19- Coût pour l'ensemble des élus précités	Clémence BAILLET	750,00	16 juin 2025 (une demi-journée)	Sensibilisation à la santé mentale

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2025

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 14/04/2026

Comptable(s)	Ayant exercé au cours de la gestion	
M VALERY WIMETZ	du 01/01/2025	au 14/04/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

MONCHIET Frederic (1013504302-0), Inspecteur des Finances Publiques — A DDFIP DU PAS-DE-CALAIS, le 16/04/2026

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

WIMETZ Valery (1013620504-0), CSC des Finances Publiques de 3ème catégorie — A MONTREUIL-SUR-MER, le 17/04/2026

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Page 137

* * * *

M. Alexandre KORBAS : Approbation du compte financier unique et effectuation des résultats du budget annexe Palais des congrès. On va le voir après, non ?

Mme Catherine PREVOST : Merci, M. GRESSIER. Simplement pour vous dire que j'indiquerai lorsque je vote différemment de M. LEBREUILLY et inversement. Aujourd'hui, je suis effectivement les deux, mais lorsque je me distingue, je l'expliquerai. Je pense que ce sera facile.

M. Matthieu GRESSIER : D'accord, merci.

Mme Catherine PREVOST : Merci à vous.

M. Alexandre KORBAS : Concernant le budget, les résultats du Palais des congrès... Oui. Alors, on n'a pas la main.

Mme Catherine PREVOST : M. GRESSIER, vous avez la main. Concernant le Palais des Congrès, on n'en a pas parlé, c'est normal ?

M. Alexandre KORBAS : Non, c'est pour ça que je pensais que ça ne venait qu'après, mais effectivement, bon, je n'étais pas...

Mme Catherine PREVOST : Oui, donc on en parle après.

M. Alexandre KORBAS : On en parle après

Mme Catherine PREVOST : Parfait.

M. Alexandre KORBAS : Parce que, que ce soit la Régie autonome ou que ce soit le budget, je vous ai dit, on en parlerait un peu plus tard.

Mme Catherine PREVOST : Oui, donc on ne peut pas voter là.

M. Alexandre KORBAS : On ne peut pas voter.

Mme Catherine PREVOST : D'accord. Merci.

M. Alexandre KORBAS : On ne peut pas voter ni la 6, ni la 7 effectivement. Voilà, donc on peut reprendre.

* * * *

Monsieur le Maire revient et reprend la présidence de la séance.

* * * *

M. le Maire : Bien, donc le Compte Financier Unique étant approuvé, l'affectation de résultats du budget annexe Palais des congrès étant également votée.

M. Alexandre KORBAS : Non.

M. le Maire : Alors, l'affectation de résultats du budget annexe de la Régie Autonome du Palais des Congrès. Est-ce que vous voulez une présentation à ce sujet ? M. LABONTÉ, est-ce que vous pouvez nous rejoindre ?

M. Pierre LABONTÉ : Bonjour. Je ne sais pas si j'aurai mes diapositives. Je vais commencer par le CFU, c'est ça ?

M. le Maire : Oui.

M. Pierre LABONTÉ : Très bien.

M. le Maire : On va rester sur le CFU 2025 du budget annexe Régie Autonome du Palais des Congrès, s'il vous plaît, M. LABONTE. Ensuite, on recommencera. Il y aura un vote.

M. Pierre LABONTÉ : Pour la troisième année consécutive en 2025, la Régie Autonome du Palais des Congrès assure son équilibre global cumulé de fonctionnement à 20,27 € sans versement de subvention d'équilibre par la ville et grâce à l'excellent fonctionnement réalisé en 2024 notamment. L'addition des deux sections de fonctionnement et d'investissement permet de présenter un excédent 2025 de 8 978,99 €.

C'est la conjonction de deux facteurs ce résultat : des recettes d'exploitation supérieures aux prévisions à 1 587 316 € soit plus 27 316 € issus de deux types d'opérateurs. Les deux tiers de cette somme proviennent d'opérateurs privés soit 965 253 €, dont par exemple des organisateurs de congrès, salons, séminaires et intègrent également les recettes de billetterie de spectacles. Cette somme est inférieure au prévisionnel du fait de l'annulation, le report d'évènements mais on est quand même, par rapport au BP, dans les mêmes largeurs. Un tiers de cette somme de ces 1 587 000 € provient du chiffre d'affaires réalisé avec des opérateurs publics pour un montant de 466 345 € donc là ce montant est supérieur au BP et au CA 2024 du fait de la conjonction d'évènements anniversaires en 2025 comme vous le savez, les 100 ans du Caddy, les 50 ans de l'Enduro.

Par ailleurs, les autres recettes sont la contribution de la ville du Touquet pour l'organisation des trois évènements. Il y aura également une présentation qui sera faite

dans le cadre du BP 26 pour un montant de 264 000 € supérieur au BP, j'y reviendrai également dans une diapo suivante au sujet des festivals. Quant aux contributions des autres collectivités, elles s'élèvent à hauteur de 96 000 €.

S'agissant des dépenses dans le CFU, celles-ci s'établissent évidemment aussi à hauteur de 1 951 754 € dont 1 011 162 € en charges de personnel conformes au budget prévisionnel et 358 792 € de charges courantes inférieures au budget prévisionnel de 4,5 % pour l'exploitation générale du Palais s'agissant du CFU.

M. le Maire : Est-ce que vous avez des questions à poser sur l'exécution du budget de la Régie Autonome du Palais des Congrès ? M. Hervé PIERRE.

M. Hervé PIERRE : Merci. L'augmentation des frais de fonctionnement entre 2023-2024 et 2025 est quand même significative. On voit que les frais de fonctionnement du Palais augmentent considérablement. Est-ce que vous pouvez l'expliquer un peu plus que ce que je viens d'entendre ? Merci.

M. Pierre LABONTÉ : Oui, en fait c'est tout simplement parce que dans cette enveloppe globale que vous avez face à vous, c'est le budget global qui intègre également l'intégration des festivals. Quand vous organisez un festival, vous avez également les cachets etc. à couvrir. C'est aussi pour ça que dans le BP et dans les diapositives qui viendront par la suite, je ferai un zoom vraiment pour les détacher ces festivals et vous montrer un peu la part qu'occupent les cachets dans ces frais etc. S'agissant de la masse RH, là on est arrivé à stabilité, à maturité, et je ne vais pas dévoiler, mais on est même sur une légère baisse pour le BP 2026. En fait, ce sont vraiment des augmentations de charges courantes liées à l'achat-revente de spectacles et de prestations d'une manière générale, que ce soit la sécurité, le ménage et autres.

M. le Maire : M. BLARINGHEM.

M. Nicolas BLARINGHEM : Dans le rapport de présentation du budget, il est noté que la Régie a commencé à réexaminer les conditions tarifaires aux clients du secteur public, 480 000 € au BP 2026 contre 465 000 € au BP 2025 : qu'est-ce qui est contenu dans le secteur public ? Est-ce que c'est exclusivement la ville ? Est-ce qu'il y a d'autres prestataires publics qui sont au niveau de ces recettes ?

M. le Maire : Il y a Le Touquet & Co par exemple, quand on organise l'Enduro, on mobilise le Palais pendant plusieurs jours.

M. Nicolas BLARINGHEM : D'accord.

M. le Maire : Et dans ce cas-là, il y a une contrepartie qui est payée par Le Touquet & Co à la Régie Autonome du Palais des Congrès.

M. Nicolas BLARINGHEM : D'accord.

M. le Maire : Alors deux choses, deux remarques à ce sujet : quand on a envisagé de mettre le Palais en DSP, on a fait un PPP pour la construction et la maintenance. On s'est posé la question de savoir si on ne mettait pas le Palais des Congrès en Délégation de Service Public. Il y a eu une réponse de GL Events. GL Events nous demandait 750 000 € de subvention par an et en plus de ça, évidemment, il fallait payer à chaque fois qu'on utilisait le Palais et ils ne reprenaient pas tout le personnel. Évidemment, on a écarté cette solution pour retenir la solution que vous connaissez, c'est d'une Régie Autonome, ce qui nous permet de garder la main sur le Palais, ce qui nous fait économiser 750 000 € de subvention par an, qu'on ne verse pas, mais, bien évidemment, comme dans le modèle proposé par GL Events, quand on utilise le Palais, on paye en contrepartie l'usage du

Palais, c'est tout à fait normal. C'est aussi la conséquence d'un choix et d'un montage fiscal qui nous est très avantageux puisqu'en créant la Régie Autonome et en facturant l'ensemble de nos prestations, c'est pour ça qu'on ne peut pas accorder de gratuité ou alors dans une marge très, très limitée dans le cas des activités commerciales du Palais des Congrès parce qu'en fait, le montage qui a été choisi permet de récupérer la TVA, 20 % de TVA sur 20 M€, vous voyez les sommes que ça représente. Donc, c'est très important qu'on facture à la ville et au Touquet & Co., notamment les prestations qu'on leur offre dans le cadre de la Régie Autonome du Palais des Congrès, parce que c'est la condition aussi pour respecter ce montage fiscal et récupérer la TVA sur le Palais des Congrès. C'est pour ça aussi, par exemple, que le Palais des Congrès n'a pas été confié au Touquet & Co mais fait l'objet du Régie Autonome à part.

M. Nicolas BLARINGHEM : Ok, très bien.

M. le Maire : Mais il y aura une autre présentation plus en détails pour 2026. Encore une fois, c'est uniquement le constat de l'exécution du budget 2025.

Il va y avoir à nouveau un vote et je vais à nouveau sortir. Est-ce qu'on peut mettre la diapo correspondant… Alexandre, il faut que tu fasses voter sur l'affectation des résultats du budget annexe Régie Autonome du Palais des Congrès.

* * * *

Monsieur le Maire quitte la salle
préalablement au vote des Comptes Financiers Uniques
des budgets annexes « Palais des Congrès » et « Régie Autonome du Palais des Congrès »

* * * *

M. Alexandre KORBAS : Sur le premier point, approbation du Compte Financier Unique et affectation du résultat du budget annexe « Palais des Congrès », qui est contre ? Qui s'abstient ? 5. Ok, merci.

6) <u>Approbation du Compte Financier Unique 2025 et affectation de résultats du budget annexe « Palais des Congrès »</u> (document ci-joint)

<u>Rapport de présentation du Compte Financier Unique 2025 du budget annexe « Palais des Congrès »</u>

*Le budget annexe « Palais des Congrès » a été initialement créé pour isoler et enregistrer les flux financiers relatifs **aux opérations de rénovation et d'agrandissement du Palais des Congrès** dans le cadre du contrat de partenariat signé le 28 juillet 2016 avec la société Natixis Lease Immo (devenue BPCE Lease Immo).*

*Il entre **dans le champ d'application de la TVA de droit commun** tant pour les opérations d'investissement que de fonctionnement.*
A ce titre, ses dépenses et ses recettes sont présentées en euro Hors Taxe (HT).

*Il enregistre également les **opérations patrimoniales** afférentes au Palais des Congrès telles que les aménagements et les équipements lourds indispensables à son exploitation ou inhérentes au bien.*

Ce budget enregistre donc :

- *<u>En fonctionnement :</u> les loyers dits « financiers » et ceux correspondant aux frais de gestion, de maintenance et aux grosses réparations, ainsi que les dotations aux amortissements,*

- *En investissement : le loyer annuel du coût d'investissement et les dépenses d'aménagement et d'équipement décidées par le conseil municipal lors du vote du budget primitif.*

*En 2026, avec **un an d'avance** sur la date limite légale, la Ville du Touquet-Paris-Plage a décidé d'opter pour une présentation de son budget exécuté 2025 à partir d'un compte financier unique (CFU), fusion du compte administratif et du compte de gestion précédemment utilisés.*
Les élus et les citoyens disposent non seulement des résultats d'exécution et des annexes du compte administratif mais aussi de la balance comptable, du bilan comptable et du compte de résultat dans un seul document.

Le compte financier unique 2025 présente les opérations suivantes :

- *En fonctionnement : **627 158,54 €** de dépenses correspondant essentiellement aux loyers financiers (116 318,94 € HT), aux loyers afférents aux frais de gestion, maintenance et grosses réparations (370 439 ,43 €, révisions incluses) et aux amortissements (140 400,17 €).*

*Le montant de ces dépenses de fonctionnement est **inférieur au montant voté en budget primitif 2025**, à savoir 687 600 €, correspondant essentiellement aux loyers financiers (116 320 € HT), aux loyers afférents aux frais de gestion, maintenance et grosses réparations (390 000 €, révisions incluses), aux amortissements (154 600 €) et à une inscription budgétaire de précaution (26 680 €).*

Les dépenses de fonctionnement sont couvertes par des recettes de fonctionnement issues du budget principal, à l'euro près.

La section de fonctionnement du compte financier unique présente donc un solde égal à zéro euro, par construction.

- *En investissement : **359 648,33 € de dépenses d'investissement**, restes à réaliser 2025 inclus (116 102,54 €), correspondant essentiellement :*
  - *au loyer annuel d'investissement du contrat de partenariat (226 468,21 € HT),*
  - *à la réalisation de travaux acoustiques dans le salon Adenauer (17 077,58 €).*
  - *aux travaux sur la toiture de la salle Shakespeare et à l'installation de barrières levantes pour le parking du Palais des Congrès (restes à réaliser 2025 à hauteur de 116 102,54 € HT).*

  *Ces dépenses d'investissement sont couvertes par **des recettes d'investissement** issues du budget principal (195 541,18 €), de l'excédent de clôture 2024 (23 706,98 €) ainsi que des dotations aux amortissements (140 400,17 €).*

  In fine, la section d'investissement du compte financier unique 2025 du budget Palais des Congrès présente, après imputation des RAR 2024, un résultat à l'équilibre (0 €).

Rappelons que les dépenses d'investissement prévisionnelles étaient, en budget primitif 2025, de 423.994,98 € (restes à réaliser 2024 inclus), correspondant :
- *au loyer annuel d'investissement du contrat de partenariat (226 469 € HT),*
- *à la réalisation pour 180 448,40 € de travaux de rénovation de la toiture de la salle Shakespeare, à l'acquisition de barrières levantes pour le parking et de 2 portes vitrées automatiques,*
  La quasi-totalité de ce programme d'investissement a ainsi été réalisée et engagée en 2025, pour un montant moindre que celui budgété,
- *à l'engagement juridique d'investissements partiellement réalisés au 31/12/2024, relatifs à la réalisation de travaux acoustiques dans le salon Adenauer (17 077,58 €), travaux également réalisés depuis.*

Dès lors, le compte financier unique du budget annexe « Palais des Congrès » présente un résultat égal à zéro pour la section de fonctionnement, comme pour la section d'investissement.

*Rappelons également qu'en 2024, le budget annexe du Palais des Congrès a enregistré la **dernière échéance significative** tant du loyer d'investissement, 1 360 807,23 €, que du loyer financier, 144 271,42 €.*
*En 2025, le loyer d'investissement s'est élevé à **226 468,21 €** et le loyer financier à **116 318,94 €**.*

*Au 31/12/2025, l'investissement du Palais des Congrès est **payé à hauteur de 85,4%**.*

Par ailleurs, les états B1.2 et B1.4 relatifs à la dette, les états B7.1 « Engagement hors Bilan – Marchés de Partenariat » et B7.6 « Etat des Marchés de Partenariat » du compte financier unique 2025 indiquent précisément, et respectivement, le bilan du contrat de partenariat du Palais des Congrès et de l'autorisation de Programme adoptée et actualisée.

Il est donc proposé :
- *de donner acte des résultats du Compte Financier Unique 2025 lequel peut se résumer ainsi :*

	Résultats courants 2025			Excédent ou déficit reporté 2024		Résultats de clôture 2025		Restes à Réaliser 2025		COMPTE ADMINISTRATIF 2025	
	Dépenses	Recettes	Résultat courant	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent	Dépenses	Recettes	Déficit	Excédent
SECTION d'INVESTISSEMENT	243 545,79	335 941,35	92 395,56	0,00	23 706,98	0,00	116 102,54	116 102,54	0,00	0,00	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT	627 158,54	627 158,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL FONCTIONNEMENT + INVESTISSEMENT	870 704,33	963 099,89	92 395,56	0,00	23 706,98	0,00	116 102,54	116 102,54	0,00	0,00	0,00

- *de constater, les identités de valeurs relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes, et en conséquence de déclarer que le compte financier unique n'appelle ni observation, ni réserve.*
- *de reconnaître la sincérité des restes à réaliser.*
- *d'arrêter les résultats tels qu'indiqués ci-dessus en euros.*
- *de constater le résultat de clôture de la section d'investissement à + 116 102,54 € et de l'absence de besoin de financement de la section d'investissement.*
- *de constater l'absence d'affectation du résultat de fonctionnement.*

- - - -

Délibération n° 2026-03-06 du 28 avril 2026

Approbation du Compte Financier Unique 2025
et affectation des résultats du budget annexe « Palais des Congrès »

Monsieur le Maire expose :

1°) que la Ville du Touquet-Paris-Plage a souhaité anticiper la mise en œuvre du Compte Financier Unique (CFU) pour l'exercice 2025 ; CFU obligatoire à compter du 1er janvier 2026.

2°) que le Compte Financier Unique se substitue au compte administratif et au compte de gestion en réunissant les 2 documents.

3°) qu'ainsi le Compte Financier Unique (CFU) met en évidence des informations clefs sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan comptable, les balances et le compte de résultat.

4°) que le Compte Financier Unique est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

5°) qu'en application de l'article L 1612-32 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le résultat de l'exercice précédent est affecté en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du Compte Financier Unique et, en tout état de cause, avant la clôture de l'exercice suivant.

6°) que les dispositions de l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, lors du débat du CFU, le Conseil municipal élit son président et dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 1612 et suivants, L 2121-14 et L 2121-29,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57,

Vu la présentation synthétique du Compte Financier Unique du budget annexe « Palais des Congrès » jointe à la présente délibération,

Vu le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe « Palais des Congrès »,

Vu la délibération n° 2026-03-04 en date du 28 avril 2026 du Conseil municipal de la Ville du Touquet-Paris-Plage relative à la désignation du président de séance pour l'examen des Comptes Financiers Uniques pour l'exercice 2025,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Monsieur Alexandre KORBAS, Conseiller municipal délégué aux Finances, délibérant sur le Compte Financier Unique de l'exercice 2025 dressé par le comptable public et l'ordonnateur, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré, après s'être fait présenter le Compte Financier Unique par le comptable public et l'ordonnateur, visé et certifié comme étant conforme aux écritures de la comptabilité publique,

Et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 21 Voix Pour et 5 Abstentions (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM et Mme Roswitha LEON),

1°) de lui donner acte des résultats du Compte Financier Unique 2025 lequel peut se résumer ainsi :

	Résultats courants 2025			Excédent ou déficit reporté 2024		Résultats de clôture 2025		Restes à Réaliser 2025		COMPTE ADMINISTRATIF 2025	
	Dépenses	Recettes	Résultat courant	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent	Dépenses	Recettes	Déficit	Excédent
SECTION d'INVESTISSEMENT	243 545,79	335 941,35	92 395,56	0,00	23 706,98	0,00	116 102,54	116 102,54	0,00	0,00	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT	627 158,54	627 158,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL FONCTIONNEMENT + INVESTISSEMENT	870 704,33	963 099,89	92 395,56	0,00	23 706,98	0,00	116 102,54	116 102,54	0,00	0,00	0,00

DÉCIDE par 22 Voix Pour et 5 Abstentions (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM et Mme Roswitha LEON),

2°) de constater, les identités de valeurs relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes, et en conséquence de déclarer que le compte financier unique n'appelle ni observation, ni réserve.

3°) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser.

4°) d'arrêter les résultats tels qu'indiqués ci-dessus en euros.

5°) de constater le résultat de clôture de la section d'investissement à + 116 102,54 € et de l'absence de besoin de financement de la section d'investissement.

6°) de constater l'absence d'affectation du résultat de fonctionnement.

7°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-Mer et à Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

- - - -

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE

Numéro SIRET : 21620826400210

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE MONTREUIL-SUR-MER

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : PALAIS DES CONGRES (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 23
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25
D1 - Dépenses de fonctionnement 26
D2 - Recettes de fonctionnement 28

III - Etats financiers

A - Bilan 30
B - Compte de résultat 34
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 37
D - Balance des comptes 38

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 44

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 47
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 52
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 53
B3 - Etat des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 54
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 55
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
C - Etats annexés budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	56
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses	57
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	58
C2.1 - Situation des AP	60
C2.2 - Situation des AE	61
IV - Annexes	
C - Etats annexés budgétaires	
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature	62
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction	69
IV - Etats annexés	
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus	Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1)	Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse	Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail	Sans Objet
E - Etat des Contrôles du Compte Financier	76
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	77

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.
(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.
(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	354 398,64	672 600,00	1 026 998,64
	Recettes réalisées (1)	B	335 941,35	627 158,54	963 099,89
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	378 105,62	672 600,00	1 050 705,62
	Dépenses réalisées (1)	E	243 545,79	627 158,54	870 704,33
	Restes à réaliser	F	116 102,54	0,00	116 102,54
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	92 395,56	0,00	92 395,56
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	23 706,98	0,00	23 706,98
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	116 102,54	0,00	116 102,54
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-116 102,54	0,00	-116 102,54
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	0,00	0,00	0,00

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

10500 - LE TOUQUET PALAIS DES CONGRES — Exercice 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
LE TOUQUET PALAIS DES CONGRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	23 706,98	0,00	92 395,56	0,00	116 102,54
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	23 706,98	0,00	92 395,56	0,00	116 102,54
TOTAL II	**23 706,98**	**0,00**	**92 395,56**	**0,00**	**116 102,54**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**23 706,98**	**0,00**	**92 395,56**	**0,00**	**116 102,54**

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLECTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.
Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).
Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :
- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.
Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	116 102,54
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		116 102,54
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

10500 - LE TOUQUET PALAIS DES CONGRES — Exercice 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**FONDS PROPRES**	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**	Apports et subventions d'investissement	5 305,47
Subventions d'investissement versées	0,00	Neutralisations et régularisations	0,00
Autres immobilisations incorporelles	29,64	Réserves	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**	Report à nouveau	0,00
Terrains	0,00	Résultat de l'exercice	0,00
Constructions	21 511,41	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	13 678,44
Réseaux et installations de voirie	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**18 983,91**
Réseaux divers	10,17	**PASSIF**	**0,00**
Installations techniques, agencements et matériel	180,53	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	**0,00**
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	**DETTES FINANCIÈRES**	**0,00**
Autres	120,53	Emprunts obligataires	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	0,00
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**	Dettes financières et autres emprunts	2 984,47
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**2 984,47**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**21 852,28**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	80,35
Stocks	0,00	Autres dettes non financières	0,00
Créances	196,45	Produits constatés d'avance	0,00
Charges constatées d'avance	0,00	**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**80,35**
Trésorerie	0,00	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	**0,00**
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**196,45**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**3 064,82**
Comptes de régularisation (III)	0,00	Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00	Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**22 048,73**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**22 048,73**

(1) Déduction faite des amortissements et des dépréciations

10500 - LE TOUQUET PALAIS DES CONGRES — Exercice 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	627,16	635,92
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**627,16**	**635,92**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	370,44	388,43
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	140,40	103,21
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	510,84	491,64
CHARGES D'INTERVENTION	0,00	0,00
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	0,00	0,00
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	116,32	144,27
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	116,32	144,27
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	-116,32	-144,27
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	0,00	0,00

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N	F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				0,00	0,00

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.
(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 1.00%
- Investissement : 2.00%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	151 636,62	17 077,58	11,26	116 102,54
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**151 636,62**	**17 077,58**	**11,26**	**116 102,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	226 469,00	226 468,21	100,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**226 469,00**	**226 468,21**	**100,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**378 105,62**	**243 545,79**	**64,41**	**116 102,54**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**378 105,62**	**243 545,79**	**64,41**	**116 102,54**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**378 105,62**	**243 545,79**		**116 102,54**

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) *DI 040 = RF 042*
(5) *DI 041 = RI 041*
(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	199 798,64	195 541,18	97,87	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**199 798,64**	**195 541,18**	**97,87**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*154 600,00*	*140 400,17*	*90,82*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**154 600,00**	**140 400,17**	**90,82**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**354 398,64**	**335 941,35**	**94,79**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**23 706,98**			
Total des recettes de la section d'investissement		**378 105,62**	**335 941,35**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.
(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).
(4) *DI 040 = RF 042*
(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) *DI 041 = RI 041*
(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	401 680,00	290 091,78	80 347,65	370 439,43	92,22	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**401 680,00**	**290 091,78**	**80 347,65**	**370 439,43**	**92,22**	**0,00**
66	Charges financières	116 320,00	116 318,94	0,00	116 318,94	100,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**518 000,00**	**406 410,72**	**80 347,65**	**486 758,37**	**93,97**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*154 600,00*	*140 400,17*	*0,00*	*140 400,17*	*90,82*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**154 600,00**	**140 400,17**	**0,00**	**140 400,17**	**90,82**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**672 600,00**	**546 810,89**	**80 347,65**	**627 158,54**	**93,24**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**672 600,00**	**546 810,89**	**80 347,65**	**627 158,54**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	672 600,00	627 158,54	0,00	627 158,54	93,24	0,00
Total des recettes de gestion des services		**672 600,00**	**627 158,54**	**0,00**	**627 158,54**	**93,24**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**672 600,00**	**627 158,54**	**0,00**	**627 158,54**	**93,24**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**672 600,00**	**627 158,54**	**0,00**	**627 158,54**	**93,24**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**672 600,00**	**627 158,54**	**0,00**	**627 158,54**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.
(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(3) *RF 042 + DI 040*

10500 - LE TOUQUET PALAIS DES CONGRES — Exercice 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	15 468,60	0,00	15 468,60	0,00
2188	Autres	0,00	1 608,98	0,00	1 608,98	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	151 636,62	17 077,58	0,00	17 077,58	134 559,04
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**151 636,62**	**17 077,58**	**0,00**	**17 077,58**	**134 559,04**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1675	Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat	0,00	226 468,21	0,00	226 468,21	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	226 469,00	226 468,21	0,00	226 468,21	0,79
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**226 469,00**	**226 468,21**	**0,00**	**226 468,21**	**0,79**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**378 105,62**	**243 545,79**	**0,00**	**243 545,79**	**134 559,83**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**378 105,62**	**243 545,79**	**0,00**	**243 545,79**	**134 559,83**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**378 105,62**	**243 545,79**	**0,00**	**243 545,79**	**134 559,83**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
181	Compte de liaison : affectation à... (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	195 541,18	0,00	195 541,18	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	199 798,64	195 541,18	0,00	195 541,18	4 257,46
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**199 798,64**	**195 541,18**	**0,00**	**195 541,18**	**4 257,46**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*56 041,75*	*0,00*	*56 041,75*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*11 738,16*	*0,00*	*11 738,16*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*7 688,00*	*0,00*	*7 688,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*64 332,26*	*0,00*	*64 332,26*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*154 600,00*	*140 400,17*	*0,00*	*140 400,17*	*14 199,83*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***154 600,00***	***140 400,17***	***0,00***	***140 400,17***	***14 199,83***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**354 398,64**	**335 941,35**	**0,00**	**335 941,35**	**18 457,29**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**23 706,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**378 105,62**	**335 941,35**	**0,00**	**335 941,35**	**42 164,27**

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

10500 - LE TOUQUET PALAIS DES CONGRES — Exercice 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	1 398,35	1 398,35	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	51 724,18	0,00	51 724,18	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	388 935,14	88 786,58	300 148,56	0,00
6168	Autres	0,00	18 206,69	0,00	18 206,69	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	360,00	0,00	360,00	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	401 680,00	460 624,36	90 184,93	370 439,43	31 240,57
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**401 680,00**	**460 624,36**	**90 184,93**	**370 439,43**	**31 240,57**
6618	Intérêts des autres dettes	0,00	116 318,94	0,00	116 318,94	0,00
total chapitre 66	Charges financières	116 320,00	116 318,94	0,00	116 318,94	1,06
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**518 000,00**	**576 943,30**	**90 184,93**	**486 758,37**	**31 241,63**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*140 400,17*	*0,00*	*140 400,17*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*154 600,00*	*140 400,17*	*0,00*	*140 400,17*	*14 199,83*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***154 600,00***	***140 400,17***	***0,00***	***140 400,17***	***14 199,83***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**672 600,00**	**717 343,47**	**90 184,93**	**627 158,54**	**45 441,46**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**672 600,00**	**717 343,47**	**90 184,93**	**627 158,54**	**45 441,46**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

10500 - LE TOUQUET PALAIS DES CONGRES Exercice 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7573621	non dotés de la personnalité morale	0,00	622 878,54	0,00	622 878,54	0,00
75888	Autres	0,00	4 280,00	0,00	4 280,00	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	672 600,00	627 158,54	0,00	627 158,54	45 441,46
Total des recettes de gestion des services		**672 600,00**	**627 158,54**	**0,00**	**627 158,54**	**45 441,46**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**672 600,00**	**627 158,54**	**0,00**	**627 158,54**	**45 441,46**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**672 600,00**	**627 158,54**	**0,00**	**627 158,54**	**45 441,46**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**672 600,00**	**627 158,54**	**0,00**	**627 158,54**	**45 441,46**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

10500 - LE TOUQUET PALAIS DES CONGRES — Exercice 2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		32 810,00	3 170,00	29 640,00	29 640,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		21 511 411,97	0,00	21 511 411,97	21 495 943,37
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		10 170,25	0,00	10 170,25	10 170,25
Installations techniques, agencements et matériel		293 210,72	112 685,19	180 525,53	237 167,28
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		508 781,46	388 250,01	120 531,45	202 680,89
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**22 356 384,40**	**504 105,20**	**21 852 279,20**	**21 975 601,79**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		38 439,00	0,00	38 439,00	631 019,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		158 009,63	0,00	158 009,63	0,00
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**196 448,63**	**0,00**	**196 448,63**	**631 019,00**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE RÉGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		1,56	0,00	1,56	1,26
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**22 552 834,59**	**504 105,20**	**22 048 729,39**	**22 606 622,05**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		5 305 466,92	5 305 466,92
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		0,00	0,00
REPORT A NOUVEAU		0,00	0,00
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		0,00	0,00
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		13 678 440,84	13 482 899,66
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**18 983 907,76**	**18 788 366,58**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		2 984 473,98	3 210 942,19
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**2 984 473,98**	**3 210 942,19**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		80 347,65	90 184,93
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	517 128,35
Autres dettes non financières		0,00	0,00
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**80 347,65**	**607 313,28**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**3 064 821,63**	**3 818 255,47**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**22 048 729,39**	**22 606 622,05**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		0,00	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		0,00	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		627 158,54	635 915,68	-8 757,14
Production stockée et immobilisée		0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**627 158,54**	**635 915,68**	**-8 757,14**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		370 439,43	388 433,45	-17 994,02
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		140 400,17	103 210,81	37 189,36
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**510 839,60**	**491 644,26**	**19 195,34**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		0,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**116 318,94**	**144 271,42**	**-27 952,48**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		116 318,94	144 271,42	-27 952,48
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**116 318,94**	**144 271,42**	**-27 952,48**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-116 318,94**	**-144 271,42**	**27 952,48**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

10500 - LE TOUQUET PALAIS DES CONGRES — Exercice 2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	C

L'annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

10500 - LE TOUQUET PALAIS DES CONGRES — Exercice 2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1321	État et établissements nationaux	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
1322	Régions	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00
1323	Départements	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
13251	GFP de rattachement	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
	Sous Total compte 1326	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
	Sous Total compte 132	**0,00**	**6 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 000 000,00**	**0,00**	**6 000 000,00**
1388	Autres	0,00	305 466,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	305 466,92	0,00	305 466,92
	Sous Total compte 138	**0,00**	**305 466,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**305 466,92**	**0,00**	**305 466,92**
	Sous Total compte 13	**0,00**	**6 305 466,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 305 466,92**	**0,00**	**6 305 466,92**
1675	Dettes afférentes aux marchés publics de	0,00	3 210 942,19	0,00	0,00	226 468,21	0,00	226 468,21	3 210 942,19	0,00	2 984 473,98
	Sous Total compte 167	**0,00**	**3 210 942,19**	**0,00**	**0,00**	**226 468,21**	**0,00**	**226 468,21**	**3 210 942,19**	**0,00**	**2 984 473,98**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**3 210 942,19**	**0,00**	**0,00**	**226 468,21**	**0,00**	**226 468,21**	**3 210 942,19**	**0,00**	**2 984 473,98**
181	Compte de liaison : affectation à... (bu	0,00	13 482 899,66	0,00	0,00	0,00	195 541,18	0,00	13 678 440,84	0,00	13 678 440,84
	Sous Total compte 18	**0,00**	**13 482 899,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**195 541,18**	**0,00**	**13 678 440,84**	**0,00**	**13 678 440,84**
	Total classe 1	**0,00**	**21 999 308,77**	**0,00**	**0,00**	**226 468,21**	**195 541,18**	**226 468,21**	**22 194 848,95**	**0,00**	**21 968 381,74**
2031	Frais d'études	26 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 420,00	0,00	26 420,00	0,00
2033	Frais d'insertion	2 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520,00	0,00	2 520,00	0,00
	Sous Total compte 203	**28 940,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 940,00**	**0,00**	**28 940,00**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	3 870,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 870,00	0,00	3 870,00	0,00
	Sous Total compte 205	**3 870,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 870,00**	**0,00**	**3 870,00**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**32 810,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 810,00**	**0,00**	**32 810,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21351	Bâtiments publics	1 092 630,95	0,00	0,00	0,00	15 468,60	0,00	1 108 099,55	0,00	1 108 099,55	0,00
	Sous Total compte 2135	**1 092 630,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 468,60**	**0,00**	**1 108 099,55**	**0,00**	**1 108 099,55**	**0,00**
2138	Autres constructions	20 403 312,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 403 312,42	0,00	20 403 312,42	0,00
	Sous Total compte 213	**21 496 943,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 468,60**	**0,00**	**21 511 411,97**	**0,00**	**21 511 411,97**	**0,00**
21534	Réseaux d'électrification	10 170,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 170,26	0,00	10 170,26	0,00
	Sous Total compte 2153	**10 170,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 170,26**	**0,00**	**10 170,26**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	293 210,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	293 210,72	0,00	293 210,72	0,00
	Sous Total compte 216	**303 380,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**303 380,97**	**0,00**	**303 380,97**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	97 974,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 974,58	0,00	97 974,58	0,00
	Sous Total compte 2183	**97 974,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**97 974,58**	**0,00**	**97 974,58**	**0,00**
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	76 907,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 907,60	0,00	76 907,60	0,00
	Sous Total compte 2184	**76 907,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**76 907,60**	**0,00**	**76 907,60**	**0,00**
2188	Autres	332 290,30	0,00	0,00	0,00	1 608,98	0,00	333 899,28	0,00	333 899,28	0,00
	Sous Total compte 218	**607 172,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 608,98**	**0,00**	**608 781,46**	**0,00**	**608 781,46**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**22 306 486,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 077,58**	**0,00**	**22 323 574,40**	**0,00**	**22 323 574,40**	**0,00**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e	0,00	3 170,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 170,00	0,00	3 170,00
	Sous Total compte 280	**0,00**	**3 170,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 170,00**	**0,00**	**3 170,00**
28158	Autres installations, matériel et outill	0,00	56 043,44	0,00	0,00	0,00	56 641,75	0,00	112 685,19	0,00	112 685,19
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**56 043,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 641,75**	**0,00**	**112 685,19**	**0,00**	**112 685,19**
281838	Autre matériel informatique	0,00	78 628,46	0,00	0,00	0,00	11 738,16	0,00	90 366,62	0,00	90 366,62
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**78 628,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 738,16**	**0,00**	**90 366,62**	**0,00**	**90 366,62**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	22 014,00	0,00	0,00	0,00	7 688,00	0,00	29 702,00	0,00	29 702,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**22 014,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 688,00**	**0,00**	**29 702,00**	**0,00**	**29 702,00**
28188	Autres	0,00	203 849,13	0,00	0,00	0,00	64 332,26	0,00	268 181,39	0,00	268 181,39
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**304 481,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 758,42**	**0,00**	**388 260,01**	**0,00**	**388 260,01**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**360 636,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**140 400,17**	**0,00**	**600 936,20**	**0,00**	**600 936,20**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**383 706,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**140 400,17**	**0,00**	**604 106,20**	**0,00**	**604 106,20**
	Total classe 2	**22 338 306,82**	**383 706,03**	**0,00**	**0,00**	**17 077,58**	**140 400,17**	**22 368 384,40**	**604 106,20**	**22 368 384,40**	**604 106,20**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	456 332,05	456 332,05	0,00	0,00	456 332,05	456 332,05	0,00	0,00
	Sous Total compte 401	**0,00**	**0,00**	**456 332,05**	**456 332,05**	**0,00**	**0,00**	**456 332,05**	**456 332,05**	**0,00**	**0,00**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00	269 721,84	269 721,84	0,00	0,00	269 721,84	269 721,84	0,00	0,00
	Sous Total compte 404	**0,00**	**0,00**	**269 721,84**	**269 721,84**	**0,00**	**0,00**	**269 721,84**	**269 721,84**	**0,00**	**0,00**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	90 184,93	90 184,93	80 347,65	0,00	0,00	90 184,93	170 532,58	0,00	80 347,65
	Sous Total compte 40	**0,00**	**90 184,93**	**816 238,82**	**806 401,54**	**0,00**	**0,00**	**816 238,82**	**896 586,47**	**0,00**	**80 347,65**
44342	Recettes - Amiable	0,00	0,00	622 878,54	622 878,54	0,00	0,00	622 878,54	622 878,54	0,00	0,00
	Sous Total compte 4434	**0,00**	**0,00**	**622 878,54**	**622 878,54**	**0,00**	**0,00**	**622 878,54**	**622 878,54**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**0,00**	**0,00**	**622 878,54**	**622 878,54**	**0,00**	**0,00**	**622 878,54**	**622 878,54**	**0,00**	**0,00**
44562	T.V.A. sur immobilisations	0,00	0,00	48 709,36	48 709,36	0,00	0,00	48 709,36	48 709,36	0,00	0,00
44566	T.V.A. sur autres biens et services	0,00	0,00	99 319,59	99 319,59	0,00	0,00	99 319,59	99 319,59	0,00	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	109 571,00	0,00	148 350,00	219 482,00	0,00	0,00	257 921,00	219 482,00	38 439,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**109 571,00**	**0,00**	**296 378,95**	**367 510,95**	**0,00**	**0,00**	**406 948,95**	**367 510,95**	**38 439,00**	**0,00**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	521 448,00	0,00	219 160,00	740 608,00	0,00	0,00	740 608,00	740 608,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4458	**521 448,00**	**0,00**	**219 160,00**	**740 608,00**	**0,00**	**0,00**	**740 608,00**	**740 608,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**631 019,00**	**0,00**	**516 538,95**	**1 108 118,95**	**0,00**	**0,00**	**1 146 557,95**	**1 108 118,95**	**38 439,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total oompte 44	**631 018,00**	**0,00**	**1 138 417,48**	**1 730 897,48**	**0,00**	**0,00**	**1 769 438,48**	**1 730 897,48**	**38 438,00**	**0,00**
4513	Compte de rattachement avec... à subdiv	0,00	517 128,36	1 563 307,72	888 169,74	0,00	0,00	1 563 307,72	1 405 298,09	158 009,63	0,00
	Sous Total oompte 451	**0,00**	**517 128,36**	**1 563 307,72**	**888 169,74**	**0,00**	**0,00**	**1 563 307,72**	**1 405 298,09**	**158 009,63**	**0,00**
	Sous Total oompte 45	**0,00**	**517 128,36**	**1 563 307,72**	**888 169,74**	**0,00**	**0,00**	**1 563 307,72**	**1 405 298,09**	**158 009,63**	**0,00**
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	0,00	162 115,86	162 115,86	0,00	0,00	162 115,86	162 115,86	0,00	0,00
	Sous Total oompte 4671	**0,00**	**0,00**	**162 115,86**	**162 115,86**	**0,00**	**0,00**	**162 115,86**	**162 115,86**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total oompte 467	**0,00**	**0,00**	**162 115,86**	**162 115,86**	**0,00**	**0,00**	**162 115,86**	**162 115,86**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total oompte 46	**0,00**	**0,00**	**162 115,86**	**162 115,86**	**0,00**	**0,00**	**162 115,86**	**162 115,86**	**0,00**	**0,00**
47138	Autres	0,00	0,00	4 280,00	4 280,00	0,00	0,00	4 280,00	4 280,00	0,00	0,00
	Sous Total oompte 4713	**0,00**	**0,00**	**4 280,00**	**4 280,00**	**0,00**	**0,00**	**4 280,00**	**4 280,00**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	0,00	818 419,72	818 419,72	0,00	0,00	818 419,72	818 419,72	0,00	0,00
	Sous Total oompte 471	**0,00**	**0,00**	**822 699,72**	**822 699,72**	**0,00**	**0,00**	**822 699,72**	**822 699,72**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	1,28	0,00	0,94	0,64	0,00	0,00	2,20	0,64	1,56	0,00
	Sous Total oompte 478	**1,28**	**0,00**	**0,94**	**0,64**	**0,00**	**0,00**	**2,20**	**0,64**	**1,56**	**0,00**
	Sous Total oompte 47	**1,28**	**0,00**	**822 700,66**	**822 700,36**	**0,00**	**0,00**	**822 701,92**	**822 700,36**	**1,56**	**0,00**
	Total olasse 4	**631 020,28**	**607 313,28**	**4 602 780,64**	**4 410 384,88**	**0,00**	**0,00**	**5 133 800,80**	**5 017 698,26**	**196 460,19**	**80 347,65**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	335 941,36	335 941,36	0,00	0,00	335 941,36	335 941,36	0,00	0,00
	Sous Total oompte 58	**0,00**	**0,00**	**335 941,36**	**335 941,36**	**0,00**	**0,00**	**335 941,36**	**335 941,36**	**0,00**	**0,00**
	Total olasse 5	**0,00**	**0,00**	**335 941,36**	**335 941,36**	**0,00**	**0,00**	**335 941,36**	**335 941,36**	**0,00**	**0,00**
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 398,35	1 398,35	1 398,35	1 398,35	0,00	0,00
	Sous Total oompte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 398,35**	**1 398,35**	**1 398,35**	**1 398,35**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total oompte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 398,35**	**1 398,35**	**1 398,35**	**1 398,35**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total oompte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 398,35**	**1 398,35**	**1 398,35**	**1 398,35**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	51 724,18	0,00	51 724,18	0,00	51 724,18	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	388 935,14	88 786,58	388 935,14	88 786,58	300 148,56	0,00
	Sous Total oompte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**388 935,14**	**88 786,58**	**388 935,14**	**88 786,58**	**300 148,56**	**0,00**
	Sous Total oompte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**388 935,14**	**88 786,58**	**388 935,14**	**88 786,58**	**300 148,56**	**0,00**
	Sous Total oompte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**388 935,14**	**88 786,58**	**388 935,14**	**88 786,58**	**300 148,56**	**0,00**
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	18 206,69	0,00	18 206,69	0,00	18 206,69	0,00
	Sous Total oompte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 206,69**	**0,00**	**18 206,69**	**0,00**	**18 206,69**	**0,00**
	Sous Total oompte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**468 888,01**	**88 786,58**	**468 888,01**	**88 786,58**	**370 079,43**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	360,00	0,00	360,00	0,00	360,00	0,00
	Sous Total oompte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**360,00**	**0,00**	**360,00**	**0,00**	**360,00**	**0,00**
	Sous Total oompte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**360,00**	**0,00**	**360,00**	**0,00**	**360,00**	**0,00**
6618	Intérêts des autres dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	116 318,94	0,00	116 318,94	0,00	116 318,94	0,00
	Sous Total oompte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**116 318,94**	**0,00**	**116 318,94**	**0,00**	**116 318,94**	**0,00**
	Sous Total oompte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**116 318,94**	**0,00**	**116 318,94**	**0,00**	**116 318,94**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	140 400,17	0,00	140 400,17	0,00	140 400,17	0,00
	Sous Total oompte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**140 400,17**	**0,00**	**140 400,17**	**0,00**	**140 400,17**	**0,00**
	Sous Total oompte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**140 400,17**	**0,00**	**140 400,17**	**0,00**	**140 400,17**	**0,00**
	Total olasse 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**717 343,47**	**90 184,93**	**717 343,47**	**90 184,93**	**627 158,54**	**0,00**
7573621	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	622 878,54	0,00	622 878,54	0,00	622 878,54
	Sous Total oompte 757362	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**622 878,54**	**0,00**	**622 878,54**	**0,00**	**622 878,54**
	Sous Total oompte 75736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**622 878,54**	**0,00**	**622 878,54**	**0,00**	**622 878,54**
	Sous Total oompte 7573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**622 878,54**	**0,00**	**622 878,54**	**0,00**	**622 878,54**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 767	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	622 878,64	0,00	622 878,64	0,00	622 878,64
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 280,00	0,00	4 280,00	0,00	4 280,00
	Sous Total compte 7588	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 280,00	0,00	4 280,00	0,00	4 280,00
	Sous Total compte 758	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 280,00	0,00	4 280,00	0,00	4 280,00
	Sous Total compte 76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	627 158,64	0,00	627 158,64	0,00	627 158,64
	Total classe 7	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	627 158,64	0,00	627 158,64	0,00	627 158,64
	Total général	22 970 327,08	22 970 327,08	4 838 721,89	4 748 326,33	980 889,26	1 053 284,82	28 789 938,23	28 789 938,23	23 179 993,13	23 179 993,13

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	19 650 062,46	12 560 696,28	2 583 796,89	4 505 569,29
RECETTES	19 650 062,46	8 360 864,96	5 244 580,36	6 044 617,14
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	46 213 663,12	41 048 844,30	0,00	5 164 818,82
RECETTES	46 213 663,12	42 432 978,10	0,00	3 780 685,02

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET PALAIS DES CONGRES/ N°SIRET : 21620826400210

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	378 105,62	243 545,79	116 102,54	18 457,29
RECETTES	378 105,62	335 941,35	0,00	42 164,27
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	672 600,00	627 158,54	0,00	45 441,46
RECETTES	672 600,00	627 158,54	0,00	45 441,46

BUDGET REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES/ N°SIRET : 21620826400236

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	55 373,67	32 938,91	13 223,60	9 211,16
RECETTES	55 373,67	19 247,56	0,00	36 126,11
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 011 204,89	1 971 001,91	0,00	40 202,98
RECETTES	2 011 204,89	1 954 867,29	0,00	56 337,60

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	20 083 541,75	12 837 180,98	2 713 123,03	4 533 237,74
RECETTES	20 083 541,75	8 716 053,87	5 244 580,36	6 122 907,52
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	48 897 468,01	43 647 004,75	0,00	5 250 463,26
RECETTES	48 897 468,01	45 015 003,93	0,00	3 882 464,08

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	20 083 541,75	12 837 180,98	2 713 123,03	4 533 237,74
RECETTES	20 083 541,75	8 716 053,87	5 244 580,36	6 122 907,52
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	48 897 468,01	43 647 004,75	0,00	5 250 463,26
RECETTES	48 897 468,01	45 015 003,93	0,00	3 882 464,08
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**68 981 009,76**	**56 484 185,73**	**2 713 123,03**	**9 783 701,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**68 981 009,76**	**53 731 057,80**	**5 244 580,36**	**10 005 371,60**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					11 359 660,32									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					11 359 660,32									
	BPCE LEASE IMMO	27/09/2018	01/01/2020	31/03/2020	5 860 000,00	F	TF à 2.72%	2,720	0,000	EUR	T	P	O	A-1
	CE HAUTS DE France		01/01/2020	31/03/2020	4 940 000,00	F	TF à 3.75%	3,750	0,000	EUR	T	P	O	A-1
	BPCE LEASE IMMO		01/01/2020	31/03/2020	288 060,88	F	TF à 2.72%	2,720	0,000	EUR	T	P	O	A-1
	CE HAUTS DE FRANCE	27/09/2018	01/01/2020	31/03/2020	241 599,44	F	TF à 3.75%	3,750	0,000	EUR	T	P	O	A-1
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					11 359 660,32									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'Index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**2 984 474,05**					**226 468,21**	**116 318,94**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		2 984 474,05					226 468,21	116 318,94	0,00	0,00
		0,00	A-1	0,00	1,00			0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	A-1	2 819 756,88	13,00			0,000	212 890,27	112 282,78	0,00	0,00
		0,00	A-1	0,00	1,00			0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	A-1	164 717,17	13,00			0,000	13 577,94	4 056,16	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 984 474,05**					**226 468,21**	**116 318,94**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.
(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 984 474,05	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 2000.00 €		2023-12-11
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	FRAIS REALISATION DOCUMENTS URBANISME	5	11/12/2023
L	FRAIS D'ETUDES	5	11/12/2023
L	FRAIS D'INSERTION	5	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP BIENS MOBILIERS,MATERIEL,ETUDES CCAS	0	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP VERSEES PERS DROIT PRIVE BIENS MOBIL	5	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP VERSEES BAT ET INSTALL	15	11/12/2023
L	BATIMENTS ET INSTALLATIONS COL STATUT PARTICULIER	0	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP AUTRES BATIMENTS ET INSTALLATIONS	0	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP VERSEES BAT ET INSTALL PERS DE DROIT	0	11/12/2023
L	ATTRIBUTION DE COMPENSATION D'INVESTISSEMENT	5	11/12/2023
L	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	5	11/12/2023
L	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8	11/12/2023
L	IMMEUBLES DE RAPPORT	30	11/12/2023
L	AUTRES BATIMENTS PRIVES	30	11/12/2023
L	INSTAL GENERALES AGENCEM AMENAG CONSTRUCTION BAT P	30	11/12/2023
L	IMMEUBLES DE RAPPORT	30	11/12/2023
L	MATERIEL ROULANT	8	11/12/2023
L	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFE	8	11/12/2023
L	MATERIEL ROULANT	8	11/12/2023
L	AUTRE MATERIEL TECHNIQUE	8	11/12/2023
L	AUTRES INSTAL MATERIEL OUTILLAGE TECHNIQUES	8	11/12/2023
L	INSTAL GENERALES AGENCEMENT AMENAGEMENT	15	11/12/2023
L	AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	7	11/12/2023
L	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	5	11/12/2023
L	AUTRES MATERIELS INFORMATIQUE	5	11/12/2023
L	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	5	11/12/2023
L	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	5	11/12/2023
L	MATERIEL DE TELEPHONIE	5	11/12/2023
L	CHEPTEL	5	11/12/2023
L	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5	11/12/2023

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	Emprunts garantis (1)	0,00	0,00	0,00
8016	Contrats de crédit-bail (2)	0,00	0,00	0,00
8017	Subvention à verser en annuité (3)	0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés			
	Marchés de partenariat (4)		2 984 474,05	342 787,15
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès	2016	BPCE LEASE IMMO (anciennement NATIXIS LEASE IMMO)	Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès	240	27/07/2036		32 791 843,00	342 787,15	2 984 474,05	2 984 474,05	3 305 051,41	639 548,56	6 929 074,02
SOUS-TOTAL							32 791 843,00	342 787,15	2 984 474,05	2 984 474,05	3 305 051,41	639 548,56	6 929 074,02
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**32 791 843,00**	**342 787,15**	**2 984 474,05**	**2 984 474,05**	**3 305 051,41**	**639 548,56**	**6 929 074,02**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique
(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023
(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N
(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N
(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	23 706,98
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	-17 077,58
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	6 629,40

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	6 629,40
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	6 629,40

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	0,00	0,00	116 102,54	116 102,54
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	154 600,00	140 400,17	0,00	140 400,17
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	154 600,00	140 400,17	-116 102,54	24 297,63
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	23 706,98			23 706,98
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	0,00	0,00		0,00
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	23 706,98			23 706,98
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				48 004,61

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**154 600,00**	**III**	**140 400,17**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**154 600,00**		**140 400,17**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28158	*Autres Inst.,matériel,outil. techniques*	*56 900,00*		*56 641,75*
281838	*Autre matériel informatique*	*11 900,00*		*11 738,16*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*7 800,00*		*7 688,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*78 000,00*		*64 332,26*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*			
33…	*En-cours de production de biens (4)*			
35…	*Stocks de produits (4)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.
(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.
(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
16	PALAIS001	16, 20, 21, 23	14 207 315,13	0,00	3 210 942,28	0,00	0,00	3 210 942,28	226 468,23	2 984 474,05
TOTAL			14 207 315,13	0,00	3 210 942,28	0,00	0,00	3 210 942,28	226 468,23	2 984 474,05

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.
(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.
(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.
(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	4,02	3,23	2,36	13,18

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
16	PALAIS001	11, 66	7 998 250,00	0,00	4 430 998,34	0,00	0,00	4 430 998,34	486 398,37	3 944 599,97
TOTAL			**7 998 250,00**	**0,00**	**4 430 998,34**	**0,00**	**0,00**	**4 430 998,34**	**486 398,37**	**3 944 599,97**

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.
(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.
(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.
(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	10,29	9,00	8,50	8,11

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	15 468,60	0,00	0,00	0,00	0,00	15 468,60
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 608,98	0,00	0,00	0,00	0,00	1 608,98
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	17 077,58	0,00	0,00	0,00	0,00	17 077,58

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	15 468,60	0,00	0,00	0,00	15 468,60
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 608,98	0,00	0,00	0,00	1 608,98
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**17 077,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 077,58**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	15 468,60	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 608,98	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	17 077,58	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	15 468,60	0,00	0,00	0,00	15 468,60
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 608,98	0,00	0,00	0,00	1 608,98
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	17 077,58	0,00	0,00	0,00	17 077,58

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - CFU - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

10500 - LE TOUQUET PALAIS DES CONGRES Exercice 2025

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

10500 - LE TOUQUET PALAIS DES CONGRES Exercice 2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 14/04/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M VALERY WIMETZ	du 01/01/2025	au 14/04/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

MONCHIET Frederic (1013504302-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFIP DU PAS-DE-CALAIS, le 15/04/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
WIMETZ Valery (1013620504-0), CSC des Finances Publiques de 3ème catégorie **A MONTREUIL-SUR-MER, le 16/04/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

* * * *

M. Alexandre KORBAS : Pour le point 7, approbation du compte financier unique et affectation du résultat du budget annexe « Régie autonome du Palais des Congrès ». Qui vote contre ? Qui s'abstient ? 5 également. Merci. C'est noté. On va pouvoir passer à la suite.

7) Approbation du Compte Financier Unique 2025 et affectation de résultats du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès » *(document ci-joint)*

Rapport de présentation du Compte Financier Unique 2025 du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès »

Créé le 14 octobre 2019, le budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès » retrace les flux financiers relatifs ***à l'exploitation du Palais des Congrès*** *rénové et agrandi.*

En 2026, avec ***un an d'avance*** *sur la date limite légale, la Ville du Touquet-Paris-Plage a décidé d'opter pour une présentation du budget exécuté 2025 de la Régie Autonome du Palais des Congrès en un* ***Compte Financier Unique (CFU),*** *fusion du compte administratif et du compte de gestion précédemment utilisés.*
Cette présentation offre aux élus et aux citoyens un document unique réunissant non seulement l'exécution budgétaire et les annexes de l'ancien compte administratif mais aussi la balance comptable, le bilan comptable et le compte de résultat.

Le CFU 2025 de la Régie Autonome du Palais des Congrès présente les ***résultats cumulés excédentaires*** *suivants :*

- *La section d'****investissement*** *est en excédent de* ***+ 8 958,72 €,***
- *La section de* ***fonctionnement*** *est à l'équilibre :* ***+ 20,27 €.***

Les principaux faits marquants de l'exercice 2025 sont les suivants :

1er point : des recettes d'exploitation réalisées supérieures aux prévisions du budget primitif 2025 mais aussi à celles réalisées en 2024

Le chiffre d'affaires 2025 global de la régie s'élève à ***1 587 316,57 €*** *alors qu'il était estimé à 1 560 000 € au BP 2025, soit une réalisation supérieure de 27 316,57 € aux prévisions (+1,75%).*
De même, il est supérieur à celui réalisé en 2024 (1 349 163,85 €), soit + 17,65%.

Cette bonne performance s'explique à la fois :

- *par une* ***progression du chiffre d'affaires d'exploitation*** *du Palais des Congrès, hors festivals :*

  Au BP 2025, ce poste avait été budgété à 1.295 000 € alors que le réalisé s'élève à 1 324 741,20 €, soit +29.741,20 € (+2,3 %).
  Il pourrait être ventilé en deux chiffres d'affaires distincts même si l'Administration fiscale n'en reconnait qu'un seul car soumis aux mêmes règles économiques et fiscales.

  S'agissant du chiffre d'affaires des opérateurs privés, le réalisé est de 965 253 € contre une prévision de 1 045 000 €, soit un écart 79 747 € dont l'explication est une location plus importante par les opérations publics (les 50 ans de l'Enduropale, le grand bal des années 20, le congrès annuel de l'Union des Aéroports français et francophones), location réduisant les créneaux disponibles pour les congrès, spectacles et salons.

  Le corollaire est que le chiffre d'affaires des opérateurs publics prévu à 465 000 € au budget primitif 2025 a été de 466 345 € soit + 101 345 €.

Nonobstant la typologie du chiffre d'affaires en 2025, la problématique est l'équilibre et l'arbitrage entre les demandes des opérateurs privés et les opérateurs publics par la Régie Autonome du Palais, exploitante du Palais des Congrès.

- *par une **prévision fiable du chiffre d'affaires généré par les deux festivals** organisés par la régie depuis 2024 :*

  S'agissant du Winter Jazz, le chiffre d'affaires a été de 144 034,78 € pour un prévisionnel de 140 000 €.
  Avec plus de 5 000 spectateurs accueillis et un taux de remplissage de 75,7%, l'édition 2025 a été un succèc

  Quant au Pianos Folies, le chiffre d'affaires réalisé est de 88 308 € contre un prévisionnel de 95 000 €,

  *Soulignons la 1ère année d'organisation et de production des **« Mercredis Jazz »** antérieurement gérés par la régie Touquet & Co : ils ont accueilli 1 300 spectateurs avec un taux de remplissage de 78 % et des recettes à hauteur de 30 232 €*

2ème point : Les financements externes et la contribution Ville pour compensation des contraintes de service public

La Ville du Touquet-Paris-Plage participe au financement de la production de ces trois évènements à hauteur de 264 000 € en 2025.
Le versement de cette contribution a pour objet de compenser les contraintes de services publics imposées à la Régie Autonome du Palais des Congrès dans la cadre de l'organisation de ces trois festivals.

L'attribution de ces trois évènements à la régie autonome du Palais des Congrès, dont c'est le cœur de métier, permet une synergie dans l'organisation des spectacles.

C'est l'application stricte de la loi.

Par ailleurs et surtout, la Ville du Touquet-Paris-Plage ne verse aucune subvention d'équilibre pour la troisième année consécutive à la Régie autonome du Palais des Congrès.

*Néanmoins, la régie autonome a également sollicité et obtenu **des financements externes** à hauteur de 96 000 € auprès de la Région des Hauts-de-France, du Département du Pas-de-Calais, de la Direction Régionale des Affaires Culturelles mais aussi de la Banque des Territoires.*

*En conclusion, les recettes réelles de fonctionnement s'établissent à **1 954 867,29 €** alors qu'elles étaient inscrites à hauteur de 1 854 500 €, soit +100 367,29 € (+5,41%).*

3ème point : des dépenses réelles de fonctionnement évoluant à un étiage similaire aux recettes réelles de fonctionnement

*Les dépenses réelles de fonctionnement 2025 s'établissent à **1 951 754,35 €,** soit en dessous des prévisions initiales, 1 991 704,89, soit – 39 950 ,54 € (-2 **%).***

*Les **dépenses relatives à l'exploitation générale du Palais des Congrès** sont **maîtrisées :***

- *les charges de personnel sont 1 011 162 ,70 € au CFU 2025 contre 1 007 418 € au BP 2025,*
- *les charges courantes sont de 358 792,69 € au CFU 2025 contre 375 178,89 € au BP 2025*

*Les **dépenses relatives à l'organisation des deux festivals sont plus élevées qu'initialement prévues** :*

- *s'agissant du **Winter Jazz,** une mise en valeur des espaces et un décor jazzy ont dû être développés, alourdissant ainsi les coûts de production du festival : 314 789,96 € au CFU 2025 contre 250 000 € au BP 2025),*
- *quant aux Pianos Folies, la programmation gratuite, les concerts off dans les villes du Montreuillois ont également des surcoûts 202 017,67 € au CFU 2025 contre 156 000 au BP 2025),*

4ème point : un résultat de clôture de fonctionnement à l'équilibre

*Pour la troisième année consécutive, en 2025, la Régie Autonome du Palais des Congrès **assure son équilibre global cumulé de fonctionnement à 20,27 €**, sans versement de subvention d'équilibre par la Ville.*
***L'équilibre restera une priorité pour 2026** avec deux réflexions qui porteront sur l**a politique tarifaire** et la configuration et les objectifs assignés aux 2 festivals dont les modèles économiques sont différents*

5ème point : un programme d'investissements 2025 orienté vers les équipements d'exploitation

*Les **investissements** réalisés sont de **32 938,91 €** au CFU 2025 contre 44 326,07 € au BP 2025**,***
Ils concernent essentiellement l'acquisition de matériel scénique pour la régie (panneaux d'exposition), de matériel de téléphonie, de vidéo et de matériel informatique. Une pompe à bière a également été acquise pour distribuer la bière du Palais, produite spécifiquement pour la régie.

Mais, il convient aussi de tenir compte des restes à réaliser à hauteur de 13 223,60 € (boitiers électriques, matériels informatiques et de téléphonie).

Ce programme est financé par les amortissements (19 247,56 €) et le report des excédents dégagés par la section investissements sur les années antérieures (+35 873,67 €).

*C'est ainsi que la section d'investissement présente un excédent de clôture de **8 958,72 €.***

En conclusion, les résultats 2025 de la Régie Autonome du Palais des Congrès confortent les résultats réalisés depuis 2022 et corroborent la stratégie économique et commerciale.

Il est donc proposé :

- *de donner acte des résultats du Compte Financier Unique 2025 lequel peut se résumer ainsi :*

	Résultats courants 2025			Excédent ou déficit reporté 2024		Résultats de clôture 2025		Restes à Réaliser 2025		COMPTE ADMINISTRATIF 2025	
	Dépenses	Recettes	Résultat courant	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent	Dépenses	Recettes	Déficit	Excédent
SECTION d'INVESTISSEMENT	32 938,91	19 247,56	-13 691,35	0,00	35 873,67	0,00	22 182,32	13 223,60	0,00	0,00	8 958,72
SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 971 001,91	1 954 867,29	-16 134,62	0,00	16 154,89	0,00	20,27	0,00	0,00	0,00	20,27
TOTAL FONCTIONNEMENT + INVESTISSEMENT	2 003 940,82	1 974 114,85	-29 825,97	0,00	52 028,56	0,00	22 202,59	13 223,60	0,00	0,00	8 978,99

- *de constater, les identités de valeurs relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes, et en*

conséquence de déclarer que le compte financier unique n'appelle ni observation, ni réserve.

- *de reconnaître la sincérité des restes à réaliser.*
- *d'arrêter les résultats tels qu'indiqués ci-dessus en euros.*
- *de constater le résultat de clôture de la section d'investissement à + 22 182,32 € et de l'absence de besoin de financement de la section d'investissement.*
- *d'affecter l'excédent de fonctionnement en report à nouveau pour 20,27 € à la ligne budgétaire R002 au budget primitif 2026.*

- - - -

Délibération n° 2026-03-07 du 28 avril 2026

Approbation du Compte Financier Unique 2025 et affectation des résultats du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès »

Monsieur le Maire expose :

1°) que la Ville du Touquet-Paris-Plage a souhaité anticiper la mise en œuvre du Compte Financier Unique (CFU) pour l'exercice 2025 ; CFU obligatoire à compter du 1er janvier 2026.

2°) que le Compte Financier Unique se substitue au compte administratif et au compte de gestion en réunissant les 2 documents.

3°) qu'ainsi le Compte Financier Unique (CFU) met en évidence des informations clefs sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan comptable, les balances et le compte de résultat.

4°) que le Compte Financier Unique est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

5°) qu'en application de l'article L 1612-32 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le résultat de l'exercice précédent est affecté en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du Compte Financier Unique et, en tout état de cause, avant la clôture de l'exercice suivant.

6°) que les dispositions de l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, lors du débat du CFU, le Conseil municipal élit son président et dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 1612 et suivants, L 2121-14 et L 2121-29,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 4,

Vu la présentation synthétique du Compte Financier Unique du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès » jointe à la présente délibération,

Vu le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe « Régie Autonome Palais des Congrès »,

Vu la délibération n° 2026-03-04 en date du 28 avril 2026 du Conseil municipal de la Ville du Touquet-Paris-Plage relative à la désignation du président de séance pour l'examen des Comptes Financiers Uniques pour l'exercice 2025,

Vu l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la Régie Autonome du Palais des Congrès en date du 27 avril 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Monsieur Alexandre KORBAS, Conseiller municipal délégué aux Finances, délibérant sur le Compte Financier Unique de l'exercice 2025 dressé par le comptable public et l'ordonnateur, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré, après s'être fait présenter le Compte Financier Unique par le comptable public et l'ordonnateur, visé et certifié comme étant conforme aux écritures de la comptabilité publique,

Et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 21 Voix Pour et 5 Abstentions (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM et Mme Roswitha LEON)

1°) de lui donner acte des résultats du Compte Financier Unique 2025 lequel peut se résumer ainsi :

	Résultats courants 2025			Excédent ou déficit reporté 2024		Résultats de clôture 2025		Restes à Réaliser 2025		COMPTE ADMINISTRATIF 2025	
	Dépenses	Recettes	Résultat courant	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent	Dépenses	Recettes	Déficit	Excédent
SECTION d'INVESTISSEMENT	32 938,91	19 247,56	-13 691,35	0,00	35 873,67	0,00	22 182,32	13 223,60	0,00	0,00	8 958,72
SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 971 001,91	1 954 867,29	-16 134,62	0,00	16 154,89	0,00	20,27	0,00	0,00	0,00	20,27
TOTAL FONCTIONNEMENT + INVESTISSEMENT	2 003 940,82	1 974 114,85	-29 825,97	0,00	52 028,56	0,00	22 202,59	13 223,60	0,00	0,00	8 978,99

DÉCIDE par 22 Voix Pour et 5 Abstentions (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM et Mme Roswitha LEON),

2°) de constater, les identités de valeurs relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes, et en conséquence de déclarer que le compte financier unique n'appelle ni observation, ni réserve.

3°) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser.

4°) d'arrêter les résultats tels qu'indiqués ci-dessus en euros.

5°) de constater le résultat de clôture de la section d'investissement à + 22 182,32 € et de l'absence de besoin de financement de la section d'investissement.

6°) d'affecter l'excédent de fonctionnement en report à nouveau pour 20,27 € à la ligne budgétaire R002 au budget primitif 2026.

7°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-Mer et à Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

- - - -

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE

Numéro SIRET : 21620826400236

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE MONTREUIL-SUR-MER

M. 4(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.
(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) 6
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
E - Bilan synthétique 9
F - Compte de résultat synthétique 10

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 11

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 12
A1.2 - Recettes d'exploitation 13
A2.1 - Dépenses d'investissement 14
A2.2 - Recettes d'investissement 15

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 16
B2 - Recettes d'exploitation 19
C1 - Dépenses d'investissement 21
C2 - Recettes d'investissement 23
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25

III - États financiers

A - Bilan 26
B - Compte de résultat 31

III - Etats financiers

C - Balance des comptes 34

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) Sans Objet

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 43
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
B6.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.2 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B8.3 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B8.4 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B9.1 - Etat du personnel 44
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 48
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 49
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 50
C2.1 - Situation des autorisations de programme Sans Objet
C2.2 - Situation des autorisations dengagement Sans Objet

IV - Annexes

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 51

IV - États annexés

D. Autres éléments d'information

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) Sans Objet

D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) Sans Objet

D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) Sans Objet

D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) Sans Objet

E - État des Contrôles du Compte Financier 58

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 59

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-8 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Exploitation	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	19 500,00	1 995 050,00	2 014 550,00
	Recettes réalisées (1)	B	19 247,56	1 954 867,29	1 974 114,85
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	55 373,67	2 011 204,89	2 066 578,56
	Dépenses réalisées (1)	E	32 938,91	1 971 001,91	2 003 940,82
	Restes à réaliser	F	13 223,60	0,00	13 223,60
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	-13 691,35	-16 134,62	-29 825,97
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	35 873,67	16 154,89	52 028,56
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	22 182,32	20,27	22 202,59
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	-13 223,60	0,00	-13 223,60
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	8 958,72	20,27	8 978,99

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

10600 - LE TOUQUET REGIE PALAIS CONGRE Exercice 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
II - Budgets des services à caractère administratif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL II	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
LE TOUQUET REGIE PALAIS CONGRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	35 873,67	0,00	-13 691,35	0,00	22 182,32
Fonctionnement	16 154,89	0,00	-16 134,62	0,00	20,27
Sous-Total	52 028,56	0,00	-29 825,97	0,00	22 202,59
TOTAL III	52 028,56	0,00	-29 825,97	0,00	22 202,59
TOTAL I + II + III	52 028,56	0,00	-29 825,97	0,00	22 202,59

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

Catégorie de services (2)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	13 223,60
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	13 223,60
2183	Matériel de bureau et informatique	3 576,00
2188	Autres immobilisations corporelles	9 647,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL	(II)	0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

10600 - LE TOUQUET REGIE PALAIS CONGRE — Exercice 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,22**	Dotations	100,00
Terrains	0,00	Fonds globalisés	0,00
Constructions	0,00	Réserves	0,00
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	0,00	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau (1)	16,15
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-16,13
Autres immobilisations corporelles	77,60	Subventions transférables	0,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	**77,60**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**77,82**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**100,02**
Créances	511,51	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**0,00**
Disponibilités	62,37	Fournisseurs (2)	310,75
Autres actifs circulant	3,85	Autres dettes à court terme	236,45
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**577,84**	**Total des dettes à court terme**	**547,20**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**547,20**
		Comptes de régularisation	**8,43**
TOTAL ACTIF	**655,65**	**TOTAL PASSIF**	**655,65**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

10600 - LE TOUQUET REGIE PALAIS CONGRE — Exercice 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	F

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	0,00	0,00
Dotations et subventions reçues	362,28	263,58
Produits des services	1 587,32	1 349,16
Autres produits	1,20	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	1 950,79	1 612,75
Traitements, salaires, charges sociales	894,83	799,12
Achats et charges externes	995,45	776,58
Participations et interventions	17,08	6,76
Dotations aux amortissements et provisions	19,25	20,65
Autres charges	40,33	25,95
Charges courantes non financières	1 966,93	1 629,06
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**-16,13**	**-16,31**
Produits courants financiers	0,00	0,00
Charges courantes financières	0,00	0,00
RESULTAT COURANT FINANCIER	**0,00**	**0,00**
RESULTAT COURANT	**-16,13**	**-16,31**
Produits exceptionnels	0,00	3,00
Charges exceptionnelles	0,00	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**0,00**	**3,00**
Impôts sur les bénéfices	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-16,13**	**-13,31**

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	962 228,89	738 057,05	185 457,53	923 514,58	95,98	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	1 011 418,00	982 567,36	28 595,34	1 011 162,70	99,97	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	18 058,00	11 093,18	5 983,89	17 077,07	94,57	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**1 991 704,89**	**1 731 717,59**	**220 036,76**	**1 951 754,35**	**97,99**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 991 704,89**	**1 731 717,59**	**220 036,76**	**1 951 754,35**	**97,99**	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*19 500,00*	*19 247,56*	*0,00*	*19 247,56*	*98,71*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		*19 500,00*	*19 247,56*	*0,00*	*19 247,56*	*98,71*	*0,00*
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**2 011 204,89**	**1 750 965,15**	**220 036,76**	**1 971 001,91**	**98,00**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**2 011 204,89**	**1 750 965,15**	**220 036,76**	**1 971 001,91**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) ce chapitre n'existe pas en M49
(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE	A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	4 074,68	0,00	4 074,68	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 620 550,00	1 323 450,77	263 865,80	1 587 316,57	97,95	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	369 500,00	215 689,76	146 585,54	362 275,30	98,04	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 200,74	0,00	1 200,74	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**1 990 050,00**	**1 544 415,95**	**410 451,34**	**1 964 867,29**	**98,23**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**1 996 050,00**	**1 544 415,95**	**410 451,34**	**1 964 867,29**	**97,99**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**1 996 050,00**	**1 544 415,95**	**410 451,34**	**1 964 867,29**	**97,99**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**16 154,89**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**2 011 204,89**	**1 544 415,95**	**410 451,34**	**1 964 867,29**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43
(3) RE 042 = DI 040

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	55 373,67	32 938,91	59,48	13 223,60
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**55 373,67**	**32 938,91**	**59,48**	**13 223,60**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**55 373,67**	**32 938,91**	**59,48**	**13 223,60**
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**55 373,67**	**32 938,91**	**59,48**	**13 223,60**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**55 373,67**	**32 938,91**		**13 223,60**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*19 500,00*	*19 247,56*	*98,71*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***19 500,00***	***19 247,56***	***98,71***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**19 500,00**	**19 247,56**	**98,71**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**35 873,87**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**55 373,87**	**19 247,56**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

10600 - LE TOUQUET REGIE PALAIS CONGRE — Exercice 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
604	Achats d'études et prestations de services	0,00	85 526,22	12 524,88	73 003,34	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)	0,00	172 602,37	41 131,57	131 470,80	0,00
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00	18 467,53	298,11	18 169,42	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	358,48	269,80	88,68	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	9 081,72	715,00	8 366,72	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	654,30	309,93	344,37	0,00
611	Sous-traitance générale	0,00	169 281,87	65 591,63	103 690,24	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	85 369,80	0,00	85 369,80	0,00
6137	Redevances, droits de passage et servitudes diverses	0,00	839,50	0,00	839,50	0,00
61521	Bâtiments publics	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	2 020,00	0,00	2 020,00	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	3 886,04	0,00	3 886,04	0,00
6156	Maintenance	0,00	3 318,33	0,00	3 318,33	0,00
6168	Autres	0,00	99,00	0,00	99,00	0,00
618	Divers	0,00	7 986,00	630,00	7 356,00	0,00
6222	Commissions et courtages sur ventes	0,00	15 582,06	0,00	15 582,06	0,00
6226	Honoraires	0,00	250,00	0,00	250,00	0,00
6228	Divers	0,00	307 695,68	4 912,71	302 782,97	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	45 607,93	2 050,00	43 557,93	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	17 106,00	0,00	17 106,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	20 014,40	1 601,00	18 413,40	0,00
6238	Divers	0,00	12 744,35	432,06	12 312,29	0,00
6248	Divers	0,00	127,67	0,00	127,67	0,00

Page 16

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6251	Voyages et déplacements	0,00	631,54	0,00	631,54	0,00
6256	Missions	0,00	1 437,70	200,00	1 237,70	0,00
6257	Réceptions	0,00	4 477,86	2 548,20	1 929,66	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	1 285,95	572,00	713,95	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	5,45	0,00	5,45	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	3 900,00	3 900,00	0,00	0,00
62878	à des tiers	0,00	3 694,19	3 490,19	204,00	0,00
6288	Autres	0,00	40 168,98	1 800,00	38 368,98	0,00
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	0,00	34 549,74	3 481,00	31 068,74	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	962 228,69	1 069 972,66	146 458,08	923 514,58	38 714,31
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	0,00	103 000,00	0,00	103 000,00	0,00
6312	Taxe d'apprentissage	0,00	3 588,69	0,00	3 588,69	0,00
6313	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	0,00	5 355,99	0,00	5 355,99	0,00
6318	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	0,00	1 225,00	907,68	317,32	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions de base	0,00	587 274,31	0,00	587 274,31	0,00
6412	Congés payés	0,00	18 853,00	13 945,77	4 907,23	0,00
6451	Cotisations à l'URSSAF	0,00	174 806,31	0,00	174 806,31	0,00
6452	Cotisations aux mutuelles	0,00	23 328,42	0,00	23 328,42	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	48 022,29	0,00	48 022,29	0,00
6454	Cotisations au Pôle Emploi	0,00	21 263,12	0,00	21 263,12	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	0,00	4 358,00	0,00	4 358,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	39 573,67	5 299,39	34 274,28	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	666,74	0,00	666,74	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	1 011 418,00	1 031 315,54	20 152,84	1 011 162,70	255,30

Page 17

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6512	Droits d'utilisation - Informatique en nuage	0,00	339,80	0,00	339,80	0,00
6518	Autres	0,00	19 423,70	2 691,67	16 732,03	0,00
6588	Autres charges diverses de gestion courante	0,00	119,13	113,89	5,24	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	18 058,00	19 882,63	2 805,56	17 077,07	980,93
Total des dépenses de gestion courante		**1 991 704,89**	**2 121 170,83**	**169 416,48**	**1 951 754,35**	**39 950,54**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 991 704,89**	**2 121 170,83**	**169 416,48**	**1 951 754,35**	**39 950,54**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*19 247,56*	*0,00*	*19 247,56*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*19 500,00*	*19 247,56*	*0,00*	*19 247,56*	*252,44*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***19 500,00***	***19 247,56***	***0,00***	***19 247,56***	***252,44***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**2 011 204,89**	**2 140 418,39**	**169 416,48**	**1 971 001,91**	**40 202,98**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**2 011 204,89**	**2 140 418,39**	**169 416,48**	**1 971 001,91**	**40 202,98**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

10600 - LE TOUQUET REGIE PALAIS CONGRE — Exercice 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64198	Autres remboursements	0,00	4 074,68	0,00	4 074,68	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	4 074,68	0,00	4 074,68	-4 074,68
706	Prestations de services	0,00	1 911 162,38	379 266,45	1 531 895,93	0,00
7082	Commissions et courtages	0,00	55 420,64	0,00	55 420,64	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	1 620 550,00	1 966 583,02	379 266,45	1 587 316,57	33 233,43
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	0,00	405 137,81	42 862,51	362 275,30	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	369 500,00	405 137,81	42 862,51	362 275,30	7 224,70
7588	Autres	0,00	1 200,74	0,00	1 200,74	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 200,74	0,00	1 200,74	-1 200,74
Total des recettes de gestion courante		**1 990 050,00**	**2 376 996,25**	**422 128,96**	**1 954 867,29**	**35 182,71**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**1 995 050,00**	**2 376 996,25**	**422 128,96**	**1 954 867,29**	**40 182,71**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**1 995 050,00**	**2 376 996,25**	**422 128,96**	**1 954 867,29**	**40 182,71**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat d'exploitation reporté		**16 154,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'exploitation		**2 011 204,89**	**2 376 996,25**	**422 128,96**	**1 954 867,29**	**56 337,60**

10600 - LE TOUQUET REGIE PALAIS CONGRE — Exercice 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	0,00	6 688,42	0,00	6 688,42	0,00
2188	Autres	0,00	26 750,49	500,00	26 250,49	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	55 373,67	33 438,91	500,00	32 938,91	22 434,76
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**55 373,67**	**33 438,91**	**500,00**	**32 938,91**	**22 434,76**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**55 373,67**	**33 438,91**	**500,00**	**32 938,91**	**22 434,76**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**55 373,67**	**33 438,91**	**500,00**	**32 938,91**	**22 434,76**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**55 373,67**	**33 438,91**	**500,00**	**32 938,91**	**22 434,76**

10600 - LE TOUQUET REGIE PALAIS CONGRE — Exercice 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*147,56*	*0,00*	*147,56*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*2 948,00*	*0,00*	*2 948,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*16 152,00*	*0,00*	*16 152,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*19 500,00*	*19 247,56*	*0,00*	*19 247,56*	*252,44*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***19 500,00***	***19 247,56***	***0,00***	***19 247,56***	***252,44***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'investissement de l'exercice		19 500,00	19 247,56	0,00	19 247,56	252,44
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		35 873,67	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		55 373,67	19 247,56	0,00	19 247,56	36 126,11

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

10600 - LE TOUQUET REGIE PALAIS CONGRE — Exercice 2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	1 528,15	1 306,81	221,34	368,90
Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	116 186,20	38 589,86	77 596,34	63 757,43
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**117 714,35**	**39 896,67**	**77 817,68**	**64 126,33**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	363 180,19	0,00	363 180,19	199 595,65
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Autres	81 847,97	0,00	81 847,97	207,59
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	66 585,54	0,00	66 585,54	77 862,51
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**62 372,37**	**0,00**	**62 372,37**	**88 482,59**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**3 851,00**	**0,00**	**3 851,00**	**70 478,00**
TOTAL II	**577 837,07**	**0,00**	**577 837,07**	**436 626,34**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	0,00	0,00	0,00	1,11
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,11**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**695 551,42**	**39 896,67**	**655 654,75**	**500 753,78**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	100 000,00	100 000,00
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	0,00	0,00
Affectation (par la collectivité de rattachement)	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	0,00	0,00
Report à nouveau (1)	16 154,89	29 467,73
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-16 134,62	-13 312,84
Subventions d'investissement	0,00	0,00
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	0,00	0,00
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**100 020,27**	**116 154,89**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	0,00	0,00
Emprunts et dettes financières divers	0,00	0,00
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	211 773,19	142 525,63
Dettes fiscales et sociales	98 972,45	76 195,52
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	154 756,19	98 996,62
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)	0,00	0,00
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	7 277,89	5 413,28
Produits constatés d'avance	**74 419,84**	**61 467,84**
TOTAL III	**547 199,56**	**384 598,89**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	8 434,92	0,00
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**8 434,92**	**0,00**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**655 654,75**	**500 753,78**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

10600 - LE TOUQUET REGIE PALAIS CONGRE — Exercice 2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	1 563,50
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*1 531 805,93*	*1 305 416,71*
Divers	*55 420,64*	*42 183,64*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00
Subventions d'exploitation	362 275,30	263 584,45
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	1 200,74	1,63
TOTAL I	**1 950 792,61**	**1 612 749,93**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	344,37	4 470,95
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	995 101,47	772 113,93
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*9 262,00*	*8 332,61*
Autres	*31 068,74*	*17 614,67*
Salaires et traitements	588 773,60	536 776,76
Charges sociales	306 052,42	262 345,28
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*19 247,56*	*20 649,11*
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*0,00*	*0,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	17 077,07	6 759,46
TOTAL II	**1 966 927,23**	**1 629 062,77**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-16 134,62**	**-16 312,84**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**0,00**	**0,00**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**0,00**	**0,00**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**-16 134,62**	**-16 312,84**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*3 000,00*

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**0,00**	**3 000,00**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**0,00**	**0,00**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**0,00**	**3 000,00**
Impôts sur les bénéfices (VII)	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**1 950 792,61**	**1 615 749,93**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**1 966 927,23**	**1 629 062,77**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**-16 134,62**	**-13 312,84**

10600 - LE TOUQUET REGIE PALAIS CONGRE — Exercice 2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	Sous Total compte 102	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**100 000,00**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**100 000,00**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	29 467,73	13 312,84	0,00	0,00	0,00	13 312,84	29 467,73	0,00	16 154,89
	Sous Total compte 11	**0,00**	**29 467,73**	**13 312,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 312,84**	**29 467,73**	**0,00**	**16 154,89**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou pert	13 312,84	0,00	0,00	13 312,84	0,00	0,00	13 312,84	13 312,84	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**13 312,84**	**0,00**	**0,00**	**13 312,84**	**0,00**	**0,00**	**13 312,84**	**13 312,84**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 1	**13 312,84**	**129 467,73**	**13 312,84**	**13 312,84**	**0,00**	**0,00**	**26 625,68**	**142 780,57**	**0,00**	**116 154,89**
2051	Concessions et droits assimilés	1 528,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 528,15	0,00	1 528,15	0,00
	Sous Total compte 205	**1 528,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 528,15**	**0,00**	**1 528,15**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**1 528,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 528,15**	**0,00**	**1 528,15**	**0,00**
2183	Matériel de bureau et matériel informati	7 228,26	0,00	0,00	0,00	6 688,42	0,00	13 916,68	0,00	13 916,68	0,00
2188	Autres	76 019,03	0,00	0,00	0,00	26 750,49	500,00	102 769,52	500,00	102 269,52	0,00
	Sous Total compte 218	**83 247,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 438,91**	**500,00**	**116 686,20**	**500,00**	**116 186,20**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**83 247,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 438,91**	**500,00**	**116 686,20**	**500,00**	**116 186,20**	**0,00**
2805	Concessions, brevets, licences, marques,	0,00	1 159,25	0,00	0,00	0,00	147,56	0,00	1 306,81	0,00	1 306,81
	Sous Total compte 280	**0,00**	**1 159,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147,56**	**0,00**	**1 306,81**	**0,00**	**1 306,81**
28183	Matériel de bureau et matériel informati	0,00	2 612,21	0,00	0,00	0,00	2 948,00	0,00	5 560,21	0,00	5 560,21
28188	Autres	0,00	16 877,65	0,00	0,00	0,00	16 152,00	0,00	33 029,65	0,00	33 029,65
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**19 489,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 100,00**	**0,00**	**38 589,86**	**0,00**	**38 589,86**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 281	**0,00**	**19 489,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 100,00**	**0,00**	**38 589,86**	**0,00**	**38 589,86**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**20 648,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 247,56**	**0,00**	**39 896,67**	**0,00**	**39 896,67**
	Total classe 2	**84 775,44**	**20 648,11**	**0,00**	**0,00**	**33 438,91**	**19 747,56**	**118 214,35**	**40 396,67**	**117 714,35**	**39 896,67**
4011	Fournisseurs	0,00	2 375,79	880 163,21	901 714,08	0,00	0,00	880 163,21	904 089,87	0,00	23 926,66
	Sous Total compte 401	**0,00**	**2 375,79**	**880 163,21**	**901 714,08**	**0,00**	**0,00**	**880 163,21**	**904 089,87**	**0,00**	**23 926,66**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00	40 126,69	40 126,69	0,00	0,00	40 126,69	40 126,69	0,00	0,00
	Sous Total compte 404	**0,00**	**0,00**	**40 126,69**	**40 126,69**	**0,00**	**0,00**	**40 126,69**	**40 126,69**	**0,00**	**0,00**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	140 149,84	140 149,84	187 846,53	0,00	0,00	140 149,84	327 996,37	0,00	187 846,53
	Sous Total compte 40	**0,00**	**142 625,63**	**1 060 439,74**	**1 129 687,30**	**0,00**	**0,00**	**1 060 439,74**	**1 272 212,93**	**0,00**	**211 773,19**
411	Clients	70 309,27	0,00	1 333 485,80	1 337 120,18	0,00	0,00	1 403 795,07	1 337 120,18	66 674,89	0,00
4161	Créances douteuses	19 713,28	0,00	25 675,71	12 749,49	0,00	0,00	45 388,99	12 749,49	32 639,50	0,00
	Sous Total compte 416	**19 713,28**	**0,00**	**25 675,71**	**12 749,49**	**0,00**	**0,00**	**45 388,99**	**12 749,49**	**32 639,50**	**0,00**
418	Clients - Produits non encore facturés	109 573,10	0,00	263 865,80	109 573,10	0,00	0,00	373 438,90	109 573,10	263 865,80	0,00
	Sous Total compte 41	**199 595,66**	**0,00**	**1 623 027,31**	**1 459 442,77**	**0,00**	**0,00**	**1 822 822,96**	**1 459 442,77**	**363 180,19**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	0,00	469 303,12	469 303,12	0,00	0,00	469 303,12	469 303,12	0,00	0,00
4282	Dettes provisionnées pour congés à payer	0,00	13 945,77	13 945,77	18 853,00	0,00	0,00	13 945,77	32 798,77	0,00	18 853,00
	Sous Total compte 428	**0,00**	**13 945,77**	**13 945,77**	**18 853,00**	**0,00**	**0,00**	**13 945,77**	**32 798,77**	**0,00**	**18 853,00**
	Sous Total compte 42	**0,00**	**13 945,77**	**483 248,89**	**488 156,12**	**0,00**	**0,00**	**483 248,89**	**502 101,89**	**0,00**	**18 853,00**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	295 493,00	295 493,00	0,00	0,00	295 493,00	295 493,00	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	108 948,49	108 948,49	0,00	0,00	108 948,49	108 948,49	0,00	0,00
	Sous Total compte 43	**0,00**	**0,00**	**404 441,49**	**404 441,49**	**0,00**	**0,00**	**404 441,49**	**404 441,49**	**0,00**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	16 970,74	16 970,74	0,00	0,00	16 970,74	16 970,74	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**16 870,74**	**16 870,74**	**0,00**	**0,00**	**16 870,74**	**16 870,74**	**0,00**	**0,00**
4431	Dépenses	0,00	98 996,62	51 931,09	107 690,66	0,00	0,00	51 931,09	206 687,28	0,00	154 756,19
	Sous Total compte 443	**0,00**	**98 996,62**	**51 931,09**	**107 690,66**	**0,00**	**0,00**	**51 931,09**	**206 687,28**	**0,00**	**154 756,19**
4452	TVA intracommunautaire due	0,00	0,00	362,23	362,23	0,00	0,00	362,23	362,23	0,00	0,00
44551	TVA à décaisser	0,00	54 157,00	122 446,00	130 777,00	0,00	0,00	122 446,00	184 934,00	0,00	62 488,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**54 157,00**	**122 446,00**	**130 777,00**	**0,00**	**0,00**	**122 446,00**	**184 934,00**	**0,00**	**62 488,00**
44562	TVA sur immobilisations	0,00	0,00	6 688,08	6 688,08	0,00	0,00	6 688,08	6 688,08	0,00	0,00
44566	TVA sur autres biens et services	207,59	0,00	116 046,55	114 406,17	0,00	0,00	116 254,14	114 406,17	1 847,97	0,00
44567	Crédit de TVA à reporter	0,00	0,00	1 968,00	1 968,00	0,00	0,00	1 968,00	1 968,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**207,59**	**0,00**	**124 702,63**	**123 062,25**	**0,00**	**0,00**	**124 910,22**	**123 062,25**	**1 847,97**	**0,00**
44571	TVA collectée	0,00	3 704,07	289 065,94	291 067,47	0,00	0,00	289 065,94	294 771,54	0,00	5 705,60
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**3 704,07**	**289 065,94**	**291 067,47**	**0,00**	**0,00**	**289 065,94**	**294 771,54**	**0,00**	**5 705,60**
	Sous Total compte 445	**207,59**	**57 861,07**	**536 678,80**	**545 288,96**	**0,00**	**0,00**	**536 784,39**	**603 130,02**	**0,00**	**68 346,63**
447	Autres impôts, taxes	0,00	0,00	28 564,91	34 431,42	0,00	0,00	28 564,91	34 431,42	0,00	5 866,51
4482	Charges fiscales sur congés à payer	0,00	0,00	0,00	1 225,00	0,00	0,00	0,00	1 225,00	0,00	1 225,00
4486	Charges à payer	0,00	4 388,68	4 388,68	4 834,34	0,00	0,00	4 388,68	9 223,02	0,00	4 834,34
4487	Produits à recevoir	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00	0,00
	Sous Total compte 448	**0,00**	**4 388,68**	**84 388,68**	**6 059,34**	**0,00**	**0,00**	**84 388,68**	**10 448,02**	**73 940,66**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**207,59**	**161 246,37**	**718 432,22**	**710 421,11**	**0,00**	**0,00**	**718 639,81**	**871 667,48**	**0,00**	**153 027,67**
466	Excédents de versement	0,00	0,00	3 043,64	3 043,64	0,00	0,00	3 043,64	3 043,64	0,00	0,00
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	0,00	11 780,34	11 780,34	0,00	0,00	11 780,34	11 780,34	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**0,00**	**11 780,34**	**11 780,34**	**0,00**	**0,00**	**11 780,34**	**11 780,34**	**0,00**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - Amiable	60 000,00	0,00	6 270,50	66 270,50	0,00	0,00	66 270,50	66 270,50	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4672	**60 000,00**	**0,00**	**6 270,50**	**66 270,50**	**0,00**	**0,00**	**66 270,50**	**66 270,50**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**60 000,00**	**0,00**	**18 060,84**	**78 060,84**	**0,00**	**0,00**	**78 060,84**	**78 060,84**	**0,00**	**0,00**
4686	Charges à payer	0,00	5 413,28	5 413,28	7 277,89	0,00	0,00	5 413,28	12 691,17	0,00	7 277,89
4687	Produits à recevoir	17 862,51	0,00	66 585,54	17 862,51	0,00	0,00	84 448,05	17 862,51	66 585,54	0,00
	Sous Total compte 468	**17 862,51**	**5 413,28**	**71 998,82**	**25 140,40**	**0,00**	**0,00**	**89 861,33**	**30 553,68**	**69 307,65**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**77 862,51**	**5 413,28**	**93 093,30**	**106 234,88**	**0,00**	**0,00**	**170 955,81**	**111 648,18**	**69 307,65**	**0,00**
4713	Recettes perçues avant émission des titr	0,00	0,00	539 800,74	547 575,66	0,00	0,00	539 800,74	547 575,66	0,00	7 774,92
471412	Excédents à réimputer - Personnes morale	0,00	0,00	200 390,58	200 390,58	0,00	0,00	200 390,58	200 390,58	0,00	0,00
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**0,00**	**200 390,58**	**200 390,58**	**0,00**	**0,00**	**200 390,58**	**200 390,58**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**0,00**	**200 390,58**	**200 390,58**	**0,00**	**0,00**	**200 390,58**	**200 390,58**	**0,00**	**0,00**
47171	Recettes relevé Banque de France - Hors	0,00	0,00	46 994,48	47 654,48	0,00	0,00	46 994,48	47 654,48	0,00	660,00
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**0,00**	**46 994,48**	**47 654,48**	**0,00**	**0,00**	**46 994,48**	**47 654,48**	**0,00**	**660,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	0,00	709 995,74	709 995,74	0,00	0,00	709 995,74	709 995,74	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**0,00**	**1 487 181,64**	**1 505 616,46**	**0,00**	**0,00**	**1 487 181,64**	**1 505 616,46**	**0,00**	**8 434,82**
4722	Commissions bancaires en instance de man	0,00	0,00	5,45	5,45	0,00	0,00	5,45	5,45	0,00	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	1 701,94	1 701,94	0,00	0,00	1 701,94	1 701,94	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**1 707,39**	**1 707,39**	**0,00**	**0,00**	**1 707,39**	**1 707,39**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	1,11	0,00	1,98	3,09	0,00	0,00	3,09	3,09	0,00	0,00
	Sous Total compte 478	**1,11**	**0,00**	**1,98**	**3,09**	**0,00**	**0,00**	**3,09**	**3,09**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**1,11**	**0,00**	**1 488 890,91**	**1 507 326,94**	**0,00**	**0,00**	**1 488 892,02**	**1 507 326,94**	**0,00**	**8 434,82**
486	Charges constatées d'avance	70 478,00	0,00	3 851,00	70 478,00	0,00	0,00	74 329,00	70 478,00	3 851,00	0,00
487	Produits constatés d'avance	0,00	61 467,84	61 467,84	74 419,84	0,00	0,00	61 467,84	135 887,68	0,00	74 419,84

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 48	**70 478,00**	**61 467,84**	**65 318,84**	**144 887,84**	**0,00**	**0,00**	**135 796,84**	**206 365,68**	**0,00**	**70 568,84**
	Total classe 4	**348 144,88**	**384 688,89**	**6 948 892,70**	**6 960 808,45**	**0,00**	**0,00**	**6 285 037,58**	**6 336 207,34**	**616 484,70**	**666 634,48**
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	0,00	0,00	1 347,48	1 347,48	0,00	0,00	1 347,48	1 347,48	0,00	0,00
	Sous Total compte 511	**0,00**	**0,00**	**1 347,48**	**1 347,48**	**0,00**	**0,00**	**1 347,48**	**1 347,48**	**0,00**	**0,00**
515	Compte au trésor	88 482,59	0,00	1 987 494,92	2 013 605,14	0,00	0,00	2 075 977,51	2 013 605,14	62 372,37	0,00
	Sous Total compte 51	**88 482,59**	**0,00**	**1 988 842,40**	**2 014 952,62**	**0,00**	**0,00**	**2 077 324,99**	**2 014 952,62**	**62 372,37**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaire	0,00	0,00	19 247,56	19 247,56	0,00	0,00	19 247,56	19 247,56	0,00	0,00
584	Encaissements par lecture optique	0,00	0,00	95 070,74	95 070,74	0,00	0,00	95 070,74	95 070,74	0,00	0,00
588	Autres virements internes	0,00	0,00	362,23	362,23	0,00	0,00	362,23	362,23	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**114 680,53**	**114 680,53**	**0,00**	**0,00**	**114 680,53**	**114 680,53**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**88 482,59**	**0,00**	**2 103 622,93**	**2 129 633,15**	**0,00**	**0,00**	**2 192 005,52**	**2 129 633,15**	**62 372,37**	**0,00**
604	Achats d'études et prestations de servic	0,00	0,00	0,00	0,00	85 528,22	12 524,88	85 528,22	12 524,88	73 003,34	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	0,00	0,00	0,00	0,00	172 602,37	41 131,57	172 602,37	41 131,57	131 470,80	0,00
6063	Fournitures d'entretien et de petit équi	0,00	0,00	0,00	0,00	18 467,53	298,11	18 467,53	298,11	18 169,42	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	358,48	269,80	358,48	269,80	88,68	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	9 081,72	715,00	9 081,72	715,00	8 366,72	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 610,10**	**42 414,48**	**200 610,10**	**42 414,48**	**158 086,62**	**0,00**
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	654,30	309,93	654,30	309,93	344,37	0,00
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**286 882,82**	**65 248,29**	**286 882,82**	**65 248,29**	**231 443,33**	**0,00**
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00	0,00	169 281,87	65 591,63	169 281,87	65 591,63	103 690,24	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	85 369,80	0,00	85 369,80	0,00	85 369,80	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6137	Redevances, droits de passage et servitu	0,00	0,00	0,00	0,00	839,50	0,00	839,50	0,00	839,50	0,00
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 208,30**	**0,00**	**86 208,30**	**0,00**	**86 208,30**	**0,00**
61521	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00	0,00
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 200,00**	**0,00**	**1 200,00**	**0,00**	**1 200,00**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	2 020,00	0,00	2 020,00	0,00	2 020,00	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 886,04	0,00	3 886,04	0,00	3 886,04	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 906,04**	**0,00**	**5 906,04**	**0,00**	**5 906,04**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	3 318,33	0,00	3 318,33	0,00	3 318,33	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 424,37**	**0,00**	**10 424,37**	**0,00**	**10 424,37**	**0,00**
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	99,00	0,00	99,00	0,00	99,00	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**99,00**	**0,00**	**99,00**	**0,00**	**99,00**	**0,00**
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	7 986,00	630,00	7 986,00	630,00	7 356,00	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**274 000,54**	**88 221,83**	**274 000,54**	**88 221,83**	**207 778,91**	**0,00**
6215	Personnel affecté par la collectivité de	0,00	0,00	0,00	0,00	103 000,00	0,00	103 000,00	0,00	103 000,00	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 000,00**	**0,00**	**103 000,00**	**0,00**	**103 000,00**	**0,00**
6222	Commissions et courtages sur ventes	0,00	0,00	0,00	0,00	15 582,06	0,00	15 582,06	0,00	15 582,06	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	250,00	0,00	250,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	307 695,68	4 912,71	307 695,68	4 912,71	302 782,97	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**323 527,74**	**4 912,71**	**323 527,74**	**4 912,71**	**318 615,03**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	45 607,93	2 050,00	45 607,93	2 050,00	43 557,93	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	17 106,00	0,00	17 106,00	0,00	17 106,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	20 014,40	1 601,00	20 014,40	1 601,00	18 413,40	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	12 744,35	432,06	12 744,35	432,06	12 312,29	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**95 472,68**	**4 083,06**	**95 472,68**	**4 083,06**	**91 388,62**	**0,00**
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	127,67	0,00	127,67	0,00	127,67	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**127,67**	**0,00**	**127,67**	**0,00**	**127,67**	**0,00**
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	631,54	0,00	631,54	0,00	631,54	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 437,70	200,00	1 437,70	200,00	1 237,70	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	4 477,86	2 548,20	4 477,86	2 548,20	1 929,66	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 647,10**	**2 748,20**	**6 647,10**	**2 748,20**	**3 798,90**	**0,00**
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	1 285,95	572,00	1 285,95	572,00	713,95	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 285,95**	**572,00**	**1 285,95**	**572,00**	**713,95**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	5,45	0,00	5,45	0,00	5,45	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	3 900,00	3 900,00	3 900,00	3 900,00	0,00	0,00
62878	à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 694,19	3 490,19	3 694,19	3 490,19	204,00	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 694,19**	**3 490,19**	**3 694,19**	**3 490,19**	**204,00**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	40 168,98	1 800,00	40 168,98	1 800,00	38 368,98	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 763,17**	**9 190,19**	**47 763,17**	**9 190,19**	**38 572,98**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**577 729,76**	**21 506,16**	**577 729,76**	**21 506,16**	**556 223,60**	**0,00**
6312	Taxe d'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	3 588,69	0,00	3 588,69	0,00	3 588,69	0,00
6313	Participation des employeurs à la format	0,00	0,00	0,00	0,00	5 355,99	0,00	5 355,99	0,00	5 355,99	0,00
6318	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	1 225,00	907,68	1 225,00	907,68	317,32	0,00
	Sous Total compte 631	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 169,68**	**907,68**	**10 169,68**	**907,68**	**9 262,00**	**0,00**
637	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	34 549,74	3 481,00	34 549,74	3 481,00	31 068,74	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 719,42**	**4 388,68**	**44 719,42**	**4 388,68**	**40 330,74**	**0,00**
6411	Salaires, appointements, commissions de	0,00	0,00	0,00	0,00	587 274,31	0,00	587 274,31	0,00	587 274,31	0,00
6412	Congés payés	0,00	0,00	0,00	0,00	18 853,00	13 945,77	18 853,00	13 945,77	4 907,23	0,00
64198	Autres remboursements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 074,68	0,00	4 074,68	0,00	4 074,68
	Sous Total compte 6419	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 074,68**	**0,00**	**4 074,68**	**0,00**	**4 074,68**
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**606 127,31**	**18 020,45**	**606 127,31**	**18 020,45**	**588 106,86**	**0,00**
6451	Cotisations à l'URSSAF	0,00	0,00	0,00	0,00	174 806,31	0,00	174 806,31	0,00	174 806,31	0,00
6452	Cotisations aux mutuelles	0,00	0,00	0,00	0,00	23 328,42	0,00	23 328,42	0,00	23 328,42	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	48 022,29	0,00	48 022,29	0,00	48 022,29	0,00
6454	Cotisations au Pôle Emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	21 263,12	0,00	21 263,12	0,00	21 263,12	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociau	0,00	0,00	0,00	0,00	4 358,00	0,00	4 358,00	0,00	4 358,00	0,00
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**271 778,14**	**0,00**	**271 778,14**	**0,00**	**271 778,14**	**0,00**
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	39 573,67	5 299,39	39 573,67	5 299,39	34 274,28	0,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 573,67**	**5 299,39**	**39 573,67**	**5 299,39**	**34 274,28**	**0,00**
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	666,74	0,00	666,74	0,00	666,74	0,00
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**918 145,88**	**23 319,84**	**918 145,88**	**23 319,84**	**894 826,02**	**0,00**
6512	Droits d'utilisation - informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	339,80	0,00	339,80	0,00	339,80	0,00
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	19 423,70	2 691,67	19 423,70	2 691,67	16 732,03	0,00
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 763,50**	**2 691,67**	**19 763,50**	**2 691,67**	**17 071,83**	**0,00**
6588	Autres charges diverses de gestion cours	0,00	0,00	0,00	0,00	119,13	113,89	119,13	113,89	5,24	0,00
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**119,13**	**113,89**	**119,13**	**113,89**	**5,24**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 882,63**	**2 805,56**	**19 882,63**	**2 805,56**	**17 077,07**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6811	Dotations aux amortissements sur immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	19 247,56	0,00	19 247,56	0,00	19 247,56	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 247,56**	**0,00**	**19 247,56**	**0,00**	**19 247,56**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 247,56**	**0,00**	**19 247,56**	**0,00**	**19 247,56**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 140 418,39**	**173 481,16**	**2 140 418,39**	**173 481,16**	**1 971 001,91**	**4 074,68**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	379 266,45	1 911 162,38	379 266,45	1 911 162,38	0,00	1 531 895,93
7082	Commissions et courtages	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 420,64	0,00	55 420,64	0,00	55 420,64
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 420,64**	**0,00**	**55 420,64**	**0,00**	**55 420,64**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**379 266,45**	**1 966 583,02**	**379 266,45**	**1 966 583,02**	**0,00**	**1 587 316,57**
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	0,00	0,00	0,00	0,00	42 862,51	405 137,81	42 862,51	405 137,81	0,00	362 275,30
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 862,51**	**405 137,81**	**42 862,51**	**405 137,81**	**0,00**	**362 276,30**
7588	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,74	0,00	1 200,74	0,00	1 200,74
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 200,74**	**0,00**	**1 200,74**	**0,00**	**1 200,74**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 200,74**	**0,00**	**1 200,74**	**0,00**	**1 200,74**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**422 128,96**	**2 372 921,57**	**422 128,96**	**2 372 921,57**	**0,00**	**1 950 792,61**
	Total général	**534 716,73**	**534 716,73**	**8 083 728,47**	**8 083 554,44**	**2 595 988,28**	**2 586 160,29**	**11 184 430,48**	**11 184 430,46**	**2 666 663,33**	**2 666 663,33**

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante
1021 Dotations, fonds divers et réserves	500 000,00	0,00	100 000,00

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL	B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		13,00	1,09	14,09	0,00	14,09	14,09
agent technique d'entretien et de service	C	1,00	0,29	1,29	0,00	1,29	1,29
agent technique manutentionnaire	C	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
agent technique manutentionnaire	C	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
assistant de direction	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
assistant gestion	B	0,00	0,80	0,80	0,00	0,80	0,80
chargée de clientèle	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
responsable commercial	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
régisseur principal	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
régisseur son	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
technicien lumière et vidéo	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
technicien salle polyvalent	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
technicien son, vidéo, éclairage	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		13,00	1,09	14,09	0,00	14,09	14,09

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.
(2) Catégories : A, B ou C.
(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.
(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :
ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année
Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).
(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL	B9

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
agent technique d'entretien et de service	C	OTR	127	0,00	A CDI	CDI
agent technique d'entretien et de service	C	OTR	485	0,00	A CDI	CDI
agent technique manutentionnaire	C	OTR	494	0,00	A CDI	CDI
agent technique manutentionnaire	C	OTR	463	0,00	A CDI	CDI
agent technique manutentionnaire	C	OTR	460	0,00	A CDI	CDI
agent technique manutentionnaire	C	OTR	518	0,00	A CDI	CDI
assistant de direction	B	OTR	610	0,00	A CDI	CDI
assistant gestion	B	OTR	391	0,00	A CDI	CDI
chargée de clientèle	B	OTR	559	0,00	A CDI	CDI
responsable commercial	A	OTR	788	0,00	A CDI	CDI
régisseur principal	A	OTR	754	0,00	A CDI	CDI
régisseur son	C	OTR	592	0,00	A CDI	CDI
technicien lumière et vidéo	C	OTR	509	0,00	A CDI	CDI
technicien salle polyvalent	C	OTR	500	0,00	A CDI	CDI
technicien son, vidéo, éclairage	C	OTR	467	0,00	A CDI	CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
apprenti	C	OTR	61	0,00	A CONTRAT D'APPRENTISSAGE	CDD
apprenti	C	OTR	140	0,00	A CONTRAT D'APPRENTISSAGE	CDD
apprenti	C	OTR	193	0,00	A CONTRAT D'APPRENTISSAGE	CDD
assistant régisseur	C	OTR	115	0,00	A CDD	CDD
directeur	A	OTR	1115	0,00	A CONTRAT DE DROIT PUBLIC	CDD
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326, 352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1, 343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1, 333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	35 873,67
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	-9 647,60
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	26 226,07

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	26 226,07
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	26 226,07

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	0,00	0,00	13 223,60	13 223,60
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	19 500,00	19 247,56	0,00	19 247,56
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	19 500,00	19 247,56	-13 223,60	6 023,96
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	35 873,67			35 873,67
Affectation au 106 (C)	0,00	0,00		0,00
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	35 873,67			35 873,67
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				41 897,63

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"
(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés
(3) Mandats et titres émis
(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		0,00	I	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00		0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00		0,00
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**19 500,00**	**III**	**19 247,56**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**19 500,00**		**19 247,56**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*300,00*		*147,56*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*3 048,00*		*2 048,00*
28188	*Autres*	*16 152,00*		*16 152,00*
29...	*Dépréciation des immobilisations*			
39...	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(3) Indiquer le signe algébrique.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - - 2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	32 938,91	0,00	0,00	0,00	0,00	32 938,91
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	32 938,91	0,00	0,00	0,00	0,00	32 938,91

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	32 938,91	0,00	0,00	0,00	32 938,91
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	32 938,91	0,00	0,00	0,00	32 938,91

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	32 938,91	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	32 938,91	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	32 938,91	0,00	0,00	0,00	32 938,91
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**32 938,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 938,91**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

10600 - LE TOUQUET REGIE PALAIS CONGRE Exercice 2025

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

10600 - LE TOUQUET REGIE PALAIS CONGRE Exercice 2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 07/04/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M VALERY WIMETZ	du 01/01/2025	au 07/04/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

MONCHIET Frederic (1013504302-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFIP DU PAS-DE-CALAIS, le 14/04/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

WIMETZ Valery (1013620504-0), CSC des Finances Publiques de 3ème catégorie **A MONTREUIL-SUR-MER, le 15/04/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

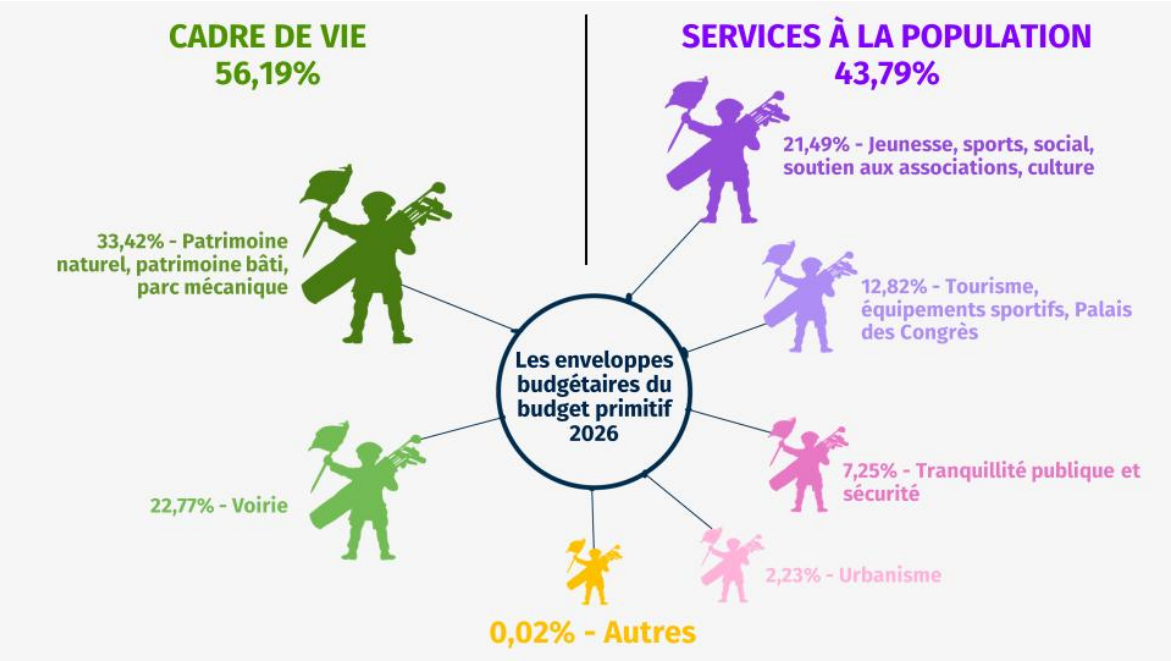
* * * *

* * * *

Monsieur le Maire revient et reprend la présidence de la séance.

* * * *

M. le Maire : C'est un petit côté pièce de théâtre, on rentre, on sort mais on ne claque pas les portes. Bien, écoutez, merci beaucoup. On va pouvoir maintenant passer à la deuxième partie de l'examen du budget, le budget primitif 2026.



Voilà, alors là aussi, une présentation qu'on n'avait jamais faite, M. BLARINGHEM, dans les nouveautés ce matin. En tous les cas, pas de cette façon, mais je pense que c'est important pour éclairer nos débats de voir comment les grandes masses se répartissent.

Donc, on a ajouté là fonctionnement et investissement et on voit les efforts qui sont faits pour le quotidien des Touquettois, à la fois le cadre de vie et les services à la population. Alors, comme on ajoute les investissements, forcément, ça gonfle un peu la partie cadre de vie. Nécessairement, il y a des activités pour lesquelles on a essentiellement des dépenses de fonctionnement mais c'est une photo qui est en soi intéressante. Vous voyez que, dans les efforts de la ville, tout budget confondu, fonctionnement et investissement, on est pour la jeunesse, le sport, le soutien aux associations, la culture, le social, on est à 21,49 %.

Le tourisme, équipements sportifs, Palais des Congrès à 12,82 %.

La tranquillité publique et la sécurité, c'est un poste qui a augmenté chaque année puisqu'on a créé la police municipale et on l'a équipée, c'est 7,25 %.

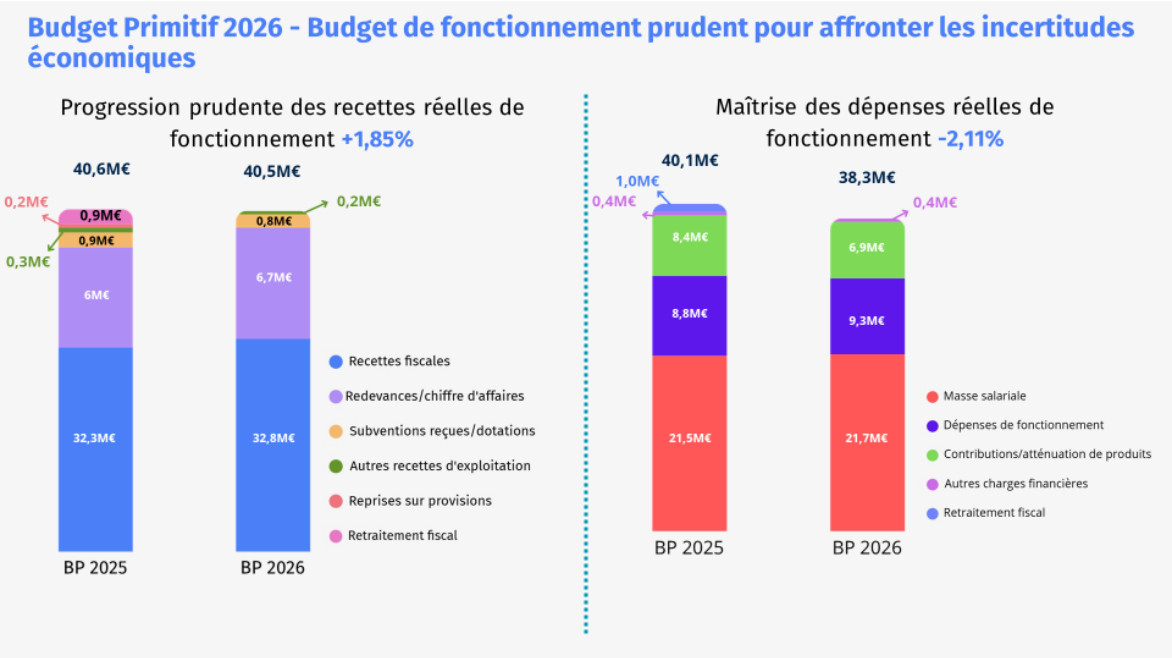
L'urbanisme, c'est 2,23 % parce que c'est le service urbanisme. Il n'y a pas, par exemple, d'investissement en ce qui concerne l'urbanisme.

Après, on voit, et c'est l'effet du Marché Global de Performance, l'effort fait en matière de voirie, 22,77 %.

Et puis, par ailleurs, en ce qui concerne notre patrimoine bâti mais aussi le patrimoine naturel, l'entretien des espaces verts, le parc mécanique, en fait, c'est essentiellement les tondeuses, les souffleurs et autres matériels dont on a besoin pour entretenir nos espaces verts mais, s'agissant du personnel, des moyens mis en œuvre pour le patrimoine naturel, en plus du patrimoine bâti, on est quand même à 33 %. Vous voyez l'attention qu'on porte à la fois au cœur de ville avec le Marché Global de Performance mais aussi à la forêt, parce que j'entends parfois dire qu'on délaisse la forêt. Vous voyez que ce n'est pas tout à fait exact et qu'il y a bien une volonté et une attention aussi bien marquées au centre-ville qu'à notre patrimoine naturel et qu'à l'entretien de l'ensemble de nos espaces. Voilà pour les grandes masses mais on va rentrer évidemment dans le détail ensuite.

Ce que je voulais vous dire également en introduction, c'est que le budget 2026 est évidemment un budget prudent en recettes et en dépenses dans un contexte international. Cela étant dit, je veux aussi rassurer, ce matin, les Touquettois à ce sujet. On pourra vous donner tous les détails dont vous avez besoin, mais on avait mis en place, dès 2022, parce qu'on a déjà eu un choc avec la guerre en Ukraine et, rappelez-vous, une flambée du prix de l'énergie. Et donc, on avait pris des mesures à l'époque, à la fois d'économie d'énergie, on a accéléré le remplacement, par exemple, des ampoules à sodium par des ampoules à LED. On a également accéléré l'isolation de nos bâtiments qui nous coûte aussi beaucoup moins chers, on a des dépenses d'énergie qui ont diminué de ce fait. Par ailleurs, on a aussi négocié des contrats à la fois pour le gaz, pour l'électricité sur plusieurs années avec des garanties de prix, ce qui fait que je veux vraiment vous rassurer, rassurer les Touquettois ce matin, ce qui a été mis en place en 2022 dans le cadre du plan de résilience, on en tire profit aujourd'hui. Et s'il y a une augmentation du prix de l'énergie, on n'en subit les conséquences qu'à la marge mais, pour autant, il y aura de façon générale, une augmentation de l'inflation au-delà de l'augmentation des bases prévues par l'État, on en a évidemment tenu compte dans la construction de ce budget, un budget prudent en recettes et en dépenses.

Voilà ce que je voulais vous dire pour éclairer nos débats en introduction, mais je vais laisser le soin, à Alexandre, de rentrer maintenant dans les détails fonctionnement et investissement, puisque vous le savez, notre budget, je dis pour les nouveaux conseillers municipaux qui ont plus l'habitude de la comptabilité privée que publique, mais qui l'ont bien compris, il est vraiment construit en sections de fonctionnement et sections d'investissement donc recettes et dépenses, c'est comme ça qu'il faut l'aborder.



M. Alexandre KORBAS : Merci, M. le Président. Concernant ce budget primitif, au niveau des recettes réelles, je pense que vous avez vu, vous pensez peut-être qu'il y a une erreur, pas pour nous, parce que progression prudente des recettes réelles de fonctionnement à 1,85 % alors que si vous regardez les chiffres, vous voyez que d'un côté, on a 40,6 M€ et de l'autre côté 40,5 M€. Il y a simplement le fait que nous avons un 900 000 € qu'on n'a pas tenu compte dans le BP 26, dans la mesure où ces 900 000 €, c'était un élément exceptionnel qui nous est arrivé en 2025. C'est cette fameuse vente, un contentieux qui durait depuis x années et qu'on n'aura plus forcément à gérer. C'est la parcelle du parking des saules, qui est arrivée, effectivement, augmenter ce fameux budget 2025. Donc, si on reprend, comme tout à l'heure, les grands points, BP 2025, on avait prévu à l'époque 32,3 M€, ici, on passe à 32,8 M€, pareil, on fera des focus après sur l'ensemble de ces recettes.

Donc, recettes fiscales légèrement en augmentation.

Les redevances/chiffre d'affaires de 6 M€ à 6,7 M€.

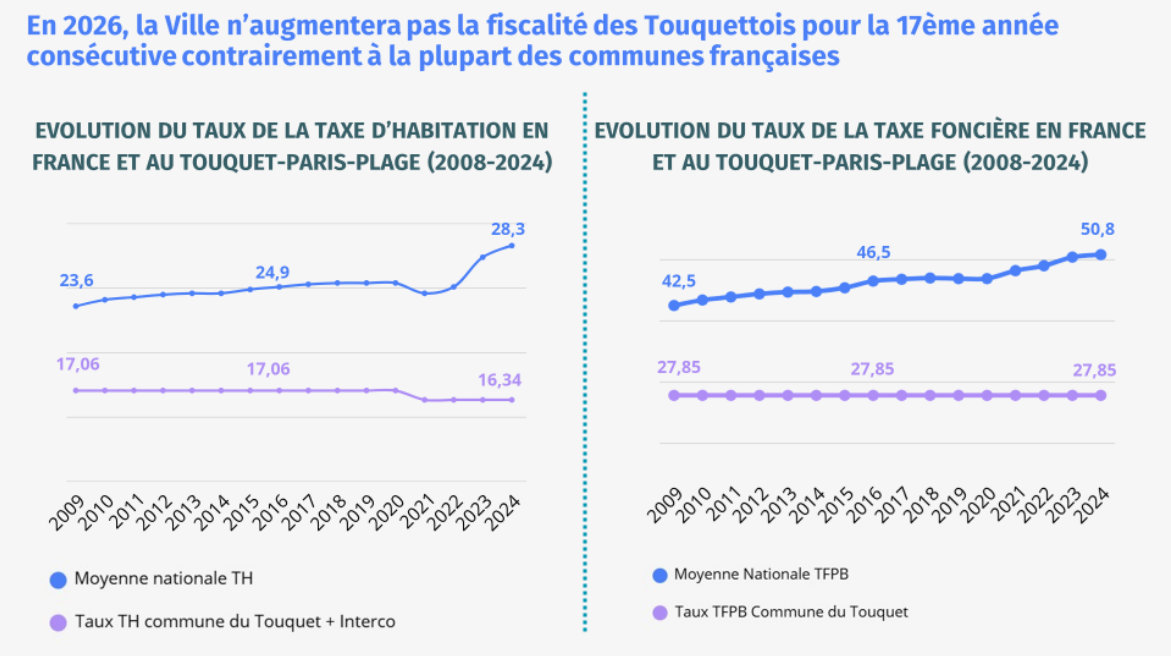
Et puis, ensuite, vous avez ce fameux 0,9 M€ et surtout, en jaune, vous voyez des subventions qui sont légèrement en baisse de 0,9 M€ à 0,8 M€. C'est tout simplement parce que, c'est ce qui est certain, c'est que là 2025, on avait aussi des subventions suite aux tempêtes et aux inondations que l'on n'aura plus et que vous ne retrouvez pas forcément de l'autre côté.

Au niveau des maîtrises de dépenses réelles de fonctionnement, vous avez de nouveau les 3 points qu'on a étudiés tout à l'heure, à savoir la masse salariale qui passe de 21,5 M€ à 21,7 M€

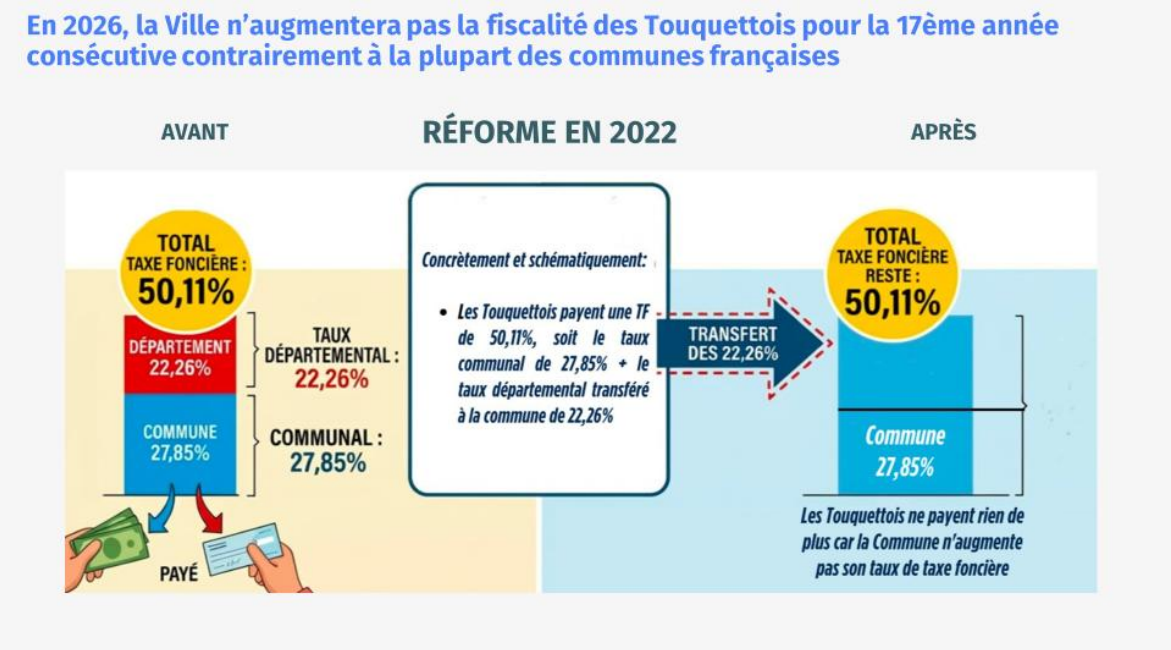
Les dépenses de fonctionnement, les charges courantes de 8,8 M€ à 9,3 M€.

Et le dernier point, les contributions/atténuation de produits qui passent de 8,4 M€ à 6,9 M€ plus le million qui correspond, de l'autre côté, au parallèle à ce que je vous ai dit tout à l'heure sur le parking des Saules que l'on n'aura plus en dépenses, bien sûr, cette année.

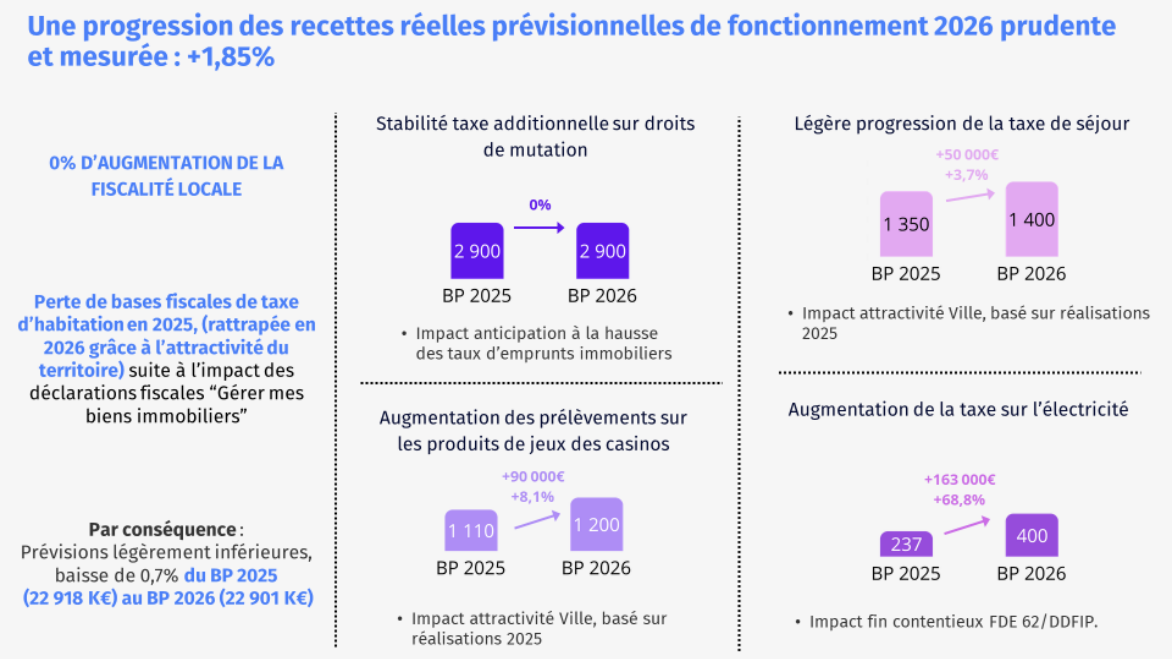
Bilan des courses : une maîtrise puisqu'on passe de 40,1 M€ à 38,3 M€, soit une maîtrise dans la mesure où, effectivement, nos dépenses baissent de 2,11 %.



Au niveau des recettes, je reviens une fois de plus sur ce fameux schéma que l'on a déjà vu x fois, la Ville n'augmentera pas la fiscalité, une fois de plus, pour la 17ème année consécutive alors que vous avez, sur la slide et sur le côté gauche, l'évolution de la taxe d'habitation au Touquet qui reste à 16,34 % et l'évolution de cette taxe pour la France, de l'autre côté, vous voyez que la moyenne en France est de 28,3 %. Même chose, si vous regardez l'évolution de la taxe foncière en France et au Touquet-Paris-Plage, nous restons sur notre 27,85 % alors que, dans certaines villes, on est déjà passé à 50,8 %.



La slide suivante, pour vous donner un autre éclairage, puisqu'on a encore eu beaucoup de questions sur ce fait-là, la réforme de 2022 et cette fameuse taxe foncière qui apparaît à 50,11 % sur les feuilles d'impôt. Ce que l'on avait avant, on avait une taxe communale, on vient de la voir, 27,85 %, et il y avait une taxe départementale de 22,26 %, ce qui faisait, au niveau de la taxe foncière, un ensemble de 50,11 %. Maintenant, cette taxe d'habitation a disparu. Simplement, on aurait perdu par la taxe d'habitation une somme quand même relativement importante, on l'a compensée, tout simplement, par cette taxe départementale de 22,26 %, ce qui fait qu'au niveau et à la fin du transfert, vous avez les 22,26 % plus les 27,4%, ce qui vous donne une taxe foncière, effectivement, de 50,11%. Par contre, le Touquettois et sur la feuille c'est toujours 50,11 % et si, sur la feuille d'impôt, vous avez, effectivement, une augmentation, c'est tout simplement parce que les bases fiscales ont augmenté. Voilà pour ce qui est la présentation de cette réforme de 2022.



Quelques progressions de recettes :

0 % d'augmentation de la fiscalité locale.

Perte des bases fiscales d'habitation en 2025 rattrapée, effectivement, en partie en 2026 suite à la déclaration fiscale « Gérer mes biens immobiliers » tout à l'heure, je vous en ai parlé.

Les conséquences : on a une prévision légèrement inférieure de 0,7 %, au BP 26 par rapport au BP 25, il y a la différence 22 918 K€ contre 22 901 K€.

Les droits de mutation, on a laissé l'impact. On espère avoir, de nouveau, les 2,9 M€ que l'on avait précédemment.

Sur la taxe de séjour, vous avez vu qu'elle avait augmenté assez sérieusement en 2025 puisqu'on avait 1,3 million. On espère que l'impact de l'attractivité de la ville fera que, eh bien, on passe en taxe de séjour à 1,4 million.

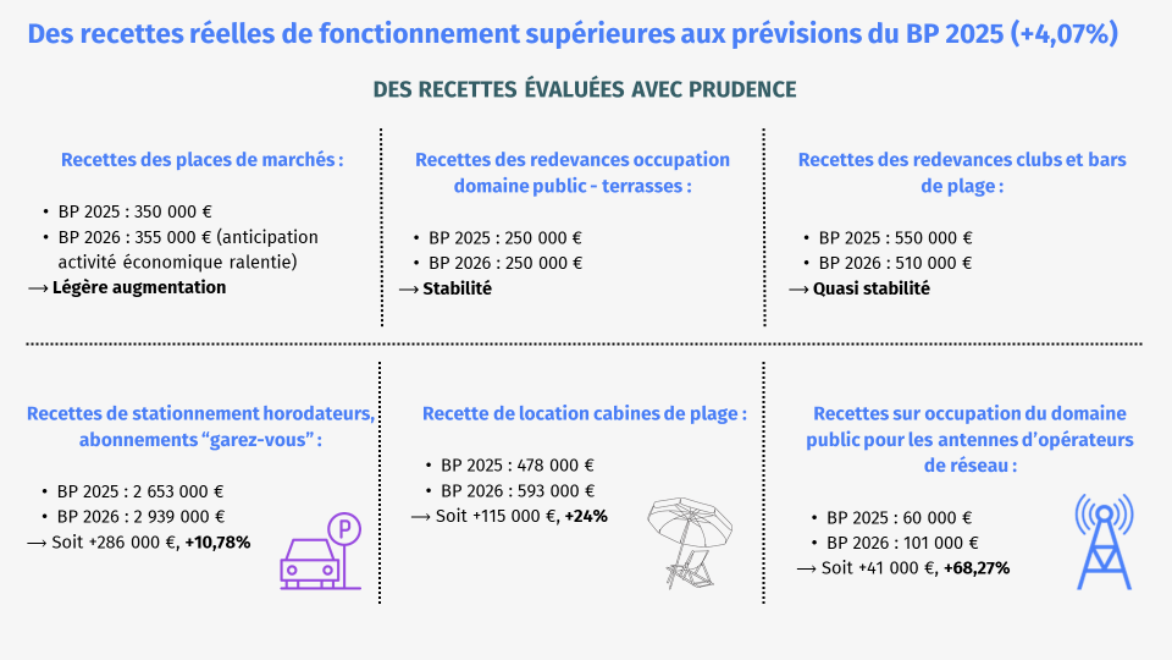
Les prélèvements des jeux, et comme ça se passe bien pour nos casinos, même si parfois ils se plaignent de certaines choses, l'impact, quand même, est positif pour la ville

puisqu'entre 2025 et 2026, on va noter tout au moins une augmentation de 90 000 € au niveau des produits des jeux des casinos.

La taxe de l'électricité, là aussi, impact fin enfin d'un contentieux que l'on avait entre la FDE et la DDFIP, ça Je pense que tout à l'heure, Jean-Luc BARLET vous parlera effectivement de cette fin de contentieux avec ces 2 partenaires.

La progression toujours : stabilité de la compensation de la CA2BM 3 736 K€ - 3 732K€ donc pratiquement à 4 000 € près, on aura la même chose tout comme les reversements des jeux en ligne et des paris hippiques, légère baisse, effectivement, les casinotiers, entre autres, sont confrontés aux jeux en ligne maintenant et ils ont un petit souci de ce côté-là, il faut qu'ils se renouvellent.

Par contre, la bonne nouvelle, on n'en avait pas encore parlé du DILICO, souvenez-vous, en 2025, vous l'avez vu dans le CFU, on a dû verser une taxe supplémentaire, une ponction supplémentaire plutôt de 545 000 € avec la promesse qu'elle nous soit remboursée à 90 % sur les 3 ans à venir. Il semblerait qu'on touchera, pour le BP 2026, 164 000 €, le 27 : 164 000 € et le BP 28 : également 164 000 € voilà pour ce qui est du DILICO.



Les recettes des places de marché sont estimées pratiquement au même tarif, même chose que l'an dernier, même chose stabilité au niveau des redevances d'occupation du domaine public et des terrasses.

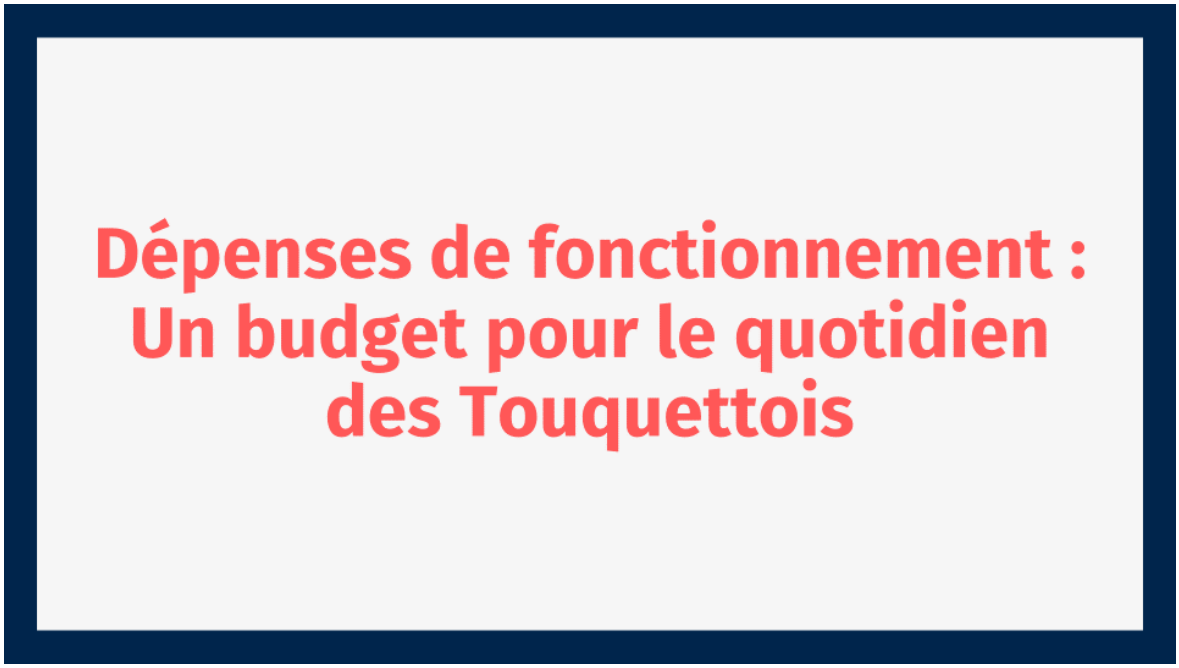
Légère baisse des recettes de redevances bars de plage. Je vous rappelle qu'on touche un pourcentage et c'est sur ce pourcentage où on a des craintes : si la saison est bonne, ce sera bon, mais si la saison n'est pas bonne, on craint un peu, c''est pour ça qu'on a diminué de 40 000 € les redevances des bars.

Les recettes de stationnement, BP 25, 2,6 M€, on pense passer à 2,9 M€ au niveau des recettes de stationnement.

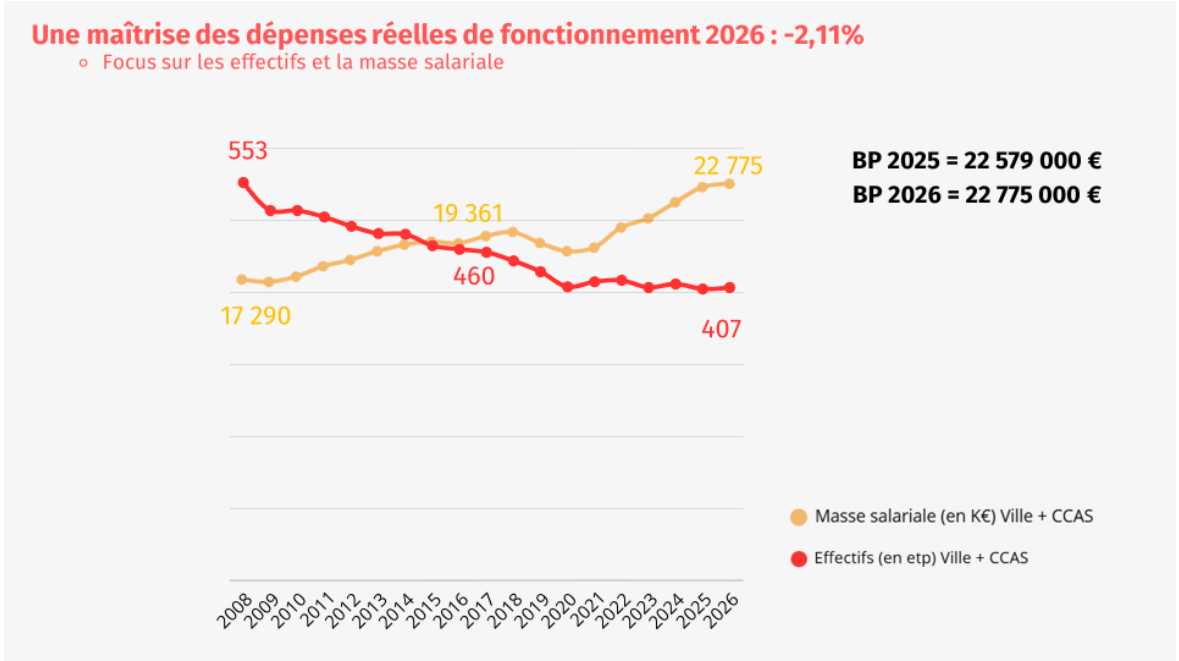
Les locations de cabines de plage, légère augmentation : 478 000 € à 593 000 €. Le résultat, c'est qu'il y a eu beaucoup de renouvellement sur les 5 ans. Vous pouvez louer

une cabine sur 5 ans et il y en a eu plus que d'habitude. On a une augmentation assez importante.

Et enfin, j'en ai parlé tout à l'heure avec nos informaticiens, les recettes sur l'occupation des antennistes, donc au BP 2025 : 60 000 €, au BP 2026 : 110 000 €, soit une augmentation de 41 000 € et 68 % de ces réseaux.



Les dépenses de fonctionnement, un budget pour le quotidien des Touquettois.

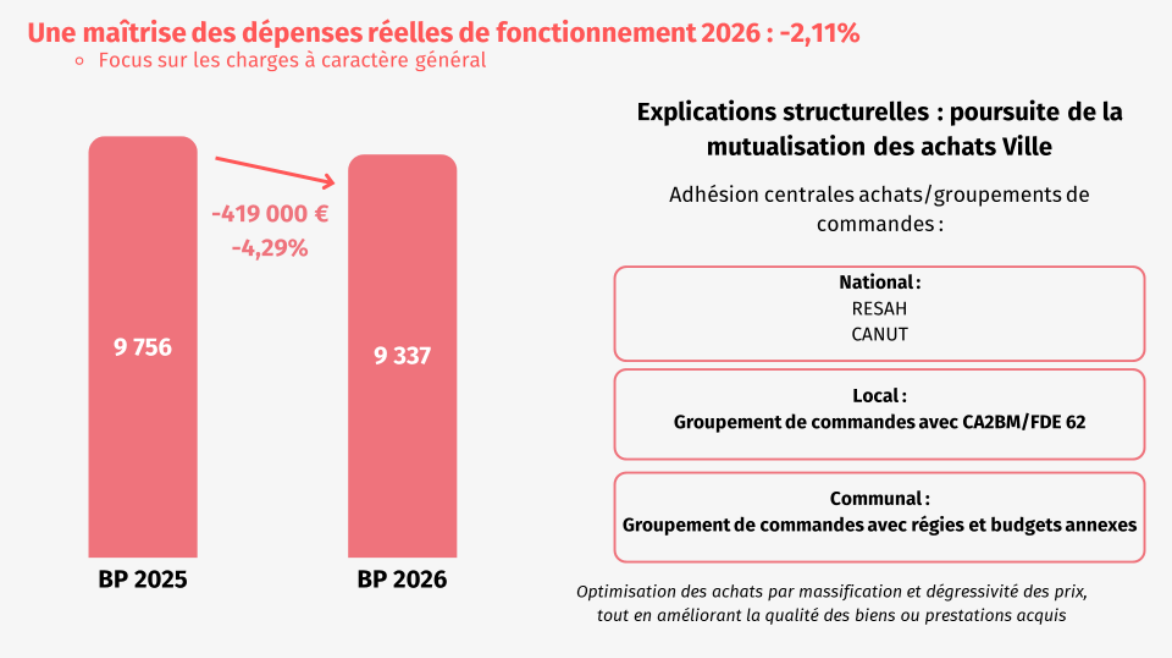


M. Denis CALOIN : Vous voyez qu'on prévoit toujours une masse salariale qui soit rigoureuse sur le plan du budget primitif avec les 22 775 000 € au BP 2026 qui correspond à une prévision d'ETP de 385. Alors je parle pour les employés Ville, sachant qu'il va y avoir un peu de recrutement qui a été différé en 2025 et qu'on va là encore valoriser certains services avec de la formation et qui prend en compte, ce que disait le

Maire tout à l'heure, le GVT (Glissement Vieillesse Technicité) et également la part correspondante aux cotisations retraites qu'on doit prendre en charge.

M. Alexandre KORBAS : Merci. Je pense que c'est André qui nous donnera des explications sur les mutualisations.

M. le Maire : André, Le RESAH, la CANUT.



M. André OWCZARZAK : Le RESAH, c'est le Réseau des Acheteurs Hospitaliers et la CANUT, la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms. L'idée, l'année dernière, a été proposée par David MEGRET, le responsable des systèmes d'information, d'adhérer à ces réseaux. Le réseau des acheteurs hospitaliers, ça peut être étonnant pour une collectivité, il n'en demeure pas moins que depuis deux décennies, les hôpitaux se sont toujours regroupés : soit en groupement d'intérêt public soit en association pour acheter en centrale d'achat en masse. Ça a commencé par les médicaments, les petites fournitures et ça s'est développé. L'année dernière, la Ville a adhéré à ce Réseau des Acheteurs Hospitaliers et bénéficie, en matière de téléphonie, des mêmes tarifs. Je vais vous donner quelques exemples mais, par rapport à des prestations données, les abonnements de téléphonie fixes, c'est 24 % d'économie de par la centrale d'achat. Pour le lot GSM, on a une baisse de 56 % des coûts des abonnements GSM.

Pour la CANUT, la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms, on est plus sur des licences, licences Microsoft. Dieu sait si les opérateurs américains ont un monopole mais avec les centrales d'achat via le marché adopté au sein de la centrale d'achat du numérique et des télécoms, la CANUT, nous avons 12 % d'économie en termes de redevance de licences d'exploitation. Sur le groupement de commandes avec la CA2BM, on en fait et, sur la FDE, et là je laisserai la parle à Jean-Luc BARLET, c'est sur le coût de l'électron et le coût du mégawatt.

M. le Maire : On en parlera tout à l'heure.

M. André OWCZARZAK : Vous avez vu tout à l'heure une présentation synthétique budgétaire, mais, concrètement, la commune avec ses satellites, avec le CCAS, avec ses 2 régies publiques à personnalité morale la Régie Touquet & Co et la Régie AILE II, ainsi

que la Régie du Palais, nous faisons de plus en plus de groupements de commandes, à notre taille, bien évidemment, nous ne sommes pas le réseau des acheteurs hospitaliers, mais lorsqu'on fait un groupe ban de commandes, on a une plus forte capacité d'achat et des prix qui sont moindres tout simplement.

M. le Maire : S'agissant des dépenses de personnel, j'y reviens un instant, on a également travaillé à la mutualisation. C'est vrai qu'à un moment, on avait doublé les services administratifs pour le Touquet Tourisme, qui est devenu Le Touquet & Co, et la Ville. On a, sous la houlette de Matthieu GRESSIER, mutualisé aussi un certain nombre de postes, c'est ce qui a permis de faire des économies également de fonctionnement. On continue, Alexandre.

M. Alexandre KORBAS : On revient sur les maîtrises de dépenses avec la Régie Touquet & Co : là encore, on prévoit pour le BP 2026 une baisse de 100 000 € par rapport au BP 2025 et vous aurez des explications tout à l'heure. Même chose si on continue…

M. le Maire : Non, non, c'est maintenant.

M. Alexandre KORBAS : C'est maintenant.



M. Matthieu GRESSIER : Je vais vous présenter Le Touquet & Co pour ceux qui ne connaissent pas et rappeler quelques principes de base du droit administratif notamment pour que Le Touquet & Co. ne soit pas source de rumeurs et de fantasmes.

Le Touquet & Co, c'est, je le rappelle, un SPIC. Donc c'est un acronyme bien français créé dans le droit qui s'appelle un Service Public à caractère Industriel et Commercial et, en fait, un SPIC, par définition, c'est une régie qui doit pouvoir fournir la même chose que le privé. Donc on est dans ce qu'on appelle le champ concurrentiel, donc ça fonctionne selon des règles qui sont proches du droit privé puisque dans une régie publique, qu'elle soit autonome ou personnalisée comme Le Touquet & Co, seuls le directeur et le comptable public sont publics, tous les autres sont de contrat de droit privé et donc dépendent du droit du travail. L'usager paye une contrepartie au service rendu contrairement à une Mairie où le service public est par définition gratuit. Je vous ai remis la référence du CGCT si vous voulez approfondir.

Les quatre piliers de fonctionnement de la régie du Touquet & Co qui est identique pour chaque SPIC, c'est une personnalité morale donc elle peut contracter, ester en justice et recruter en son nom propre.

Elle a une autonomie financière avec un budget qui est propre, qui est voté par son Conseil d'Administration, une comptabilité qui est distincte du budget municipal, un Conseil d'Administration que vous avez délibéré la dernière fois.

Une direction générale qui est l'ordonnateur de la régie et qui est aussi l'employeur et donc le recruteur pour les salariés de cette régie.



Alors je vous ai remis l'organigramme. On a mutualisé, comme vous le disait M. le Maire, toute la partie fonction supports, c'est à dire que la partie Finances est mutualisée chez André OWCZARZAK et je remercie l'ensemble des équipes d'ailleurs de la Direction des Finances qui fait un énorme boulot sur l'ensemble des régies et la ville.

Vous avez, à l'intérieur du Touquet & Co, la partie communication qui est mutualisée d'ailleurs « ville » et tout l'ensemble des régies.

La Direction du Tourisme et de l'Attractivité qui gère le Touquet RÉSA, qui gère l'Orangerie, le Caddy Express, tout ce qui est la promotion touristique de la station balnéaire, l'Office de tourisme,

Vous avez toute la partie événementielle, évènements culturels et sportifs, je le détaillerai juste après.

La Direction du Patrimoine et de la Nature : toutes les visites guidées patrimoniales, nature en Baie de Canche et tout ce qui est ateliers pour les jeunes.

Et vous avez enfin la Direction des équipements sportifs et de loisirs où vous allez retrouver l'ensemble de nos équipements sportifs : le Centre Tennistique, le Parc Équestre, les deux Bases Nautiques et le Caravaning

Et vous avez pour faire l'ensemble de tout ça aussi une stratégie marketing qui est assurée dans la Direction marketing et les partenariats qui gère notamment le Touquet Business Club.



Les grandes missions vous les connaissez mais je préfère enfoncer les portes ouvertes, c'est Le Touquet & Co qui organise et en interne, il faut le préciser quand même, l'Enduropale du Touquet, qui était organisé il y a encore 20 ans par ASO. ASO, je le rappelle, c'est Amaury Sport Organisation, qui gère le Tour de France notamment et je pense que la Ville et ses salariés et ses fonctionnaires peuvent être très fiers d'organiser l'Enduropale puisque tout est fait en interne. J'y viendrai après puisque M. BLARINGHEM m'avait demandé un point sur l'Enduropale, je le ferai juste après.

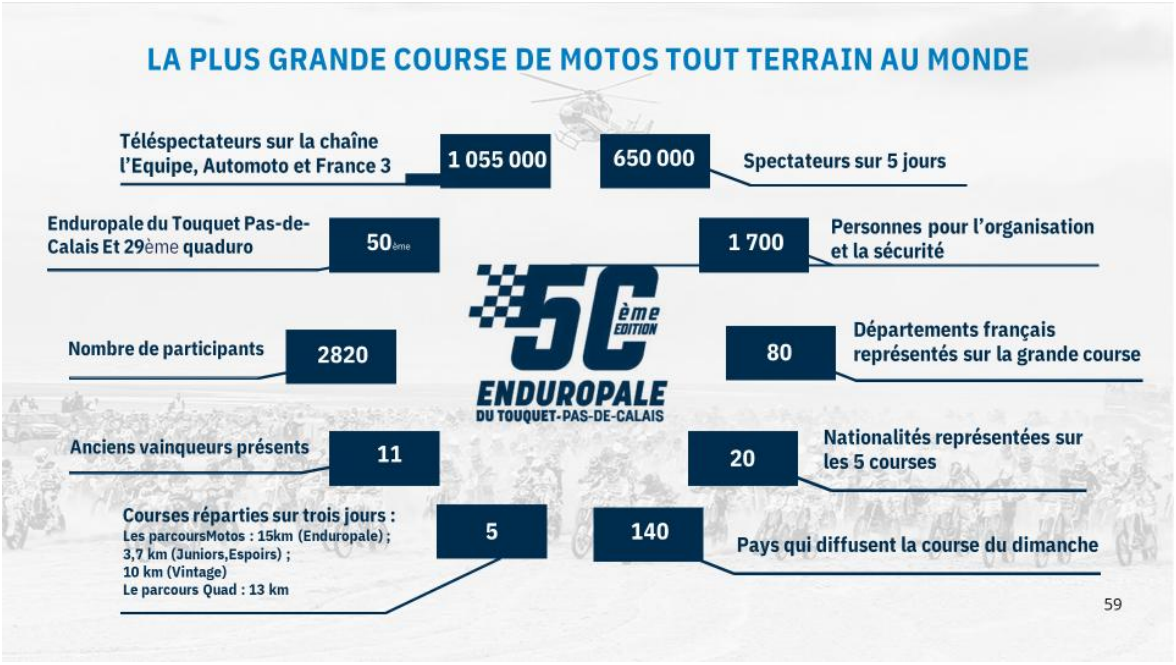
Le meeting aérien sera organisé le 27 septembre de cette année.

La Parade de Noël que maintenant vous avez comme rendez-vous en décembre.

Le Festival des Tout-Petits qui s'allonge sur l'ensemble du mois d'août.

Le Touquet Music Beach puisqu'on est l'interface avec les organisateurs et la mise en place de l'ensemble des opérations qui se déroulent sur les équipements.

Et les évènements sportifs : les triathlons, prochainement peut-être un Ironman, le CSI qui aura lieu la semaine prochaine, la Junior Davis Cup et bien d'autres encore.



On va faire un focus rapide sur l'Enduropale du Touquet, je vais vous redonner quand même quelques chiffres. C'est plus d'un million de téléspectateurs sur trois chaînes puisqu'on est retransmis en direct en général, ça dépend, l'année dernière sur France 3 c'était en différé puisqu'il y avait les Jeux Olympiques d'hiver. Donc on est sur la chaîne L'Équipe 21, Automoto et France 3.

On a à peu près, ça dépend des années, entre 650 et 700 000 spectateurs sur les 5 jours.

On est à la 51ème édition et on fêtera, l'année prochaine, les 30 ans du Quaduro.

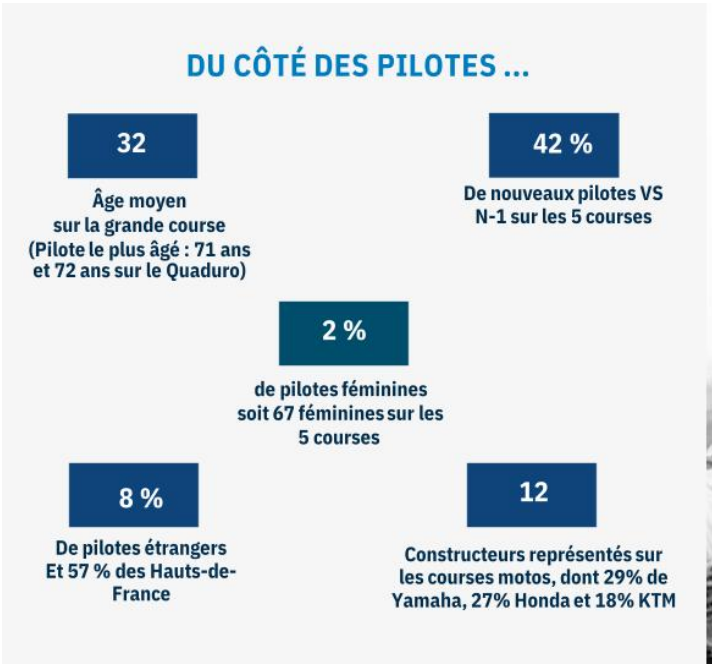
On a 2 820 pilotes qui sont engagés sur les 5 courses.

Vous avez 11 vainqueurs qui étaient présents, cette année, anciens vainqueurs qui étaient présents puisque c'était une année anniversaire.

On est retransmis dans 140 pays la course du dimanche.

Vous avez 20 nationalités représentées sur les 5 courses.

Il y a 80 Départements de France qui sont représentés dans nos concurrents et il y a environ 1 700 personnes dans l'organisation et qui assurent aussi la sécurité de l'Enduropale.





Quelques chiffres qui peuvent toujours être un peu intéressants :

Côté pilotes, l'âge moyen c'est 32 ans, ça va du plus jeune qui a 11 ans jusqu'à 72 ans quand même pour le Quad. Le plus âgé en moto avait 71 ans.

On a un turnover qui est assez intéressant aussi puisqu'on a 42 % de nouveaux pilotes sur l'année N-1 sur l'ensemble des courses.

Un sport qui n'est pas encore très représenté par les femmes puisqu'on n'a que 2 %, soit 67 féminines sur l'ensemble des courses.

8 % des pilotes sont étrangers et notamment maintenant qu'on est Finale du Championnat du Monde. 8 % des pilotes étrangers et 57 % viennent quand même des Hauts-de-France

Et on a quand même 12 constructeurs représentés sur les courses moto dont 29 % de Yamaha, 27 % de Honda et 18 % de KTM.



Alors le budget, juste pour rappel, alors comment tout ça est organisé ?

En fait, il faut être Club affilié à la Fédération Française de Moto pour avoir ce qu'on appelle les droits de calendrier, donc ça c'est l'association Enduropale du Touquet ETO qui est le Club affilié FFM et qui délègue la partie organisation générale au Touquet & Co avec la Ville du Touquet-Paris-Plage.



Dans le budget, les principales dépenses : vous avez les frais de personnel pour 480 000 € ; les frais de secours, sécurité dedans vous avez tout ce qui est SAMU, pompiers, protection civile, les gendarmes, les hélicoptères, la location du matériel, la sonorisation, les barrières, les modules, les toilettes qu'on doit mettre partout, les différentes tentes réceptives, la retransmission notamment l'hélicoptère de la production télé, les speakers, les droits de retransmission pour 180 000 €, j'arrondis, et le réceptif,

l'hébergement, la restauration, le remboursement de frais pour 149 000 €. Alors je suis parti d'un principe, j'ai fait les cinq dépenses les plus importantes, les cinq recettes et je vous ai mis ensuite tout le détail que vous allez avoir.



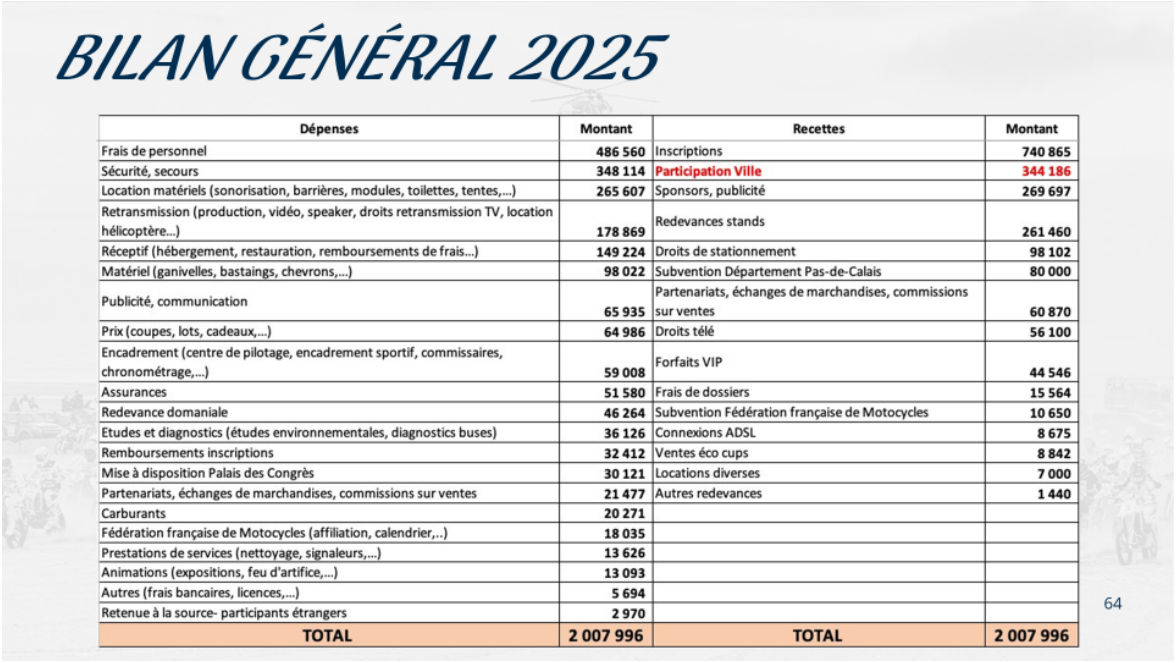
Sur les recettes, les inscriptions nous ramènent 740 000 €.

La participation de la Ville, ça, vous allez voir c'est vraiment ce qu'il reste à la fin, qui correspond notamment au personnel puisque l'Enduro se prépare 12 mois dans l'année par définition et les deux derniers mois et notamment les dernières semaines, on a énormément de consommation de temps agents pour préparer la piste.

Les sponsors, puisqu'il y en a beaucoup, plus la publicité, nous rapportent 270 000 €.

Les redevances stands pour 261 000 €.

Et les droits de stationnement pour 98 000 €.



BILAN GÉNÉRAL 2025

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Frais de personnel	486 560	Inscriptions	740 865
Sécurité, secours	348 114	Participation Ville	344 186
Location matériels (sonorisation, barrières, modules, toilettes, tentes,...)	265 607	Sponsors, publicité	269 697
Retransmission (production, vidéo, speaker, droits retransmission TV, location hélicoptère...)	178 869	Redevances stands	261 460
Réceptif (hébergement, restauration, remboursements de frais...)	149 224	Droits de stationnement	98 102
Matériel (ganivelles, bastaings, chevrons,...)	98 022	Subvention Département Pas-de-Calais	80 000
Publicité, communication	65 935	Partenariats, échanges de marchandises, commissions sur ventes	60 870
Prix (coupes, lots, cadeaux,...)	64 986	Droits télé	56 100
Encadrement (centre de pilotage, encadrement sportif, commissaires, chronométrage,...)	59 008	Forfaits VIP	44 546
Assurances	51 580	Frais de dossiers	15 564
Redevance domaniale	46 264	Subvention Fédération française de Motocycles	10 650
Etudes et diagnostics (études environnementales, diagnostics buses)	36 126	Connexions ADSL	8 675
Remboursements inscriptions	32 412	Ventes éco cups	8 842
Mise à disposition Palais des Congrès	30 121	Locations diverses	7 000
Partenariats, échanges de marchandises, commissions sur ventes	21 477	Autres redevances	1 440
Carburants	20 271		
Fédération française de Motocycles (affiliation, calendrier,..)	18 035		
Prestations de services (nettoyage, signaleurs,...)	13 626		
Animations (expositions, feu d'artifice,...)	13 093		
Autres (frais bancaires, licences,...)	5 694		
Retenue à la source- participants étrangers	2 970		
TOTAL	2 007 996	TOTAL	2 007 996

64

Là, vous avez la totalité du bilan général 2025, alors petite précision sur 2025, c'était une année anniversaire donc dedans vous avez notamment dans les dépenses le feu d'artifice, on a fait un peu plus de choses cette année-là et donc 2027 sera forcément en baisse puisqu'il y aura moins d'évènements associés à la date anniversaire.

On est sur un budget qui est d'environ 2 millions d'euros et vous avez l'ensemble du détail ensuite sur tout ce qui est les assurances, par exemple, puisque pour mettre 2 820 pilotes sur le sable, plus organiser une manifestation de 700 000 personnes, vous voyez qu'on paye 51 000 € d'assurances. Tout ça, ce sont des marchés. Ensuite, vous avez toute la partie incompressible, par exemple, le chronométrage, les commissaires, l'encadrement sportif et, puisqu'on est Finale du Championnat de France et de Championnat du Monde, c'est pareil, vous avez des Prix donc vous avez des montants obligatoires pour les gagnants, tout ça étant incompressible. Voilà pour la partie Enduro.

M. le Maire : Matthieu, si tu me permets, c'était une demande effectivement de M. BLARINGHEM et elle était tout à fait justifiée. Est-ce que vous avez sur le budget d'Enduro des questions à poser ? Alors ce qui est important, quand tu dis participation Ville, ce n'est pas une subvention la Ville de 344 000 €. Vous avez vu que c'est inférieur à la mobilisation du personnel, c'est à dire qu'on arrive sur le budget de l'Enduro à assumer une partie des dépenses de personnel, mais il faut valoriser évidemment les dépenses de personnel, c'est tout à fait logique et, notamment, comment justifier, par rapport au Département ou à la Région, quand on les sollicite, une demande de subvention si la Ville elle-même ne démontre pas qu'elle-même participe au coût général de l'Enduro ? Le budget, c'est 2 millions d'euros. La valorisation des dépenses de personnel c'est 344 000 €. C'est vrai qu'on aura, dans les années qui viennent, en tous les cas pour 2027, des dépenses qu'on n'aura pas puisqu'on sort de deux années anniversaires, mais il y a aussi la subvention du Département du Pas-de-Calais qui, malheureusement, a diminué en 2026 et diminuera encore en 2027, en tous les cas, elle ne sera plus au niveau de 80 000 €, malheureusement, ça risque un peu de s'équilibrer en recettes et en dépenses. M. BLARINGHEM, pas de question ?

M. Nicolas BLARINGHEM : Non, pas de remarque particulière. Je voulais remercier M. GRESSIER d'avoir fait ce travail au moins ça, ça met un chiffre sur une réalité…

M. le Maire : à la demande de M. le Maire.

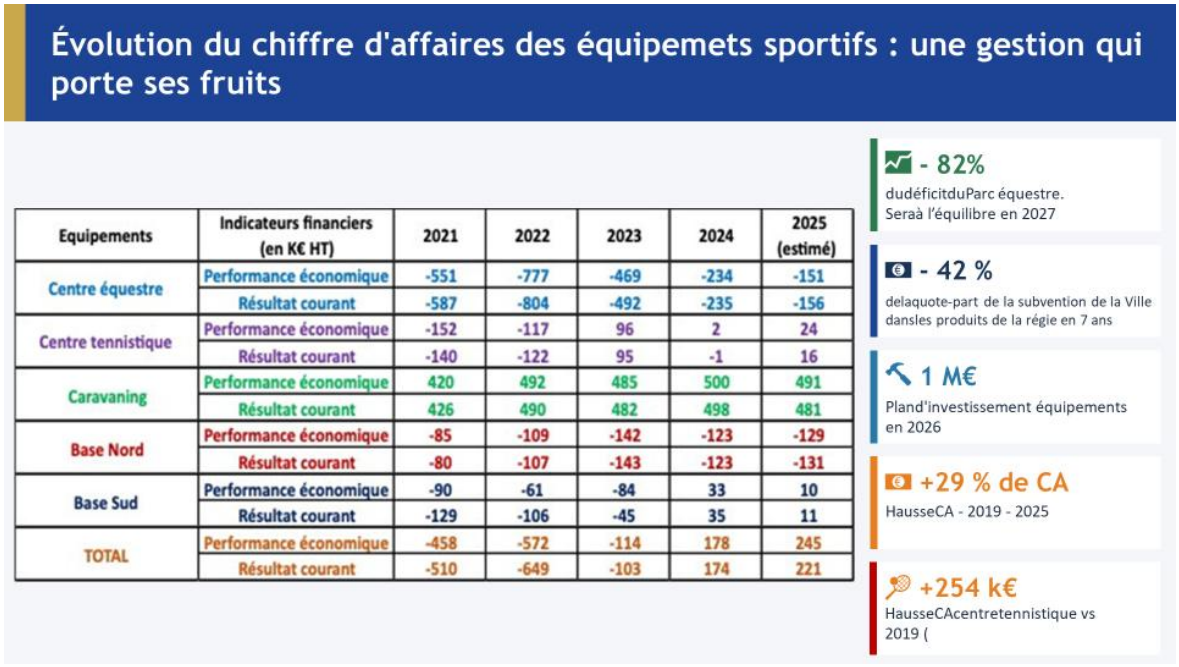
M. Nicolas BLARINGHEM : …sur une réalité économique de la Ville. Je pense que tous les commerçants, les hôteliers, les restaurateurs voient la participation de la Ville, la hauteur de cette participation. L'enduro est un évènement majeur au niveau national, voire international et je pense que ça fait rayonner la Ville du Touquet sans aucun doute mais c'est important d'avoir ces chiffres-là, que tout le monde se rende compte de ce que coûte un tel évènement et je suis très content que vous l'ayez fait, je vous remercie

M. le Maire : Très bien mais je vous l'ai dit c'est une maison de verre. Tous les chiffres que vous voudrez avoir, les tableaux que vous voudrez, je transmettrai systématiquement et je répondrai à toutes vos demandes. Je pense que c'est important, après on peut ne pas être d'accord sur un certain nombre de choses, mais au moins que les débats portent sur des données objectives et partagées, voilà, c'est ce que je souhaite véritablement. Merci d'avoir posé cette question parce que, du coup, je pense que ce n'est pas que pour vous mais ça éclaira effectivement l'ensemble de ceux qui s'intéressent à cet évènement. Matthieu, sur Le Touquet & Co, pour terminer.

M. Matthieu GRESSIER : Oui, et à votre demande, pour compléter, on avait estimé à peu près à 4 millions 8 les retombées économiques sur la Ville. Vous nous l'aviez demandé…

M. le Maire : Oui, je vous l'avais demandé.

M. Matthieu GRESSIER : …l'année dernière. Voilà pour l'Enduropale.



Equipements	Indicateurs financiers (en K€ HT)	2021	2022	2023	2024	2025 (estimé)
Centre équestre	Performance économique	-551	-777	-469	-234	-151
	Résultat courant	-587	-804	-492	-235	-156
Centre tennistique	Performance économique	-152	-117	96	2	24
	Résultat courant	-140	-122	95	-1	16
Caravaning	Performance économique	420	492	485	500	491
	Résultat courant	426	490	482	498	481
Base Nord	Performance économique	-85	-109	-142	-123	-129
	Résultat courant	-80	-107	-143	-123	-131
Base Sud	Performance économique	-90	-61	-84	33	10
	Résultat courant	-129	-106	-45	35	11
TOTAL	Performance économique	-458	-572	-114	178	245
	Résultat courant	-510	-649	-103	174	221

Pour finir, sur Le Touquet & Co, juste un petit focus pour vous remettre les grands chiffres notamment, mais je laisserai Jean-Philippe BATAILLE compléter s'il le souhaite, c'est 82 % du déficit du Parc Équestre qui a été absorbé entre 2022 et 2026 qui est en diminution du coup et, a priori, on sera à l'équilibre à partir de 2027.

- 42 % de la quote-part de la subvention de la Ville dans les produits de la régie en 7 ans.

C'est 1 M€ de plans d'investissement que l'on vous propose d'attribuer au Touquet & Co cette année pour continuer à améliorer la productivité de nos équipements, grâce aussi à la mobilisation des équipes et des salariés, il faut vraiment les remercier.

On a fait entre 2019 et 2025 + 29 % de chiffre d'affaires donc toutes les entreprises ne peuvent pas se prévaloir de ce chiffre non plus.

Et 254 000 € rien que pour le Centre Tennistique avec les choix que vous avez opérés depuis maintenant bientôt plus de 7 ans.

Vous avez l'évolution de la subvention de la Ville dans la part du chiffre d'affaires et vous voyez que, sur 2025, on attend le CFU, les experts-comptables sont en train de finir le CFU 2025 pour Le Touquet & Co, on est à une répartition du chiffre d'affaires où la subvention de la Ville représente 23 % contre 77 % qui est généré par les salariés du Touquet & Co.

M. le Maire : Ça c'est très important, si tu me permets Matthieu, parce qu'on se focalise toujours sur le montant de la subvention mais il y a un effet de levier en fait. Pour 1 € mis par la Ville, vous voyez, il y a plusieurs euros qui sont mobilisés : 3, 54 €. Pour 1 € mis par la Ville c'est 3,54 € mais ça veut dire aussi derrière et ça explique les bons chiffres en termes de taxe de séjour, de recettes de stationnement et quelque part aussi d'image de la ville, de droits de mutation. C'est toute la dynamique de la ville qui en profite et donc on a des recettes dans le budget de la Ville qui sont la conséquence de ce que ces équipements accueillent des usagers plus nombreux et fonctionnent plus longtemps dans l'année aussi parce que ça c'est vraiment un appui fort pour notre politique 4 saisons.

M. Nicolas BLARINGHEM : Alors pour…

M. le Maire : M. GRESSIER va terminer sa présentation. Non, mais il termine sa présentation et j'avais prévu d'ouvrir le débat sur Le Touquet & Co donc. Mais laissez-le terminer. Je suis désolé mais laissez terminer M. GRESSIER. Ne soyez pas impatiente et puis vous aurez la parole, il n'y a pas de souci. M. GRESSIER.



M. Matthieu GRESSIER : J'ai bientôt fini. La subvention est une contribution au service public qui est imposée à la régie, qui est dans le mode concurrentiel. Donc si ce n'était pas une régie et que, par exemple, c'était un délégataire privé, il aurait exactement les mêmes contraintes de service public qui est imposé par la Ville sur la régie.

On parle de 5 niveaux de contraintes de service public.

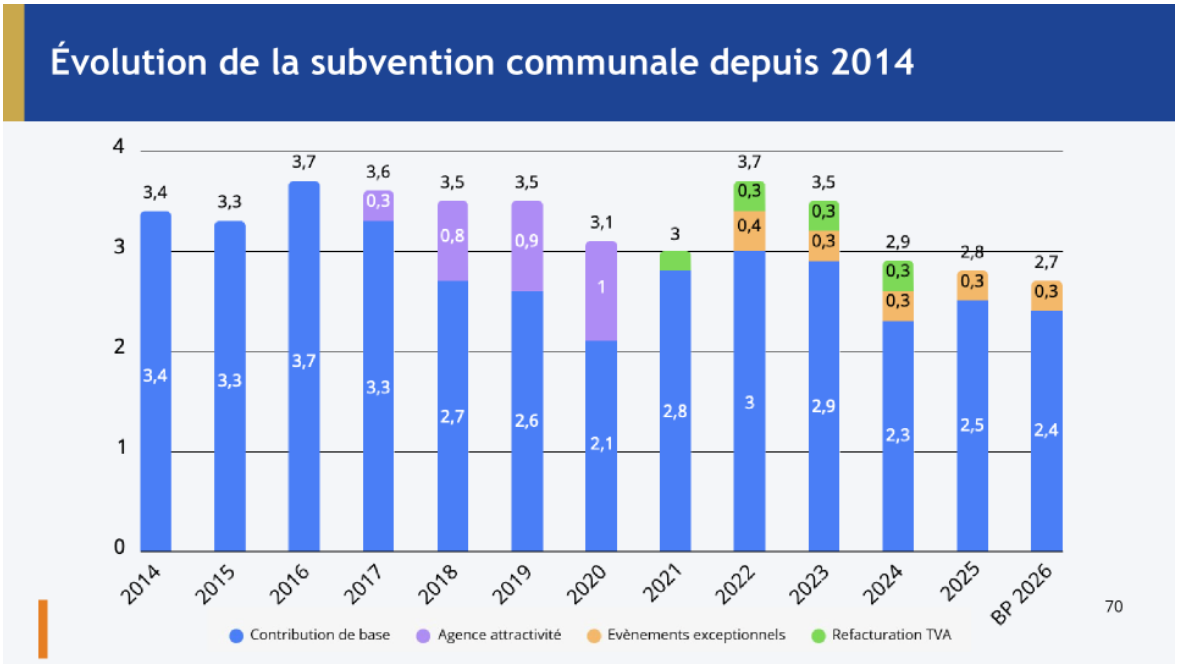
Notamment les missions d'intérêt général à caractère structurant pour le territoire : on a toute la partie Office de tourisme, qui est ouvert sept jours sur sept ainsi que l'Office de commerce, qui sont ce qu'on appelle les missions relevant de l'intérêt général, donc des missions régaliennes et qui sont déléguées à la régie Le Touquet & Co avec l'attractivité, la promotion, l'animation économique du territoire. Rien que ça déjà c'est une mission de service public qui est imposée à la régie du Touquet & Co.

La garantie aussi, l'ouverture et la continuité de service sur les 12 mois puisque, si typiquement vous aviez donné à un délégataire privé la gestion des équipements et de l'animation des événements, il pourrait être en droit de vous dire « je n'ouvre que des vacances de Pâques jusqu'à la Toussaint mais le reste du temps, du coup, je suis fermé ». Ça veut dire pas de charges, pas de personnel. Donc on a une contrainte de payer nos salariés sur 12 mois

Ensuite, ça va avec la mise en œuvre d'une politique tarifaire encadrée et accessible : notamment l'accueil des scolaires. On travaille notamment avec les Instituts Médicaux Éducatifs. On a une politique aussi qui est encadrée vis-à-vis de certaines prestations pour accueillir un large public et notamment Touquettois.

L'accueil des publics scolaires aussi dans la logique éducative et territoriale.

Et le déploiement de la politique d'animation des quatre saisons puisqu'on a la Parade de Noël. On a l'Enduropale qui est au cœur de l'hiver, donc une ouverture qui est 12 mois dans l'année.



La contribution, voyez à isopérimètre, si je prends exactement, et on parle de la même chose, en 2016 on était à 3,7 M€ et au BP 2026, on sera à 2,4 M€ et donc avec les événements exceptionnels on est à 2,7 M€, ce qui fait que l'on est au plus bas historiquement de la subvention de contraintes de service public.

M. le Maire : Très bien voilà alors sur le fonctionnement du Touquet & Co, si vous permettez, alors les investissements et puis, ensuite, on aura un débat sur Le Touquet & Co. Allez-y, M. GRESSIER.



M. Matthieu GRESSIER : Pour cette année, on demande 1 M€ pour refaire, je rappelle quand même aussi que tout appartient à la Ville, donc en fait même si on était des délégataires privés, les délégataires privés ne feraient pas les travaux chez le propriétaire, c'est à la Ville de financer ses propres travaux quand elle en est le propriétaire. Je laisserai M. BATAILLE insister sur ce point mais il est effectivement urgent de refaire les terrains 1 à 6 rapidement. C'est une enveloppe à 290 000 €. Vu que c'est un marché public peut-être qu'on pourra espérer avoir un petit moins donc on va refaire très rapidement les terrains 1 à 6.



Ensuite là le paddock d'échauffement en complément de la carrière d'honneur, qui a été chiffré à 310 000 €. Vous avez la photo, elle a été refaite il y a maintenant 2 ans et le paddock était vraiment dans un état un peu compliqué, ce qui fait que les cavaliers ne voulaient plus détendre les chevaux sur le paddock de détente tellement il était abîmé donc là on est vraiment bien. On a touché le Fonds Eperon et il y a une demande de subvention en cours qui est en cours d'examen aussi à la Région qui va aussi nous permettre de réduire le coût.



Il est prévu de refaire les boxes G et H et la cour, donc on fera après la saison, ça va glisser sur le début de l'année 2027 aussi. Les cours sont vraiment très dégradées, l'idée étant de refaire les cours, la partie assainissement et l'intérieur des boxes, notamment l'électricité, les abreuvoirs et les selleries.



La Base Nord : il est prévu de refaire, très rapidement, avant l'été, les vestiaires notamment des hommes. Le Mat Galva qui était entre le restaurant et la Base qui a été démonté parce qu'il était vraiment abîmé, qui est arrivé et qui va être reposé rapidement, le tapis de mise à l'eau et une partie des corps morts qui va être changée cette année.



On a prévu, on a chiffré et on est en train de faire une étude de faisabilité pour installer 2 padels à l'intérieur de la Salle des Quatre Saisons puisqu'on a une énorme demande de padels et notamment l'hiver. Et vous savez que le toit, avec la tempête Ciaran, les roomers n'étaient pas étanches, soyons réalistes. On a une forte demande et on est en train d'étudier la possibilité d'installer 2 padels démontables dans la Salle des Quatre Saisons qu'on pourrait bouger assez facilement en fonction des évènements de la Salle des Quatre Saisons.

M. le Maire : J'ai encore à dire un mot mais c'est vrai que la Salle des Quatre Saisons ne peut pas être mise en fonctionnement « tennis », parce que ça obligerait à démonter tout le système d'éclairage et de chauffage, ce serait des coûts tout à fait considérables. Par ailleurs, il faut tenir compte également de l'évolution de la demande des terrains de padels et, dans l'attente, du Centre multiactivités qu'on a en projet. Il y a une solution qui existe ailleurs, qu'on a regardée et testée, de padels démontables, qu'on pourrait installer dans la Salle des Quatre Saisons. On aurait deux tiers consacrés aux padels et un tiers qu'on réserve pour les associations parce qu'il manque d'une salle suffisamment grande pour certaines manifestations, certaines conférences, d'assemblées générales de nos associations Touquettoises. Mais pourquoi démontables ? Parce que la Salle des Quatre Saisons a besoin pour un certain nombre de salons : le Salon du Vin, le Salon du Livre, le Salon Equip Hôtel également, et donc c'est une solution qui existe ailleurs, qu'on va investiguer cette année mais on prévoit le budget dès cette année et qui pourrait être amortie très rapidement parce qu'il y a une telle demande qu'on a aucun doute sur le fait que ces terrains de padels seraient très largement utilisés et, en très peu de temps, on pourrait rentabiliser cet investissement. On reste dans la politique qu'on avait mise en place avec Jean-Philippe BATAILLE et la Commission Finances d'investissement ciblée, générateur de recettes.

M. Matthieu GRESSIER : Et juste pour finir sur les padels, parce que c'est une demande très forte des joueurs, on va mettre des filets au-dessus pour éviter que les balles partent côté Centre Sportif.



M. Matthieu GRESSIER : On va refaire les tennis aussi puisqu'on en profite, on est obligé de tout casser. En fait, le restaurant n'a pas de toilettes non accessibles donc on va réaménager totalement l'accueil, dedans, vous avez l'accessibilité obligatoire avec les toilettes PMR. On refait totalement l'accueil pour que ce soit digne du Centre Tennistique ainsi que la rotonde. Ça, ça va glisser puisque dedans il faut aussi inclure l'étude sur la piscine et il faut qu'on revoit les accès à la piscine enfin pour la couvrir et que les gens ne ressortent pas dehors après la rotonde pour aller dans les vestiaires.

M. le Maire : Si la piscine est refaite et couverte, ce qu'on souhaite, avec un toit rétractable et qu'on l'utilise à l'année, il est évident que ce qu'on fait aujourd'hui, c'est à dire circuler en extérieur, ce ne sera plus possible. Ça suppose aussi qu'on intègre, dès maintenant, dans ces travaux, l'accès à la future piscine avec un toit rétractable. Alors

avant de laisser parler Jean-Philippe BATAILLE, Mme PREVOST, vous souhaitiez poser une question. Je suis désolé mais je préfère qu'on procède de cette façon-là, quand il y a un exposé, qu'on aille au bout de l'exposé, vous notez vos questions et là en l'occurrence c'est normal qu'on s'arrête un moment sur Le Touquet & Co et c'est ce que j'avais prévu faire de toute façon.

Mme Catherine PREVOST : Ce n'était pas une question. Ce que j'avais à dire, je ne rentrais pas dans un débat, c'était juste un commentaire sur le schéma de la répartition entre les recettes du Touquet & Co et la participation de la Ville, vous êtes parti de 2022.

M. le Maire : On va revenir dessus.

Mme Catherine PREVOST : Si vous voulez on est obligé de revenir dessus, c'est simplement…

M. le Maire : Mais ce n'est pas gênant parce que …

Mme Catherine PREVOST : Si, si.

M. le Maire : Écoutez ce n''est pas non plus…

Mme Catherine PREVOST : Non, non mais ce n'est pas insurmontable, je suis d'accord avec vous, mais ça peut être gênant parce que c'est juste une remarque, ce n'était pas une question de débat. Le débat, j'y reviendrai après sur d'autres sujets.

M. le Maire : Question ou remarque, on ne peut pas couper comme ça en intervenant, imaginez, que chacun fasse ça pendant les interventions ce n'est pas gérable.

Mme Catherine PREVOST : Ce n'est pas sûr, ça pourrait aller plus vite aussi.

M. le Maire : Non, je ne pense pas. Si c'est vous qui décidez de prendre la parole, à tout moment dans la salle, enfin je ne vois pas très bien comment…

Mme Catherine PREVOST : Non mais je viens juste de prendre la parole maintenant.

M. le Maire : On revient en arrière.

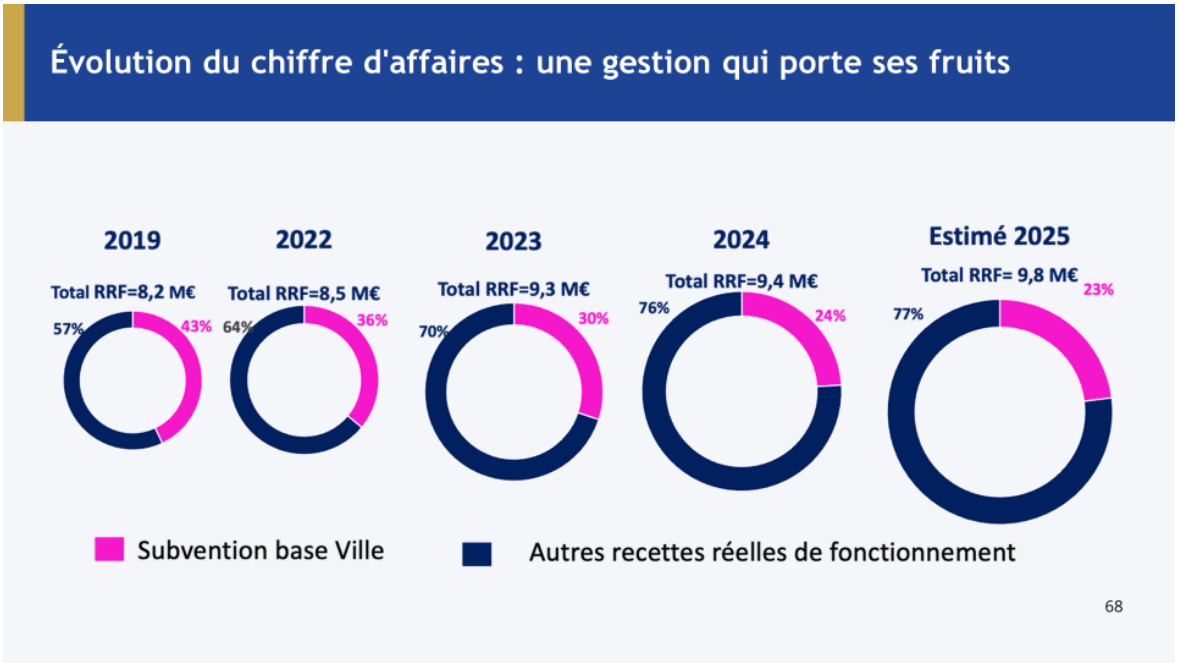
Mme Catherine PREVOST : Ça fait bientôt deux heures maintenant, deux heures que nous sommes ensemble.

M. le Maire : On revient oui d'accord mais, à tout moment, quand vous avez demandé la parole, je vous l'ai donnée à la fin, à chaque fois, d'une séquence de présentation, c'est normal. On a préparé et c'est beaucoup de travail en amont pour les services et pour les élus de vous faire une présentation qu'on n'est pas obligés de vous faire de façon aussi détaillée, aussi précise avec des images, des schémas, des tableaux, non, non…

Mme Catherine PREVOST : Vous vous y êtes engagés dans le fait de votre déclaration le jour de votre vote. Est -ce qu'il est possible d'avoir ce slide ? Merci, voilà.

M. le Maire : Non, attendez, écoutez, Mme PREVOST, non je suis désolé mais vous ne pouvez pas comme ça, en permanence, me couper la parole. Donc je vous explique que, pour la bonne tenue de nos débats, j'en suis le responsable, nous avons préparé des présentations avec beaucoup de soin, en essayant de les faire le plus clair possible parce que c'est vrai que les documents que vous recevez peuvent parfois être un peu indigestes. On n'est pas obligé de le faire comme on le fait, allez, renseignez-vous, assistez à d'autres représentations dans d'autres conseils municipaux. Je trouve qu'au

Touquet, de ce point de vue-là, on est particulièrement volontaire pour vous faire des présentations les plus claires possibles, les plus simples possibles et les plus transparentes possibles. Simplement, laissez-nous le temps de vous faire ces présentations et, ensuite, commentaire ou question ou remarque de fond, vous les faites à chaque fois que vous me le demandez mais à la fin des présentations. On ne peut pas couper comme ça les présentations dans leur déroulement. Ce n'est pas brimer qui que ce soit que dire ça, mais c'est juste pour la bonne tenue de débat. Donc c'était ça le tableau dont vous parliez ? Appuyez sur le bouton, je vous donne la parole. C'est ce tableau-là ?



Mme Catherine PREVOST : Oui, ça concernait l'évolution du chiffre d'affaires donc ça ne rentrait pas du tout dans le débat c'était juste une question technique. Il est indiqué « Estimé 2025 » donc je suppose que c'est le résultat 2025 et il aurait été intéressant d'avoir peut-être l'Estimé 2026 ce qui nous aurait donné une vision.

M. le Maire : Oui bien sûr.

Mme Catherine PREVOST : Voilà, c'était juste ça.

M. le Maire : Mais juste ça…

Mme Catherine PREVOST : Merci.

M. le Maire : …Ça va très bien est ce qu'il y a d'autre…? M. GRESSIER.

M. Matthieu GRESSIER : Non, non, mais je pourrais vous dire au mois de juin, dès que les experts comptables m'auront donné le CFU final, parce que là ce sont les chiffres des Finances mais il faut que l'Expert-comptable nous fasse la… et que le Trésorier public nous signe le CFU. Je pourrai vous le présenter au mois de juin. Pour l'instant, je me base que sur nos chiffres en interne mais ils sont bons.

M. le Maire : Ce n'est pas tamponné, validé donc on peut pas vous noter « Exécuté », même si le chiffre qu'on vous donne sera de façon très, très proche du chiffre définitif,

mais c'est vrai que le rythme du Touquet & Co est différent du rythme de la Ville de ce point de vue. M. Hervé PIERRE, sur Le Touquet & Co, si on peut avoir un débat sur Le Touquet & Co à ce moment comme ça évite le souci d'avoir une présentation trop longue et ça permet d'entrecouper les choses.

M. Hervé PIERRE : Merci. Je ne sais pas si c'est sur Le Touquet & Co ou quoi, quand M. KORBAS nous a présenté les recettes, parce que là on avance, on avance, sans pouvoir vraiment discuter, j'ai relevé au passage qu'il y avait eu 500 000 € de redevances des clubs et bars de plage. Alors ma question est simple, ces 500 000 €, ça concerne les clubs de sport je suppose plus les bars de plage et ça me semble relativement bas par rapport aux chiffres d'affaires. Est-ce qu'on a une idée des chiffres d'affaires qui sont faits par les bars de plage et les clubs de plage, merci.

M. le Maire : M. BATAILLE.

M. Jean-Philippe BATAILLE : En fait, les bars de plage sont au nombre de 5. La redevance qui est augmentée de 2 % par an, vous l'avez choisi cette année, est de 90 000 € pour les grands bars de plage et 45 000 € pour les petits donc je vous laisse faire le total. Et, après ça, il y a une rémunération qui est égale à 2,5 % du chiffre d'affaires qu'ils déclarent chaque année à la fin de la saison, enfin on leur demande de le faire avant la fin décembre. Donc voilà ça comprend tout ça. Vous m'excuserez, je ne connais pas la redevance exacte des clubs de plage mais elle est assez faible par rapport aux bars de plage. Le gros morceau, c'est surtout les bars de plage.

M. le Maire : Oui.

M. Hervé PIERRE : Dans ce cas-là, j'avais demandé si ça pouvait être rendu disponible, Jean-Philippe BATAILLE me dit « oui », qui pourrait nous faire un tableau ? J'aimerais que, dans ces tableaux, on ait également les redevances pour les clubs de plage et la rémunération me semble importante puisque 2,5 % du chiffre d'affaires de ces choses-là, tant les bars que les clubs ? On n'en a aucune idée, est-ce qu'on pourrait rajouter cela au tableau ?

M. Jean-Philippe BATAILLE : Oui, on peut vous mettre les montants. On ne va peut-être pas vous divulguer, je ne sais pas si on peut le faire, ça serait avec plaisir mais les chiffres d'affaires de chacun c'est un peu délicat mais le montant de la redevance on peut vous la diffuser bien sûr.

M. Hervé PIERRE : Non, j'insiste je voudrais avoir la redevance sur les 2,5 puisque c'est de l'argent qui revient à la Ville donc c'est une chose publique.

M. Jean-Philippe BATAILLE : Bien sûr, c'est ce que je suis en train de vous dire, il n'y a aucun souci sauf que la base de la redevance, qui est le calcul de leur chiffre d'affaires, une fois de plus, je me renseignerai sur la légalité, je ne sais pas si on est en droit de vous la diffuser. Mais la redevance en elle-même, on vous la donnera sans problème, M. PIERRE.

M. le Maire : Très bien alors, sur Le Touquet & Co, merci à Matthieu GRESSIER pour cette présentation très, très, très complète donc s'il n'y a pas de question sur Le Touquet & Co… Si, Mme PREVOST.

Mme Catherine PREVOST : Concernant les padels, vous avez chiffré à deux, vous l'avez fait parce que c'est en fonction de la demande ou bien vous l'avez fait parce que, techniquement, vous ne pouvez pas faire plus ?

M. le Maire : Les padels démontables ?

Mme Catherine PREVOST : Absolument.

M. le Maire : Alors c'est pour la raison suivante, c'est qu'en fait, je veux garder une partie de la Salle des Quatre Saisons pour l'usage des Associations. Il n'y a pas très longtemps il y a l'assemblée générale d'associations, par exemple, à l'Hôtel de Ville où on dépasse le nombre de personnes qu'on peut normalement accepter à l'Hôtel de Ville. Et il faut réaménager celui de la première partie : si vous rentrez par l'entrée normale, la première partie de la Salle des Quatre Saisons, on fait un tiers, on met un rideau et là on l'aménage en salle de réunion. On l'a déjà fait et ça fonctionne très bien. Et puis on installe les padels dans le reste de la salle « deux », parce que ça couvre les deux tiers et on garde un tiers pour les associations, pour aussi des locations possibles, par exemple, quand on a accueilli les championnats régionaux de longe-côte, il y a eu un accueil de l'ensemble des équipes et ça s'est fait dans la Salle des Quatre Saisons, dans la première partie de la salle. Vous voyez, si on occupait toute la salle avec trois terrains de padels, on le regretterait parce qu'on se priverait de la possibilité de conserver une partie de la Salle des Quatre Saisons pour un usage commercial en complément du Palais des Congrès ou pour un usage associatif**.**

Mme Catherine PREVOST : Donc vous nous confirmez qu'on ne peut pas aller au-delà de trois padels au sein de la Salle des Quatre Saisons.

M. le Maire : Tout ça est à l'étude. Dans tous les cas, commençons déjà par deux et finançons déjà deux terrains de padels. Je ne sais pas dans quel sens on peut les mettre et si on peut en mettre plus, mais il faut aussi que ce soit confortable pour les joueurs parce qu'il faut quand même qu'il y ait un minimum d'espace entre les terrains même si ces terrains sont fermés. En tous les cas, on commence par 2. Ce sera un bon test pour la suite et, quand on créera la Salle multi-activités dans laquelle on a prévu des terrains de padels couverts à l'année définitifs, on verra comment ça fonctionne, justement c'est un bon test.

Mme Catherine PREVOST : Ok merci.

M. le Maire : Alexandre, est-ce que tu peux continuer et merci à Matthieu. On vous transmettra de toute façon tous ces chiffres et tous ces tableaux bien évidemment. Pardon, Jean-Philippe, excuse-moi…

M. Alexandre KORBAS : C'était bien le bon mais là on reparle Régie Autonome du Palais.

M. le Maire : Attends, Jean-Philippe.

M. Jean-Philippe BATAILLE : Oui, je voulais quand même revenir sur l'amélioration des résultats des équipements d'environ 700 000 € depuis 2021. Ça a permis évidemment une baisse de la subvention, mais ça a aussi permis d'organiser de nouveaux évènements tels que le Touquet Air Show ou la Parade de Noël, qui sont des évènements gratuits, c'est ce que disait Matthieu GRESSIER. L'attractivité de la ville s'en trouve renforcée et j'ai quelques chiffres à vous donner sur la fréquentation hôtelière au Touquet qui me paraissaient importants parce que c'est, comme vous le disiez M. le Maire, le stationnement, la fréquentation et le chiffre d'affaires des commerces qui bénéficient de ces événements gratuits. Alors, sur deux ans la fréquentation d'hôtels au Touquet est passée de 294 808 nuitées en 2025 à 339 850, c'est-à-dire + 15 % de la fréquentation des hôtels, et le taux d'occupation est passé en 2024 de 61,50 % à 2025 de 64,57 %. Donc tous ces événements qui sont importants, qui sont toujours plus qualitatifs,

apportent beaucoup économiquement à la ville et c'est des chiffres qui sont significatifs, je crois qu'il était important de le dire.

M. le Maire : Très bien, merci beaucoup. Et c'est un cercle vertueux : les équipements ouvrent plus longtemps dans l'année, grâce à ça, on génère des moyens supplémentaires qui permettent d'organiser des évènements dans des périodes creuses et la conséquence c'est l'augmentation du taux d'occupation hôtelière et ça conforte du coup la vie 4 saisons à l'année parce que ça a un impact aussi positif pour nos commerces. On sait que parfois c'est difficile dans les moments de creux mais, avec Christophe VERMEERSCH et Jean-Philippe BATAILLE, on travaille aussi à la création de produits beweek dont on vous reparlera le cas échéant en complément évidemment de tout ce qui se fait déjà dans le cadre du Touquet & Co.

M. Jean-Philippe BATAILLE : Enfin je voulais quand même, je suis très bavard, excusez-moi…

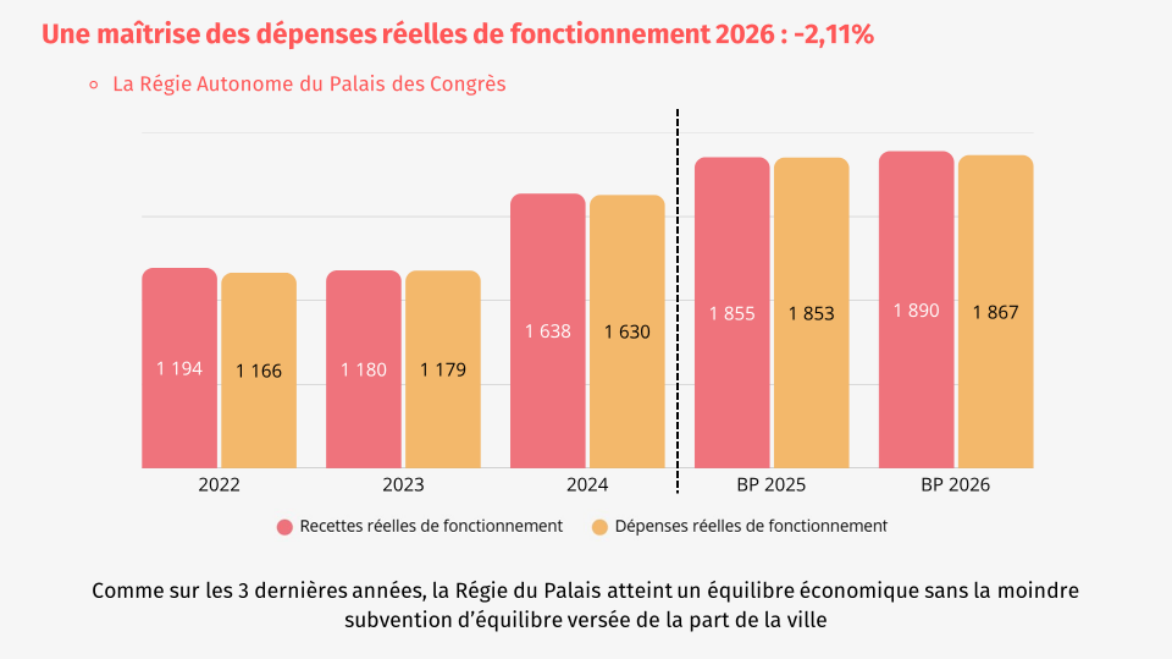
M. le Maire : Non, non, pas du tout, tu as raison.

M. Jean-Philippe BATAILLE : …parler de l'investissement du Parc Équestre, du nouveau paddock d'échauffement, c'est fondamental, en sable fibré et subirrigué parce que, comme le disait Matthieu GRESSIER, c'est le même revêtement que la carrière centrale, ça va nous permettre du 7 au 10 mai d'organiser le « CSI 3* » ou le Touquet Classique qui sera d'une qualité exceptionnelle puisqu'on a des cavaliers, le champion olympique, le champion du monde. Il y a des cavaliers qui viennent du Mexique pour cet évènement et on a eu une conférence de presse, pour les cavaliers internationaux, le Touquet est devenu une destination importante de compétition au même titre que la Baule ou Deauville. Je crois que ce paddock d'échauffement nous a permis d'avoir un ensemble, avec l'Orangerie et la carrière centrale, de grande qualité qui va nous permettre d'organiser des grandes compétitions. Voilà, merci M. le Maire.

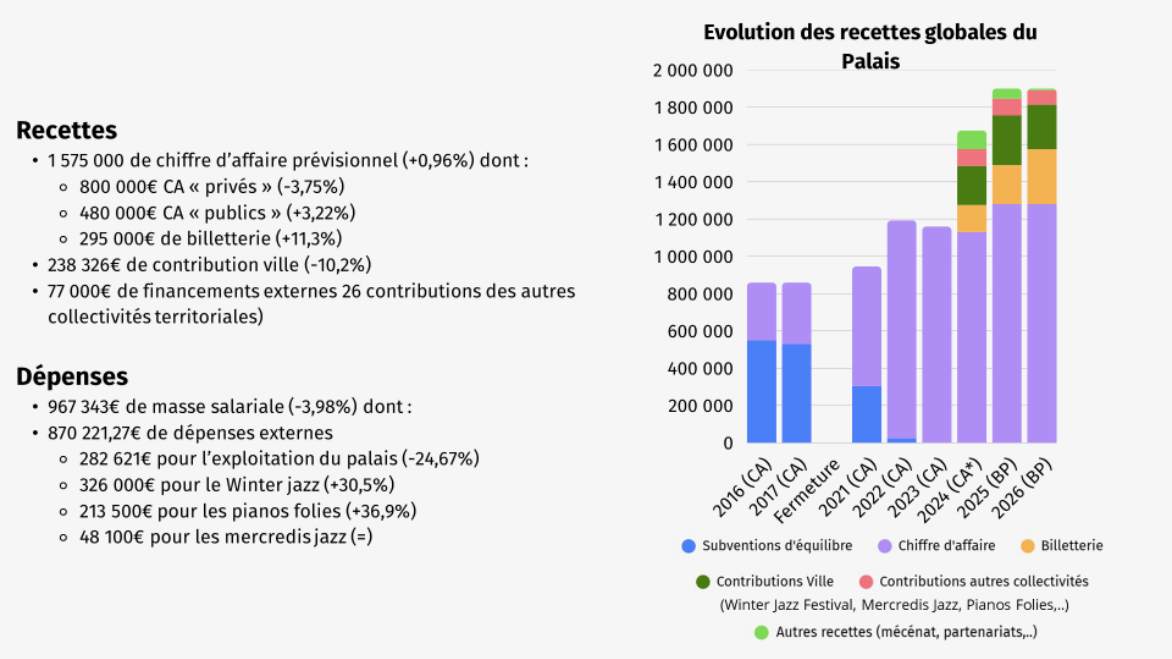
M. le Maire : Très bien, merci beaucoup. Alors Alexandre…

M. Alexandre KORBAS : Je pense qu'on repart sur le Palais des Congrès.

M. le Maire : Oui. Pierre LABONTÉ, un petit focus sur le Palais des Congrès notamment sur le retour deuxième saison.



M. Pierre LABONTÉ : Bonjour, focus sur le budget prévisionnel 2026. Ce qu'on vous propose comme budget pour 2026, c'est un budget plutôt de stabilité, vous allez le découvrir, puisqu'on reste vraiment stable dans les grandes largeurs.



Sur la diapositive suivante, vous allez voir qu'en fait le chiffre d'affaires prévisionnel est complètement stable malgré une légère baisse anticipée de l'activité commerciale du Palais avec les opérateurs privés. Comme vous le savez, on a une année de guerre marquée aussi par les élections sur le premier trimestre, donc on a anticipé volontairement et, au vu de notre calendrier de réservations, une certaine baisse d'activités de l'ordre de 3 % sur cette année complète. Cette baisse est cependant compensée sur les grandes largeurs par une hausse des recettes de billetterie et une très

légère hausse du chiffre d'affaires liée aux opérateurs publics. Ce chiffre d'affaires, la contribution sera en baisse, par rapport aux comptes financiers qui vous a été présenté de 2025, du fait des bons résultats de billetterie que l'on a déjà constaté sur le Jazz avec notamment les 195 000 € de recettes de billetterie réalisées sur le Winter Jazz Festival et avec l'espoir que les recettes de billetterie des Pianos Folies et des Mercredi Jazz soient également tout à fait satisfaisantes. On anticipe également une baisse des contributions des autres collectivités en toute prudence de l'ordre de 77 000 €, ce qui représente quand même une baisse anticipée de 26 % sur cette année 2026, même si évidemment nos demandes de subventions restent stables, voire même en hausse puisque, par exemple, sur le Jazz, on est allé solliciter d'autres opérateurs tels que la SACEM. On a toujours évidemment l'espoir d'avoir plus de subventions mais on préfère anticiper volontairement une légère baisse.

En matière de dépenses, nous prévoyons une baisse de la masse salariale d'environ 4 % liée, comme vous l'avez dit M. le Maire, à une stratégie de non-remplacement d'un départ sur deux et une baisse des charges d'exploitation du Palais de 24 % du fait du ralentissement de l'activité cette année. On souhaite encore une fois souligner cet effort de réduction des dépenses générales en matière de sécurité, de ménage, etc., puisque nous aurons probablement quelques évènements en moins.

Enfin, comme vous allez le découvrir sur la diapositive suivante, je vais m'attarder un peu sur les compensations des contraintes de service public. Comme vous l'avez vu, on vous fait une demande de compensation de 238 326 € pour 2026, ce qui est en légère baisse par rapport à 2025. Alors pourquoi ?

Je vais rentrer un peu plus dans le détail de cette compensation et le lien avec les festivals sur la diapositive suivante, je vais vous expliquer un peu les résultats, je crois qu'elle a été… bon, je vais rester du coup sur celle-là, le coût de production du Winter Jazz festival 2025 a été de 314 789 €, soit plus 25,9 % par rapport au budget prévisionnel. C'est un peu ce qui a pu vous alerter dans le cadre du CFU. Ce surcoût est le fait de la création, en 2025, d'une scène gratuite supplémentaire et la programmation de 12 concerts gratuits : l'accueil des artistes, la mise en place d'une scénographie adaptée. Les frais d'accueil des artistes, la décoration et la technique sont évidemment plus élevés dans le cadre de l'organisation d'un festival de jazz puisque les artistes sont plus nombreux, vous le comprendrez bien, ce qui fait qu'on a les frais d'hôtellerie, de restauration plus élevés.

Le budget prévisionnel 2026 pour le Winter Jazz festival est de 326 000 €. Pour le coût de production des Piano Folies 2025, il a été de 202 017 €, soit 29,4 % par rapport au budget prévisionnel 2025. Ce surcoût est également le fait de l'organisation de concerts « off » supplémentaires, vous le savez, « Les Folies » comme on les appelle, par rapport à 2024 mais lié aussi à des frais de communication plus élevés pour marquer le retour à la période estivale du Festival. Comme vous le savez, le Festival était programmé en mai, on avait souhaité, en 2025, accentuer le fait que le Festival des Piano Folies revienne sur sa période privilégiée du mois d'août.

Quant aux Mercredi Jazz, le coût de production a été complètement maintenu par rapport au budget prévisionnel et il est de l'ordre de 48 000 € il me semble et on a exactement prévu la même chose sur 2026.



Au sujet du coût de l'activité, pour rentrer un peu plus dans le dans le détail de notre chiffre d'affaires, sur la diapositive suivante, je vais vous parler un peu des congrès, séminaires, conventions et soirées. En termes de stratégie pour le Palais des Congrès, on est sur une cible privilégiée de professions libérales du secteur médical, paramédical et Région Hauts-de-France ou national.

Récemment, on a eu la chance d'accueillir la Réunion nationale des Relais et Châteaux, les Rencontres de Generali, le Congrès Hopitech qui a aussi été un gros morceau. On a eu un premier trimestre très dense en matière d'activités et on a aussi de beaux projets qui arrivent avec, comme vous pouvez le voir, des universités d'été du secteur bancaire, Getlink Euro Tunnel qui est un client régulier désormais, ou encore le Congrès Defee qui arrivera sur le mois d'octobre.

On a aussi beaucoup de projets en ce moment, avec deux congrès de fédérations nationales en 2027, une journée aussi interdépartementale des notaires mais aussi des projets de congrès et de séminaires en matière de médical.

Tout cela représente 700 à 800 K€ de chiffre d'affaires par an environ, lié à la location des espaces du Palais des Congrès ou à la vente de prestations techniques. Vous voyez, le Conseil municipal, par exemple, on est, nous, sur la production. On considère que le Conseil municipal est un évènement. On loue les micros, les caméras etc., la lumière… tout ça c'est le genre de prestations qu'on facture également quand on accueille des congrès et des séminaires.



Nous avons aussi un autre pilier au Palais des Congrès, on va dire de politique commerciale, ce sont les spectacles. Ça représente une cinquantaine de dates par an, là, j'inclus aussi certains concerts comme les Mercredis Jazz. Alors, là-dessus, qu'est-ce qu'on peut faire ? On fait de la location des espaces et des matériels. On est assez rarement sur la production des spectacles, c'est-à-dire que beaucoup de productions viennent nous voir, nous louent la salle et, justement, certains de nos matériaux techniques et, tout ça, ça représente à la fin de l'année un chiffre d'affaires de 200 à 300 K€ par an. On a très peu de recettes de billetterie directement sur notre saison culturelle. En fait, la plupart des spectacles que vous voyez le week-end, c'est un loueur de salle qui nous sollicite et on négocie directement avec lui : ça peut-être le Casino Barrière, ça peut être Tu m'étonnes Production, Le Bureau des Spectacles, vous les connaissez désormais un peu.

En termes de spectacles, pour cette année, vous l'avez vu, on a déjà accueilli Calogero et on l'accueillera une seconde fois en septembre. Laurent Voulzy, la Semaine Chantante qui est un évènement qui est rentré dans notre catalogue, merci Liliane DENIS, depuis juillet 2025 et qui reviendront, à mon avis, pour quelques années, les concerts de l'Orchestre Symphonique du Touquet mais aussi des nouveautés. C'est vrai qu'on fait une programmation de plus en plus « musiques actuelles » puisqu'on aura, par exemple, Julien Lieb qui était finaliste de la Star Ac. On accueillera également Bénabar ou Garou.

Ce qui a pas mal marché aussi, sur les dernières années, vous avez pu le voir, c'est les dates de one man show, de stand up d'humour plus largement, avec Chantal Ladesou récemment mais aussi, dans les prochaines semaines et qui sont complets : Moguiz, Thomas Marty, le Paname Comedy club, Philippe Caverivière en septembre ou encore Verino.

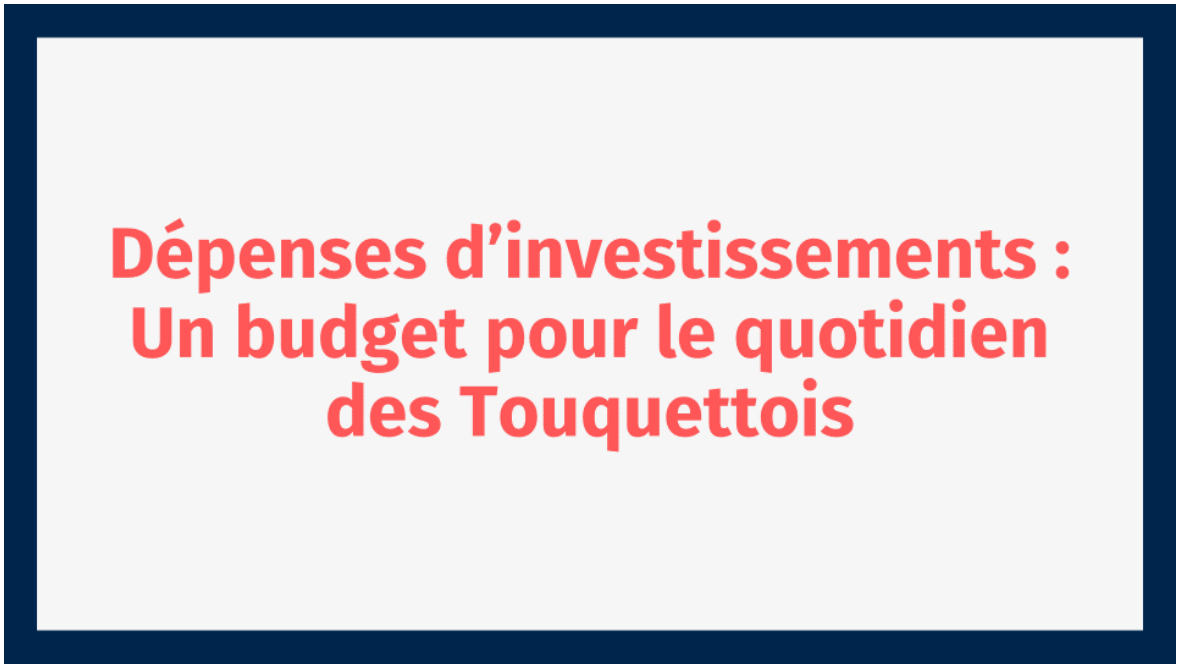
Et enfin, c'est aussi une volonté de notre part d'avoir une programmation assez variée, on accueille aussi des spectacles pour le jeune public. Récemment, c'était Gus avec un super spectacle, mais aussi des pièces de théâtre, des à côté, par exemple, ce sera le cas avec Bernard Werber qu'on accueillera pendant le Salon du Livre puisque, vous le savez, c'est un auteur assez connu, mais aussi des spectacles comme Casse-noisettes ou une pièce de théâtre avec Michel Cymes sur le début de 2027.



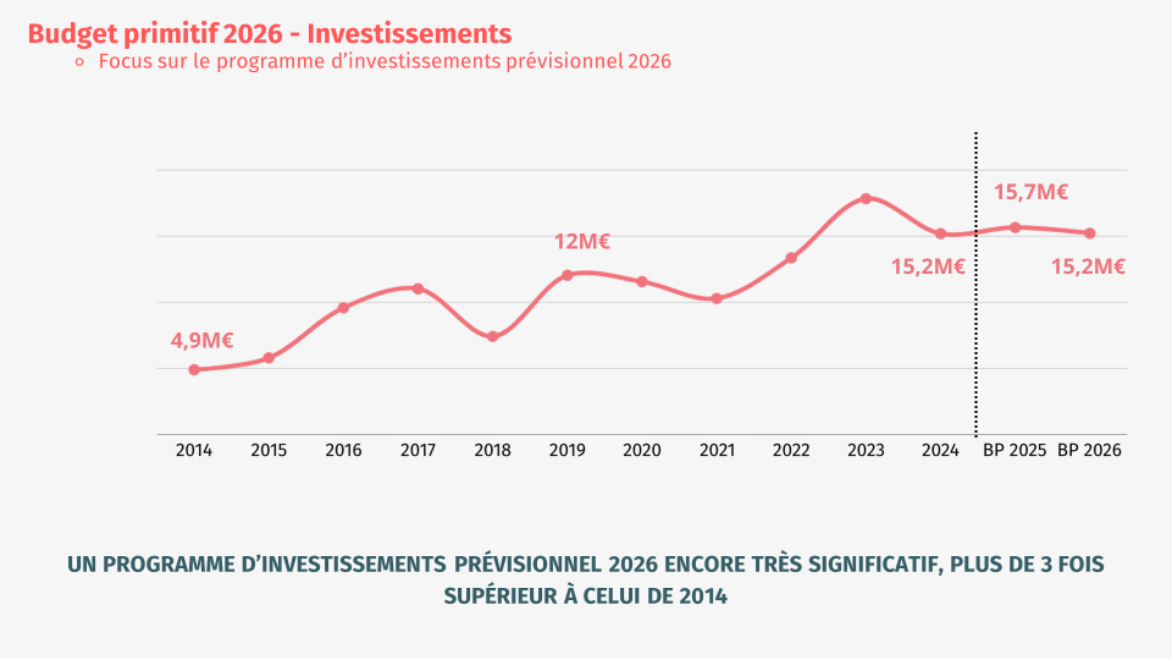
Le troisième pilier commercial du Palais des Congrès, ce sont les salons. Pour nous, les salons, c'est un morceau assez important parce que, techniquement, c'est là qu'on réalise un travail d'envergure et très important puisque, généralement, on est en montage de stands. Selon les salons, ça varie mais vous vous doutez bien que c'est une partie de travail assez conséquente et pour nous aussi c'est des boosters pour l'activité à l'année. Les salons, notamment quand ils sont professionnels, comme le Salon de l'hôtellerie de plein air ou le Salon Habitat et Déco, ont généralement des journées en semaine, ce qui nous permet aussi de booster un peu l'activité et d'être vraiment dans une logique quatre saisons. On en a 6 pour le moment : le Salon du vin, le Salon Habitat et Déco, l'Apapco, le Livre et l'hôtellerie de Plein-Air. Mais on voit aussi que c'est un secteur qui est en profonde mutation, je pense que vous le savez aussi, on l'a vu, par exemple, récemment sur le salon Habitat et Déco. Il y a peut-être un peu moins de visiteurs d'une manière générale, sur le Touquet, ça se voit un peu moins parce qu'on a des salons qui sont quand même très ancrés dans le paysage, avec des clients très réguliers, mais on voit aussi que c'est un format qui est à renouveler et justement on est en train de travailler sur certains projets avec le retour d'une Foire d'art contemporain, un Salon des sports de nature. On est aussi sollicités récemment pour accueillir, de nouveau, le Salon des Maires du 62 avec l'AMF.

Voilà, selon le format il y a des choses sur lesquelles on croit plus et où on se dit qu'on pourrait être les producteurs de ces évènements, et sur d'autres c'est quasiment uniquement de l'accueil ou de la vente de prestations techniques. Vous voyez en fait, selon le salon, il y a différents business modèles à trouver et tout cela pour nous ça représente un chiffre d'affaires annuel compris entre 130 à 150 K€ par an. Si demain on avait des projets qui se concrétisaient, dont je vous parle, on pourrait assez facilement monter à plus de 200 K€ par an. Encore une fois, le budget prévisionnel de 2026 est prudent et n'anticipe pas ces évènements alors qu'ils ne sont pas encore complètement signés ou confirmés. On a souhaité vous présenter un budget vraiment de stabilité pour cette année.

M. le Maire : Très bien. Est-ce que vous avez des questions à poser à Pierre sur le budget prévisionnel de la Régie Autonome du Palais des Congrès ? Non. C'est très clair, très complet. Alexandre, est-ce qu'on peut continuer, s'il te plaît. Merci beaucoup Pierre. C'était très bien, très complet et bravo à toi et à tes équipes pour l'excellent travail que vous faites ici.



M. Alexandre KORBAS : Alors on passe aux dépenses d'investissements : un budget pour le quotidien des Touquettois.



Les investissements prévus pour 2026 sont de l'ordre de 15,2 M€, légère baisse mais quand même ils restent assez forts comme programme : 15,2 M€ prévus pour le BP 2026 dans la lignée des dernières années.

M. le Maire : Avant de donner la parole à Vincent MERIC DE BELLEFON, j'ai félicité Pierre LABONTÉ pour sa présentation et son excellent travail et pas M. GRESSIER alors il boude. Je vais quand même corriger ça immédiatement et, devant vous tous, le remercier et le féliciter lui et ses équipes et Jean-Philippe BATAILLE, par la même occasion, qui s'est pleinement investi dans sa fonction de Premier Vice-Président du Touquet & Co. Merci. Vincent, à toi.



M. Vincent MERIC DE BELLEFON : Bonjour Mesdames, bonjour Messieurs, je vais vous présenter différents investissements que nous envisageons dans le cadre de l'amélioration du quotidien des Touquettoises et des Touquettois. Vous allez voir différents domaines, différents montants.

Concernant les navettes, le développement et l'adaptation des navettes : pour votre information, il y a l'achat de 2 navettes, un bus de 57 places qui vient en remplacement du bus précédent et puis l'achat d'un bus au profit du Centre d'Animation de la Jeunesse (CAJ), un bus de 9 places et la location d'un bus de 9 places au profit du Centre Communal d'Action Sociale. Un bus adapté, bien évidemment, pour l'ensemble des situations PMR qui va permettre de venir chercher différentes personnes qui en font la demande pour les ateliers, les animations et autres.

Comme je parle de la situation PMR, on poursuit sur l'ensemble des travaux qu'on va mener cette année, à chaque fois, on intègrera la mise aux normes et l'adaptation pour les personnes, vous l'avez vu dans le cadre du Marché Global de Performance sur les trottoirs on était revenu plusieurs fois sur ce sujet-là mais je voudrais préciser qu'on le fera pour l'ensemble des bâtiments sur lesquels on interviendra.

La réfection du skate park, on a la photo et vous connaissez bien l'endroit, est parlante, c'est principalement la refonte de l'ensemble de la partie périphérique du skate park, la protection de la barrière qui est dans un état très dégradé et puis on fera le tour des équipements pour s'assurer qu'il n'y a pas de problème sur ces derniers.



La poursuite du plan de Défense de la Forêt Contre les Incendies : très important, permettre l'accès à l'ensemble des véhicules de secours en cas de déclenchement des incendies et préparation, travail d'élagage sur la hauteur de 3 à 4 m et débroussaillage sur l'ensemble de certains sites, la périphérie du camping et de certains sites pour préserver tout ça.

Toujours dans le travail sur la biodiversité, la mise en place d'Ecuroducs qui permettent de protéger, vous voyez la photo d'en bas, un pont donc un investissement de 30 000 € mais avec 80 % pardon de subventions concernant ces investissements.



Le sujet suivant c'est l'aménagement des abords du point d'apport volontaire qui se trouve au niveau de Godin et des Jonquilles. Vous voyez les photos parlent d'elle-même : d'abord il y a un très fort risque de sécurité puisque la dépose est dans un virage et puis ce n'est absolument pas non plus adapté pour garer son véhicule et transférer ses déposes en sécurité. Vous voyez, sur le plan à gauche, on va aménager une zone qui va permettre de se garer, de déposer tranquillement et en toute sécurité l'ensemble des besoins par rapport à ce point de d'apport volontaire.



Sur la Salle Suzanne Lenglen : suivant la période, on avait très chaud, on avait très froid, donc mise en place d'une pompe à chaleur réversible qui permettra d'adapter et de pouvoir utiliser cette salle dans des conditions beaucoup plus agréables.



Je vous en avais parlé aussi dernièrement sur le mur du cimetière qui a été endommagé. Vous voyez là les équipes du service technique ont déposé des planches de contreplaqué

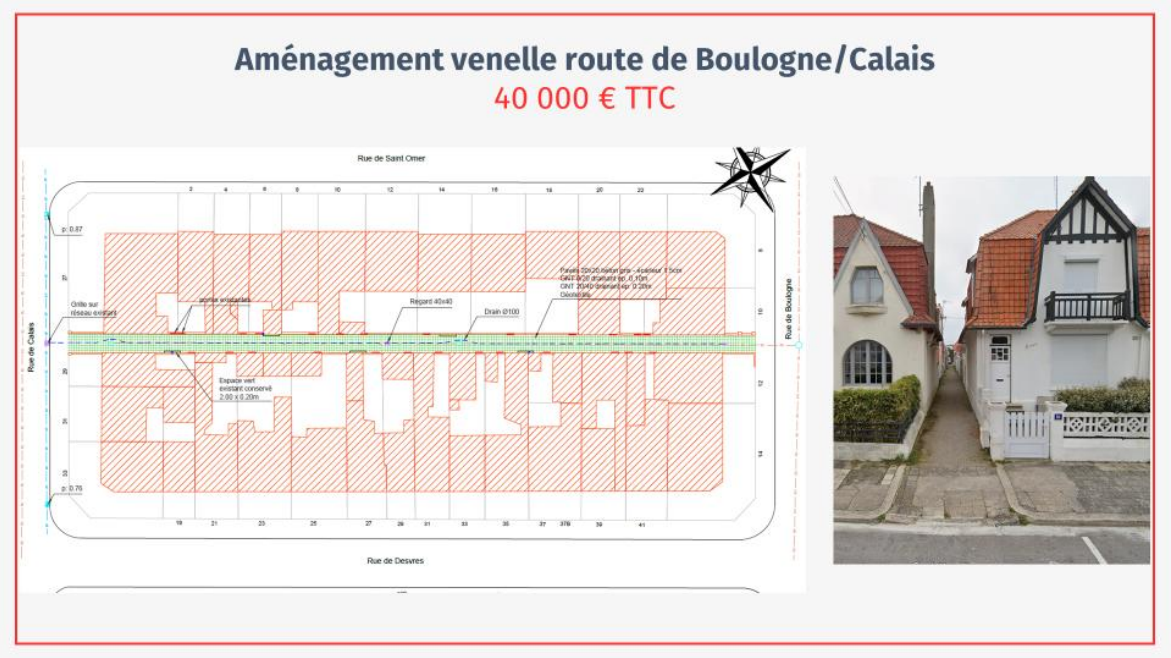
pour protéger. Il avait été dégradé par rapport à dernière tempête donc réfection de l'ensemble de ce mur.



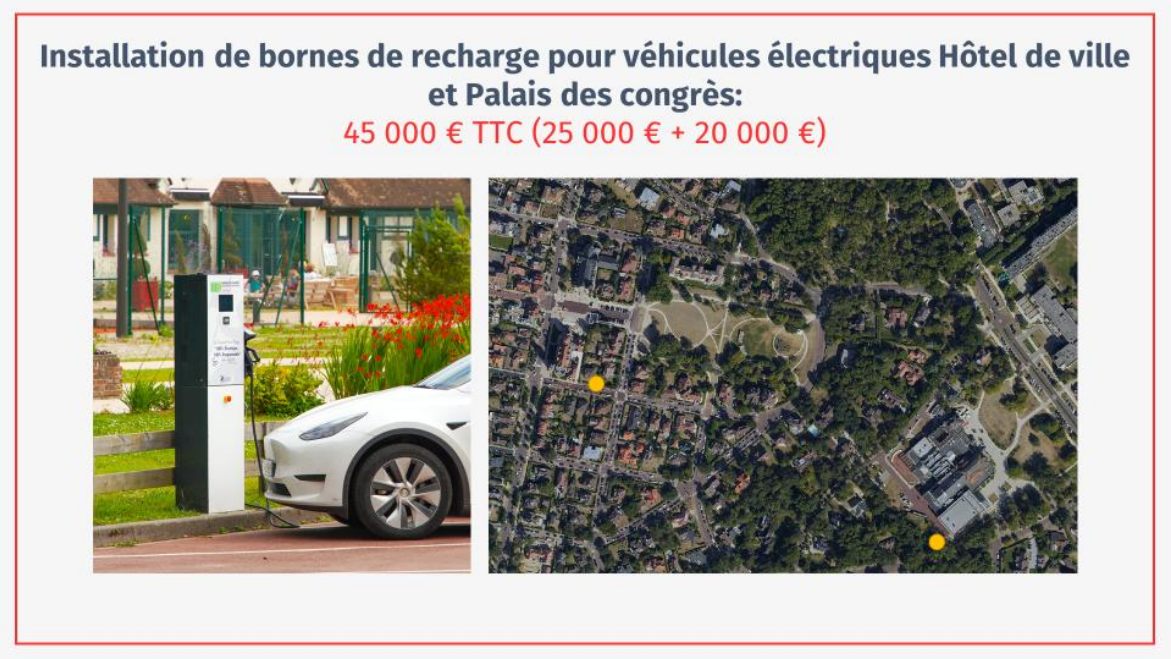
Je parlais, tout à l'heure, de la biodiversité. La ville est engagée sur cette partie-là et donc, pareil, un nouvel investissement sur cette partie concernant la gestion de la clairière de la Dune aux loups, de la plaine du polo, la protection de la fermeture des casemates pour les chauves-souris et la préservation et là vous voyez un pic noir à la photo donc préservation de l'ensemble de cette biodiversité.



Les purges ponctuelles : pour votre information, en 2025, on a réalisé et aménagé 3,5 km de voies piétonnes mais les équipes interviennent régulièrement sur différentes actions, vous voyez les photos allée de Picardie et Résidence Marcel Pagnol.



Pour préserver, toujours dans une démarche de sécurisation des personnes, la venelle de la rue de Boulogne, là, on voit la photo : sur la droite c'est cette venelle qui traverse et qui passe, qui nous permet de passer rue de Calais jusqu'à la rue de Boulogne, en période de pluies, complètement inondée, non praticable. On va poser un drain et des pavés à joints verts qui va permettre de remettre et d'utiliser cette venelle en tout temps et pendant toute la période de l'année.



Vous voyez que c'est vaste, les interventions sont complètement transverses. L'installation de bornes de recharge pour les véhicules électriques au niveau de l'Hôtel de Ville et au niveau du Palais : actuellement, on a 28 bornes de recharge, on va passer à 32 suite à cette opération.



La création et la modification d'entrées charretières sur le domaine public : vous voyez soit on les modifie, soit on les crée suivant les différentes demandes, permis qui sont accordés par rapport à ça. Vous voyez à nouveau quelques photos des réalisations qui ont été faites en 2025.

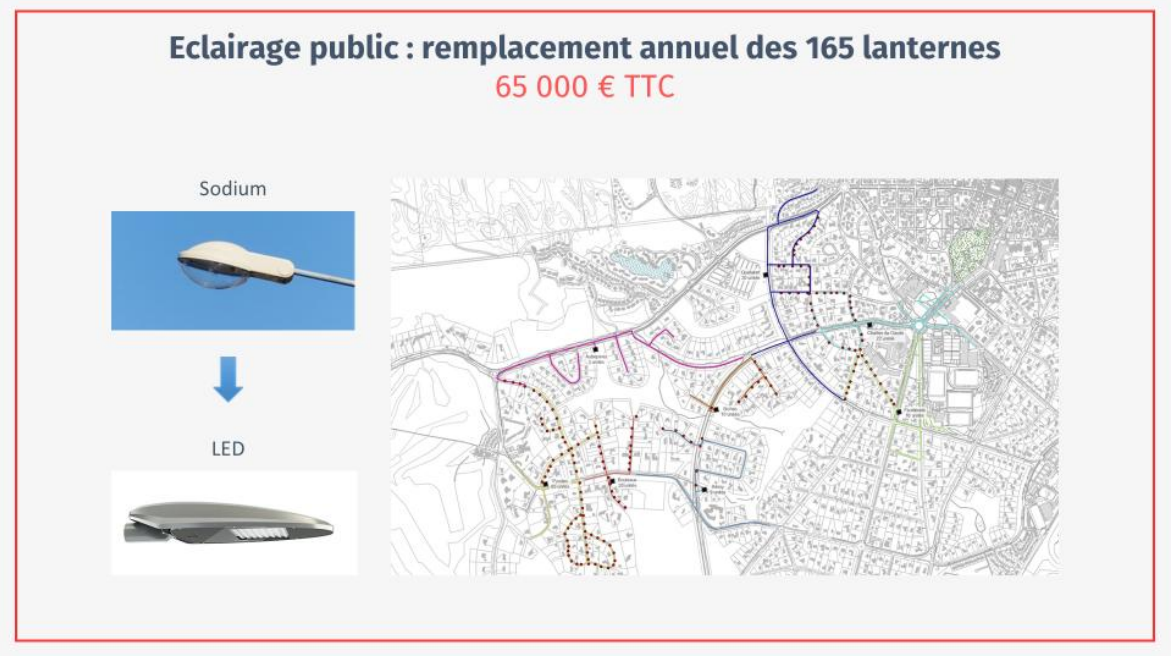


Sur la rue de Metz, on va intervenir sur la partie des corsets, vous voyez la plaque, on va mettre un revêtement antidérapant sur la plaque et remplacer les tamaris par des lauriers du Portugal qui sont plus solides. Sur certains endroits, on va mettre des bacs à la place de ces installations-là le long de la rue de Metz avec plantes, arbres, à l'intérieur etc., qui permettent d'être plus mouvants et, sur ces bacs-là, en précision et vous avez vu il y en a

déjà pas mal installés en ville, on va préciser, puisque beaucoup de personnes en moto et en vélo utilisent ces bacs pour garer leur véhicule, qu'il est interdit de se garer sur les trottoirs. L'achat des arbres on continue la démarche le plan « 1 000 arbres » avec un investissement sur les arbres.



La réfection avenue de Trépied, c'est la partie angle, c'est dangereux, c'est dégradé. En période de fortes pluies, il y a d'énormes flaques d'eau, les gens ne peuvent pas se rendre compte, les piétons éventuellement s'ils doivent traverser et passer au niveau des flaques d'eau, de la profondeur des flaques d'eau etc., donc réfection complète. Il y a beaucoup de passages, c'est au niveau de la zone où se trouve Carrefour, les services techniques plus tous les marchands de voitures et donc réfection à ce niveau-là.



Je continue cette liste, le remplacement des lanternes : on a 2 880 lanternes au Touquet, il en reste encore 484 à remplacer. On va en remplacer 165 cette année, remplacement

de lanternes sodium en LED. Pour information, chaque lampe remplacée nous permet un gain de 100 €, vous voyez l'importance de ce remplacement.

M. le Maire : 100 € par an.

M. Vincent MERIC DE BELLEFON : par an 100 € par an et il n'en restait que 484 on en fait encore 165 et on arrive à la fin de ce plan de renouvellement.



Éclairage public : on va remplacer les projecteurs qui permettent l'éclairage extérieur de l'Église, on va les remplacer par des LED toujours dans cette démarche.



Sur l'Hôtel de Ville, beaucoup de travaux ont été réalisés. Là, maintenant, on s'attaque sur la partie rez-de-chaussée pour permettre l'accessibilité aux personnes PMR sur l'accueil.

Là, actuellement, quelqu'un qui arrive avec un fauteuil roulant, l'accueil est trop haut par exemple, mais aussi sur l'amélioration des conditions de travail du personnel sur l'ensemble de cette zone-là avec mise en place, par exemple, de ce qu'on appelle des pièges à son sous le plafond qui permettront d'atténuer, de travailler sur la partie acoustique.



On a aussi la nécessité de renouveler différents matériels. Je vais vous faire grâce de tous les citer, vous les voyez. Je vais faire un petit focus sur les souffleurs électriques. Vous savez qu'on n'utilise plus les souffleurs thermiques le week-end et pendant les vacances et il y a un arrêté qui a été fait dans ce sens-là, les équipes techniques vont donc être équipés de souffleurs électriques pour pouvoir intervenir en respectant l'ensemble des engagements qu'on a pris puis, voyez, il y a des corbeilles et des gare cycles.

M. le Maire : Juste sur les souffleurs, je tiens à porter cette précision parce qu'il y a eu beaucoup de demandes à la part des Touquettois et j'avais imaginé, dans un premier temps, interdire purement et simplement les souffleurs thermiques 365 jours par an. Le fait est que c'est quand même un coût important pour ceux qui interviennent au Touquet, alors il y a des entreprises qui sont plus solides mais d'autres qui sont plus fragiles, il faut leur laisser le temps de renouveler progressivement leurs matériels sachant qu'un souffleur électrique coûte beaucoup plus cher qu'un souffleur thermique, puis ils ont leur stock, certains matériels qui sont récents. Dans l'écoute des uns et des autres, voilà ce que j'ai proposé : il y a un arrêté qui va être signé en ce sens, très rapidement, c'est qu'on interdise les souffleurs thermiques le week-end et les vacances scolaires, comme ça on préserve la tranquillité des Touquettois, résidents permanents et résidents secondaires. Parce que c'est vrai que c'est très agaçant, quand il fait beau, quand on est sur sa terrasse et puis on entend ce bruit de souffleur pendant tout le temps de l'après-midi ou la matinée parfois même empiétant sur l'heure du déjeuner, c'est particulièrement agaçant. Mais, pour autant, une interdiction pure et simple dans un premier temps était trop brutale, y compris pour nos propres services puisque c'est supposé qu'on montre l'exemple et qu'on remplace aussi tous nos souffleurs thermiques par des souffleurs électriques. Donc la solution, au moins pour deux ans, c'est d'imposer des souffleurs électriques les

week-ends et les vacances. Donc pas de souffleur thermique, si on veut utiliser des souffleurs, des souffleurs électriques seulement et puis les souffleurs thermiques, on peut encore les utiliser le temps d'utiliser finalement ce matériel la semaine, en-dehors des vacances scolaires. Je pense que c'est une bonne solution dans l'écoute de tous. Il y a aussi beaucoup d'artisans, c'est beaucoup d'emplois qui travaillent au Touquet et il fallait aussi écouter leurs demandes et leurs attentes.



M. Vincent MERIC DE BELLEFON : Je continue sur l'Église Sainte Jeanne d'Arc : travaux de nettoyage des murs intérieurs. On va effectuer du gommage des murs intérieurs, remplacement des menuiseries et puis rénovation de la façade et du clocher dont vous voyez une photo.

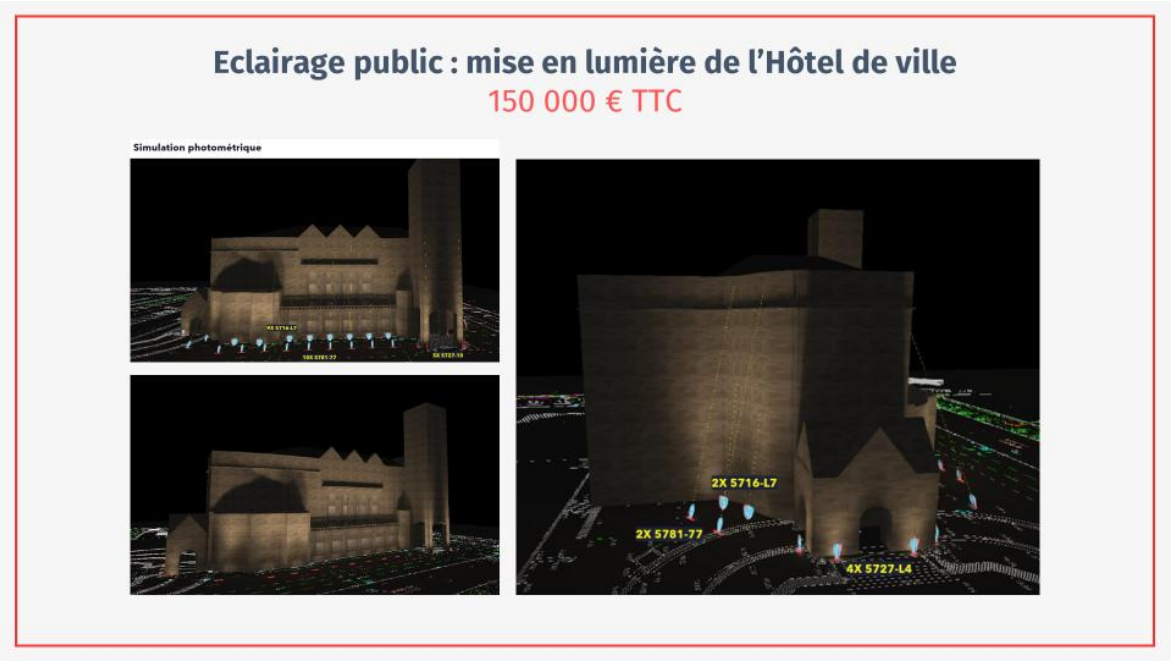


Sur la crèche « Les P'tits loups » : plusieurs interventions. Là, à nouveau, on continue la démarche d'éclairage LED, remplacement des radiateurs, là, c'est dans la partie économie d'énergie et puis on va améliorer l'accueil, l'optimisation des espaces de jeu et

l'installation d'une nouvelle aire de jeux au niveau de l'extérieur plus encore quelques travaux d'isolation etc,., que je n'ai pas détaillés sur ce slide.

M. le Maire : À propos de l'Église simplement, si tu me permets, c'est important parce qu'il y a les conseillers municipaux, il y a ceux qui sont ici dans la salle, il y a ceux qui suivent le Conseil municipal en direct, parfois même en rediffusion, et il faut savoir qu'on ne peut pas repeindre. Le revêtement intérieur est fait de telle façon que l'Architecte des Bâtiments de France ne nous autorise pas à repeindre. Parce qu'on me dit : « mais pourquoi vous mettez pas un coup de peinture M. le Maire ? » Non. Par contre, il y a une autre solution qu'on va appliquer, mais pourquoi on ne l'a pas fait plus tôt ? Parce qu'il fallait d'abord remplacer les vitraux. Les vitraux sont magnifiques et ils racontent l'histoire de Jeanne d'Arc. Si vous ne l'avez jamais fait, participez à une visite, vous verrez, c'est passionnant et le maître vitrier a travaillé aussi à Notre Dame de Paris donc on est vraiment dans ce qu'est ce qui se fait de mieux. Ça a été un budget assez important, pendant plusieurs années, dans le budget de la Ville. On a séquencé ça sur 3 ans mais il reste effectivement la dernière étape à l'intérieur. Après l'éclairage, ce sont les murs et on va procéder à un gommage. En fait, on met un produit sur les murs et, quand on retire ce produit, on retire en même temps les impuretés et, normalement, l'Église devrait retrouver toute sa beauté. Il y a aussi quelques fils qui passent par ci par là, qui ne sont pas forcément très gracieux, j'ai demandé à ce qu'on en profite pour les cacher parce qu'on a on a une très belle église et on en prend soin. Après, du point de vue de l'extérieur, vous regarderez, il y a des petits désordres dans la maçonnerie et, maintenant, si on veut finir le travail, le clocher a été fait. Sur la façade notamment, il y a à intervenir et c'est également prévu et là aussi ça se fera sur plusieurs années parce qu'on va commencer par la façade mais c'est tout autour de l'église qu'il y a des endroits où les ciments se sont désagrégés. Il faut remettre du ciment, rejointoyer, refixer les pierres et c'est maintenant qu'il faut le faire, n'attendons pas qu'un élément se détache, qu'une personne soit blessée bien sûr donc il y a aussi une question de sécurité dans cette affaire.

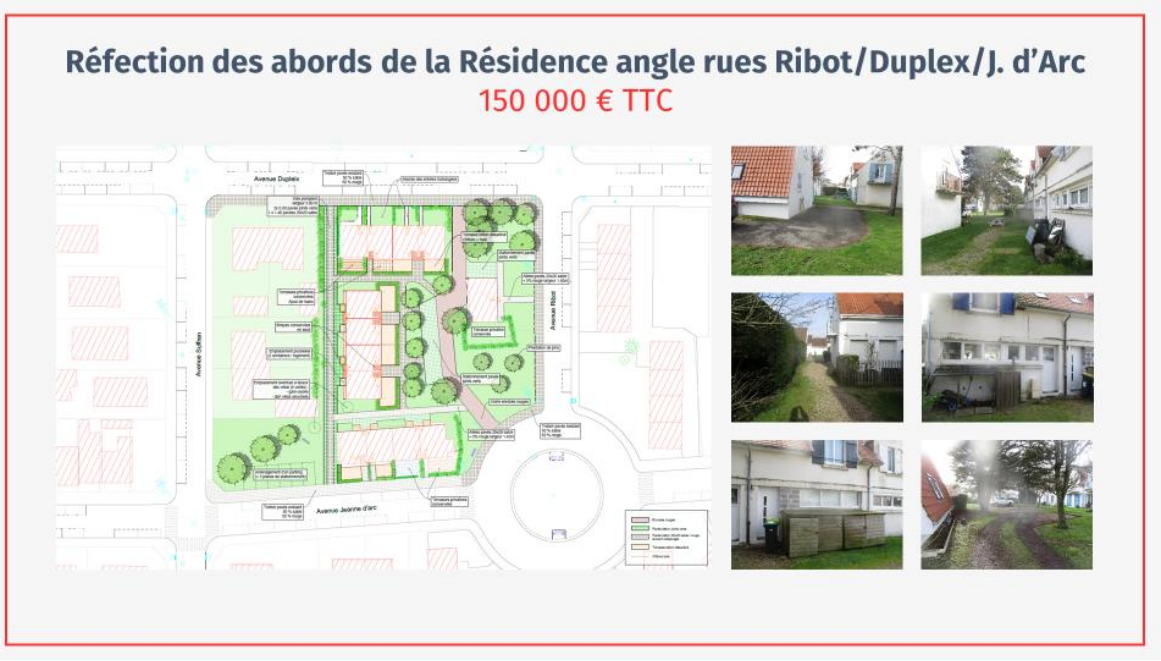
M. Vincent MERIC DE BELLEFON : On ne le voit pas très bien mais, sur l'arête gauche du clocher, on voit la différence sur laquelle faut intervenir.



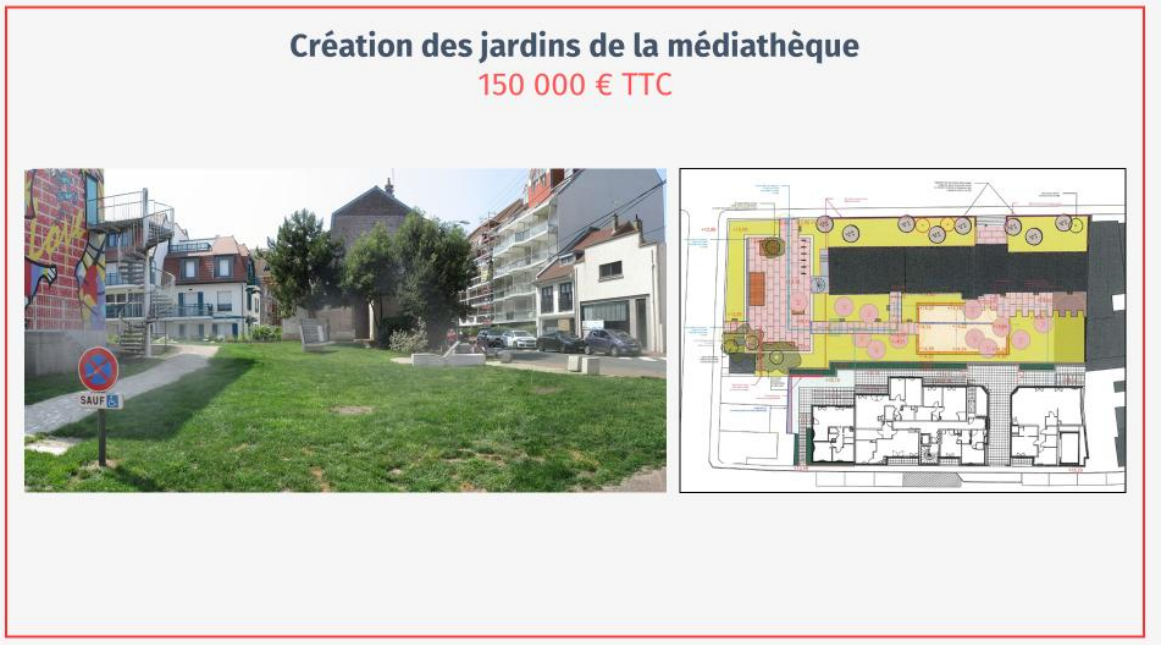
M. Vincent MERIC DE BELLEFON : Je continue sur la partie éclairage public : mise en lumière de l'Hôtel de Ville : vous voyez le projet de positionnement des différentes

lumières, lumières mises en place avec des LED basse consommation etc,… qui pourraient être adaptées suivant les créneaux horaires.

M. le Maire : Avec un système d'installation qui respecte l'Hôtel de Ville. Quand on a refait l'Hôtel de Ville, on a démonté tout ce qui avait été fait mais parfois il y a des trous qui avaient été percés, des câbles qui étaient passés sans toujours suffisamment respecter le bâtiment. On a dû tout enlever et là on réinstalle un système d'éclairage dans le respect du bâtiment et sans rien abîmer.



M. Vincent MERIC DE BELLEFON : La réfection des abords de la résidence angle rues Ribot-Dupleix-Jeanne d'Arc : vous voyez les photos là aussi parlent d'elles-mêmes avec des poubelles ou des zones de stockage en bas à gauche qui ne sont vraiment pas corrects etc... Là, vous avez, sur la droite, le plan d'aménagement de l'ensemble avec la partie route qui sera refaite aussi en rouge, tout l'espace vert qui va être redessiné, adapté et l'ensemble des besoins pour les habitants du coin qui seront mis en place.



Je termine par la création des jardins de la médiathèque : là aussi vous voyez les photos. Vous avez le plan : sur le plan, à droite, complètement en haut, ce qui est noir, c'est la médiathèque donc la refonte complète et la création complète des jardins qui sera ouvert en permanence avec des bancs, accès wifi gratuit pour les personnes qui viennent et puis un accès permanent par rapport à cette zone-là.

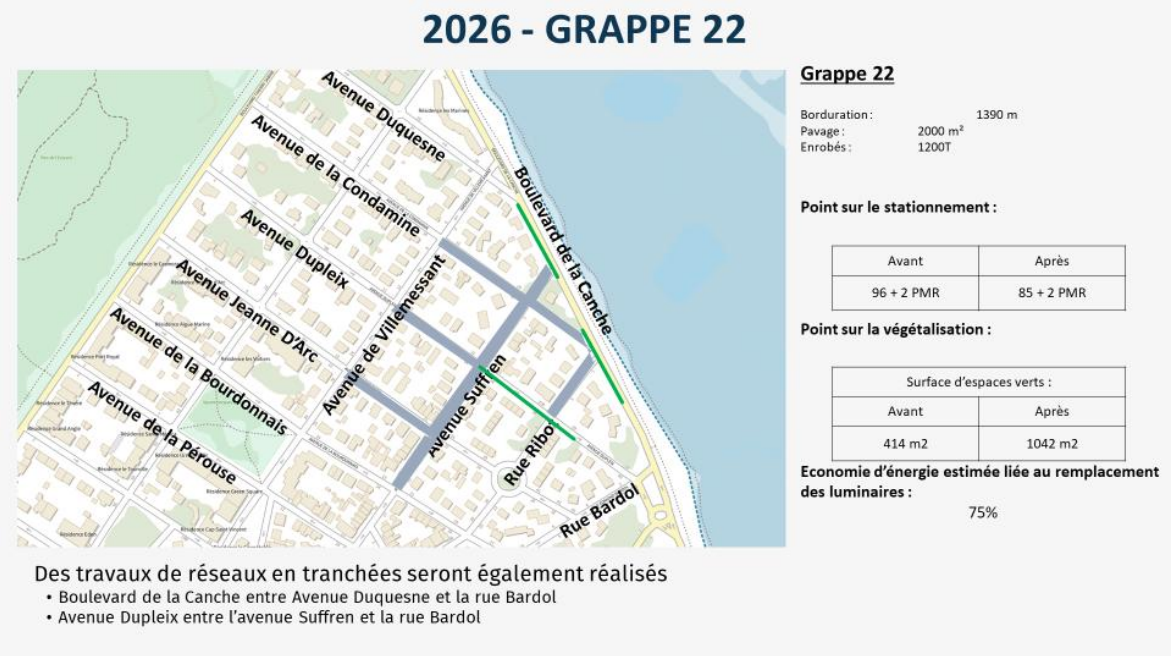
M. le Maire : Grosse bataille juridique pour faire en sorte qu'au-delà des sous-sols, on monte le mur de façon à protéger la bibliothèque-médiathèque et qu'on ne cache pas la misère en mettant vite de la terre comme c'était prévu. Moi, j'ai tout bloqué, tout stoppé. Ça a pris 3 ans, voire 4 ans de bras de fer mais on a obtenu gain de cause et notre bibliothèque-médiathèque est protégée maintenant et on va pouvoir terminer effectivement, comme tu l'as très bien expliqué, les jardins.

M. Vincent MERIC DE BELLEFON : Voilà de nombreux travaux variés sur des périmètres complètement différents et je terminerai, M. le Maire si vous me le permettez, pour à nouveau remercier l'ensemble des équipes techniques, M. BARLET et l'ensemble de ses équipes qui font vraiment un travail magnifique, qui vont avoir beaucoup de travail aussi et je tiens à le préciser, quels que soient le temps, la période et l'urgence parce qu'il faut aussi ne pas oublier que ces équipes interviennent via Allo Mairie ou autre, très souvent, de jour comme de nuit, pour la sécurité de l'ensemble de la ville.

M. le Maire : Très bien merci beaucoup pour cet exposé très complet et on voit qu'on agit. Il n'y a pas que les grands projets il y a énormément de projets mais qui collent vraiment aux attentes des Touquettois et au quotidien des Touquettois. Ça a été présenté en réunion publique mais tu peux en dire deux mots.



M. Vincent MERIC DE BELLEFON : Oui ça a été présenté dans différentes réunions mais les travaux de la rue Dorothée et de l'avenue de la Bourdonnais sont terminés.

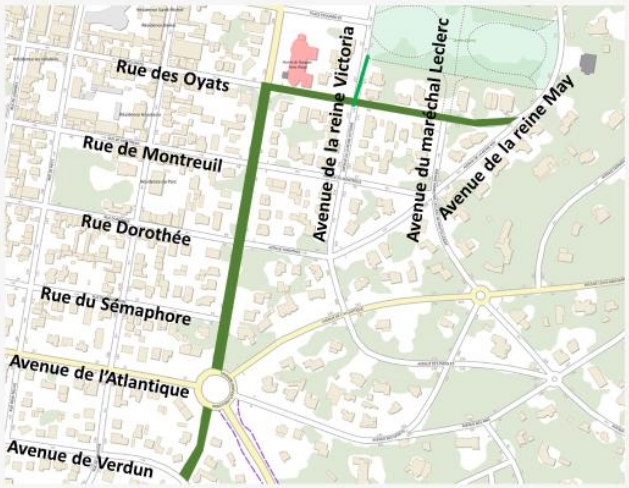


On commence les travaux de la grappe 22, vous les voyez, avec le positionnement du nombre de places et la végétalisation.



Le slide suivant, ce sont les travaux de la grappe 32 qui seront terminés en 2026.

2026 / 2027 - GRAPPE 7



Des travaux de réseaux en tranchées seront également réalisés
• Avenue de la reine Victoria entre la Place Edouard VII et l'Avenue des Oyats

Grappe 7 :

Borduration : 1486 m
Pavage : 702 m²
Trottoir en enrobés : 120 T
Enrobés : 1460 T

Point sur le stationnement :

Avant	Après
98 + 1 PMR	92 + 2 PMR

Point sur la végétalisation :

Surface d'espaces verts :	
Avant	Après
2500 m2	2650 m2

Economie d'énergie estimée liée au remplacement des luminaires :
75%

Démarrage prévisionnel des travaux : Septembre 2026
Fin de travaux prévisionnelle : Juillet 2027

On commencera, en septembre 2026, pour une fin prévisionnelle des travaux en 2027, de la grappe 7. C'est un plan, Marché Global de Performance, qu'on vous présente régulièrement et sur lequel on aura de la communication régulière.

M. le Maire : Très bien.

Budget primitif 2026 - Investissements

- Focus sur les principales dépenses d'investissement prévisionnelles 2026

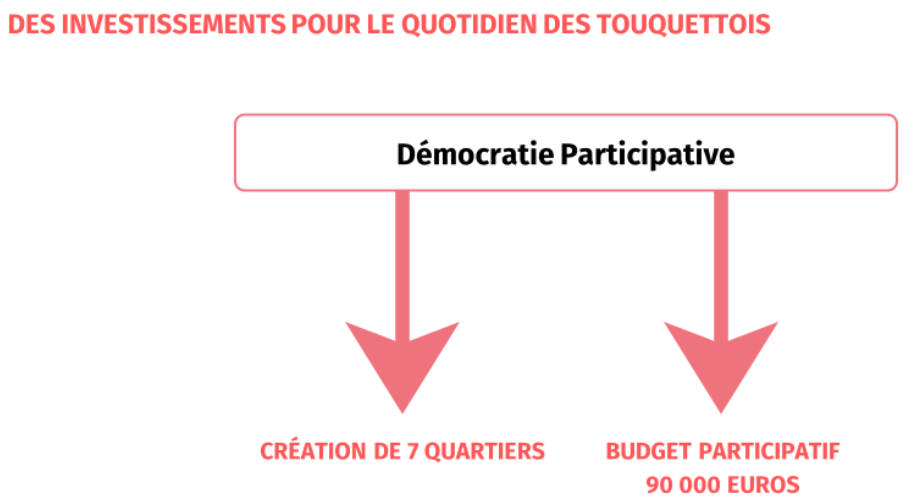
UN BUDGET QUI ASSURE LA PRÉPARATION DES PROJETS STRUCTURANTS

- Restructuration du quartier de l'aéroport
- Création d'une salle multi-activités
- Déplacement du Lycée Hôtelier
- Nouveau commissariat
- Couverture de la piscine du Centre Tennistique Pierre de Coubertin
- Extension du Musée du Touquet-Paris-Plage-Edouard Champion
- Mise en accessibilité de la Maison des Associations
- Mise en place d'un Plan vélo
- Front de mer de demain rendez-vous :
  - Le **7 mai à 18h** au Palais des Congrès : rencontre des deux groupements retenus avec les Touquettois

M. Alexandre KORBAS : Je reprends la parole. Effectivement, sur les principales dépenses d'investissement telles qu'on les avait mises dans notre escarcelle, à savoir, il nous reste encore la restructuration du quartier de l'aéroport, la création d'une salle multi-activités, le déplacement du Lycée Hôtelier, le nouveau commissariat, la couverture de la piscine du Centre Tennistique, l'extension du Musée, la mise en accessibilité de la

Maison des Associations et la mise en place d'un Plan vélo. Je ne vais pas dire que tout va démarrer cette année mais on va pouvoir tout au moins lancer quelques études sur certains de ces points, sachant qu'au niveau du Front de mer, vous avez rendez-vous le 7 mai 2026, au Palais des Congrès, pour rencontrer les deux groupements retenus pour nous présenter leur avancement de travaux. Là, je pense que c'est Antoine.

M. le Maire : Pour terminer Antoine parce que c'est une nouveauté, dans le cadre de notre budget, il y aura, vous l'avez vu, un budget participatif de 90 000 €.



M. Antoine COLLIER : La Ville du Touquet-Paris-Plage franchit, aujourd'hui, une nouvelle étape pour donner davantage la parole aux Touquettoises et aux Touquettois en lançant une enveloppe dédiée à la mise en place d'un budget participatif. C'était l'un de nos engagements de campagne instaurer un budget participatif annuel afin d'associer directement les habitants aux projets communaux.

Le budget participatif est un dispositif simple et concret : les habitants proposent des idées puis votent pour celles qu'ils souhaitent voir se concrétiser dans leur quartier grâce à une enveloppe budgétaire dédiée. Pour cette première année, nous avons choisi d'allouer une somme significative de 90 000 € afin de donner de véritables moyens à l'initiative citoyenne. Les projets naîtront du terrain, portés par les habitants eux-mêmes. Ils seront ensuite étudiés par les services techniques, financiers et juridiques de la ville qui en évalueront la faisabilité. Les propositions recevables seront examinées de manière transparente avant d'être soumises au vote des Touquettoises et Touquettois.

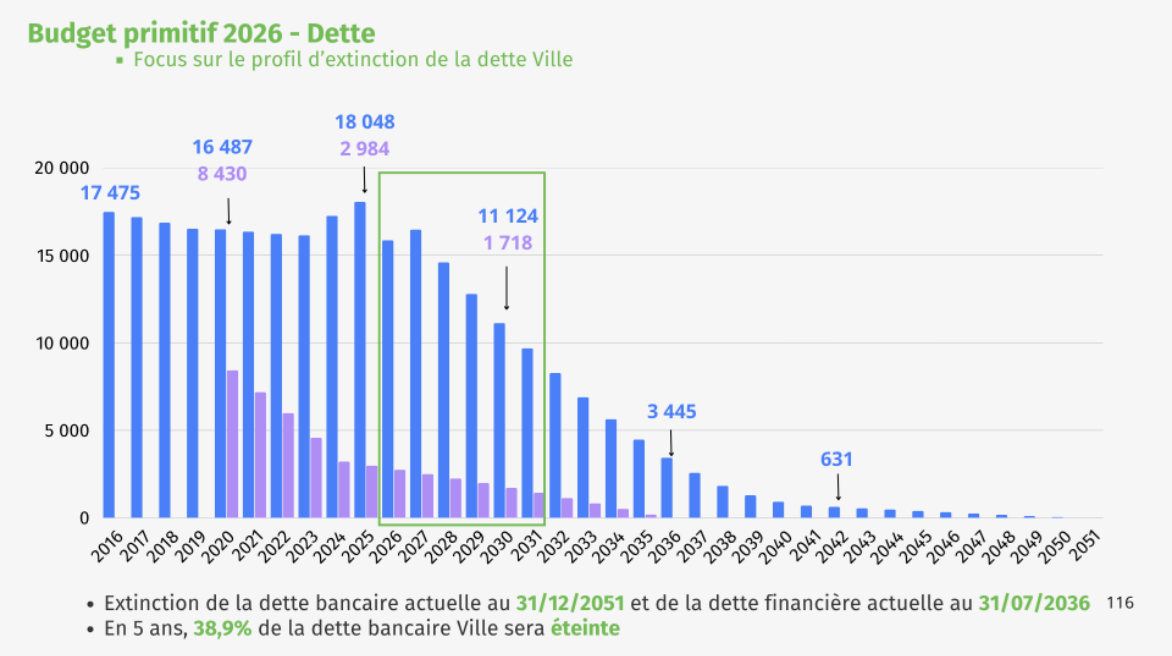
Ce dispositif s'inscrit dans une dynamique déjà bien ancrée au Touquet-Paris-Plage, celle d'une vie citoyenne active. Depuis plusieurs années, des ambassadeurs de quartier oeuvrent au quotidien pour être à l'écoute, relayer les difficultés et contribuer à l'amélioration du cadre de vie. Je tiens à remercier chaleureusement ces ambassadeurs pour leur engagement : Pierre CLÉMENT, Stéphane CACHEUX, Philippe LEMAÎTRE, Liliane DENIS, Claude DE MARCHI, Patrick GONET, Jean-Claude BERROD, Ginou BOZINO, Marguerite DEHACHE, Jean-Michel SUEUR, Denis CALOIN et Pierre FLAHAUT. Forts de leurs retours d'expériences et en tenant compte de la densité de population ainsi que des spécificités de notre territoire, nous avons décidé de faire évoluer notre organisation.

Ainsi, nous passons de 10 à 7 quartiers afin de renforcer la cohérence territoriale et de faire de ces quartiers le socle d'une vie citoyenne encore plus dynamique mais aussi la base du fonctionnement du budget participatif. Dans chacun de ces quartiers, un ambassadeur sera nommé. Il aura pour mission de faire le lien entre les habitants et l'administration, de relayer les difficultés et de porter les projets. Ces 7 quartiers sont désormais définis comme suit : Quartier Atlantique représenté par Patrick GONET, Quartier Centre-ville par Laurent ROUSSEL, Quartier Quentovic par Pierre FLAHAUT, quartier Hôtel de Ville par Jean-Claude BERROD, le Quartier Phare par Sylvie BONNET, Quartier Musée-Aéroport par Bénédicte MULLE et le Quartier Polo-Golf par Liliane DENIS.

Afin d'assurer une proximité encore plus forte au quotidien, nous avons également mis en place un maillage plus fin du territoire : 23 secteurs, chacun doté de son propre délégué. Pour conclure, en donnant aux habitants les moyens d'agir concrètement pour leur cadre de vie, nous faisons le choix d'une démocratie locale plus vivante, plus proche et plus efficace.

M. le Maire : Très bien, merci beaucoup. C'est très clair et c'est à mettre en œuvre cette année. C'est dans notre budget et c'est important que ce soit mentionné ce matin. M. KORBAS.

Un focus peut-être, M. OWCZARZAK, vous voulez revenir un instant sur la dette peut-être parce qu'il y avait une question tout à l'heure et on avait ce tableau. C'était Hervé PIERRE qui avait posé une question sur la dette je crois, non ? Ici, ce qui est intéressant, c'est qu'on a, non seulement l'évolution de la dette mais le profil de l'extinction la dette, c'est ce que je vous avais expliqué, c'est-à-dire qu'on a des dettes anciennes qui s'éteignent les plus importantes et des dettes plus récentes mais de montants plus modestes. M. OWCZARZAK et, par ailleurs, effectivement, M. Hervé PIERRE a eu raison de le pointer, on a 18 millions en 2025 et donc une hausse mais une baisse ensuite de par le fait qu'on a saisi une opportunité d'un emprunt possiblement avec un taux d'intérêt très bas. Ça avait été vu en Conseil municipal mais, M. OWCZARZAK, est-ce que vous pouvez revenir sur ce point pour que vous ayez vraiment une idée très, très claire de cette question du profil de la dette qui est une question tout à fait légitime.



M. André OWCZARZAK : M. PIERRE, tout à l'heure, vous avez posé la question et je n'avais pas la diapositive. Là, vous avez le profil d'extinction de la dette avec évidemment au 31 décembre, plutôt au 1er janvier, une photo du capital restant dû de 18 048 le 1er janvier au matin. Nous avons fait des projections. Nous avons pris en compte les emprunts existants et vous constatez que le profil d'extinction de la dette est en pente descendante. L'année et, vous l'avez certainement remarqué, qu'en 2027, vous avez un petit ressaut, c'est logique puisque c'est un emprunt qui partira à partir de 2027. N'oubliez pas une chose, c'est qu'on a un Marché Global de Performance qui est sur 5 ans. Nous devons décaisser et nous encaissons 12 à 18 mois ensuite les subventions et les participations de l'Agence de l'Eau et de la FDE. Donc on a un profil sur la première année, la deuxième, les deux premières années du Marché Global de Performance, un profil quelque peu atypique puisqu'on a ce décalage et, en même temps, il faut qu'on assure le fonds de roulement, fonds de roulement qui nous permet d'assurer évidemment toutes nos créances et toutes nos dettes.

M. le Maire : C'est clair M. Hervé PIERRE ? Ça répond à votre question ?

M. Hervé PIERRE : Oui ça répond à mes questions. Comme toutes les prévisions, elles sont aussi soumises à la conjoncture, on verra si vos prévisions optimistes se réalisent.

M. le Maire : Je ne sais pas ce qui s'est passé, vous pouvez réappuyer sur le bouton. Excusez-moi, je suis désolé.

M. Hervé PIERRE : Voilà, vous m'aviez coupé la parole.

M. le Maire : Non, non, non, je n'ai touché à rien.

M. Hervé PIERRE : Ce n'est pas grave.

M. le Maire : Je le jure.

M. Hervé PIERRE : La question aussi c'est, ce que vous affichez, c'est à la fois, en mauve, la dette des équipements relatifs au Palais, je suppose.

M. le Maire : Oui, c'est ça voilà parce que c'était à la demande de Juliette BERNARD.

M. Hervé PIERRE : C'est 18 plus 2 c'est ça, par exemple, pour 2025 ?

M. André OWCZARZAK : C'est 18. Dans les 18, vous avez le capital restant dû des 2 millions que nous avons empruntés ce n'est pas 18 « plus », c'est 18 0 48 « dont ».

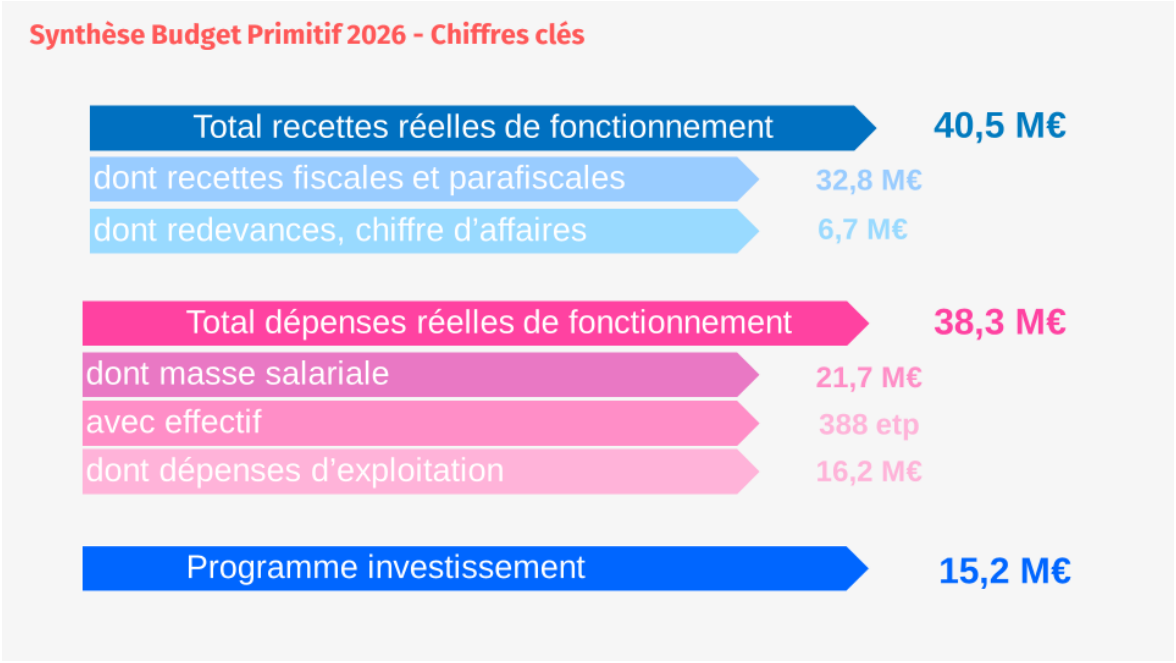
M. Hervé PIERRE : Le mot c'est : « dont ».

M. André OWCZARZAK : Voilà donc pas plus.

M. Hervé PIERRE : Ok, merci.

M. le Maire : Alexandre, est-ce que tu as encore quelque chose à dire ?

M. Alexandre KORBAS : Oui, il reste effectivement deux tableaux à voir.

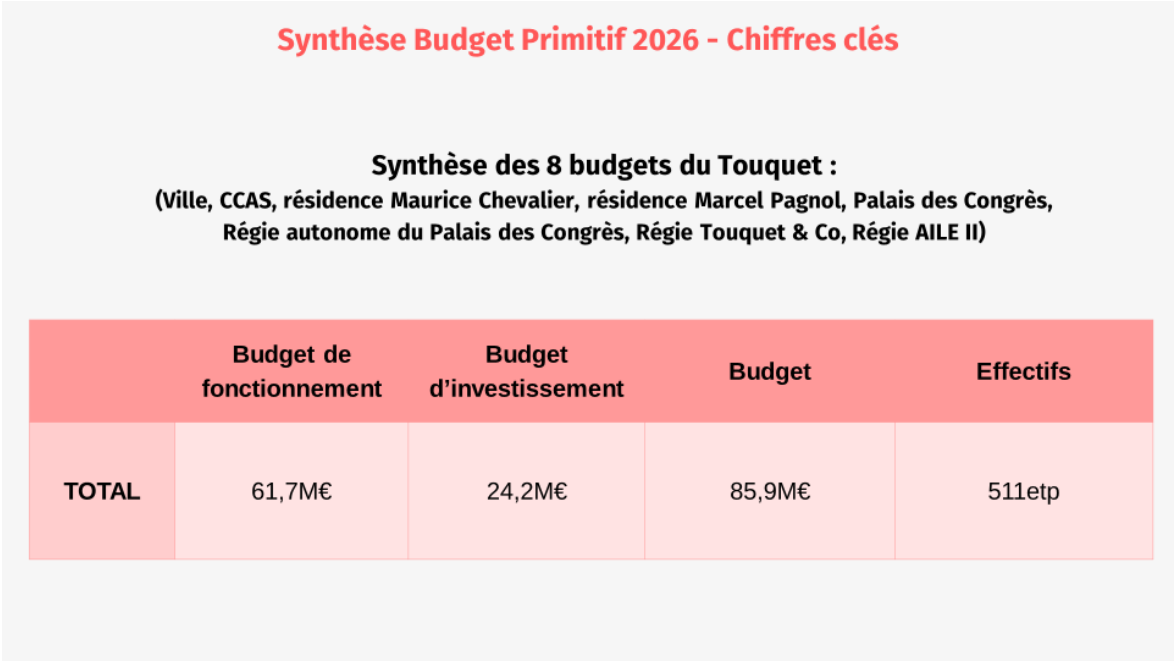


La synthèse du budget primitif, comme tout à l'heure, vous avez le total des recettes de fonctionnement qui vont se monter à 40,5 M€ dont 32,8 M€ de recettes fiscales, 6,7 M€ de chiffre d'affaires.

Le total des dépenses : 38,3 M€ avec une masse salariale de 21,7 M€ et un effectif ville de 388 et les dépenses d'exploitation de 16,2 M€, ce qui nous donne un programme d'investissement possible de 15,2 M€.

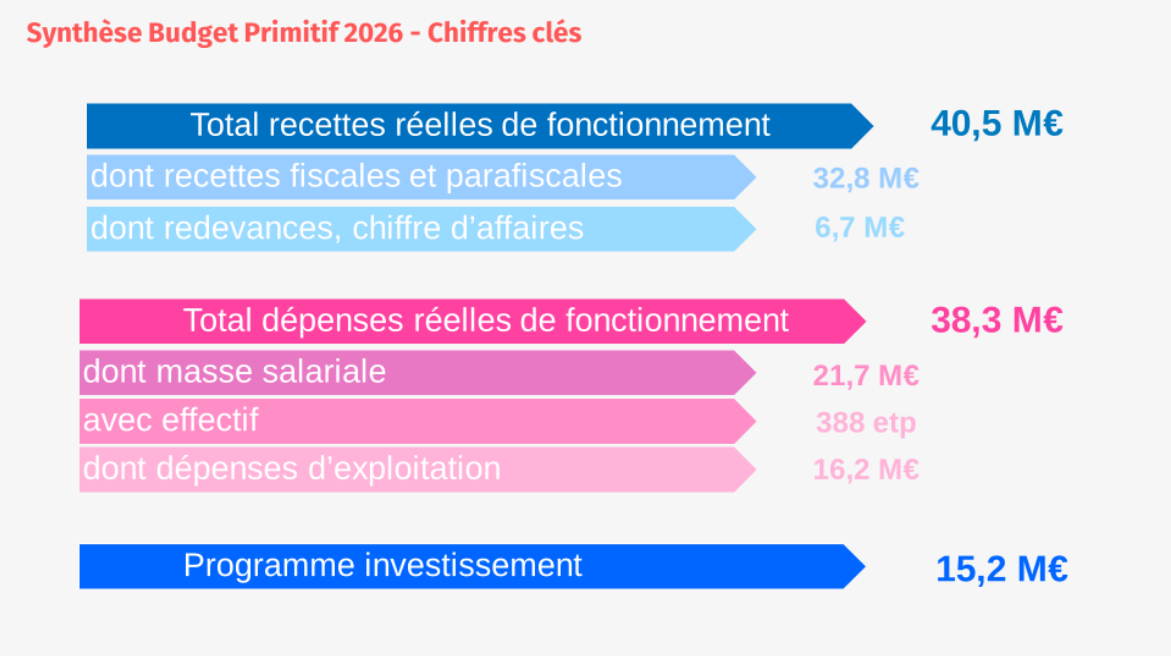
M. le Maire : Et des chiffres consolidés M. BLARINGHEM.

M. Alexandre KORBAS : Les chiffres sont pour M. BLARINGHEM effectivement.



	Budget de fonctionnement	Budget d'investissement	Budget	Effectifs
TOTAL	61,7M€	24,2M€	85,9M€	511etp

Synthèse des 8 budgets de la Ville, au total pour le budget de fonctionnement : 61,7 M€ ; budget d'investissement : 24,2M€ ; le budget total : 85,9 M€ pour un effectif de 511 ETP. Pour rappel, en 2025, le budget total était de 79,5 M€.



M. le Maire : Très bien. Est-ce qu'on peut revenir à la diapo précédente ? Sur ce budget primitif 2026, est-ce que vous avez d'autres questions à poser ? On a vu Le Touquet & Co. On a vu l'Enduro. M. BLARINGHEM.

M. Nicolas BLARINGHEM : Pardon, j'avais juste une remarque, une question plutôt : dans le rapport de présentation, en page 8, vous avez, dans les nouvelles redevances, il y a une redevance de 20 000 € pour les cabinets dentaires qui seront accueillis au Centre Social. A priori, il y a 3 cabinets, si j'ai bien suivi. Il semble qu'il y avait 3 cabinets qui étaient prévus, enfin 3 postes. Est-ce que c'est pour 12 mois ? Est-ce que c'est par poste ? Et est-ce que c'est HT ?

M. le Maire : Très bien, oui.

M. Nicolas BLARINGHEM : C'est précis.

M. le Maire : M. GRESSIER.

M. Matthieu GRESSIER : Oui, c'est une redevance qui a été votée en Conseil municipal. C'est un loyer qui a été fixé par le Conseil municipal et du coup, la question ?

M. Nicolas BLARINGHEM : Est-ce que c'est sur 12 mois ? Est-ce que c'est HT ? Est-ce que c'est par poste ou pour les 3 postes ?

M. André OWCZARZAK : C'est une bonne question parce que la question, on se l'est posée. Est-ce qu'on soumet à TVA ou pas ? Et finalement, les praticiens nous ont répondu qu'ils n'étaient...

M. Nicolas BLARINGHEM : Pour un praticien non.

M. André OWCZARZAK : Pardon ?

M. Nicolas BLARINGHEM : Pour un praticien, il ne vaut mieux pas.

M. André OWCZARZAK : Les praticiens nous ont dit qu'ils n'étaient pas soumis à TVA même si ça pouvait se discuter pour certaines activités mais là, c'était un débat fiscal. Là, il n'y a pas d'application de la TVA.

M. Nicolas BLARINGHEM : Ok.

M. André OWCZARZAK : C'est une redevance d'occupation.

M. Nicolas BLARINGHEM : Et donc, c'est pour 12 mois, c'est par poste ou pour les 3 postes ?

M. André OWCZARZAK : Non, c'est pour l'année 2026 pour tout, la totalité des praticiens.

M. Nicolas BLARINGHEM : D'accord.

M. le Maire : Parce que vous avez là-dedans des praticiens aussi qui sont en retraite mais qui reviendront que pour quelques heures pour mettre en place le système d'urgences dentaires, en fait.

M. Nicolas BLARINGHEM : Je n'ai rien contre le système d'urgences dentaires…

M. le Maire : Non, non, ce n'est pas ce que j'ai dit.

M. Nicolas BLARINGHEM : … Je tiens à le dire tout de suite mais voilà, ça fait 555 €, donc HT, par mois, par poste.

M. le Maire : Oui, mais ce n'est pas tout à fait comme ça qu'il faut raisonner dans la mesure où... Non, mais vous raisonnez comme s'il s'agissait de 3 praticiens temps plein, alors que ce n'est pas du tout le cas. Matthieu, est-ce que tu peux préciser les choses à cet égard ?

M. Matthieu GRESSIER : Déjà, le loyer n'est pas fixé par rapport à ce qui va se pratiquer dans les locaux. Ce sont des locaux publics attribués à un service public et c'est bien pour ça qu'on l'a fait parce qu'il y a des urgences dentaires qui répondent à une mission d'intérêt général. Après, ils ont leur patientèle et ça c'est leur problème. Mais les locaux, peu importe ce qu'on met dedans, c'est fixé par un loyer par rapport à la surface et, dedans, vous avez 3 fauteuils effectivement pour les dentistes.

M. le Maire : Il y a, par ailleurs, prévu une extension de la Maison Médicale à l'aéroport pour des dentistes qui demandent aussi en ville une solution parce qu'ils ne peuvent pas rester dans les locaux dans lesquels ils sont. Mais là, si vous voulez, la contrepartie de ce loyer, c'est, et c'est en train d'être mis en place, l'ouverture d'un Service d'Urgences Dentaires les week-ends et pendant les vacances scolaires. Après, on pourra réajuster les choses. C'est un tarif qui a été fixé pour cette année pour le démarrage mais on peut en parler quand vous voulez, bien sûr. La question est tout à fait légitime. Vous aviez d'autres questions ?

M. Nicolas BLARINGHEM : Non, non.

M. le Maire : Pas d'autre question ? Très bien. Merci aux élus et aux équipes qui ont préparé avec soin ce Conseil municipal. Pour vous présenter une synthèse comme celle-là, je peux vous assurer que c'est beaucoup, beaucoup d'heures de travail. Merci aux uns et aux autres. On va pouvoir passer au vote.

VII BUDGET PRIMITIF 2026 DE LA VILLE ET SES ANNEXES

08

Fixation des taux de la fiscalité directe de la commune du Touquet-Paris-Plage pour l'année 2026

09

Fixation du montant de l'emprunt de la commune du Touquet-Paris-Plage pour l'année 2026

10

Fixation du montant, de la durée et des index pour la ligne de trésorerie de la commune

8) Fixation des taux de la fiscalité directe de la commune du Touquet-Paris-Plage pour l'année 2026

Conformément aux orientations fixées lors du Débat d'Orientation Budgétaire le 13 avril 2026, les taux d'imposition communaux ne seront pas augmentés pour l'année 2026 à l'instar des années précédentes.

Il est rappelé qu'à l'issue du gel du taux de la taxe d'habitation pour les années 2020 à 2022, les communes doivent se prononcer sur le taux de la taxe d'habitation pour les résidences secondaires.

Il est donc proposé d'approuver les taux des impôts locaux 2026 comme suit :

- *Taxe foncière sur les propriétés bâties : 50,11 %,*
- *Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 64,17 %,*
- *Taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 16,34 %.*

M. le Maire : Sur le budget primitif de la ville et ses annexes. On commence par la fixation des taux de la fiscalité directe de la commune de Touquet-Paris-Plage. On n'augmente pas ces taux qu'il s'agisse de la taxe foncière, foncier et non bâti ou la taxe d'habitation. Qui vote contre ? Vous votez contre la stabilité des taux ? D'accord. Non, vous avez le droit, je note.

- - - -

Délibération n° 2026-03-08 du 28 avril 2026

Fixation des taux de la fiscalité directe de la commune du Touquet-Paris-Plage pour l'année 2026

Monsieur le Maire expose :

1°) que conformément aux orientations fixées lors du Débat d'Orientation Budgétaire le 13 avril 2026, les taux d'imposition communaux ne seront pas augmentés pour

l'année 2026 à l'instar des années précédentes.

2°) qu'il est rappelé qu'à l'issue du gel du taux de la taxe d'habitation pour les années 2020 à 2022, les communes doivent se prononcer sur le taux de la taxe d'habitation pour les résidences secondaires.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu le Code Général des Impôts et notamment l'article 1639 A,

Vu la Loi de Finances pour 2026,

Vu le Rapport d'Orientation Budgétaire 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 23 Voix Pour et 4 Voix Contre (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM),

1°) d'approuver les taux des impôts locaux 2026 comme suit :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 50,11 %,
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 64,17 %,
- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 16,34 %.

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

*** * * ***

9) Fixation du montant de l'emprunt de la commune du Touquet-Paris-Plage pour l'année 2026

Le financement des investissements 2026 de la Ville du Touquet-Paris-Plage est assuré par l'autofinancement, les subventions mais aussi l'emprunt à sa juste mesure.

La Ville du Touquet-Paris-Plage prévoit un montant de souscription nouvelle de 2 700 000 € pour l'année 2026.

Il est donc proposé de fixer à 2 700 000 € le montant des emprunts destinés à financer les dépenses d'investissement du budget primitif 2026.

M. le Maire : Sur la fixation du montant de l'emprunt de la commune du Touquet-Paris-Plage pour l'année 2026. Qui vote contre la fixation du montant de l'emprunt à 2 700 000 € ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? Abstention ou vote contre ? Contre ?

M. Nicolas BLARINGHEM : Abstention.

M. le Maire : 5 Abstentions.

- - - -

Délibération n° 2026-03-09 du 28 avril 2026

Fixation du montant de l'emprunt de la commune du Touquet-Paris-Plage pour l'année 2026

Monsieur le Maire expose :

1°) que le financement des investissements 2026 de la Ville du Touquet-Paris-Plage est assuré par l'autofinancement, les subventions mais aussi l'emprunt à sa juste mesure.

2°) que la Ville du Touquet-Paris-Plage prévoit un montant de souscription nouvelle de 2 700 000 € pour l'année 2026.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1611-3-1, L2121-29, L 2122-22-3° et L 2337-3,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 22 Voix Pour et 5 Abstentions (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM et Mme Roswitha LEON)

1°) de fixer à 2 700 000 € le montant des emprunts destinés à financer les dépenses d'investissement du budget primitif 2026.

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

*** * * ***

10) Fixation du montant, de la durée et des index de référence pour la ligne de trésorerie de la commune

Les décalages entre les encaissements des concours et remboursements de toute nature (subventions, remboursement des crédits de TVA) et les décaissements liés aux dépenses d'investissements peuvent conduire à mobiliser l'emprunt conjoncturellement alors que la collectivité n'en a nullement besoin structurellement.

Pour y remédier, il est nécessaire que la Ville dispose d'une ligne de trésorerie permettant d'absorber ces décalages de trésorerie temporaires.

Il convient de préciser le montant maximum autorisé, les indices de référence et la durée d'utilisation dans le cadre de la délégation de pouvoirs accordée par le Conseil municipal au Maire du Touquet-Paris-Plage par délibération n° 2026-01-06 en date du 22 mars 2026.

Il est donc proposé de fixer le montant maximum de la ligne de trésorerie à trois millions d'euros pour une durée de douze mois et avec les indices de référence €ster, Euribor 1 mois et Euribor 3 mois.

M. le Maire : Sur la fixation du montant de la durée et des index de référence pour la ligne de trésorerie de la commune. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Vous votez pour.

- - - -

Délibération n° 2026-03-10 du 28 avril 2026

Fixation du montant, de la durée et des index de référence pour la ligne de trésorerie de la commune

Monsieur le Maire expose :

1°) que les décalages entre les encaissements des concours et remboursements de toute nature (subventions, remboursement des crédits de TVA) et les décaissements liés aux dépenses d'investissements peuvent conduire à mobiliser l'emprunt conjoncturellement alors que la collectivité n'en a nullement besoin structurellement.

2°) que pour y remédier, il est nécessaire que la Ville dispose d'une ligne de trésorerie permettant d'absorber ces décalages de trésorerie temporaires.

3°) qu'il convient de préciser le montant maximum autorisé, les indices de référence et la durée d'utilisation dans le cadre de la délégation de pouvoirs accordée par le Conseil municipal au Maire du Touquet-Paris-Plage par délibération n° 2026-01-06 en date du 22 mars 2026.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2121-29 et L 2122-22,

Vu la délibération n° 2026-01-06 de la Ville du Touquet-Paris-Plage en date du 22 mars 2026 portant délégation de pouvoirs accordée par le Conseil municipal au Maire,

Vu l'instruction comptable M57,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) de fixer le montant maximum de la ligne de trésorerie à trois millions d'euros pour une durée de douze mois et avec les indices de référence €ster, Euribor 1 mois et Euribor 3 mois.

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

*** * * ***

11

Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès : attribution d'une subvention de fonctionnement au budget annexe "Palais des Congrès" pour l'exercice 2026

12

Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès : attribution annuelle d'un apport en numéraire au budget annexe "Palais des Congrès" pour l'exercice 2026

13

Contribution financière 2026 à la Régie autonome du Palais des Congrès pour la compensation des contraintes de service public imposées dans le cadre de l'organisation des manifestations "Les mercredis Jazz", "Winter Jazz" et "Pianos Folies"

11) Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès : attribution d'une subvention de fonctionnement au budget annexe « Palais des Congrès » pour l'exercice 2026

Le budget annexe « Palais des Congrès » enregistre l'ensemble des opérations liées au contrat de partenariat conclu entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et la société BPCE Lease Immo pour la rénovation et l'agrandissement du Palais des Congrès, notamment les loyers financiers, les loyers d'entretien-maintenance et de grosses réparations ainsi que les dotations aux amortissements pour les équipements acquis en propre par la Ville.

En 2026, il convient d'attribuer une subvention de fonctionnement de 620 000 € pour permettre au budget annexe « Palais des Congrès » de prendre en charge lesdites dépenses de fonctionnement.

Il est donc proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de 620 000 € au budget annexe « Palais des Congrès » pour l'exercice 2026, subvention imputée en dépense au compte 65736221 « Subvention de fonctionnement aux budgets annexes et aux régies à caractère industriel et commercial non dotés de la personnalité morale ».

M. le Maire : Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès : attribution d'une subvention de fonctionnement du budget annexe « Palais des Congrès » pour l'exercice 2026. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Pas de vote contre, pas d'abstention.

- - - -

Délibération n° 2026-03-11 du 28 avril 2026

Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès :
Attribution d'une subvention de fonctionnement
au budget annexe « Palais des Congrès » pour l'exercice 2026

Monsieur le Maire expose :

1°) que le budget annexe « Palais des Congrès » enregistre l'ensemble des opérations liées au contrat de partenariat conclu entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et la société BPCE Lease Immo pour la rénovation et l'agrandissement du Palais des Congrès, notamment les loyers financiers, les loyers d'entretien-maintenance et de grosses réparations ainsi que les dotations aux amortissements pour les équipements acquis en propre par la Ville.

2°) qu'en 2026, il convient d'attribuer une subvention de fonctionnement de 620 000 € pour permettre au budget annexe « Palais des Congrès » de prendre en charge lesdites dépenses de fonctionnement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu l'instruction comptable M 57,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) d'attribuer une subvention de fonctionnement de 620 000 € au budget annexe « Palais des Congrès » pour l'exercice 2026, subvention imputée en dépense au compte 65736221 « Subvention de fonctionnement aux budgets annexes et aux régies à caractère industriel et commercial non dotés de la personnalité morale ».

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

* * * *

12) Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès : attribution annuelle d'un apport en numéraire au budget annexe « Palais des Congrès » pour l'exercice 2026

Le budget annexe « Palais des Congrès » enregistre l'ensemble des opérations liées au contrat de partenariat conclu entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et la société BPCE Lease Immo pour la rénovation et l'agrandissement du Palais des Congrès, notamment les loyers financiers ainsi que les acquisitions d'équipements en propre ou les aménagements immobilier ou mobiliers.

En 2026, il convient d'attribuer un apport dit en numéraire de 250 000 € pour permettre au budget annexe « Palais des Congrès » de prendre en charge lesdites dépenses d'investissement.

Il est donc proposé d'attribuer un apport en numéraire de 250 000 € au budget annexe « Palais des Congrès » pour l'exercice 2026, apport imputé en dépense au compte 181 « Compte de liaison avec un budget annexe ou une régie non personnalisée ».

M. le Maire : Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès : attribution annuelle d'un apport en numéraire du budget annexe « Palais des Congrès » pour l'exercice 2026. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Parfait. Pas de vote contre, pas d'abstention.

- - - -

Délibération n° 2026-03-12 du 28 avril 2026

Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès : attribution annuelle d'un apport en numéraire au budget annexe « Palais des Congrès » pour l'exercice 2026

Monsieur le Maire expose :

1°) que le budget annexe « Palais des Congrès » enregistre l'ensemble des opérations liées au contrat de partenariat conclu entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et la société BPCE Lease Immo pour la rénovation et l'agrandissement du Palais des Congrès, notamment les loyers financiers ainsi que les acquisitions d'équipements en propre ou les aménagements immobilier ou mobiliers.

2°) qu'en 2026, il convient d'attribuer un apport dit en numéraire de 250 000 € pour permettre au budget annexe « Palais des Congrès » de prendre en charge lesdites dépenses d'investissement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu la délibération n° 2016/04/14a du 18 juillet 2016 approuvant la signature du contrat de partenariat avec la société Natixis Lease Immo pour la rénovation et l'agrandissement du Palais des Congrès,

Vu le contrat de partenariat signé le 28 juillet 2016 avec la société Natixis Lease Immo,

Vu l'instruction comptable M 57,

Vu l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la Régie Autonome du Palais des Congrès en date du 27 avril 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) d'attribuer un apport en numéraire de 250 000 € au budget annexe « Palais des Congrès » pour l'exercice 2026, apport imputé en dépense au compte 181 « Compte de liaison avec un budget annexe ou une régie non personnalisée ».

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

*** * * ***

13) Contribution financière 2026 à la Régie autonome du Palais des Congrès pour la compensation des contraintes de service public imposées dans le cadre de l'organisation des manifestations « Les mercredis Jazz », « Winter Jazz » et « Pianos Folies »

En 2026, l'organisation des trois manifestations « Les Mercredis Jazz », « Winter Jazz » et « Pianos Folies » est derechef confiée à la Régie Autonome du Palais des Congrès, alors qu'elles étaient organisées par la Régie Le Touquet & Co jusqu'en 2024.

Ce transfert a été effectué dans l'intérêt de la Ville du Touquet-Paris-Plage dans la mesure où il permet de faire bénéficier de synergies et mutualisations, tant au niveau de l'occupation du Palais que de l'organisation de concerts.

En conséquence, il convient d'attribuer une contribution financière de 238 326 € à la Régie Autonome du Palais des Congrès ayant pour objet la compensation des contraintes de service public.

Il est donc proposé d'attribuer une contribution financière de 238 326 € à la Régie Autonome du Palais des Congrès pour l'exercice 2026, imputée en dépense au compte 65736221.

M. le Maire : Contribution financière 2026 à la Régie automne du Palais des Congrès pour la compensation des contraintes de service public imposées dans le cadre d'organisation des manifestations « Mercredis Jazz », « Winter Jazz » et « Pianos Folies ». Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Donc 5 abstentions.

- - - -

Délibération n° 2026-03-13 du 28 avril 2026

Contribution financière 2026 à la Régie autonome du Palais des Congrès pour la compensation des contraintes de service public imposées dans le cadre de l'organisation des manifestations « Les mercredis Jazz », « Winter Jazz » et « Pianos Folies »

Monsieur le Maire expose :

1°) qu'en 2026, l'organisation des trois manifestations « Les Mercredis Jazz », « Winter Jazz » et « Pianos Folies » est derechef confiée à la Régie Autonome du Palais des Congrès, alors qu'elles étaient organisées par la Régie Le Touquet & Co jusqu'en 2024.
Ce transfert a été effectué dans l'intérêt de la Ville du Touquet-Paris-Plage dans la mesure où il permet de faire bénéficier de synergies et mutualisations, tant au niveau de l'occupation du Palais que de l'organisation de concerts.

2°) qu'en conséquence, il convient d'attribuer une contribution financière de 238 326 € à la Régie Autonome du Palais des Congrès ayant pour objet la compensation des contraintes de service public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2121-29 et L 2224-2,

Vu l'instruction comptable M 57,

Vu l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la Régie Autonome du Palais des Congrès en date du 27 avril 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 22 Voix Pour et 5 Abstentions (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM et Mme Roswitha LEON)

1°) d'attribuer une contribution financière de 238 326 € à la Régie Autonome du Palais des Congrès pour l'exercice 2026, imputée en dépense au compte 65736221.

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-Mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

* * * *

14

Attribution d'une subvention de fonctionnement au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) du Touquet-Paris-Plage pour l'année 2026

15

Attribution au Touquet & Co d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'investissement

16

Participation de la Ville à l'animation de la station et subventions pour l'exercice 2026

17

Adoption du Règlement Budgétaire et Financier pour la mandature actuelle

14) Attribution d'une subvention de fonctionnement au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) du Touquet-Paris-Plage pour l'année 2026

Depuis le 1er janvier 2023, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) du Touquet-Paris-Plage exerce exclusivement l'ensemble des missions lui étant dévolues grâce à la clarification des rôles entre la Ville et le CCAS.

À cet effet, les agents de la Ville ont été transférés au CCAS à cette date ainsi que l'ensemble des moyens et des charges résultant de ses missions.

Le CCAS doit donc prendre en charge la masse salariale des agents transférés.

Il est rappelé que le CCAS assure le gardiennage et l'assistance nocturne des résidences Maurice Chevalier et Marcel Pagnol pour répondre aux exigences du Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre le CCAS et le Conseil Départemental du Pas-de-Calais ainsi que pour accroître la sécurité et le bien être des résidents.

En outre, le CCAS avec ses budgets annexes assure également les loyers des 2 résidences logement en sa qualité de preneur.

Par ailleurs, la Ville du Touquet-Paris-Plage a amplifié les actions de solidarité notamment vers les personnes âgées et en situation de handicap conformément à l'exposé du ROB 2026.

Il convient d'attribuer une subvention de fonctionnement 2026 pour permettre au CCAS d'assurer les charges en résultant tant pour son budget principal que pour les budgets annexes des résidences Maurice Chevalier et Marcel Pagnol.

Il est donc proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de 1 348 235 € au budget principal du CCAS pour l'année 2026, subventions inscrites en dépense de fonctionnement au compte 657363 « Subvention de fonctionnement versée au CCAS ».

M. le Maire : Attribution d'une subvention de fonctionnement au CCAS pour l'année 2026. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Pas d'abstention, pas de vote contre.

- - - -

Délibération n° 2026-03-14 du 28 avril 2026

Attribution d'une subvention de fonctionnement
au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)du Touquet-Paris-Plage
pour l'année 2026

Monsieur le Maire expose :

1°) que depuis le 1er janvier 2023, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) du Touquet-Paris-Plage exerce exclusivement l'ensemble des missions lui étant dévolues grâce à la clarification des rôles entre la Ville et le CCAS.

2°) qu'à cet effet, les agents de la Ville ont été transférés au CCAS à cette date ainsi que l'ensemble des moyens et des charges résultant de ses missions.

3°) que le CCAS doit donc prendre en charge la masse salariale des agents transférés.

4°) qu'il est rappelé que le CCAS assure le gardiennage et l'assistance nocturne des résidences Maurice Chevalier et Marcel Pagnol pour répondre aux exigences du Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre le CCAS et le Conseil Départemental du Pas-de-Calais ainsi que pour accroître la sécurité et le bien être des résidents.

5°) qu'en outre, le CCAS avec ses budgets annexes assure également les loyers des 2 résidences logement en sa qualité de preneur.

6°) que par ailleurs, la Ville du Touquet-Paris-Plage a amplifié les actions de solidarité notamment vers les personnes âgées et en situation de handicap conformément à l'exposé du ROB 2026.

7°) qu'il convient d'attribuer une subvention de fonctionnement 2026 pour permettre au CCAS d'assurer les charges en résultant tant pour son budget principal que pour les budgets annexes des résidences Maurice Chevalier et Marcel Pagnol.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2121-29,

Vu l'instruction comptable M 57,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) d'attribuer une subvention de fonctionnement de 1 348 235 € au budget principal du CCAS pour l'année 2026, subventions inscrites en dépense de fonctionnement au compte 657363 « Subvention de fonctionnement versée au CCAS ».

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

* * * *

15) Attribution au Touquet & Co d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'investissement

La Ville du Touquet-Paris-Plage impose au Touquet & Co un certain nombre de contraintes de fonctionnement afin de répondre aux exigences du service public. Afin de compenser le coût financier lié à ces contraintes de service public, une subvention de fonctionnement doit lui être attribuée.

Il y a lieu de passer en revue ces contraintes afin d'expliquer la contribution financière de la Ville.

Comme l'indiquent les statuts du Touquet & Co, celui-ci est essentiellement chargé :

- *de reprendre à partir du 1er janvier 2021 la gestion de l'Office du Tourisme, mission qui avait été confiée à l'Agence d'Attractivité du Montreuillois Opale &Co depuis 2017,*
- *de renforcer la promotion et la commercialisation de nos équipements ainsi que l'animation du cœur de ville,*
- *d'organiser des évènements destinés à renforcer la notoriété, le rayonnement et l'animation 4 saisons de la Station. L'organisation de ces évènements touristiques, sportifs et culturels représente une charge importante pour Le Touquet & Co, leur accès au public étant soit gratuit, soit fixé à un tarif permettant l'accès au plus grand nombre mais ne permettant pas de couvrir les frais engagés,*
- *de gérer des équipements touristiques, sportifs et culturels de la Station à savoir : la Salle des 4 Saisons, le Parc Équestre, le Centre nautique de la Manche Bertrand LAMBERT, le Centre nautique de la Baie de Canche, le Centre Tennistique Pierre de COUBERTIN et le Camping Stoneham,*

  Dans le cadre de la gestion de ces équipements, la Ville du Touquet impose également au Touquet & Co certaines contraintes liées au service public :

  - *la politique tarifaire dans la mesure où les tarifs d'accès aux équipements fixés par Le Touquet & Co doivent permettre l'accès au plus grand nombre d'utilisateurs ;*
  - *l'accès aux équipements du Centre Tennistique à l'association du Tennis Club, notamment la mise à disposition des courts, l'organisation de tournois de Padel,*
  - *l'accueil à titre gratuit pour les élèves des écoles du Touquet-Paris-Plage et du Centre de Loisirs du Touquet (Parc Équestre, Centre Tennistique les deux Centres Nautiques) ;*
  - *L'organisation d'un évènement majeur équestre international tel que le CSI 3***,*
  - *la mise à disposition gratuite de salles et de personnel pour les besoins de la municipalité ;*
  - *l'accès à l'ensemble des équipements du Parc Équestre pour la Société des Courses dans le cadre des évènements grand public qu'elle organise ;*
  - *l'accès au Centre Nautique de la Manche Bertrand LAMBERT aux associations locales Blériot-club, Club de Voile Touquettoise et le longe côte ;*

- *la mise à disposition gratuite des équipements à l'École de Sports du Centre Nautique de la Baie de Canche (les mercredis, samedis et éventuellement dimanches pour les régates) ;*
- *l'ouverture au public de l'espace sanitaire (WC – douches) du Centre Nautique de la Manche Bertrand LAMBERT (compte tenu de la proximité de la digue/plage) ;*
- *le libre accès à la piscine du Tennis pour les pompiers locaux et les renforts saisonniers de CRS.*
- *Le résultat positif du Camping Stoneham permet de limiter la compensation des contraintes de service public.*

Globalement l'ensemble de ces éléments de contraintes de fonctionnement permettent de répondre aux exigences du service public imposées au Touquet & Co pour un montant de ***2 700 000 €, soit une baisse de 100 000 € par rapport au Budget Primitif 2025.***

L'objectif du Touquet & Co étant de favoriser la vie touristique et économique de la Station du Touquet-Paris-Plage durant les 12 mois de l'année, la rentabilité économique escomptée est donc indirecte et non directe.

La subvention inclut également des dépenses prises en charge par la Ville et refacturées en fin d'année pour obtenir son coût global de fonctionnement.
Cette refacturation s'inscrit dans le cadre des conventions du 20 décembre 2021 et du 11 avril 2022 établie conformément au rescrit fiscal du 25 novembre 2021.

Le montant de la subvention de fonctionnement de la Ville du Touquet-Paris-Plage au Touquet & Co s'élève à ***2 700 000 €*** *en 2026.*

Par ailleurs, le Touquet & Co, prend également en charge les dépenses d'investissement se rapportant aux équipements qu'il gère ce qui nécessite l'attribution de subventions d'équipement.

Les investissements prévus en 2026 dans ce cadre sont des travaux structurants (article 20415341) pour ***1 000 000 €.***

Les subventions d'équipement attribuées seront versées au fur et à mesure de la réalisation des investissements.

Le Touquet & Co étant assujetti à la TVA, il récupérera la TVA sur les dépenses d'investissement qu'il prendra en charge. La subvention versée par la Ville correspond donc au montant hors taxe.

Il est donc proposé d'attribuer au Touquet & Co, en 2026, une subvention de fonctionnement de ***2 700 000 €*** *(article 657381 - Subventions versées aux autres établissements publics locaux) et une subvention d'équipement de* ***1 000 000 €*** *(article 20415341 - Subventions d'équipements versés aux établissements publics locaux à caractère industriel et commercial - Biens mobiliers, matériel et études).*

M. le Maire : Attribution au Touquet & Co d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'investissement : fonctionnement : 2,7 M€, équipement 1 M€ présentée par M. GRESSIER. Qui vote contre ? Donc 4 contre. Pas d'abstention. Parfait, merci.

- - - -

Délibération n° 2026-03-15 du 28 avril 2026

Attribution au Touquet & Co d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'investissement

Monsieur le Maire expose :

1°) que la Ville du Touquet-Paris-Plage impose au Touquet & Co un certain nombre de contraintes de fonctionnement afin de répondre aux exigences du service public. Afin de compenser le coût financier lié à ces contraintes de service public, une subvention de fonctionnement doit lui être attribuée.

2°) qu'il y a lieu de passer en revue ces contraintes afin d'expliquer la contribution financière de la Ville.

3°) que comme l'indiquent les statuts du Touquet & Co, celui-ci est essentiellement chargé :

- de reprendre à partir du 1er janvier 2021 la gestion de l'Office du Tourisme, mission qui avait été confiée à l'Agence d'Attractivité du Montreuillois Opale &Co depuis 2017,
- de renforcer la promotion et la commercialisation de nos équipements ainsi que l'animation du cœur de ville,
- d'organiser des évènements destinés à renforcer la notoriété, le rayonnement et l'animation 4 saisons de la Station. L'organisation de ces évènements touristiques, sportifs et culturels représente une charge importante pour Le Touquet & Co, leur accès au public étant soit gratuit, soit fixé à un tarif permettant l'accès au plus grand nombre mais ne permettant pas de couvrir les frais engagés,
- de gérer des équipements touristiques, sportifs et culturels de la Station à savoir : la Salle des 4 Saisons, le Parc Équestre, le Centre nautique de la Manche Bertrand LAMBERT, le Centre nautique de la Baie de Canche, le Centre Tennistique Pierre de COUBERTIN et le Camping Stoneham,

  Dans le cadre de la gestion de ces équipements, la Ville du Touquet impose également au Touquet & Co certaines contraintes liées au service public :

  - la politique tarifaire dans la mesure où les tarifs d'accès aux équipements fixés par Le Touquet & Co doivent permettre l'accès au plus grand nombre d'utilisateurs ;
  - l'accès aux équipements du Centre Tennistique à l'association du Tennis Club, notamment la mise à disposition des courts, l'organisation de tournois de Padel,
  - l'accueil à titre gratuit pour les élèves des écoles du Touquet-Paris-Plage et du Centre de Loisirs du Touquet (Parc Équestre, Centre Tennistique les deux Centres Nautiques) ;
  - L'organisation d'un évènement majeur équestre international tel que le CSI 3***,
  - la mise à disposition gratuite de salles et de personnel pour les besoins de la municipalité ;
  - l'accès à l'ensemble des équipements du Parc Équestre pour la Société des Courses dans le cadre des évènements grand public qu'elle organise ;
  - l'accès au Centre Nautique de la Manche Bertrand LAMBERT aux associations locales Blériot-club, Club de Voile Touquettoise et le longe côte ;

- la mise à disposition gratuite des équipements à l'École de Sports du Centre Nautique de la Baie de Canche (les mercredis, samedis et éventuellement dimanches pour les régates) ;
- l'ouverture au public de l'espace sanitaire (WC – douches) du Centre Nautique de la Manche Bertrand LAMBERT (compte tenu de la proximité de la digue/plage) ;
- le libre accès à la piscine du Tennis pour les pompiers locaux et les renforts saisonniers de CRS.
- Le résultat positif du Camping Stoneham permet de limiter la compensation des contraintes de service public.

Globalement l'ensemble de ces éléments de contraintes de fonctionnement permettent de répondre aux exigences du service public imposées au Touquet & Co pour un montant de **2 700 000 €, soit une baisse de 100 000 € par rapport au Budget Primitif 2025.**

4°) que l'objectif du Touquet & Co étant de favoriser la vie touristique et économique de la Station du Touquet-Paris-Plage durant les 12 mois de l'année, la rentabilité économique escomptée est donc indirecte et non directe.

5°) que la subvention inclut également des dépenses prises en charge par la Ville et refacturées en fin d'année pour obtenir son coût global de fonctionnement.
Cette refacturation s'inscrit dans le cadre des conventions du 20 décembre 2021 et du 11 avril 2022 établie conformément au rescrit fiscal du 25 novembre 2021.

6°) que le montant de la subvention de fonctionnement de la Ville du Touquet-Paris-Plage au Touquet & Co s'élève à **2 700 000 €** en 2026.

7°) que, par ailleurs, le Touquet & Co, prend également en charge les dépenses d'investissement se rapportant aux équipements qu'il gère ce qui nécessite l'attribution de subventions d'équipement.

Les investissements prévus en 2026 dans ce cadre sont des travaux structurants (article 20415341) pour **1 000 000 €.**

Les subventions d'équipement attribuées seront versées au fur et à mesure de la réalisation des investissements.

8°) que, le Touquet & Co étant assujetti à la TVA, il récupérera la TVA sur les dépenses d'investissement qu'il prendra en charge. La subvention versée par la Ville correspond donc au montant hors taxe.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu les statuts du Touquet & Co,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 23 Voix Pour et 4 Voix Contre (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM),

1°) d'attribuer au Touquet & Co, en 2026, une subvention de fonctionnement de **2 700 000 €** (article 657381 - Subventions versées aux autres établissements publics locaux) et une subvention d'équipement de **1 000 000 €** (article 20415341 - Subventions d'équipements versés aux établissements publics locaux à caractère industriel et commercial - Biens mobiliers, matériel et études).

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

*** * * ***

16) Participation de la Ville à l'animation de la station et subventions pour l'exercice 2026

La Ville du Touquet-Paris-Plage participe intensément à l'animation de la Station par le versement de subventions ou de participations à des entités publiques et privées, notamment les associations dont la contribution présente un intérêt local.

Conformément à la législation régissant les relations entre les collectivités publiques et les associations subventionnées, la Ville du Touquet-Paris-Plage conclut des conventions d'objectifs et de moyens dès lors que le montant de la subvention est supérieur à 23 000 € quelle que soit la forme de la subvention (subvention en nature telle que du personnel mis à disposition et/ou subvention en espèce).

L'intérêt local des subventions et participations est manifeste.

Il est donc proposé :

- *de voter la liste récapitulative (document ci-joint), liste précisant la qualité des bénéficiaires et le montant attribué sous réserve de la production des pièces justificatives conditionnant le versement des subventions et participations.*
- *et d'autoriser le Maire ou Monsieur Denis CALOIN, Premier Adjoint au Maire, à signer au nom de la commune les conventions avec les associations ainsi que tout document s'y rapportant et notamment les avenants, si la nécessité s'impose.*

M. le Maire : Participation de la Ville à l'animation de la station et subventions pour l'exercice 2026. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Abstentions sur les subventions de l'association. Si, si, vous avez eu tout ça. Ah si, si vous avez eu toutes les... Oui, M. BLARINGHEM.

M. Nicolas BLARINGHEM : On est bien d'accord, ici, on s'abstient, parce qu'on n'est bien évidemment pas contre les subventions aux associations, qu'on ne se méprenne pas. Enfin, Olivier avait déjà fait la demande, Olivier LEBREUILLY. On aurait souhaité qu'il y ait une commission d'attribution de ces subventions et que chaque association ou autre vienne en quelque sorte défendre son projet et l'expliquer. Et donc, pourquoi pas à nous, dans ces cas-là, ou aux membres de la commission, d'amender ou d'augmenter la subvention, des choses comme ça. Le but, il est vraiment là. On n'est, bien évidemment, pas contre le fait de subventionner les associations. C'est là-dessus qu'on voulait attirer votre attention.

M. le Maire : Bien sûr, il n'y a pas de méprise à ce sujet. On est en début de mandat. Vous n'avez pas eu le temps de le faire mais je vous invite vraiment à vous rapprocher des adjoints et conseillers municipaux délégués concernés : Marielle PARENT pour le Sport. Franck LEMAÎTRE pour la Culture, Marie SAUDEMONT pour le Social. On est prêts, évidemment, à débattre avec vous des demandes de subvention de chacune des associations, il n'y a pas de doute à ce sujet. Maintenant, c'est quand même un très long processus, c'est très, très lourd. C'est beaucoup de travail pour nos élus qui participent à toutes les assemblées générales et, franchement, les enveloppes restent à peu près les mêmes, c'est stable. Quand il y a une évolution, c'est toujours argumenté, justifié. Ça fait souvent l'objet d'un débat en Conseil municipal. Mais si vous avez besoin d'informations sur la subvention accordée à telle ou telle association et surtout sur son évolution, n'hésitez pas à vous rapprocher des élus concernés. On répondra évidemment à toutes vos questions. Parfait.

- - - -

Délibération n° 2026-03-16 du 28 avril 2026

Participation de la Ville à l'animation de la station et subventions pour l'exercice 2026

Monsieur le Maire expose :

1°) que la Ville du Touquet-Paris-Plage participe intensément à l'animation de la Station par le versement de subventions ou de participations à des entités publiques et privées, notamment les associations dont la contribution présente un intérêt local.

2°) que conformément à la législation régissant les relations entre les collectivités publiques et les associations subventionnées, la Ville du Touquet-Paris-Plage conclut des conventions d'objectifs et de moyens dès lors que le montant de la subvention est supérieur à 23 000 € quelle que soit la forme de la subvention (subvention en nature telle que du personnel mis à disposition et/ou subvention en espèce).

3°) que l'intérêt local des subventions et participations est manifeste.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2121-29, et L 1612-25,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 22 Voix Pour et 4 Abstentions (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM),

1°) de voter la liste récapitulative jointe à la présente délibération, liste précisant la qualité des bénéficiaires et le montant attribué sous réserve de la production des pièces justificatives conditionnant le versement des subventions et participations.

2°) d'autoriser le Maire ou Monsieur Denis CALOIN, Premier Adjoint au Maire, à signer au nom de la commune les conventions avec les associations ainsi que tout document s'y rapportant et notamment les avenants, si la nécessité s'impose.

3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

- - - -

Participation de la ville du Touquet-Paris-Plage à l'animation de la station et subventions pour l'exercice 2026			PREVISION MISE A DISPOSITION PERSONNEL 2026	Subvention 2026 accordée
Subvention	**Objet**	**Nom de l'organisme**		
INVESTISSEMENT				
Subvention d'équipement (biens mobiliers, matériel et études)	**Investissements**	**Le Touquet &Co**		**1 000 000 €**
attribution dotation de compensation investissement	**Attribution de compensation**	**CA2BM**		**17 749 €**
Subvention d'équipement	**Participation à l'embellissement des façades**	**FONDATION DU PATRIMOINE**		**25 000 €**
Subvention d'équipement	**Contribution financière pour une extension du réseau public de distribution d'électricité**	**ENEDIS**		**8 000 €**
SOUS-TOTAL INVESTISSEMENT				**1 050 749 €**
FONCTIONNEMENT				
Subventions de fonctionnement aux organismes publics	**Subvention perpétuelle**	**Subvention perpétuelle à la commune de Cucq**		**46 €**
Subventions de fonctionnement aux organismes publics	**Subvention d'équilibre**	**CCAS**		**1 348 235 €**
Subventions de fonctionnement aux organismes publics	**Subvention equilibre pianos folies, Winter Jazz**	**regie autonome palais**		**238 326 €**
Subventions de fonctionnement aux organismes publics	**Subvention station 4 saisons**	**regie Le Touquet &Co**		**2 700 000 €**
SOUS-TOTAL FONCTIONNEMENT				**4 286 607 €**
TOTAL FONCTIONNEMENT + INVESTISSEMENT				**5 337 356 €**
DIVERS				
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Amicale du Personnel communal et paracommunal du Touquet		20 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Ass. Baie de Canche		37 200 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Accueil Villes Françaises (AVF)		1 400 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Syndicat d'initiatives		900 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Tous & co		3 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Association des Médaillés Militaires du Touquet		150 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Société des membres de la Légion d'Honneur Section Pas de Calais Côte d'Opale		300 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Société des Jardins Ouvriers du Touquet		3 500 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Société Nationale de Sauvetage en mer (SNSM)		1 000 €
SOUS-TOTAL				67 450 €
ENSEIGNEMENT / EDUCATION				
Subventions de fonctionnement aux personnes privées		Association d'Education Populaire Ecole Jeanne d'Arc (OGEC)		
	Soutien financier de la commune	- forfait de fonctionnement	181 350,52 €	16 000 €
	subvention pour fournitures scolaires	- subv fourniture en fonction du nombre d' élèves		4 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Association des parents d'élèves des écoles du Touquet (APE)		600 €
Subventions de fonctionnement autres organismes publics	subvention pour fournitures scolaires	Collège du Touquet (fournitures scolaires)		840 €

Participation de la ville du Touquet-Paris-Plage à l'animation de la station et subventions pour l'exercice 2026			PREVISION MISE A DISPOSITION PERSONNEL 2026	Subvention 2026 accordée
Subvention	**Objet**	**Nom de l'organisme**		
Subventions de fonctionnement autres organismes publics	Soutien financier de la commune	Lycee hotelier		2 000 €
SOUS-TOTAL			181 350,52 €	23 440 €
SPORTS				
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	développement et promotion du sport	Touquet-Athlétic Club Football Côte d'Opale	63 599,90 €	63 500 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	développement et promotion du sport	Touquet Tennis Club		63 000 €
		Touquet Tennis Club		10 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	développement et promotion du sport	Association Sportive du Golf		2 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	développement et promotion du sport	Club de bridge de la mer		16 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Organisation d'événements	La Gaule Touquettoise		1 000 €
		La Gaule Touquettoise		1 400 €
	développement et promotion du sport	Société des Courses		5 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Organisation d'un événement	Touquet Auto-Club -Rallye du Touquet		35 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	développement et promotion du sport	Touquet-Athlétic Club omnisports		1 300 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Organisation d'événements	TAC Athlétisme	44 738,20 €	15 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	développement de la vie sportive du Touquet	Touquet-Athlétic Club Cyclisme		4 500 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	développement de la vie sportive du Touquet	Touquet-Athlétic Club Cyclotourisme		600 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	développement du Hockey sur gazon	Touquet-Athlétic Club Hockey		36 000 €
		Touquet-Athlétic Club Hockey		10 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	développement de la vie sportive du Touquet	Touquet-Athlétic Club Pétanque		1 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	développement de la vie sportive du Touquet	Touquet-Athlétic Club Volley-Ball and Beach		60 000 €
		Touquet-Athlétic Club Volley-Ball and Beach		4 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	développement de la vie sportive du Touquet	Le Touquet Etaples Rugby Club	13 306,80 €	30 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	développement de la vie sportive du Touquet	Touquet Polo Club		1 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	développement de la vie sportive du Touquet	QUILLES		1 100 €
SOUS-TOTAL			121 644,90 €	361 400 €
CULTURE				
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	organisation des nuits baroques	Association Production 2 M (les malins plaisirs)		70 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Développement des activités culturelles	Société Académique du Touquet		600 €
		Société Académique du Touquet		2 400 €

Participation de la ville du Touquet-Paris-Plage à l'animation de la station et subventions pour l'exercice 2026			PREVISION MISE A DISPOSITION PERSONNEL 2026	Subvention 2026 accordée
Subvention	**Objet**	**Nom de l'organisme**		
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Développement des activités culturelles	Club des Chiffres et des Lettres du Touquet		400 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Développement des activités culturelles	Opalivre		800 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	diffusion de la musique-animation du Touquet	Association Harmonie - Jazz Band du Touquet	12 563,20 €	48 700 €
		Association Harmonie - Jazz Band du Touquet		5 560 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Développement des activités culturelles	Mouvement européen		1 500 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Développement des activités culturelles	Orchestre symphonique du Touquet		51 000 €
		Orchestre symphonique du Touquet		5 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Développement des activités culturelles	Les Amis de l'Orgue		1 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Développement des activités culturelles	Musica Niggela		30 000 €
		Musica Niggela		5 000 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Evénement	Rock and stock		22 500 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier	fondation patrimoine		5 000 €
SOUS-TOTAL			12 563,20 €	249 460 €
TOURISME / ECONOMIE				
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	rénovation des façades, des façades commerciales et des portails et clôtures	Prime à la rénovation des façades, des façades commerciales et des clôtures et portails		100 000 €
SOUS-TOTAL				100 000 €
SOCIAL				
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Association Solidarité Enfant du Liban		500 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Association des Parents d'Enfants Inadaptés de l'Arrondissement de Montreuil		250 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Les Blouses roses		200 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Croix-Rouge française, unité locale Berck-Montreuil		400 €
Subventions de fonctionnement aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Chats libres du Touquet		1 000 €
Subventions exceptionnelles aux personnes privées	Soutien financier de la commune	Ecole parentale enfants autistes du montreuillois		20 000 €
SOUS-TOTAL				22 350 €
TOTAL			315 558,62 €	824 100 €

* * * *

17) Adoption du Règlement Budgétaire et Financier pour la mandature actuelle

Le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) est un document formalisant les règles internes relatives à la gestion budgétaire et comptable d'une collectivité, il est voté par son assemblée délibérante.

L'adoption du RBF s'inscrit, conformément aux dispositions de l'article L 1612-30 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans le cadre de la mise en œuvre du référentiel budgétaire et comptable M57.

En principe, l'adoption du Règlement Budgétaire et Financier intervient avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit le renouvellement de l'assemblée. Le RBF peut néanmoins être révisé à tout moment au cours de la mandature, par un nouveau vote de l'assemblée délibérante.

Ledit Règlement doit préciser explicitement les modalités de gestion des Autorisations de Programme, d'Engagement et des Crédits de Paiement ainsi que les modalités d'information du Conseil Municipal sur leur gestion.

Il est proposé d'adopter les modalités de gestion et d'information du Conseil Municipal selon les prescriptions suivantes :

- *Les Autorisations de Programme et d'Engagement ont une durée de vie précisément limitée et fixée par la délibération de création.*
  À défaut de prorogation par le Conseil Municipal, ladite Autorisation est automatiquement caduque dès lors qu'elle n'est pas engagée à l'issue de son terme,
- *Les Autorisations de Programme et d'Engagement sont obligatoirement votées dans le cadre d'une délibération budgétaire,*
- *Les Autorisations de Programme et d'Engagement sont obligatoirement affectées par chapitre, voire individualisées par opération portant chacune un numéro,*
- *Les Crédits de Paiement sont ouverts dans le budget et constituent les crédits nécessaires à l'exécution annuelle de l'Autorisation de Programme ou d'Engagement.*

L'équilibre du budget ne s'appréciera par rapport aux seuls Crédits de Paiement.

- *Un échéancier pluriannuel prévisionnel de Crédits de Paiements est adopté systématiquement lors de l'ouverture d'une Autorisation de Programme et d'Engagement.*
  Cet échéancier est actualisé concomitamment avec la mise à jour de l'Autorisation de Programme ou d'Engagement,
- *Les Crédits de Paiement compris dans une Autorisation de Programme ou d'Engagement mais non engagés au 31 décembre de l'année courante ne font pas l'objet de report de crédits sur l'année N+1 sous forme de restes à réaliser en dépenses sauf dans trois hypothèses :*
  - *Des retards de travaux indépendants de la volonté de la Ville,*
  - *Un solde d'Autorisations de Programme ou d'Engagement dont le terme est arrivé au cours de l'année courante d'inscription des Crédits de Paiement,*
  - *Des travaux réalisés dans l'année courante dans le cadre du Marché Global de Performance de Voirie mais dont les situations sont établies en année N+1,*
- *En sus de l'état de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement joint à chaque délibération budgétaire, un bilan de la gestion pluriannuelle des Autorisations et des Crédits de Paiement est présenté lors de l'adoption du Compte Financier Unique en incluant les soldes ci-après individuellement et cumulativement :*
  - *Le solde disponible pour affectation des Autorisations de Programme et d'Engagement ouvertes,*
  - *Le solde disponible pour engagement des Autorisations de Programme et d'Engagement ouvertes et affectées,*
  - *Le solde de reste à réaliser sur les Autorisations de Programme et d'Engagement affectées,*
  - *Le solde des restes à réaliser sur les Autorisations de Programme et d'Engagement affectées et engagées,*
  - *Un ratio de couverture par Autorisation de Programme et d'Engagement déterminé par le rapport entre les restes à mandater sur celles-ci et les crédits de paiement mandatés au cours de l'exercice.*

Il est donc proposé d'adopter le Règlement Budgétaire et Financier selon les modalités précisées ci-dessus.

M. le Maire : Adoption du règlement budgétaire et financier pour la mandature actuelle. Ça, c'est purement administratif et formel. Vous avez des questions à ce sujet ? Non ? Je pense qu'il n'y a pas de vote contre et pas d'abstention. C'est ce qui nous permet notamment d'avoir des autorisations de programme et de crédits.

- - - -

Délibération n° 2026-03-17 du 28 avril 2026

Adoption du Règlement Budgétaire et Financier pour la mandature actuelle

Monsieur le Maire expose :

1°) que le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) est un document formalisant les règles internes relatives à la gestion budgétaire et comptable d'une collectivité, il est voté par son assemblée délibérante.

2°) que l'adoption du RBF s'inscrit, conformément aux dispositions de l'article L 1612-30 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans le cadre de la mise en œuvre du référentiel budgétaire et comptable M57.

3°) qu'en principe, l'adoption du Règlement Budgétaire et Financier intervient avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit le renouvellement de l'assemblée. Le RBF peut néanmoins être révisé à tout moment au cours de la mandature, par un nouveau vote de l'assemblée délibérante.

4°) que ledit Règlement doit préciser explicitement les modalités de gestion des Autorisations de Programme, d'Engagement et des Crédits de Paiement ainsi que les modalités d'information du Conseil Municipal sur leur gestion.

5°) qu'il est proposé d'adopter les modalités de gestion et d'information du Conseil Municipal selon les prescriptions suivantes :

- Les Autorisations de Programme et d'Engagement ont une durée de vie précisément limitée et fixée par la délibération de création.
  À défaut de prorogation par le Conseil Municipal, ladite Autorisation est automatiquement caduque dès lors qu'elle n'est pas engagée à l'issue de son terme,
- Les Autorisations de Programme et d'Engagement sont obligatoirement votées dans le cadre d'une délibération budgétaire,
- Les Autorisations de Programme et d'Engagement sont obligatoirement affectées par chapitre, voire individualisées par opération portant chacune un numéro,
- Les Crédits de Paiement sont ouverts dans le budget et constituent les crédits nécessaires à l'exécution annuelle de l'Autorisation de Programme ou d'Engagement.
  L'équilibre du budget ne s'appréciera par rapport aux seuls Crédits de Paiement.
- Un échéancier pluriannuel prévisionnel de Crédits de Paiements est adopté systématiquement lors de l'ouverture d'une Autorisation de Programme et d'Engagement.
  Cet échéancier est actualisé concomitamment avec la mise à jour de l'Autorisation de Programme ou d'Engagement,
- Les Crédits de Paiement compris dans une Autorisation de Programme ou d'Engagement mais non engagés au 31 décembre de l'année courante ne font pas l'objet de report de crédits sur l'année N+1 sous forme de restes à réaliser en dépenses sauf dans trois hypothèses :
  - Des retards de travaux indépendants de la volonté de la Ville,
  - Un solde d'Autorisations de Programme ou d'Engagement dont le terme est arrivé au cours de l'année courante d'inscription des Crédits de Paiement,
  - Des travaux réalisés dans l'année courante dans le cadre du Marché Global de Performance de Voirie mais dont les situations sont établies en année N+1,
- En sus de l'état de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement joint à chaque délibération budgétaire, un bilan de la gestion pluriannuelle des Autorisations et des Crédits de Paiement est présenté lors de l'adoption du Compte Financier Unique en incluant les soldes ci-après individuellement et cumulativement :
  - Le solde disponible pour affectation des Autorisations de Programme et d'Engagement ouvertes,
  - Le solde disponible pour engagement des Autorisations de Programme et d'Engagement ouvertes et affectées,

- Le solde de reste à réaliser sur les Autorisations de Programme et d'Engagement affectées,
- Le solde des restes à réaliser sur les Autorisations de Programme et d'Engagement affectées et engagées,
- Un ratio de couverture par Autorisation de Programme et d'Engagement déterminé par le rapport entre les restes à mandater sur celles-ci et les crédits de paiement mandatés au cours de l'exercice.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 1612-29 et L 1612-30,

Vu la délibération du 11 décembre 2023 adoptant le référentiel comptable et budgétaire M57,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) d'adopter le Règlement Budgétaire et Financier selon les modalités précisées ci-dessus.

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

* * * *

18

Révision n°6 de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement pour la restauration de l'Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage

19

Révision n°3 de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement AP25/MGP pour le Marché Global de Performance de Voirie 2025-2035

20

Révision n°3 de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement pour la rénovation du Front de Mer

21

Révision n°6 de l'Autorisation d'Engagement et de Crédits de Paiement de la rénovation du Palais des Congrès

18) Révision n° 6 de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement pour la restauration de l'Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage

Par délibération du 21 décembre 2020, la Ville a ouvert une Autorisation de Programme de 9 272 072 € TTC et de Crédits de Paiement, dénommée AP20VILLE001, pour la restauration de l'Hôtel de Ville.

Par délibération du 4 avril 2022, la Ville a procédé à une 1ère révision de l'Autorisation de Programme ayant pour objet de modifier les crédits de paiements prévisionnels initiaux.

Par délibération du 28 juin 2023, la Ville a procédé à une 2nde révision de l'Autorisation de Programme ayant pour objet d'actualiser le montant global pour le porter à 10 072 006 € TTC suite à la réalisation des tranches techniques de travaux 1 à 3 et notamment des avenants 1 et 2 du lot 7 (menuiseries double vitrage pour 882 950 € TTC), ainsi que les crédits de paiements prévisionnels en résultant.

Par délibération du 8 avril 2024, la Ville a procédé à une 3ème révision à la suite des travaux de réaménagement du sous-sol de l'Hôtel de Ville en vue d'accueillir les services de la Police Municipale et de la réalisation des tranches techniques de travaux 4 et 5, portant l'autorisation de programme à 11 047 517 TTC et réduisant la durée de validité de l'Autorisation de Programme à 2021-2025 au lieu de 2021-2026.

Par délibération n° 2025-02-22 du 25 avril 2025, la Ville a procédé à une 4ème révision en portant l'Autorisation de Programme à 11 309 640 € TTC, à savoir 10 549 135 € TTC pour les marchés de travaux et de réfection, 735 291 € TTC pour le marché de maîtrise d'œuvre et 25 214 € TTC pour les marchés de contrôle technique des travaux et de coordination.

Par délibération n° 2025-05-51 du 15 décembre 2025, la Ville a procédé à une 5ème révision :

- *en portant l'Autorisation de Programme à 11 417 207 € TTC, à savoir 10 549 135 € TTC pour les marchés de travaux et de réfection, 842 858 € TTC pour le marché de maîtrise d'œuvre et de 25 214 € TTC pour les marchés de contrôle technique des travaux et de coordination ;*
- *en prorogeant d'une année la durée de validité de l'Autorisation de Programme à 2021-2026 au lieu de 2021-2025 ;*
- *en modifiant l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement.*

À cet effet, il convient de modifier l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement comme suit :

Année	CP initiaux votés le 21/12/2020 (en TTC)	Révision des CP le 04/04/2022 (en TTC)	Révision des CP le 28/06/2023 (en TTC)	Révision des CP le 08/04/2024 (en TTC)	Révision des CP le 25/04/2025 (en TTC)	Révision des CP le 15/12/2025 (en TTC)	Révision des CP le 26/04/2026 (en TTC)
2021	3 292 632 €	1 568 579,27 € (réalisé)	1 568 579,27 € (réalisé)	1 568 579,27 € (réalisé)	1 568 579,27 € (réalisé)	1 568 579,27 € (réalisé)	1 568 579,27 € (réalisé)
2022	1 691 238 €	3 415 290,73 €	2 372 386,35 € (réalisé)	2 372 386,35 € (réalisé)	2 372 386,35 € (réalisé)	2 372 386,35 € (réalisé)	2 372 386,35 € (réalisé)
2023	1 451 444 €	1 451 444 €	2 507 484 €	2 323 537,69 € (réalisé)	2 323 537,69 € (réalisé)	2 323 537,69 € (réalisé)	2 323 537,69 € (réalisé)
2024	898 576 €	898 576 €	2 435 839 €	3 000 000 €	2 615 980,60 € (réalisé)	2 615 980,60 € (réalisé)	2 615 980,60 € (réalisé)
2025	868 758 €	868 758 €	961 417 €	1 783 013,69 €	2 300 000 €	1 900 000 €	1 470 481,58 € (réalisé)
2026	1 069 424 €	1 069 424 €	226 300 €	0	0	636 723,09 €	636 724 €
Total	**9 272 072 €**	**9 272 072 €**	**10 072 006 €**	**11 047 517€**	**11 180 483,91€**	**11 417 207 €**	**10 987 689,49€**

Toute Autorisation de Programme et ses révisions éventuelles sont adoptées par le Conseil Municipal, lors de l'adoption du Budget de l'exercice ou des décisions modificatives.

Il est donc proposé de réviser l'Autorisation de Programme intitulée AP20VILLE001 et les Crédits de Paiement correspondants selon les modalités décrites ci-dessus.

M. le Maire : Révision n° 6 de l'autorisation de programme et de crédits de paiement pour la restauration de l'Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage. Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

- - - -

Délibération n° 2026-03-18 du 28 avril 2026

Révision n° 6 de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement pour la restauration de l'Hôtel de Ville du Touquet-Paris-Plage

Monsieur le Maire expose :

1°) que par délibération du 21 décembre 2020, la Ville a ouvert une Autorisation de Programme de 9 272 072 € TTC et de Crédits de Paiement, dénommée AP20VILLE001, pour la restauration de l'Hôtel de Ville.

2°) que par délibération du 4 avril 2022, la Ville a procédé à une 1ère révision de l'Autorisation de Programme ayant pour objet de modifier les crédits de paiements prévisionnels initiaux.

3°) que par délibération du 28 juin 2023, la Ville a procédé à une 2nde révision de l'Autorisation de Programme ayant pour objet d'actualiser le montant global pour le porter à 10 072 006 € TTC suite à la réalisation des tranches techniques de travaux 1 à 3 et notamment des avenants 1 et 2 du lot 7 (menuiseries double vitrage pour 882 950 € TTC), ainsi que les crédits de paiements prévisionnels en résultant.

4°) que par délibération du 8 avril 2024, la Ville a procédé à une 3ème révision à la suite des travaux de réaménagement du sous-sol de l'Hôtel de Ville en vue d'accueillir les services de la Police Municipale et de la réalisation des tranches techniques de travaux 4 et 5, portant l'autorisation de programme à 11 047 517 TTC et réduisant la durée de validité de l'Autorisation de Programme à 2021-2025 au lieu de 2021-2026.

5°) que par délibération n° 2025-02-22 du 25 avril 2025, la Ville a procédé à une 4ème révision en portant l'Autorisation de Programme à 11 309 640 € TTC, à savoir 10 549 135 € TTC pour les marchés de travaux et de réfection, 735 291 € TTC pour le marché de maîtrise d'œuvre et 25 214 € TTC pour les marchés de contrôle technique des travaux et de coordination.

6°) que par délibération n° 2025-05-51 du 15 décembre 2025, la Ville a procédé à une 5ème révision :

- en portant l'Autorisation de Programme à 11 417 207 € TTC, à savoir 10 549 135 € TTC pour les marchés de travaux et de réfection, 842 858 € TTC pour le marché de maîtrise d'œuvre et de 25 214 € TTC pour les marchés de contrôle technique des travaux et de coordination ;
- en prorogeant d'une année la durée de validité de l'Autorisation de Programme à 2021-2026 au lieu de 2021-2025 ;
- en modifiant l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement.

7°) qu'à cet effet, il convient de modifier l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement comme suit :

Année	CP initiaux votés le 21/12/2020 (en TTC)	Révision des CP le 04/04/2022 (en TTC)	Révision des CP le 28/06/2023 (en TTC)	Révision des CP le 08/04/2024 (en TTC)	Révision des CP le 25/04/2025 (en TTC)	Révision des CP le 15/12/2025 (en TTC)	Révision des CP le 26/04/2026 (en TTC)
2021	3 292 632 €	1 568 579,27 € (réalisé)	1 568 579,27 € (réalisé)	1 568 579,27 € (réalisé)	1 568 579,27 € (réalisé)	1 568 579,27 € (réalisé)	1 568 579,27 € (réalisé)
2022	1 691 238 €	3 415 290,73 €	2 372 386,35 € (réalisé)	2 372 386,35 € (réalisé)	2 372 386,35 € (réalisé)	2 372 386,35 € (réalisé)	2 372 386,35 € (réalisé)
2023	1 451 444 €	1 451 444 €	2 507 484 €	2 323 537,69 € (réalisé)	2 323 537,69 € (réalisé)	2 323 537,69 € (réalisé)	2 323 537,69 € (réalisé)
2024	898 576 €	898 576 €	2 435 839 €	3 000 000 €	2 615 980,60 € (réalisé)	2 615 980,60 € (réalisé)	2 615 980,60 € (réalisé)
2025	868 758 €	868 758 €	961 417 €	1 783 013,69 €	2 300 000 €	1 900 000 €	1 470 481,58 € (réalisé)
2026	1 069 424 €	1 069 424 €	226 300 €	0	0	636 723,09 €	636 724 €
Total	**9 272 072 €**	**9 272 072 €**	**10 072 006 €**	**11 047 517€**	**11 180 483,91€**	**11 417 207 €**	**10 987 689,49€**

8°) que toute Autorisation de Programme et ses révisions éventuelles sont adoptées par le Conseil Municipal, lors de l'adoption du Budget de l'exercice ou des décisions modificatives.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2121-29 et L1612-29,

Vu le Budget Primitif adopté le 27 avril 2026,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) de réviser l'Autorisation de Programme intitulée AP20VILLE001 et les Crédits de Paiement correspondants selon les modalités décrites ci-dessus.

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

*** * * ***

19) Révision n° 3 de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement AP25/MGP pour le Marché Global de Performance de Voirie 2025-2035

Par délibération n° 2025-02-24 du 25 avril 2025, la Ville a ouvert et adopté une Autorisation de Programme et de Crédits de Paiements « AP25/MGP » pour la réfection de la voirie et l'enfouissement des réseaux dans le cadre du Plan de Rénovation de la Voirie, des trottoirs et des réseaux.

Par délibération n° 2025-03-01 du 7 juillet 2025, la Ville a attribué le Marché Global de Performance de Voirie au Groupement Eurovia/Citeos/Verdi/Sev Energie pour un montant total de 50 836 024,59 € HT décomposé en une tranche ferme de 33 937 177,05 € HT et une tranche optionnelle de 16 898 847,54 € HT.

Le Marché Global de Performance de Voirie ayant été signé le 10 septembre 2025, le Conseil Municipal a procédé à une 1ère révision de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement par délibération n° 2025-04-37 du 13 octobre 2025.

Par délibération n° 2025-05-47 du 15 décembre 2025, l'Autorisation de Programme a été affectée aux chapitres 458 et 204 en sus du chapitre 23 pour l'enfouissement des travaux de basse-tension.

En outre, les Crédits de Paiement ont été ajustés pour la tranche sur les exercices 2025-2030.

Au vu des travaux réalisés au dernier quadrimestre 2025 pour les rues témoins, des restes à réaliser de l'exercice 2025 et des grappes de rues de l'année 2026, il convient d'ajuster non le montant de l'Autorisation de Programme mais le calendrier prévisionnel et le montant des Crédits de Paiement.

Il est rappelé qu'une Autorisation de Programme est définie comme la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement d'un investissement. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation et peut être révisée au fil du temps.
Les Crédits de Paiements correspondent aux dépenses d'investissement pouvant être mandatées durant l'exercice pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des Autorisations de Programme correspondantes. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte exclusivement des Crédits de Paiements.

Toute Autorisation de Programme et ses révisions éventuelles sont adoptées par le Conseil Municipal, lors de l'adoption du Budget de l'exercice ou des décisions modificatives.
La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement.

Il est donc proposé d'ajuster les Crédits de Paiement prévisionnels pour la Tranche Ferme sur les exercices 2025-2030 selon les modalités suivantes :

Année	CP par délibération du 25/04/2025	CP par délibération du 13/10/2025	CP par délibération du 15/12/2025	CP par délibération du 28 avril 2026
2025	1 060 000 € TTC	1 900 000 € TTC	2 250 000 € TTC	1 669 743 € TTC (réalisé)
2026	1 060 000 € TTC	6 067 709 € TTC	6 067 709 € TTC	5 797 261 € TTC
2027	so	8 596 122 € TTC	8 596 122 € TTC	8 596 122 € TTC
2028	so	7 509 632 € TTC	7 509 632 € TTC	7 509 632 € TTC
2029	so	9 762 914 € TTC	9 762 914 € TTC	9 762 914 € TTC
2030	so	5 400 601 € TTC	5 050 601 € TTC	5 901 306 € TTC
TOTAL	**2 120 000 € TTC**	**39 236 978 € TTC**	**39 236 978 € TTC**	**39 236 978 € TTC**

M. le Maire : Révision n° 3 de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement pour le Marché Global de Performance de Voirie 2025-2035 : ça permet de lisser les choses dans le temps parce que, sinon, par exemple, si on ne fonctionnait pas de cette façon-là, quand on a un projet, on serait obligé, même si le projet se déroule sur 3 ans ou sur 10 ans, de mettre la totalité de la somme dans le budget chaque année, de reporter et de pousser devant nous la somme jusqu'à ce qu'on l'ait épuisée. Avec l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement, ça permet de ne mettre dans le budget que la partie de la somme dont on a véritablement besoin, sachant qu'on a une évaluation, par ailleurs, de la totalité de ce que ça va coûter. C'est une question de bonne gestion financière. J'avais mis en place ça également pour la CA2BM. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? 5 abstentions.

- - - -

Délibération n° 2026-03-19 du 28 avril 2026

Révision n° 3 de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement AP25/MGP pour le Marché Global de Performance de Voirie 2025-2035

Monsieur le Maire expose :

1°) que par délibération n° 2025-02-24 du 25 avril 2025, la Ville a ouvert et adopté une Autorisation de Programme et de Crédits de Paiements « AP25/MGP » pour la réfection de la voirie et l'enfouissement des réseaux dans le cadre du Plan de Rénovation de la Voirie, des trottoirs et des réseaux.

2°) que par délibération n° 2025-03-01 du 7 juillet 2025, la Ville a attribué le Marché Global de Performance de Voirie au Groupement Eurovia/Citeos/Verdi/Sev Energie pour un montant total de 50 836 024,59 € HT décomposé en une tranche ferme de 33 937 177,05 € HT et une tranche optionnelle de 16 898 847,54 € HT.

3°) que le Marché Global de Performance de Voirie ayant été signé le 10 septembre 2025, le Conseil Municipal a procédé à une 1ère révision de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement par délibération n° 2025-04-37 du 13 octobre 2025.

4°) que par délibération n° 2025-05-47 du 15 décembre 2025, l'Autorisation de Programme a été affectée aux chapitres 458 et 204 en sus du chapitre 23 pour l'enfouissement des travaux de basse-tension.

5°) qu'en outre, les Crédits de Paiement ont été ajustés pour la tranche sur les exercices 2025-2030.

6°) qu'au vu des travaux réalisés au dernier quadrimestre 2025 pour les rues témoins, des restes à réaliser de l'exercice 2025 et des grappes de rues de l'année 2026, il convient d'ajuster non le montant de l'Autorisation de Programme mais le calendrier prévisionnel et le montant des Crédits de Paiement.

7°) qu'il est rappelé qu'une Autorisation de Programme est définie comme la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement d'un investissement. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation et peut être révisée au fil du temps.
Les Crédits de Paiements correspondent aux dépenses d'investissement pouvant être mandatées durant l'exercice pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des Autorisations de Programme correspondantes. L'équilibre

budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte exclusivement des Crédits de Paiements.

8°) que toute Autorisation de Programme et ses révisions éventuelles sont adoptées par le Conseil Municipal, lors de l'adoption du Budget de l'exercice ou des décisions modificatives.
La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement.

Vu l'article L 106 III de la loi Notre,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2121-29, L2311-3, L5217-10-7, R2311-9 et D5217-11,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57 au 1er janvier 2026,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Ville,

Vu le Budget Primitif adopté le 28 avril 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 22 Voix Pour et 5 Abstentions (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM et Mme Roswitha LEON),

1°) d'ajuster les Crédits de Paiement prévisionnels pour la Tranche Ferme sur les exercices 2025-2030 selon les modalités suivantes :

Année	CP par délibération du 25/04/2025	CP par délibération du 13/10/2025	CP par délibération du 15/12/2025	CP par délibération du 28 avril 2026
2025	1 060 000 € TTC	1 900 000 € TTC	2 250 000 € TTC	1 669 743 € TTC (réalisé)
2026	1 060 000 € TTC	6 067 709 € TTC	6 067 709 € TTC	5 797 261 € TTC
2027	so	8 596 122 € TTC	8 596 122 € TTC	8 596 122 € TTC
2028	so	7 509 632 € TTC	7 509 632 € TTC	7 509 632 € TTC
2029	so	9 762 914 € TTC	9 762 914 € TTC	9 762 914 € TTC
2030	so	5 400 601 € TTC	5 050 601 € TTC	5 901 306 € TTC
TOTAL	**2 120 000 € TTC**	**39 236 978 € TTC**	**39 236 978 € TTC**	**39 236 978 € TTC**

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-Mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-Mer.

* * * *

20) Révision n° 3 de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiements pour la rénovation du Front de Mer

Par délibération n° 2023-05-58 du 16 décembre 2024, la Ville a adopté une Autorisation de Programme « FM2030 » pour un montant de 595 000 € TTC avec une répartition des Crédits de Paiement entre les exercices 2024 et 2025.

À la suite de l'attribution du marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, le 23 décembre 2024, la Ville a révisé l'Autorisation de Programme, par délibération n° 2025-02-25 du 25 avril 2025 en intégrant des compléments d'études techniques complémentaires nécessaires à la rédaction du Programme Fonctionnel des Besoins, à

savoir un diagnostic faune-flore, une étude de trafic et des études géotechniques dénommées G5 sur la solidité des perrés et des cabines de plage.

Ainsi, la Ville avait porté l'Autorisation de Programme à 500 000 € TTC au lieu de 595 000 € TTC et avait modifié l'inscription prévisionnelle des crédits de paiement sur la période 2024-2026.

À la suite des avis favorables de FIN INFRA le 25 juin 2025 et de la Direction Générale des Finances Publiques le 24 juin 2025, la Ville a procédé à une 2ème révision de l'Autorisation de Programme, par délibération n° 2025-05-50 du 15 décembre 2025 en modifiant le calendrier prévisionnel des Crédits de Paiement 2024-2026 sans modifier le montant de l'Autorisation de Programme demeurant à 500 000 € TTC.

Il convient d'adapter l'Autorisation de Programme et le calendrier prévisionnel des Crédits de Paiement au vu des évolutions en cours notamment urbanistiques et environnementales.

À cet effet, il convient de procéder à une 3ème révision de l'Autorisation de Programme afin de modifier la durée de l'Autorisation de Programme et le calendrier prévisionnel des Crédits de Paiement sans modifier le montant de l'Autorisation de Programme.

Il est rappelé qu'une Autorisation de Programme est définie comme la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement d'un investissement. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation et peut être révisée au fil du temps.
Les Crédits de Paiement correspondent aux dépenses d'investissement pouvant être mandatées durant l'exercice pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des Autorisations de Programme correspondantes. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte exclusivement des Crédits de Paiements.

Toute Autorisation de Programme et ses révisions éventuelles sont adoptées par le Conseil Municipal, lors de l'adoption du budget de l'exercice et de ses décisions modificatives.
La délibération de création de l'Autorisation de Programme fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement.

Il est donc proposé de modifier la durée de l'Autorisation de Programme pour la porter à 2027 au lieu de 2026 ainsi que le calendrier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'Autorisation de Programme ***«FM2030*** *» sur la période 2024-2027 relatifs à la rénovation du Front de Mer selon les modalités suivantes :*

	Délibération du 16 décembre 2024	***Délibération du 25 avril 2025***	***Délibération du 15 décembre 2025***	***Délibération du 27 avril 2026***
***2024 dont** :*	***90 000 €***	***0 €***	***0 €***	***0 €***
Assistance à maîtrise d'ouvrage	*65 000 €*	*0 € (réalisé)*	*0 € (réalisé)*	*0 € (réalisé)*
Etudes de sols et diagnostics	*25 000 €*	*0 € (réalisé)*	*0 € (réalisé)*	*0 € (réalisé)*
***2025 dont** :*	***505 000 €***	***357 000 €***	***309 000 €***	***261 252 €***
Assistance à Maîtrise d'ouvrage	*475 000 €*	*165 000 €*	*216 000 €*	*184 319,40 € (réalisé)*
Etudes de sols et				

diagnostics pollution	*30 000 €*	*42 000 €*	*42 000 €*	*76 932,60 € (réalisé)*
Etudes techniques complémentaires	*Sans objet*	*150 000 €*	*51 000 €*	*0 € (réalisé)*
2026 dont :	*0 €*	***107 250 €***	***191 000 €***	***140 000 €***
Assistance à Maitrise d'Ouvrage	*0 €*	*57 250 €*	*138 480 €*	*84 146 €*
Etudes techniques, environnementales	*0 €*	*50 000 €*	*52 520 €*	*55 854 €*
2027				***98 748 €***
Assistance à Maitrise d'Ouvrage				*98 748 €*

M. le Maire : Révision n° 3 de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement AP25MGP pour la rénovation du Front de mer. Qui vote contre ? 5 votes contre.

- - - -

Délibération n° 2026-03-20 du 28 avril 2026

Révision n° 3 de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiements pour la rénovation du Front de Mer

Monsieur le Maire expose :

1°) que par délibération n° 2023-05-58 du 16 décembre 2024, la Ville a adopté une Autorisation de Programme « FM2030 » pour un montant de 595 000 € TTC avec une répartition des Crédits de Paiement entre les exercices 2024 et 2025.

2°) qu'à la suite de l'attribution du marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, le 23 décembre 2024, la Ville a révisé l'Autorisation de Programme, par délibération n° 2025-02-25 du 25 avril 2025 en intégrant des compléments d'études techniques complémentaires nécessaires à la rédaction du Programme Fonctionnel des Besoins, à savoir un diagnostic faune-flore, une étude de trafic et des études géotechniques dénommées G5 sur la solidité des perrés et des cabines de plage.

3°) qu'ainsi, la Ville avait porté l'Autorisation de Programme à 500 000 € TTC au lieu de 595 000 € TTC et avait modifié l'inscription prévisionnelle des crédits de paiement sur la période 2024-2026.

4°) qu'à la suite des avis favorables de FIN INFRA le 25 juin 2025 et de la Direction Générale des Finances Publiques le 24 juin 2025, la Ville a procédé à une 2ème révision de l'Autorisation de Programme, par délibération n° 2025-05-50 du 15 décembre 2025 en modifiant le calendrier prévisionnel des Crédits de Paiement 2024-2026 sans modifier le montant de l'Autorisation de Programme demeurant à 500 000 € TTC.

5°) qu'il convient d'adapter l'Autorisation de Programme et le calendrier prévisionnel des Crédits de Paiement au vu des évolutions en cours notamment urbanistiques et environnementales.

6°) qu'à cet effet, il convient de procéder à une 3ème révision de l'Autorisation de Programme afin de modifier la durée de l'Autorisation de Programme et le calendrier prévisionnel des Crédits de Paiement sans modifier le montant de l'Autorisation de Programme.

7°) qu'il est rappelé qu'une Autorisation de Programme est définie comme la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement d'un investissement. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation et peut être révisée au fil du temps.
Les Crédits de Paiement correspondent aux dépenses d'investissement pouvant être mandatées durant l'exercice pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des Autorisations de Programme correspondantes. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte exclusivement des Crédits de Paiements.

8°) que toute Autorisation de Programme et ses révisions éventuelles sont adoptées par le Conseil Municipal, lors de l'adoption du budget de l'exercice et de ses décisions modificatives.
La délibération de création de l'Autorisation de Programme fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2121-29 et L1612-29,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57 applicable au 1er janvier 2026,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier adopté le 28 avril 2025,

Vu le Budget Primitif adopté le 28 avril 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 22 Voix Pour et 5 Voix Contre (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM et Mme Roswitha LEON),

1°) de modifier la durée de l'Autorisation de Programme pour la porter à 2027 au lieu de 2026 ainsi que le calendrier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'Autorisation de Programme **«FM2030** » sur la période 2024-2027 relatifs à la rénovation du Front de Mer selon les modalités suivantes :

	Délibération du 16 décembre 2024	**Délibération du 25 avril 2025**	**Délibération du 15 décembre 2025**	**Délibération du 27 avril 2026**
2024 dont :	**90 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Assistance à maîtrise d'ouvrage	65 000 €	0 € (réalisé)	0 € (réalisé)	0 € (réalisé)
Etudes de sols et				

diagnostics	25 000 €	0 € (réalisé)	0 € (réalisé)	0 € (réalisé)
2025 dont :	**505 000 €**	**357 000 €**	**309 000 €**	**261 252 €**
Assistance à Maîtrise d'ouvrage	475 000 €	165 000 €	216 000 €	184 319,40 € (réalisé)
Etudes de sols et diagnostics pollution	30 000 €	42 000 €	42 000 €	76 932,60 € (réalisé)
Etudes techniques complémentaires	Sans objet	150 000 €	51 000 €	0 € (réalisé)
2026 dont :	0 €	**107 250 €**	**191 000 €**	**140 000 €**
Assistance à Maitrise d'Ouvrage	0 €	57 250 €	138 480 €	84 146 €
Etudes techniques, environnementales	0 €	50 000 €	52 520 €	55 854 €
2027				**98 748 €**
Assistance à Maitrise d'Ouvrage				98 748 €

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

*** * * ***

21) Révision n° 6 de l'Autorisation d'Engagement et de Crédits de Paiement de la Rénovation du Palais des Congrès

Par délibération n° 2016-04-14e du 18 juillet 2016, la Ville a adopté une Autorisation d'Engagement et de Crédits de Paiement (AE16PALAIS001) pour la rénovation du Palais des Congrès dans le cadre de contrat de partenariat signé le 28 juillet 2016 d'un montant de 6 979 962 € affectée au chapitre 011 « Charges à caractère général » pour 4 982 153 € et au chapitre 66 « charges financières » pour 1 997 809 €.

Par délibérations n° 2018-07-08c3 du 9 avril 2018, n° 2019-03-12c du 08 avril 2019, n° 2020-03-11b du 27 juillet 2020, n° 2022-02-29 du 4 avril 2022 et n° 2024-03-44 du 24 juin 2024, la Ville a procédé à 5 révisions de l'Autorisation d'Engagement la portant in fine à 7 998 259 € HT affectée au chapitre 011 « Charges à caractère général » pour 6 135 170 € HT et au chapitre 66 « Charges financières » pour 1 863 089 € HT.

Il convient de réviser les Crédits de Paiement 2024-2028 selon les modalités suivantes :

	Charges financières	*Charges à caractère général*
2024	*144 271,42 € (réalisé)*	*385 935,45 € (réalisé)*
2025	*116 318,94 € (réalisé)*	*370 079,43 € (réalisé)*
2026	*108 000 €*	*400 000 €*
2027	*98 932,28 €*	*410 000 €*
2028	*89 789,36 €*	*433 985,12 €*

Il est rappelé qu'une Autorisation d'Engagement constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement de dépenses de fonctionnement à l'exclusion des dépenses de personnel.
Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation et peut être révisée au fil du temps.
Les Crédits de Paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement correspondantes.

Toute Autorisation d'Engagement et ses révisions éventuelles sont adoptées par le Conseil Municipal, lors de l'adoption du Budget de l'exercice ou des décisions modificatives.

Il est donc proposé de réviser les Crédits de Paiement pour la période 2024-2028 selon les modalités suivantes :

	Charges financières	*Charges à caractère général*
2024	*144 271,42 € (réalisé)*	*385 935,45 € (réalisé)*
2025	*116 318,94 € (réalisé)*	*370 079,43 € (réalisé)*
2026	*108 000 €*	*400 000 €*
2027	*98 932,28 €*	*410 000 €*
2028	*89 789,36 €*	*433 985,12 €*

M. le Maire : Révision n° 6 de l'Autorisation d'Engagement et de Crédits de Paiement du Palais des Congrès. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Pardon ? Il y a une abstention ? M. BLARINGHEM. C'est ce qu'il reste à payer pour le Palais des Congrès. Il n'y a pas de souci, c'est pas... enfin, comme vous voulez. Non, il n'y a pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

- - - -

Délibération n° 2026-03-21 du 28 avril 2026

Révision n° 6 de l'Autorisation d'Engagement et de Crédits de Paiement de la Rénovation du Palais des Congrès

Monsieur le Maire expose :

1°) que par délibération n° 2016-04-14e du 18 juillet 2016, la Ville a adopté une Autorisation d'Engagement et de Crédits de Paiement (AE16PALAIS001) pour la rénovation du Palais des Congrès dans le cadre de contrat de partenariat signé le 28 juillet 2016 d'un montant de 6 979 962 € affectée au chapitre 011 « Charges à caractère général » pour 4 982 153 € et au chapitre 66 « charges financières » pour 1 997 809 €.

2°) que par délibérations n° 2018-07-08c3 du 9 avril 2018, n° 2019-03-12c du 08 avril 2019, n° 2020-03-11b du 27 juillet 2020, n° 2022-02-29 du 4 avril 2022 et n° 2024-03-44 du 24 juin 2024, la Ville a procédé à 5 révisions de l'Autorisation d'Engagement la portant in fine à 7 998 259 € HT affectée au chapitre 011 « Charges à caractère général » pour 6 135 170 € HT et au chapitre 66 « Charges financières » pour 1 863 089 € HT.

3°) qu'il convient de réviser les Crédits de Paiement 2024-2028 selon les modalités suivantes :

	Charges financières	Charges à caractère général
2024	144 271,42 € (réalisé)	385 935,45 € (réalisé)
2025	116 318,94 € (réalisé)	370 079,43 € (réalisé)
2026	108 000 €	400 000 €
2027	98 932,28 €	410 000 €
2028	89 789,36 €	433 985,12 €

4°) qu'il est rappelé qu'une Autorisation d'Engagement constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement de dépenses de fonctionnement à l'exclusion des dépenses de personnel.
Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation et peut être révisée au fil du temps.
Les Crédits de Paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement correspondantes.

5°) que toute Autorisation d'Engagement et ses révisions éventuelles sont adoptées par le Conseil Municipal, lors de l'adoption du Budget de l'exercice ou des décisions modificatives.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2121-29 et L 1612-29,

Vu le Budget Primitif adopté le 27 avril 2026,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier adopté le 27 avril 2026,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) de réviser les Crédits de Paiement pour la période 2024-2028 selon les modalités suivantes :

	Charges financières	Charges à caractère général
2024	144 271,42 € (réalisé)	385 935,45 € (réalisé)
2025	116 318,94 € (réalisé)	370 079,43 € (réalisé)
2026	108 000 €	400 000 €
2027	98 932,28 €	410 000 €
2028	89 789,36 €	433 985,12 €

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

*** * * ***

22

Ouverture d'une autorisation de Programme et de crédits de Paiement pour la restauration complète de l'Eglise Sainte-Jeanne d'Arc

23

Adoption des modalités d'amortissement pour la Régie Autonome du Palais des Congrès au 1er janvier 2026

24

Approbation du Budget Primitif 2026 du Budget Principal de la Ville

22) Ouverture d'une Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement pour la restauration complète de l'Église Sainte-Jeanne d'Arc

En 2023 et 2024, la Ville avait entrepris la restauration de l'Église en commençant par les vitraux, puis en 2025 le clocher à la suite de la tempête Ciaran en redonnant tout son éclat originel.

Il convient d'amplifier et d'achever par un programme pluriannuel visant les façades extérieures, le pignon sud de l'église, les menuiseries du sous-sol, et la réfection intérieure, éclairage inclus.

Il convient donc d'ouvrir une nouvelle autorisation de programme dénommée « EGLISE26-28 » d'une période de 3 ans (2026-2028) dont le montant sera de 580 000 € TTC, affectée au chapitre 21 ainsi qu'un calendrier prévisionnel de Crédits de Paiements.

Il est rappelé qu'une Autorisation de Programme est définie comme la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement d'un investissement. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation et peut être révisée au fil du temps.
Les Crédits de Paiement correspondent aux dépenses d'investissement pouvant être mandatées durant l'exercice pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des Autorisations de Programme correspondantes. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte exclusivement des Crédits de Paiements.

Toute Autorisation de Programme et ses révisions éventuelles sont adoptées par le Conseil Municipal, lors de l'adoption du Budget de l'exercice ou des décisions modificatives.
La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement.

Il est donc proposé :

- *d'ouvrir l'Autorisation de Programme EGLISE26-28 pour un montant de 580 000 € TTC et les Crédits de Paiement prévisionnels relatifs à la restauration de l'Église Sainte-Jeanne d'Arc selon les modalités suivantes :*

2026	*100 000 € TTC*
2027	*400 000 € TTC*

2028	*80 000 € TTC*

- *d'affecter l'Autorisation de Programme au chapitre 21,*
- *d'annexer au budget primitif 2026, l'annexe budgétaire correspondant au suivi de cette nouvelle Autorisation de Programme.*

M. le Maire : Ouverture d'une autorisation de programme et de crédit de paiement pour la restauration complète de l'Église Jeanne d'Arc. Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? Pour aller à la messe dimanche.

- - - -

Délibération n° 2026-03-22 du 28 avril 2026

Ouverture d'une autorisation de Programme et de Crédits de Paiement pour la restauration complète de l'Église Sainte-Jeanne d'Arc

Monsieur le Maire expose :

1°) qu'en 2023 et 2024, la Ville avait entrepris la restauration de l'Église en commençant par les vitraux, puis en 2025 le clocher à la suite de la tempête Ciaran en redonnant tout son éclat originel.

2°) qu'il convient d'amplifier et d'achever par un programme pluriannuel visant les façades extérieures, le pignon sud de l'église, les menuiseries du sous-sol, et la réfection intérieure, éclairage inclus.

3°) qu'il convient donc d'ouvrir une nouvelle autorisation de programme dénommée « EGLISE26-28 » d'une période de 3 ans (2026-2028) dont le montant sera de 580 000 € TTC, affectée au chapitre 21 ainsi qu'un calendrier prévisionnel de Crédits de Paiements.

4°) qu'il est rappelé qu'une Autorisation de Programme est définie comme la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement d'un investissement. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation et peut être révisée au fil du temps.
Les Crédits de Paiement correspondent aux dépenses d'investissement pouvant être mandatées durant l'exercice pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des Autorisations de Programme correspondantes. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte exclusivement des Crédits de Paiements.

5°) que toute Autorisation de Programme et ses révisions éventuelles sont adoptées par le Conseil Municipal, lors de l'adoption du Budget de l'exercice ou des décisions modificatives.
La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2121-29, L2311-3, L5217-10-7, R2311-9 et D5217-11

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Ville adopté le 28 avril 2026,

Vu le Budget Primitif adopté le 28 avril 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 24 avril 2026,

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) d'ouvrir l'Autorisation de Programme EGLISE26-28 pour un montant de 580 000 € TTC et les Crédits de Paiement prévisionnels relatifs à la restauration de l'Église Sainte-Jeanne d'Arc selon les modalités suivantes :

2026	100 000 € TTC
2027	400 000 € TTC
2028	80 000 € TTC

2°) d'affecter l'Autorisation de Programme au chapitre 21.

3°) d'annexer au budget primitif 2026, l'annexe budgétaire correspondant au suivi de cette nouvelle Autorisation de Programme.

4°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-Mer.

*** * * ***

23) Adoption des modalités d'amortissement pour la Régie Autonome du Palais des Congrès au 1er janvier 2026

L'instruction budgétaire et comptable M4 s'applique à la Régie Autonome du Palais des Congrès notamment dans ses dispositions spécifiques relatives à l'amortissement des immobilisations.

Afin de s'adapter à la durée de vie réelle des biens, il est proposé de fixer, comme suit, les modalités d'amortissement des biens acquis par la Régie :

- *Les biens dont la valeur d'acquisition est inférieure à 8 000 € HT seront amortis à compter du 1er janvier de l'année suivant leur acquisition,*
- *Les biens dont la valeur d'acquisition individuelle ou les immobilisations corporelles ou incorporelles constituant un lot unique d'éléments individuels et inférieurs à 2 800 € HT seront amortis sur un an,*
- *Les durées d'amortissement des biens acquis par la Régie Autonome du Palais des Congrès sont les suivantes :*
  - *Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion (compte 203) : **5 ans** dès lors qu'ils n'ont pas fait l'objet de réalisation d'immobilisations corporelles ou incorporelles définitives,*
  - *Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (compte 205) : **3 à 5 ans** selon la durée contractuelle prévue,*
  - *Droit au bail (compte 206) : Durée contractuelle du droit au bail et à défaut non amortissable,*
  - *Bâtiments (compte 2131) : La durée de principe est de 30 ans mais selon la durée de vie économique pourra être réduite à 25 ans ou augmentée à 40 ans,*
  - *Installations générales, agencements, aménagements des constructions (compte 2135) : **5 ou 10 ans** en fonction de la nature, de l'usage et de la durée de vie économique réelle du bien,*
  - *Autres constructions (compte 2138) : **20 ans,***
  - *Matériel industriel (compte 2154) : **5 ou 10 ans** en fonction de la nature, de l'usage et de la durée de vie économique réelle du bien,*

- *Outillage industriel (compte 2155) :* ***8 ans,***
- *Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels (compte 2157) :* ***8 ans,***
- *Autres (compte 2158) :* ***8 ans,***
- *Installations générales, agencements et aménagements divers (compte 2181) :* ***5 ou 10 ans*** *en fonction de la nature, de l'usage et de la durée de vie économique réelle du bien,*
- *Matériel de transport (compte 2182) :* ***2 ans*** *pour les biens d'occasion de plus de 5 ans et* ***5 ans*** *pour les biens neufs ou les biens d'occasion de moins de 5 ans,*
- *Matériel de bureau et matériel informatique (2183) :* ***3 ans*** *sauf les serveurs (5 ans),*
- *Mobilier (compte 2184) :* ***5 ans,***
- *Autres (compte 2188) :* ***8 ans.***

Il est donc proposé de fixer, à compter du 1er janvier 2026 et sans remettre en cause les amortissements déjà comptabilisés au titre des exercices antérieurs, les durées et modalités d'amortissement comme décrites ci-dessus.

M. le Maire : Adoption des modalités d'amortissement pour la Régie Autonome du Palais des Congrès au 1er janvier 2026. Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

- - - -

Délibération n° 2026-03-23 du 28 avril 2026

Adoption des modalités d'amortissement

pour la Régie Autonome du Palais des Congrès au 1er janvier 2026

Monsieur le Maire expose :

1°) que l'instruction budgétaire et comptable M4 s'applique à la Régie Autonome du Palais des Congrès notamment dans ses dispositions spécifiques relatives à l'amortissement des immobilisations.

2°) qu'afin de s'adapter à la durée de vie réelle des biens, il est proposé de fixer, comme suit, les modalités d'amortissement des biens acquis par la Régie :

- Les biens dont la valeur d'acquisition est inférieure à 8 000 € HT seront amortis à compter du 1er janvier de l'année suivant leur acquisition,
- Les biens dont la valeur d'acquisition individuelle ou les immobilisations corporelles ou incorporelles constituant un lot unique d'éléments individuels et inférieurs à 2 800 € HT seront amortis sur un an,
- Les durées d'amortissement des biens acquis par la Régie Autonome du Palais des Congrès sont les suivantes :
  - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion (compte 203) : **5 ans** dès lors qu'ils n'ont pas fait l'objet de réalisation d'immobilisations corporelles ou incorporelles définitives,
  - Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (compte 205) : **3 à 5 ans** selon la durée contractuelle prévue,
  - Droit au bail (compte 206) : Durée contractuelle du droit au bail et à défaut non amortissable,
  - Bâtiments (compte 2131) : La durée de principe est de 30 ans mais selon la durée de vie économique pourra être réduite à 25 ans ou augmentée à 40 ans,

- Installations générales, agencements, aménagements des constructions (compte 2135) : **5 ou 10 ans** en fonction de la nature, de l'usage et de la durée de vie économique réelle du bien,
- Autres constructions (compte 2138) : **20 ans,**
- Matériel industriel (compte 2154) : **5 ou 10 ans** en fonction de la nature, de l'usage et de la durée de vie économique réelle du bien,
- Outillage industriel (compte 2155) : **8 ans,**
- Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels (compte 2157) : **8 ans,**
- Autres (compte 2158) : **8 ans,**
- Installations générales, agencements et aménagements divers (compte 2181) : **5 ou 10 ans** en fonction de la nature, de l'usage et de la durée de vie économique réelle du bien,
- Matériel de transport (compte 2182) : **2 ans** pour les biens d'occasion de plus de 5 ans et **5 ans** pour les biens neufs ou les biens d'occasion de moins de 5 ans,
- Matériel de bureau et matériel informatique (2183) : **3 ans** sauf les serveurs (5 ans),
- Mobilier (compte 2184) : **5 ans,**
- Autres (compte 2188) : **8 ans.**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2121-29, R2321-1 et suivants,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 4,

Vu l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la Régie Autonome du Palais des Congrès en date du 27 avril 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) de fixer, à compter du 1er janvier 2026 et sans remettre en cause les amortissements déjà comptabilisés au titre des exercices antérieurs, les durées et modalités d'amortissement comme décrites ci-dessus.

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

*** * * ***

24) <u>Approbation du Budget Primitif 2026 du Budget Principal de la Ville</u> (document transmis)

<u>Rapport de présentation du Budget Principal 2026 de la Ville</u> :

Le budget primitif 2026 est la première traduction des orientations de la nouvelle mandature présentées lors du Débat d'Orientation Budgétaire du 13 avril 2026 dans un environnement économique et monétaire bouleversé par le conflit du Moyen-Orient et fragilisé par la soutenabilité de la dette publique nationale.

Deux maîtres mots structurent le budget primitif 2026 :

- *La prudence par une maîtrise accrue de nos dépenses réelles de fonctionnement, tant les charges courantes que la masse salariale, dans un contexte de rebond attendu de l'inflation et sans augmentation des taux communaux de la taxe foncière et de la taxe d'habitation*
- *L'action au service des Touquettois par notre capacité d'investissement, déjà élevée, pour financer les projets majeurs du long terme (le Plan de rénovation de la voirie 2025-2034 et le Front de Mer) mais aussi les investissements du quotidien (aménagements de proximité, crèche, sécurité, sport, patrimoine naturel et architectural).*

  Renforcer notre capacité d'autofinancement des investissements permet non seulement une maîtrise de notre dette et de nos charges financières mais aussi la mise en oeuvre sereine et méthodique des projets de la nouvelle équipe municipale dans le cadre pluriannuel validé par Bercy en juin 2025.

A l'instar des années précédentes, il est rappelé que les recettes et dépenses dites d'ordre, c'est-à-dire ne générant aucun encaissement ou décaissement, seront examinées dans le point IV du présent rapport.

En effet, il s'agit d'opérations afférentes aux travaux en régie, aux dotations aux amortissements ou au virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement et l'excédent de fonctionnement reporté après la couverture éventuelle du besoin de financement du compte financier unique 2025.

Ces opérations sont symétriques et équilibrées, à savoir qu'une dépense d'ordre de fonctionnement est une recette d'ordre d'investissement et inversement.

Ces opérations n'ont aucune incidence sur l'analyse des dépenses et recettes réelles.

I Une maîtrise accrue de nos dépenses réelles de fonctionnement pour affronter l'incertitude économique et renforcer notre capacité d'investissement.

Les dépenses réelles de fonctionnement sont de 38 250 287 ***€*** *au budget primitif 2026 contre 40 058 483,89 € au budget primitif 2025*

L'écart est de – 1 808 196,89 €, soit -4,51 %.

Cette baisse importante doit être amendée par la révision comptable et fiscale opérée en dépense et recette de fonctionnement au BP 2025.

Si cette révision exceptionnelle est prise en compte et neutralisée alors les dépenses réelles de fonctionnement baissent de 2,11 % au BP 2026

L'incertitude économique actuelle et ses répercussions directes et indirectes sur le coût des matières premières, le carburant, les taux d'intérêts des emprunts, le marché immobilier (les droits de mutation), la consommation (le tourisme) a été prise en compte dans l'élaboration du budget primitif 2026.

Par ailleurs, l'augmentation modeste des valeurs locatives, 0,8 % en 2026 et la correction technique des bases d'imposition de la taxe d'habitation (- 284 K€ de produits fiscaux) confortent la Ville à la prudence.

Néanmoins, il convient de rassurer les Touquettois : les services actuels ne seront pas dégradés et les neufs axes prioritaires du ROB 2026 seront mis en œuvre.

► *S'agissant* ***des charges à caractère général (chapitre 011)****, celles-ci sont* ***de 9 337 180,38 € au budget primitif 2026 contre 9 755 949,33 € au budget primitif 2025.***

L'écart est de – 418 768 €, soit une baisse de 4,30 %,

En dépit de cette baisse prudente et mesurée, les charges à caractère général ont été orientées sur les axes prioritaires notamment :

- *La voirie avec la poursuite de la résorption des points noirs en voirie ainsi que le renouvellement annuel de 165 lanternes,*
- *L'environnement, le cadre de vie, la propreté publique, les espaces verts et le patrimoine naturel avec la poursuite des plantations d'essences diversifiées, la restauration des parcours pédestres et cyclistes, la prévention des incendies, un nouvel appel d'offres pour le nettoyage de la voirie et de la plage,*
- *Le Parc Mécanique avec l'optimisation de la gestion de la flotte légère par une mutualisation accrue entre les services et par l'acquisition de véhicules lourds évitant le recours à la location,*
- *La santé par les urgences dentaires (février 2026) et l'accueil de nouveaux professionnels,*
- *L'accompagnement des ainés et des personnes en situation de handicap mais aussi de nos associations sportives et culturelles*
- *Une focale particulière sur la petite enfance et la jeunesse : nouvelles animations durant la pause méridienne, nouvelle amplitude, bourses communales, le Pass Touquet Sport, le nouveau portail famille…*
- *La sécurité et la tranquillité publique, notamment par la création d'une brigade de protection animale et d'une unité de police administrative et de contrôle*

►*La ventilation des principaux postes de charges à caractère général entre les services municipaux est la suivante*

- *Voirie (éclairage public, VRD, mobilier urbain, signalisation) : 573 500 €,*
- *Patrimoine et Bâtiments (entretien, réparations et sécurité) :251 700 €,*
- *Espaces Verts, Cadre de Vie et Environnement (propreté publique, plage, évènements, aménagements pédestres, entretien des fossés, biodiversité, plantations…) : 1 843 588 €*
- *Energie (eau, électricité, gaz) : 1 122 050 €,*
- *Parc mécanique : 1 011 800 €,*
- *La Culture : 375 703 €,*
- *La Jeunesse et les Sports :474 226 €,*
- *La sécurité et la tranquillité publique : 300 814 €*
- *Le magasin municipal : 410 640 €,*
- *Le service juridique, les assurances et la gestion du domaine public : 529 574 €,*
- *Le système informatique et la cyber-sécurité: 258 407 €,*
- *Les moyens généraux, la reprographie et protocole : 403 274 €,*
- *La communication mutualisée avec Touquet & Co, démocratie locale et vie des quartiers: 310 000 €.*

►Quant aux charges de personnel (chapitre 012), celles-ci s'élèvent à 21 671 249 € au budget primitif 2026 contre 21 500 000 € au budget primitif 2025.

L'écart s'élève à + 171 249 €, soit une augmentation modique de 0,8 % alors que les contraintes sont les suivantes :

- *L'augmentation de 3 % de la contribution patronale au régime de retraite CNRACL,* ***soit + 270 K€****,*
- *La participation obligatoire à la complémentaire santé (PSC), soit 15 € par mois et par agent,* ***soit + 13 K€,***

- *Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) estimé à 1 % de la masse salariale **soit 215 K€**,*
- *Des départs à la retraite confirmés pour 2026 au nombre de 16, représentant **501 K€** soustraits de nos projections,*
- *Des recrutements engagés en ce début d'exercice et ceux liés aux remplacements des départs dont le non remplacement perturberait fortement la continuité de service pour un montant prévisionnel de **655 K €.***

Au total, la Ville devra absorber près de 652 K€ de hausse de la masse salariale, dans un contexte marqué par le nouveau mandat, les enjeux liés aux projets structurants et l'exigence du maintien de la qualité du service public, impliquant un point d'équilibre soutenable en matière d'effectifs.

Ces évolutions budgétaires traduisent également la volonté municipale de concentrer les moyens sur les priorités du mandat, notamment l'amélioration du cadre de vie, la propreté urbaine, la sécurité, l'entretien du patrimoine communal et l'accompagnement des grands projets structurants de la collectivité.

Ainsi, ces orientations fortes soulignent la volonté de disposer d'une administration plus réactive, plus visible et plus efficiente, en concentrant les moyens humains sur les missions à forte valeur ajoutée pour le service public et en investissant sur notre capital humain existant considérant que la formation devient un enjeu central de performance et de pérennité de l'action publique locale.

►Pour le poste « Autres charges courantes » (chapitre 65), elles s'élèvent à 6 746 857,62 € au BP 2026 contre 7 852 065,56 € au BP 2025.

L'écart brut est de 1 105 208 € soit - 14,07 %.

En réalité, l'écart n'est que de 122 464 € car le budget primitif 2025 incluait une révision comptable et fiscale de la cession d'une parcelle du parking des Saules à Vilogia enregistrée en 2024 en TTC et non en HT pour 982 744 €
Symétriquement, la correction avait été également faite en recette au BP 2025.

L'écart brut de 1 105 208 € combine simultanément des hausses et des baisses dont les principales sont les suivantes:

- *Une baisse de la participation communale à la régie T & Co de 100 000 € au BP 2026 par rapport au BP 2025,*
- *La révision comptable et fiscale au BP 2025,*
- *Une légère baisse de la subvention au CCAS de 1 905 € : 1 348 235 € au BP 2026 contre 1 350 140 € au BP 2025*
- *Une augmentation de la subvention de 52 326 € pour contraintes de service public versée à la Régie Autonome du Palais : 238 326 € au BP 2026 contre 184 000 € au BP 2025,*
- *Une relative baisse des subventions attribuées aux association : 724 146 € au BP 2026 contre 744 291 € au BP 2025.*
- *Une augmentation des redevances pour les licences d'exploitation informatiques : 296 927 € au BP 2026 contre 282 711 € au BP 2025*

► Les charges financières (chapitre 66) sont de 365 000 € au BP 2026 contre 357 751 € au BP 2025

L'écart est de 7 249 €, soit + 2,03 %.

Le calcul des charges financières intègre la courbe des anticipations des taux variables et du livret A.

Au vu du conflit au Moyen Orient et de ses répercussions ainsi que des difficultés de l'Etat à verser les subventions (Hôtel de Ville), un ajustement mineur pourrait être envisagé.

► *Les **charges exceptionnelles (chapitre 67)** sont de **10 000 €** au budget primitif 2026 contre 30 000 € au budget primitif 2025.*

Il s'agit essentiellement de crédits afférents à l'annulation de titres de recettes des exercices antérieurs

II Une stabilité apparente des recettes réelles de fonctionnement mais en réalité une prévision prudente à la hausse.

*Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à **40 457 267,22 €** au budget primitif 2025 contre 40 592 523,21 € au budget primitif 2025.*

*L'écart est de 135 256 €, **soit une baisse de 0,3 % alors que les dépenses réelles de fonctionnement ont diminué de 4,51 %.***

La stabilité est apparente car un retraitement comptable et fiscal significatif en dépense et recette (cession d'une parcelle du parking des Saules) a été effectuée au BP 2025.

Or, si ce retraitement est neutralisé au BP 2025 alors les recettes réelles de fonctionnement augmentent de 1,85 %.

►S'agissant des recettes fiscales directes et indirectes (par exemple, la taxe de séjour ou le prélèvement sur le produit des jeux du casino), celles-ci sont inscrites à 32 769 298 € au budget primitif 2026 contre 32 327 448 € au budget primitif 2025

L'écart est de + 441 850 €, soit + 1,37 %

Cette progression de 441 850 € combine :

- *La poursuite de la diminution des bases prévisionnelles de la taxe d'habitation 2026 à hauteur de 1 738 000 € (516 000 € en 2025) correspondant à une perte a minima de 283 990 € de recettes fiscales prévisionnelles.*

  La raison de cette diminution est liée à la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales ayant conduit à la mise en œuvre du régime de déclaration des biens « Gérer Mes Biens Immobiliers.

  En 2025, la Direction Générale des Finances Publiques ayant constaté de multiples erreurs avait corrigé les bases prévisionnelles de la taxe d'habitation en fin d'année 2025.

  Cette correction a amputé de 244 026 € les recettes fiscales 2025.

  Néanmoins, la politique volontariste du logement et de la qualité de vie au Touquet conduisent derechef à une augmentation des bases de la taxe foncière permettant un accroissement de produits de 248 830 € après application du coefficient correcteur

- *Une hausse de l'accise sur l'électricité à la suite de la fin du contentieux entre la Fédération Départementale de l'Energie du Pas de Calais et la Direction Départementales des Finances Publiques : 400 000 € au BP 2026 contre 237 297 € au BP 2025*

- *Une hausse prudente des prévisions de recettes de Casinos, 1 200 000 € au BP 2026 contre 1 110 000 € au BP 2025*

Notons qu'au BP 2026, la Ville a inscrit un montant identique au BP 2025 pour les recettes liées aux droits de mutation : 2 900 000 € eu égard à la hausse des taux des emprunts immobiliers..

►Quant aux recettes du domaine public et de redevances (chapitre 70), elles sont de 5 322 358,21 € au budget primitif 2026 contre 5 365 982,21 € au budget primitif 2025.

L'écart est de – 43 624 €, soit - 0,8 %.

Au cours du 2ème semestre 2025, un travail de ré imputation comptable dans le cadre d'une nouvelle arborescence budgétaire a conduit à des modifications d'inscription au BP 2026.

Il s'agit essentiellement des redevances des délégations de service public de la plage (bars-restaurants et clubs de plage) : elles ne sont plus enregistrées au chapitre 70 (BP 2025) mais au chapitre 75 (BP 2026).

C'est pourquoi, il convient de comparer les recettes figurant toujours au chapitre 70, à savoir principalement :

- *les recettes de stationnement sur la voirie et les parkings aménagés (vignettes, horodateurs, camping-car, Enduropale, forfait post stationnement): 2 939 000 € au BP 2026 contre 2 653 000 € au BP 2025*
- *des redevances du domaine public terrestre : 1 055 000 € au BP 2026 contre 1 060 000€ au BP 2025 (droits de place pour l'Enduropale et les marchés, les occupations de chantier, les terrasses, les bornes Tesla, le cimetière, l'Algeco du commissariat de police, les autorisations d'occupation temporaires telles que le petit train, le manège, les puces, Brodebeck .*
- *les redevances scolaires, périscolaires, garderie, de centres de vacances : 335 173 € au BP 2026 contre 297 351 € au BP 2025*
- *les refacturations de téléphonie et les redevances des antennes des opérateurs : 100 696 € au BP 2026 contre 59 841 € au BP 2025*
- *les redevances culturelles (musée et école de musique) : 97 618 € au BP 2026 contre 89 500 € au BP 205*
- *le remboursement du personnel mis à disposition : 160 451 € au BP 2026 contre 225 408 € au BP 2025*

►Pour les ***recettes de subventions (CAF, département, FCTVA sur les dépenses de fonctionnement) et les dotations (chapitre 74), celles-ci sont de 763 997 € au budget primitif 2026 contre 882 490 € au budget primitif 2025***

L'écart est de 118 493 €, soit -13,43%.

Cette baisse est essentiellement liée à la subvention exceptionnelle des deux fonds de soutien DSEC et FEAC de 141 902 € au titre de la tempête Ciaran et des d'inondations ayant suivi.

L'année 2026 étant une année de recensement de la population, la Ville a inscrit une dotation de 15 000 € à ce titre et une dotation de l'Etat de 4 753 € au titre de l'organisation des élections municipales.

Surtout, la Ville a estimé de façon prudente les subventions à recevoir des différentes collectivités en 2026 dans la mesure où ces collectivités ont d'ores et déjà indiqué la

baisse de leurs participations financières à la suite de leur contribution au redressement des comptes publics.

En revanche, la Ville a inscrit un remboursement de FCTVA en la hausse (77 800 € au budget primitif 2026 contre 73 818 € au budget primitif 2025) et une dotation sur titres sécurisés également en progression eu égard aux flux gérés à la Mairie (20 000 € au budget primitif 2026/ 15 000 € au budget primitif 2025).

► Pour les recettes de locations et de redevances immobilières (chapitre 75), incluant notamment les locations de cabines de plage, les locations du Marché Couvert, le Lavatory, elles s'élèvent à 1 391 614 € au budget primitif 2026 contre 1 569 394 € au budget primitif 2025.

L'écart est de -177 780 €, soit -11,33 %.

Pour rappel, au budget primitif 2025, ce poste comprenait deux recettes exceptionnelles ponctuelles :

- *872 000 € relatifs à l'inscription de la recette HT de la révision comptable et fiscale de la TVA pour la cession d'une parcelle du Parking des Saules,*
- *106 726 € relatifs à un acompte d'indemnisation par l'assureur de la Ville pour les préjudices résultants de la tempête Ciaran.*

Au budget primitif 2026, on retrouve dans ce poste :

- *des ré imputations comptables dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle arborescence budgétaire des recettes de la Ville qui a conduit à des modifications d'inscription au budget primitif 2026.*
  Il s'agit essentiellement des redevances des délégations de service public de la plage (Bars-restaurants et clubs de plage) qui ne sont plus enregistrées au chapitre 70 comme dans le budget primitif 2025 mais au chapitre 75 dans le budget primitif 2026. Ces redevances (parts fixes et parts variables) ont été estimées à 497 900 € dans le budget primitif 2026,
- *les locations de cabines de plage dont le montant a été revu à la hausse en 2026 : 592 610 € au budget primitif 2026 contre 477 728 € au budget primitif 2025,*
- *enfin, de nouvelles redevances ont été intégrées au budget primitif 2026, notamment la redevance de 20 000 € pour les cabinets dentaires accueillis au centre social ou encore la perception prévisionnelle sur l'année entière du loyer du bar-restaurant Enduro (56 000 € au budget primitif 2026).*

►Les recettes exceptionnelles (chapitre 77) s'élèvent à 10 000 € au budget primitif 2026 contre 10 000 € au budget primitif 2025.

III La Gestion rigoureuse et prudente permet à la Ville de dégager une Capacité d'Autofinancement assurant la maîtrise de sa dette et le financement de ses investissements

►La Capacité d'Autofinancement (CAF) est la capacité réelle de la Ville à autofinancer ses investissements à l'instar d'un foyer qui épargne pour constituer son apport dans l'acquisition d'un bien immobilier.

Soulignons que la Ville du Touquet-Paris-Plage dégage une capacité d'autofinancement particulièrement élevée lui permettant de financer ses investissements, tant avant remboursement de la dette, CAF brute, qu'après, CAF nette.

Ainsi, en 2024, la CAF par habitant s'élève à 922 euros en CAF brute et 407 euros en CAF nette pour Le Touquet, contre 450 et 313 euros pour Berck, 234 et 137 euros pour Étaples-sur-Mer, 112 et 48 euros pour Cucq, 595 et 450 euros pour Merlimont, et 62 euros en CAF brute pour Montreuil

►En 2025, la Ville a dégagé une Capacité d'Autofinancement moindre (3 244 K€ estimée contre 4 005 K€ en 2024), baisse résultant du prélèvement du DILICO (545 K€), à la hausse du taux de cotisation patronale de la CNRACL (298 K€) mais aussi des corrections d'erreur sur les bases fiscales de la taxe d'habitation (244 K€).

Néanmoins, la Ville a autofinancé près de 27 % de ses dépenses d'investissement de l'année 2025

►En 2026, la stratégie financière de la Ville est la même : maintenir cet étiage d'autofinancement de ses investissements pour conserver son autonomie décisionnelle dans son existence.

A. Une dette maîtrisée et sécurisée contre les aléas conjoncturels de l'Etat et du conflit au Moyen-Orient

Au 1er janvier 2026, l'encours de la dette est de 18 047 837 € contre 17 249 183 € au 1er janvier 2025.

Liminairement, notons que l'encours de la dette est de 17,916 M€ au soir du 1er janvier 2026.

Surtout, l'augmentation de 798 654 € est conjoncturelle pour les raisons invoquées dans le ROB 2026, à savoir le renforcement du Fonds de Roulement eu égard aux situation de travaux de décembre 2025 à mars 2026 pour les deux rues témoins du Marché Global de Performances mais aussi pour les Paddocks au Parc Equestre sans éluder les retards récurrents de versement des subventions par l'Etat (800 K€).

***Néanmoins, l'encours prévisionnel de la dette au 31 décembre 2026 est prévu à 17,173 M€,** voire à 15,860 M€ si les conditions sont réunies pour un remboursement anticipé sans dégradation du Fonds de Roulement pour les années 2027 et 2028.*

Par ailleurs, soulignons que les projets de la Ville du Touquet-Paris-Plage intègrent plus fortement une dimension environnementale permettant de bénéficier d'emprunts bonifiés par la Banque des Territoires :

- *523 K€ de prêt pour la carrière en sable subirriguée au taux du Livret A + une marge de 0,40 %, soit un taux de 1,9 % au 13 avril 2026.*
- *1,313 M€ pour le financement des deux rues témoins au taux du Livret A + une marge de 0,50 %, soit un taux de 2 % au 13 avril 2026.*

La dimension environnementale permet d'inscrire la Ville du Touquet-Paris-Plage dans l'un des axes de financement privilégiés par les « green bonds »

C'est ainsi que les deux rues témoins ont été retenues dans l'axe « Adaptation au changement climatique » au titre des travaux d'enfouissement des réseaux de basse tension et de l'éclairage public, des économies d'énergie d'éclairage public, de la désimperméabilisation et de la déminéralisation de la voirie.

Concrètement, la Banque des Territoires a retenu une assiette de 1,313 M€ HT de travaux entrant dans l'axe « Adaptation au changement climatique » sur un montant total 2,919 M€ HT de travaux.

En outre, elle a proposé une durée d'amortissement de 25 ans en adéquation avec la durée de vie économique du bien eu égard à la garantie minimale de 20 ans sur la structure de la chaussée avec un taux d'accroissement de 2 %, une chaussée hors gel et une portance de classe PF2.qs (80 MPa).
Elle a pris également note de la garantie d'entretien-maintenance de 10 ans à compter de la réception technique et juridique des deux rues témoins.

Enfin, une recette d'emprunt de 2,7 M€ est inscrite au BP 2026, emprunt qui, s'il est contracté cette année, sera mobilisé et amorti au cours du 3ème trimestre 2027

La Ville pilote donc sa dette au vu de ses besoins réels en Fonds de Roulement en s'inscrivant dans les axes de financement bancaire privilégiés.

B. La Ville poursuit la réalisation des investissements majeurs et structurants mais aussi ceux du quotidien des Touquettois.

►Le budget primitif 2026 traduit concrètement l'articulation et la transition des projets d'investissement aboutis (Palais des Congrès) ou en cours de réception définitive (Hôtel de Ville) et ceux débutant ou montant en puissance progressivement

Bien évidemment, le souci du quotidien des Touquettois est constamment pris en compte dans les projets d'investissement 2026 dans le cadre des 9 axes présentés lors du DOB 2026

►Il va de soi qu'une telle capacité d'investissement est subordonnée à une réelle capacité d'autofinancement mais aussi à une rationalisation opérationnelle des crédits votés

La rationalisation a été entreprise pour la gestion des « reports », c'est-à-dire les engagements d'investissement de l'année précédente mais dont la réalisation est effectuée l'année suivante.

- *reports de l'année 2020 sur 2021 : 1,678 M€,*
- *reports de l'année 2021 sur 2022 : 1,565 M€,*
- *reports de l'année 2022 sur 2023 : 3,276 M€,*
- *reports de l'année 2023 sur 2024 : 3,498 M€.*
- *reports de l'année 2024 sur 2025 : 2,854 M€*
- *reports de l'année 2025 sur 2026 : 2,584 M€ dont 580 K€ relevant du Marché Global de Performance*

La poursuite d'une planification cadencée des investissements avec un suivi renforcé est toujours au centre des préoccupations des directions opérationnelles

►Au budget primitif 2026, les dépenses réelles d'investissement sont inscrites pour 15 220 260,98 € contre 15 657 557,47 € au budget primitif 2025.

Lesdites dépenses réelles d'investissement 2026 peuvent être ventilées en 10 principaux programmes :

- ***Le Programme Voirie** : **5 479 651 € dont 4,231 M€ pour le plan de rénovation de la voirie***
- ***Le Programme Patrimoine et Bâtiments : 1 159 612 € dont 637 K€ pour l'Hôtel de Ville***
- ***Le Programme Espace Verts-Cadre de Vie, Patrimoine Naturel, Biodiversité et Environnement : 622 101 €***
- ***Le Programme Système d'information et Cyber Sécurité : 267 600 €***
- ***Le Programme Sécurité et Tranquillité Publique : 286 820 €***
- ***Le Programme Palais des Congrès : 250 000 €***
- ***Le Programme Régie Touquet & Co : 1 000 000 €***
- ***Le Programme Services Administratifs-Culturels-Jeunesse et Sportifs : 100 00 €***

- ***Le Programme des restes à réaliser (reports) : 2 583 797 €***
- ***Le Programme du remboursement de la dette : 2 188 227 €***

Quant au financement des 10 principaux programmes d'investissement inscrits au budget primitif 2026, celui-ci est assuré essentiellement par :

- *1 147 350 € de subvention d'investissement*
- *200 000 € d'amende de police,*
- *1 800 000 € de cession foncière,*
- *1 252 000 € de FCTVA,*
- *200 000 € de taxe d'aménagement,*
- *2 976 800 € Affectation de l'excédent de fonctionnement*
- *5 244 580 € de restes à réaliser (reports)*
- *2 700 000 € d'emprunt.*

IV Les recettes et les dépenses d'ordre et l'équilibre général du Budget Primitif 2026.

Aux opérations réelles de fonctionnement et d'investissement doivent être ajoutées les opérations d'ordre de recettes et de dépenses.

C'est ainsi qu'aux dépenses réelles de fonctionnement, 38 250 287 €, doivent être ajoutées les opérations d'ordre pour 5 117 113,50 € permettant d'atteindre le montant cumulé des dépenses de la section de fonctionnement :43 367 400,50 €

Les 5 117 113,50 € correspondent d'une part, au virement de la section de fonctionnement pour 3 105 113,50 € et, d'autre part à la dotation aux amortissements et aux provisions pour 2 012 000 €.

Symétriquement, ces dépenses d'ordre de fonctionnement pour 5 117 113,50 € sont des recettes d'ordre de la section d'investissement.

De la même façon, il convient d'ajouter 181 000 € de recettes d'ordre de fonctionnement et l'excédent reporté de 2 729 133,28 € aux 40 457 267,22 € de recettes réelles de fonctionnement pour atteindre un montant cumulé de recettes de la section de fonctionnement de 43 367 400,50 €.

Les 181 000 € correspondent à la quote-part d'amortissement de subventions (81 000 €) et à 100 000 € de transfert de travaux en régie.

Symétriquement, ces recettes d'ordre de fonctionnement de 181 000 € sont des dépenses d'ordre de la section d'investissement.

Schématiquement, la section d'investissement est décomposée de la manière suivante :

- *Dépenses réelles d'investissement : 12 636 464,09 €*
- *Dépenses d'ordre d'investissement : 281 000,00 €*
- *Restes à réaliser 2025 : 2 583 796,89 €*
- *Le solde d'exécution reporté 2025 : 5 637 583,81 €*

  Soit un montant cumulé de dépenses d'investissement de 21 138 844,79 €

- *Recettes réelles d'investissement : 10 677 150,93 €*
- *Recettes d'ordre d'investissement : 5 217 113,50 €*
- *Restes à réaliser 2025 : 5 244 580,36 €*

  Soit un montant cumulé de recettes d'investissement de 21 138 844,79 €

Le Budget Primitif proposé pour l'exercice 2026 du budget principal de la Ville du Touquet-Paris-Plage s'élève à 64 506 245,29 € répartis comme suit :

- *21 138 844,79 € de dépenses et recettes en section d'investissement,*
- *43 367 400,50 € de dépenses et recettes en section de fonctionnement.*

Les inscriptions de dépenses et de recettes tant en fonctionnement qu'en investissement sont votées par chapitre et font l'objet d'une présentation par nature et par fonction accompagnée des états annexes.

L'assemblée délibérante peut, à l'occasion du vote du budget, autoriser l'exécutif à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre pour l'exercice auquel il se rapporte (à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel).

Dans ce cadre l'assemblée délibérante fixe une limite aux virements de crédits autorisés entre chapitres, sous la forme d'un pourcentage du montant des dépenses réelles inscrites de chaque section sans pouvoir excéder 7,5 %.

Au vu de l'exécution budgétaires des derniers exercices, il est proposé de voter une délégation de transferts de crédits à 1 % des dépenses réelles de fonctionnement du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures, soit à titre indicatif 382 502 €, pour la présente section de fonctionnement, et à 2 % des dépenses réelles d'investissement du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures, soit à titre indicatif 304 405 €, pour la présente section d'investissement.

Le Conseil municipal est obligatoirement informé des décisions de transfert de crédits entre chapitre lors de la plus proche séance.

Il est donc proposé :

- *d'adopter le Budget Primitif 2026 du budget principal de la Ville du Touquet-Paris-Plage en la forme.*
- *et d'autoriser le Maire, à procéder aux transferts de crédits entre les chapitres de la section de fonctionnement dans une limite maximale de 1 % des dépenses réelles du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures et entre les chapitres de la section d'investissement dans une limite maximale de 2 % des dépenses réelles du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures.*

M. le Maire : Approbation du budget primitif 2026 du budget principal de la Ville qui s'élève, comme l'a dit Alexandre, à *64 506 245,29 €*. Vous êtes précis, M. OWCZARZAK. Vous avez eu tout le détail : 21 138 844,79 de dépenses et recettes en section d'investissement et *43 367 400,50* de dépenses et recettes en section de fonctionnement. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? 4 contre et 1 abstention.

- - - -

Délibération n° 2026-03-24 du 28 avril 2026

Budget Primitif 2026 du budget Principal

Monsieur le Maire expose :

1°) que le Budget Primitif proposé pour l'exercice 2026 du budget principal de la Ville du Touquet-Paris-Plage s'élève à 64 506 245,29 € répartis comme suit :

- 21 138 844,79 € de dépenses et recettes en section d'investissement,
- 43 367 400,50 € de dépenses et recettes en section de fonctionnement.

2°) que les inscriptions de dépenses et de recettes tant en fonctionnement qu'en investissement sont votées par chapitre et font l'objet d'une présentation par nature et par fonction accompagnée des états annexes.

3°) que l'assemblée délibérante peut, à l'occasion du vote du budget, autoriser l'exécutif à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre pour l'exercice auquel il se rapporte (à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel).

4°) que dans ce cadre l'assemblée délibérante fixe une limite aux virements de crédits autorisés entre chapitres, sous la forme d'un pourcentage du montant des dépenses réelles inscrites de chaque section sans pouvoir excéder 7,5 %.

5°) qu'au vu de l'exécution budgétaires des derniers exercices, il est proposé de voter une délégation de transferts de crédits à 1 % des dépenses réelles de fonctionnement du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures, soit à titre indicatif 382 502 €, pour la présente section de fonctionnement et, à 2 % des dépenses réelles d'investissement du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures, soit à titre indicatif 304 405 €, pour la présente section d'investissement.

6°) que le Conseil municipal est obligatoirement informé des décisions de transfert de crédits entre chapitre lors de la plus proche séance.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu l'instruction comptable M 57,

Vu la présentation synthétique du Budget Primitif 2026 du budget principal de la Ville du Touquet-Paris-Plage jointe à la présente délibération,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 22 Voix Pour, 4 Voix Contre (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM) et 1 Abstention (Mme Roswitha LEON),

1°) d'adopter le Budget Primitif 2026 du budget principal de la Ville du Touquet-Paris-Plage en la forme.

2°) d'autoriser le Maire, à procéder aux transferts de crédits entre les chapitres de la section de fonctionnement dans une limite maximale de 1 % des dépenses réelles du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures et entre les chapitres de la section d'investissement dans une limite maximale de 2 % des dépenses réelles du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures.

3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

- - - -

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus

Numéro SIRET : 21620826400012
Poste comptable : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE MONTREUIL-SUR-MER

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026
voté par Nature

Budget principal

Instruction budgétaire et comptable M. 57
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 35
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 38
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 44

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 47
A1.01 - Opérations non ventilables 50
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 51
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 54
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 55
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 56
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 59
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 63
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 66
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 67
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 70
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 72
A1.908 - Fonction 8 - Transports 75
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 79
A2.01 - Opérations non ventilables 81
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 82
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 88
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 89
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 90
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 94
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 100
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 103
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 104
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 105
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 108
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 110
A2.938 - Fonction 8 - Transports 113

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 117
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 125

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	126
B3.1 - Etat des provisions constituées	128
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	130
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	131
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	132
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	136
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	137
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	138
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	140
B9 - Etat du personnel	143
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	148
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	150
B11.2 - Liste des établissements publics créés	151
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	152
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	153
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	154
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	155
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	157
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	158

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	4519

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1920.97

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	2622.37
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	2780.95
3	Dépenses d'équipement brut / population	586.16
4	Encours de dette / population (2) (3)	1240.57
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	56.80
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	99.71
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	21.08
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	44.61
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	5.70

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.
(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts
(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 1.00 %
- Investissement : 2.00%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires 31 mars 2006 (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...
(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Page 6

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	53 125 610,09	50 065 766,01	2 884 047,33	A1	-175 796,75
Investissement	12 036 053,31	7 807 523,32	(3) -1 437 752,49	A2	-5 666 282,48
Fonctionnement	41 089 556,78	42 258 242,69	(4) 4 321 799,82	A3	5 490 485,73

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	2 583 796,89	III + IV	5 244 580,36	B1 2 660 783,47
Investissement	I	2 583 796,89	III	5 244 580,36	B2 2 660 783,47
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	2 484 986,72
Investissement	A2 + B2	-3 005 499,01
Fonctionnement	A3 + B3	5 490 485,73

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice N-1.
(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.
(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Page 7

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	2 583 796,89
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		1 525,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		102 394,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		359 370,18
21	Immobilisations corporelles (3)		1 232 645,66
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		833 559,83
26	Participations et créances rattachées		800,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		53 502,22
45810	OPERATIONS SOUS MANDAT DEPENSES		53 502,22
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	5 244 580,36
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		27 643,52
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		2 163 434,62
16	Emprunts et dettes assimilées		3 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		53 502,22
45820	OPERATIONS SOUS MANDAT RECETTES		53 502,22
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS	A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	12 917 464,09	15 894 264,43
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	2 583 796,89	5 244 580,36
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 5 637 583,81	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	21 138 844,79	21 138 844,79

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	43 367 400,50	40 638 267,22
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 2 729 133,28
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	43 367 400,50	43 367 400,50
	TOTAL DU BUDGET (4)	64 506 245,29	64 506 245,29

(1) A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP26/EGLIS	AP26EGLISE		580 000,00
TOTAL			580 000,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	580 000,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.
(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.
(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	700 787,00	102 394,00	266 716,00	266 716,00	369 110,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	1 157 749,00	359 370,18	1 050 749,00	1 050 749,00	1 410 119,18
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	4 210 290,55	1 232 645,66	3 047 809,89	3 047 809,89	4 280 455,55
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	3 700 000,00	833 559,83	5 212 962,20	5 212 962,20	6 046 522,03
Total des dépenses d'équipement		**9 768 826,55**	**2 527 969,67**	**9 578 237,09**	**9 578 237,09**	**12 106 206,76**
10	Dotations, fonds divers et réserves	45 000,00	0,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 709 008,00	1 525,00	2 689 227,00	2 689 227,00	2 690 752,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	245 688,00	0,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00
26	Participations et créances rattachées	29 000,00	800,00	0,00	0,00	800,00
27	Autres immobilisations financières (3)	5 000,00	0,00	74 000,00	74 000,00	74 000,00
Total des dépenses financières		**3 033 696,00**	**2 325,00**	**3 058 227,00**	**3 058 227,00**	**3 060 552,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	53 502,22	0,00	0,00	53 502,22
Total des dépenses réelles d'investissement		**12 802 522,55**	**2 583 796,89**	**12 636 464,09**	**12 636 464,09**	**15 220 260,98**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*580 585,00*		*181 000,00*	*181 000,00*	*181 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*1 042 536,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 623 121,00***		***281 000,00***	***281 000,00***	***281 000,00***
TOTAL		**14 425 643,55**	**2 583 796,89**	**12 917 464,09**	**12 917 464,09**	**15 501 260,98**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**5 637 583,81**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**21 138 844,79**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.
(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	529 837,00	2 163 434,62	1 147 350,59	1 147 350,59	3 310 785,21
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	3 800 000,00	3 000 000,00	2 700 000,00	2 700 000,00	5 700 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
Total des recettes d'équipement		**4 442 837,00**	**5 163 434,62**	**3 947 350,59**	**3 947 350,59**	**9 110 785,21**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 124 780,00	27 643,52	1 452 000,00	1 452 000,00	1 479 643,52
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	2 976 800,34	2 976 800,34	2 976 800,34
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	502 000,00	0,00	501 000,00	501 000,00	501 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 330 000,00	0,00	1 800 000,00	1 800 000,00	1 800 000,00
Total des recettes financières		**2 961 780,00**	**27 643,52**	**6 729 800,34**	**6 729 800,34**	**6 757 443,86**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	53 502,22	0,00	0,00	53 502,22
Total des recettes réelles d'investissement		**7 404 617,00**	**5 244 580,36**	**10 677 150,93**	**10 677 150,93**	**15 921 731,29**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*3 169 390,25*		*3 105 113,50*	*3 105 113,50*	*3 105 113,50*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*2 262 767,00*		*2 012 000,00*	*2 012 000,00*	*2 012 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*1 042 536,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***6 474 693,25***		***5 217 113,50***	***5 217 113,50***	***5 217 113,50***
TOTAL		**13 879 310,25**	**5 244 580,36**	**15 894 264,43**	**15 894 264,43**	**21 138 844,79**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	21 138 844,79

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	4 936 113,50

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.
(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.
(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	9 755 949,33	0,00	9 337 180,38	9 337 180,38	9 337 180,38
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	21 500 000,00	0,00	21 671 249,00	21 671 249,00	21 671 249,00
014	Atténuations de produits	562 718,00	0,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	7 852 065,56	0,00	6 746 857,62	6 746 857,62	6 746 857,62
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**39 670 732,89**	**0,00**	**37 875 287,00**	**37 875 287,00**	**37 875 287,00**
66	Charges financières	357 751,00	0,00	365 000,00	365 000,00	365 000,00
67	Charges spécifiques (3)	30 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**40 058 483,89**	**0,00**	**38 250 287,00**	**38 250 287,00**	**38 250 287,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*3 169 390,25*		*3 105 113,50*	*3 105 113,50*	*3 105 113,50*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*2 262 767,00*		*2 012 000,00*	*2 012 000,00*	*2 012 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***5 432 157,25***		***5 117 113,50***	***5 117 113,50***	***5 117 113,50***
TOTAL		**45 490 641,14**	**0,00**	**43 367 400,50**	**43 367 400,50**	**43 367 400,50**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**43 367 400,50**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 365 982,21	0,00	5 322 358,21	5 322 358,21	5 322 358,21
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	3 811 522,00	0,00	3 967 553,00	3 967 553,00	3 967 553,00
731	Fiscalité locale	28 515 926,00	0,00	28 801 745,00	28 801 745,00	28 801 745,00
74	Dotations et participations (3)	882 490,00	0,00	763 997,01	763 997,01	763 997,01
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 569 394,00	0,00	1 391 614,00	1 391 614,00	1 391 614,00
Total des recettes de gestion courante		**40 345 314,21**	**0,00**	**40 447 267,22**	**40 447 267,22**	**40 447 267,22**
76	Produits financiers	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	202 209,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**40 592 523,21**	**0,00**	**40 457 267,22**	**40 457 267,22**	**40 457 267,22**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*580 585,00*		*181 000,00*	*181 000,00*	*181 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***580 585,00***		***181 000,00***	***181 000,00***	***181 000,00***
TOTAL		**41 173 108,21**	**0,00**	**40 638 267,22**	**40 638 267,22**	**40 638 267,22**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**2 729 133,28**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**43 367 400,50**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**4 936 113,50**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		45 000,00	0,00	45 000,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	81 000,00	81 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		2 690 752,00	0,00	2 690 752,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	250 000,00		250 000,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		369 110,00	0,00	369 110,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		1 410 119,18	0,00	1 410 119,18
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		4 280 455,55	100 000,00	4 380 455,55
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		6 046 522,03	100 000,00	6 146 522,03
018	RSA		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		800,00	0,00	800,00
27	Autres immobilisations financières (3)		74 000,00	0,00	74 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			0,00	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			0,00	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			0,00	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			0,00	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		53 502,22	0,00	53 502,22
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			0,00	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			0,00	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			0,00	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**15 220 260,98**	**281 000,00**	**15 501 260,98**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	5 637 583,81

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	21 138 844,79

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	9 337 180,38		9 337 180,38
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	21 671 249,00		21 671 249,00
014	Atténuations de produits	120 000,00		120 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	6 746 857,62	0,00	6 746 857,62
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	365 000,00	0,00	365 000,00
67	Charges spécifiques (9)	10 000,00	0,00	10 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	2 012 000,00	2 012 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		3 105 113,50	3 105 113,50
	Dépenses de fonctionnement – Total	**38 250 287,00**	**5 117 113,50**	**43 367 400,50**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	43 367 400,50

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Hors chapitres opérations.
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		1 479 643,52	0,00	1 479 643,52
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		3 310 785,21	0,00	3 310 785,21
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			75 000,00	75 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		6 201 000,00	0,00	6 201 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	100 000,00	100 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		100 000,00	0,00	100 000,00
018	RSA		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	0,00	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			1 937 000,00	1 937 000,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			0,00	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			0,00	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		53 502,22	0,00	53 502,22
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			0,00	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			0,00	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			3 105 113,50	3 105 113,50
024	Produits des cessions d'immobilisations		1 800 000,00		1 800 000,00
	Recettes d'investissement – Total		**12 944 930,95**	***5 217 113,50***	**18 162 044,45**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**2 976 800,34**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**21 138 844,79**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	200 000,00		200 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 322 358,21		5 322 358,21
71	*Production stockée (ou déstockage)*		0,00	0,00
72	*Production immobilisée*		100 000,00	100 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	3 967 553,00		3 967 553,00
731	Fiscalité locale	28 801 745,00		28 801 745,00
74	Dotations et participations (8)	763 997,01		763 997,01
75	Autres produits de gestion courante (8)	1 391 614,00	0,00	1 391 614,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	10 000,00	81 000,00	91 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	*Transferts de charges*		0,00	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	40 457 267,22	*181 000,00*	40 638 267,22
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	2 729 133,28
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	43 367 400,50

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**14 425 643,55**	**2 583 796,89**	**0,00**	**12 917 464,09**	**12 917 464,09**	**240 000,00**	**12 677 464,09**	**15 501 260,98**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	700 787,00	102 394,00	0,00	266 716,00	266 716,00	140 000,00	126 716,00	369 110,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	1 157 749,00	359 370,18	0,00	1 050 749,00	1 050 749,00	0,00	1 050 749,00	1 410 119,18
21	Immobilisations corporelles	4 210 280,55	1 232 645,66	0,00	3 047 809,89	3 047 809,89	0,00	3 047 809,89	4 280 455,55
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 700 000,00	833 559,83	0,00	5 212 962,20	5 212 962,20	100 000,00	5 112 962,20	6 046 522,03
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**9 768 826,55**	**2 527 969,67**	**0,00**	**9 578 237,09**	**9 578 237,09**	**240 000,00**	**9 338 237,09**	**12 106 206,76**
10	Dotations, fonds divers et réserves	45 000,00	0,00		45 000,00	45 000,00		45 000,00	45 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 709 008,00	1 525,00		2 689 227,00	2 689 227,00		2 689 227,00	2 690 752,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	245 688,00	0,00		250 000,00	250 000,00		250 000,00	250 000,00
26	Participations et créances rattachées	29 000,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
27	Autres immobilisations financières	5 000,00	0,00	0,00	74 000,00	74 000,00	0,00	74 000,00	74 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 033 696,00**	**2 325,00**	**0,00**	**3 058 227,00**	**3 058 227,00**	**0,00**	**3 058 227,00**	**3 060 552,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	53 502,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 502,22
Total des dépenses réelles		**12 802 522,55**	**2 583 796,89**	**0,00**	**12 636 464,09**	**12 636 464,09**	**240 000,00**	**12 396 464,09**	**15 220 260,98**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*580 585,00*			*181 000,00*	*181 000,00*		*181 000,00*	*181 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*1 042 536,00*			*100 000,00*	*100 000,00*		*100 000,00*	*100 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 623 121,00**			**281 000,00**	**281 000,00**		**281 000,00**	**281 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**5 637 583,81**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**21 138 844,79**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**13 879 310,25**	**5 244 580,36**	**12 917 464,09**	**12 917 464,09**	**18 162 044,45**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	529 837,00	2 163 434,62	1 147 350,59	1 147 350,59	3 310 785,21
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	3 800 000,00	3 000 000,00	2 700 000,00	2 700 000,00	5 700 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
Total des recettes d'équipement		**4 442 837,00**	**5 163 434,62**	**3 947 350,59**	**3 947 350,59**	**9 110 785,21**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 124 780,00	27 643,52	1 452 000,00	1 452 000,00	1 479 643,52
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	502 000,00	0,00	501 000,00	501 000,00	501 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 330 000,00	0,00	1 800 000,00	1 800 000,00	1 800 000,00
Total des recettes financières		**2 961 780,00**	**27 643,52**	**3 753 000,00**	**3 753 000,00**	**3 780 643,52**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	53 502,22	0,00	0,00	53 502,22
Total des recettes réelles		**7 404 617,00**	**5 244 580,36**	**7 700 350,59**	**7 700 350,59**	**12 944 930,95**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 169 390,25*		*3 105 113,50*	*3 105 113,50*	*3 105 113,50*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*2 262 767,00*		*2 012 000,00*	*2 012 000,00*	*2 012 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*1 042 536,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
Total des recettes d'ordre		***6 474 693,25***		***5 217 113,50***	***5 217 113,50***	***5 217 113,50***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**2 976 800,34**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II

Total des recettes d'investissement cumulées	**21 138 844,79**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*). Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.
(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.
(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**14 425 643,55**	**2 583 796,89**	**0,00**	**12 917 464,09**	**12 917 464,09**	**240 000,00**	**12 677 464,09**	**15 501 260,98**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	700 787,00	102 394,00	0,00	266 716,00	266 716,00	140 000,00	126 716,00	369 110,00
2031	Frais d'études	631 727,00	102 394,00		206 876,00	206 876,00	140 000,00	66 876,00	309 270,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	69 060,00	0,00		59 840,00	59 840,00	0,00	59 840,00	59 840,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	1 157 749,00	359 370,18	0,00	1 050 749,00	1 050 749,00	0,00	1 050 749,00	1 410 119,18
20415341	IC : Bien mobilier, matériel	1 000 000,00	312 663,96		1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	1 312 663,96
20415342	IC : Bâtiments, installations	100 000,00	4 386,04		0,00	0,00	0,00	0,00	4 386,04
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	35 668,18		0,00	0,00	0,00	0,00	35 668,18
20422	Privé : Bâtiments, installations	40 000,00	6 652,00		33 000,00	33 000,00	0,00	33 000,00	39 652,00
2046	Attributions compensation investissement	17 749,00	0,00		17 749,00	17 749,00	0,00	17 749,00	17 749,00
21	Immobilisations corporelles	4 210 290,55	1 232 645,66	0,00	3 047 809,89	3 047 809,89	0,00	3 047 809,89	4 280 455,55
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	1 286,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1 286,00
2128	Autres agencements et aménagements	345 000,00	84 090,50		66 000,00	66 000,00	0,00	66 000,00	150 090,50
21311	Bâtiments administratifs	60 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00		20 299,07	20 299,07	0,00	20 299,07	20 299,07
21318	Autres bâtiments publics	236 231,00	266 076,09		0,00	0,00	0,00	0,00	266 076,09
21351	Bâtiments publics	585 437,55	52 906,36		456 879,51	456 879,51	0,00	456 879,51	509 785,87
2151	Réseaux de voirie	1 902 500,00	509 674,89		739 658,08	739 658,08	0,00	739 658,08	1 249 332,97
2152	Installations de voirie	191 568,00	42 088,50		240 921,23	240 921,23	0,00	240 921,23	283 009,73
21538	Autres réseaux	30 000,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	45 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	50 000,00	19 905,60		376 144,00	376 144,00	0,00	376 144,00	396 049,60
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	47 043,00	1 597,47		173 449,39	173 449,39	0,00	173 449,39	175 046,86
21611	Biens sous-jacents	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
21621	Biens sous-jacents	0,00	6 600,00		22 000,00	22 000,00	0,00	22 000,00	28 600,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	61 704,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	19 620,00	0,00		247 530,00	247 530,00	0,00	247 530,00	247 530,00
21838	Autre matériel informatique	287 723,00	100 274,02		218 960,00	218 960,00	0,00	218 960,00	319 234,02
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	72 435,00	48 546,49		10 004,28	10 004,28	0,00	10 004,28	58 550,77
2186	Cheptel	0,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	276 029,00	99 599,74		425 964,33	425 964,33	0,00	425 964,33	525 564,07
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 700 000,00	833 559,83	0,00	5 212 962,20	5 212 962,20	100 000,00	5 112 962,20	6 046 522,03
2313	Constructions	2 540 000,00	191 250,00		881 919,20	881 919,20	100 000,00	781 919,20	1 073 169,20
2315	Install., matériel et outill. technique	1 060 000,00	634 728,24		4 231 043,00	4 231 043,00	0,00	4 231 043,00	4 865 771,24
238	Avances commandes immo corporelles	100 000,00	7 581,59		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	107 581,59
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**9 768 826,55**	**2 527 969,67**	**0,00**	**9 578 237,09**	**9 578 237,09**	**240 000,00**	**9 338 237,09**	**12 106 206,76**
10	Dotations, fonds divers et réserves	45 000,00	0,00		45 000,00	45 000,00		45 000,00	45 000,00
10226	Taxe d'aménagement	45 000,00	0,00		45 000,00	45 000,00		45 000,00	45 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	2 709 008,00	1 525,00		2 689 227,00	2 689 227,00		2 689 227,00	2 690 752,00
1641	Emprunts en euros	2 207 008,00	0,00		2 188 227,00	2 188 227,00		2 188 227,00	2 188 227,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	1 525,00		1 000,00	1 000,00		1 000,00	2 525,00
166	Refinancement de dette	500 000,00	0,00		500 000,00	500 000,00		500 000,00	500 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	245 688,00	0,00		250 000,00	250 000,00		250 000,00	250 000,00
181	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	245 688,00	0,00		250 000,00	250 000,00		250 000,00	250 000,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
26	Participations et créances rattachées	29 000,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
261	Titres de participation	29 000,00	800,00		0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
27	Autres immobilisations financières	5 000,00	0,00	0,00	74 000,00	74 000,00	0,00	74 000,00	74 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	5 000,00	0,00		74 000,00	74 000,00	0,00	74 000,00	74 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 033 696,00**	**2 325,00**	**0,00**	**3 058 227,00**	**3 058 227,00**	**0,00**	**3 058 227,00**	**3 060 552,00**
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	53 502,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 502,22
45810	OPERATIONS SOUS MANDAT DEPENSES	**0,00**	53 502,22		0,00	0,00	0,00	0,00	53 502,22
Total des dépenses réelles		**12 802 522,55**	**2 583 796,89**	**0,00**	**12 636 464,09**	**12 636 464,09**	**240 000,00**	**12 396 464,09**	**15 220 260,98**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*580 585,00*			*181 000,00*	*181 000,00*		*181 000,00*	*181 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*85 585,00*			*81 000,00*	*81 000,00*		*81 000,00*	*81 000,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*27 505,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13916	*Subv. transf. Autres E.P.L.*	*50 600,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139178	*Autres fonds européens*	*5 280,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*2 200,00*			*81 000,00*	*81 000,00*		*81 000,00*	*81 000,00*
1542	*Provisions pour compte épargne temps*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*495 000,00*			*100 000,00*	*100 000,00*		*100 000,00*	*100 000,00*
21351	*Bâtiments publics*	*165 000,00*			*40 000,00*	*40 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*165 000,00*			*40 000,00*	*40 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*165 000,00*			*20 000,00*	*20 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*1 042 536,00*			*100 000,00*	*100 000,00*		*100 000,00*	*100 000,00*
21351	*Bâtiments publics*	*30 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*1 012 536,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*			*30 000,00*	*30 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*0,00*			*70 000,00*	*70 000,00*		*70 000,00*	*70 000,00*

Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'ordre	**1 623 121,00**			**281 000,00**	**281 000,00**		**281 000,00**	**281 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**13 879 310,25**	**5 244 580,36**	**12 917 464,09**	**12 917 464,09**	**18 162 044,45**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	529 837,00	2 163 434,62	1 147 350,59	1 147 350,59	3 310 785,21
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	16 020,00	0,00	2 704,28	2 704,28	2 704,28
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	998 600,89	0,00	0,00	998 600,89
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	227 350,24	0,00	0,00	227 350,24
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	106 859,89	75 000,00	75 000,00	181 859,89
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	791 698,00	740 000,00	740 000,00	1 531 698,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	230 543,00	33 925,60	129 646,31	129 646,31	163 571,91
1345	Amendes radars automatiques et de police	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	83 274,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	3 800 000,00	3 000 000,00	2 700 000,00	2 700 000,00	5 700 000,00
1641	Emprunts en euros	3 800 000,00	3 000 000,00	2 700 000,00	2 700 000,00	5 700 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
Total des recettes d'équipement		**4 442 837,00**	**5 163 434,62**	**3 947 350,59**	**3 947 350,59**	**9 110 785,21**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 124 780,00	27 643,52	1 452 000,00	1 452 000,00	1 479 643,52
10222	FCTVA	981 780,00	0,00	1 252 000,00	1 252 000,00	1 252 000,00
10226	Taxe d'aménagement	143 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
10251	Dons et legs en capital	0,00	27 643,52	0,00	0,00	27 643,52
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	502 000,00	0,00	501 000,00	501 000,00	501 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
166	Refinancement de dette	500 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 330 000,00	0,00	1 800 000,00	1 800 000,00	1 800 000,00
Total des recettes financières		**2 961 780,00**	**27 643,52**	**3 753 000,00**	**3 753 000,00**	**3 780 643,52**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	53 502,22	0,00	0,00	53 502,22
Total des recettes réelles		**7 404 617,00**	**5 244 580,36**	**7 700 350,59**	**7 700 350,59**	**12 944 930,95**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 169 390,25*		*3 105 113,50*	*3 105 113,50*	*3 105 113,50*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*2 262 767,00*		*2 012 000,00*	*2 012 000,00*	*2 012 000,00*
15182	*Autres provisions pour risques*	*269 213,00*		*75 000,00*	*75 000,00*	*75 000,00*
1542	*Provisions pour compte épargne temps*	*7 354,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*900,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	*31 300,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*99 300,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*35 600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*466 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041782	*Subv. Autres : Bâtiments, installations*	*64 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*400,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*31 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28046	*Attributions compensation investissement*	*19 600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*85 950,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*62 300,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*7 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*3 300,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*5 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*168 600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*1 300,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*137 300,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*4 700,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*143 700,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*700,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*56 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*2 600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28186	*Cheptel*	*450,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*556 100,00*		*1 937 000,00*	*1 937 000,00*	*1 937 000,00*

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*1 042 536,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
2031	*Frais d'études*	*1 012 536,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*30 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***6 474 693,25***		***5 217 113,50***	***5 217 113,50***	***5 217 113,50***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(3) Sauf 165, 166 et 16449.
(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**45 490 641,14**	**0,00**	**0,00**	**43 367 400,50**	**43 367 400,50**	**0,00**	**43 367 400,50**	**43 367 400,50**
011	Charges à caractère général (3)	9 755 949,33	0,00	0,00	9 337 180,38	9 337 180,38	0,00	9 337 180,38	9 337 180,38
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	21 500 000,00	0,00		21 671 249,00	21 671 249,00		21 671 249,00	21 671 249,00
014	Atténuations de produits	562 718,00	0,00		120 000,00	120 000,00		120 000,00	120 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	7 852 065,56	0,00	0,00	6 746 857,62	6 746 857,62	0,00	6 746 857,62	6 746 857,62
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**39 670 732,89**	**0,00**	**0,00**	**37 875 287,00**	**37 875 287,00**	**0,00**	**37 875 287,00**	**37 875 287,00**
66	Charges financières	357 751,00	0,00		365 000,00	365 000,00		365 000,00	365 000,00
67	Charges spécifiques (3)	30 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**387 751,00**	**0,00**	**0,00**	**375 000,00**	**375 000,00**		**375 000,00**	**375 000,00**
Total des dépenses réelles		**40 058 483,89**	**0,00**	**0,00**	**38 250 287,00**	**38 250 287,00**	**0,00**	**38 250 287,00**	**38 250 287,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 169 390,25*			*3 105 113,50*	*3 105 113,50*		*3 105 113,50*	*3 105 113,50*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*2 262 767,00*			*2 012 000,00*	*2 012 000,00*		*2 012 000,00*	*2 012 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 432 157,25**			**5 117 113,50**	**5 117 113,50**		**5 117 113,50**	**5 117 113,50**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
								Total des dépenses de fonctionnement cumulées	43 367 400,50

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	41 173 108,21	0,00	40 638 267,22	40 638 267,22	40 638 267,22
013	Atténuations de charges (2)	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 365 982,21	0,00	5 322 358,21	5 322 358,21	5 322 358,21
73	Impôts et taxes (sauf 731)	3 811 522,00	0,00	3 967 553,00	3 967 553,00	3 967 553,00
731	Fiscalité locale	28 515 926,00	0,00	28 801 745,00	28 801 745,00	28 801 745,00
74	Dotations et participations (2)	882 490,00	0,00	763 997,01	763 997,01	763 997,01
75	Autres produits de gestion courante (2)	1 569 394,00	0,00	1 391 614,00	1 391 614,00	1 391 614,00
Total des recettes de gestion des services		40 345 314,21	0,00	40 447 267,22	40 447 267,22	40 447 267,22
76	Produits financiers	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	202 209,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		247 209,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
Total des recettes réelles		40 592 523,21	0,00	40 457 267,22	40 457 267,22	40 457 267,22
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*580 585,00*		*181 000,00*	*181 000,00*	*181 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		580 585,00		181 000,00	181 000,00	181 000,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	2 729 133,28
Total des recettes de fonctionnement cumulées	43 367 400,50

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).
(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(7) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		45 490 641,14	0,00	0,00	43 367 400,50	43 367 400,50	0,00	43 367 400,50	43 367 400,50
011	Charges à caractère général (4)	9 755 949,33	0,00	0,00	9 337 180,38	9 337 180,38	0,00	9 337 180,38	9 337 180,38
60222	Produits d'entretien	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
602231	Fournitures des ateliers de la coll.	155 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60226	Habillement et vêtements de travail	80 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60261	Médicaments	0,00	0,00		700,00	700,00	0,00	700,00	700,00
6042	Achats de prestations de services	88 450,00	0,00		212 520,87	212 520,87	0,00	212 520,87	212 520,87
60611	Eau et assainissement	85 000,00	0,00		80 000,00	80 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00
60612	Energie - Electricité	832 000,00	0,00		927 250,00	927 250,00	0,00	927 250,00	927 250,00
60621	Combustibles	8 000,00	0,00		8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
60622	Carburants	250 000,00	0,00		250 000,00	250 000,00	0,00	250 000,00	250 000,00
60623	Alimentation	100 900,00	0,00		106 203,65	106 203,65	0,00	106 203,65	106 203,65
60628	Autres fournitures non stockées	35 750,00	0,00		46 400,00	46 400,00	0,00	46 400,00	46 400,00
60631	Fournitures d'entretien	200,00	0,00		35 200,00	35 200,00	0,00	35 200,00	35 200,00
60632	Fournitures de petit équipement	555 202,00	0,00		570 876,10	570 876,10	0,00	570 876,10	570 876,10
60633	Fournitures de voirie	25 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	66 450,00	0,00		139 275,00	139 275,00	0,00	139 275,00	139 275,00
6064	Fournitures administratives	73 700,00	0,00		70 800,00	70 800,00	0,00	70 800,00	70 800,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	51 655,00	0,00		33 044,33	33 044,33	0,00	33 044,33	33 044,33
60661	Médicaments	300,00	0,00		600,00	600,00	0,00	600,00	600,00
6067	Fournitures scolaires	14 500,00	0,00		13 500,00	13 500,00	0,00	13 500,00	13 500,00
6068	Autres matières et fournitures	643 948,03	0,00		471 968,18	471 968,18	0,00	471 968,18	471 968,18
611	Contrats de prestations de services	1 175 200,00	0,00		1 038 936,00	1 038 936,00	0,00	1 038 936,00	1 038 936,00
6132	Locations immobilières	346 000,00	0,00		407 500,00	407 500,00	0,00	407 500,00	407 500,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	714 940,00	0,00		681 131,35	681 131,35	0,00	681 131,35	681 131,35
614	Charges locatives et de copropriété	8 000,00	0,00		8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
61521	Entretien terrains	115 000,00	0,00		120 000,00	120 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	11 500,00	0,00		27 500,00	27 500,00	0,00	27 500,00	27 500,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
615231	Entretien, réparations voiries	495 000,00	0,00		171 000,00	171 000,00	0,00	171 000,00	171 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	95 000,00	0,00		63 500,00	63 500,00	0,00	63 500,00	63 500,00
61524	Entretien bois et forêts	1 500,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
61551	Entretien matériel roulant	141 000,00	0,00		181 500,00	181 500,00	0,00	181 500,00	181 500,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	352 667,00	0,00		349 774,00	349 774,00	0,00	349 774,00	349 774,00
6156	Maintenance	191 090,00	0,00		214 984,50	214 984,50	0,00	214 984,50	214 984,50
6161	Multirisques	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	234 910,00	0,00		324 910,00	324 910,00	0,00	324 910,00	324 910,00
617	Etudes et recherches	160 620,00	0,00		60 500,00	60 500,00	0,00	60 500,00	60 500,00
6182	Documentation générale et technique	25 191,00	0,00		31 454,00	31 454,00	0,00	31 454,00	31 454,00
6184	Versements à des organismes de formation	89 932,00	0,00		116 693,00	116 693,00	0,00	116 693,00	116 693,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6188	Autres frais divers	183 240,30	0,00		124 954,38	124 954,38	0,00	124 954,38	124 954,38
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	400,00	0,00		600,00	600,00	0,00	600,00	600,00
62268	Autres honoraires, conseils	164 900,00	0,00		207 995,71	207 995,71	0,00	207 995,71	207 995,71
6227	Frais d'actes et de contentieux	10 000,00	0,00		15 600,00	15 600,00	0,00	15 600,00	15 600,00
6231	Annonces et insertions	34 500,00	0,00		26 505,00	26 505,00	0,00	26 505,00	26 505,00
6232	Fêtes et cérémonies	14 000,00	0,00		17 450,00	17 450,00	0,00	17 450,00	17 450,00
6233	Foires et expositions	33 465,00	0,00		31 461,97	31 461,97	0,00	31 461,97	31 461,97
6234	Réceptions	18 700,00	0,00		19 800,00	19 800,00	0,00	19 800,00	19 800,00
6236	Catalogues et imprimés	19 900,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
6238	Divers	198 700,00	0,00		182 864,48	182 864,48	0,00	182 864,48	182 864,48
6241	Transports de biens	40 200,00	0,00		23 546,03	23 546,03	0,00	23 546,03	23 546,03
6247	Transports collectifs	7 538,00	0,00		7 538,00	7 538,00	0,00	7 538,00	7 538,00
6248	Divers	0,00	0,00		85 000,00	85 000,00	0,00	85 000,00	85 000,00
6251	Voyages, déplacements et missions	10 000,00	0,00		12 000,00	12 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00
6261	Frais d'affranchissement	55 000,00	0,00		55 000,00	55 000,00	0,00	55 000,00	55 000,00
6262	Frais de télécommunications	69 219,00	0,00		68 148,00	68 148,00	0,00	68 148,00	68 148,00
627	Services bancaires et assimilés	43 360,00	0,00		32 780,00	32 780,00	0,00	32 780,00	32 780,00
6281	Concours divers (cotisations)	6 780,00	0,00		10 022,62	10 022,62	0,00	10 022,62	10 022,62
6282	Frais de gardiennage	10 000,00	0,00		9 000,00	9 000,00	0,00	9 000,00	9 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	10 584,00	0,00		74 500,00	74 500,00	0,00	74 500,00	74 500,00
628722	Remb. frais aux régies avec ps.morale	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	209 000,00	0,00		208 050,00	208 050,00	0,00	208 050,00	208 050,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
62878	Remb. frais à des tiers	37 250,00	0,00		62 100,00	62 100,00	0,00	62 100,00	62 100,00
6288	Autres services extérieurs	846 113,00	0,00		851 877,24	851 877,24	0,00	851 877,24	851 877,24
63512	Taxes foncières	297 095,00	0,00		295 800,00	295 800,00	0,00	295 800,00	295 800,00
63513	Autres impôts locaux	5 100,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6358	Autres droits	138 190,00	0,00		78 500,00	78 500,00	0,00	78 500,00	78 500,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	48 610,00	0,00		36 365,97	36 365,97	0,00	36 365,97	36 365,97
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	21 500 000,00	0,00		21 671 249,00	21 671 249,00		21 671 249,00	21 671 249,00
6218	Autre personnel extérieur	164 352,00	0,00		161 200,00	161 200,00		161 200,00	161 200,00
6331	Versement mobilité	95 722,00	0,00		95 043,00	95 043,00		95 043,00	95 043,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	59 523,00	0,00		59 177,00	59 177,00		59 177,00	59 177,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	262 472,00	0,00		254 980,00	254 980,00		254 980,00	254 980,00
64111	Rémunération principale titulaires	9 512 755,00	0,00		9 140 834,00	9 140 834,00		9 140 834,00	9 140 834,00
64112	SFT, indemnité de résidence	92 800,00	0,00		93 109,00	93 109,00		93 109,00	93 109,00
64113	NBI	160 161,00	0,00		151 949,00	151 949,00		151 949,00	151 949,00
64118	Autres indemnités	2 558 841,00	0,00		2 606 915,00	2 606 915,00		2 606 915,00	2 606 915,00
64131	Rémunérations	2 060 456,00	0,00		2 370 626,00	2 370 626,00		2 370 626,00	2 370 626,00
64132	SFT, indemnité de résidence	17 090,00	0,00		12 966,00	12 966,00		12 966,00	12 966,00
6417	Rémunérations des apprentis	49 766,00	0,00		36 535,00	36 535,00		36 535,00	36 535,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 094 587,00	0,00		2 130 809,00	2 130 809,00		2 130 809,00	2 130 809,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 594 035,00	0,00		3 765 449,00	3 765 449,00		3 765 449,00	3 765 449,00
6454	Cotisations à l'assurance chômage	85 463,00	0,00		97 491,00	97 491,00		97 491,00	97 491,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	446 112,00	0,00		454 686,00	454 686,00		454 686,00	454 686,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	170 052,00	0,00		162 532,00	162 532,00		162 532,00	162 532,00
64731	Allocations chômage versées directement	14 813,00	0,00		16 948,00	16 948,00		16 948,00	16 948,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	46 000,00	0,00		45 000,00	45 000,00		45 000,00	45 000,00
6488	Autres	15 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00		15 000,00	15 000,00
014	Atténuations de produits	562 718,00	0,00		120 000,00	120 000,00		120 000,00	120 000,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	35 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00		20 000,00	20 000,00
739115	Prél contrib redress finances publiques	477 718,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Page 41

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
739218	Autres prél./revers. fisc. coll. locales	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	50 000,00	0,00		100 000,00	100 000,00		100 000,00	100 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	7 852 065,56	0,00	0,00	6 746 857,62	6 746 857,62	0,00	6 746 857,62	6 746 857,62
65131	Bourses	19 800,00	0,00		14 000,00	14 000,00	0,00	14 000,00	14 000,00
65132	Prix	7 500,00	0,00		8 500,00	8 500,00	0,00	8 500,00	8 500,00
65311	Indemnités de fonction	170 916,00	0,00		179 780,00	179 780,00	0,00	179 780,00	179 780,00
65312	Frais de mission et de déplacement	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
65313	Cotisations de retraite	9 000,00	0,00		13 555,00	13 555,00	0,00	13 555,00	13 555,00
65315	Formation	6 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	32 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
6542	Créances éteintes	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	3 000,00	0,00		3 200,00	3 200,00	0,00	3 200,00	3 200,00
657348	Subv. fonct. autres communes	46,00	0,00		46,00	46,00	0,00	46,00	46,00
65736211	Subv. BA/régie admin. sans ps.morale	687 600,00	0,00		620 000,00	620 000,00	0,00	620 000,00	620 000,00
65736221	Subv. BA/régie indus.com. sans ps.morale	184 000,00	0,00		238 326,00	238 326,00	0,00	238 326,00	238 326,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	1 350 140,00	0,00		1 348 235,00	1 348 235,00	0,00	1 348 235,00	1 348 235,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	2 800 840,00	0,00		2 700 840,00	2 700 840,00	0,00	2 700 840,00	2 700 840,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	20 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	1 214 654,00	0,00		1 118 818,62	1 118 818,62	0,00	1 118 818,62	1 118 818,62
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	105 760,00	0,00		115 090,00	115 090,00	0,00	115 090,00	115 090,00
65818	Autres	202 755,56	0,00		195 897,00	195 897,00	0,00	195 897,00	195 897,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	1 100,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
65888	Autres	1 029 954,00	0,00		111 070,00	111 070,00	0,00	111 070,00	111 070,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**39 670 732,89**	**0,00**	**0,00**	**37 875 287,00**	**37 875 287,00**	**0,00**	**37 875 287,00**	**37 875 287,00**
66	Charges financières	357 751,00	0,00		365 000,00	365 000,00		365 000,00	365 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	331 941,00	0,00		359 261,00	359 261,00		359 261,00	359 261,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Page 42

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	15 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
6688	Autres	10 810,00	0,00		739,00	739,00		739,00	739,00
67	Charges spécifiques (4)	30 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	30 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**387 751,00**	**0,00**	**0,00**	**375 000,00**	**375 000,00**		**375 000,00**	**375 000,00**
Total des dépenses réelles		**40 058 483,89**	**0,00**	**0,00**	**38 250 287,00**	**38 250 287,00**	**0,00**	**38 250 287,00**	**38 250 287,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 169 390,25*			*3 105 113,50*	*3 105 113,50*		*3 105 113,50*	*3 105 113,50*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*2 262 767,00*			*2 012 000,00*	*2 012 000,00*		*2 012 000,00*	*2 012 000,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*1 986 200,00*			*1 937 000,00*	*1 937 000,00*		*1 937 000,00*	*1 937 000,00*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*276 567,00*			*75 000,00*	*75 000,00*		*75 000,00*	*75 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 432 157,25**			**5 117 113,50**	**5 117 113,50**		**5 117 113,50**	**5 117 113,50**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	49 900,95
Montant des ICNE de l'exercice N-1	54 845,80
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043*).
(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		41 173 108,21	0,00	40 638 267,22	40 638 267,22	40 638 267,22
013	Atténuations de charges (3)	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
619	RRR obtenus sur services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	150 000,00	0,00	150 380,60	150 380,60	150 380,60
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	50 000,00	0,00	49 619,40	49 619,40	49 619,40
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 365 982,21	0,00	5 322 358,21	5 322 358,21	5 322 358,21
70311	Concessions cimetières (produit net)	29 000,00	0,00	26 000,00	26 000,00	26 000,00
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
70321	Stationnement et location voie publique	2 351 060,00	0,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00
70323	Red. occupation dom. public	1 576 100,00	0,00	871 980,00	871 980,00	871 980,00
70328	Autres droits stationnement et location	98 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7037	Contribution pour dégradation des voies	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	2 790 000,00	2 790 000,00	2 790 000,00
70384	Forfait de post-stationnement	130 000,00	0,00	122 000,00	122 000,00	122 000,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	87 500,00	0,00	86 200,00	86 200,00	86 200,00
70632	Redevances services à caractère loisir	106 600,00	0,00	7 695,00	7 695,00	7 695,00
7066	Redevances services à caractère social	96 000,00	0,00	53 000,00	53 000,00	53 000,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	94 751,00	0,00	310 478,30	310 478,30	310 478,30
706888	Autres	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
7078	Autres marchandises	2 000,00	0,00	3 500,00	3 500,00	3 500,00
7082	Commissions	0,00	0,00	500,00	500,00	500,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	2 400,00	0,00	18 500,00	18 500,00	18 500,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	500,00	0,00	2 178,00	2 178,00	2 178,00
708421	Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale	99 459,66	0,00	97 889,12	97 889,12	97 889,12
708422	Mise à dispo pers. régie avec ps.morale	109 010,06	0,00	45 624,50	45 624,50	45 624,50
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	16 937,67	0,00	16 937,67	16 937,67	16 937,67
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	311 200,82	0,00	315 558,62	315 558,62	315 558,62

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	4 208,00	0,00	5 578,00	5 578,00	5 578,00
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	62 718,00	0,00	102 650,00	102 650,00	102 650,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	2 537,00	0,00	21 271,00	21 271,00	21 271,00
70878	Remb. frais par des tiers	96 000,00	0,00	128 400,00	128 400,00	128 400,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	7 418,00	7 418,00	7 418,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	3 811 522,00	0,00	3 967 553,00	3 967 553,00	3 967 553,00
73211	Attribution de compensation	3 736 320,00	0,00	3 732 577,00	3 732 577,00	3 732 577,00
732181	Dispositif de lissage conjoncturel	0,00	0,00	163 588,00	163 588,00	163 588,00
73221	FNGIR	388,00	0,00	388,00	388,00	388,00
7323	Revers. prél. / jeux et paris hippiques	74 814,00	0,00	71 000,00	71 000,00	71 000,00
731	Fiscalité locale	28 515 926,00	0,00	28 801 745,00	28 801 745,00	28 801 745,00
73111	Impôts directs locaux	22 868 029,00	0,00	22 830 945,00	22 830 945,00	22 830 945,00
73118	Autres contributions directes	50 000,00	0,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	2 900 000,00	0,00	2 900 000,00	2 900 000,00	2 900 000,00
73141	Accise sur l'électricité	237 297,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
731721	Taxe de séjour	1 350 000,00	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00	1 400 000,00
731732	Prélèvement sur les produits des jeux	1 110 000,00	0,00	1 200 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	600,00	0,00	800,00	800,00	800,00
74	Dotations et participations (3)	882 490,00	0,00	763 997,01	763 997,01	763 997,01
742	Dot. aux élus locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	73 818,00	0,00	77 800,00	77 800,00	77 800,00
74718	Autres participations Etat	232 344,00	0,00	82 533,01	82 533,01	82 533,01
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	80 000,00	0,00	47 500,00	47 500,00	47 500,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	223 900,00	0,00	243 900,00	243 900,00	243 900,00
747888	Autres	14 000,00	0,00	58 000,00	58 000,00	58 000,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	73 680,00	0,00	63 946,00	63 946,00	63 946,00
74834	Etat-Compens.exonération taxe habitation	169 748,00	0,00	169 748,00	169 748,00	169 748,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	570,00	570,00	570,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	15 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 569 394,00	0,00	1 391 614,00	1 391 614,00	1 391 614,00
752	Revenus des immeubles	559 168,00	0,00	771 190,00	771 190,00	771 190,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	500,00	500,00	500,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	30 500,00	0,00	592 424,00	592 424,00	592 424,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75883	Excédents sur opérations de gestion	0,00	0,00	1 400,00	1 400,00	1 400,00

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
75888	Autres	979 726,00	0,00	26 100,00	26 100,00	26 100,00
Total des recettes de gestion des services		**40 345 314,21**	**0,00**	**40 447 267,22**	**40 447 267,22**	**40 447 267,22**
76	Produits financiers	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	202 209,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	202 209,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**40 592 523,21**	**0,00**	**40 457 267,22**	**40 457 267,22**	**40 457 267,22**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*580 585,00*		*181 000,00*	*181 000,00*	*181 000,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*495 000,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*85 585,00*		*81 000,00*	*81 000,00*	*81 000,00*
7815	*Rep. prov. charges fonctionnt courant*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**580 585,00**		**181 000,00**	**181 000,00**	**181 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043*).
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		2 984 227,00	2 337 996,11	0,00	17 749,00	6 924,28	201 453,73	144 417,66	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 689 227,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	115 516,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	17 749,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 266 560,91	0,00	0,00	6 924,28	101 453,73	144 417,66	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	881 919,20	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	74 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		9 629 800,34	100 000,00	0,00	0,00	2 704,28	0,00	96 646,31	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 428 800,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	200 000,00	0,00	0,00	0,00	2 704,28	0,00	96 646,31	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 201 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		481 158,00	1 025 000,00	73 846,00	5 363 692,31		12 636 464,09
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		45 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		2 689 227,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		250 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	11 200,00	0,00	0,00	140 000,00		266 716,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 025 000,00	0,00	8 000,00		1 050 749,00
21	Immobilisations corporelles	469 958,00	0,00	73 846,00	984 649,31		3 047 809,89
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	4 231 043,00		5 212 962,20
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		74 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	848 000,00		10 677 150,93
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		1 800 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		4 428 800,34
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	848 000,00		1 147 350,59
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		3 201 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		100 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		2 984 227,00
102	Dotations et fonds d'investissement	45 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	2 188 227,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00
166	Refinancement de dette	500 000,00
181	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	250 000,00
RECETTES		9 829 800,34
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 800 000,00
102	Dotations et fonds d'investissement	1 452 000,00
106	Réserves	2 976 800,34
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	200 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	2 700 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00
166	Refinancement de dette	500 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		2 313 686,04	0,00	20 299,07	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	66 876,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	48 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	285 475,85	0,00	20 299,07	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	381 325,39	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	575 369,60	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	781 919,20	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	74 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé			04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.			TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 337 986,11
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 876,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 640,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	305 774,92
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	381 325,39
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	579 460,60
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	781 919,20
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	061 FSE	062 FEDER	068 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0680 FEADER	0681 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		17 748,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 748,00
204	Subventions d'équipement versées	17 749,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 749,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	3 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 274,28	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	3 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 274,28	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 704,28	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 704,28	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Formation professionnelle												
		261 Insertion sociale et professionnelle	262 Formation professionnalisante personnes	263 Formation certifiante des personnes	264 Formation des actifs occupés	265 Rémunération des stagiaires	268 CNFPT - Formation des actifs occupés					267 CFNPT et CDG - missions spécifiques		268 Autres
							2681 Missions statutaires et réglementaires	2682 Développement des compétences	2683 Évolution et transition professionnelle	2684 Organisation des activités pédagogiques	2686 Autres	2671 Concours	2672 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 924,28
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 424,28
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 764,28
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 764,28

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	4 188,01	100 000,00	0,00	26 916,72	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	4 188,01	0,00	0,00	3 915,72	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		23 860,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	23 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		38 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	201 463,73
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	33 463,73
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144 417,88	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 357,66	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 060,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 646,31	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 646,31	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	426 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144 417,66
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 357,66
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 060,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 848,31
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 646,31

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Aménagement et services urbains						
			610 Services communs	611 Espaces verts urbains	612 Eclairage public	613 Art public	614 Electrification	615 Opérations d'aménagement	618 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	286 520,00	196 638,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	11 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	4 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	15 000,00	155 638,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	256 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Page 69

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	62 Politique de la ville	63 Agglomérations et villes moyennes	64 Espace rural et autres espaces de dév.	66 Habitat (Logement)				
					661 Parc privé de la collectivité	662 Aide au secteur locatif	663 Aide à l'accession à la propriété	664 Aire d'accueil des gens du voyage	666 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Page 70

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	66 Actions en faveur du littoral	67 Techno. de l'information et de la comm.	68 Autres actions		69 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				681 Réserves Foncières	688 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	481 168,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 200,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 638,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	255 120,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 025 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 025 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 025 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 025 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	3 846,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	3 846,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	76 Politique de l'énergie					78 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		761 Réseaux de chaleur et de froid	762 Energie photovoltaïque	763 Energie éolienne	764 Energie hydraulique	768 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	73 846,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 846,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	826 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	836 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	5 318 822,31	0,00	44 070,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	930 579,31	0,00	44 070,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	4 231 043,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	848 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	848 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					88 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 363 882,31
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	974 649,31
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 231 043,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	848 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	848 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**1 150 304,38**	**17 590 690,62**	**0,00**	**1 963 777,00**	**1 426 708,00**	**3 077 953,00**	**492 576,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	665 304,38	5 201 890,00	0,00	323 100,00	203 998,00	821 750,00	47 800,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	10 954 681,00	0,00	1 639 677,00	1 199 813,00	2 033 503,00	419 426,00	0,00
014	Atténuations de produits	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 424 119,62	0,00	1 000,00	22 897,00	222 700,00	25 350,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	365 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**31 714 992,00**	**785 269,82**	**0,00**	**33 000,00**	**175 890,90**	**1 378 302,00**	**262 178,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	543 946,74	0,00	27 000,00	119 110,97	593 718,00	82 178,00	0,00
73	Impôts et taxes	3 967 553,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	27 400 945,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	311 494,00	40 323,08	0,00	6 000,00	56 779,93	169 400,00	180 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	25 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	615 184,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**3 727 734,00**	**5 285 323,00**	**1 603 126,00**	**1 932 095,00**		**38 250 287,00**
011	Charges à caractère général	0,00	359 453,00	222 100,00	1 082 535,00	409 250,00		9 337 180,38
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	3 263 221,00	118 062,00	520 591,00	1 522 275,00		21 671 249,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		120 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	105 060,00	4 945 161,00	0,00	570,00		6 746 857,62
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		365 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**379 192,00**	**2 779 412,50**	**15 000,00**	**2 934 030,00**		**40 457 267,22**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		200 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	293 200,00	715 624,50	15 000,00	2 932 580,00		5 322 358,21
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 967 553,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	1 400 800,00	0,00	0,00		28 801 745,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		763 997,01
75	Autres produits de gestion courante	0,00	85 992,00	662 988,00	0,00	1 450,00		1 391 614,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		1 160 304,38
606	Achats non stockés de matières et fourni	30 000,00
618	Divers	124 954,38
627	Services bancaires et assimilés	3 000,00
628	Divers	208 050,00
635	Autres impôts, taxes (Admin impôts)	299 300,00
661	Charges d'intérêts	364 261,00
668	Autres charges financières	739,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	120 000,00
RECETTES		31 714 982,00
731	Fiscalité locale	27 400 945,00
732	Fiscalité reversée	3 967 553,00
744	FCTVA	77 800,00
748	Autres attributions et participations	233 694,00
758	Produits divers de gestion courante	25 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	10 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	026 Cimetières et pompes funèbres	028 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		18 800 876,82	0,00	0,00	126 024,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	2 236 495,00	0,00	0,00	2 362,00	0,00
613	Locations	1 030 484,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	550 581,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	324 910,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	20 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	136 607,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	158 870,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	187 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	71 050,00	0,00	0,00	5 300,00	0,00
625	Déplacements et missions	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	123 148,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	480 953,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	186 962,00	0,00	0,00	2 329,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin impôts)	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	6 690 659,00	0,00	0,00	78 464,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	3 261 224,00	0,00	0,00	36 569,00	0,00
647	Autres charges sociales	61 948,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	752 614,62	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	419 170,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		735 268,82	0,00	30 000,00	20 000,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	150 380,60	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	49 619,40	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	026 Cimetières et pompes funèbres	028 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
708	Autres produits	513 946,74	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	19 753,08	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	570,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduo., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduo.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		664 981,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	11 128,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	287 443,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	164 085,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	202 335,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 680 880,62
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 238 857,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 030 484,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 581,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	324 910,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 607,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 870,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 350,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 148,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	480 963,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 419,00
635	Autres impôts, taxes (Admin impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 056 566,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 461 878,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 948,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	202 335,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	752 614,62
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	419 170,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	786 289,62
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 380,60
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 619,40

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent._act° interrég._eur._intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	046 Actions internationales	048 Autres actions	
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	513 946,74
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 753,08
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 570,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	061 FSE	062 FEDER	068 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0680 FEADER	0681 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		388 488,00	1 594 289,00	0,00	0,00	1 000,00	1 983 777,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	4 500,00	48 200,00	0,00	0,00	0,00	52 700,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	220 000,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	1 100,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	7 600,00	0,00	0,00	0,00	7 600,00
628	Divers	0,00	39 000,00	0,00	0,00	0,00	39 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	6 679,00	20 010,00	0,00	0,00	0,00	26 689,00
641	Rémunérations du personnel	256 153,00	932 762,00	0,00	0,00	0,00	1 188 915,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	101 156,00	322 917,00	0,00	0,00	0,00	424 073,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
RECETTES		11 000,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
708	Autres produits	5 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
747	Participations	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	608 936,00	31 000,00	4 600,00	5 840,00	0,00	0,00	112 983,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	7 000,00	11 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 860,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	1 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	6 200,00	12 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	10 255,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 475,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	328 939,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 490,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	154 201,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 381,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	3 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	4 600,00	5 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 257,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	11 313,93	12 478,30	0,00	0,00	0,00	46 466,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	12 478,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	11 313,93	0,00	0,00	0,00	0,00	45 466,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Formation professionnelle												
		261 Insertion scolaire et professionnelle	262 Formation professionnalisante personnes	263 Formation certifiante des personnes	264 Formation des actifs occupés	265 Rémunération des stagiaires	268 CNFPT - Formation des actifs occupés					267 CFNPT et CDG - missions spécifiques		268 Autres
							2681 Missions statutaires et réglementaires	2682 Développement des compétences	2683 Évolution et transition professionnelle	2684 Organisation des activités pédagogiques	2685 Autres	2671 Concours	2672 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Formation professionnelle												
		261 Insertion scolaire et professionnelle	262 Formation professionnalisante personnes	263 Formation certifiante des personnes	264 Formation des actifs occupés	265 Rémunération des stagiaires	268 CNFPT - Formation des actifs occupés					267 CFNPT et CDG - missions spécifiques		268 Autres
							2681 Missions statutaires et réglementaires	2682 Développement des compétences	2683 Évolution et transition professionnelle	2684 Organisation des activités pédagogiques	2685 Autres	2671 Concours	2672 Missions administratives	
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	211 978,00	628 664,00	0,00	22 858,00	0,00	0,00	1 428 708,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	84 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	31 560,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	27 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 200,00
613	Locations	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	6 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 100,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 340,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 400,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 538,00	0,00	0,00	7 538,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
628	Divers	0,00	0,00	900,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	19 900,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	2 336,00	9 737,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 803,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	73 346,00	339 479,00	0,00	0,00	0,00	0,00	809 254,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	36 196,00	151 638,00	0,00	0,00	0,00	0,00	365 416,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 200,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 440,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 257,00
RECETTES		0,00	0,00	82 000,00	16 937,67	0,00	7 695,00	0,00	0,00	176 880,90
706	Prestations de services	0,00	0,00	82 000,00	0,00	0,00	7 695,00	0,00	0,00	102 173,30
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	16 937,67	0,00	0,00	0,00	0,00	16 937,67
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 779,93

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.culturelles	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	316 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		41 200,00	796 711,00	3 000,00	346 846,00	481 619,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	17 070,87	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	18 180,00	0,00	26 000,00	24 105,26	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	4 300,00	7 917,35	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	800,00	0,00	0,00	129,50	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	10 595,71	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	4 800,00	0,00	13 300,00	36 231,45	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	23 546,03	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	100,00	0,00	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	105 600,00	0,00	17 000,00	26 961,86	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	9 878,00	0,00	5 224,00	6 717,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	9 900,00	0,00	0,00	1 765,97	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	329 753,00	0,00	167 324,00	233 575,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	144 700,00	0,00	79 077,00	102 903,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	2 000,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interv* cpt prop. - Subvent*	41 200,00	162 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**42 418,00**	**0,00**	**16 700,00**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	25 000,00	0,00	15 700,00	45 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	14 918,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
	DEPENSES	**0,00**	**18 305,00**	**0,00**	**0,00**	**27 730,00**	**188 890,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	500,00	0,00	0,00	3 000,00	15 600,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	104 550,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	250,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	4 805,00	0,00	0,00	530,00	4 250,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00	48 000,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interv* cpt prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	326 Autres équipements sportifs ou loisirs	328 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	643 234,00	316 050,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	271 000,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	28 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	592 610,00	0,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	22 024,00	50,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		381 118,00	0,00	701 634,00	0,00	102 100,00	0,00	3 077 963,00
604	Achats d'études, prestations de services	28 150,00	0,00	27 500,00	0,00	800,00	0,00	73 520,87
606	Achats non stockés de matières et fourni	4 990,00	0,00	16 800,00	0,00	2 750,00	0,00	111 925,26
611	Contrats de prestations de services	34 736,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 736,00
613	Locations	0,00	0,00	7 550,00	0,00	0,00	0,00	19 767,35
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	15 929,50
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 240,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 595,71
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	4 500,00	0,00	6 550,00	0,00	174 931,45
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	108 546,03
627	Services bancaires et assimilés	405,00	0,00	70,00	0,00	0,00	0,00	1 145,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	166 146,96
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	7 205,00	0,00	12 808,00	0,00	0,00	0,00	41 832,00
635	Autres impôts, taxes (Admin impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	13 266,97
641	Rémunérations du personnel	205 831,00	0,00	435 289,00	0,00	0,00	0,00	1 391 772,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	79 802,00	0,00	193 417,00	0,00	0,00	0,00	599 899,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	211 200,00
RECETTES		183 900,00	0,00	91 000,00	0,00	38 000,00	0,00	1 378 302,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	271 000,00
706	Prestations de services	120 000,00	0,00	33 000,00	0,00	36 000,00	0,00	275 200,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 018,00
747	Participations	63 900,00	0,00	58 000,00	0,00	0,00	0,00	169 400,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	592 610,00

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 074,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
602	Achats stockés - Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	468 228,00	0,00	0,00
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	850,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 765,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	281 711,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 950,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	1 100,00	20 250,00	0,00	482 678,00
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	850,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 765,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	281 711,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 950,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	1 100,00	20 250,00	0,00	22 350,00
RECETTES		0,00	0,00	2 178,00	0,00	0,00	0,00	262 178,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	2 178,00	0,00	0,00	0,00	2 178,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	446 Evaluation des dépenses engagées	448 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Aménagement et services urbains						
			610 Services communs	611 Espaces verts urbains	612 Eclairage public	613 Art public	614 Electrification	615 Opérations d'aménagement	618 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	1 288 276,00	2 283 069,00	166 389,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	22 275,00	77 500,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	1 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	3 000,00	75 948,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	3 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	990,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	7 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	98 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	20 346,00	41 352,00	2 047,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	728 712,00	1 420 120,00	77 176,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	301 653,00	638 659,00	32 166,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	100 000,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	1 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 400,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 400,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	62 Politique de la ville	63 Agglomérations et villes moyennes	64 Espace rural et autres espaces de dév.	66 Habitat (Logement)				
					661 Parc privé de la collectivité	662 Aide au secteur locatif	663 Aide à l'accession à la propriété	664 Aire d'accueil des gens du voyage	666 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	188 782,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	30 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	85 992,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	66 Actions en faveur du littoral	67 Techno. de l'information et de la comm.	68 Autres actions		69 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				681 Réserves Foncières	688 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 727 794,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144 775,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 948,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 800,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	990,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 850,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 745,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 226 008,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	972 478,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 500,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 560,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	378 182,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262 400,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 800,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 992,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	212 228,00	127 734,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 945 361,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	5 000,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	90 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	500,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
628	Divers	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	1 983,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	23 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	348,00	76 121,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	8 380,00	31 230,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 945 161,00
RECETTES		0,00	0,00	366 000,00	0,00	0,00	0,00	978 788,00	1 446 624,50
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	355 000,00	0,00	0,00	0,00	315 000,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 624,50
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00	1 400 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 588,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	570 400,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 286 323,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 800,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 983,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 469,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 610,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 945 161,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 779 412,50
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	670 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 624,50
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400 800,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 588,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	570 400,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		11 413,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	816 036,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	8 022,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	3 111,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	60 000,00	10 000,00	73 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	50 000,00	10 000,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		761 Réseaux de chaleur et de froid	762 Energie photovoltaïque	763 Energie éolienne	764 Energie hydraulique	768 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	643 678,00	0,00	0,00	1 603 126,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	63 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	748 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 500,00	0,00	0,00	146 500,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	85 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 543,00	0,00	0,00	10 823,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	341 000,00	0,00	0,00	349 022,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 635,00	0,00	0,00	160 746,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	826 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	288 327,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	5 088,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	187 342,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	75 897,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Page 115

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	836 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Page 116

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie						
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	846 Voirie communale	848 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 470 448,00	0,00	193 320,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	32 500,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	103 500,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 750,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	26 053,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	845 875,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	382 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	570,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	2 900 950,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 829 500,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 450,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	86 Infrastructures					88 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	88 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		861 Gares, autres infrastructures routières	862 Gares et autres infrastructures ferrov.	863 Haltes, autres infrastructures fluviales	864 Ports, autres infrastructures portuaires	865 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 932 086,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	223 500,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 750,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 141,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 033 217,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	457 917,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	570,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 934 030,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 830 580,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 450,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					36 537 793,00									
1641 Emprunts en euros (total)					36 537 793,00									
0048915	SFIL CAFFIL	14/06/2018	20/07/2018	01/11/2018	2 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.45)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,450	0,460	EUR	T	C	O	A-1
10000342209	CREDIT AGRICOLE	15/12/2016	26/12/2016	01/06/2017	100 000,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0,660	0,660	EUR	A	X	O	A-1
100357/001 - Conso	SOCIETE GENERALE	17/09/2024	01/09/2025	01/12/2025	1 500 000,00	F	Taux fixe à 3.37 %	3,370	3,460	EUR	T	C	O	A-1
1054620	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/04/2006	10/08/2006	01/05/2007	1 000 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	3,750	3,750	EUR	A	P	O	A-1
114503F	CAISSE D'EPARGNE	27/02/2026	27/05/2026	25/04/2027	1 500 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,900	2,980	EUR	X	C	O	A-1
1234001	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/11/2012	01/03/2013	01/06/2013	1 000 000,00	V	(LEP(Préfixé) + 1.24)-Floor -1.24 sur LEP(Préfixé)	3,990	3,990	EUR	T	C	O	A-1
5616457	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/10/2024	01/11/2024	01/02/2025	48 884,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,400	3,400	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
5617365	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/10/2024	01/11/2024	01/02/2025	474 915,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,400	3,400	EUR	T	P	O	A-1
5717406	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/02/2026	23/11/2026	23/02/2027	1 313 994,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.5)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	2,000	EUR	X	C	O	A-1
62-16838403CGPTILETOU-Consolidation	ARKEA	28/10/2023	30/06/2024	30/09/2024	1 800 000,00	V	(Euribor 3M + 0.83)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,540	4,690	EUR	T	C	O	A-1
648796E	CAISSE D'EPARGNE	27/10/2022	27/12/2022	25/10/2023	2 000 000,00	F	Taux fixe à 2.31 %	2,310	2,330	EUR	T	P	O	A-1
8176335	CAISSE D'EPARGNE	25/06/2012	25/06/2012	25/01/2013	1 000 000,00	F	Taux fixe à 5.25 %	5,250	5,380	EUR	M	C	O	A-1
8372652	CAISSE D'EPARGNE	24/05/2013	24/05/2013	25/07/2013	2 000 000,00	F	Taux fixe à 3.47 %	3,470	3,530	EUR	M	C	O	A-1
IRD-1495428	SOCIETE GENERALE	10/07/2019	15/07/2019	15/10/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,780	EUR	T	C	O	A-1
MIN539088EUR-CONSOLIDATION	BANQUE POSTALE	25/10/2021	05/08/2022	01/12/2022	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.75 %	0,750	0,750	EUR	T	C	O	A-1
MIN545755EUR-CONSOLIDATION	BANQUE POSTALE	25/09/2023	01/07/2024	01/10/2024	1 000 000,00	F	Taux fixe à 3.86 %	3,860	3,920	EUR	T	P	O	A-1
MIN548763EUR - Conso	BANQUE POSTALE	19/09/2024	01/09/2025	01/12/2025	1 500 000,00	F	Taux fixe à 3.33 %	3,330	3,370	EUR	T	C	O	A-1
MON275817EUR	DEXIA CL	27/06/2011	08/08/2011	01/12/2011	299 345,00	F	Taux fixe à 2.54 %	2,540	2,560	EUR	T	P	O	A-1
MON275818EUR	DEXIA CL	29/07/2011	08/08/2011	01/12/2011	223 881,00	F	Taux fixe à 2.54 %	2,540	2,560	EUR	T	P	O	A-1
MON505370EUR	BANQUE POSTALE	27/11/2015	08/12/2015	01/04/2016	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,810	EUR	T	C	O	A-1
MON512766EUR ex MON510200EUR	SFIL CAFFIL	01/08/2016	19/09/2016	01/01/2017	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	0,920	EUR	T	C	O	A-1
MON517507EUR ex MON515485EUR	BANQUE POSTALE	30/05/2017	26/06/2017	01/10/2017	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	0,950	EUR	T	C	O	A-1
MON534570EUR	BANQUE POSTALE	21/10/2020	01/12/2020	01/03/2021	2 200 000,00	F	Taux fixe à 0.43 %	0,430	0,430	EUR	T	C	O	A-1
MON539089EUR	BANQUE POSTALE	25/10/2021	15/11/2021	01/03/2022	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.63 %	0,630	0,630	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
SG 2000 000	SOCIETE GENERALE	28/11/2014	08/12/2014	08/03/2015	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1,99 %	1,990	2,030	EUR	T	C	O	A-1
SG-1576774	SOCIETE GENERALE	27/06/2011	30/06/2011	30/09/2011	1 576 774,00	F	Taux fixe à 4,19 %	4,190	4,340	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
166 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					**36 637 793,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : prefixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant ouvert	Catégorie d'emprunt après ouverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
188 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
184 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**18 047 837,41**					**2 188 226,94**	**364 424,41**	**0,00**	**49 900,95**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		18 047 837,41					2 188 226,94	364 424,41	0,00	49 900,95
0048915	N	0,00	A-1	1 033 333,43	7,58	V	(Euribor 3M + 0.45)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,560	133 333,32	26 718,39	0,00	4 817,79
10000342209	N	0,00	A-1	10 256,02	0,42	F	Taux fixe à 0.66 %	0,660	10 256,02	67,69	0,00	0,00
100357/001 - Conso	N	0,00	A-1	1 475 000,00	14,67	F	Taux fixe à 3.37 %	3,460	100 000,00	49 113,08	0,00	3 861,46
1054620	N	0,00	A-1	583 403,82	15,33	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	3,400	26 789,91	19 835,73	0,00	9 238,25
114503F	N	0,00	A-1	0,00	15,91	V	(Livret A(Préfixé) + 1.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
1234001	N	0,00	A-1	149 999,83	2,17	V	(LEP(Préfixé) + 1.24)-Floor -1.24 sur LEP(Préfixé)	3,940	66 666,68	4 558,70	0,00	219,26
5616457	N	0,00	A-1	47 323,90	23,83	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,100	1 315,07	906,89	0,00	142,26
5617365	N	0,00	A-1	459 758,41	23,83	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,100	18 319,47	8 770,77	0,00	1 364,91

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant ouvert	Catégorie d'emprunt après ouverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
5717406	N	0,00	A-1	0,00	25,75	V	(Livret A(Préfixé) + 0.5)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.5)-Floor 0 sur Livret	0,000	0,00	0,00	0,00	2 680,96
62-16839403CGP1LETOU-Consolidation	N	0,00	A-1	1 620 000,00	13,50	V	(Euribor 3M + 0.83)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,920	120 000,00	50 660,26	0,00	150,89
648796E	N	0,00	A-1	1 742 225,12	12,57	F	Taux fixe à 2.31 %	2,330	118 925,37	39 220,15	0,00	6 770,52
8176335	N	0,00	A-1	133 332,64	1,98	F	Taux fixe à 5.25 %	5,380	66 666,72	5 395,79	0,00	48,61
8372652	N	0,00	A-1	333 333,50	2,48	F	Taux fixe à 3.47 %	3,530	133 333,32	9 446,10	0,00	96,39
IRD-1495428	N	0,00	A-1	1 166 666,50	8,54	F	Taux fixe à 0.77 %	0,780	133 333,36	8 717,40	0,00	1 701,84
MIN539088EUR-CONSOLIDATION	N	0,00	A-1	1 566 666,71	11,67	F	Taux fixe à 0.75 %	0,750	133 333,32	11 375,00	0,00	865,97
MIN545755EUR-CONSOLIDATION	N	0,00	A-1	936 879,53	13,50	F	Taux fixe à 3.86 %	3,920	52 724,69	35 406,47	0,00	9 437,29
MIN548763EUR - Conso	N	0,00	A-1	1 475 000,00	14,67	F	Taux fixe à 3.33 %	3,370	100 000,00	47 868,76	0,00	3 688,44
MON275817EUR	N	0,00	A-1	17 819,54	0,67	F	Taux fixe à 2.54 %	2,560	17 819,54	226,48	0,00	0,00
MON275818EUR	N	0,00	A-1	13 327,28	0,67	F	Taux fixe à 2.54 %	2,560	13 327,28	169,39	0,00	0,00
MON505370EUR	N	0,00	A-1	700 000,13	5,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,810	133 333,32	11 700,00	0,00	2 521,67
MON512766EUR ex MON510200EUR	N	0,00	A-1	714 285,56	4,75	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	142 857,16	6 078,57	0,00	1 299,69
MON517507EUR ex MON515485EUR	N	0,00	A-1	350 000,00	1,50	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	200 000,00	2 612,50	0,00	352,29
MON534570EUR	N	0,00	A-1	1 466 666,60	9,92	F	Taux fixe à 0.43 %	0,430	146 666,68	6 070,17	0,00	457,23
MON539089EUR	N	0,00	A-1	1 466 666,72	10,92	F	Taux fixe à 0.63 %	0,630	133 333,32	8 925,00	0,00	676,67
SG 2000 000	N	0,00	A-1	533 333,04	3,94	F	Taux fixe à 1.99 %	2,030	133 333,36	9 749,16	0,00	508,56

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant ouvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
SG-1576774	N	0,00	A-1	52 559,13	0,50	F	Taux fixe à 4.19 %	4,340	52 559,03	831,96	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**18 047 837,41**					**2 188 226,94**	**384 424,41**	**0,00**	**49 900,95**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.
(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décalisés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	26	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	18 047 837,41	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 2000.00 €		2023-12-11
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	FRAIS REALISATION DOCUMENTS URBANISME	5	11/12/2023
L	FRAIS D'ETUDES	5	11/12/2023
L	FRAIS D'INSERTION	5	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP BIENS MOBILIERS,MATERIEL,ETUDES CCAS	0	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP VERSEES PERS DROIT PRIVE BIENS MOBIL	5	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP VERSEES BAT ET INSTALL	15	11/12/2023
L	BATIMENTS ET INSTALLATIONS COL STATUT PARTICULIER	0	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP AUTRES BATIMENTS ET INSTALLATIONS	0	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP VERSEES BAT ET INSTALL PERS DE DROIT	0	11/12/2023
L	ATTRIBUTION DE COMPENSATION D'INVESTISSEMENT	5	11/12/2023
L	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	5	11/12/2023
L	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8	11/12/2023
L	IMMEUBLES DE RAPPORT	30	11/12/2023
L	AUTRES BATIMENTS PRIVES	30	11/12/2023
L	INSTAL GENERALES AGENCEM AMENAG CONSTRUCTION BAT P	30	11/12/2023
L	IMMEUBLES DE RAPPORT	30	11/12/2023
L	MATERIEL ROULANT	8	11/12/2023
L	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFE	8	11/12/2023
L	MATERIEL ROULANT	8	11/12/2023
L	AUTRE MATERIEL TECHNIQUE	8	11/12/2023
L	AUTRES INSTAL MATERIEL OUTILLAGE TECHNIQUES	8	11/12/2023
L	INSTAL GENERALES AGENCEMENT AMENAGEMENT	15	11/12/2023
L	AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	7	11/12/2023
L	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	5	11/12/2023
L	AUTRES MATERIELS INFORMATIQUE	5	11/12/2023
L	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	5	11/12/2023
L	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	5	11/12/2023
L	MATERIEL DE TELEPHONIE	5	11/12/2023
L	CHEPTEL	5	11/12/2023
L	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5	11/12/2023

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	78 545,00		1 193 600,00	1 272 145,00	12 439,50	1 259 705,50
Provisions pour litiges	78 545,00		194 855,00	273 400,00	0,00	273 400,00
Contentieux Taxes Foncières 2022 et 2023	0,00	25/04/2025	122 000,00	122 000,00	0,00	122 000,00
Contentieux Taxes Foncières 2024	0,00	25/04/2025	72 855,00	72 855,00	0,00	72 855,00
Contentieux Taxes Foncières 2025	78 545,00	13/10/2025	0,00	78 545,00	0,00	78 545,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		998 745,00	998 745,00	12 439,50	986 305,50
Compte Epargne-Temps	0,00	01/01/2024	998 745,00	998 745,00	12 439,50	986 305,50
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	78 545,00		1 193 600,00	1 272 145,00	12 439,50	1 259 705,50
TOTAL PROVISIONS	78 545,00		1 193 600,00	1 272 145,00	12 439,50	1 259 705,50

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.
(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.
(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 1	Intitulé de l'opération : Avenue ARSENE ABICAL Avenue ARSENE BICAL			Date de la délibération : 15/12/2025
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	0,00	53 502,22	0,00	53 502,22
4581 (5)	0,00	53 502,22	0,00	53 502,22
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	0,00	53 502,22	0,00	53 502,22
RECETTES (b)	0,00	53 502,22	0,00	53 502,22
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	53 502,22	0,00	53 502,22
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	53 502,22	0,00	53 502,22

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.
(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
(7) Indiquer le chapitre.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	24 924 072,13	17 623 677,93	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		2 984 474,05	342 787,14
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements donnés.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**312 600,00**	**86 247,98**											**642,02**	**61 909,69**
SEMAT	2014	P		Crédit du Nord	125 000,00	22 136,90	0,87	M	F	Taux fixe à 2.75 %	2,750	F	Taux fixe à 2.75 %	2,750	A-1	EUR	305,53	22 136,90
SEMAT	2017	P		Crédit du Nord	187 500,00	43 111,06	1,01	M	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	A-1	EUR	336,49	39 772,79
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**24 811 672,13**	**17 668 429,97**											**403 607,41**	**704 193,09**
FLANDRE OPALE HABITAT	2014	P		CDC	399 558,99	165 835,27	7,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,900	A-1	EUR	4 809,22	20 123,51
FLANDRE OPALE HABITAT	2018	P		CDC	238 000,00	238 000,00	42,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	5 474,00	0,00
FLANDRE OPALE HABITAT	2018	P		CDC	2 296 815,84	2 177 115,17	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	70 544,31	3 303,19

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (8)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (6)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FLANDRE OPALE HABITAT	2018	P		CDC	1 056 714,67	1 017 706,60	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	28 457,53	0,00
FLANDRE OPALE HABITAT	2021	F		CE	1 777 319,00	122 573,72	0,48	X	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	A-1	EUR	704,80	122 573,72
FLANDRE OPALE HABITAT	2021	F		CE	2 596 555,45	179 072,79	0,48	X	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	A-1	EUR	1 029,66	179 072,79
HABITAT HDF ESH	1997	P		CDC	129 411,25	21 480,48	3,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	2,500	-	EUR	537,01	5 235,59
HABITAT HDF ESH	1997	P		CDC	212 141,50	37 023,44	3,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,900	-	EUR	1 073,68	8 970,29
HABITAT HDF ESH	1999	P		CDC	686 020,58	184 062,86	5,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,550	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,900	A-1	EUR	5 337,82	28 739,31
HABITAT HDF ESH	2000	P		CDC	114 656,90	32 454,46	6,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,550	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,900	A-1	EUR	1 363,09	4 007,16
HABITAT HDF ESH	2013	P		CDC	179 992,00	135 552,32	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	2 033,28	3 931,16
HABITAT HDF ESH	2013	P		CDC	63 334,00	51 740,45	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	776,11	1 020,12
HABITAT HDF ESH	2014	P		CDC	423 073,00	339 754,90	28,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	10 192,65	6 200,58
HABITAT HDF ESH	2013	P		CDC	181 220,00	153 937,65	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	3 540,57	2 578,95
HABITAT HDF ESH	2014	P		CDC	84 376,00	65 260,56	28,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	1 435,73	1 393,27
HABITAT HDF ESH	2013	P		CDC	21 035,00	17 184,46	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	257,77	338,81
HABITAT HDF ESH	2016	P		CDC	588 390,69	482 572,39	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	14 477,17	7 077,72

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (8)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (6)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT HDF ESH	2016	P		CDC	196 130,23	169 661,15	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	5 089,83	1 188,83
HABITAT HDF ESH	2014	P		DEXIA CL	675 000,00	513 286,44	17,92	A	F	Taux fixe à 4.7 %	4,770	F	Taux fixe à 4.7 %	4,770	A-1	EUR	24 459,52	18 245,40
HABITAT HDF ESH	2019	P		CDC	308 673,00	295 158,19	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	6 788,64	5 052,48
HABITAT HDF ESH	2019	P		CDC	304 653,00	296 537,43	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	6 820,36	3 149,70
HABITAT HDF ESH	2019	P		CDC	66 163,00	62 467,57	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	937,01	1 268,78
HABITAT HDF ESH	2019	P		CDC	119 829,00	115 866,90	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 738,00	1 582,01
HABITAT HDF ESH	2019	P		CDC	285 000,00	243 869,62	24,58	A	F	Taux fixe à 1.12 %	1,120	F	Taux fixe à 1.12 %	1,120	A-1	EUR	2 731,23	8 506,59
HABITAT HDF ESH	2021	P		CDC	1 686 757,00	1 673 985,45	36,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	3,010	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	2,710	A-1	EUR	45 365,01	20 780,28
HABITAT HDF ESH	2021	P		CDC	586 565,00	584 903,00	46,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	3,010	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	2,710	A-1	EUR	19 007,50	1 006,29
HABITAT HDF ESH	2021	P		CDC	765 000,00	717 954,46	36,92	A	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	A-1	EUR	7 466,73	16 009,16
HABITAT HDF ESH	2021	P		CDC	503 886,00	497 563,04	36,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	7 463,45	7 449,43
HABITAT HDF ESH	2021	P		CDC	169 207,00	168 369,06	46,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	2 525,54	1 544,07
HABITAT HDF ESH	2021	P		CDC	988 985,00	979 394,21	36,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	22 526,07	13 623,38
HABITAT HDF ESH	2021	P		CDC	411 855,00	410 134,37	46,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	10 026,30	2 835,64

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (6)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT HDF ESH	2025	P		CDC	804 804,00	804 804,00	24,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	24 144,12	17 393,79
PAS DE CALAIS HABITAT	2020	P		CDC	304 319,00	245 048,71	15,92	A	F	Taux fixe à 0.33 %	0,330	F	Taux fixe à 0.33 %	0,330	A-1	EUR	808,66	14 940,02
PAS DE CALAIS HABITAT	2020	P		CDC	793 681,00	672 731,08	20,92	A	F	Taux fixe à 0.46 %	0,460	F	Taux fixe à 0.46 %	0,460	A-1	EUR	3 054,56	30 586,01
PAS DE CALAIS HABITAT	2020	P		CDC	496 000,00	441 807,58	20,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,450	A-1	EUR	6 406,21	16 578,02
SA HLM VILOGIA	2012	P		CDC	942 061,63	731 013,48	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	21 930,40	13 102,38
SA HLM VILOGIA	2012	P		CDC	364 347,40	301 824,41	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	9 054,73	2 411,00
SA HLM VILOGIA	2019	P		SG	1 108 749,00	951 838,07	24,50	A	F	Taux fixe à 1.27 %	1,270	F	Taux fixe à 1.27 %	1,270	A-1	EUR	12 088,34	32 587,91
SA HLM VILOGIA	2025	P		CDC	0,00	0,00	81,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	3,210	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	3,210	A-1	EUR	0,00	0,00
SA HLM VILOGIA	2025	P		CDC	0,00	0,00	41,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	3,210	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	3,210	A-1	EUR	0,00	0,00
SIA HABITAT	2021	P		BANQUE POSTALE	1 504 244,00	1 167 916,29	15,21	T	F	Taux fixe à 0.78 %	0,780	F	Taux fixe à 0.78 %	0,780	A-1	EUR	8 898,31	72 406,05
SOLIHA BATISSEUR HAUTS DE FRANCE	2011	P		CDC	177 048,00	90 977,94	10,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	2 092,49	7 379,70
TOTAL GENERAL					24 824 072,13	17 623 677,83											404 149,43	766 102,78

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).
(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).
(5) Taux annuel, tous frais compris.
(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	1 170 252,21
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	2 547 706,50
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**3 717 958,71**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**40 457 267,22**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**9,19**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.
(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-1 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.
(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.
(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès	2016	BPCE LEASE IMMO (anciennement NATIXIS LEASE IMMO)	Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès	240	27/07/2036		32 791 843,00	342 787,14	2 984 474,05	2 984 474,05	3 305 051,41	639 548,56	6 929 074,02
SOUS-TOTAL							32 791 843,00	342 787,14	2 984 474,05	2 984 474,05	3 305 051,41	639 548,56	6 929 074,02
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**32 791 843,00**	**342 787,14**	**2 984 474,05**	**2 984 474,05**	**3 305 051,41**	**639 548,56**	**6 929 074,02**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique
(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023
(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N
(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N
(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Taxe d'aménagement	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00
Produits des amendes de police	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00
Taxe de séjour	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00	0,00
Total	**0,00**	**1 800 000,00**	**1 800 000,00**	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe d'aménagement

	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
10226	Taxe d'aménagement	200 000,00
	Total	**200 000,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
2152	Installation de voirie	200 000,00
	Total	**200 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Produits des amendes de police

	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
1345	Amendes de police	200 000,00
	Total	**200 000,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
2151	Aménagements de voirie et de sécurisation	200 000,00
	Total	**200 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe de séjour

Reste à employer au 01/01/N	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe de séjour		
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
731721	Taxe de séjour	1 400 000,00
	Total	**1 400 000,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
657381	Subvention de fonctionnement Touquet & Co	1 400 000,00
	Total	**1 400 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.
(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.
(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					**1 050 749,00**
20415341			LE TOUQUET & CO	Commune	1 000 000,00
20422	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000211-2026-FONDATION DU PATRIMO		FONDATION DU PATRIMOINE NPDC	Association	25 000,00
20422			ENEDIS	Entreprise	8 000,00
2046	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000163-2026-COMMUNAUTE D AGGLOME		COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DES D BAIES EN MONTREUILLOIS	Etablissement de droit public	17 749,00
FONCTIONNEMENT (total)					**5 426 265,62**
657348			VILLE DE CUCQ	Commune	46,00
65736221			REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES	Commune	238 326,00
657363			CCAS	Commune	1 348 235,00
657381	Ech. du 11/06/2026-Subv.FI00000021-2026-COLL MAXENCE VAN DER		COLL MAXENCE VAN DER MEERSCH	Département	840,00
657381			LE TOUQUET & CO	Commune	2 700 000,00
657382	Ech. du 28/04/2026-Subv.FI00000100-2026-ECOLE PARENTALE ENFA		ECOLE PARENTALE ENFANTS AUTISTES DU MONTREUILLOIS EPEAM	Association	20 000,00
65748	Ech. du 12/06/2026-Subv.FI00000013-2026-AMICALE DU PERSONNEL		AMICALE DU PERSONNEL COMMUNAL ET PARACOMMUNAL DU TOUQUET	Association	20 000,00
65748	Ech. du 10/07/2026-Subv.FI00000016-2026-ASSOCIATION DES MEDA		ASSOCIATION DES MEDAILLES MILITA	Association	150,00
65748	Ech. 1-Subv.FI00000018-2026-ORGANISME DE GESTION ECOLE CATHO		ORGANISME DE GESTION ECOLE CATHO	Association	197 350,52
65748	Ech. du 23/07/2026-Subv.FI00000019-2026-ORGANISME DE GESTION		ORGANISME DE GESTION ECOLE CATHO	Association	4 000,00
65748	Ech. du 11/06/2026-Subv.FI00000020-2026-ASSOCIATION DES PARE		ASSOCIATION DES PARENTS D ELEVES DES ECOLES PUBLIQUES DU TOUQUET	Association	600,00
65748	Ech. 1-Subv.FI00000026-2026-TAC FOOTBALL COTE D OPALE		TAC FOOTBALL COTE D OPALE LE TOUQUET ACFCO	Association	127 099,90
65748	Ech. du 17/07/2026-Subv.FI00000031-2026-ASSOCIATION SPORTIVE		ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF	Association	2 000,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000032-2026-LA GAULE TOUQUETTOIS		LA GAULE TOUQUETTOISE	Association	1 000,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000033-2026-TOUQUET AUTO CLUB		TOUQUET AUTO CLUB	Association	35 000,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	Ech. du 16/07/2026-Subv.FI00000038-2026-TAC OMNISPORTS		TAC OMNISPORTS	Association	1 300,00
65748	Ech. 1-Subv.FI00000039-2026-TOUQUET OPALE ATHLETISME TOA		TOUQUET OPALE ATHLETISME TOA	Association	59 738,20
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000042-2026-TAC CYCLISME		TAC CYCLISME	Association	4 500,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000043-2026-TAC CYCLOTOURISME		TAC CYCLOTOURISME	Association	600,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000044-2026-TAC HOCKEY		TAC HOCKEY	Association	36 000,00
65748	Ech. du 11/06/2026-Subv.FI00000045-2026-TAC PETANQUE		TAC PETANQUE	Association	1 000,00
65748	Ech. du 16/07/2026-Subv.FI00000046-2026-TAC QUILLES		TAC QUILLES	Association	1 100,00
65748	Ech. 1-Subv.FI00000048-2026-TAC VOLLEY BALL AND BEACH		TAC VOLLEY BALL AND BEACH	Association	60 000,00
65748	Ech. 1-Subv.FI00000052-2026-TAC RUGBY		TAC RUGBY	Association	43 306,80
65748	Ech. du 11/06/2026-Subv.FI00000058-2026-TOUQUET POLO CLUB		TOUQUET POLO CLUB	Association	1 000,00
65748	Ech. du 01/09/2026-Subv.FI00000059-2026-PRODUCTIONS 2M		PRODUCTIONS 2M LES MALINS PLAISIRS	Association	70 000,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000061-2026-CLUB DE BRIDGE DU TO		CLUB DE BRIDGE DU TOUQUET	Association	16 000,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000062-2026-SOCIETE ACADEMIQUE D		SOCIETE ACADEMIQUE DU TOUQUET	Association	600,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000063-2026-CLUB DES CHIFFRES ET		CLUB DES CHIFFRES ET DES LETTRES	Association	400,00
65748	Ech. 1-Subv.FI00000069-2026-HARMONIE MUNICIPALE DU TOUQUET		HARMONIE MUNICIPALE DU TOUQUET JAZZ BAND DU TOUQUET	Association	61 263,20
65748	Ech. du 16/06/2026-Subv.FI00000070-2026-MOUVEMENT EUROPEEN A		MOUVEMENT EUROPEEN ASSOC	Association	1 500,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000074-2026-ROCK EN STOCK		ROCK EN STOCK	Association	22 500,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000077-2026-LE TOUQUET AVF		LE TOUQUET AVF ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES	Association	1 400,00
65748	Ech. du 11/06/2026-Subv.FI00000091-2026-ASSOCIATION DES PARE		ASSOCIATION DES PARENTS D ENFANT INADAPTES ARRONDISSEMENT MONTREU	Association	250,00
65748	Ech. du 11/06/2026-Subv.FI00000093-2026-LES BLOUSES ROSES		LES BLOUSES ROSES	Association	200,00
65748	Ech. du 12/06/2026-Subv.FI00000095-2026-SOCIETE DES JARDINS		SOCIETE DES JARDINS OUVRIERS DU TOUQUET-PARIS-PLAGE	Association	3 500,00
65748	Ech. du 10/07/2026-Subv.FI00000098-2026-SOCIETE MEDAILLES LE		SOCIETE MEDAILLES LEGION D'HONNE	Association	300,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000108-2026-TOUQUET TENNIS CLUB		TOUQUET TENNIS CLUB	Association	63 000,00
65748	Ech. du 11/06/2026-Subv.FI00000168-2026-LES CHATS LIBRES DU		LES CHATS LIBRES DU TOUQUET	Association	1 000,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	Ech. du 12/06/2026-Subv.FI00000175-2026-SOCIETE NATIONALE DE		SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE E SNSM	Association	1 000,00
65748	Ech. du 11/06/2026-Subv.FI00000183-2026-CROIX ROUGE FRANCAIS		CROIX ROUGE FRANCAISE COMITE DE BERCK MONTREUIL	Association	400,00
65748	Ech. du 23/07/2026-Subv.FI00000196-2026-FONDATION DU PATRIMO		FONDATION DU PATRIMOINE NPDC	Association	5 000,00
65748	Ech. du 10/07/2026-Subv.FI00000198-2026-ASSOCIATION BAIE DE		ASSOCIATION BAIE DE CANCHE	Association	37 200,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000201-2026-ASSOCIATION OPALIVRE		ASSOCIATION OPALIVRES	Association	800,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000202-2026-ORCHESTRE SYMPHONIQU		ORCHESTRE SYMPHONIQUE DU TOUQUET PARIS PLAGE	Association	51 000,00
65748	Ech. du 16/06/2026-Subv.FI00000205-2026-SOLIDARITE ENFANTS D		SOLIDARITE ENFANTS DU LIBAN	Association	500,00
65748	Ech. du 12/06/2026-Subv.FI00000206-2026-TOUS & CO		TOUS & CO	Association	3 000,00
65748	Ech. du 01/09/2026-Subv.FI00000207-2026-EUPHONIE		EUPHONIE	Association	30 000,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000225-2026-TAC VOLLEY BALL AND		TAC VOLLEY BALL AND BEACH	Association	4 000,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000228-2026-SYNDICAT D INITIATIV		SYNDICAT D INITIATIVES LE TOUQUE	Association	900,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000230-2026-COURSES HIPPIQUE DU		COURSES HIPPIQUE DU TOUQUET	Association	5 000,00
65748	Ech. du 08/04/2026-Subv.FI00000233-2026-LES AMIS DE L'ORGUE		LES AMIS DE L'ORGUE ET DE LA MUS MME LASSON NICOLE PDTE	Association	1 000,00
65748	Ech. 1-Subv.FI00000238-2026-EUPHONIE		EUPHONIE	Association	5 000,00
65748	Ech. 1-Subv.FI00000239-2026-ORCHESTRE SYMPHONIQUE DU TOUQUET		ORCHESTRE SYMPHONIQUE DU TOUQUET PARIS PLAGE	Association	5 000,00
65748	Ech. 1-Subv.FI00000240-2026-HARMONIE MUNICIPALE DU TOUQUET		HARMONIE MUNICIPALE DU TOUQUET JAZZ BAND DU TOUQUET	Association	5 560,00
65748	Ech. 1-Subv.FI00000241-2026-SOCIETE ACADEMIQUE DU TOUQUET		SOCIETE ACADEMIQUE DU TOUQUET	Association	2 400,00
65748	Ech. 1-Subv.FI00000242-2026-TAC HOCKEY		TAC HOCKEY	Association	10 000,00
65748	Ech. 1-Subv.FI00000243-2026-LA GAULE TOUQUETTOISE		LA GAULE TOUQUETTOISE	Association	1 400,00
65748	Ech. 1-Subv.FI00000244-2026-TOUQUET TENNIS CLUB		TOUQUET TENNIS CLUB	Association	10 000,00
65748	Ech. du 19/09/2026-Subv.FI00000199-2026-LYCEE POLYVALENT HOT		LYCEE POLYVALENT HOTELIER	Région	2 000,00
65748			PRIME A LA FACADE		100 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**3,00**	**1,00**	**4,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**160,00**	**8,00**	**168,00**	**104,06**	**9,00**	**113,06**
Adjoint administratif	C	13,00	3,00	16,00	8,66	0,00	8,66
Adjoint administratif Principal 1ère classe	C	58,00	1,00	59,00	47,90	0,00	47,90
Adjoint administratif Principal 2ème classe	C	17,00	2,00	19,00	7,80	0,00	7,80
Administrateur Territorial	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché	A	15,00	2,00	17,00	8,80	4,00	12,80
Attaché Hors classe	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Attaché Principal	A	10,00	0,00	10,00	7,00	0,00	7,00
Rédacteur Principal 1ère classe	B	24,00	0,00	24,00	15,00	0,00	15,00
Rédacteur Principal 2ème classe	B	8,00	0,00	8,00	1,00	2,00	3,00
Rédacteur Territorial	B	12,00	0,00	12,00	4,90	3,00	7,90
FILIERE TECHNIQUE (c)		**285,00**	**12,00**	**297,00**	**196,54**	**8,00**	**204,54**
Adjoint technique	C	48,00	8,00	56,00	28,74	4,00	32,74
Adjoint technique Principal 1ère classe	C	65,00	2,00	67,00	53,80	0,00	53,80
Adjoint technique Principal 2ème classe	C	30,00	2,00	32,00	16,00	0,00	16,00
Agent de Maîtrise	C	43,00	0,00	43,00	23,00	0,00	23,00

Agent de Maîtrise Principal	C	68,00	0,00	68,00	60,00	0,00	60,00
Ingénieur	A	6,00	0,00	6,00	0,00	3,00	3,00
Ingénieur Principal	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Ingénieur en Chef	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Ingénieur en Chef Hors classe	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Technicien	B	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Technicien Principal 1ère classe	B	10,00	0,00	10,00	9,00	0,00	9,00
Technicien Principal 2ème classe	B	3,00	0,00	3,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**6,00**	**0,00**	**6,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Agent social	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Agent social Principal 1ère classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Agent social Principal 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Agent spécialisé écoles maternelles Principal 1ère classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Agent spécialisé écoles maternelles Principal 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Educateur de jeunes enfants	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**8,00**	**0,00**	**8,00**	**4,80**	**0,00**	**4,80**
Auxiliaire de puériculture Classe normale	B	4,00	0,00	4,00	1,80	0,00	1,80
Auxiliaire de puériculture Classe supérieure	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Cadre de santé	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Puéricultrice	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**15,00**	**0,00**	**15,00**	**5,60**	**0,00**	**5,60**
Conseiller Principal des APS	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Conseiller des APS	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Educateur APS	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Educateur APS Principal 1ère classe	B	9,00	0,00	9,00	4,60	0,00	4,60
Educateur APS Principal 2ème classe	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**23,00**	**1,00**	**24,00**	**9,60**	**0,00**	**9,60**
Adjoint patrimoine	C	4,00	1,00	5,00	3,00	0,00	3,00
Adjoint patrimoine Principal 1ère classe	C	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint patrimoine Principal 2ème classe	C	3,00	0,00	3,00	0,60	0,00	0,60
Assistant conservation patrimoine	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Assistant conservation patrimoine Principal 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Assistant conservation patrimoine Principal 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Assistant enseignement artistique Principal 1ère classe	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Assistant enseignement artistique Principal 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché Principal conservation du patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché conservation du patrimoine	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00

Bibliothécaire	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Bibliothécaire Principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**36,00**	**0,00**	**36,00**	**16,80**	**0,00**	**16,80**
Adjoint d'animation	C	10,00	0,00	10,00	4,80	0,00	4,80
Adjoint d'animation Principal 1ère classe	C	9,00	0,00	9,00	8,00	0,00	8,00
Adjoint d'animation Principal 2ème classe	C	7,00	0,00	7,00	2,00	0,00	2,00
Animateur	B	5,00	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00
Animateur Principal 1ère classe	B	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Animateur Principal 2ème classe	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		**33,00**	**0,00**	**33,00**	**21,00**	**0,00**	**21,00**
Brigadier Chef Principal	C	**10,00**	**0,00**	**10,00**	**9,00**	**0,00**	**9,00**
Chef de service de Police Municipale	B	**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Chef de service de Police Municipale Principal 1ère classe	B	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Chef de service de Police Municipale Principal 2ème classe	B	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Garde champêtre Chef	C	**2,00**	**0,00**	**2,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Garde champêtre Chef Principal	C	**6,00**	**0,00**	**6,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Gardien Brigadier	C	**11,00**	**0,00**	**11,00**	**6,00**	**0,00**	**6,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**566,00**	**21,00**	**587,00**	**358,40**	**17,00**	**375,40**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année : ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint technique	C	TECH	367	0,00	A L332-23-1° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Attaché	A	ADM	732	0,00	A L332-8-2° Cat A Besoins de services et fonctions	CDD
Directeur Général des Services 40-150 000 HAB	A	OTR	1027	0,00	A L343-1 Recrutements directs sur emplois fonctionnels	CDD
Ingénieur	A	TECH	821	0,00	A L332-8-2° Cat A Besoins de services et fonctions	CDD
Rédacteur Principal 2ème classe	B	ADM	401	0,00	A L332-8-2° Cat B Besoins de services et fonctions	CDD
Rédacteur Territorial	B	ADM	389	0,00	A L332-23-1° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Technicien Principal 2ème classe	B	TECH	458	0,00	A L332-8-2° Cat A Besoins de services et fonctions	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**333 317,00**		
Adjoint d'animation	C	ANIM	367	0,00	A L.332-13 Remplacement temporaire de fonctionnaires	CDD
Adjoint patrimoine	C	CULT	367	0,00	A L332-23-1° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint technique	C	TECH	367	0,00	A L332-23-1° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Animateur centre de loisir (saisonnier)	C	ANIM	420	235 000,00	A L332-23-2° Accroissement d'activité saisonnière	CDD
Apprentis	C	TECH		25 259,00	A Contrat de droit privé Apprentissage	CDD
Collaborateur de cabinet	A	ADM	550	0,00	A L333-1° Collaborateurs de cabinets	CDD
Emplois à caractère saisonnier ou occasionnel	C	TECH	367	0,00	A L332-23-2° Accroissement d'activité saisonnière	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Rédacteur Principal 2ème classe	B	ADM	376	0,00	A L332-23-1° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Vacataires	C	CULT		73 058,00	A Animations enseignement ponctuel	CDD
TOTAL GENERAL				333 317,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (~ 2 000 hab.) et des groupements de communes (~10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de oes organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
- Délégation de Service Public	CASINO DU PALAIS	SOCIETE DU GRAND CASINO DU TOUQUET	Société Anonyme	0,00
- Délégation de Service Public	CASINO RUE SAINT JEAN	CASINO DES 4 SAISONS	Société par Actions Simplifiées	0,00
- Délégation de Service Public	SAS O'SAFRANS		SAS	0,00
- Délégation de Service Public	SAS SASCHA PIRATES		SAS	0,00
- Délégation de Service Public	SAS WAIKIKI		SAS	0,00
- Délégation de Service Public	SAS LA PETITE VOILE		SAS	0,00
- Délégation de Service Public	SARL LE SAND		SARL	0,00
- Délégation de Service Public	SAS BAIN DE SOLEIL		SAS	0,00
- Délégation de Service Public	SAS HELIO ACTIVITES		SAS	0,00
- Délégation de Service Public	STEF CALOIN-STOLZ			0,00
Détention d'une part du capital				
- Détention d'une part de capital	SEMAT	SEMAT (Société d'économie Mixte Aéroport du Touquet)	Société d'Economie Mixte	181 337,50
- Détention d'une part de capital	CAISSE D'EPARGNE	CAISSE D'EPARGNE DU PAS DE CALAIS	Banque Coopérative	8 376,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	PAS DE CALAIS HABITAT		OPH	1 359 587,37
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	FLANDRE OPALE HABITAT		SA HLM	3 900 303,55
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	SOLIHA BATISSEUR HAUTS DE FRANCE		SA HLM	90 977,94
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	SA HLM VILOGIA		SA HLM	1 984 675,96
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	SEMAT		SEM	65 247,96
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	HABITAT HDF ESH		SA HLM	9 054 968,86
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	SIA HABITAT		SA HLM	1 167 916,29
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- Subventions supérieures à 75 000 €	TOUQUET & CO	TOUQUET & CO FONCTIONNEMENT	Régie publique	2 700 000,00
- Subventions supérieures à 75 000 €	TOUQUET & CO	TOUQUET & CO INVESTISSEMENT	Régie publique	1 000 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions supérieures à 75 000 €	REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES	REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES	Budget Annexe d'une Collectivité Territoriale	238 326,00
- Subventions supérieures à 75 000 €	CCAS	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE		1 348 235,00
- Subventions supérieures à 75 000 €	TAC FOOTBALL COTE D OPALE LE TOUQUET ACFCO	TAC FOOTBALL COTE D OPALE LE TOUQUET ACFCO	Association	127 099,90
- Subventions supérieures à 75 000 €	OGEC	Association d'Education Populaire Ecole Jeanne d'Arc (OGEC)	Association	201 350,52
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).
(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Syndicat mixte de la Côte d'Opale	18/05/1998	Contributions financières adhérentes et partenaires	0,00
EPCI			
Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois CA2BM	01/01/2017	Fiscalité propre	0,00
Autres organismes de regroupement			
Service Unifié par la Ville de Camiers des plages en Côte d'Opale	15/04/2019	Contributions financières des communes membres	208 037,31

(1) Indiquer si le financement est fait par TFZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	CCAS du Touquet-Paris-Plage	26/03/1986	26/03/1986	SPA	non
Régie Publique avec personnalité morale et autonomie financière	Régie Touquet & CO	12/11/2018	12/11/2018	SPIC	oui
Régie Publique avec personnalité morale et autonomie financière	Régie Publique AILE II	11/12/2023	11/12/2023	SPIC	oui

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.
Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).
Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :
- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.
Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Budget annexe	Palais des Congrès	18/07/2016	18/07/2016	21620826400210	SPIC	oui
Régie à seule autonomie financière	Régie autonome du Palais des Congrès	14/10/2019	14/10/2019	21620826400236	SPIC	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

*Solde de la section d'investissement de l'exercice **N-1** (1)*

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	-5 637 583,81	-5 637 583,81
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	2 660 783,47	2 660 783,47
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	-2 976 800,34	-2 976 800,34

*Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice **N-1** (1)*

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	2 976 800,34	2 976 800,34
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	-2 976 800,34	-2 976 800,34
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	0,00

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	2 314 227,00	2 314 227,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	8 369 113,50	8 369 113,50
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	6 054 886,50	6 054 886,50

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique
(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés
(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**2 314 227,00**	I	**2 314 227,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**2 188 227,00**		**2 188 227,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	2 188 227,00		2 188 227,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**126 000,00**		**126 000,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	45 000,00		45 000,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*81 000,00*		*81 000,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**8 369 113,50**	III	**8 369 113,50**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 452 000,00**		**1 452 000,00**
10222	FCTVA	1 252 000,00		1 252 000,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	200 000,00		200 000,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**6 917 113,50**		**6 917 113,50**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
15182	*Autres provisions pour risques*	*75 000,00*		*75 000,00*
1542	*Provisions pour compte épargne temps*	*0,00*		*0,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	*0,00*		*0,00*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*0,00*		*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*		*0,00*
28041782	*Subv. Autres : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*0,00*		*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*		*0,00*
28046	*Attributions compensation investissement*	*0,00*		*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*0,00*		*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*		*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*		*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*0,00*		*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*		*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*		*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*		*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*		*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*		*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*		*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*		*0,00*
28186	*Cheptel*	*0,00*		*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 937 000,00*		*1 937 000,00*
29...	*Dépréciations des immobilisations*			
31...	*Matières premières (et fournitures) (5)*			

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 800 000,00	1 800 000,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 105 113,50*	*3 105 113,50*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.
(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS	D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		42 752 000,00	1,65	50,11	0,00	21 423 027,00	1,65
TFPNB		124 900,00	-2,35	64,17	0,00	80 148,00	-2,35
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		45 342 000,00	-3,69	16,34	0,00	7 408 883,00	-3,69
TOTAL		**88 218 900,00**	**-1,17**			**28 912 058,00**	**0,21**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.
(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - VILLE DU TOUQUET PARIS PLAGE - BP - 2026

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 21/04/2026

Présenté par Monsieur le Maire Daniel FASQUELLE (1),
A le Touquet -Paris-Plage, le 27/04/2026

Délibéré par l'assemblée du Conseil municipal(2), réunie en session ordinaire
A le Touquet-Paris-Plage, le 27/04/2026
Les membres de l'assemblée délibérante du Conseil municipal (2),(3).

Alexandre KORBAS	
Anne-Sophie BANCQUART	
Anthony JOUVENEL	
Antoine COLLIER	
Carole CAPUS-LOTH	
Catherine LANDRY	
Catherine PREVOST	
Christophe VERMERSCH ALEXANIAN	
Claude DE MARCHI	
Denis CALOIN	
Franck LEMAÎTRE	
Hervé PIERRE	
Jean-Philippe BATAILLE	
Liliane DENIS	
Marie SAUDEMONT	
Marie-Bénédicte MULLE	
Marielle PARENT	
Michèle BIUNDO	
Nicolas BLARINGHEM	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Olivier LEBREUILLY	
Patricia HÉNO	
Philippe TIRY	
Roswitha LÉON	
Valérie BLANQUEFORT	
Vincent MERIC DE BELLEFON	
Éléonore PATERNOTTE	

Certifié exécutoire par Monsieur le Maire Daniel FASQUELLE (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A le Touquet-Paris-Plage, le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VIII BUDGET ANNEXE 2026 DU PALAIS DES CONGRÈS

25

Approbation du Budget Primitif 2026 du budget annexe “Palais des Congrès”

25) Approbation du Budget Primitif 2026 du budget annexe « Palais des Congrès » (document transmis)

Rapport de présentation du Budget Primitif 2026 du budget annexe « Palais des Congrès » :

*Le budget annexe « Palais des Congrès » a été initialement créé pour isoler et enregistrer les flux financiers relatifs **aux opérations de rénovation et d'agrandissement du Palais des Congrès** dans le cadre du contrat de partenariat signé le 28 juillet 2016 avec la société Natixis Lease Immo (devenue BPCE Lease Immo).*

*Il entre **dans le champ d'application de la TVA de droit commun** tant pour les opérations d'investissement que de fonctionnement.*
A ce titre, ses dépenses et ses recettes sont présentées en euro Hors Taxe (HT).

*Mais, il enregistre également les **opérations patrimoniales** afférentes au Palais des Congrès telles que les aménagements et les équipements lourds indispensables à son exploitation.*

Ce budget enregistre donc :

- *En fonctionnement : les loyers dits « financiers » et ceux correspondant aux frais de gestion, de maintenance et aux grosses réparations, mais aussi les dotations aux amortissements,*
- *En investissement : le loyer annuel du coût d'investissement et les dépenses d'aménagement et d'équipement décidées par le conseil municipal lors du vote du budget primitif.*

Le budget primitif 2026 du budget annexe « Palais des Congrès » présente les opérations suivantes :

- *En fonctionnement : **620 000 €** de dépenses correspondant essentiellement aux loyers financiers (108 000 € HT), aux loyers afférents aux frais de gestion, maintenance et grosses réparations (400 000 €, révisions incluses), aux dotations aux amortissements (85 000 €), ainsi qu'à une inscription budgétaire de réserve (27 000 €).*

*Le montant de ces dépenses de fonctionnement est **inférieur au montant voté en budget primitif 2025** (687 600 € HT), soit près de moins de 10 %.*

Les dépenses de fonctionnement sont couvertes par des recettes de fonctionnement issues du budget principal, à l'euro près.

La section de fonctionnement du budget primitif 2026 présente donc un solde égal à zéro euro, par construction.

- *<u>En investissement :</u> **482 806,54 € de dépenses d'investissement**, restes à réaliser 2025 inclus (116 102,54 €), correspondant :*
  - *au loyer annuel d'investissement (235 000 € HT),*
  - *à une enveloppe de 100 000 € HT pour des travaux de sécurisation et le renforcement de l'isolation de toiture dite du Théâtre dans le cadre du décret tertiaire*
  - *aux restes à réaliser en dépense d'investissement de l'exercice 2025: travaux de rénovation de la toiture de la salle Shakespeare, acquisition de barrières levantes pour le parking du Palais des Congrès ou encore changement d'une porte en bois (Restes à réaliser 2025 à hauteur de 116 102,54 € HT),*
  - *au transfert des frais d'étude à hauteur de 31 704 € pour intégration en immobilisation corporelles définitives*

*Ces dépenses d'investissement sont couvertes par **des recettes d'investissement** issues du budget principal (250 000 €), de l'excédent de clôture 2025 (116 102,54 €) ainsi que des dotations aux amortissements annuelles (85 000 €) et du transfert de frais d'études pour intégration en immobilisations corporelles définitives (31 704 €).*

In fine, la section d'investissement du budget primitif 2026 du budget Palais des Congrès présente un résultat à l'équilibre.

Rappelons que les dépenses d'investissement prévisionnelles s'élevaient au budget primitif 2025, à 423 994,98 € (restes à réaliser 2024 inclus de 17 077,58 €).

Le budget primitif 2026 du budget annexe « Palais des Congrès » présente une section de fonctionnement de 620 000 € en dépense et recette et une section d'investissement de 482 806,54 € en dépenses et recettes

Par ailleurs, les états B1.2 et B1.4 relatifs à la dette, les états B7.1 « Engagement hors Bilan – Marchés de Partenariat » et B7.6 « Etat des Marchés de Partenariat » en annexes du budget primitif 2026 indiquent précisément, et respectivement, le bilan du contrat de partenariat du Palais des Congrès et de l'autorisation de Programme adoptée et actualisée.

Le Budget Primitif proposé pour l'exercice 2026 du budget annexe du Palais des Congrès s'élève à 1 102 806,54 € répartis comme suit :

- *482 806,54 € de dépenses et recettes en section d'investissement,*
- *620 000,00 € de dépenses et recettes en section de fonctionnement.*

Les inscriptions de dépenses et de recettes tant en fonctionnement qu'en investissement sont votées par chapitre et font l'objet d'une présentation par nature et accompagnée des états annexes.

L'assemblée délibérante peut, à l'occasion du vote du budget, autoriser l'exécutif à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre pour l'exercice auquel il se rapporte (à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel).

Dans ce cadre, l'assemblée délibérante fixe une limite aux virements de crédits autorisés entre chapitres, sous la forme d'un pourcentage du montant des dépenses réelles inscrites de chaque section sans pouvoir excéder 7,5 %.

Au vu de l'exécution budgétaires des derniers exercices, il est proposé de voter une délégation de transferts de crédits à 1 % des dépenses réelles de fonctionnement du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures, soit à titre indicatif 5 350 €, pour la présente section de fonctionnement et, à 2 % des dépenses réelles d'investissement du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures, soit à titre indicatif 9 022 €, pour la présente section d'investissement,

Le Conseil municipal est obligatoirement informé des décisions de transfert de crédits entre chapitre lors de la plus proche séance.

Il est donc proposé :

- *d'adopter le Budget Primitif 2026 du budget annexe du Palais des Congrès en la forme,*
- *et d'autoriser le Maire, à procéder aux transferts de crédits entre les chapitres de la section de fonctionnement dans une limite maximale de 1 % des dépenses réelles du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures et entre les chapitres de la section d'investissement dans une limite maximale de 2 % des dépenses réelles du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures.*

M. le Maire : Approbation du budget primitif 2026 du budget annexe Palais des Congrès qui s'élève à 1 102 806,54 € présenté par Pierre LABONTÉ. Qui vote contre ? 4 contre le budget primitif Palais des Congrès. C'est ça ? Pas d'abstention ?

- - - -

Délibération n° 2026-03-25 du 28 avril 2026

Budget primitif 2026

Budget annexe « Palais des Congrès »

Monsieur le Maire expose :

1°) que le Budget Primitif proposé pour l'exercice 2026 du budget annexe du Palais des Congrès s'élève à 1 102 806,54 € répartis comme suit :

- 482 806,54 € de dépenses et recettes en section d'investissement,
- 620 000,00 € de dépenses et recettes en section de fonctionnement.

2°) que les inscriptions de dépenses et de recettes tant en fonctionnement qu'en investissement sont votées par chapitre et font l'objet d'une présentation par nature et accompagnée des états annexes.

3°) que l'assemblée délibérante peut, à l'occasion du vote du budget, autoriser l'exécutif à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre pour l'exercice auquel il se rapporte (à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel).

4°) que dans ce cadre l'assemblée délibérante fixe une limite aux virements de crédits autorisés entre chapitres, sous la forme d'un pourcentage du montant des dépenses réelles inscrites de chaque section sans pouvoir excéder 7,5 %.

5°) qu'au vu de l'exécution budgétaires des derniers exercices, il est proposé de voter une délégation de transferts de crédits à 1 % des dépenses réelles de fonctionnement du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures, soit à titre indicatif 5 350 €, pour la présente section de fonctionnement et, à 2 % des dépenses réelles d'investissement du budget primitif 2026 consolidé

des décisions modificatives ultérieures, soit à titre indicatif 9 022 €, pour la présente section d'investissement,

6°) que le conseil municipal est obligatoirement informé des décisions de transfert de crédits entre chapitre lors de la plus proche séance.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu l'instruction comptable M 57,

Vu la présentation synthétique du Budget Primitif 2026 du budget annexe « Palais des Congrès » de la Ville du Touquet-Paris-Plage jointe à la présente délibération,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 23 Voix Pour et 4 Voix Contre (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM),

1°) d'adopter le Budget Primitif 2026 du budget annexe du Palais des Congrès en la forme.

2°) d'autoriser le Maire, à procéder aux transferts de crédits entre les chapitres de la section de fonctionnement dans une limite maximale de 1 % des dépenses réelles du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures et entre les chapitres de la section d'investissement dans une limite maximale de 2 % des dépenses réelles du budget primitif 2026 consolidé des décisions modificatives ultérieures.

3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

- - - -

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus

Numéro SIRET : 21620826400210
Poste comptable : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE MONTREUIL-SUR-MER

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026
voté par Nature

Budget annexe : PALAIS DES CONGRES

Instruction budgétaire et comptable M. 57
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 39
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 43
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	44
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	46
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	47
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	48
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	49
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	50
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	51

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.00
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0.00
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.
(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts
(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 1.00 %
- Investissement : 2.00%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...
(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Page 6

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	870 704,33	963 099,89	23 706,98	A1	116 102,54
Investissement	243 545,79	335 941,35	(3) 23 706,98	A2	116 102,54
Fonctionnement	627 158,54	627 158,54	(4) 0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	116 102,54	III + IV	0,00	B1 -116 102,54
Investissement	I	116 102,54	III	0,00	B2 -116 102,54
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	0,00
Investissement	A2 + B2	0,00
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice N-1.
(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.
(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Page 7

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	116 102,54
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		116 102,54
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS	A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	366 704,00	366 704,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	116 102,54	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 116 102,54
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	482 806,54	482 806,54

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	620 000,00	620 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	620 000,00	620 000,00
	TOTAL DU BUDGET (4)	1 102 806,54	1 102 806,54

(1) A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.
(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.
(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	180 448,40	116 102,54	100 000,00	100 000,00	216 102,54
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**180 448,40**	**116 102,54**	**100 000,00**	**100 000,00**	**216 102,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	226 469,00	0,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**226 469,00**	**0,00**	**235 000,00**	**235 000,00**	**235 000,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**406 917,40**	**116 102,54**	**335 000,00**	**335 000,00**	**451 102,54**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*31 704,00*	*31 704,00*	*31 704,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***31 704,00***	***31 704,00***	***31 704,00***
TOTAL		**406 917,40**	**116 102,54**	**366 704,00**	**366 704,00**	**482 806,54**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**482 806,54**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.
(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	245 688,00	0,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**245 688,00**	**0,00**	**250 000,00**	**250 000,00**	**250 000,00**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**245 688,00**	**0,00**	**250 000,00**	**250 000,00**	**250 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*154 600,00*		*65 000,00*	*65 000,00*	*65 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*51 704,00*	*51 704,00*	*51 704,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***154 600,00***		***116 704,00***	***116 704,00***	***116 704,00***
TOTAL		**400 288,00**	**0,00**	**366 704,00**	**366 704,00**	**366 704,00**
						+
					R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**116 102,54**
						=
					TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**482 806,54**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**85 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.
(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.
(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	416 680,00	0,00	427 000,00	427 000,00	427 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**416 680,00**	**0,00**	**427 000,00**	**427 000,00**	**427 000,00**
66	Charges financières	116 320,00	0,00	108 000,00	108 000,00	108 000,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**533 000,00**	**0,00**	**535 000,00**	**535 000,00**	**535 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*154 600,00*		*85 000,00*	*85 000,00*	*85 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***154 600,00***		***85 000,00***	***85 000,00***	***85 000,00***
TOTAL		**687 600,00**	**0,00**	**620 000,00**	**620 000,00**	**620 000,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**620 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	687 600,00	0,00	620 000,00	620 000,00	620 000,00
Total des recettes de gestion courante		**687 600,00**	**0,00**	**620 000,00**	**620 000,00**	**620 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**687 600,00**	**0,00**	**620 000,00**	**620 000,00**	**620 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**687 600,00**	**0,00**	**620 000,00**	**620 000,00**	**620 000,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**620 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**86 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	0,00	0,00
16	*Provisions pour risques et charges (4)*			0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		235 000,00	0,00	235 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		216 102,64	31 704,00	247 806,64
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	0,00	0,00
018	RSA		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	0,00	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			0,00	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			0,00	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			0,00	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			0,00	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			0,00	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			0,00	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			0,00	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**451 102,64**	**31 704,00**	**482 806,64**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	482 806,64

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	427 000,00		427 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	108 000,00	0,00	108 000,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	85 000,00	85 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		0,00	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**535 000,00**	**85 000,00**	**620 000,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	620 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Hors chapitres opérations.
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	0,00	0,00
16	Provisions pour risques et charges (4)			0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	250 000,00		250 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	31 704,00	31 704,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	0,00	0,00
018	RSA		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations			85 000,00	85 000,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)			0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)			0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours			0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices			0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)			0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)			0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement			0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**250 000,00**	**116 704,00**	**366 704,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	118 102,64

\+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	482 806,64

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	620 000,00	0,00	620 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	620 000,00	0,00	620 000,00
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			620 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**406 917,40**	**116 102,54**	**0,00**	**366 704,00**	**366 704,00**	**235 000,00**	**131 704,00**	**482 806,54**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	180 448,40	116 102,54	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	216 102,54
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**180 448,40**	**116 102,54**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**0,00**	**100 000,00**	**216 102,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	226 469,00	0,00		235 000,00	235 000,00		235 000,00	235 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**226 469,00**	**0,00**	**0,00**	**235 000,00**	**235 000,00**	**235 000,00**	**0,00**	**235 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**406 917,40**	**116 102,54**	**0,00**	**335 000,00**	**335 000,00**	**235 000,00**	**100 000,00**	**451 102,54**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*31 704,00*	*31 704,00*		*31 704,00*	*31 704,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**31 704,00**	**31 704,00**		**31 704,00**	**31 704,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**482 806,54**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		400 288,00	0,00	366 704,00	366 704,00	366 704,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	245 688,00	0,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**245 688,00**	**0,00**	**250 000,00**	**250 000,00**	**250 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**245 688,00**	**0,00**	**250 000,00**	**250 000,00**	**250 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*154 600,00*		*85 000,00*	*85 000,00*	*85 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*31 704,00*	*31 704,00*	*31 704,00*
Total des recettes d'ordre		***154 600,00***		***116 704,00***	***116 704,00***	***116 704,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	116 102,54

Affectation au compte 1068 (8)	0,00

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II

Total des recettes d'investissement cumulées	482 806,54

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*). Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.
(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.
(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**406 917,40**	**116 102,54**	**0,00**	**366 704,00**	**366 704,00**	**235 000,00**	**131 704,00**	**482 806,54**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	180 448,40	116 102,54	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	216 102,54
21314	Bâtiments culturels et sportifs	91 667,00	82 922,99		0,00	0,00	0,00	0,00	82 922,99
21351	Bâtiments publics	33 782,00	33 179,55		0,00	0,00	0,00	0,00	33 179,55
2188	Autres immobilisations corporelles	54 999,40	0,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**180 448,40**	**116 102,54**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**0,00**	**100 000,00**	**216 102,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	226 469,00	0,00		235 000,00	235 000,00		235 000,00	235 000,00
1675	Dettes marchés de travaux et partenariat	226 469,00	0,00		235 000,00	235 000,00		235 000,00	235 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**226 469,00**	**0,00**	**0,00**	**235 000,00**	**235 000,00**	**235 000,00**	**0,00**	**235 000,00**
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**406 917,40**	**116 102,54**	**0,00**	**335 000,00**	**335 000,00**	**235 000,00**	**100 000,00**	**451 102,54**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*31 704,00*	*31 704,00*		*31 704,00*	*31 704,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*			*31 704,00*	*31 704,00*		*31 704,00*	*31 704,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**31 704,00**	**31 704,00**		**31 704,00**	**31 704,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**400 288,00**	**0,00**	**366 704,00**	**366 704,00**	**366 704,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	245 688,00	0,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00
181	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	245 688,00	0,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**245 688,00**	**0,00**	**250 000,00**	**250 000,00**	**250 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**245 688,00**	**0,00**	**250 000,00**	**250 000,00**	**250 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*154 600,00*		*85 000,00*	*85 000,00*	*85 000,00*
28158	*Autres Inst.,matériel,outil. techniques*	*55 900,00*		*29 000,00*	*29 000,00*	*29 000,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*11 900,00*		*6 000,00*	*6 000,00*	*6 000,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*7 800,00*		*8 000,00*	*8 000,00*	*8 000,00*
28188	*Autres Immo. corporelles*	*78 000,00*		*42 000,00*	*42 000,00*	*42 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*31 704,00*	*31 704,00*	*31 704,00*
2031	*Frais d'etudes*	*0,00*		*31 704,00*	*31 704,00*	*31 704,00*

Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes d'ordre	***154 600,00***		***116 704,00***	***116 704,00***	***116 704,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(3) Sauf 165, 166 et 16449.
(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

* * * *

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		687 600,00	0,00	0,00	620 000,00	620 000,00	508 000,00	112 000,00	620 000,00
011	Charges à caractère général (3)	416 680,00	0,00	0,00	427 000,00	427 000,00	400 000,00	27 000,00	427 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		416 680,00	0,00	0,00	427 000,00	427 000,00	400 000,00	27 000,00	427 000,00
66	Charges financières	116 320,00	0,00		108 000,00	108 000,00		108 000,00	108 000,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		116 320,00	0,00	0,00	108 000,00	108 000,00		108 000,00	108 000,00
Total des dépenses réelles		533 000,00	0,00	0,00	535 000,00	535 000,00	508 000,00	27 000,00	535 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*154 600,00*			*85 000,00*	*85 000,00*		*85 000,00*	*85 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		154 600,00			85 000,00	85 000,00		85 000,00	85 000,00

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	0,00

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses de fonctionnement cumulées									620 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		687 600,00	0,00	620 000,00	620 000,00	620 000,00
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	687 600,00	0,00	620 000,00	620 000,00	620 000,00
Total des recettes de gestion des services		**687 600,00**	**0,00**	**620 000,00**	**620 000,00**	**620 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**687 600,00**	**0,00**	**620 000,00**	**620 000,00**	**620 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	0,00
Total des recettes de fonctionnement cumulées	620 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).
(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(7) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		687 600,00	0,00	0,00	620 000,00	620 000,00	508 000,00	112 000,00	620 000,00
011	Charges à caractère général (4)	416 680,00	0,00	0,00	427 000,00	427 000,00	400 000,00	27 000,00	427 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	52 000,00	0,00		52 000,00	52 000,00	52 000,00	0,00	52 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	316 000,00	0,00		328 000,00	328 000,00	328 000,00	0,00	328 000,00
6168	Autres primes d'assurance	20 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	19 680,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
6288	Autres services extérieurs	2 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**416 680,00**	**0,00**	**0,00**	**427 000,00**	**427 000,00**	**400 000,00**	**27 000,00**	**427 000,00**
66	Charges financières	116 320,00	0,00		108 000,00	108 000,00		108 000,00	108 000,00
6618	Intérêts des autres dettes	116 320,00	0,00		108 000,00	108 000,00		108 000,00	108 000,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**116 320,00**	**0,00**	**0,00**	**108 000,00**	**108 000,00**		**108 000,00**	**108 000,00**

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**533 000,00**	**0,00**	**0,00**	**535 000,00**	**535 000,00**	**508 000,00**	**27 000,00**	**535 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*154 600,00*			*85 000,00*	*85 000,00*		*85 000,00*	*85 000,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*154 600,00*			*85 000,00*	*85 000,00*		*85 000,00*	*85 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**154 600,00**			**85 000,00**	**85 000,00**		**85 000,00**	**85 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043*).
(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	**687 600,00**	**0,00**	**620 000,00**	**620 000,00**	**620 000,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	687 600,00	0,00	620 000,00	620 000,00	620 000,00
7573621	Subv.Fonct. BA/régies sans ps.morale	687 600,00	0,00	620 000,00	620 000,00	620 000,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**687 600,00**	**0,00**	**620 000,00**	**620 000,00**	**620 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**687 600,00**	**0,00**	**620 000,00**	**620 000,00**	**620 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00

Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*) (*RF 043 = DF 043*).
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					11 359 660,32									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)					11 359 660,32									
	BPCE LEASE IMMO	27/09/2018	01/01/2020	31/03/2020	5 890 000,00	F	TF à 2.72%	2,720	0,000	EUR	T	P	O	A-1
	CE HAUTS DE France		01/01/2020	31/03/2020	4 640 000,00	F	TF à 3.75%	3,750	0,000	EUR	T	P	O	A-1
	BPCE LEASE IMMO		01/01/2020	31/03/2020	288 060,88	F	TF à 2.72%	2,720	0,000	EUR	T	P	O	A-1
	CE HAUTS DE FRANCE	27/09/2018	01/01/2020	31/03/2020	241 599,44	F	TF à 3.75%	3,750	0,000	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**11 359 660,32**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'Index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N												
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**2 984 474,05**					**234 999,44**	**107 787,70**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et de partenariat (total)		0,00		2 984 474,05					234 999,44	107 787,70	0,00	0,00
		0,00	A-1	0,00	1,00			0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	A-1	2 819 756,88	13,00			0,000	221 100,68	104 052,36	0,00	0,00
		0,00	A-1	0,00	1,00			0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	A-1	164 717,17	13,00			0,000	13 898,76	3 735,34	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 984 474,05**					**234 999,44**	**107 787,70**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.
(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 984 474,05	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 2000.00 €		2023-12-11
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	FRAIS REALISATION DOCUMENTS URBANISME	5	11/12/2023
L	FRAIS D'ETUDES	5	11/12/2023
L	FRAIS D'INSERTION	5	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP BIENS MOBILIERS,MATERIEL,ETUDES CCAS	0	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP VERSEES PERS DROIT PRIVE BIENS MOBIL	5	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP VERSEES BAT ET INSTALL	15	11/12/2023
L	BATIMENTS ET INSTALLATIONS COL STATUT PARTICULIER	0	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP AUTRES BATIMENTS ET INSTALLATIONS	0	11/12/2023
L	SUBV D'EQUIP VERSEES BAT ET INSTALL PERS DE DROIT	0	11/12/2023
L	ATTRIBUTION DE COMPENSATION D'INVESTISSEMENT	5	11/12/2023
L	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	5	11/12/2023
L	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8	11/12/2023
L	IMMEUBLES DE RAPPORT	30	11/12/2023
L	AUTRES BATIMENTS PRIVES	30	11/12/2023
L	INSTAL GENERALES AGENCEM AMENAG CONSTRUCTION BAT P	30	11/12/2023
L	IMMEUBLES DE RAPPORT	30	11/12/2023
L	MATERIEL ROULANT	8	11/12/2023
L	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFE	8	11/12/2023
L	MATERIEL ROULANT	8	11/12/2023
L	AUTRE MATERIEL TECHNIQUE	8	11/12/2023
L	AUTRES INSTAL MATERIEL OUTILLAGE TECHNIQUES	8	11/12/2023
L	INSTAL GENERALES AGENCEMENT AMENAGEMENT	15	11/12/2023
L	AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	7	11/12/2023
L	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	5	11/12/2023
L	AUTRES MATERIELS INFORMATIQUE	5	11/12/2023
L	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	5	11/12/2023
L	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	5	11/12/2023
L	MATERIEL DE TELEPHONIE	5	11/12/2023
L	CHEPTEL	5	11/12/2023
L	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5	11/12/2023

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	Emprunts garantis (1)	0,00	0,00	
8016	Contrats de crédit-bail (2)	0,00	0,00	0,00
8017	Subvention à verser en annuité (3)	0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés			
	Marchés de partenariat (4)		2 984 474,05	342 787,14
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès	2016	BPCE LEASE IMMO (anciennement NATIXIS LEASE IMMO)	Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès	240	27/07/2036		32 791 843,00	342 787,14	2 984 474,05	2 984 474,05	3 305 051,41	639 548,56	6 929 074,02
SOUS-TOTAL							32 791 843,00	342 787,14	2 984 474,05	2 984 474,05	3 305 051,41	639 548,56	6 929 074,02
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**32 791 843,00**	**342 787,14**	**2 984 474,05**	**2 984 474,05**	**3 305 051,41**	**639 548,56**	**6 929 074,02**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique
(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023
(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N
(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N
(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	116 102,54	116 102,54
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	-116 102,54	-116 102,54
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	0,00

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	0,00	0,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	85 000,00	85 000,00
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	85 000,00	85 000,00

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. Invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**85 000,00**	**III**	**85 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**85 000,00**		**85 000,00**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*29 000,00*		*29 000,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*6 000,00*		*6 000,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*8 000,00*		*8 000,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*42 000,00*		*42 000,00*
29...	*Dépréciations des immobilisations*			
31...	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33...	*En-cours de production de biens (5)*			
35...	*Stocks de produits (5)*			
39...	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59...	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.
(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 21/04/2026

Présenté par Monsieur le Maire, Daniel FASQUELLE (1).
A Le Touquet-Paris-Plage, le 27/04/2026

Délibéré par l'assemblée le Conseil Municipal(2), réunie en session ordinaire
A Le Touquet-Paris-Plage, le 27/04/2026
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil Municipal (2),(3).

Alexandre KORBAS	
Anne-Sophie BANCQUART	
Anthony JOUVENEL	
Antoine COLLIER	
Carole CAPUS-LOTH	
Catherine LANDRY	
Catherine PREVOST	
Christophe VERMERSCH ALEXANIAN	
Claude DE MARCHI	
Denis CALOIN	
Franck LEMAÎTRE	
Hervé PIERRE	
Jean-Philippe BATAILLE	
Liliane DENIS	
Marie SAUDEMONT	
Marie-Bénédicte MULLE	
Marielle PARENT	
Michèle BIUNDO	
Nicolas BLARINGHEM	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

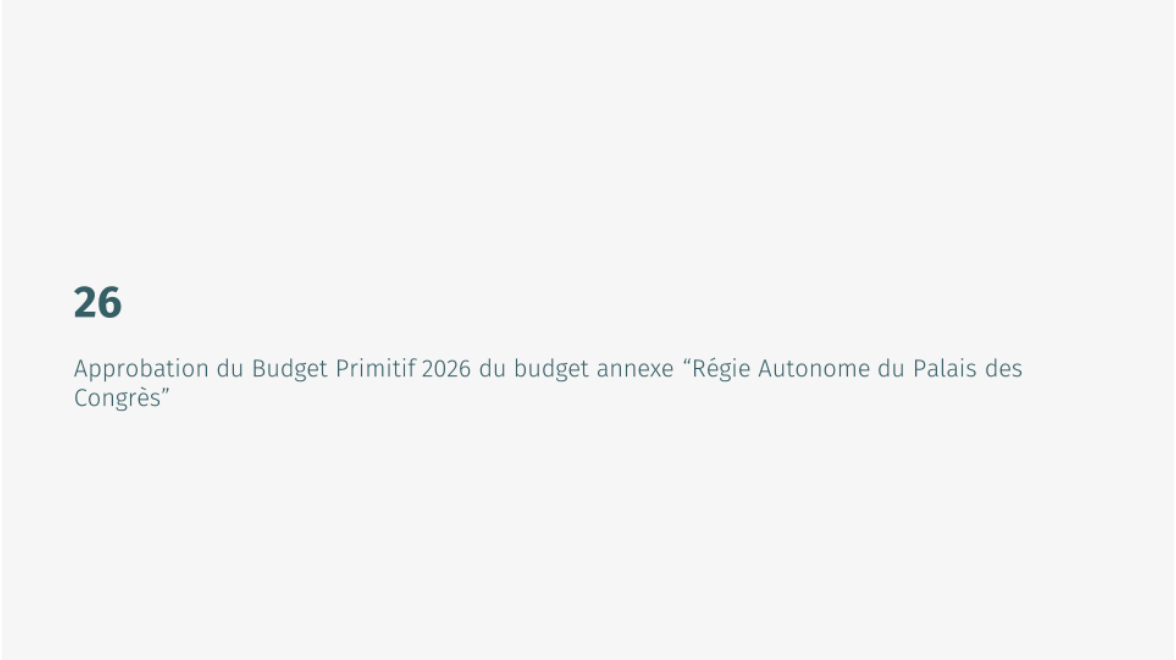
Olivier LEBREUILLY	
Patricia HÉNO	
Philippe TIRY	
Roswitha LÉON	
Valérie BLANQUEFORT	
Vincent MERIC DE BELLEFON	
Éléonore PATERNOTTE	

Certifié exécutoire par Monsieur le Maire, Daniel FASQUELLE (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A Le Touquet-Paris-Plage, le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

* * * *

IX BUDGET ANNEXE 2026 DE LA RÉGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRÈS



26) Approbation du Budget Primitif 2026 du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès » (document transmis)

Rapport de présentation du Budget Primitif 2026 du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès » :

Créé le 14 octobre 2019, le budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès » retrace les flux financiers relatifs ***à l'exploitation du Palais des Congrès*** *rénové et agrandi.*

Le BP 2026 de la Régie Autonome du Palais des Congrès présente les inscriptions suivantes :

- ***1 890 346,27 €*** *sont inscrits tant en* ***dépenses qu'en recettes de fonctionnement****, excédent de fonctionnement 2025 inclus (20,27 €),*
- ***45 582,32 €*** *sont inscrits tant en* ***dépenses qu'en recettes d'investissement****, restes à réaliser 2025 en dépenses inclus (13 223,60 €),*

Les principaux points du budget primitif 2026 sont les suivants :

1er point : un chiffre d'affaire prévisionnel 2026 prudent, en légère progression

Le chiffre d'affaires prévisionnel 2026 global de la régie s'élève à ***1 575 000,00 €*** *dans le BP 2026 alors qu'il était estimé à 1 560 000 € dans le BP 2025, soit une prévision 2026 légèrement supérieure de 15 000,00 € aux prévisions 2025 (+0,96%).*

Cette prévision prudente est le résultat des facteurs suivants :

- *une* ***baisse anticipée du chiffre d'affaires d'exploitation*** *du Palais des Congrès, hors festivals : il s'élève à 1 280 000,00 € au BP 2026 contre 1 295 000 € au BP 2025 soit -15 000,00 €, -1,1 %.*

  En effet, même si l'exploitation du Palais des Congrès a été plutôt bonne sur les premiers mois de 2026, la régie anticipe une baisse d'activité à la suite de la crise internationale actuelle : les entreprises arbitreront à la baisse leur budget de

communication, à l'instar de ce qui a été vécu lors des précédentes crises (COVID).

Dans cette perspective, la Régie a commencé à ré examiner les conditions tarifaires aux clients du secteur public : 480 000 € en BP 2026 contre 465 000 € au BP 2025 eu égard à la baisse prévisionnelle du chiffre d'affaires privé, à savoir 800 000,00 € en BP 2026 contre 830 000 € au BP 2025.

- *une forte **hausse anticipée au titre du chiffre d'affaires du Winter Jazz 2026**: le chiffre d'affaires prévisionnel 2026 a été estimé à 185 000 € dans le BP 2026, soit 45 000 € de plus que le chiffre d'affaires prévisionnel 2025, 140 000 €.*
  Ce chiffre d'affaires est quasiment connu au moment du vote du BP 2026 et traduit l'attrait de ce festival pour le public.
  Ce chiffre d'affaires permet de couvrir plus de 54% des dépenses directes du festival.
- *une **baisse anticipée du chiffre d'affaires du festival des Pianos Folies 2026** : 80 000 € prévus en BP 2026 contre 95 000 € au BP 2025.*
  Avec cette anticipation à la baisse, le chiffre d'affaires du festival est ramené à un niveau légèrement inférieur à celui réalisé en 2025.
  Ce chiffre d'affaires ne représente que 34,7% des dépenses directes prévisionnelles 2026 du festival.
- *une **stabilité du chiffre d'affaires prévisionnel 2026 des « Mercredis Jazz »** à 30 000,00 €, à un niveau identique à celui du BP 2025. Ce chiffre d'affaires permet de couvrir 62,8% des dépenses directes prévisionnelles 2026 du festival.*

2ème point : une contribution Ville pour compensation des contraintes de service public

Face à l'engouement du public pour les festivals organisés par la régie, notamment pour le Winter Jazz, et la hausse de leur budget global prévisionnel 2026, une hausse de la contribution de la Ville du Touquet-Paris-Plage à leur production, a été anticipée à hauteur de 238 326 € en BP 2026 alors que cette contribution avait été inscrite à 184 000 € en BP 2025.

Le versement de cette contribution a pour objet de compenser les contraintes de services publics imposées à la Régie Autonome du Palais des Congrès dans la cadre de l'organisation de ces trois festivals mais non d'attribuer une subvention d'équilibre à la régie.

Rappelons qu'au BP 2023, la Ville du Touquet-Paris-Plage avait prévu une subvention à la régie Touquet & Co, organisateur précédent de ces évènements, d'environ 220 000 €.
Au BP 2025, cette contribution s'élevait à 264 000 €.

L'attribution de ces trois évènements à la Régie Autonome du Palais des Congrès permet une synergie dans l'organisation des spectacles et donc une inscription de 238 326 €.

Par ailleurs et surtout, la Ville du Touquet-Paris-Plage ne verse aucune subvention d'équilibre pour la quatrième année consécutive à la Régie Autonome du Palais des Congrès.

***Précisons que des financements externes** de la part des différentes collectivités ont également été inscrits à hauteur de 77 000,00 € contre 105 500 € au BP 2025.*

Eu égard aux équilibres budgétaires ardus auxquels sont confrontées ces collectivités, une estimation prudente s'impose.

C'est ainsi que les recettes réelles de fonctionnement s'établissent à 1 890 326 € au BP 2026 (hors excédent de fonctionnement reporté) contre 1 854 500 € au BP 2025, soit +35 826 € (+1,93%).

3ème point : des dépenses réelles de fonctionnement maîtrisées

Le montant global des dépenses de fonctionnement évolue dans de moindre proportion : 1 866 946,27 € en BP 2026 contre 1 852 654,89 € au BP 2025, soit + 14 291,38 € (+ 0,77 %).

Le principal poste de dépenses de fonctionnement de la régie, ***la masse salariale prévisionnelle 2026*** *est estimée en BP 2026 à 967 343 € contre 1 007 418 € au BP 2025, soit une baisse de 40 075,00 € (****-3,98 %)***

Cette baisse anticipée est essentiellement due au remplacement d'un seul départ en retraite sur les deux prévus en 2026.

En contrepartie, les ***dépenses externes*** *prévisionnelles 2026 ont été budgétées à hauteur de 870 221,27 € au BP 2026 contre 827 178,89 € au BP 2025, soit + 43 042,38 € (****+ 5,2 %****)*

Cette augmentation est toutefois la combinaison :

- *d'une baisse des* ***dépenses de fonctionnement afférentes à l'exploitation du Palais des Congrès****: 282 621,27 € au BP 2026 contre 375 178,89 € en BP 2025, soit - 92 557,62 € (- 24,67%) à la suite de fortes économies d'échelle générées, de l'optimisation des achats de la régie qui participe désormais aux groupements de commandes avec la Ville et les régies/budgets annexes.*
- *D'une augmentation des* ***dépenses de fonctionnement relatives aux deux principaux festivals*** *à la suite :*

- *du développement du Winter Jazz (326 300,00 € prévus en BP 2026 contre 250 000,00 € en BP 2025, soit + 76 300 € (+ 30,5%) mais en mettre en perspective avec l'augmentation prévisionnelle des recettes globales de 36%,*
- *de l'augmentation des dépenses de production du festival des Pianos Folies, à savoir 213 500,00 € prévus en BP 2026 contre 156 000,00 € en BP 2025, soit + 57 500 € (+ 36,9%) à la suite de l'allongement de la durée de cette 18ème édition qui devrait désormais se dérouler sur 9 jours.*

4ème point : un résultat de clôture de fonctionnement à l'équilibre

Pour la quatrième année consécutive, en 2026, la Régie Autonome du Palais des Congrès ***assure son équilibre global de fonctionnement prévisionnel****, sans versement de subvention d'équilibre de la part de la Ville.*

Bien évidemment, ***l'équilibre sera une priorité pour 2026*** *avec deux axes de réflexion à engager :*

- *l'exploitation générale du Palais des Congrès et* ***sa politique tarifaire*** *clients privés/ clients publics,*
- *la production* ***des 3 festivals*** *qui présentent des modèles économiques très différents.*

5ème point : des investissements d'amélioration scénique et d'exploitation

Les ***investissements*** *prévisionnels 2026 figurent au BP pour* ***32 358,72 €,*** *soit un montant inférieur à celui porté au BP 2025 (44 326,07 €).*
Ils concernent essentiellement l'acquisition de matériel scénique pour la régie (15 000 € de matériel son et lumière, 5 000 € de mobilier de scène), de matériel informatique et de matériel de bureau à hauteur de 12 358,72 €.
En sus de ces investissements prévisionnels 2026, des ***restes à réaliser 2025*** *ont été réintégrés à hauteur de* ***13 223,60 €*** *(boitiers électriques, matériels informatiques et de téléphonie).*

Ce programme est financé par les amortissements 2026 (23 400,00 €) et l''excédent d'investissement reporté au 31 décembre 2025 (+22 182,32 €).

En conclusion, les prévisions budgétaires 2026 sont prudentes mais confortent les résultats enregistrés depuis 2022.
Il reste à la Régie Autonome du Palais de mener les deux axes de réflexion précités, à savoir sa politique tarifaire et les modalités de production des 3 festivals aux modèles économiques différents.

Le Budget Primitif proposé pour l'exercice 2026 du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès » s'élève à 1 935 928,59 € répartis comme suit :

- *45 582,32 € de dépenses et recettes en section d'investissement,*
- *1 890 346,27 € de dépenses et recettes en section de fonctionnement.*

Les inscriptions de dépenses et de recettes tant en fonctionnement qu'en investissement sont votées par chapitre et font l'objet d'une présentation par nature accompagnée des états annexes.

Il est donc proposé d'adopter le Budget Primitif 2026 du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès » en la forme.

M. le Maire : Approbation du budget primitif 2026 du budget annexe Régie Autonome Cette fois ci du Palais des Congrès qui s'élève à *1 935 928,59 €*. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? 4 votes contre la Régie autonome du Palais des Congrès. On en a terminé avec le budget.

- - - -

Délibération n° 2026-03-26 du 28 avril 2026

Budget primitif 2026

du Budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès »

Monsieur le Maire expose :

1°) que le Budget Primitif proposé pour l'exercice 2026 du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès » s'élève à 1 935 928,59 € répartis comme suit :

- 45 582,32 € de dépenses et recettes en section d'investissement,
- 1 890 346,27 € de dépenses et recettes en section de fonctionnement.

2°) que les inscriptions de dépenses et de recettes tant en fonctionnement qu'en investissement sont votées par chapitre et font l'objet d'une présentation par nature accompagnée des états annexes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2121-29, L 2221-1 à L 2221-14 et R 2221-1 et suivants,

Vu l'instruction comptable M 4,

Vu la présentation synthétique du Budget Primitif 2026 du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès » de la Ville du Touquet-Paris-Plage jointe à la présente délibération,

Vu l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la Régie Autonome du Palais des Congrès en date du 27 avril 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 23 Voix Pour et 4 Voix Contre (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM),

1°) d'adopter le Budget Primitif 2026 du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès » en la forme.

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

- - - -

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus

Numéro SIRET : 21620826400236
Poste comptable : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE MONTREUIL-SUR-MER

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES

Instruction budgétaire et comptable M.4(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 18
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 19
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 20
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 21
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 22
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 26

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Nota. – Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- sans chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III. – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
– Fonctionnement :% (maximum 7,5 %)
– Investissement :% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

V – La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport au budget primitifde l'exercice précédent.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 890 346,27	1 890 326,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 20,27
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	1 890 346,27	1 890 346,27

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	32 358,72	23 400,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	13 223,60	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 22 182,32
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	45 582,32	45 582,32

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	1 935 928,59	1 935 928,59

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices)
(2) A renseigner uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	827 178,89	0,00	870 221,27	870 221,27	870 221,27
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 007 418,00	0,00	967 343,00	967 343,00	967 343,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	18 058,00	0,00	25 732,00	25 732,00	25 732,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 852 654,89**	**0,00**	**1 863 296,27**	**1 863 296,27**	**1 863 296,27**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	3 650,00	3 650,00	3 650,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 852 654,89**	**0,00**	**1 866 946,27**	**1 866 946,27**	**1 866 946,27**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*18 000,00*		*23 400,00*	*23 400,00*	*23 400,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***18 000,00***		***23 400,00***	***23 400,00***	***23 400,00***
TOTAL		**1 870 654,89**	**0,00**	**1 890 346,27**	**1 890 346,27**	**1 890 346,27**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 890 346,27

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 560 000,00	0,00	1 575 000,00	1 575 000,00	1 575 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	289 500,00	0,00	315 326,00	315 326,00	315 326,00
75	Autres produits de gestion courante	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**1 854 500,00**	**0,00**	**1 890 326,00**	**1 890 326,00**	**1 890 326,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**1 854 500,00**	**0,00**	**1 890 326,00**	**1 890 326,00**	**1 890 326,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**1 854 500,00**	**0,00**	**1 890 326,00**	**1 890 326,00**	**1 890 326,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	20,27

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 890 346,27

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	23 400,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la règle applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	450,00	450,00	450,00
21	Immobilisations corporelles	44 326,07	13 223,60	31 908,72	31 908,72	45 132,32
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**44 326,07**	**13 223,60**	**32 358,72**	**32 358,72**	**45 582,32**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**44 326,07**	**13 223,60**	**32 358,72**	**32 358,72**	**45 582,32**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**44 326,07**	**13 223,60**	**32 358,72**	**32 358,72**	**45 582,32**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	45 582,32

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*18 100,00*		*23 400,00*	*23 400,00*	*23 400,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		*18 100,00*		*23 400,00*	*23 400,00*	*23 400,00*
TOTAL		18 100,00	0,00	23 400,00	23 400,00	23 400,00
						+
				R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)		22 182,32
						=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		45 582,32

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.(Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	23 400,00

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	870 221,27		870 221,27
012	Charges de personnel, frais assimilés	967 343,00		967 343,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	25 732,00		25 732,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques	3 650,00	*0,00*	3 650,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*23 400,00*	23 400,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*	0,00	*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**1 866 946,27**	***23 400,00***	**1 890 346,27**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 890 346,27**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	450,00	0,00	450,00
21	Immobilisations corporelles (6)	45 132,32	0,00	45 132,32
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**45 582,32**	***0,00***	**45 582,32**

\+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\-

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**45 582,32**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 575 000,00		1 575 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	315 326,00		315 326,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**1 890 326,00**	*0,00*	**1 890 326,00**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE	**20,27**

\-

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 890 346,27**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*23 400,00*	23 400,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	*23 400,00*	**23 400,00**

\+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**22 182,32**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

\-

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**45 582,32**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la règle applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**827 178,89**	**870 221,27**	**870 221,27**
604	Achats d'études, prestations de services	42 000,00	45 595,27	45 595,27
6061	Fournitures non stockables (eau, ...)	131 950,00	125 000,00	125 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	28 240,00	14 800,00	14 800,00
6064	Fournitures administratives	1 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	10 500,00	11 300,00	11 300,00
607	Achats de marchandises	2 000,00	500,00	500,00
611	Sous-traitance générale	60 000,00	80 800,00	80 800,00
6132	Locations immobilières	3 500,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	66 608,00	87 376,00	87 376,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	0,00	923,00	923,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	3 500,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	2 115,00	2 115,00
617	Études et recherches	2 000,00	0,00	0,00
618	Divers	19 204,89	0,00	0,00
6222	Commissions et courtages sur ventes	12 000,00	9 000,00	9 000,00
6226	Honoraires	1 500,00	0,00	0,00
6228	Divers	282 000,00	305 000,00	305 000,00
6231	Annonces et insertions	29 000,00	36 000,00	36 000,00
6233	Foires et expositions	20 000,00	18 000,00	18 000,00
6236	Catalogues et imprimés	15 500,00	18 500,00	18 500,00
6238	Divers	10 000,00	4 000,00	4 000,00
6251	Voyages et déplacements	2 000,00	1 000,00	1 000,00
6256	Missions	2 500,00	1 500,00	1 500,00
6257	Réceptions	11 500,00	2 000,00	2 000,00
6262	Frais de télécommunications	500,00	857,00	857,00
6281	Concours divers (cotisations...)	14 000,00	12 000,00	12 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	17 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	13 176,00	61 955,00	61 955,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	26 000,00	32 000,00	32 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 007 418,00**	**967 343,00**	**967 343,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	99 000,00	53 000,00	53 000,00
6312	Taxe d'apprentissage	3 199,00	3 340,00	3 340,00
6313	Participat° employeurs formal° continue	5 422,00	5 661,00	5 661,00
6411	Salaires, appointements, commissions	591 093,00	618 345,00	618 345,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	183 973,00	194 484,00	194 484,00
6452	Cotisations aux mutuelles	26 623,00	27 070,00	27 070,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	48 730,00	16 834,00	16 834,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	22 578,00	23 868,00	23 868,00
6478	Autres charges sociales diverses	26 800,00	24 741,00	24 741,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**18 058,00**	**25 732,00**	**25 732,00**
6512	Droits d'utilisat° - Informatique nuage	360,00	4 645,00	4 645,00
6518	Autres	17 698,00	21 087,00	21 087,00
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION COURANTE	**1 852 654,89**	**1 863 296,27**	**1 863 296,27**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (c)**	**0,00**	**3 650,00**	**3 650,00**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	0,00	3 650,00	3 650,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION	**1 852 654,89**	**1 866 946,27**	**1 866 946,27**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***18 000,00***	***23 400,00***	***23 400,00***
6811	*Dot. amort. immos incorp. et corporelles*	*18 000,00*	*23 400,00*	*23 400,00*

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		*18 000,00*	*23 400,00*	*23 400,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*18 000,00*	*23 400,00*	*23 400,00*
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 870 654,89	1 890 346,27	1 890 346,27
				+
	RESTES A REALISER N-1 (13)			0,00
				+
	D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (13)			0,00
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			1 890 346,27

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.
(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9) Si la règle applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la règle applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**1 560 000,00**	**1 575 000,00**	**1 575 000,00**
706	Prestations de services	1 510 000,00	1 555 000,00	1 555 000,00
7062	Commissions et courtages	50 000,00	20 000,00	20 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**289 500,00**	**315 326,00**	**315 326,00**
741	Subv. d'exploit. - coll. de rattachement	0,00	238 326,00	238 326,00
748	Subvention d'exploitation des tiers	289 500,00	77 000,00	77 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
7582	Libéralités reçues	5 000,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION COURANTE	**1 854 500,00**	**1 890 326,00**	**1 890 326,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**1 854 500,00**	**1 890 326,00**	**1 890 326,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**1 854 500,00**	**1 890 326,00**	**1 890 326,00**

	+
RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**
	+
R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (10)	**20,27**
	=
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 890 346,27**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.
(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*
(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	450,00	450,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	450,00	450,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	44 326,07	31 908,72	31 908,72
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	6 458,00	6 458,00
2188	Autres immobilisations corporelles	44 326,07	25 450,72	25 450,72
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	44 326,07	32 358,72	32 358,72
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	44 326,07	32 358,72	32 358,72
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	44 326,07	32 358,72	32 358,72

	+
RESTES A REALISER N-1 (10)	13 223,60
	+
D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
	=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	45 582,32

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.
(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*	*18 100,00*	*23 400,00*	*23 400,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*300,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*3 100,00*	*2 500,00*	*2 500,00*
28188	*Autres*	*14 700,00*	*20 900,00*	*20 900,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*18 100,00*	*23 400,00*	*23 400,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	*18 100,00*	*23 400,00*	*23 400,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	18 100,00	23 400,00	23 400,00
				+
			RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
				+
			R 001SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (9	22 182,32
				=
			TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	45 582,32

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DE 042.*
(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*
(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	**Délibération du**
	Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 2800.00 €	1	2026-04-27
L	Comptes 203 - Frais d?études, de recherche et de développement et frais d?insertion	5	27/04/2026
L	Comptes 205 - Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ..	3	27/04/2026
L	Compte 206 - Droit au bail	5	27/04/2026
L	Compte 2131 - Bâtiments	30	27/04/2026
L	Compte 2135 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions	5	27/04/2026
L	Compte 2138 - Autres constructions	20	27/04/2026
L	Compte 2154 - Matériel industriel	5	27/04/2026
L	Compte 2155 - Outillage industriel	8	27/04/2026
L	Compte 2157 - Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	8	27/04/2026
L	Compte 2158 - Autres	8	27/04/2026
L	Compte 2181 - Installations générales, agencements et aménagements divers	5	27/04/2026
L	Compte 2182 - Matériel de transport	5	27/04/2026
L	Compte 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique	3	27/04/2026
L	Compte 2184 - Mobilier	5	27/04/2026
L	Compte 2188 - Autres	8	27/04/2026

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

*Solde de la section d'investissement de l'exercice **N-1** (1)*

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécutionde la section d'investissement 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	22 182,32	22 182,32
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	-13 223,60	-13 223,60
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	8 958,72	8 958,72

*Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice **N-1** (1)*

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	8 958,72	8 958,72
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	8 958,72	8 958,72

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	0,00	0,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	23 400,00	23 400,00
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	23 400,00	23 400,00

(1) Tableaux à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**23 400,00**	III	**23 400,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**23 400,00**		**23 400,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 500,00*		*2 500,00*
28188	*Autres*	*20 900,00*		*20 900,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N :
Détail des effectifs par emploi fonctionnel ou filière à la clôture

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**15,00**	**1,09**	**16,09**	**0,00**	**16,09**	**16,09**
agent technique d'entretien et de service	C	1,00	0,29	1,29	0,00	1,29	1,29
agent technique manutentionnaire	C	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
agent technique manutentionnaire	C	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
apprenti	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
assistante de direction	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
assistante gestion	B	0,00	0,80	0,80	0,00	0,80	0,80
chargée de clientèle	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
directeur	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
responsable commercial	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
régisseur principal	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
régisseur son	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
technicien lumière et vidéo	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
technicien salle polyvalent	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
technicien son, vidéo, éclairage	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**15,00**	**1,09**	**16,09**	**0,00**	**16,09**	**16,09**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.
(2) Catégories : A, B ou C.
(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.
(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :
ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année
Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).
(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite) :
Détail des effectifs par type de recrutement

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**525 085,00**		
agent technique d'entretien et de service	C	OTR	126	7 354,00	A CDI	CDI
agent technique d'entretien et de service	C	OTR	473	27 556,00	A CDI	CDI
agent technique manutentionnaire	C	OTR	494	28 750,00	A CDI	CDI
agent technique manutentionnaire	C	OTR	454	26 415,00	A CDI	CDI
agent technique manutentionnaire	C	OTR	465	27 064,00	A CDI	CDI
agent technique manutentionnaire	C	OTR	508	29 537,00	A CDI	CDI
apprenti	C	OTR	263	15 327,00	A CONTRAT D'APPRENTISSAGE	CDD
assistante de direction	B	OTR	605	35 223,00	A CDI	CDI
assistante gestion	B	OTR	391	22 775,00	A CDI	CDI
chargée de clientèle	B	OTR	560	32 591,00	A CDI	CDI
directeur	A	OTR	1153	67 107,00	A CONTRAT DE DROIT PUBLIC	CDD
responsable commercial	A	OTR	796	46 307,00	A CDI	CDI
régisseur principal	A	OTR	747	43 452,00	A CDI	CDI
régisseur son	B	OTR	542	31 534,00	A CDI	CDI
technicien lumière et vidéo	C	OTR	464	27 025,00	A CDI	CDI
technicien salle polyvalent	C	OTR	501	29 182,00	A CDI	CDI
technicien son, vidéo, éclairage	C	OTR	479	27 886,00	A CDI	CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**10 640,00**		
apprenti	C	OTR	183	10 640,00	A CONTRAT D'APPRENTISSAGE	CDD
TOTAL GENERAL				**535 725,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap.
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap

A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A l'autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles L.332-8, L.332-13, L.332-14, L.326, L.352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles L.327-5, L.332-10 et L.332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles L.332-23, L.332-24, L.333-1 à L.333-10 et L.333-12 du CGFP.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE - REGIE AUTONOME DU PALAIS DES CONGRES - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 15/04/2026

Présenté par Monsieur le Maire Daniel FASQUELLE,
A le Touquet -Paris-Plage le 27/04/2026
Monsieur le Maire Daniel FASQUELLE,

Délibéré par l'assemblée, réunie en session ordinaire
A le Touquet-Paris-Plage, le 27/04/2026

Les membres de l'assemblée délibérante,

Alexandre KORBAS	
Anne-Sophie BANCQUART	
Anthony JOUVENEL	
Antoine COLLIER	
Carole CAPUS-LOTH	
Catherine LANDRY	
Catherine PREVOST	
Christophe VERMERSCH ALEXANIAN	
Claude DE MARCHI	
Denis CALOIN	
Franck LEMAÎTRE	
Hervé PIERRE	
Jean-Philippe BATAILLE	
Liliane DENIS	
Marie SAUDEMONT	
Marie-Bénédicte MULLE	
Marielle PARENT	
Michèle BIUNDO	
Nicolas BLARINGHEM	
Olivier LEBREUILLY	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Patricia HÉNO	
Philippe TIRY	
Roswitha LÉON	
Valérie BLANQUEFORT	
Vincent MERIC DE BELLEFON	
Éléonore PATERNOTTE	
Nota. – L'ajout des signataires est facultatif.	

Certifié exécutoire par Monsieur le Maire Daniel FASQUELLE, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A le Touquet-Paris-Plage,le

M. le Maire : Maintenant ce que je vous propose rapidement c'est de traiter les quelques délibérations qu'il reste.

X DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

27

Taxe de séjour : modification du barème applicable à compet du 1er janvier 2027

28

Exploitation de la plage naturelle du Touquet-Paris-Plage : accord du Conseil Municipal pour résilier le sous-traité d'exploitation du lot de plage n°7 situé sur le domaine public maritime à la demande du titulaire et recourir à la délégation de service public en vue de l'attribution du sous-traité d'exploitation du lot de plage pour les années 2027-2028

29

Autorisation d'occupation temporaire du domaine public et fixation de la redevance d'occupation du domaine public pour l'installation de deux modules sur une partie de la parcelle cadastrée section AR N°159 de l'aéroport à la SAS NCL EVENEMENT

27) Taxe de séjour : modification du barème applicable à compter du 1er janvier 2027

Le nouveau barème applicable en matière de taxe de séjour entrera en vigueur au 1er janvier 2027.

Ces nouvelles dispositions, obligent les territoires qui collectent la taxe de séjour et qui souhaitent adopter ce nouveau barème, à reprendre une délibération avant le 1er juillet 2026 pour une mise en œuvre au 1er janvier 2027.

Les principales modifications sont les suivantes :

Modification des plafonds pour 3 catégories d'hébergements assujettis à la taxe de séjour au réel :

- *Les palaces,*
- *Les hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles,*
- *Les hébergements en attente de classement ou sans classement dont le tarif applicable par personne et par nuitée est compris entre 1% et 5% du coût par personne et par nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la municipalité.*

Il est donc proposé d'approuver les dispositions relatives à la taxe de séjour qui seront mises en application à compter du 1er janvier 2027.

Régime d'imposition :

1° La taxe de séjour est perçue au réel pour toutes les natures d'hébergement à titre onéreux suivants :

- *Palaces,*
- *Hôtels de Tourisme (dont auberges collectives),*
- *Résidences de Tourisme,*
- *Meublés de Tourisme,*
- *Villages de Vacances,*

- *Chambres d'hôtes,*
- *Emplacements dans des aires de Camping-cars et des parcs de stationnement touristiques,*
- *Ports de plaisance.*
- *Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement qui ne relèvent pas des natures d'hébergements mentionnés dans ce paragraphe n° 2.*

2° La taxe de séjour est perçue au Forfait pour la nature d'hébergement suivant :

- *Terrains de camping, terrains de caravanage et tout autre terrain d'hébergement de plein air.*

Période de Perception :

La taxe de séjour est perçue toute l'année, du 1er janvier au 31 décembre.

Les tarifs :

À compter du 1er janvier 2027, le barème applicable sera le suivant :

Catégories d'Hébergements	*Tarifs*
Palaces	*4,90 €*
Hôtels de tourisme 5 étoiles, Résidences de tourisme 5 étoiles, Meublés de tourisme 5 étoiles.	*3,60 €*
Hôtels de tourisme 4 étoiles, Résidences de tourisme 4 étoiles, Meublés de tourisme 4 étoiles.	*2,60 €*
Hôtels de tourisme 3 étoiles, Résidences de tourisme 3 étoiles, Meublés de tourisme 3 étoiles.	*1,70 €*
Hôtels de tourisme 2 étoiles, Résidences de tourisme 2 étoiles, Meublés de tourisme 2 étoiles, Villages de vacances 4 et 5 étoiles.	*1,00 €*
Hôtels de tourisme 1 étoile, Résidences de tourisme 1 étoile, Meublés de tourisme 1 étoile, Villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, Chambres d'Hôtes, Auberges collectives.	*0,80 €*
Terrains de camping, terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, *Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures.*	*0,60 €*
Terrains de camping, terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance.	*0,20 €*

Hébergements	*Taux applicable*
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements listés dans le tableau ci-dessus.	*5 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité*

Pour rappel, le plafond pour les non-classés est depuis le 1er janvier 2021, le tarif le plus élevé voté par la collectivité, soit à partir du 1er janvier 2027 : 4,90 €.

Les exonérations obligatoires s'appliquent exclusivement à la taxation au réel :

- *les personnes mineures,*
- *les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune,*
- *les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire,*

- *les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 1 € par jour.*

Abattement applicable à la Taxe de Séjour Forfaitaire :

L'abattement forfaitaire applicable est fixé à 50 % pour les hébergements assujettis à la taxe de séjour au forfait, dès le 1er jour d'ouverture.

Ce taux pourra être révisé, chaque année, par délibération du Conseil municipal.

Périodicité des versements :

- *pour les logeurs assujettis à la Taxe de Séjour au Réel :*
  la taxe sera déclarée et reversée au Régisseur municipal, 4 fois dans l'année, soit :
  - *avant le 15 avril : pour la période de perception du 1er janvier au 31 mars,*
  - *avant le 15 juillet : pour la période de perception du 1er avril au 30 juin,*
  - *avant le 15 octobre : pour la période de perception du 1er juillet au 30 septembre,*
  - *avant le 15 janvier : pour la période de perception du 1er octobre au 31 décembre.*
- *pour les logeurs assujettis à la Taxe de Séjour Forfaitaire (terrain de camping, de caravanage et toute autre terrain d'hébergement de plein air) : la taxe sera versée, par le logeur dès réception d'un « avis de somme à payer » et à adresser à la Trésorerie de Montreuil-sur-Mer.*

M. le Maire : Une délibération sur la taxe de séjour : modification du barème applicable à compter du 1er janvier 2027. M. Jean-Philippe BATAILLE.

M. Jean-Philippe BATAILLE : Comme on l'a vu, la taxe de séjour a doublé depuis 2019. Là, simplement, on vous demande de voter pour l'augmentation de la Taxe de Séjour. Le taux d'augmentation est déterminé par l'État, c'est l'indice INSEE 0,9 %. Le tableau que vous avez en-dessous, ce sont des tarifs plafonds par rapport aux catégories d'hôtels ou de campings etc., au-delà duquel on ne peut pas facturer la taxe de séjour. C'est un calcul un peu savant : on multiplie la nuitée par 5 %, on divise par le nombre de personnes et ça ne peut pas excéder, par exemple pour les palaces, 4,90 €. Je vous remercie de bien vouloir voter cette délibération mais ce sont des tarifs proposés par l'État.

M. le Maire : Très bien. Pas de vote contre j'imagine ? Pas d'abstention ? Merci.

- - - -

Délibération n° 2026-03-27 du 28 avril 2026

Taxe de séjour

Monsieur le Maire expose :

1°) que le nouveau barème applicable en matière de taxe de séjour entrera en vigueur au 1er janvier 2027.

2°) que ces nouvelles dispositions, obligent les territoires qui collectent la taxe de séjour et qui souhaitent adopter ce nouveau barème, à reprendre une délibération avant le 1er juillet 2026 pour une mise en œuvre au 1er janvier 2027.

Les principales modifications sont les suivantes :

Modification des plafonds pour 3 catégories d'hébergements assujettis à la taxe de séjour au réel :

- Les palaces,

- Les hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles,
- Les hébergements en attente de classement ou sans classement dont le tarif applicable par personne et par nuitée est compris entre 1% et 5% du coût par personne et par nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la municipalité.

3°) que la présente délibération reprend toutes les modalités et les tarifs de la taxe de séjour sur son territoire et annule et remplace toutes les délibérations antérieures à compter du 1er janvier 2027.

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2333-26 et suivants,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-21, R 2333-43 et suivants,

Vu le Code du Tourisme,

Vu la délibération n° 2024-06-26 du Conseil municipal en date du 24 juin 2024 relative à la réglementation de la taxe de séjour,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) d'approuver les dispositions relatives à la taxe de séjour qui seront mises en application à compter du 1er janvier 2027.

2°) Régime d'imposition :

La taxe de séjour est perçue au Réel pour toutes les natures d'hébergement à titre onéreux suivants :
- Palaces,
- Hôtels de Tourisme (dont auberges collectives),
- Résidences de Tourisme,
- Meublés de Tourisme,
- Villages de Vacances,
- Chambres d'hôtes,
- Emplacements dans des aires de Camping-cars et des parcs de stationnement touristiques,
- Ports de plaisance.
- Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement qui ne relèvent pas des natures d'hébergements mentionnés dans ce paragraphe n° 2.

La taxe de séjour est perçue au Forfait pour la nature d'hébergement suivant :
- Terrains de camping, terrains de caravanage et tout autre terrain d'hébergement de plein air.

3°) Période de Perception :

La taxe de séjour est perçue toute l'année, du 1er janvier au 31 décembre.

4°) Les tarifs :

À compter du 1er janvier 2027, le barème applicable sera le suivant :

Catégories d'Hébergements	Tarifs
Palaces	4,90 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, Résidences de tourisme 5 étoiles, Meublés de tourisme 5 étoiles.	3,60 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, Résidences de tourisme 4 étoiles, Meublés de tourisme 4 étoiles.	2,60 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, Résidences de tourisme 3 étoiles, Meublés de tourisme 3 étoiles.	1,70 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, Résidences de tourisme 2 étoiles, Meublés de tourisme 2 étoiles, Villages de vacances 4 et 5 étoiles.	1,00 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, Résidences de tourisme 1 étoile, Meublés de tourisme 1 étoile, Villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, Chambres d'Hôtes, Auberges collectives.	0,80 €
Terrains de camping, terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures.	0,60 €
Terrains de camping, terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance.	0,20 €

Hébergements	Taux applicable
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements listés dans le tableau ci-dessus.	5 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus elevé adopté par la collectivité

Pour rappel, le plafond pour les non-classés est depuis le 1er janvier 2021, le tarif le plus élévé voté par la collectivité, soit à partir du 1er janvier 2027 : 4,90 €.

5°) Les exonérations obligatoires s'appliquent exclusivement à la taxation au réel :

- les personnes mineures,
- les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune,
- les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire,
- les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 1 € par jour.

6°) Abattement applicable à la Taxe de Séjour Forfaitaire :

L'abattement forfaitaire applicable est fixé à 50% pour les hébergements assujettis à la taxe de sejour au forfait, dès le 1er jour d'ouverture.

Ce taux pourra être révisé, chaque année, par délibération du Conseil Municipal.

7°) Périodicité des versements :

- pour les logeurs assujettis à la Taxe de Séjour au Réel :
  la taxe sera déclarée et reversée au Régisseur municipal, 4 fois dans l'année, soit :
  - avant le 15 avril : pour la période de perception du 1er janvier au 31 mars,
  - avant le 15 juillet : pour la période de perception du 1er avril au 30 juin,
  - avant le 15 octobre : pour la période de perception du 1er juillet au 30 septembre,
  - avant le 15 janvier : pour la période de perception du 1er octobre au 31 décembre.
- pour les logeurs assujettis à la Taxe de Séjour Forfaitaire (terrain de camping, de caravanage et toute autre terrain d'hébergement de plein air) :
  la taxe sera versée, par le logeur dès réception d'un « avis de somme à payer » et à adresser à la Trésorerie de Montreuil-sur-Mer.

8°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

* * * *

28) Exploitation de la plage naturelle du Touquet-Paris-Plage : accord du Conseil Municipal pour résilier le sous-traité d'exploitation du lot de plage N° 7 situé sur le domaine public maritime à la demande du titulaire et recourir à la délégation de service public en vue de l'attribution du sous-traité d'exploitation du lot de plage pour les années 2027-2028

Par courrier reçu en date du 15 janvier 2026, Madame Anne-Marie MARUT, gérante de la société Hélio Activités et titulaire du sous-traité d'exploitation pour le lot n° 7, a informé la municipalité de la cessation d'activité de ladite société.

Le cahier des charges annexé au sous-traité d'exploitation stipule (article 7.3.5) que le sous-traitant a la faculté de demander au concessionnaire la résiliation de son sous-traité, au plus tard le 31 décembre de chaque année. Passé cette date, le sous-traitant sera tenu de payer la totalité de la redevance de l'année en cours.

La demande de résiliation anticipée n'a pris effet le 31 décembre 2025 à minuit, et en conséquence les redevances 2025 (part fixe et part variable) devront être acquittées.

Il est nécessaire d'anticiper la mise en œuvre d'une procédure de délégation de service public pour l'attribution du sous-traité d'exploitation situé sur le domaine public maritime afin de ne pas hypothéquer la mise en vie de la plage dès le printemps 2027.

Il convient donc de mettre en œuvre cette procédure pour l'exploitation d'un club de plage - lot n° 7 : situé dans l'axe de la rue Lens et de fixer la période maximale d'exploitation pour 2 ans, de 2027 à 2028, du 15 mars au 15 novembre de chaque année.

Il est donc proposé :

- *d'approuver la résiliation amiable du sous-traité d'exploitation du club de plage (lot N° 7).*
- *d'autoriser d'une part le Maire à recourir à la délégation de service public pour l'attribution du sous-traité d'exploitation de la plage naturelle du Touquet-Paris-Plage, sur les bases précitées, pour les années 2027 à 2028 et à lancer la procédure.*

- *et d'autre part, de mandater le Maire à élaborer ou compléter le cahier des charges des sous-traités d'exploitation de plage.*

M. le Maire : Jean-Philippe BATAILLE, toujours, sur l'exploitation de la plage naturelle du Touquet-Paris-Plage pour la résiliation d'un sous-traité d'exploitation du lot de plage n° 7.

M. Jean-Philippe BATAILLE : Oui il y a une personne, Mme MARUT, qui a souhaité arrêter le club, c'est le club « HELIO PLAGE ». Par conséquent, réglementairement, on est obligé de relancer un appel d'offres et une DSP pour octroyer si des personnes le désirent la place à d'autres personnes.

M. le Maire : Très bien, merci. Ah, il y a une question ? Non c'est bon sur le... En fait, c'était exploité par le Centre Municipal de vacances et un privé trouvait cette concurrence injuste et nous a demandé de pouvoir l'exploiter. Le fait est que l'endroit n'est quand même pas aussi favorable que d'autres endroits sur la plage et, finalement, la personne qui exploitait cet espace ne l'exploite plus et il faudra relancer la procédure dans l'espoir de trouver un exploitant. Si on n'en trouve pas, peut-être qu'il faudra revenir à la solution Centre Municipal de Vacances. Ok, bon de toute façon c'est purement administratif. Je pense qu'il n'y a pas de vote contre ? Pas d'abstention ? Enfin comme vous voulez.

- - - -

Délibération n° 2026-03-28 du 28 avril 2026

Exploitation de la plage naturelle du Touquet-Paris-Plage :
Accord du Conseil Municipal pour résilier le sous-traité d'exploitation du lot de plage N° 7 situé sur le domaine public maritime à la demande du titulaire et recourir à la délégation de service public en vue de l'attribution du sous-traité d'exploitation du lot de plage pour les années 2027-2028

Monsieur le Maire expose :

1°) que par courrier reçu en date du 15 janvier 2026, Madame Anne-Marie MARUT, gérante de la société Hélio Activités et titulaire du sous-traité d'exploitation pour le lot N° 7 a informé la Municipalité de la cessation d'activité de ladite société.

2°) que le cahier des charges annexé au sous-traité d'exploitation stipule : « Article 7.3.5 - Résiliation à la demande du titulaire - Le sous-traitant a la faculté de demander au concessionnaire la résiliation de son sous-traité, au plus tard le 31 décembre de chaque année. Passé cette date, le sous-traitant sera tenu de payer la totalité de la redevance de l'année en cours.

3°) que la demande de résiliation anticipée n'a pris effet le 31 décembre 2025 à minuit, et qu'en conséquence les redevances 2025 (part fixe et part variable) devront être acquittées.

4°) qu'il est nécessaire d'anticiper la mise en œuvre d'une procédure de délégation de service public pour l'attribution du sous-traité d'exploitation situé sur le domaine public maritime afin de ne pas hypothéquer la mise en vie de la plage dès le printemps 2027.

5°) qu'il convient donc de mettre en œuvre cette procédure pour l'exploitation d'un club de plage - Lot n° 7 : situé dans l'axe de la rue Lens et de fixer la période maximale d'exploitation pour 2 ans, de 2027 à 2028, du 15 mars au 15 novembre de chaque année.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu le décret n° 2006-608 du 26 mai 2006 relatif aux concessions de plage,

Vu le décret n° 2011-1612 du 22 novembre 2011 relatif aux première, deuxième, troisième et quatrième parties règlementaires du Code Général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique,

Vu la délibération n° 2021-04-14 du Conseil Municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 18 octobre 2021 relative à la demande de renouvellement pour une durée de trois ans de la concession de la plage naturelle,

Vu la délibération n° 2024-06-26 du Conseil Municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 24 juin 2024 autorisant le recours à la délégation de service public pour attribuer les sous-traités d'exploitation de la plage naturelle du Touquet-Paris-Plage pour les années 2025 à 2028 et à lancer la procédure,

Vu la délibération n° 2024-05-33 du Conseil Municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 16 décembre 2024 relative à la fixation des redevances des sous-traités d'exploitation pour les années 2025 à 2028,

Vu l'arrêté préfectoral du 1er avril 2022, portant concession de plage à la commune du Touquet-Paris-Plage,

Vu l'avenant à la concession de plage du 30 avril 2024, prolongeant la concession de plage à la commune du Touquet-Paris-Plage de 4 ans,

Vu le cahier des charges et les sous-traités d'exploitation concernant les 9 lots,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) d'approuver la résiliation amiable du sous-traité d'exploitation du club de plage (lot N° 7).

2°) d'autoriser d'une part le Maire à recourir à la délégation de service public pour l'attribution du sous-traité d'exploitation de la plage naturelle du Touquet-Paris-Plage, sur les bases précitées, pour les années 2027 à 2028 et à lancer la procédure.

3°) et d'autre part, de mandater le Maire à élaborer ou compléter le cahier des charges des sous-traités d'exploitation de plage.

4) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Représentant du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

* * * *

29) Autorisation d'occupation temporaire du domaine public et fixation de la redevance d'occupation du domaine public pour l'installation de deux modules sur une partie de la parcelle cadastrée section AR N° 159 de l'aéroport à la SAS NCL ÉVÈNEMENT

Par courrier en date du 5 janvier 2026, la société NCL Évènement représentée par Monsieur Francky NICOLON, titulaire de l'exploitation du petit train touristique pour les années 2026 à 2028, a sollicité la municipalité pour la mise à disposition temporaire d'un emplacement situé sur le domaine public pour l'installation de deux modules utilisés pour le stockage du petit train.

Cette installation est située à l'aéroport sur une partie du terrain cadastré section AR n° 159, (extrémité Nord de l'avenue du Commandant Maurice Séneschal).

Il est donc proposé :

- *d'autoriser la NCL Évènement représentée par Monsieur Francky NICOLON à occuper temporairement le domaine public sur une partie du terrain cadastré section AR n° 159, (extrémité Nord de l'avenue du Commandant Maurice Séneschal) à l'aéroport, pour l'installation de 2 modules de stockage sur une superficie d'environ 59 m² (24,00 m x 2,44 m) (plan ci-joint), pour la période du 5 février 2026 au 30 juin 2026.*
- *et de fixer le montant de la redevance d'occupation temporaire du domaine public à 300,00 € par mois*

M. le Maire : Autorisation d'occupation temporaire du domaine public et fixation de la redevance d'occupation du domaine public pour l'installation de deux modules sur une partie de la parcelle cadastrée section AR n° 159 de l'aéroport à la SAS NCL ÉVÈNEMENT.

M. Jean-Philippe BATAILLE : Oui M. NICOLON, le nouveau gérant du petit train, souhaite pouvoir, il a acquis des modules, s'installer là. On lui a donné l'autorisation jusqu'à fin juin, moyennant une redevance de 300 € par mois.

M. le Maire : On n'est pas venu pour rien ce matin, délibération majeure, tout le monde est d'accord j'imagine ?

\- - - -

Délibération n° 2026-03-29 du 28 avril 2026

Autorisation d'occupation temporaire du domaine public
et fixation de la redevance d'occupation du domaine public
pour l'installation de deux modules
sur une partie de la parcelle cadastrée section AR N° 159 de l'aéroport
à la SAS NCL ÉVÈNEMENT

Monsieur le Maire expose :

1°) que par courrier en date du 5 janvier 2026, la société NCL Évènement représentée par Monsieur Francky NICOLON, titulaire de l'exploitation du petit train touristique pour les années 2026 à 2028 a sollicité la municipalité pour la mise à disposition

temporaire d'un emplacement situé sur le domaine public pour l'installation de deux modules utilisés pour le stockage du petit train.

2°) que cette installation est située à l'aéroport sur une partie du terrain cadastré section AR n° 159, (extrémité Nord de l'avenue du Commandant Maurice Séneschal).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L2121-1, L.2122-1 et suivants et L2125-1 et suivants,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) d'autoriser la NCL Évènement représentée par Monsieur Francky NICOLON à occuper temporairement le domaine public sur une partie du terrain cadastré section AR n° 159, (extrémité Nord de l'avenue du Commandant Maurice Séneschal) à l'aéroport, pour l'installation de 2 modules de stockage sur une superficie d'environ 59 m² (24,00 m x 2,44 m), pour la période du 5 février 2026 au 30 juin 2026.

2°) de fixer le montant de la redevance d'occupation temporaire du domaine public à 300,00 € par mois.

3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Monsieur le Représentant du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

* * * *

30

Tarifs 2026-2027 applicables aux propositions commerciales du Palais des Congrès à compter du 1er mai 2026

		Tarif en HT €		
		Tarif normal	Tarif secteur public	Réduction appliquée
Salles	Ravel	8600	6000	30,2%
	Boucher	4900	3500	28,6%
	Molière	7500	4000	22,7%
	Duhamel	2200	1700	46,6%
	Adenauer	1200	900	25,0%
	Schuman	1200	900	25,0%
Prestations techniques	Vidéo Streaming	2990	2200	33,1%
	M² d'exposition	40	20	50,0%
	Forfait sécurité spectacle	800	800	
	Technicien complémentaire	400	400	
	Journée de travail et d'étude de conception	600		
	Accueil par un service d'hôtesses	800		

30) <u>Tarifs 2026-2027 applicables aux propositions commerciales du Palais des Congrès à compter du 1er mai 2026</u>

La montée en puissance de l'activité du Palais des Congrès, notamment en matière d'accueil de spectacles, concerts, d'évènements, de congrès et séminaires requérant la mise en place de dispositifs techniques complexes (vidéoconférence, plateau télévisé...), nécessite une adaptation de la grille tarifaire et de la création de nouveaux tarifs attractifs et incitatifs.

Dans un objectif d'optimisation du fonctionnement du Palais des Congrès permettant la tenue de plusieurs évènements simultanément et d'atteinte de l'équilibre économique de ta structure, les conditions tarifaires proposées doivent permettre aux équipes du Palais des Congrès de réaliser les propositions commerciales tes mieux adaptées au client et à la tenue de son évènement.

Il est donc proposé d'approuver, à compter du 1er mai 2026, la grille tarifaire 2026-2027 actualisée concernant les commissions et marge de facturation, la location de caméra et la prestation de captation ainsi que l'ajout d'un tarif spectacle. Cette grille annule et remplace celle approuvée en date du 13 octobre 2025.

M. le Maire : Les tarifs 2026-2027 applicables aux propositions commerciales du Palais des Congrès à compter du 1er mai 2026. Vous avez reçu ces tarifs. Pierre LABONTÉ, avec nos équipes commerciales, les adapte en permanence. Est-ce que vous avez des questions ? Je pense qu'on peut les adopter en l'état. On fait confiance à M. LABONTÉ sur ces tarifs. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? 4 abstentions.

- - - -

Délibération n° 2026-03-30 du 28 avril 2026

Tarifs 2026-2027

applicables aux propositions commerciales du Palais des Congrès

à compter du 1er mai 2026

Monsieur le Maire expose :

1) que la montée en puissance de l'activité du Palais des Congrès, notamment en matière d'accueil de spectacles, concerts, d'évènements, de congrès et séminaires requérant la mise en place de dispositifs techniques complexes (vidéoconférence, plateau télévisé...), nécessite une adaptation de la grille tarifaire et de la création de nouveaux tarifs attractifs et incitatifs.

2) que dans un objectif d'optimisation du fonctionnement du Palais des Congrès permettant la tenue de plusieurs évènements simultanément et d'atteinte de l'équilibre économique de ta structure, les conditions tarifaires proposées doivent permettre aux équipes du Palais des Congrès de réaliser les propositions commerciales tes mieux adaptées au client et à la tenue de son évènement.

3) qu'il est donc proposé d'approuver la grille tarifaire 2026-2027 actualisée concernant les commissions et marge de facturation, la location de caméra et la prestation de captation ainsi que l'ajout d'un tarif spectacle. Cette grille annule et remplace celle approuvée en date du 13 octobre 2025.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-29 et L2221-14,

Vu les dispositions de l'instruction budgétaires M4,

Vu la délibération nº 2019-05-24a du Conseil Municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 14 octobre 2019 relative à la création du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès », à l'approbation des statuts et à la désignation des membres du Conseil d'exploitation,

Vu la délibération nº 2020-01-13a du Conseil Municipal du Touquet Paris-Plage en date du 24 février 2020 relative à la modification des statuts de la Régie Autonome du Palais des Congrès,

Vu la délibération nº 2020-03-12b du Conseil Municipal du Touquet Paris-Plage en date du 27 juillet 2020 concernant les délégations relatives à la gestion du Palais des Congrès de la Ville du Touquet Paris-Plage et à l'approbation des tarifs modifiés et des conditions générales de commercialisation du Palais des Congrès,

Vu la délibération nº 2021-02-37 du Conseil Municipal du Touquet Paris-Plage en date du 12 avril 2021 relative à la modification des conditions générales de commercialisation du Palais des Congrès,

Vu la délibération nº 2024-01-06 du Conseil Municipal du Touquet Paris-Plage en date du 19 février 2024 relative à l'actualisation des tarifs 2024 applicables aux propositions commerciales à compter du 22 février 2024,

Vu la délibération nº 2025-04-22 du Conseil Municipal du Touquet Paris-Plage en date du 13 octobre 2025 relative à l'actualisation des tarifs 2025-2027 applicables aux propositions commerciales à compter du 1er novembre 2025,

Vu la grille tarifaire modifiée et complétée,

Vu l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie Autonome du Palais des Congrès réuni le 23 avril 2025,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2025.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 23 Voix Pour et 4 Abstentions (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM),

1°) d'approuver la grille tarifaire complétée et modifiée annexée à la présente délibération applicable à compter du 1er mai 2026.

2°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

- - - -

FORFAIT LOCATION SALLE NUE A LA JOURNEE (BANQUET ,REUNION, SOIREE ET SALON)					
Salle Churchill	1	1 000,00 €	700 €	230 m²	FLUIDES (chaud et froid) + TABLES, CHAISES, MANGES DEBOUT INCLUS (selon le besoin du client)
Salle Molière	1	2 800,00 €	1 800 €	548 m²	
Salle Adenauer	1	850,00 €	600 €	176 m²	
Salle Schuman	1	850,00 €	600 €	152 m²	
Salle Shakespeare 1	1	700,00 €	450 €	100 m²	
Salle Shakespeare 2	1	850,00 €	600 €	150 m²	
Salle Shakespeare 3	1	1 200,00 €	700 €	250m²	
Salle Shakespeare 4	1	1 400,00 €	800 €	300 m²	
Salle Molière + Salle Shakespeare 4	1	3 900,00 €	2 400 €	849 m²	
Hall J.Duhamel	1	2 200,00 €	1 300 €	310 m²	
Salon Rouge	1	1 100,00 €	700 €	210 m²	
Espace Engerer (Hall Maurice Ravel)	1	1 200,00 €	800 €	375 m²	
Hall Victor Boucher	1	900,00 €	500 €	150 m²	
Salle Victor Boucher (espace fosse sans sièges en RDC)	1	3 500,00 €		380 m²	
Salle Ravel (espace tribune rétractée et fosse rebouchée) - système son, vidéoprojecteur et écran à disposition	1	5 500,00 €		715 m²	
Pergola	1	1 000,00 €		420 m²	
Pergola et salon rouge	1	1 900,00 €	1 300 €	210 m² salon Rouge et 420m²	
Parvis extérieur Ravel (soumis à autorisation)	1	800,00 €			
Parvis extérieur Duhamel (soumis à autorisation)	1	450,00 €			
Tarif unitaire location nue (toutes salles et salles sous louées) / m² / jour	1	3,80 €	2,90 €		
FORFAIT LOCATION EXCLUSIVE PALAIS DES CONGRES					
Forfait privatisation ensemble des espaces (hors bureaux) du Palais des Congrès (prestations techniques de base incluses pour les auditoriums)	1	28 000,00 €			FLUIDES (chaud et froid) + 2 agents SSIAP1 + TABLES, CHAISES, MANGES DEBOUT INCLUS (selon le besoin du client)
FORFAIT SPECIFIQUE					
Forfait visio-conférence (Salle 1 et 3 à l'étage)	1	650,00 €		Salle de sous-commission +	FLUIDES (chaud et froid) + 1 agent SSIAPP 1
Forfait Mariage (Molière, Shakespeare, salon rouge, pergola, office traiteur)	1	5 500,00 €		Piste de danse, tables et chaises, 1 agent SIAPP 1 (base 8h)	
Forfait location office traiteur à la journée ou en soirée	1	500,00 €			
Forfait soirée privatisation des espaces: Hall Duhamel + Adenauer + Schuman	1	5 500,00 €		De 14h au lendemain 14h (24h) - 2 agents SSIAP 1	
Forfait nettoyage	1	500,00 €		En cas de nettoyage spécifique et renforcé post événement	
FORFAIT PRESTATIONS RESTAURATION					
Forfait pause Café, Thé, Jus d'orange, pièces sucrées / personne	1	6,90 €			Commercialisé dans le cadre d'une location d'espace
Forfait pause Café ou Thé ou Jus de fruit / personne	1	4,20 €			
FORFAIT SALON & AMENAGEMENT					
Forfait montage/démontage/1 journée de location d'un stand équipé (1 boîtier 1kw, 1 table 2 chaises, cloisons alu & mélaminé) -Tarif au m²	1	40,00 €			Commercialisé dans le cadre d'une location d'espace
Forfait montage/démontage/2 journées de location d'un stand équipé (1 boîtier 1kw, 1 table 2 chaises, cloisons alu & mélaminé) -Tarif au m²	1	60,00 €			
Forfait montage d'un stand équipé (1 boîtier 1kw, 1 table 2 chaises, cloisons alu & mélaminé) - Tarif au m²	1	10,00 €			
Forfait démontage d'un stand équipé (1 boîtier 1kw, 1 table 2 chaises, cloisons alu & mélaminé) - Tarif au m²	1	10,00 €			
Forfait Location journée d'expo d'un stand équipé (1 boîtier 1kw, 1 table 2 chaises, cloisons alu & mélaminé) - Tarif au m²	1	20,00 €			
Forfait Location journée stand nu (1 table et 2 chaises) - Tarif au m²	1	10,00 €			
Forfait Montage ou démontage stand nu (1 table et 2 chaises) - Tarif au m²	1	5,00 €			
Tarif enseigne stand (conception et pose incluse)	1	20,00 €			
Panneau mélaminé coloris blanc et 2 poteaux aluminium (2,40 x 1m)	1	10,00 €			
Forfait nettoyage stand (tarif au jour/m²)	1	6,00 €			
Spot ou barre led pour stand (rail ou projecteur + alimentation)	1	20,00 €			
Boîtier électrique et fourniture énergie , 16 A Monophasé	1	50,00 €			
Boîtier électrique et fourniture énergie , 32 A Monophasé	1	80,00 €			
Boîtier électrique et fourniture énergie , 32 A Triphasé	1	200,00 €			
Boîtier électrique et fourniture énergie , 63 A Triphasé	1	300,00 €			
Boîtier électrique et fourniture énergie, 125 A Triphasé	1	600,00 €			
COMMISSIONS ET REMISES					
Commission agence/prescripteur/apporteur d'affaires		1% à 12%			
Commission Traiteur conventionné		10%			
Commission Traiteur non conventionné		13%			
Commission / Recettes spectacles (Recette brute - TVA)		2 à 50%			
Remise commerciale		1% à 30%			
Commission / marge sur refacturation		1% à 80%			refacturation dans le cadre de l'achat d'une prestation
MOBILIER					
Module bar lumineux	1	45,00 €			Commercialisé dans le cadre d'une location d'espace
Nappe feutrine (non utilisé pour les banquets)	1	7,00 €			
Table rectangulaire	1	7,00 €			
Table de banquet ronde (diamètre 150 ou 180cm)	1	10,00 €			
Table de banquet ovale (dimensions 2,40m x 1,20m)	1	12,00 €			
Ensemble mobilier terrasse	1	450,00 €			
Pupitre	1	80,00 €			
Ensemble : canapé 3 places et 4 fauteuils 1 place + 1 table basse	1	400,00 €			
Banque d'accueil blanche	1	120,00 €			
Banque d'accueil lumineuse blanche	1	180,00 €			
Pack meubles lumineux "plateau TV" et 6 tabourets	1	800,00 €			
Système caméra fixe	1	500,00 €			dans le cadre d'une visioconférence : captation en fixe puis retransmission
Prestation de Captation Vidéo + Streaming (enregistrement sur support numérique)	1	2 000,00 €			3 caméras 1 régisseur vidéo + 1 technicien vidéo (base 4h)

FORFAITS PRESTATIONS TECHNIQUES ANNEXES			
VIDEO			
Prestation de Captation Vidéo + Streaming (enregistrement sur support numérique)	1	2 990,00 €	3 caméras 1 régisseur vidéo + 1 technicien vidéo (base 8h) + sonorisation + micros
Prestation de Captation Vidéo (enregistrement sur support numérique)	1	2 290,00 €	3 caméras 1 technicien vidéo (base 8h) + sonorisation + micros
Prestation de Captation vidéo (enregistrement sur support numérique)	1	800,00 €	1 caméra 1 technicien vidéo (base 8h)
Ecran cadre suspendu ou sur pied 6 x 4m	1	300,00 €	Installation prioritaire dans les auditoriums Boucher ou Ravel
Ecran cadre sur pied 3x2m	1	150,00 €	
Ecran plat vidéo HD sur pied	1	400,00 €	taille : 85'' et 82''
Ecran plat vidéo HD sur pied	1	200,00 €	taille : 55''
Ecran vidéo HD retour de scene	2	100,00 €	taille : 46''
Vidéoprojecteur Canon 5000 lumens	1	200,00 €	
Tuner	1	50,00 €	
console Atem Mini Pro	1	80,00 €	mélangeur vidéo
LUMIERE			
projecteurs robotisés type lyre	4	700,00 €	"Ayrton Diablo" (Scénographie) brouillard necessaire
projecteurs robotisés type lyre	6	1 000,00 €	"Ayrton Diablo" (Scénographie) brouillard necessaire
projecteurs robotisés type lyre	9	1 400,00 €	"Ayrton Diablo" (Scénographie) brouillard necessaire
projecteurs robotisés type lyre	12	1 800,00 €	"Ayrton Diablo" (Scénographie) brouillard necessaire
barre led	8	300,00 €	"Astera TITAN" (Scénographie)
box Color	6	160,00 €	éclairage au sol en led (Scénographie)
box Color	12	280,00 €	éclairage au sol en led (Scénographie)
projecteur	1	15,00 €	Type découpe ou PC
projecteurs robotisés type wash	6	500,00 €	Mac Aura XB
projecteurs robotisés type wash	12	900,00 €	Mac Aura XB
rampe led	8	200,00 €	Stanway Ariane
Light vintage	8	150,00 €	light chaude (Scénographie) 4 grandes / 4 petites
SONORISATION			
Sonorisation mobile L-Acoustic	1	600,00 €	Sono constituée de : tete (Arcs) & 4 x SUB (SB18) par coté grosse puissance sonore / conseillé pour plus de 300 personnes
Sonorisation mobile L-Acoustic	1	400,00 €	Sono constituée de : tete (K15 x2) & 2 x SUB (SB18) par coté moyenne puissance sonore / conseillé pour plus de 100 personnes
Sonorisation multidiffusion	1	250,00 €	Sono constitué de : 4 enceintes yamaha sur pied Sono multidiff - idéal pour prise de parole
Sonorisation mobile HK audio	2	100,00 €	enceintes mobile sur roulettes sub + tete
Système audio conférence mobile	1	420,00 €	16 postes de conférence
Système audio conférence mobile	1	260,00 €	8 postes de conférence
Système audio conférence mobile	1	20,00 €	poste supplémentaire au-delà de 16 postes
Micro HF main	1	75,00 €	HF main
Micro HF serre tête	1	120,00 €	HF serre tete
Micro HF cravate	1	90,00 €	HF cravate
Micro de scène	1	20,00 €	micro de scène type SM58 / Sm57 /set drum...
Location piano Steinway	1	800,00 €	piano a queue D274 (Hors prestation d'accord)
Location piano Yamaha	1	500,00 €	piano demi-queue (Hors prestation d'accord)
DIVERS			
Système d'habillage et/ou de séparation Wentex	1	35,00 €	(mâts, embase et rideaux noirs) - tarif au mètre linéaire - installation comprise
Structure scénique (aluminium)	1	15,00 €	tarif au mètre linéaire
Piste de danse	1	10,00 €	Forfait location, pose et dépose piste de danse (tarif au m²)
Scène / praticable	1	25,00 €	Forfait location, pose et dépose d'une scène - Tarif au module de 2x1m (différentes hauteur possible)
Forfait fourniture, pose et dépose de moquette (tarif au m²)	1	4,50 €	Forfait fourniture, pose et dépose de moquette (tarif au m²)
Forfait location de plantes décoratives (ensemble de 10 sujets)	1	200,00 €	Forfait location de plantes décoratives
Forfait création réseau Wifi Privé	1	500,00 €	Forfait création réseau Wifi Privé
Prestation Vitrophanie	1	1 700,00 €	Prestation Vitrophanie entrée Hall Ravel (pose et dépose, frais de fabrication inclus)
TARIF RH			
Régisseur vidéo réalisateur	1	600,00 €	(base 8h)
Régisseur Vidéo	1	400,00 €	(base 8h)
Régisseur Son	1	400,00 €	(base 8h)
Régisseur Lumière	1	400,00 €	(base 8h)
Forfait sécurité spectacles	1	800,00 €	base 6h minimum en semaine / journée
Forfait hôtesse	1	160,00 €	base 4h minimum en semaine pour 1 hôtesse
Agent de sûreté, conducteur de chien ou SSIAP 1	1	35,00 €	Tarif horaire / en semaine et dimanche / journée
Agent de sûreté, conducteur de chien ou SSIAP 1	1	40,00 €	Tarif horaire / en semaine et dimanche / nuit
Agent de sûreté, conducteur de chien ou SSIAP 1	1	60,00 €	Tarif horaire jour férié en semaine et jour férié le dimanche / journée
Agent de sûreté, conducteur de chien ou SSIAP 1	1	65,00 €	Tarif horaire jour férié en semaine et jour férié le dimanche / nuit
Agent d'entretien	1	28,00 €	Tarif horaire / en semaine et dimanche / journée
Agent d'entretien	1	34,00 €	Tarif horaire / en semaine et dimanche/ nuit
Agent d'entretien	1	38,00 €	Tarif horaire jour férié en semaine et jour férié le dimanche / journée
Agent d'entretien	1	42,00 €	Tarif horaire jour férié en semaine et jour férié le dimanche / nuit
Tarifs "client public"			
Salle Ravel	1	6000	Agent SSIAP1, fluides, ménage de base, accès au matériel disponible, un technicien son, un technicien lumière (sécurité et accueil non inclus)
Auditorium Victor Boucher	1	3500	
Espace Molière-Shakespeare-Churchill-Salon rouge	1	4000	
Salon Schuman	1	900	
Salon Adenauer	1	900	
Hall Duhamel	1	1700	
Streaming vidéo pour diffusion réseaux sociaux	1	2200	Tarif par prestation / jour
Forfait sécurité spectacles	1	800	Tarif par prestation / jour
Technicien son/lumière complémentaire	1	400	Tarif par prestation / jour
M² d'exposition	1	20	Tarif par m²/jour incluant les fluides et boitiers électriques
Journée de travail et d'étude de conception	1	600	Tarif par prestation / jour
Accueil par un service d'hôtesses	1	800	Tarif par prestation / jour

BILLETTERIE SPECTACLES / FESTIVALS		TARIF HT	TARIF TTC

Billet d'entrée	1	11,37 €	12 €
Billet d'entrée	1	14,22 €	15 €
Billet d'entrée	1	18,01 €	19 €
Billet d'entrée	1	23,70 €	25 €
Billet d'entrée	1	27,49 €	29 €
Billet d'entrée	1	36,97 €	39 €
Billet d'entrée	1	45,65 €	45 €
Billet d'entrée	1	46,45 €	49 €
Billet d'entrée	1	55,92 €	59 €
Billet d'entrée	1	65,40 €	69 €
Pass pluri journées	1	124,17 €	149 €
Pass pluri journées	1	149,17 €	179 €
Pack partenaires	1	124,17 €	149 €

Coefficients de location	
Nombre de jours	Coefficient
1	1
2	1,5
3	2
4	2,5
5	3
6	3,5
7	4
8	4,5
9	5
10	5,5
11	6
12	6,5
13	7
14	7,5
15	8
16	8,5
17	9
18	9,5
19	10
20	10,5
21	11
22	11,5
23	12
24	12,5
25	13
26	13,5
27	14
28	14,5
29	15
30	15,5

* * * *

31

Ouverture d'un compte courant d'associés auprès de la SEMAT

31) Ouverture d'un compte courant d'associé auprès de la SEMAT

Par délibération n° 2023-06-04 du 11 décembre 2023, la Ville avait racheté 358 580 actions de la SEMAT détenues par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région des Hauts-de-France lui permettant de réunir 99,76 % du capital.

Par délibération n° 2025-04-54 du 13 octobre 2025, le Conseil municipal a approuvé l'achat de l'intégralité des actions détenues par les cinq principaux actionnaires minoritaires, achat qui, combiné à une réduction de capital (petits actionnaires inconnus), permettra à la Ville de détenir 100 % des actions.

Ainsi, les conditions de la Transmission d'une Universalité de Biens (TUB) seront réunies conformément au rescrit fiscal du 22 décembre 2023 par laquelle la Direction Départementale des Finances Publiques avait validé le transfert des actifs de la SEMAT à la Régie Aile II avec dispense de TVA.

Néanmoins, il est nécessaire que la Ville verse 40 000 € sur un compte courant d'associé de la SEMAT pour les frais de sa liquidation et les échéances à venir.

À cet effet, il est donc proposé :

- *d'attribuer un apport de 40 000 € en compte courant d'associé simple à la SEMAT pour permettre la liquidation et la mise en œuvre de la transmission de l'universalité de biens de la SEMAT à la régie Aile II conformément au rescrit fiscal du 22 décembre 2023.*
- *et d'autoriser le Maire à signer tous documents afférents au compte-courant d'associé et à la liquidation amiable de la SEMAT.*

M. le Maire : Ouverture d'un compte-courant d'associé auprès de la SEMAT. La SEMAT est en cours de disparition et il y a plusieurs étapes à franchir. Dans le cadre de l'une de ces différentes étapes, le liquidateur étant Michel FOUQUES, qui a été d'ailleurs adjoint aux finances de la Ville du Touquet auparavant, qui a très gentiment accepté de s'en occuper. On vous propose une ouverture de ce compte-courant d'associé parce qu'il y a un décalage en fait, entre des recettes que la SEMAT devait recevoir et qu'elle n'a pas donc ça permet de faire la soudure pour atterrir et fermer définitivement la SEMAT avec un budget en équilibre. Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? Vous votez contre ? 4 contre.

Délibération n° 2026-03-31 du 28 avril 2026

Ouverture d'un compte courant d'associé auprès de la SEMAT et versement de 40 000 €

Monsieur le Maire expose :

1°) que par délibération n° 2023-06-04 du 11 décembre 2023, la Ville avait racheté 358 580 actions de la SEMAT détenues par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région des Hauts-de-France lui permettant de réunir 99,76 % du capital.

2°) que par délibération n° 2025-04-54 du 13 octobre 2025, le Conseil municipal a approuvé l'achat de l'intégralité des actions détenues par les cinq principaux actionnaires minoritaires, achat qui, combiné à une réduction de capital (petits actionnaires inconnus), permettra à la Ville de détenir 100 % des actions.

3°) qu'ainsi, les conditions de la Transmission d'une Universalité de Biens (TUB) seront réunies conformément au rescrit fiscal du 22 décembre 2023 par laquelle la Direction Départementale des Finances Publiques avait validé le transfert des actifs de la SEMAT à la Régie Aile II avec dispense de TVA.

4°) que néanmoins, il est nécessaire que la Ville verse 40 000 € sur un compte courant d'associé de la SEMAT pour les frais de sa liquidation et les échéances à venir.

5°) qu'à cet effet, il est proposé au Conseil municipal le versement de 40 000 € sur le compte courant d'associé dans le cadre d'une convention de compte-courant d'associé.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2221-10 et L2221-14, R2221-1 et R221-13 et suivants

Vu la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique,

Vu le budget primitif 2026 présenté en séance le 28 avril 2026

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 23 Voix Pour et 4 Voix Contre (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM),

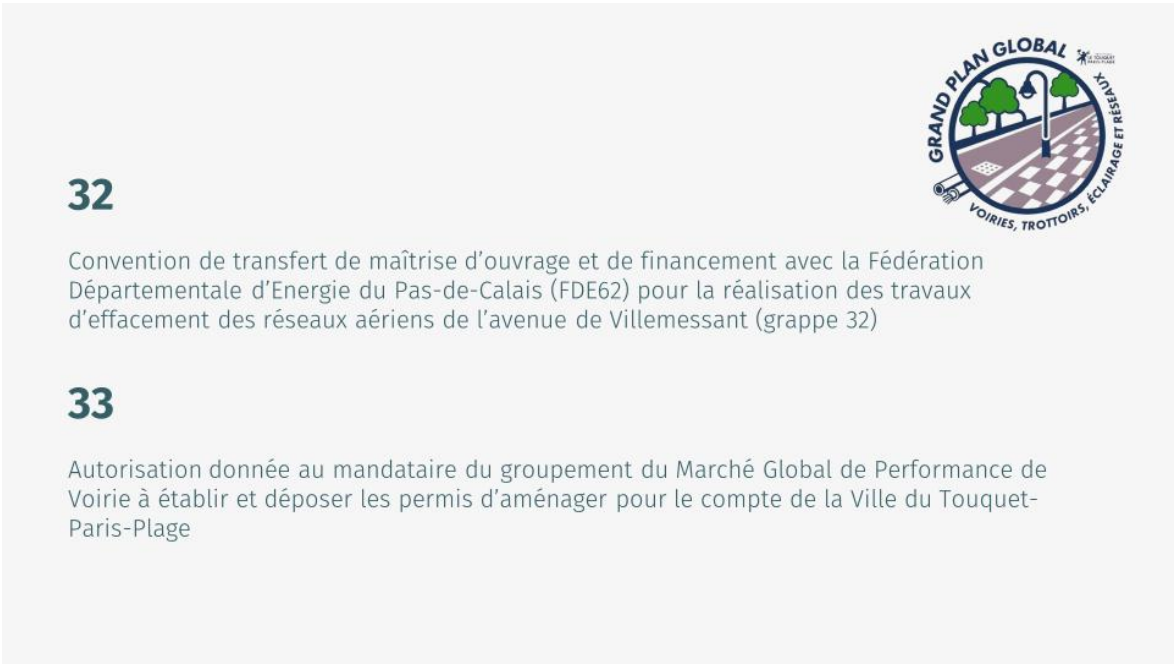
1°) d'attribuer un apport de 40 000 € en compte courant d'associé simple à la SEMAT pour permettre la liquidation et la mise en œuvre de la transmission de l'universalité de biens de la SEMAT à la régie Aile II conformément au rescrit fiscal du 22 décembre 2023.

2°) d'autoriser le Maire à signer tous documents afférents au compte-courant d'associé et à la liquidation amiable de la SEMAT.

3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

* * * *

XI AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE



32) Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et de financement avec la Fédération Départementale d'Energie du Pas-de-Calais (FDE62) pour la réalisation des travaux d'effacement des réseaux aériens de l'avenue de Villemessant (grappe 32)

Des travaux d'effacement des ouvrages électriques basse tension de distribution publique, des réseaux d'éclairage public et du réseau de communications électroniques situés sur l'avenue de Villemessant (grappe 32) sont réalisés dans le cadre Plan de Rénovation de la Voirie de la Ville du Touquet-Paris-Plage.

La Ville du Touquet a sollicité la participation de la Fédération Départementale de l'Energie du Pas de Calais (FDE 62) pour l'enfouissement des réseaux de basse tension et de l'éclairage public.

Par délibération du 3 mars 2026, le comité syndical de la FDE 62 a retenu une assiette de travaux éligibles de 171 242,15 € HT pour les dépenses d'enfouissement des réseaux de basse tension et 25 016,21 € HT pour celles des réseaux d'éclairage public conduisant respectivement à l'attribution d'une participation de 142 131 € HT € et d'une subvention de 20 013 €, soit un taux de prise en charge des travaux par la FDE62 de 83 % et 80 %.

À cet effet, il convient de signer une convention de co-maîtrise d'ouvrage déléguée entre la FDE62 et la Commune pour assurer une mise en œuvre unifiée de l'opération par une coordination globale des travaux sur le plan technique et financier et éviter ainsi toute complexité inutile liée à la coexistence de deux maîtrises d'ouvrage différentes.

Il est donc proposé :

- *d'autoriser le Maire à signer avec la Fédération Départementale de l'Energie du Pas-de-Calais, une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux d'effacement des ouvrages électriques basse tension de distribution publique, des réseaux d'éclairage public et le réseau de communications électroniques situés avenue de Villemessant (grappe 32) (document ci-joint).*
- *et d'autoriser le Maire à solliciter la participation financière de la FDE62 pour tout projet ouvrant droit à participation et à subvention ainsi qu'à signer toute convention fixant les modalités d'intervention de la FDE62.*

M. le Maire : Convention de transfert de maîtrise ouvrage et de financement avec la Fédération Départementale d'Energie du Pas-de-Calais pour la réalisation des travaux d'effacement des réseaux aériens de l'avenue de Villemessant (grappe 32). Ça fait partie des nombreuses délibérations qu'on aura à voter s'agissant du Marché Global de Performance. Vous savez que la Fédération Départementale d'Energie nous finance. On a deux sources de financement quand on dit qu'on a possiblement 1 M€ de subventions par an, c'est la Fédération Départementale d'Energie d'un côté et l'Agence de l'Eau de l'autre puisqu'on désimperméabilise les sols. Je pense que tout le monde sera d'accord, ce sont des subventions qu'on doit récupérer. Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

- - - -

Délibération n° 2026-03-32 du 28 avril 2026

Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et de financement avec la Fédération Départementale d'Énergie du Pas-de-Calais (FDE62) pour la réalisation des travaux d'effacement des réseaux aériens de l'avenue de Villemessant (grappe 32)

Monsieur le Maire expose :

1°) que des travaux d'effacement des ouvrages électriques basse tension de distribution publique, des réseaux d'éclairage public et du réseau de communications électroniques situés sur l'avenue de Villemessant (grappe 32) sont réalisés dans le cadre Plan de Rénovation de la Voirie de la Ville du Touquet-Paris-Plage.

2°) que la Ville du Touquet a sollicité la participation de la Fédération Départementale de l'Energie du Pas de Calais (FDE 62) pour l'enfouissement des réseaux de basse tension et de l'éclairage public.

3°) que par délibération du 3 mars 2026, le comité syndical de la FDE 62 a retenu une assiette de travaux éligibles de 171 242,15 € HT pour les dépenses d'enfouissement des réseaux de basse tension et 25 016,21 € HT pour celles des réseaux d'éclairage public conduisant respectivement à l'attribution d'une participation de 142 131 € HT € et d'une subvention de 20 013 €, soit un taux de prise en charge des travaux par la FDE62 de 83 % et 80 %.

4°) qu'à cet effet, il convient de signer une convention de co-maîtrise d'ouvrage déléguée entre la FDE62 et la Commune pour assurer une mise en œuvre unifiée de l'opération par une coordination globale des travaux sur le plan technique et financier et éviter ainsi toute complexité inutile liée à la coexistence de deux maîtrises d'ouvrage différentes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment l'article L.2422-12,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) d'autoriser le Maire à signer avec la Fédération Départementale de l'Energie du Pas de Calais, une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux d'effacement des ouvrages électriques basse tension de distribution publique, des réseaux d'éclairage public et le réseau de communications électroniques situés avenue de Villemessant (grappe 32).

2°) d'autoriser le Maire à solliciter la participation financière de la FDE62 pour tout projet ouvrant droit à participation et à subvention ainsi qu'à signer toute convention fixant les modalités d'intervention de la FDE62.

3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

*** * * ***

33) Autorisation donnée au mandataire du groupement du Marché Global de Performance de Voirie à établir et déposer les permis d'aménager pour le compte de la Ville du Touquet-Paris-Plage

Par délibération n° 2025-03-01 du 07 juillet 2025, le groupement Eurovia Pas-de-Calais - Ramery Travaux Publics - Citeos - Verdi - Sev a été attributaire du Marché Global de Performance de Voirie décomposé en une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Par délibération n° 2025-04-07 du 13 octobre 2025, le Conseil Municipal a révisé l'Autorisation de Programme adoptée le 25 avril 2025 pour prendre en compte la tranche ferme à la suite de la signature du Marché Global de Performance le 10 septembre 2025.

À la suite du retour d'expérience des deux rues témoins, la rue Dorothée et l'avenue de la Bourdonnais, il apparait nécessaire d'autoriser le mandataire du groupement, la société Eurovia Pas-de-Calais, d'établir et de déposer les permis d'aménager des grappes de la tranche ferme pour le compte de la Ville du Touquet-Paris-Plage eu égard à la mission de conception incluse dans le Marché Global de Performance.

Cette autorisation inclut également les compléments à apporter à la suite de l'instruction et de la signature des permis d'aménager ressortant de la compétence exclusive de la Ville.

Il est donc proposé :

- *d'autoriser la société Eurovia Pas-de-Calais, mandataire du Groupement attributaire du Marché Global de Performance de Voirie, à établir et déposer les permis d'aménager* des grappes de rues de la tranche ferme ainsi que de répondre aux demandes du service instructeur pour le compte de la Ville du Touquet-Paris-Plage.
- et d'autoriser le Maire à signer tous documents éventuels traduisant ladite autorisation précitée.

M. le Maire : Autorisation donnée au mandataire du groupement du Marché Global de Performance de Voirie à établir et à déposer les permis d'aménager pour le compte de la Ville du Touquet-Paris-Plage. Là aussi, c'est la conséquence du Marché Global de Performance. Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

- - - -

Délibération n° 2026-03-33 du 28 avril 2026

Autorisation donnée au mandataire du groupement du Marché Global de Performance de Voirie à établir et déposer les permis d'aménager pour le compte de la Ville du Touquet-Paris-Plage

Monsieur le Maire expose :

1°) que par délibération n° 2025-03-01 du 07 juillet 2025, le groupement Eurovia Pas-de-Calais - Ramery Travaux Publics – Citeos – Verdi - Sev a été attributaire du Marché Global de Performance de Voirie décomposé en une tranche ferme et une tranche optionnelle.

2°) que par délibération n° 2025-04-07 du 13 octobre 2025, le Conseil Municipal a révisé l'Autorisation de Programme adoptée le 25 avril 2025 pour prendre en compte la tranche ferme à la suite de la signature du Marché Global de Performance le 10 septembre 2025.

3°) qu'à la suite du retour d'expérience des deux rues témoins, la rue Dorothée et l'avenue de la Bourdonnais, il apparait nécessaire d'autoriser le mandataire du groupement, la société Eurovia Pas-de-Calais, d'établir et de déposer les permis d'aménager des grappes de la tranche ferme pour le compte de la Ville du Touquet-Paris-Plage eu égard à la mission de conception incluse dans le Marché Global de Performance.

4°) que cette autorisation inclut également les compléments à apporter à la suite de l'instruction et de la signature des permis d'aménager ressortant de la compétence exclusive de la Ville.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-29 et L.2122-21,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles R421-20 et R423-1,

Vu la délibération n° 2026-01-06 du 22 mars 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) d'autoriser la société Eurovia Pas-de-Calais, mandataire du Groupement attributaire du Marché Global de Performance de Voirie, à établir et déposer les permis d'aménager des grappes de rues de la tranche ferme ainsi que de répondre aux demandes du service instructeur pour le compte de la Ville du Touquet-Paris-Plage.

2°) d'autoriser le Maire à signer tous documents éventuels traduisant ladite autorisation précitée.

3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

*** * * ***

XII ADMINISTRATION GÉNÉRALE

34

Séjour des membres du Conseil Municipal des Jeunes dans le cadre du jumelage entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et la Ville du Cary (USA)



34) Séjour des membres du Conseil Municipal des Jeunes dans le cadre du jumelage entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et la Ville de Cary (USA)

La Ville du Touquet-Paris-Plage est jumelée avec la Ville de Cary (Caroline du Nord) depuis le 30 mai 1994.

La Ville entend, dans le cadre de son Comité de jumelage, favoriser les échanges entre les villes jumelées et maintenir un lien étroit avec chacune d'entre elles.

Les membres du Conseil Municipal des Jeunes (CMJ) se sont mobilisés depuis le début de leur mandat en 2024 autour d'un projet de séjour à Cary en menant plusieurs actions (stands de vente de produits alimentaires à l'Enduropale, au Marché de Noël ; tenues de vestiaires au Repas des Ainés et au Salon du Vin au féminin), totalisant un montant de 5 577 €.

Le projet « Voyage d'immersion à Cary et Washington pour les jeunes du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage » est lauréat de l'appel à projets « Pas-de-Calais, mobilité européenne et internationale » 2025 du Département du Pas-de-Calais.

Suite à cet appel à projet, la Ville s'est vu attribuer le 13 octobre 2025, une subvention de 15 000 € pour ce projet d'immersion des jeunes du CMJ aux USA.

Le projet reçoit le soutien du Rotary Le Touquet Montreuil Berck et du Rotary Le Touquet Canche Authie.

Les membres du CMJ se rendront à Cary et Washington du 5 au 12 juillet 2026.

Il est donc proposé :

- *de fixer la participation familiale, pour la durée totale du séjour à 500 € par participant (soit 25 % du montant total par participant), payable en trois versements (200 € le 5 mai, 200 € le 5 juin et 100 € le 5 juillet).*
- *et d'inscrire les crédits nécessaires au budget primitif 2026.*

M. le Maire : Le séjour des membres du Conseil municipal des jeunes dans le cadre du jumelage entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et la Ville de Cary. Ça avait été envisagé l'année dernière, on l'avait repoussé d'un an. En l'état, on le maintient puisqu'on a réussi à bloquer les billets d'avion et les conditions du séjour sur place. Simplement, on demande

aux familles une participation, c'est tout à fait normal. Sachant que les jeunes, on le voit ici à l'occasion du Salon du Vin, je leur avais posé comme condition qu'ils participent aussi financièrement à leur voyage. C'est ce qu'ils ont fait. Ils ont vraiment joué le jeu. Vous les avez vus pour tenir le vestiaire ici, par exemple, du Repas des Aînés ou à l'occasion du Salon du Vin. On les a vus aussi tenir un stand à l'occasion de l'Enduro. On a vraiment une équipe de jeunes qui sont très dévoués, très présents et on a une ville jumelée aux États-Unis avec laquelle il faut garder un lien. D'ailleurs, les élèves du Lycée Hôtelier en reviennent puisqu'il y a une Culinary School, Kate, pardon pour mon accent ou alors, dans ce cas-là, Il faut dire non, pas du tout et ne pas prendre cet air désolé, s'il te plaît. Kate pourra répondre à vos questions. M. Hervé PIERRE a demandé à intervenir sur cette délibération.

M. Hervé PIERRE : Oui, écoutez, nous nous étonnons un peu de l'éloignement de ce voyage. Pour un voyage de ville jumelée, il me semble qu'on aurait pu prévoir des villes jumelées beaucoup plus proches pour réduire le coût, d'autant plus, qu'on ne connaît pas le prix final du billet parce que vous nous demandez de voter l'engagement des dépenses, on n'a aucune idée de ces dépenses. Et puis, il y a une question annexe qui se pose également, c'est quelle est la composition exacte de ce Conseil des Jeunes ? On n'a jamais eu d'informations. On n'a jamais eu de savoir précis sur qui étaient ces jeunes, d'où ils étaient, où ils habitaient et est-ce que la Ville du Touquet a vraiment vocation à s'engager aussi loin sur un voyage comme celui-ci ?

M. le Maire : D'abord, on a une ville jumelée. Ce serait quand même un comble que le Lycée Hôtelier envoie les élèves du Lycée Hôtelier et que les jeunes du Touquet ne puissent pas aller à Cary. Ensuite, on a une ville jumelée, c'est celle qui est la plus loin. L'année dernière, on est allé à Whitney. On ira à Rixensart, on ira à Winterberg. Il y a un voyage qui est prévu dans les camps de concentration à Auschwitz, on en parlait avec Mme LEON lors de la Cérémonie des Déportés dimanche matin et c'est une très bonne idée que je retiens. Mais ça fait partie aussi de leur éducation. C'est aussi une façon de les remercier parce qu'ils sont là à chaque cérémonie patriotique. Ils sont là à chaque fois qu'on a besoin d'eux. Lors du repas des Aînés, par exemple, ils ont secondé nos équipes. Il y avait des photos qui étaient faites, ils les apportaient aux tables. Ils accueillaient les jeunes. Franchement, à un moment, c'est bien aussi de récompenser le travail, l'investissement, l'implication. Après, c'est un voyage qui est en lien avec notre ville jumelée.

C'est un voyage qui a une vocation également pédagogique, de voir comment fonctionne un Conseil municipal parce qu'on va être reçu par les autorités municipales aux États-Unis. Ils verront, par exemple, que les membres du Conseil municipal sont beaucoup moins nombreux. On pourra débattre aussi du rôle du Maire, de la place des jeunes. Ils vont rencontrer des jeunes également américains à Cary. On complète leur formation et leur éducation en rapport avec ce qu'ils vivent ici au Touquet-Paris Plage et, par comparaison, ça peut être tout à fait passionnant. Je les avais emmenés à Whitney l'année dernière, en première étape de préparation de ce voyage. Ça les motive également d'ailleurs pour l'apprentissage de l'anglais. Je sais que certains ont vu leurs notes s'améliorer à l'école parce que, du coup, ils se sont passionnés pour la langue dans la perspective de ce voyage.

Et puis, par ailleurs, comme on est en Caroline du Nord, on n'est pas très loin de Washington, on a prévu également un passage par Washington. J'ai contacté l'Ambassade de France, par laquelle j'étais passé il y a quelques années quand j'étais Député, j'avais pu visiter le Congrès. J'ai tenté la chose et les jeunes pourront visiter le Congrès américain. Là aussi, c'est quand même pour eux une opportunité incroyable. Ils ont visité l'Assemblée Nationale. Ils ont visité le Sénat. Vous voyez, par exemple, ce matin, à ma demande, le Sénateur RAPIN reçoit en ce moment les jeunes de l'école Jeanne d'Arc au Sénat. Mais c'est bien aussi qu'ils voient fonctionner d'autres institutions et peut-être, à Washington, de passer devant la Maison Blanche, de pouvoir rentrer dans

le Congrès. Je trouve que, du point de vue de leur éducation, de leur formation, c'est un plus énorme.

Donc on est allé chercher des subventions du Département, 15 000 €, qu'on perdra si on n'organise pas le voyage cette année. Il y a une participation des parents. Il y a l'argent que les jeunes ont récupéré et c'est vrai, il y a une participation de la ville mais je trouve que c'est quand même une belle chose que de pouvoir le faire. Et encore une fois, c'est une façon aussi de compléter leur formation et de les remercier, de les saluer. N'hésitez pas à aller vers eux si vous avez besoin de les rencontrer, discuter avec eux. Ils sont présents là à chaque cérémonie patriotique, par exemple. N'hésitez pas à aller vers eux pour leur poser toutes les questions que vous voulez leur poser. Et si vous voulez qu'on fasse une réunion au Conseil municipal et Conseil Municipal des Jeunes ensemble, moi je suis tout à fait favorable. On avait tenté, en 2008, une première expérience qui n'avait pas abouti et là, par contre, on a vraiment un groupe qui est extrêmement dynamique, motivé. La perspective de ce voyage à Cary, ça les a aussi motivés mais c'est normal. M. BLARINGHEM.

M. Nicolas BLARINGHEM : Qu'on ne se méprenne pas, on ne remet pas du tout en cause le travail du Conseil des Jeunes, leur participation, le voyage également, qui est utile effectivement, qui va leur permettre de découvrir les États-Unis et de s'exprimer en anglais. Là où on pose des questions, c'est par rapport au mode de financement, comme l'a dit Hervé, notamment la participation des parents. Comment elle va s'établir ? Est-ce qu'elle est égale pour tous ? Je suppose que dans les jeunes qui partent, qui sont au Conseil municipal, ils n'ont pas tous les mêmes quotients familiaux. C'est plus là-dessus où on se posait des questions. C'est comment le financement va s'opérer et quel est le montant finalement global de ce voyage ?

M. le Maire : Votre question est archi légitime et, s'agissant des familles qui n'en auraient pas les moyens, parce que ça peut exister, des familles qui ont plusieurs enfants ou qui n'ont pas des revenus considérables, et ça c'est important, le lien sera fait avec le CCAS. On connaît parfaitement bien le profil de ces différentes familles. C'est Jean-François CALLEWAERT qui suit ces jeunes du Conseil Municipal des Jeunes. Il a fait passer le message. Il n'est pas question qu'un enfant n'aille pas et ne participe pas à ce voyage, au motif que ses parents ne pourraient pas mettre les 500 € qu'on demande ce matin. Après le budget, il est de 85 000 € inscrits en dépenses, mais, en face, il y a 15 000 € du Département, il y a les recettes des parents, il y a les recettes apportées par les jeunes. On est en contact avec le Rotary international qui nous a laissé entendre qu'il pourrait également participer à ce financement. Pour ce qui est du Rotary, on n'a pas inscrit la recette. Par contre, vous avez une dépense et, en face, vous avez une recette qui n'est pas négligeable. Si on avait repoussé d'un an le déplacement, c'était justement dans l'espoir de pouvoir aller les chercher, notamment une subvention et une aide du Département qu'on a obtenues.

M. Nicolas BLARINGHEM : Et combien de jeunes partent en tout ? Il y a tout le Conseil ?

M. le Maire : On les a sollicités, ils sont 22.

M. Nicolas BLARINGHEM : 22.

M. le Maire : 22.

M. Nicolas BLARINGHEM : Très bien, merci.

M. le Maire : Et d'ailleurs ça va conclure aussi un cycle de participation au Conseil Municipal des Jeunes, puisqu'après ces élections et pour tenir compte aussi du fait qu'il y a un nouveau Conseil municipal, on va recréer un nouveau Conseil Municipal des Jeunes.

Il y en a certains qui d'ailleurs vont sortir du Conseil Municipal des Jeunes de par leur âge et de par leur parcours. C'est aussi une façon de ponctuer un cycle de 6 ans d'implication de ces jeunes à nos côtés dans le fonctionnement de la ville. C'est quand même remarquable, on leur demande de venir les dimanches. Ils ont passé leur dimanche après-midi pour le Repas des Aînés au lieu d'aller jouer.

M. Nicolas BLARINGHEM : Ils apprennent la dure vie d'élus, c'est bien.

M. le Maire : Oui. Je trouve qu'ils sont absolument incroyables et formidables parce qu'ils ne sont pas égoïstes. À chaque fois qu'on fait appel à eux, ils sont là. Il y a un bon petit groupe, c'est sympa. Ils sont fiers d'arborer leur écharpe, c'est quand même incroyable. À un moment, on se plaint de ce qu'il y a de plus en plus d'abstentions, il y a de moins en moins d'intérêt pour la vie associative. Vous avez des associations qui ont du mal à recruter des bénévoles, à un moment où les jeunes se désintéressent de la ville. Moi, j'enseigne à l'Université, vous le savez, je suis professeur de droit, quand j'interroge mes étudiants, je suis surpris du peu d'implication de ces étudiants dans la vie associative par exemple. Là, on a un groupe de jeunes qui montre exactement l'inverse. C'est important aussi qu'on prépare la relève parce que, parmi ces jeunes, il y a des jeunes qui siégeront un jour au sein de ce Conseil municipal ou ailleurs. C'est de notre responsabilité de les motiver et à un moment aussi de les récompenser, si le Lycée Hôtelier peut le faire, la Ville peut le faire. On a un Conseil municipal au mois de juin. On a besoin de voter cette participation. Ce matin, on vote sur la participation des parents. Ce voyage, on continue de le préparer, de faire les démarches administratives, de boucler le budget. On a un Conseil municipal au mois de juin. Au mois de juin, je demanderai à ces jeunes ou à certains d'entre eux de venir vous expliquer comment ils ont préparé ce voyage et comment ils envisagent ce voyage. Ce matin, la délibération, ce n'est pas pour ou contre le voyage, c'est pour ou contre la participation de 500 € des parents, je veux remettre les choses à leur place. Kate, tu voulais ajouter quelque chose ? Ensuite Mme PREVOST et M. Hervé PIERRE.

Mme Catherine LANDRY : Oui, je voudrais juste ajouter que moi, je suis allée, à titre tout à fait personnel, à Cary il y a 10 ans. C'est la dernière fois que quelqu'un du Touquet, à part le Lycée Hôtelier, la dernière fois que quelqu'un est allé à Cary, qui est notre ville jumelée quand même. La dernière fois qu'une délégation est partie là-bas, je pense que cela doit dater de 15 ou 16 ou même 20 ans. Donc, il est quand même temps de reprendre nos liens d'amitié avec nos amis américains. Et encore une fois, quelque part, on ne peut pas mettre un prix sur ces liens d'amitié avec d'autres pays, surtout quand on voit l'état du monde en ce moment. Vous pouvez penser que le jumelage ne vaut plus la peine, moi forcément, je ne suis pas d'accord. Chaque fois que je rencontre les personnes des autres pays, on reçoit toujours beaucoup en échange de ces liens d'amitié. Et là, par exemple, en ce moment, on a Rixensart qui est là avec le badminton, ils dépensent en ville. Ils ne sont pas très nombreux, ils sont 21 mais ils dépensent en ville, ils ont loué l'hébergement, ils achètent de la nourriture. Les Américains sont venus déjà trois fois dans les 16 dernières années au Touquet. Donc, il y a quand même un lien pour moi vraiment à garder et, de temps en temps, il faut qu'on mette aussi un petit peu la main dans la poche pour continuer de créer et de garder ces liens. J'ai écrit au Maire de Cary et divers conseillers municipaux, etc..., les personnes que j'ai rencontrées il y a 10 ans, que j'ai revues depuis. Dans les 24 heures, ils m'ont tous répondu en disant « chouette, chouette, c'est quand que vous arrivez ?

M. le Maire : Merci. Moi, j'y suis allé une fois en tout et pour tout. Mme PREVOST, vous voulez intervenir ?

Mme Catherine PREVOST : Je voulais vous dire qu'on ne remet pas en cause le caractère pédagogique ou les récompenses que vous voulez bien apporter au Conseil

Municipal des Jeunes. À ce sujet-là, je considère que le coût est important, même très important. Donc, 85 000 €, moins 15 000 € de subventions, ça fait beaucoup.

M. le Maire : Plus les participations des parents, plus l'argent que les jeunes ont récupéré.

Mme Catherine PREVOST : Certes, mais ça reste quand même un montant important. C'est le Conseil municipal des jeunes. Pourquoi ne pas cibler des classes, plutôt ? Ce qui me paraîtrait tout aussi acceptable. Et puis, il faut aussi leur apprendre la gratuité des choses. Ils sont disponibles, ils se rendent disponibles. Ils le font parce qu'ils ont incontestablement le désir de comprendre le monde dans lequel ils vivent, ça ne nécessite pas forcément de l'argent en contrepartie sinon, M. le Maire, moi, j'ai juste une question à vous poser : qu'est-ce que vous envisagez pour les élus municipaux et les élus d'opposition qui sont là bénévolement ? Je vous remercie. Ça nous fera très plaisir d'avoir une réponse sur ce sujet-là.

M. le Maire : Qu'est-ce que vous voulez que je réponde à ça ? Il n'y a rien à répondre. Ce que je vous propose, c'est de passer au vote, je pense que c'est ce qu'il y a de mieux. Pour ce qui est de la participation des parents à 500 €, parce qu'il avait été débattu de savoir si on faisait participer les parents ou non parce que les parents mettent aussi la main à la poche. Il n'y a pas que la ville, il n'y a pas que les jeunes. Il y a le Département, il y a les parents, il y a la ville, il y a les jeunes. Je pense que tout ça permettra à la fin et on affinera les chiffres. N'oubliez pas de déduire dans les 85 000 €, tout ce que je viens de vous dire. Mais au mois de juin, on aura une estimation plus précise de ces chiffres et aussi la réponse du Rotary International. Ce matin, encore une fois, il s'agit uniquement de voter le principe de participation des parents à hauteur de 500 €. Qui est contre la participation des parents ? Qui s'abstient ? Voilà, 2 contre pour la participation des parents. Comment ça, ce n'est pas clair ? Écoutez, Il y a une délibération, elle est claire et nette, il s'agit de savoir si on vote ou non pour la participation des parents.

M. Nicolas BLARINGHEM : Non, la délibération n'est pas écrite comme ça, je suis désolé.

M. le Maire : Il est donc proposé de fixer la participation familiale pour la durée totale du séjour à 500 € par participant, payable en trois versements et d'inscrire les crédits nécessaires au budget primitif 2026. La délibération est très claire. Donc maintenant, je passe au vote, on a suffisamment débattu. Je passe au vote. Qui vote contre cette délibération ? 4 contre. Qui s'abstient ? Parfait, merci.

- - - -

Délibération n° 2025-03-34 du 28 avril 2026

Séjour des membres du Conseil Municipal des Jeunes dans le cadre du jumelage entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et la Ville de Cary (USA)

Monsieur le Maire expose :

1°) que la Ville du Touquet-Paris-Plage est jumelée avec la Ville de Cary (Caroline du Nord) depuis le 30 mai 1994.

2°) que la Ville entend, dans le cadre de son Comité de jumelage, favoriser les échanges entre les villes jumelées et maintenir un lien étroit avec chacune d'entre elles.

3°) que les membres du Conseil Municipal des Jeunes (CMJ) se sont mobilisés depuis le début de leur mandat en 2024 autour d'un projet de séjour à Cary en menant plusieurs actions (stands de vente de produits alimentaires à l'Enduropale, au Marché de Noël ; tenues de vestiaires au Repas des Ainés et au Salon du Vin au féminin), totalisant un montant de 5 577 €.

4°) que le projet « Voyage d'immersion à Cary et Washington pour les jeunes du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage » est lauréat de l'appel à projets « Pas-de-Calais, mobilité européenne et internationale » 2025 du Département du Pas-de-Calais.

5°) que suite à cet appel à projet, la Ville s'est vu attribuer le 13 octobre 2025, une subvention de 15 000 € pour ce projet d'immersion des jeunes du CMJ aux USA.

6°) que le projet reçoit le soutien du Rotary Le Touquet Montreuil Berck et du Rotary Le Touquet Canche Authie.

7°) que les membres du CMJ se rendront à Cary et Washington du 5 au 12 juillet 2026.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu la délibération n° 2021-03-01 du Conseil Municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 12 juillet 2021 portant création d'un Conseil Municipal des Jeunes, composé de 27 jeunes âgés jusqu'à 17 ans révolus,

Vu la délibération n° 2025-05-63 du Conseil Municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 15 décembre 2025 demandant subvention auprès du Conseil Départemental du Pas-de-Calais dans le cadre de l'appel à projets « Pas-de-Calais, mobilité européenne et internationale » 2025,

Vu la décision du maire n° 16 du 20 avril 2026 relative à l'acceptation du don du Rotary Le Touquet Montreuil Berck d'un montant de 3 679,60 € au profit du Conseil Municipal des Jeunes afin d'aider au financement de séjours à l'étranger,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 23 Voix Pour et 4 Voix Contre (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, Hervé PIERRE et Nicolas BLARINGHEM),

1°) de fixer la participation familiale, pour la durée totale du séjour à 500 € par participant (soit 25 % du montant total par participant), payable en trois versements (200 € le 5 mai, 200 € le 5 juin et 100 € le 5 juillet).

2°) d'inscrire les crédits nécessaires au budget primitif 2026.

3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

*** * * ***

35

Modification du tableau des effectifs : création de postes

36

Régime indemnitaire : instauration d'une indemnité de maniement de fonds au titre des fonctions de régisseurs(es) d'avances et de recettes

37

Régime indemnitaire : le RIFSEEP - actualisation

38

Octroi d'une garantie à première demande de la Ville à l'Agence France Locale pour l'année 2026

35) Modification du tableau des effectifs : création de postes

Conformément au Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L 313-1, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il revient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Chaque année lors du vote du budget, un état du personnel ou tableau des effectifs, est annexé au budget primitif mentionnant les postes créés et budgétés. En fonction des besoins de service, des avancements et promotions internes, départs à la retraite etc…, cet état relatif aux postes créés et budgétés est révisé, modifié, mis à jour et voté par l'organe délibérant.

Il convient d'apporter des modifications au tableau des effectifs de la Ville du Touquet-Paris-Plage, joint en annexe du budget primitif, suite à une réorganisation et à un besoin de service.

Par ailleurs, conformément à la règlementation en vigueur, les offres d'emplois diffusées sur poste vacant au tableau des effectifs sont tous susceptibles d'être pourvues par des agents contractuels conformément à la réglementation en vigueur et notamment les articles L 332-8 à L 332-14 du Code Général de la Fonction Publique, en cas de recherche infructueuse de candidats titulaires, et L 352-1 à L 352-6 dudit code.

Il est donc proposé :

- *de créer un poste d'administrateur sur le grade d'administrateur territorial à temps complet à compter du 1er mai 2026.*
- *de supprimer un poste vacant de longue date d'ingénieur en chef hors classe, à temps complet au 1er mai 2026.*

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

- *de préciser, de manière générale, que les offres d'emplois diffusées sur poste vacant au tableau des effectifs seront pourvues par des fonctionnaires en priorité mais, sont susceptibles d'être occupées, conformément à la réglementation en vigueur et notamment les articles L 332-8 à L 332-14 du Code Général de la Fonction Publique, par des agents contractuels en cas de recherche infructueuse de candidats titulaires.*

Il est à noter que les agents contractuels, notamment sur la base de l'article L 332-8-2° du Code Général de la Fonction Publique, pourront être recrutés pour une durée déterminée de 1 à 3 ans, compte tenu de l'expertise et la spécificité du poste ainsi que des besoins du service, renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. À l'issue de cette période maximale de 6 ans, les contrats pourront être reconduits pour une durée indéterminée.
Les rémunérations seront calculées par référence à un indice relevant des grilles indiciaires des cadres d'emplois concernés en fonction de la qualification détenue par le candidat ainsi que de son expérience, et le cas échéant avec versement des primes et indemnités y afférents.

Le recrutement d'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

M. le Maire : Modification du tableau des effectifs : création de postes. Il est proposé de créer un poste d'administrateur sur le cadre d'administrateur territorial à temps complet et de supprimer un poste vacant de longue date d'ingénieur en chef hors classe à temps complet au 1er mai 2026. Denis, tu veux en dire un mot ?

M. Denis CALOIN : Oui, c'est une actualisation du tableau. Il faut savoir qu'au sein des services, il y a des agents qui, de par leur formation notamment, évoluent vers d'autres postes donc on a besoin annuellement d'actualiser ces tableaux et de remettre en place un tableau très précis et très exact.

M. le Maire : très bien. Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

Mme Catherine PREVOST : On est sur la 35 ? Vous nous avez demandé de voter sur la 35 ?

M. le Maire : Oui, c'est ça, oui.

Mme Catherine PREVOST : Je m'abstiens.

M. le Maire : D'accord, très bien, abstention sur la 35. 2 abstentions. 3 abstentions. 3 abstentions sur la 35.

- - - -

Délibération n° 2026-03-35 du 28 avril 2026

Modification du tableau des effectifs

Création de postes

Monsieur le Maire expose :

1°) que conformément au Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L 313-1, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il revient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaire au fonctionnement des services.

2°) que chaque année lors du vote du budget, un état du personnel ou tableau des effectifs, est annexé au budget primitif mentionnant les postes créés et budgétés. En fonction des besoins de service, des avancements et promotions internes,

départs à la retraite etc., cet état relatif aux postes créés et budgétés est révisé, modifié, mis à jour et voté par l'organe délibérant.

3°) qu'il convient d'apporter des modifications au tableau des effectifs de la Ville du Touquet-Paris-Plage, joint en annexe du budget primitif, suite à une réorganisation et à un besoin de service.

4°) que par ailleurs, conformément à la règlementation en vigueur, les offres d'emplois diffusées sur poste vacant au tableau des effectifs sont tous susceptibles d'être pourvues par des agents contractuels conformément à la réglementation en vigueur et notamment les articles L 332-8 à L 332-14 du Code Général de la Fonction Publique, en cas de recherche infructueuse de candidats titulaires, et L 352-1 à L 352-6 dudit code relatifs au recrutement et conditions d'accès aux emplois des personnes en situation de handicap.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L 313-1 à L 313-4, L 332-8 à L 332-14 et L 352-1 à L352-6 ;

Vu la délibération du 7 octobre 2024, confirmant la création des emplois au tableau des effectifs de la Ville du Touquet-Paris-Plage, ainsi que les délibérations modificatives suivantes ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 23 avril 2026 ;

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 24 Voix Pour et 3 Abstentions (Mme Catherine PREVOST, MM. Olivier LEBREUILLY, et Hervé PIERRE),

1°) de créer un poste d'administrateur sur le grade d'administrateur territorial à temps complet à compter du 1er mai 2026.

2°) de supprimer un poste vacant de longue date d'ingénieur en chef hors classe, à temps complet au 1er mai 2026.

3°) que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

4°) de préciser, de manière générale, que les offres d'emplois diffusées sur poste vacant au tableau des effectifs seront pourvues en priorité par des fonctionnaires, mais sont susceptibles d'être occupées, conformément à la réglementation en vigueur et notamment les articles L 332-8 à L 332-14 du Code Général de la Fonction Publique, par des agents contractuels en cas de recherche infructueuse de candidats titulaires.
Il est à noter que les agents contractuels, notamment sur la base de l'article L 332-8-2° du Code Général de la Fonction Publique, pourront être recrutés pour une durée déterminée de 1 à 3 ans, compte tenu de l'expertise et la spécificité du poste ainsi que des besoins du service, renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. À l'issue de cette période maximale de 6 ans, les contrats pourront être reconduits pour une durée indéterminée.
Les rémunérations seront calculées par référence à un indice relevant des grilles indiciaires des cadres d'emplois concernés en fonction de la qualification détenue par le candidat ainsi que de son expérience, et le cas échéant avec versement des primes et indemnités y afférents.

Le recrutement d'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

5°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de gestion comptable de Montreuil-sur-mer.

* * * *

36) <u>Régime indemnitaire : instauration d'une indemnité de maniement de fonds au titre des fonctions de régisseurs (es) d'avances et de recettes</u>

La Ville du Touquet-Paris-Plage a mis en place le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), par délibération en date du 13 juin 2016 et ce régime indemnitaire n'était pas cumulable avec l'indemnité de responsabilité allouée aux fonctions de régisseur d'avances et de recettes.

Toutefois, le cadre réglementaire a évolué et les règles de cumul ont été assouplies. Ainsi, un arrêté en date du 21 janvier 2025 est venu compléter la liste des indemnités pouvant être cumulées avec le RIFSEEP. Désormais, l'indemnité de maniement de fonds, nouvelle dénomination de l'indemnité de responsabilité des régisseurs, est cumulable depuis le 31 janvier 2025.

Cette indemnité de maniement de fonds peut être versée aux agents assurant les fonctions de régisseurs de recettes et/ou d'avance, dans la mesure où ces derniers sont personnellement chargés de la gestion de fonds publics, ce qui les place dans une situation de responsabilité directe en cas d'erreur, de manquement ou de déficit constaté dans la tenue de la régie.
À ce titre, ils assurent notamment la manipulation et la conservation de fonds publics, l'encaissement des recettes ou le paiement de dépenses pour le compte de la collectivité ainsi que la tenue d'une comptabilité rigoureuse et le respect des procédures financières applicables.
Ces missions exposent les agents à des sujétions particulières, notamment en matière de sécurité des fonds, de respect des règles comptables et de responsabilité financière.

Dans ce contexte, il appartient à l'employeur public de reconnaître et de valoriser ces responsabilités spécifiques, afin de garantir l'attractivité de ces fonctions et de sécuriser la gestion des régies. L'instauration d'une indemnité de maniement de fonds répond ainsi à cet objectif, en permettant de compenser les contraintes et les risques inhérents à ces missions. Son octroi restant facultatif, une délibération est nécessaire afin de désigner les catégories de bénéficiaires et les conditions d'attribution.

Il est donc proposé :

- *d'instituer l'indemnité de maniement de fonds.*
- *de préciser que cette indemnité pourra être versée aux agents fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel, nommés régisseurs titulaires, intérimaires ou mandataires suppléants d'avances et/ou de recettes, en fin d'année, pour valoriser cette fonction et sujétion particulière, dès lors qu'ils sont, par arrêté municipal, régulièrement chargés des fonctions correspondantes. La date d'effet est fixée au 1er janvier 2026 et le versement de l'indemnité se fera en décembre 2026.*

  Cette indemnité pourra être également versée au suppléant, dès lors qu'il s'agit d'un agent public et qu'il assure effectivement le remplacement du régisseur titulaire.

- *de prévoir que les dispositions de la présente délibération pourront être étendues aux agents contractuels de droit public dans les mêmes conditions que celles applicables aux fonctionnaires.*
- *d'indiquer qu'elle est cumulable avec l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) et/ou le complément indemnitaire annuel (CIA) ans le cadre du RIFSEEP.*
- *de fixer le montant de l'indemnité de maniement de fonds, qui sera versé annuellement, en fin d'année, et est fixé selon un barème de référence, comme suit :*

  Les montants prévus par l'arrêté susvisé sont les suivants :

Montant maximum de l'avance pouvant être consentie (régisseur d'avances) ou montant moyen des recettes encaissées mensuellement (régisseur de recettes)	***Montant total du maximum pour un régisseur d'avances et de recettes***	***Montant de l'indemnité de responsabilité annuelle ****
Jusqu'à 1 220 €	*De 0 € à 2 440 €*	*110 €*
De 1 221 € à 3 000 €	*De 2 441 € à 3 000 €*	*110 €*
De 3 001 € à 4 600 €	*De 3 001 € à 4 600 €*	*120 €*
De 4 601 € à 7 600 €	*De 4 601 € à 7 600 €*	*140 €*
De 7 601 € à 12 200 €	*De 7 601 € à 12 200 €*	*160 €*
De 12 201 € à 18 000 €	*De 12 201 € à 18 000 €*	*200 €*
De 18 001 € à 38 000 €	*De 18 001 € à 38 000 €*	*320 €*
De 38 001 € à 53 000 €	*De 38 001 € à 53 000 €*	*410 €*
De 53 001 € à 76 000 €	*De 53 001 € à 76 000 €*	*550 €*
De 76 001 € à 150 000 €	*De 76 001 € à 150 000 €*	*640 €*
De 150 001 € à 300 000 €	*De 150 001 € à 300 000 €*	*690 €*
De 300 001 € à 760 000 €	*De 300 001 € à 760 000 €*	*820 €*
De 760 001 € à 1 500 000 €	*De 760 001 € à 1 500 000 €*	*1 050 €*
Au-delà de 1 500 000 €	*Au-delà de 1 500 000 €*	*46 € par tranche de 1 500 000 €*

  Il est précisé qu'un même régisseur chargé de plusieurs régies peut percevoir plusieurs indemnités.
- *de prévoir que l'indemnité pourra faire l'objet d'un ajustement automatique en cas d'évolution réglementaire.*
- *d'autoriser le Maire à signer tous les actes et documents afférents à la présente délibération.*
- *et de préciser que les crédits correspondants à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées sont inscrites au budget.*

M. le Maire : 36, le régime indemnitaire : instauration d'une indemnité de maniement de fonds au titre des fonctions de régisseur (es) d'avances et de recettes. Ça, c'est tout à fait normal. Je pense qu'il n'y aura pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

- - - -

Délibération n° 2026-03-36 du 28 avril 2026

Régime indemnitaire :

Instauration d'une indemnité de maniement de fonds

au titre des fonctions de régisseurs (es) d'avances et de recettes

Monsieur le Maire expose :

1°) que la Ville du Touquet-Paris-Plage a mis en place le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), par délibération en date du 13 juin 2016 et que ce régime indemnitaire n'était pas cumulable avec l'indemnité de responsabilité allouée aux fonctions de régisseur d'avances et de recettes.

2°) que toutefois, le cadre réglementaire a évolué et que les règles de cumul ont été assouplies. Ainsi, un arrêté en date du 21 janvier 2025 est venu compléter la liste des indemnités pouvant être cumulées avec le RIFSEEP. Désormais, l'indemnité de maniement de fonds, nouvelle dénomination de l'indemnité de responsabilité des régisseurs, est cumulable depuis le 31 janvier 2025.

3°) que cette indemnité de maniement de fonds peut être versée aux agents assurant les fonctions de régisseurs de recettes et/ou d'avance, dans la mesure où ces derniers sont personnellement chargés de la gestion de fonds publics, ce qui les place dans une situation de responsabilité directe en cas d'erreur, de manquement ou de déficit constaté dans la tenue de la régie.
À ce titre, ils assurent notamment la manipulation et la conservation de fonds publics, l'encaissement des recettes ou le paiement de dépenses pour le compte de la collectivité ainsi que la tenue d'une comptabilité rigoureuse et le respect des procédures financières applicables.
Ces missions exposent les agents à des sujétions particulières, notamment en matière de sécurité des fonds, de respect des règles comptables et de responsabilité financière.

4°) que dans ce contexte, il appartient à l'employeur public de reconnaître et de valoriser ces responsabilités spécifiques, afin de garantir l'attractivité de ces fonctions et de sécuriser la gestion des régies. L'instauration d'une indemnité de maniement de fonds répond ainsi à cet objectif, en permettant de compenser les contraintes et les risques inhérents à ces missions. Son octroi restant facultatif, une délibération est nécessaire afin de désigner les catégories de bénéficiaires et les conditions d'attribution.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et de recettes ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 janvier 2025 modifiant l'arrêté du 27 août 2015 susvisé ;

Considérant la possibilité, depuis le 31 janvier 2025, de cumuler l'indemnité de maniement de fonds avec le RIFSEEP ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 23 avril 2026 ;

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) d'instituer l'indemnité de maniement de fonds.

2°) de préciser que cette indemnité pourra être versée aux agents fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel, nommés régisseurs titulaires, intérimaires ou mandataires suppléants d'avances et/ou de recettes, en fin d'année, pour valoriser cette fonction et sujétion particulière, dès lors qu'ils sont, par arrêté municipal, régulièrement chargés des fonctions correspondantes. La date d'effet est fixée au 1er janvier 2026 et le versement de l'indemnité se fera en décembre 2026.

Cette indemnité pourra être également versée au suppléant, dès lors qu'il s'agit d'un agent public et qu'il assure effectivement le remplacement du régisseur titulaire.

3°) de prévoir que les dispositions de la présente délibération pourront être étendues aux agents contractuels de droit public dans les mêmes conditions que celles applicables aux fonctionnaires.

4°) d'indiquer qu'elle est cumulable avec l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) et/ou le complément indemnitaire annuel (CIA) ans le cadre du RIFSEEP.

5°) de fixer le montant de l'indemnité de maniement de fonds, qui sera versé annuellement, en fin d'année, et est fixé selon un barème de référence, comme suit :

Les montants prévus par l'arrêté susvisé sont les suivants :

Montant maximum de l'avance pouvant être consentie (régisseur d'avances) ou montant moyen des recettes encaissées mensuellement (régisseur de recettes)	**Montant total du maximum pour un régisseur d'avances et de recettes**	**Montant de l'indemnité de responsabilité annuelle ***
Jusqu'à 1 220 €	De 0 € à 2 440 €	110 €
De 1 221 € à 3 000 €	De 2 441 € à 3 000 €	110 €
De 3 001 € à 4 600 €	De 3 001 € à 4 600 €	120 €

De 4 601 € à 7 600 €	De 4 601 € à 7 600 €	140 €
De 7 601 € à 12 200 €	De 7 601 € à 12 200 €	160 €
De 12 201 € à 18 000 €	De 12 201 € à 18 000 €	200 €
De 18 001 € à 38 000 €	De 18 001 € à 38 000 €	320 €
De 38 001 € à 53 000 €	De 38 001 € à 53 000 €	410 €
De 53 001 € à 76 000 €	De 53 001 € à 76 000 €	550 €
De 76 001 € à 150 000 €	De 76 001 € à 150 000 €	640 €
De 150 001 € à 300 000 €	De 150 001 € à 300 000 €	690 €
De 300 001 € à 760 000 €	De 300 001 € à 760 000 €	820 €
De 760 001 € à 1 500 000 €	De 760 001 € à 1 500 000 €	1 050 €
Au-delà de 1 500 000 €	Au-delà de 1 500 000 €	46 € par tranche de 1 500 000 €

Il est précisé qu'un même régisseur chargé de plusieurs régies peut percevoir plusieurs indemnités.

6°) de prévoir que l'indemnité pourra faire l'objet d'un ajustement automatique en cas d'évolution réglementaire.

7°) d'autoriser le Maire à signer tous les actes et documents afférents à la présente délibération.

8°) de préciser que les crédits correspondants à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées sont inscrites au budget.

9°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

*** * * ***

37) Régime indemnitaire : RIFSEEP - actualisation

Le décret du 20 mai 2014 a instauré le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Ce régime indemnitaire a été mis en place à la Ville du Touquet-Paris-Plage par délibération du Conseil municipal en date du 13 juin 2016, puis actualisé par les délibérations en date des 9 octobre 2017, 23 juillet 2018, 7 juin 2019, 27 juillet 2020, 24 octobre 2020, 13 décembre 2021, 04 avril 2022, 28 juin 2023 ; il a également été complété par la délibération du 13 octobre 2025 relative au critères d'attribution du complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.).

Le RIFSEEP n'était initialement pas cumulable avec l'indemnité de responsabilité allouée aux régisseurs.

Le décret n° 2022-60 du 25 janvier 2022 a assoupli les règles de cumul entre le RIFSEEP et certaines indemnités spécifiques.

Un arrêté ministériel du 21 janvier 2025 est venu compléter la liste des indemnités pouvant être cumulées avec le RIFSEEP. À ce titre, l'indemnité de maniement de fonds (anciennement dénommée indemnité de responsabilité des régisseurs) est désormais cumulable avec le RIFSEEP depuis le 31 janvier 2025, permettant ainsi de valoriser les fonctions de régisseur dans le respect des montants réglementaires.

Le RIFSEEP est appliqué dans la limite des plafonds réglementaires fixés pour les corps de référence de la fonction publique de l'État et il est nécessaire de prendre en compte les évolutions récentes de ces plafonds.

Il convient, en conséquence, de procéder à une actualisation du régime indemnitaire afin de permettre aux agents relevant des cadres d'emplois éligibles de bénéficier, le cas échéant, du cumul avec l'indemnité de maniement de fonds.

Pour rappel, ce régime indemnitaire se compose de deux parts qui peuvent cumulables:

- *L'indemnité de Fonctions de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue la part principale du régime indemnitaire ; elle repose notamment sur la nature des fonctions exercées et l'expérience professionnelle ;*
- *Le Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.*

Les critères d'attribution individuelle du C.I.A. ont été précisés par délibération du 13 octobre 2025, afin d'objectiver son attribution, de limiter toute subjectivité et de reconnaître l'investissement des agents au-delà de l'exercice normal de leurs fonctions, dans la limite des montants maximaux annuels définis pour chaque cadre d'emplois.

Il est donc proposé :

- *d'actualiser, à compter du 1er mai 2026, le tableau récapitulatif du régime indemnitaire du personnel de la Ville du Touquet-Paris-Plage en instituant selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) et le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) au bénéfice :*
  - *des agents titulaires et stagiaires, à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ;*
  - *des agents contractuels de droit public recrutés à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ;*

  ***L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E)** est liée au poste occupé par l'agent ainsi qu'à son expérience professionnelle.*
  Chaque emploi est réparti entre différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :
  - *fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;*
  - *technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;*
  - *sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.*

  Chaque part de l'I.F.S.E correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Pour la catégorie A +

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des ***Administrateurs Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)* *Sans logement à titre gratuit*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction Générale des Services*	*63 000 €*
Groupe 2	*Direction Générale Adjointe des Services*	*57 200 €*
Groupe 3	*Direction*	*51 200 €*
Groupe 4	*Chargé de missions*	*45 400 €*

Pour la catégorie A

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Ingénieurs en chef Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Direction*	*57 120 €*	*42 840€*
Groupe 2	*Direction Adjointe*	*49 980 €*	*37 490€*
Groupe 3	*Responsabilité d'un pôle*	*46 920 €*	*35 190€*
Groupe 4	*Responsabilité d'un service*	*42 330 €*	*31 750€*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Ingénieurs Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Direction*	*46 920 €*	*32 850 €*
Groupe 2	*Direction Adjointe*	*40 290 €*	*28 200 €*
Groupe 3	*Responsabilité d'un pôle*	*36 000 €*	*25 190 €*
Groupe 4	*Responsabilité d'un service*	*31 450 €*	*22 015 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Attachés Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Direction Générale*	*36 210 €*	*22 310 €*
Groupe 2	*Direction Adjointe*	*32 130 €*	*17 205 €*
Groupe 3	*Responsabilité d'un pôle*	*25 500 €*	*14 320 €*
Groupe 4	*Responsabilité d'un service*	*20 400 €*	*11 160 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Attachés de conservation du patrimoine et des bibliothécaires***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*29 750 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un service*	*27 200 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Cadres de santé infirmiers***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*25 500 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un service*	*20 400 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Infirmiers en soins généraux et des puéricultrices***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*19 480 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un service*	*15 300 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Educateurs de Jeunes Enfants Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS		
Groupe 1	*Direction*	*14 000 €*
Groupe 2	*Direction Adjointe*	*13 500 €*
Groupe 3	*Responsabilité d'un service*	*13 000 €*

Pour la catégorie B

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Techniciens Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Direction*	*19 660 €*	*13 760 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un pôle*	*18 580 €*	*13 005 €*
Groupe 3	*Responsabilité d'un service*	*17 500 €*	*12 250 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Rédacteurs Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Direction*	*17 480 €*	*8 030 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un pôle*	*16 015 €*	*7 220 €*
Groupe 3	*Responsabilité d'un service*	*14 650 €*	*6 670 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Direction*	*17 480 €*	*8 030 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un pôle*	*16 015 €*	*7 220 €*
Groupe 3	*Responsabilité d'un service*	*14 650 €*	*6 670 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Animateurs Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Direction*	*17 480 €*	*8 030 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un pôle*	*16 015 €*	*7 220 €*
Groupe 3	*Responsabilité d'un service*	*14 650 €*	*6 670 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*16 720 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un service*	*14 960 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Auxiliaires de puériculture***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Responsabilités particulières ou complexes*	*9 000 €*	*5 150 €*
Groupe 2	*Agent d'exécution…*	*8 010 €*	*4 860 €*

Pour la catégorie C

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Adjoints Administratifs Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Responsabilité d'un service, d'une équipe, assistant de direction…*	*11 340 €*	*7 090 €*
Groupe 2	*Agent opérationnel etc…*	*10 800 €*	*6 750 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Adjoints Techniques Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Encadrement de proximité, sujétions, qualifications*	*11 340 €*	*7 090 €*
Groupe 2	*Agent opérationnel etc…*	*10 800 €*	*6 750 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Agents de Maîtrise Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Encadrement de proximité, sujétions, qualifications*	*11 340 €*	*7 090 €*
Groupe 2	*Agent opérationnel etc…*	*10 800 €*	*6 750 €*
*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Agents Sociaux Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Encadrement de proximité, sujétions, qualifications*	*11 340 €*	*7 090 €*
Groupe 2	*Agent opérationnel etc…*	*10 800 €*	*6 750 €*
*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Agents Territoriaux spécialisés des Ecoles Maternelles***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Responsabilités particulières ou complexes*	*11 340 €*	*7 090 €*
Groupe 2	*Agent opérationnel etc…*	*10 800 €*	*6 750 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois **des Adjoints Territoriaux du Patrimoine***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Responsabilités particulières ou complexes*	*11 340 €*	*7 090 €*
Groupe 2	*Agent opérationnel etc…*	*10 800 €*	*6 750 €*
*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois **des Adjoints Territoriaux d'Animation***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*Non logé*	*Logé pour nécessité absolue de service*
Groupe 1	*Responsabilités particulières ou complexes*	*11 340 €*	*7 090 €*
Groupe 2	*Agent opérationnel etc…*	*10 800 €*	*6 750 €*

Cette indemnité sera versée mensuellement. Son montant est proratisé en fonction du temps de travail.
Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- *en cas de changement de fonctions,*
- *au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,*
- *en cas de changement de grade suite à une promotion.*
  Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :
- *En cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service) : l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.*
- *Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement*
- *En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'I.F.SE. est suspendu.*

***Le complément indemnitaire annuel* (C.I.A)** *lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.*

Il a été d'approuvé par délibération du 13 octobre 2025, les 12 critères d'attribution du CIA ci-dessous énoncés:

a) 8 critères communs à l'ensemble des agents :

- *Atteinte des objectifs, voire dépassement des attendus*
- *Participation active aux projets de service et/ou à la vie de la collectivité*
- *Développement ou maintien des savoirs*
- *Respect des consignes et des délais*
- *Souplesse et réactivité*
- *Comportement exemplaire et contribution au climat de travail*
- *Implication dans l'amélioration continue*
- *Respect et valorisation de l'image professionnelle par la tenue et le port des équipements*

b) 4 critères supplémentaires et spécifiques pour les encadrants :

- *Implication, exemplarité managériale*
- *Performance et pilotage opérationnel*
- *Innovation et amélioration continue*
- *Climat social et coopération*

Chaque part du C.I.A correspond à un montant maximal fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous applicables aux fonctionnaires de l'Etat.
Son attribution individuelle repose sur l'évaluation des critères précités; chacun donnant lieu à une valorisation indemnitaire, dans la limite des plafonds annuels.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivant :

Pour la catégorie A +

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Administrateurs Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction Générale des Services*	*15 750 €*
Groupe 2	*Direction Générale Adjointe des Services*	*14 300 €*
Groupe 3	*Direction*	*12 800 €*
Groupe 4	*Chargé de missions*	*11 350 €*

Pour la catégorie A

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Ingénieurs en chef Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*10 080 €*
Groupe 2	*Direction Adjointe*	*8 820 €*
Groupe 3	*Responsable d'un pôle*	*8 280 €*
Groupe 4	*Responsable d'un service*	*7 470 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Ingénieurs Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*8 280 €*
Groupe 2	*Direction Adjointe*	*7 110 €*
Groupe 3	*Responsable d'un pôle*	*6 350 €*
Groupe 4	*Responsable d'un service*	*5 550 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Attachés Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*6 390 €*
Groupe 2	*Direction Adjointe*	*5 670 €*
Groupe 3	*Responsable d'un pôle*	*4 500 €*
Groupe 4	*Responsable d'un service*	*3 600 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Attachés de conservation du patrimoine et des bibliothécaires***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*5 250 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un service*	*4 800 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Cadres de santé infirmiers***		
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
Groupe 1	*Direction*	*4 500 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un service*	*3 600 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Infirmiers en soins généraux et des puéricultrices***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*3440 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un service*	*2700 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Educateurs de Jeunes Enfants territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*1 680 €*
Groupe 2	*Direction Adjoint*	*1 620 €*
Groupe 3	*Responsabilité d'un service*	*1 560 €*

Pour la catégorie B

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Rédacteurs Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*2 380 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un pôle*	*2 185 €*
Groupe 3	*Responsabilité d'un service*	*1 995 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Techniciens Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*2 680 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un pôle*	*2 535 €*
Groupe 3	*Responsabilité d'un service*	*2 385 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*2 380 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un pôle*	*2 185 €*
Groupe 3	*Responsabilité d'un service*	*1 995 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Animateurs Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*2 380 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un pôle*	*2 185 €*
Groupe 3	*Responsabilité d'un service*	*1 995 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Direction*	*2 280 €*
Groupe 2	*Responsabilité d'un service*	*2 040 €*

Pour la catégorie C

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Auxiliaires de puériculture Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Responsabilités particulières ou complexes*	*1 230 €*
Groupe 2	*Agent d'exécution…*	*1 090 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Adjoints Administratifs Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Responsabilité d'un service, d'une équipe, assistant de direction…*	*1 260 €*
Groupe 2	*Agent d'exécution, agent d'accueil…*	*1 200 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Adjoints Techniques Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Responsabilité d'un service, d'une équipe, assistant de direction…*	*1 260 €*
Groupe 2	*Agent d'exécution.*	*1 200 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Agents de Maîtrise Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Responsabilité d'un service, d'une équipe, assistant de direction…*	*1 260 €*
Groupe 2	*Agent d'exécution, agent d'accueil…*	*1 200 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Agents Sociaux Territoriaux***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Encadrement de proximité, sujétions, qualifications*	*1 260 €*
Groupe 2	*Agent d'exécution, agent d'accueil…*	*1 200 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Agents Territoriaux spécialisés des Ecoles Maternelles***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Responsabilités particulières ou complexes*	*1 260 €*
Groupe 2	*Agent d'exécution…*	*1 200 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Adjoints Territoriaux du Patrimoine***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Responsabilités particulières ou complexes*	*1 260 €*
Groupe 2	*Agent d'exécution, d'accueil…*	*1 200 €*

*Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Adjoints Territoriaux d'Animation***		*MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)*
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*	
Groupe 1	*Responsabilités particulières ou complexes*	*1 260 €*
Groupe 2	*Agent d'exécution, d'accueil…*	*1 200 €*

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

- *Le CIA n'est pas attribué aux agents ayant eu plus de 90 jours d'absence pour raison de santé au cours de l'année civile évaluée ;*
- *Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement ;*

Le complément indemnitaire annuel fera l'objet d'un versement en une seule fois et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Son montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Les montants maximaux évoluent selon les mêmes conditions que ceux applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

L'I.F.S.E et le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P ne pourra pas se cumuler avec :
- *L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaire (I.F.T.S.),*
- *L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),*
- *L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),*
- *La prime de service et de rendement (P.S.R.),*

- *L'indemnité spécifique de service (I.S.S.),*

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :
- *L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes, nouvellement renommée indemnité de maniement de fonds,*
- *L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),*
- *Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA…),*
- *Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes…),*
- *La prime de responsabilité versée au DGS,*
- *La rémunération des agents publics participant, à titre accessoire, à des activités de formation et de recrutement (jury de concours),*
- *La prime spéciale d'installation,*
- *L'indemnité de changement de résidence,*
- *L'indemnité de départ volontaire.*

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale, fait l'objet d'un arrêté individuel.

- *d'autoriser le Maire à signer tous les actes et documents afférents à la présente délibération.*
- *de préciser que les crédits correspondants sont inscrits au budget.*

M. le Maire : Le régime indemnitaire : actualisation du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, l'expertise et l'engagement professionnel). Je pense qu'il n'y a pas de... sur cette actualisation, c'est quelque chose de purement administratif. Il n'y a pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

- - - -

Délibération n° 2026-03-37 du 28 avril 2026

Régime indemnitaire
Actualisation du RIFSEEP

Monsieur le Maire expose :

1°) que le décret du 20 mai 2014 a instauré le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

2°) que ce régime indemnitaire a été mis en place à la Ville du Touquet-Paris-Plage par délibération du Conseil municipal en date du 13 juin 2016, puis actualisé par les délibérations en date les 9 octobre 2017, 23 juillet 2018, 7 juin 2019, 27 juillet 2020, 24 octobre 2020, 13 décembre 2021, 4 avril 2022, 28 juin 2023 ; qu'il a également été complété par la délibération du 13 octobre 2025 relative au critères d'attribution du Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.).

3°) que le RIFSEEP n'était initialement pas cumulable avec l'indemnité de responsabilité allouée aux régisseurs.

4°) que le décret n° 2022-60 du 25 janvier 2022 a assoupli les règles de cumul entre le RIFSEEP et certaines indemnités spécifiques.

5°) qu'un arrêté ministériel du 21 janvier 2025 est venu compléter la liste des indemnités pouvant être cumulées avec le RIFSEEP ; qu'à ce titre, l'indemnité de maniement de fonds (anciennement dénommée indemnité de responsabilité des régisseurs) est désormais cumulable avec le RIFSEEP depuis le 31 janvier 2025, permettant ainsi de valoriser les fonctions de régisseur dans le respect des montants réglementaires.

6°) que le RIFSEEP est appliqué dans la limite des plafonds réglementaires fixés pour les corps de référence de la fonction publique de l'État et qu'il est nécessaire de prendre en compte les évolutions récentes de ces plafonds.

7°) qu'il convient, en conséquence, de procéder à une actualisation du régime indemnitaire afin de permettre aux agents relevant des cadres d'emplois éligibles de bénéficier, le cas échéant, du cumul avec l'indemnité de maniement de fonds.

8°) que pour rappel, ce régime indemnitaire se compose de deux parts qui peuvent cumulables:

- l'indemnité de Fonctions de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue la part principale du régime indemnitaire ; elle repose notamment sur la nature des fonctions exercées et l'expérience professionnelle ;
- le Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

9°) que les critères d'attribution individuelle du C.I.A. ont été précisés par délibération du 13 octobre 2025, afin d'objectiver son attribution, de limiter toute subjectivité et de reconnaître l'investissement des agents au-delà de l'exercice normal de leurs fonctions, dans la limite des montants maximaux annuels définis pour chaque cadre d'emplois.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique Territoriale, notamment ses articles L.712-1 et L.714-4 à L.714-13 ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu les différents arrêtés ministériels fixant les plafonds du RIFSEEP pour les corps de référence de la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire de la fonction publique territoriale ;

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des

sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 janvier 2025 modifiant l'arrêté du 27 août 2015 susvisé ;

Vu les délibérations du Conseil municipal de la Ville du Touquet-Paris-Plage en date des 13 juin 2016, 9 octobre 2017, 23 juillet 2018, 7 juin 2019, 27 juillet 2020, 24 octobre 2020, 13 décembre 2021, 04 avril 2022, 28 juin 2023, et complétées par la délibération du 13 octobre 2025 relative aux critères d'attribution du complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.) **;**

Vu l'avis des Comités techniques en dates des 30 mai 2016, 3 juillet 2017, 16 mai 2019, 28 septembre 2020, 6 décembre 2021, 28 mars 2022 ainsi que l'avis du Comité Social Territorial en date du 20 juin 2023, 3 octobre 2025 et 23 avril 2026 ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 23 avril 2026 ;

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 24 avril 2026 ;

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

1°) d'actualiser, à compter du 1er mai 2026, le tableau récapitulatif du régime indemnitaire du personnel de la Ville du Touquet-Paris-Plage en instituant, selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) et le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) au bénéfice :

- des agents titulaires et stagiaires, à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ;
- des agents contractuels de droit public recrutés à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E) est liée au poste occupé par l'agent ainsi qu'à son expérience professionnelle.

Chaque emploi est réparti entre différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

- fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Chaque part de l'I.F.S.E correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Pour la catégorie A +

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Administrateurs Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds) Sans logement à titre gratuit
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction Générale des Services	63 000 €
Groupe 2	Direction Générale Adjointe des Services	57 200 €
Groupe 3	Direction	51 200 €
Groupe 4	Chargé de missions	45 400 €

Pour la catégorie A

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Ingénieurs en chef Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Direction	57 120 €	42 840€
Groupe 2	Direction Adjointe	49 980 €	37 490€
Groupe 3	Responsabilité d'un pôle	46 920 €	35 190€
Groupe 4	Responsabilité d'un service	42 330 €	31 750€

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Ingénieurs Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Direction	46 920 €	32 850 €
Groupe 2	Direction Adjointe	40 290 €	28 200 €
Groupe 3	Responsabilité d'un pôle	36 000 €	25 190 €
Groupe 4	Responsabilité d'un service	31 450 €	22 015 €
Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Attachés Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Direction Générale	36 210 €	22 310 €
Groupe 2	Direction Adjointe	32 130 €	17 205 €
Groupe 3	Responsabilité d'un pôle	25 500 €	14 320 €
Groupe 4	Responsabilité d'un service	20 400 €	11 160 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Attachés de conservation du patrimoine et des bibliothécaires**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	29 750 €
Groupe 2	Responsabilité d'un service	27 200 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Cadres de santé infirmiers**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	25 500 €
Groupe 2	Responsabilité d'un service	20 400 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Infirmiers en soins généraux et des puéricultrices**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	19 480 €
Groupe 2	Responsabilité d'un service	15 300 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Educateurs de Jeunes Enfants Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS		
Groupe 1	Direction	14 000 €
Groupe 2	Direction Adjointe	13 500 €
Groupe 3	Responsabilité d'un service	13 000 €

Pour la catégorie B

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Techniciens Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Direction	19 660 €	13 760 €
Groupe 2	Responsabilité d'un pôle	18 580 €	13 005 €
Groupe 3	Responsabilité d'un service	17 500 €	12 250 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Rédacteurs Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Direction	17 480 €	8 030 €
Groupe 2	Responsabilité d'un pôle	16 015 €	7 220 €
Groupe 3	Responsabilité d'un service	14 650 €	6 670 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Direction	17 480 €	8 030 €
Groupe 2	Responsabilité d'un pôle	16 015 €	7 220 €
Groupe 3	Responsabilité d'un service	14 650 €	6 670 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Animateurs Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Direction	17 480 €	8 030 €
Groupe 2	Responsabilité d'un pôle	16 015 €	7 220 €
Groupe 3	Responsabilité d'un service	14 650 €	6 670 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	16 720 €
Groupe 2	Responsabilité d'un service	14 960 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Auxiliaires de puériculture**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Responsabilités particulières ou complexes	9 000 €	5 150 €
Groupe 2	Agent d'exécution…	8 010 €	4 860 €

Pour la catégorie C

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Adjoints Administratifs Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Responsabilité d'un service, d'une équipe, assistant de direction…	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent opérationnel etc…	10 800 €	6 750 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Adjoints Techniques Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Encadrement de proximité, sujétions, qualifications	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent opérationnel etc…	10 800 €	6 750 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Agents de Maîtrise Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Encadrement de proximité, sujétions, qualifications	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent opérationnel etc…	10 800 €	6 750 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Agents Sociaux Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Encadrement de proximité, sujétions, qualifications	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent opérationnel etc…	10 800 €	6 750 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Agents Territoriaux spécialisés des Ecoles Maternelles**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Responsabilités particulières ou complexes	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent opérationnel etc…	10 800 €	6 750 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois **des Adjoints Territoriaux du Patrimoine**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Responsabilités particulières ou complexes	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent opérationnel etc…	10 800 €	6 750 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois **des Adjoints Territoriaux d'Animation**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Non logé	Logé pour nécessité absolue de service
Groupe 1	Responsabilités particulières ou complexes	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent opérationnel etc…	10 800 €	6 750 €

Cette indemnité sera versée mensuellement. Son montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
- en cas de changement de grade suite à une promotion.

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

- En cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service) : l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement
- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'I.F.S.E. est suspendu.

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Il a été d'approuvé par délibération du 13 octobre 2025, les 12 critères d'attribution du CIA ci-dessous énoncés :

c) 8 critères communs à l'ensemble des agents :

- Atteinte des objectifs, voire dépassement des attendus
- Participation active aux projets de service et/ou à la vie de la collectivité
- Développement ou maintien des savoirs
- Respect des consignes et des délais
- Souplesse et réactivité
- Comportement exemplaire et contribution au climat de travail
- Implication dans l'amélioration continue
- Respect et valorisation de l'image professionnelle par la tenue et le port des équipements

d) 4 critères supplémentaires et spécifiques pour les encadrants

- Implication, exemplarité managériale
- Performance et pilotage opérationnel
- Innovation et amélioration continue
- Climat social et coopération

Chaque part du C.I.A correspond à un montant maximal fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous applicables aux fonctionnaires de l'Etat.
Son attribution individuelle repose sur l'évaluation des critères précités; chacun donnant lieu à une valorisation indemnitaire, dans la limite des plafonds annuels.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivant :

Pour la catégorie A +

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Administrateurs Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction Générale des Services	15 750 €
Groupe 2	Direction Générale Adjointe des Services	14 300 €
Groupe 3	Direction	12 800 €
Groupe 4	Chargé de missions	11 350 €

Pour la catégorie A

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Ingénieurs en chef Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	10 080 €
Groupe 2	Direction Adjointe	8 820 €
Groupe 3	Responsable d'un pôle	8 280 €
Groupe 4	Responsable d'un service	7 470 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Ingénieurs Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	8 280 €
Groupe 2	Direction Adjointe	7 110 €
Groupe 3	Responsable d'un pôle	6 350 €
Groupe 4	Responsable d'un service	5 550 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Attachés Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	6 390 €
Groupe 2	Direction Adjointe	5 670 €
Groupe 3	Responsable d'un pôle	4 500 €
Groupe 4	Responsable d'un service	3 600 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Attachés de conservation du patrimoine et des bibliothécaires**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	5 250 €
Groupe 2	Responsabilité d'un service	4 800 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Cadres de santé infirmiers**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	4 500 €
Groupe 2	Responsabilité d'un service	3 600 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Infirmiers en soins généraux et des puéricultrices**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	3440 €
Groupe 2	Responsabilité d'un service	2700 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Educateurs de Jeunes Enfants territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	1 680 €
Groupe 2	Direction Adjoint	1 620 €
Groupe 3	Responsabilité d'un service	1 560 €

Pour la catégorie B

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Rédacteurs Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	2 380 €
Groupe 2	Responsabilité d'un pôle	2 185 €
Groupe 3	Responsabilité d'un service	1 995 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Techniciens Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	2 680 €
Groupe 2	Responsabilité d'un pôle	2 535 €
Groupe 3	Responsabilité d'un service	2 385 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	2 380 €
Groupe 2	Responsabilité d'un pôle	2 185 €
Groupe 3	Responsabilité d'un service	1 995 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Animateurs Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	2 380 €
Groupe 2	Responsabilité d'un pôle	2 185 €
Groupe 3	Responsabilité d'un service	1 995 €
Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction	2 280 €
Groupe 2	Responsabilité d'un service	2 040 €

Pour la catégorie C

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Auxiliaires de puériculture Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Responsabilités particulières ou complexes	1 230 €
Groupe 2	Agent d'exécution…	1 090 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Adjoints Administratifs Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Responsabilité d'un service, d'une équipe, assistant de direction…	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil…	1 200 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Adjoints Techniques Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Responsabilité d'un service, d'une équipe, assistant de direction…	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution.	1 200 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Agents de Maîtrise Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Responsabilité d'un service, d'une équipe, assistant de direction…	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil…	1 200 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Agents Sociaux Territoriaux**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Encadrement de proximité, sujétions, qualifications	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil…	1 200 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Agents Territoriaux spécialisés des Ecoles Maternelles**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Responsabilités particulières ou complexes	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution…	1 200 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Adjoints Territoriaux du Patrimoine**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Responsabilités particulières ou complexes	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, d'accueil…	1 200 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des **Adjoints Territoriaux d'Animation**		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Responsabilités particulières ou complexes	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, d'accueil…	1 200 €

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

- Le CIA n'est pas attribué aux agents ayant eu plus de 90 jours d'absence pour raison de santé au cours de l'année civile évaluée ;
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement ;

Le complément indemnitaire annuel fera l'objet d'un versement en une seule fois et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Son montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Les montants maximaux évoluent selon les mêmes conditions que ceux applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

L'I.F.S.E et le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P ne pourra pas se cumuler avec :
- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaire (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- L'indemnité spécifique de service (I.S.S.),

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :
- L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes, nouvellement renommée indemnité de maniement de fonds,
- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA…),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes…),
- La prime de responsabilité versée au DGS,
- La rémunération des agents publics participant, à titre accessoire, à des activités de formation et de recrutement (jury de concours),
- La prime spéciale d'installation,
- L'indemnité de changement de résidence,
- L'indemnité de départ volontaire.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale, fait l'objet d'un arrêté individuel

2°) d'autoriser le Maire à signer tous les actes et documents afférents à la présente délibération.

3°) de préciser que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

4°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

* * * *

38) <u>Octroi d'une garantie à première demande de la Ville à l'Agence France Locale pour l'année 2026</u>

Par délibération n° 2024-04-36 du 07 octobre 2024, la Ville a souhaité adhérer à l'Agence France Locale-Société Territoriale, société publique revêtant la forme d'une société anonyme dont le capital est détenu en totalité par les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux et dont l'objet exclusif est le financement de leurs investissements par une filiale dénommée Agence France Locale.

Ainsi, la Ville a élargi ses canaux de financement, notamment pour ses projets structurants de très long terme, en sus de ceux actuellement assurés par les établissements bancaires traditionnels et complètera sa gamme d'emprunts bancaires.

Il est rappelé que l'Agence France Locale - Société Territoriale lève les fonds via sa filiale Agence France Locale auprès d'investisseurs français et internationaux en émettant des

obligations dont la pondération en risque est assimilée à la dette souveraine depuis la décision du 21 juin 2024 de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, décision améliorant l'attractivité fortement sur le marché de la dette.

Pour bénéficier de prêts de l'Agence France Locale, la collectivité actionnaire et Membre doit accorder une Garantie à première demande au bénéfice de certains créanciers de l'Agence, à savoir les titulaires de documents ou titres émis par celle-ci et déclarés éligibles à la Garantie et dénommées Titres Eligibles.

La Garantie est accordée à hauteur de l'encours de la dette de la Ville du Touquet auprès de l'Agence France Locale.

Le montant de la Garantie correspond, à tout moment, et ce quel que soit le nombre et/ou le volume d'emprunts détenus par le Membre auprès de l'Agence France Locale, au montant de son encours de dette (principal, intérêts courus et non payés et éventuels accessoires, le tout, dans la limite du montant principal emprunté au titre de l'ensemble des crédits consentis par l'Agence France Locale à la Ville du Touquet qui n'ont pas été totalement amortis).
Ainsi, si la Ville du Touquet souscrit plusieurs emprunts auprès de l'Agence France Locale, chaque emprunt s'accompagne de l'émission d'un engagement de Garantie, telle que, directement conclu auprès de l'Agence France Locale.

La durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par la Collectivité actionnaire et Membre auprès de l'Agence France Locale, et ce quelle que soit l'origine des prêts détenus, augmentée de 45 jours.

Le mécanisme de Garantie mis en œuvre crée un lien de solidarité entre l'Agence France Locale et chacun des Membres, dans la mesure où chacun des membres peut être appelé en paiement de la dette de l'Agence France Locale, en l'absence de tout défaut de la part dudit Membre au titre des emprunts qu'il a souscrits vis-à-vis de l'Agence France Locale.

La Garantie est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil.
En conséquence, son appel par un bénéficiaire n'est pas subordonné à la démonstration d'un défaut de paiement réel par l'Agence France Locale.

La Garantie peut être appelée par trois catégories de personnes : un Bénéficiaire, un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires et l'Agence France Locale-Société Territoriale.
Les circonstances d'appel de la présente Garantie sont détaillées dans un modèle (document ci-joint)

Si la Garantie est appelée, le Membre doit s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé dans un délai de 5 jours ouvrés.

Il est donc proposé :

- *l'octroi de la Garantie de la Ville du Touquet dans les conditions ci-après aux titulaires (les Bénéficiaires) des documents ou titres émis par l'Agence France Locale :*
    - *Le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2025 est égal au montant maximal des emprunts que la Ville du Touquet est autorisée à souscrire pendant l'année 2026,*
    - *La durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenu par la Ville du Touquet pendant l'année 2025 auprès de l'agence France Locale augmentée de 45 jours,*
    - *La Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs bénéficiaires ou par la Société Territoriale,*
    - *Si la Garantie est appelée, la Ville du Touquet s'engage à acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé dans un délai de 5 jours ouvrés,*

- Le nombre de Garanties octroyé par monsieur le maire de la Ville du Touquet au titre de l'année 2026 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale dans la limite des sommes inscrites au budget primitif 2026 de la Ville,
- Le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans l'acte d'engagement.

- d'autoriser le Maire pendant l'année 2026 à signer le ou les engagements de Garantie pris par la Ville du Touquet dans les conditions définies ci-dessus conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie figurant en annexe.
- et d'autoriser le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. le Maire : Octroi d'une garantie à première demande de la Ville à l'Agence France Locale pour l'année 2026. C'est une agence à laquelle nous avons adhéré et qui nous permet d'avoir accès à des emprunts à des taux bas sur des longues durées et ça pourrait être extrêmement utile, notamment dans le cadre du projet du Front de mer. Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

Mme Catherine PREVOST : Si, je m'abstiens.

M. le Maire : Abstention, d'accord.

Mme Catherine PREVOST : Deux.

M. le Maire : Deux abstentions.

- - - -

Délibération n° 2026-03-38 du 28 avril 2026

Délibération-cadre d'octroi d'une garantie à première demande de la Ville à l'Agence France Locale pour l'année 2026

Monsieur le Maire expose :

1°) que par délibération n° 2024-04-36 du 07 octobre 2024, la Ville a souhaité adhérer à l'Agence France Locale-Société Territoriale, société publique revêtant la forme d'une société anonyme dont le capital est détenu en totalité par les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux et dont l'objet exclusif est le financement de leurs investissements par une filiale dénommée Agence France Locale.

2°) qu'ainsi, la Ville a élargi ses canaux de financement, notamment pour ses projets structurants de très long terme, en sus de ceux actuellement assurés par les établissements bancaires traditionnels et complètera sa gamme d'emprunts bancaires.

3°) qu'il est rappelé que l'Agence France Locale - Société Territoriale lève les fonds via sa filiale Agence France Locale auprès d'investisseurs français et internationaux en émettant des obligations dont la pondération en risque est assimilée à la dette souveraine depuis la décision du 21 juin 2024 de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, décision améliorant l'attractivité fortement sur le marché de la dette.

4°) que pour bénéficier de prêts de l'Agence France Locale, la collectivité actionnaire et Membre doit accorder une Garantie à première demande au bénéfice de certains créanciers de l'Agence, à savoir les titulaires de documents ou titres émis par celle-ci et déclarés éligibles à la Garantie et dénommées Titres Eligibles.

5°) que la Garantie est accordée à hauteur de l'encours de la dette de la Ville du Touquet auprès de l'Agence France Locale.

6°) que le montant de la Garantie correspond, à tout moment, et ce quel que soit le nombre
et/ou le volume d'emprunts détenus par le Membre auprès de l'Agence France Locale, au montant de son encours de dette (principal, intérêts courus et non payés et éventuels accessoires, le tout, dans la limite du montant principal emprunté au titre de l'ensemble des crédits consentis par l'Agence France Locale à la Ville du Touquet qui n'ont pas été totalement amortis).
Ainsi, si la Ville du Touquet souscrit plusieurs emprunts auprès de l'Agence France Locale, chaque emprunt s'accompagne de l'émission d'un engagement de Garantie, telle que, directement conclu auprès de l'Agence France Locale.

7°) que la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par la Collectivité actionnaire et Membre auprès de l'Agence France Locale, et ce quelle que soit l'origine des prêts détenus, augmentée de 45 jours.

8°) que le mécanisme de Garantie mis en œuvre crée un lien de solidarité entre l'Agence France Locale et chacun des Membres, dans la mesure où chacun des membres peut être appelé en paiement de la dette de l'Agence France Locale, en l'absence de tout défaut de la part dudit Membre au titre des emprunts qu'il a souscrits vis-à-vis de l'Agence France Locale.

9°) que l a Garantie est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil.
En conséquence, son appel par un bénéficiaire n'est pas subordonné à la démonstration d'un défaut de paiement réel par l'Agence France Locale.

10°) que la Garantie peut être appelée par trois catégories de personnes : un Bénéficiaire, un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires et l'Agence France Locale-Société Territoriale.
Les circonstances d'appel de la présente Garantie sont détaillées dans un modèle figurant en annexe de la présente délibération.

11°) que si la Garantie est appelée, le Membre doit s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé dans un délai de 5 jours ouvrés.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L1611-3-2 et D1611-41

Vu le livre II du code de commerce,

Vu le livre IV du code civil,

Vu la délibération n° 2026-01-06 du 22 mars 2026 ayant confié au maire la compétence en matière d'emprunts,

Vu la délibération n° 2024-04-36 du 07 octobre 2024 ayant approuvé l'adhésion à l'Agence France Locale de la Ville du Touquet,

Vu les statuts des deux sociétés du Groupe Agence France Locale et la nécessité d'octroyer à l'Agence France Locale, une garantie autonome à première demande au

bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale à hauteur de la dette de la Ville du Touquet afin que la Ville du Touquet puisse bénéficier de prêts auprès de l'Agence France Locale

Vu le document décrivant le mécanisme de la Garantie, soit le Modèle 2016-1 en vigueur à la date des présentes,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 24 avril 2026.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré,

DÉCIDE par 25 Voix Pour et 2 Abstentions (Mme Catherine PREVOST et M. Olivier LEBREUILLY),

1°) l'octroi de la Garantie de la Ville du Touquet dans les conditions ci-après aux titulaires (les Bénéficiaires) des documents ou titres émis par l'Agence France Locale :

- Le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2025 est égal au montant maximal des emprunts que la Ville du Touquet est autorisée à souscrire pendant l'année 2026,
- La durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenu par la Ville du Touquet pendant l'année 2025 auprès de l'agence France Locale augmentée de 45 jours,
- La Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs bénéficiaires ou par la Société Territoriale,
- Si la Garantie est appelée, la Ville du Touquet s'engage à acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé dans un délai de 5 jours ouvrés,
- Le nombre de Garanties octroyé par monsieur le maire de la Ville du Touquet au titre de l'année 2026 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale dans la limite des sommes inscrites au budget primitif 2026 de la Ville,
- Le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans l'acte d'engagement.

2°) d'autoriser le Maire pendant l'année 2026 à signer le ou les engagements de Garantie pris par la Ville du Touquet dans les conditions définies ci-dessus conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie figurant en annexe.

3°) d'autoriser le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

4°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-mer.

- - - -

GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE
MEMBRES

Version 2016.1



TABLE DES MATIERES

TITRE I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION 2
1. Définitions 2
2. Règles d'interprétation 3
TITRE II MODALITÉS DE LA GARANTIE 5
3. Objet de la Garantie 5
4. Bénéficiaires de la Garantie 5
5. Plafond de la Garantie 5
6. Nature juridique de l'obligation du Garant 6
TITRE III APPEL DE LA GARANTIE 7
7. Personnes habilitées à appeler la Garantie 7
8. Conditions de l'appel en Garantie 7
9. Modalités d'appel 7
TITRE IV PAIEMENT AU TITRE DE LA GARANTIE 11
10. Date de paiement 11
11. Modalités de paiements 11
TITRE V DURÉE DE LA GARANTIE 12
12. Date d'effet 12
13. Terme 12
14. Résiliation anticipée 12
TITRE VI RECOURS 13
15. Subrogation 13
16. Recours entre les Membres 13
TITRE VII COMMUNICATION 14
17. Information des Bénéficiaires 14
18. Publicité 14
19. Notifications 14
TITRE VIII STIPULATIONS FINALES 15
20. Impôts et taxes 15
21. Droit applicable et tribunaux compétents 15
LISTE DES ANNEXES 16

GARANTIE AUTONOME A PREMIERE DEMANDE

ENTRE

(1) La Collectivité ayant signé un Engagement de Garantie (le *Garant*);

ET

(2) **AGENCE FRANCE LOCALE**, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dont le siège social est situé au 112 Rue Garibaldi, 69455 Lyon cedex 06, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 799 379 649 (l'*Agence France Locale*) ;

EN PRÉSENCE DE :

(3) **AGENCE FRANCE LOCALE – SOCIÉTÉ TERRITORIALE**, société anonyme à conseil d'administration, dont le siège social est situé 41, quai d'Orsay, 75007 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 799 055 629 (la *Société Territoriale*) ;

EN FAVEUR DE :

(4) de tout titulaire de tout Titre Garanti décrit à l'Article 4.1 (le *Bénéficiaire*) à titre de stipulation pour autrui, conformément aux dispositions de l'article 1121 du Code civil.

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ CE QUI SUIT

(A) La Société Territoriale et l'Agence France Locale ont été constituées respectivement les 3 et 17 décembre 2013 dans le but de contribuer au financement des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre français, conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 *de séparation et de régulation des activités bancaires*, codifié à l'article L. 1611-3-2 du Code général des collectivités territoriales.

(B) Le Garant est Membre du Groupe Agence France Locale et a vocation à bénéficier de financements consentis par l'Agence France Locale.

(C) Conformément aux dispositions légales, aux statuts de la Société Territoriale et au pacte d'actionnaires conclu entre les Membres du Groupe Agence France Locale, la Société Territoriale et l'Agence France Locale (le *Pacte*), la qualité de Membre de plein d'exercice du Groupe Agence France Locale et le bénéfice de financements consentis par l'Agence France Locale sont conditionnés à l'octroi par chacun des Membres d'une garantie conforme au modèle arrêté par le Conseil d'administration de la Société Territoriale.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

TITRE I
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. DÉFINITIONS

Les termes utilisés avec une majuscule dans la présente Garantie auront la signification qui leur est donnée ci-dessous :

Agence France Locale a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Annexe signifie une annexe à la présente Garantie ;

Appel en Garantie signifie tout appel au titre de la présente Garantie réalisé conformément aux stipulations de la présente Garantie ;

Article signifie un article du présent Modèle de Garantie ;

Bénéficiaire a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Collectivité signifie les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre français ainsi que toute entité qui serait légalement autoriséeà participer au mécanisme mis en œuvre par le Groupe Agence France Locale;

Date d'Expiration a le sens qui lui est donné à l'Article 13.1 ;

Demande d'Appel a le sens qui lui est donné à l'Article 8.3 ;

Demande de Remboursement signifie la somme de toute demande de remboursement effectuée auprès du Garant par ou au nom d'un ou plusieurs autres Membres dans le cadre du mécanisme décrit à l'Article 16 ;

Encours de Crédit signifie la somme de tout montant dû, à tout instant, par le Garant, en principal, intérêts et accessoires à l'Agence France Locale, à l'exclusion des montants dus par le Garant, en principal, intérêts et accessoires à l'Agence France Locale au titre des encours de crédits initialement consentis pour une période maximale de 364 jours ;

Engagement de Garantie signifie l'engagement de garantie conforme au modèle figurant en Annexe A au présent Modèle de Garantie qui a été signé par le Garant ;

Garant a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Garantie signifie la garantie autonome à première demande consentie par le Garant en application des termes de sa ou de ses Engagement(s) de Garanties et du présent Modèle de Garantie ;

Garantie Société Territoriale signifie toute garantie consentie par la Société Territoriale en considération des obligations financières de l'Agence France Locale ;

Groupe Agence France Locale désigne collectivement la Société Territoriale et l'Agence France Locale ;

Jour Ouvré signifie tout jour autre que le samedi, le dimanche, un jour férié ou un jour durant lequel les banques sont tenues par la loi d'être fermées en France ou autorisées par la loi à être fermées en France ;

Membre signifie le Garant ainsi que toute Collectivité ayant adhéré au Groupe Agence France Locale conformément aux statuts de la Société Territoriale ainsi qu'au Pacte ;

Modèle de Garantie signifie le présent document régissant les modalités de la Garantie donnée par le Garant au titre d'un ou plusieurs Engagements de Garantie;

Pacte a le sens qui lui est donné au paragraphe (C) du préambule du présent Modèle de Garantie ;

Partie signifie le Garant, l'Agence France Locale ainsi que tout Bénéficiaire ayant accepté de devenir une partie à la présente Garantie ;

Plafond de la Garantie a le sens qui lui est donné à l'Article 5 ;

Plafond Initial a le sens qui lui est donné à l'Article 5 ;

Remboursement Effectif signifie la somme de tout montant effectivement payé au Garant en lien avec la présente Garantie par d'autres Membres, l'Agence France Locale, la Société Territoriale ou une personne ayant bénéficié d'un paiement indu au titre de la présente Garantie ;

Représentant a le sens qui lui est donné à l'Article 7 ;

Site a le sens qui lui est donné à l'Article 5.2(c) ;

Société Opérationnelle a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Société Territoriale a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Titres Garantis a le sens qui lui est donné à l'Article 4.1.

2. RÈGLES D'INTERPRÉTATION

2.1. Principes Généraux

2.1.1 La signification des termes définis s'applique indifféremment au singulier et au pluriel de ces termes et, le cas échéant, au masculin ou au féminin.

2.1.2 Les titres utilisés dans le présent Modèle de Garantie ont été insérés uniquement pour la commodité de lecture et n'affectent ni le sens ni l'interprétation du présent Modèle de Garantie.

2.1.3 A moins que le contexte nécessite qu'il en soit autrement, toute référence à une disposition légale s'entend de la disposition telle qu'elle aura été modifiée, remplacée ou codifiée dans la mesure où cette modification, ce remplacement ou cette codification est applicable ou est susceptible de s'appliquer aux opérations stipulées par le présent Modèle de Garantie.

2.1.4 Toute référence à un autre document s'entend de ce document tel qu'il pourra être modifié ou remplacé.

2.1.5 Les exemples suivant les termes « inclure », « incluant », « notamment », « en particulier » et autres termes ayant le même sens ne sont pas limitatifs.

2.2. Modèle de Garantie et Engagements de Garantie

2.2.1 La présente Garantie est basée sur le Modèle de Garantie dans sa version 2016.1 qui a été arrêté par le Conseil d'Administration de la Société Territoriale le 26 novembre 2015.

2.2.2 Lors de la conclusion de tout contrat ou acte emportant augmentation de l'Encours de Crédit d'un Membre, ce dernier est invité à signer un Engagement de Garantie au titre duquel il s'engage à consentir une garantie, en application et conformément aux stipulations du présent Modèle de Garantie, dans la limite de la somme des Plafonds Initiaux stipulés dans ledit Engagement de Garantie et les Engagements de Garanties préalables et non expirés.

2.2.3 Bien que chaque Engagement de Garantie soit signé à l'occasion de la conclusion d'un contrat ou d'un acte emportant augmentation de l'Encours de Crédit du Garant, l'engagement dudit Garant n'est conditionné qu'à la réalité de l'Encours de Crédit et non à la validité des contrats ou actes ayant conduit à saconclusion.

2.2.4 Chaque Engagement de Garantie fait l'objet d'une approbation par l'organe compétent du Garant, le cas échéant de façon groupée, de façon à garantir la validité de l'engagement dudit Garant.

2.3. Pluralité de Modèles de Garantie

2.3.1 Chaque Engagement de Garantie et le Modèle de Garantie constituent ensemble un tout indivisible et le Garant ne peut pas se voir opposer un Modèle de Garantie qu'il n'aurait pas expressément accepté dans un Engagement de Garantie.

2.3.2 En cas de conclusion d'un Engagement de Garantie par le Garant faisant référence à un Modèle de Garantie différent de la version 2016.1, les Encours de Crédit dudit Garant feront l'objet d'une individualisation.

2.3.3 Les titulaires de Titres Garantis émis jusqu'à la date de signature de l'Engagement de Garantie faisant référence à un Modèle de Garantie donné, pourront se prévaloir, pour la totalité de l'Encours de Garantie dudit Garant au choix, soit du dernier Modèle de Garantie accepté par le Garant dans un Engagement de Garantie à la date d'émission desdits Titres Garantis, soit des Modèles de Garantie postérieurs également acceptés par le Garant dans un Engagement de Garantie subséquent, étant néanmoins précisé que tout Appel en Garantie devra faire référence à un seul Modèle de Garantie.

2.3.4 Les titulaires de Titres Garantis émis postérieurement à la date de signature de l'Engagement de Garantie faisant référence à un Modèle de Garantie postérieur à la version 2016.1 ne pourront se prévaloir que des Modèles de Garantie postérieurs acceptés par le Garant.

TITRE II
MODALITÉS DE LA GARANTIE

3. OBJET DE LA GARANTIE

Le Garant s'engage inconditionnellement et irrévocablement à payer à tout Bénéficiaire, à première demande, toute somme indiquée dans l'Appel en Garantie dans la limite du Plafond de Garantie visé à l'Article 5. L'Appel en Garantie devra être strictement conforme aux exigences du TITRE III de la présente Garantie.

4. BÉNÉFICIAIRES DE LA GARANTIE

4.1. La Garantie est conférée au bénéfice de toute personne titulaire d'un titre éligible, la détention d'un titre éligible résultant de:

(a) l'inscription en compte, dans les registres de l'Agence France Locale ou d'un intermédiaire financier, comme titulaire d'un titre financier dont les modalités indiquent qu'il est éligible au bénéfice de la Garantie;

(b) la détention d'un document signé par l'Agence France Locale indiquant que ce document est éligible au bénéfice de la Garantie ;

(ci-après un *Titre Garanti*).

4.2. La Garantie concerne les Titres Garantis existants ainsi que les Titres Garantis futurs ou à émettre.

5. PLAFOND DE LA GARANTIE

5.1. Le plafond de la Garantie (le *Plafond de la Garantie*) consentie par le Garant est égal à tout instant au montant total de son Encours de Crédit auprès de l'Agence France Locale :

(a) diminué de tout Appel en Garantie, à l'exception de l'Appel en Garantie pour les besoins duquel doit être calculé le Plafond de la Garantie;

(b) augmenté de tout paiement reçu par ce Membre en application d'un Remboursement Effectif ;

(c) diminué de toute Demande de Remboursement.

5.2. Il est par ailleurs précisé que :

(a) les éléments conduisant à une réduction du Plafond de la Garantie ne sont plus opposables aux Bénéficiaires à compter de la date à laquelle ils ont appelé la Garantie ;

(b) en cas d'Appel en Garantie et/ou de Demandes de Remboursement multiples,

(i) il sera tenu compte, pour la détermination du Plafond de la Garantie, des demandes reçues le Jour Ouvré précédant la date de calcul ;

(ii) il ne sera pas tenu compte des demandes reçues postérieurement au Jour Ouvré précédant la date de calcul et, dans l'hypothèse où le Plafond de la Garantie serait inférieur au total desdites demandes, l'obligation de paiement du Garant bénéficiera aux Bénéficiaires au prorata de leur demandes ;

(c) tout Bénéficiaire peut à tout moment se prévaloir dans un Appel en Garantie du montant de l'Encours de Crédit estimé au dixième (10ème) Jour Ouvré suivant la date d'Appel en Garantie, tel que publié par l'Agence France

Locale sur son site internet (le *Site*) pour chaque Membre conformément à l'Article 17.1, ce montant étant réputé faire foi jusqu'à ce qu'une Partie apporte la preuve contraire.

5.3. Afin d'éviter toute ambigüité, le Plafond de la Garantie ne peut en aucun cas excéder la somme de chaque Plafond Initial stipulé dans chaque Engagement de Garanties dont la Date d'Expiration n'est pas intervenue.

6. **NATURE JURIDIQUE DE L'OBLIGATION DU GARANT**

6.1. La présente Garantie constitue une garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code civil.

6.2. En conséquence, le Garant ne peut opposer ou faire valoir aucune exception ou objection de quelque nature que ce soit (à l'exception de celles figurant à l'article 2321 du Code civil), et notamment toute exception ou objection que l'Agence France Locale pourrait avoir à l'encontre du Bénéficiaire, sous réserve néanmoins du respect des stipulations de la présente Garantie.

6.3. Sous réserve des stipulations de l'Article 14, toutes les stipulations de la présente Garantie conserveront leur plein effet quelle que soit l'évolution de la situation financière, juridique ou autre de l'Agence France Locale ou du Garant. En particulier, la Garantie conservera son plein effet vis-à-vis des Bénéficiaires au cas où l'Agence France Locale demanderait la nomination d'un mandataire *ad hoc* ou d'un conciliateur (ou ferait l'objet d'une telle demande), conclurait un accord amiable avec ses créanciers ou ferait l'objet de l'une des procédures du Livre VI du Code de commerce.

TITRE III
APPEL DE LA GARANTIE

7. PERSONNES HABILITÉES À APPELER LA GARANTIE

La présente Garantie pourra être appelée par les personnes suivantes :

(a) chaque Bénéficiaire, pour ce qui le concerne ;

(b) le représentant de la masse ou toute personne habilitée à exercer des sûretés ou garanties pour le compte des Bénéficiaires conformément au droit applicable ou aux stipulations des Titres Garantis (le *Représentant*), pour le compte des personnes qu'il est habilité à représenter ; ou

(c) la Société Territoriale, pour le compte de tout Bénéficiaire.

8. CONDITIONS DE L'APPEL EN GARANTIE

8.1. Appel par les Bénéficiaires

L'Appel en Garantie par les Bénéficiaires n'est soumis à aucune condition.

8.2. Appel par les Représentants

L'Appel en Garantie par les Représentants n'est soumis à aucune condition.

8.3. Appel par la Société Territoriale

La Société Territoriale peut décider d'appeler la Garantie dans les cas limitativement énumérés ci-dessous :

(a) en cas d'appel de la Garantie Société Territoriale ;

(b) en cas de demande de l'Agence France Locale de procéder à un Appel en Garantie (une *Demande d'Appel*).

9. MODALITÉS D'APPEL

9.1. Principe

9.1.1 Une demande de paiement qui remplit, en substance et formellement, les exigences stipulées par le présent acte (en ce compris les modèles d'Appels en Garantie figurant en Annexe) constitue un appel en garantie pour les besoins de la présente Garantie (un *Appel en Garantie*). La Garantie peut-être appelée en une ou plusieurs fois.

9.1.2 Un Appel en Garantie effectué pour un montant supérieur au Plafond de la Garantie sera réputé avoir été fait pour un montant égal au Plafond de la Garantie sans que cela remette en cause sa validité.

9.1.3 Un Appel en Garantie doit nécessairement être libellé en euros (EUR) ou toute autre devise ayant cours légal en France.

9.1.4 Un Appel en Garantie doit nécessairement indiquer sur quel Modèle de Garantie il est basé. Néanmoins, et conformément aux stipulations de l'Article 2.2, un Appel en Garantie peut bénéficier de la totalité du Plafond de la Garantie, y compris lorsque le Plafond de la Garantie résulte de la conclusion de plusieurs Engagements de Garantie par le Garant.

9.1.5 Un Appel en Garantie doit nécessairement être rédigé en français.

9.1.6 Une demande de paiement non conforme à ces exigences ne sera pas considérée comme valable et sera réputée ne jamais avoir été émise.

9.2. Appel par les Bénéficiaires

9.2.1 Tout Appel en Garantie par un Bénéficiaire devra être formulé au moyen d'une demande écrite strictement conforme au modèle figurant en Annexe B, laquelle devra être signée par une personne dûment autorisée par le Bénéficiaire concerné et être notifiée au Garant avec copie à la Société Territoriale.

9.2.2 Tout Appel en Garantie par un Bénéficiaire devra être accompagné, à peine de nullité, des documents suivants :

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause stipulant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) pour les Titres Garantis émis sous forme de titres financiers, l'attestation d'inscription en compte ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Bénéficiaire indiquant

(i) l'existence d'un défaut de paiement, sans que cette déclaration ne puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie;

(ii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de la Garantie Société Territoriale en vue du recouvrement de la même somme (ou que cet appel n'a pas été honoré conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale), en tout hypothèse sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du Bénéficiaire de diviser son appel ;

(iii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de garanties consenties par d'autres Membres en vue du recouvrement de la même somme (ou que ces appels n'ont pas été honorés conformément aux termes desdites garanties), en tout hypothèse sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du Bénéficiaire de diviser son appel ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou de règlement-livraison de titres.

9.3. Appel par un Représentant

9.3.1 Tout Appel en Garantie par un Représentant devra être formulé au moyen d'une demande écrite strictement conforme au modèle figurant en Annexe C, laquelle devra être signée par le Représentant ou une personne dûment habilitée par ce dernier conformément aux dispositions légales applicables et être notifiée au Garant avec copie à la Société Territoriale.

9.3.2 Tout Appel en Garantie par un Représentant devra être accompagné, à peine de nullité, des documents suivants :

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause stipulant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits Titulaires ou, le cas échéant, les modalités d'allocation et de paiement si les Titres Garantis sont admis dans un système de compensation ou de règlement-livraison ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Représentant indiquant

(i) l'existence d'un défaut de paiement, sans que cette déclaration ne puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie;

(ii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de la Garantie Société Territoriale en vue du paiement de la même somme (ou que cet appel n'a pas été honoré conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale), en toute hypothèse, sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du demandeur de diviser son appel ;

(iii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de garanties consenties par d'autres Membres en vue du paiement de la même somme (ou que ces appels n'ont pas été honorés conformément aux termes desdites garanties), en toute hypothèse, sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du Bénéficiaire de diviser son appel ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou de règlement-livraison de titres ;

(e) une copie du document en vertu duquel le Représentant a été nommé ou a le droit d'agir au nom des Bénéficiaires.

9.4. Appel par la Société Territoriale

9.4.1 Tout Appel en Garantie par la Société Territoriale devra être formulé au moyen d'une demande écrite strictement conforme au modèle figurant en Annexe D, laquelle devra être signée par le Directeur Général de la Société Territoriale ou par toute personne dûment habilitée à cet effet conformément aux dispositions légales applicables.

9.4.2 Tout Appel en Garantie par la Société Territoriale résultant d'un appel de la GarantieSociété Territoriale devra être accompagné, à peine de nullité, des documents suivants
:

(a) la copie de l'appel reçu au titre de la Garantie Société Territoriale, y compris ses annexes ou la copie de la Demande d'Appel émise par l'Agence France Locale, à l'exclusion de ses annexes ;

(b) la déclaration sur l'honneur du demandeur confirmant l'appel de la Garantie Société Territoriale ou l'existence d'une Demande d'Appel;

(c) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits titulaires ou, le cas échéant, les modalités d'allocation et de paiement si les Titres Garantis sont admis dans un système de compensation ou de règlement-livraison ;

(d) le relevé d'identité bancaire du compte ouvert dans les livres de la Caisse des dépôts et consignations pour le compte des titulaires de Titres Garantis visés au paragraphe (c) ci-dessus, sur lequel les sommes appelées doivent être virées accompagné de la copie de l'instruction de paiement visée à l'Article 9.4.3.

9.4.3 En cas d'Appel en Garantie, la Société Territoriale instruit, simultanément à l'émission de l'Appel en Garantie, la Caisse des dépôts et consignations de payer les titulaires de Titres Garantis visés à l'Article 9.4.2(c) à la date à laquelle les sommes appelées leur seraient dues par l'Agence France Locale.

9.4.4 La notification d'appel devra également indiquer la date à laquelle le versement des fonds appelés devra avoir été effectué.

9.4.5 La forme et les modalités des Demandes d'Appels sont arrêtées par le Conseil d'Administration et ne sont pas une condition de validité de l'Appel en Garantie effectué par la Société Territoriale.

TITRE IV
PAIEMENT AU TITRE DE LA GARANTIE

10. DATE DE PAIEMENT

10.1. Libération en cas d'appel par les Bénéficiaires ou leurs Représentants

En cas d'Appel en Garantie par les Bénéficiaires ou leurs Représentants, le Garant devra payer le montant appelé au plus tard cinq (5) Jours Ouvrés après la date de réception de l'Appel en Garantie.

10.2. Libération en cas d'appel par la Société Territoriale

En cas d'Appel en Garantie par la Société Territoriale, le Garant devra payer le montant appelé au plus tard cinq (5) Jours Ouvrés après la date de réception de l'Appel en Garantie ou à toute date ultérieure stipulée dans l'Appel en Garantie.

11. MODALITÉS DE PAIEMENTS

11.1. Compte et mode de paiement

Les fonds doivent être versés par virement bancaire sur le compte indiqué dans l'Appel en Garantie.

11.2. Devise de paiement

Les fonds doivent être versés en euros (EUR) ou toute autre devise ayant cours légal en France.

TITRE V
DURÉE DE LA GARANTIE

12. DATE D'EFFET

La présente Garantie entre en vigueur à la date de signature par le Membre d'un Engagement de Garantie.

13. TERME

13.1. Date d'Expiration

La Garantie prend fin à la date d'échéance stipulée dans l'Engagement de Garantie (la *Date d'Expiration*).

13.2. Effet du terme

La Garantie ne peut plus faire l'objet d'aucun d'Appel en Garantie à l'issue de la Date d'Expiration.

14. RÉSILIATION ANTICIPÉE

14.1. Cas de résiliation anticipée

Nonobstant les stipulations de l'Article 13, la Garantie peut être résiliée par anticipation :

(a) à tout moment avec l'accord du Garant, de la Société Territoriale et de l'Agence France Locale ; ou

(b) en cas d'ouverture d'une procédure du Livre VI du Code de commerce à l'encontre de l'Agence France Locale, à la demande du Garant ; ou

(c) de façon automatique, en cas de signature par le Garant d'un Engagement de Garantie visant une version ultérieure de Modèle de Garantie.

14.2. Effet de la résiliation anticipée

14.2.1 La résiliation de la Garantie ne limite pas les capacités d'appel des titulaires de Titres Garantis dont les Titres Garantis sont antérieurs à la date de résiliation.

14.2.2 Aucune personne ne pourra en revanche se prévaloir de la Garantie à raison d'un titre financier ou d'un document postérieur à la date de résiliation.

TITRE VI
RECOURS

15. SUBROGATION

En cas de paiement de toute somme au titre d'un Appel en Garantie, le Garant est subrogé dans les droits du Bénéficiaire à hauteur du montant payé et sur la base du Titre Garanti ayant servi de fondement à l'Appel en Garantie.

16. RECOURS ENTRE LES MEMBRES

En cas de paiement de toute somme au titre d'un Appel en Garantie, le Garant bénéfice d'un recours personnel contre les autres Membres dont les modalités sont stipulées dans le Pacte.

TITRE VII
COMMUNICATION

17. INFORMATION DES BÉNÉFICIAIRES

17.1. L'Agence France Locale s'engage à rendre publiques, sur son Site, à tout moment, les informations suivantes :

(a) l'Encours de Crédit de chaque Membre le premier (1er) Jour Ouvré précédant la date de mise à jour du Site ou à toute date ultérieure ;

(b) l'Encours de Crédit estimé de chaque Membre, en l'absence de remboursement anticipé de tout ou partie de l'encours consenti le dixième (10ème) Jour Ouvré suivant la date de mise à jour du Site;

(c) l'allocation des Encours de Crédit susvisés par version des Modèles de Garantie ;

(d) l'adresse et la personne à qui doit être envoyé un Appel en Garantie pour chaque Garant ;

(e) le montant des Appels en Garantie dont elle a connaissance.

17.2. L'Agence France Locale s'engage à mettre à jour le Site chaque Jour Ouvré.

17.3. L'Agence France Locale s'engage à souscrire un contrat avec un prestataire de service informatique externe qui sera en mesure et aura l'obligation de publier les informations susvisées sur un site internet de secours en cas de défaillance du Site. En cas de défaillance financière de l'Agence France Locale, ce dernier aura l'obligation de maintenir l'information accessible pendant une période minimale de six (6) mois à compter de l'ouverture d'une procédure de règlement ou de liquidation judicaire à l'encontre de l'Agence France Locale.

18. PUBLICITÉ

L'Agence France Locale est autorisée à porter à la connaissance de tout Bénéficiaire par tout moyen de son choix, l'existence et les termes de la présente Garantie.

19. NOTIFICATIONS

19.1. Toute notification ou communication au titre de la présente Garantie, y compris tout Appel en Garantie, devra être effectuée par écrit et adressée, au choix de l'émetteur de la notification :

(a) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception;

(b) par remise en main propre contre décharge, que ce soit par l'émetteur de la notification lui-même ou par porteur ou service de courrier rapide ; ou

(c) par huissier de justice.

19.2. Toute communication faite ou tout document envoyé par une personne à une autre au titre de la Garantie ou concernant celle-ci produira ses effets à compter de:

(a) sa réception attestée par l'avis de réception, la décharge ou l'huissier de justice ;

(b) du Jour Ouvré suivant la présentation de la notification attestée par l'avis de dépôts, un tiers ou l'huissier de justice.

19.3. Toute notification ou communication au Garant, à l'Agence France Locale ou à la Société Territoriale devra être adressée à l'adresse indiquée sur le Site.

TITRE VIII
STIPULATIONS FINALES

20. IMPÔTS ET TAXES

20.1. Tout paiement dû par le Garant sera effectué sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposé, levé ou recouvré par ou pour le compte de l'Etat, ou l'une de ses autorités ayant le pouvoir de lever l'impôt, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit prévu par la loi ou toute convention internationale applicable.

20.2. Si en vertu de la législation française, les paiements dus par le Garant au titre de la Garantie devaient être soumis à un prélèvement ou à une retenue au titre de tout impôt ou taxe, présent ou futur, le Garant ne procédera à aucune majoration des paiements.

21. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS

21.1. La présente Garantie est régie par le droit français.

21.2. Tout litige relatif à la présente Garantie sera de la compétence exclusive du Tribunal de grande instance compétent.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A MODÈLE D'ENGAGEMENT DE GARANTIE.....17
ANNEXE B MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE APPEL PAR UN BÉNÉFICIAIRE.....18
ANNEXE C MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE APPEL PAR UN REPRÉSENTANT.....20
ANNEXE D MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE APPEL PAR LA SOCIÉTÉ TERRITORIALE.....22

ANNEXE A
MODÈLE D'ENGAGEMENT DE GARANTIE

ENGAGEMENT DE GARANTIE

[Désignation du Garant], représenté[e] par [•] en sa qualité de [•]

- consent une garantie autonome à première demande dont les modalités sont régies par le Modèle de Garantie Version 2016.1 dont une copie est annexée au présent Engagement de Garantie ;
- le montant initial de la garantie consentie en application du présent Engagement de Garantie est de_____(_____) euros[1] (le *Plafond Initial*) ;
- le présent Engagement de Garantie expirera le_____(la *Date d'Expiration*)[2] ;
- déclare que le présent Engagement de Garantie a été approuvé par son organe délibérant conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, ses documents constitutifs ;
- déclare accepter sans réserve les stipulations du Modèle de Garantie.

Le présent Engagement de Garantie est régi par le droit français et sera interprété conformément à celui-ci.

Tout litige relatif notamment à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Engagement de Garantie relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de grande instance compétent.

Fait à [•]

Le [•]

Pour le Garant[3] Pour l'Agence France Locale

En présence de la Société Territoriale[4]

1 Indication du montant en chiffres et en lettres

2 obligatoire.

2 La date d'expiration doit être au plus tôt quarante-cinq (45) Jours Ouvrés après la date d'échéance contractuelle de l'acte ou du contrat ayant conduit à la signature de l'Engagement de Garantie.

3 Signature précédée de la mention manuscrite « bon pour garantie autonome à première demande d'un montant plafond de [Plafond Initial, en chiffres et en lettres] euros».

4 Un pouvoir général de contresigner les Engagements de Garantie pourrait être consenti par la Société Territoriale à l'Agence France Locale.

ANNEXE B
MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE
APPEL PAR UN BÉNÉFICIAIRE

A : [Coordonnées du Garant figurant sur le Site]

avec copie à Agence France Locale – Société Territoriale
A l'attention de Monsieur le Directeur Général
[Coordonnées de la Société Territoriale figurant sur le Site]

Date : [*insérer la date*]

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou Courrier remis en main propre contre décharge

Demande de paiement au titre de la Garantie Autonome à Première Demande version 2016.1

Madame, Monsieur,

1. Nous faisons référence à la garantie à première demande que vous avez consentie conformément au Modèle de Garantie version 2016.1 arrêté par le Conseil d'Administration de la société Agence France Locale – Société Territoriale (la *Garantie*) dont nous déclarons accepter le bénéfice et l'ensemble des stipulations.

2. A moins qu'ils ne soient autrement définis dans le présent Appel en Garantie, les termes ou expressions commençant par une majuscule utilisés ci-après ont le sens qui leur est attribué dans la Garantie.

3. Nous constatons qu'à la date de la présente, l'Agence France Locale ne nous a pas payé la somme de [*indiquer le montant*] euros (le *Montant Réclamé*). Le détail du Montant Réclamé ainsi que des Titres Garantis figure ci-dessous:

ISIN*	Common Code*	Date du Titre Garanti	Date d'échéance du Titre Garanti	Montant impayé (principal)	Montant impayé (intérêts)	Autres montants dus impayés (intérêts de retard, frais, etc.)	Montant total impayé

** si applicable*

4. Nous certifions qu'à la date des présentes, et sans que cela puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie :

   (a) le Montant Réclamé est dû et exigible conformément à (aux) (l')article(s) [insérer le(s) numéro(s) de (l')article] des modalités des Titres Garantis [en cas de Titres Garantis émis dans le cadre de différents programmes d'émission, préciser ces programmes et leurs modalités] [et qu'il n'a pas été payé pendant une période de plus de [ ] Jours Ouvrés après sa date

d'exigibilité (après expiration des périodes de grâce applicables et des périodes de règlement amiable prévues par les Modalités des Titres Garantis)] ; et

(b) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de la Garantie Société Territoriale (ou cette demande de paiement n'a pas été honorée conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale);

(c) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de garanties consenties par d'autres Membres (ou ces demandes de paiement n'ont pas été honorées conformément aux termes desdites garanties).

5. Conformément à l'Article 9.2 de la Garantie, vous trouverez ci-joint:

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause indiquant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) pour les Titres Garantis émis sous forme de titres financiers, l'attestation d'inscription en compte ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Bénéficiaire indiquant l'existence d'un défaut de paiement ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées.

6. Conformément aux termes du TITRE III de la Garantie, nous vous demandons, en votre qualité de Garant au titre de la Garantie, de nous payer le Montant Réclamé.

7. Conformément aux termes de l'Article 10.1 de la Garantie, le Montant Réclamé doit être payé dans le délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la date de réception du présent Appel en Garantie.

8. [Le Montant Réclamé devra être payé sur le compte bancaire ayant les références suivantes : [*insérer le numéro IBAN du compte*], ouvert dans les livres de [*insérer le nom de l'établissement teneur de compte*].][5]

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour [*Insérer le nom du Bénéficiaire*]
en qualité de Bénéficiaire
Par : [*Insérer le nom du signataire*]
Titre : [*Insérer le titre du signataire*]

[5] Dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou de règlement-livraison.

ANNEXE C
MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE
APPEL PAR UN REPRÉSENTANT

A : [Coordonnées du Garant figurant sur le Site]

avec copie à : Agence France Locale – Société Territoriale
A l'attention de Monsieur le Directeur Général
[Coordonnées de la Société Territoriale figurant sur le Site]

Date : [*insérer la date*]

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou Courrier remis en main propre contre décharge

Demande de paiement au titre de la Garantie Autonome à Première Demande version 2016.1

Madame, Monsieur,

1. Nous faisons référence à la garantie à première demande que vous avez consentie conformément au Modèle de Garantie version 2016.1 arrêté par le Conseil d'Administration de la société Agence France Locale – Société Territoriale (la *Garantie*) dont nous déclarons au nom et pour le compte des titulaires de Titres Garantis que nous représentons accepter le bénéfice et l'ensemble des stipulations.

2. A moins qu'ils ne soient autrement définis dans le présent Appel en Garantie, les termes ou expressions commençant par une majuscule utilisés ci-après ont le sens qui leur est attribué dans la Garantie.

3. Nous constatons qu'à la date de la présente, l'Agence France Locale n'a pas payé la somme de [*indiquer le montant*] euros (le *Montant Réclamé*) aux titulaires de Titres Garantis dont nous sommes les Représentants. Le détail du Montant Réclamé ainsi que des Titres Garantis figure ci-dessous :

ISIN*	Common Code*	Date du Titre Garanti	Date d'échéance du Titre Garanti	Montant impayé (principal)	Montant impayé (intérêts)	Autres montants dus impayés (intérêts de retard, frais, etc.)	Montant total impayé

** si applicable*

4. Nous certifions qu'à la date des présentes, et sans que cela puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie :

   (a) le Montant Réclamé est dû et exigible conformément à (aux) (l')article(s) [*insérer le(s) numéro(s) de (l')article*] des modalités des Titres Garantis [*en cas de Titres Garantis émis dans le cadre de différents programmes d'émission, préciser ces programmes et leurs modalités*] [et qu'il n'a pas été payé pendant une période de plus de [ ] Jours Ouvrés après sa date

d'exigibilité (après expiration des périodes de grâce applicables et des périodes de règlement amiable prévues par les Modalités des Titres Garantis) ;] et

(b) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de la Garantie Société Territoriale (ou cette demande de paiement n'a pas été honorée conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale);

(c) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de garanties consenties par d'autres Membres (ou ces demandes de paiement n'ont pas été honorées conformément aux termes desdites garanties).

5. Conformément à l'Article 9.3 de la Garantie, vous trouverez ci-joint:

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause indiquant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits Titulaires ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Représentant indiquant l'existence d'un défaut de paiement ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées ;

(e) une copie du document en vertu duquel le Représentant a été nommé ou a le droit d'agir au nom des Bénéficiaires.

6. Conformément aux termes du TITRE III de la Garantie, nous vous demandons, en votre qualité de Garant au titre de la Garantie, de payer le Montant Réclamé.

7. Conformément aux termes de l'Article 10.1 de la Garantie, le Montant Réclamé doit être payé dans le délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la date de réception du présent Appel en Garantie.

8. [Le Montant Réclamé devra être payé sur le compte bancaire ayant les références suivantes : [*insérer le numéro IBAN du compte*], ouvert dans les livres de [*insérer le nom de l'établissement teneur de compte*].][6]

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour [*Insérer le nom du Représentant*]
en qualité de [préciser la qualité du Représentant l'autorisant à agir]
Par : [*Insérer le nom du signataire*]
Titre : [*Insérer le titre du signataire*]

[6] Dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou de règlement-livraison.

ANNEXE D
MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE
APPEL PAR LA SOCIÉTÉ TERRITORIALE

A : [Coordonnées du Garant figurant sur le Site]

Date : [*insérer la date*]

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou Courrier remis en main propre contre décharge

Demande de paiement au titre de la Garantie Autonome à Première Demande version 2016.1

Madame, Monsieur,

1. Nous faisons référence à la garantie à première demande que vous avez consentie conformément au Modèle de Garantie version 2016.1 arrêté par le Conseil d'Administration de la société Agence France Locale – Société Territoriale (la *Garantie*).

2. A moins qu'ils ne soient autrement définis dans le présent Appel en Garantie, les termes ou expressions commençant par une majuscule utilisés ci-après ont le sens qui leur est attribué dans la Garantie.

3. Nous vous informons que la Société Territoriale vient de recevoir [un appel en garantie au titre de la Garantie Société Territoriale / une Demande d'Appel en Garantie] pour un montant total de [*indiquer le montant*] euros (le *Montant Réclamé*).

4. En conséquence, nous vous demandons de payer le Montant Réclamé aux titulaires de Titres Garantis conformément au détail figurant ci-dessous:

ISIN*	Common Code*	Date du Titre Garanti	Date d'échéance du Titre Garanti	Montant (principal)	Montant (intérêts)	Autres montants dus (intérêts de retard, frais, etc.)	Montant total

** si applicable*

5. Conformément à l'Article 9.4 de la Garantie, vous trouverez ci-joint:

   (a) la copie de l'appel reçu au titre de la Garantie Société Territoriale, y compris ses annexes ou la copie de la Demande d'Appel émise par l'Agence France Locale, à l'exclusion de ses annexes ;

   (b) la déclaration sur l'honneur de la Société Territoriale confirmant l'appel de la Garantie Société Territoriale ou l'existence d'une Demande en Paiement ;

(c) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits Titulaires ;

(d) le relevé d'identité bancaire du compte ouvert dans les livres [de l'Agence France Locale / la Caisse des dépôts et consignations] au nom de la Société Territoriale et pour le compte des titulaires de Titres Garantis visés au paragraphe 9.4.2(c) ci-dessus, sur lequel les sommes appelées doivent être virées accompagné de la copie de l'instruction de paiement visée à l'Article 9.4.3.

6. Conformément aux termes du TITRE III de la Garantie, nous vous demandons, en votre qualité de Garant au titre de la Garantie, de payer le Montant Réclamé.

7. Conformément aux termes de l'Article 10.2 de la Garantie, le Montant Réclamé doit être payé [dans le délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la date de réception du présent Appel en Garantie / le_____].

8. Le Montant Réclamé devra être payé sur le compte bancaire ayant les références suivantes : [*insérer le numéro IBAN du compte*], ouvert dans les livres de la Caisse des dépôts et consignations.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour la Société Territoriale
Par : [*Insérer le nom du signataire*]
Titre : [*Insérer le titre du signataire*]

* * * *

M. le Maire : Très bien. Mais écoutez, merci beaucoup. C'était un beau Conseil très utile. On a essayé de vous donner un maximum d'informations de la façon la plus pédagogique possible. Et on a maintenant un beau budget et des bonnes bases pour cette année 2026. Merci à tous et très belle journée.

* * * *

La séance est levée à 12 h 30.

* * * *